

**Tony Cliff**

# ***Lénine***

**(volume 2)**

**Tout le pouvoir aux soviets**

Tony Cliff, *Lenin 2 : All Power to the Soviets*, Pluto Press, London, 1976.

Traduction Jean-Marie Guerlin, 2015.

Traductions de citations russes et allemandes par Sylvestre Jaffard.

# Table des matières

<b><u>Avertissement</u></b> .....	6
<b><u>Chapitre 1 — La faillite de l'Internationale</u></b> .....	8
Contre le pacifisme.....	10
« Vive la IIIe Internationale ».....	11
Tout est subordonné au parlementarisme.....	14
Pourquoi les illusions de Lénine sur Kautsky ont persisté.....	14
La conférence de Zimmerwald.....	15
La conférence de Kienthal.....	17
Lénine pénètre dans l'arène internationale.....	18
De maigres ressources matérielles.....	19
Conclusion.....	21
<b><u>Chapitre 2 — Le Parti bolchevik à l'épreuve de la guerre</u></b> .....	23
Les dirigeants bolcheviks et la guerre.....	23
Flux et reflux.....	26
La montée du ferment révolutionnaire.....	28
L'organisation bolchevique.....	31
L'influence montante du bolchevisme.....	35
Les Comités de l'Industrie de Guerre.....	36
Conclusion.....	38
<b><u>Chapitre 3 — Lénine et la question nationale</u></b> .....	39
Les socialistes autrichiens et la question nationale.....	39
Lénine s'oppose à la politique de l'autonomie nationale-culturelle.....	40
La position de Rosa Luxemburg sur la question nationale.....	41
Boukharine, Piatakov et Radek.....	43
Lénine polémique avec Luxemburg, Boukharine, Piatakov et Radek.....	43
<b><u>Chapitre 4 — L'impérialisme, stade ultime du capitalisme</u></b> .....	47
De la nécessité de défendre Lénine contre ses admirateurs.....	48
<b><u>Chapitre 5 — Crise et chute du régime tsariste</u></b> .....	51
Des dirigeants en plein désarroi.....	51
Comique ou macabre ?.....	55
Raspoutine.....	56
La révolution de palais n'aura pas lieu.....	58
<b><u>Chapitre 6 — De la Révolution de Février à la dualité de pouvoir</u></b> .....	63
La Révolution de Février.....	63
Une révolution spontanée.....	66
La bourgeoisie a peur de prendre le pouvoir.....	68
Le Soviet a le pouvoir.....	69
Les dirigeants du Soviet supplient la bourgeoisie de prendre le pouvoir.....	71
La bourgeoisie accepte le pouvoir d'une révolution qu'elle déteste.....	72
Pourquoi les dirigeants du Soviet ont-ils transmis le pouvoir au Gouvernement provisoire ?.....	74
La dualité de pouvoir.....	75
Lénine explique.....	76
<b><u>Chapitre 7 — Lénine réarme le parti</u></b> .....	78
Le parti bolchevik après la Révolution de Février.....	78
La position du Comité de Vyborg.....	79
Le Bureau russe du Comité central.....	81
Kaménev, Staline et Mouranov.....	83
Dans tout le pays.....	84

La Conférence bolchevique panrusse.....	84
En prévision.....	86
Lénine rentre en Russie.....	91
<b>Chapitre 8 — Lénine, le parti et le prolétariat.....</b>	<b>94</b>
« Expliquer patiemment ».....	94
L'éperon et les rênes.....	96
Kronstadt.....	98
La classe et le parti.....	100
La faiblesse administrative du centre du parti.....	102
L'absence de formalisme du Comité central.....	106
Les cadres du bolchevisme.....	108
Le rôle central de la presse.....	111
Le Parti bolchevik trempé pour la victoire de la révolution.....	112
Lénine dans la préparation d'Octobre.....	115
<b>Chapitre 9 — Lénine fait baisser la température.....</b>	<b>117</b>
Les Journées d'Avril.....	117
Quel a été le rôle des dirigeants du Parti bolchevik au cours des Journées d'Avril ?.....	118
Lénine utilise les lances à incendie.....	119
Le premier Gouvernement de coalition.....	122
L'offensive.....	123
La manifestation qui n'a pas eu lieu : Lénine hésite.....	123
Les dirigeants mencheviks et SR interviennent.....	127
<b>Chapitre 10 — Lénine et les mutineries de soldats.....</b>	<b>130</b>
Les soldats se rebellent.....	130
L'Ordre N°2.....	133
La Déclaration des Droits du Soldat.....	134
L'armée se désintègre.....	135
Les généraux essaient de rétablir la discipline.....	137
Lénine crève l'abcès.....	139
L'influence des bolcheviks sur les forces armées s'accroît.....	140
<b>Chapitre 11 — La paysannerie dans la révolution.....</b>	<b>144</b>
La révolution engloutit les villages.....	144
Le gouvernement remet au lendemain.....	147
Les SR et les mencheviks à la rescousse.....	148
Les paysans refusent d'attendre l'Assemblée constituante.....	149
Les forces punitives sont utilisées.....	150
Les SR se divisent.....	152
Lénine marche de front avec la révolution paysanne.....	153
Il propose une organisation indépendante des ouvriers agricoles.....	154
Organisez les grandes fermes.....	156
Lénine emprunte le programme des SR.....	156
L'identification de Lénine avec les opprimés.....	158
Des nuages à l'horizon.....	159
<b>Chapitre 12 - Lénine et le contrôle ouvrier.....</b>	<b>161</b>
L'apparition des comités d'usine.....	161
L'offensive des employeurs.....	164
La conciliation entre les classes.....	166
Les « excès » croissants des travailleurs.....	168
La politique de Lénine.....	169
Les mesures de contrôle précisées.....	171
Nationalisation des banques.....	171
Nationalisation des syndicats patronaux.....	171

Suppression du secret commercial.....	172
Réglementation de la consommation.....	172
Montée en puissance des bolcheviks.....	173
<b>Chapitre 13 — Lénine soutient les nationalités rebelles.....</b>	<b>175</b>
La Finlande.....	175
L'Ukraine.....	177
Les autres nationalités.....	180
La sympathie de Lénine.....	181
<b>Chapitre 14 — Les Journées de Juillet.....</b>	<b>184</b>
La fièvre monte à Péetrograd.....	184
Lénine met en garde contre l'impaticence et l'aventurisme.....	185
Sur la gauche de Lénine, l'impaticence du Comité de Péetersbourg.....	186
L'Organisation Militaire tire sur sa laisse.....	186
La Pravda et la Soldatskaïa pravda.....	187
L'indiscipline parmi les membres du parti.....	187
Lénine au cours des Journées de Juillet.....	188
Le paradoxe de la manifestation de juillet.....	188
Lénine enseigne la retraite.....	190
Les bolcheviks auraient-ils pu rester à l'écart des manifestations de juillet ?.....	191
Les leçons des Journées de Juillet.....	191
<b>Chapitre 15 — La réaction en marche.....</b>	<b>195</b>
Mesures extrêmes de la droite.....	195
Les conciliateurs sombrent encore davantage.....	197
Les bolcheviks après les Journées de Juillet.....	199
Le bonapartisme.....	205
La Conférence d'Etat de Moscou.....	206
<b>Chapitre 16 — Le soulèvement de Kornilov.....</b>	<b>211</b>
Un complot d'extrême droite.....	211
L'orientation claire de Lénine.....	214
L'échec du soulèvement de Kornilov.....	216
Après Kornilov, une voie pacifique vers le pouvoir ouvrier ?.....	219
Après Kornilov.....	221
La désintégration du régime de Février.....	223
La farce de la Conférence démocratique.....	224
Le bolchevisme balaie tout devant lui.....	225
<b>Chapitre 17 — L'Etat et la révolution.....</b>	<b>227</b>
Réactivation de la théorie marxiste de l'Etat.....	227
Briser l'Etat capitaliste.....	229
La dictature du prolétariat.....	230
La transition du capitalisme au communisme.....	232
En conclusion.....	235
<b>Chapitre 18 — Le prolétariat peut exercer le pouvoir d'Etat.....</b>	<b>237</b>
Les obstacles sur la voie du pouvoir ouvrier.....	237
Le prolétariat peut faire marcher la machine d'Etat.....	238
Les potentialités du prolétariat.....	239
Maxime Gor'ky.....	241
<b>Chapitre 19 — Lénine appelle à l'insurrection.....</b>	<b>243</b>
Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir.....	244
Le parti s'adapte au constitutionnalisme.....	246
Lénine pousse Smilga à l'action.....	249
La crise est mûre.....	250
Avis d'un observateur.....	252

Enfin le Comité central commence à agir.....	<u>253</u>
L'attaque brusquée de Lénine.....	<u>256</u>
La direction de Pétrograd hésite.....	<u>259</u>
Le Comité central continue à atermoyer.....	<u>263</u>
Une bombe.....	<u>267</u>
L'erreur sur l'aspect technique du soulèvement.....	<u>268</u>
La légalité soviétique.....	<u>269</u>
Lénine, le parti et la révolution.....	<u>274</u>
<b><u>Chronologie.....</u></b>	<b><u>277</u></b>

## Avertissement

*Ce volume est consacré aux activités de Lénine entre le déclenchement de la Première Guerre mondiale et la Révolution d'Octobre. Il est dans la nature du sujet lui-même que la plus grande partie du livre soit consacrée à la période allant de février à octobre 1917.*

*Parmi les nombreuses sources sur lesquelles je me suis appuyé, certaines méritent d'être mentionnées du fait de leur intérêt général et de leur vision des choses. Il s'agit de La Révolution russe 1917, par [N.N. Soukhanov](#), [Dix jours qui ébranlèrent le monde](#), de [John Reed](#), et, surtout, [l'Histoire de la révolution russe](#), de [Léon Trotsky](#). L'ouvrage monumental de Trotsky est une réalisation remarquable, écrite par un homme de génie qui fut un des dirigeants les plus importants de la révolution. Face à ce magnifique travail, une question élémentaire se pose : pourquoi encore un livre sur la même période ?*

*Le livre de Trotsky, malgré ses immenses qualités, comporte à mon avis une faiblesse. La révolution y est analysée et décrite comme un événement dans lequel les masses opprimées, tenues en sujétion pendant des siècles, se sont dressées et ont parlé. Les changements dans la conscience des ouvriers, des paysans et des soldats, dans les conditions fiévreuses de la lutte, y sont superbement décrits. Ce qui manque, à l'évidence, c'est le Parti bolchevik : sa base, ses cadres, ses comités locaux, son comité central. Ce défaut dans l'œuvre de Trotsky doit, jusqu'à un certain point, être vu comme un reflet de la distorsion stalinienne du rôle du Parti bolchevik en 1917.*

*Selon la légende stalinienne, le Parti bolchevik, à de rares exceptions près, a toujours suivi la volonté de Lénine. Le parti aurait été pratiquement monolithique. En fait, rien n'est plus éloigné de la vérité. De façon répétée, Lénine a dû batailler pour obtenir l'accord de ses camarades.*

*Alors qu'en avril son problème essentiel était de surmonter le conservatisme de la direction du parti, en juin et au début de juillet il a dû freiner l'impatience révolutionnaire des dirigeants de base et des militants. En septembre et en octobre, il lui a fallu se battre pour pousser la direction au grand bond de l'insurrection : beaucoup, parmi les têtes chaudes d'avril, juin et juillet – y compris dans l'Organisation Militaire bolchevique et le Comité de Pétersbourg du parti – étaient devenus extrêmement frileux.*

*Trotsky, qui s'était tenu en dehors du camp bolchevik, de sa formation en 1903 jusqu'à la Révolution de Février (rejoignant officiellement le parti à la fin juillet 1917), était naturellement porté à vouloir prouver que le fait d'être un « vieux bolchevik » n'était pas une garantie. Effectivement, la position de la direction bolchevique avant le retour de Lénine en Russie et l'opposition de la plupart des dirigeants du parti à l'insurrection montrent que les arguments de Trotsky avaient leur pertinence. Malgré tout, il sous-estimait le parti en tant que totalité. Tout au long de son Histoire, il le mentionne à peine. Par exemple, il n'y a pas d'exposition systématique des différents rôles joués par le Comité de district de Vyborg, le Comité de Pétersbourg et l'Organisation Militaire bolchevique. Comme le Parti bolchevik était un parti de masse profondément enraciné dans la classe ouvrière, les différences à l'intérieur de la classe, par exemple entre le prolétariat de Pétrograd et celui d'Odessa, avaient une sérieuse influence sur le fonctionnement du parti. Cela n'apparaît pas clairement dans le livre de Trotsky.*

*Pour transformer les mots en actes, un parti centralisé est nécessaire. Mais comment le Parti bolchevik a-t-il réellement fonctionné pendant la révolution ? Pendant la guerre, il était composé d'un grand nombre de petits groupes, certains fédérés de manière informelle, mais pour la plupart coupés à la fois les uns des autres et de Lénine, qui était à l'étranger. Ces comités locaux ont dû développer une capacité indépendante à mettre en œuvre une action politique. Comment ces groupes se sont-ils organisés en un parti de lutte cohérent ? Comment fonctionnait l'administration du parti ? Quel genre d'hommes et de femmes constituaient les cadres du parti, quelle était leur composition sociale, leur âge, leur expérience politique ?*

*Le fait que les masses – ouvriers, soldats et paysans – apparaissent avec toute leur passion et leur héroïsme dans l'Histoire de Trotsky, mais que le parti en soit presque absent renforce d'autant le rôle personnel de Lénine dans le drame historique. Pendant et après 1917, Trotsky en est venu à admirer Lénine plus que toute autre personnalité de son époque. Sans la moindre fausse modestie, il voyait Lénine comme l'enseignant et lui-même comme le disciple. On trouve dans l'Histoire des phrases comme celle-ci : « A côté des usines, des casernes, des villages, du front et des soviets, la révolution avait un autre laboratoire : le cerveau de*

*Lénine. » Pourtant Lénine ne pouvait se relier aux masses que par l'intermédiaire du parti.*

*Le rôle du parti était d'élever le niveau de conscience et d'organisation de la classe ouvrière, d'expliquer aux masses où était leur intérêt, de donner à leurs émotions et à leurs pensées une expression politique claire. Si le parti était nécessaire pour insuffler au prolétariat la confiance dans ses propres capacités, il en était de même du rôle de Lénine par rapport au parti. Pour que Lénine puisse se relier aux masses – pour que ses mots d'ordre leur parviennent, et pour qu'il puisse apprendre d'elles – il fallait qu'existent les cadres du parti. Pratiquement tout ce que Lénine a écrit en 1917 était destiné aux membres du parti ; ce qui est démontré par le simple fait qu'à son point culminant la presse du parti avait un tirage à peine supérieur au nombre des adhérents. Les [Thèses d'avril](#) de Lénine étaient en fait destinées aux militants du parti, et ses textes sur l'insurrection – pratiquement tous rédigés à une poignée d'exemplaires sur des feuilles volantes – s'adressaient aux cadres du parti. La réussite de Lénine dans le réarmement du parti en avril, le fait qu'il ait pu le guider à travers les tournants brusques, en avril, juin, juillet, lors de la tentative de putsch de [Kornilov](#) et finalement dans l'insurrection (événements sur lesquels nous nous penchons dans ce livre) était due au fait qu'il incarnait la tradition bolchevique et qu'il avait acquis la confiance des cadres au cours des nombreuses années d'une lutte révolutionnaire acharnée. Lénine influençait le parti et le parti influençait la classe, et vice-versa. Le prolétariat créait le parti et le parti modelait Lénine.*

*Le présent livre tente de mettre en évidence les interactions entre la classe ouvrière, le parti et Lénine. C'est une biographie politique de Lénine inscrite dans l'histoire politique de la classe ouvrière. En fait, la révolution fut le zénith des activités de Lénine, du parti et du prolétariat, la fusion de ces trois éléments connaissant son apogée dans cette période. De telle sorte qu'on ne peut d'aucune manière, pour cette époque, séparer le personnel du général, la biographie de l'histoire. L'année 1917 fut l'épreuve majeure pour Lénine en tant que dirigeant du parti et de la classe ouvrière.*

*Comme d'habitude, je me suis trouvé confronté à la difficulté inhérente à la sélection et à la compression de l'énorme quantité de matériel disponible sur un sujet si vaste. C'est le thème central de l'interaction entre le prolétariat, le Parti bolchevik et Lénine qui a guidé le choix des documents destinés à une histoire de dimensions raisonnables.*

*Enfin, je dois faire quelques remarques techniques. La première concerne le nom de la capitale de la Russie. Jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale, elle s'appelait St-Petersbourg. Puis ce nom à la consonance germanique fut hâtivement changé en Pétrograd. La position antiguerre des bolcheviks de la ville fut symbolisée par leur décision de conserver le titre de Comité de Pétersbourg. Dans ce livre nous utilisons l'un ou l'autre de ces deux noms – essentiellement en fonction du contexte. Nous appelons le plus souvent la ville Pétrograd, mais faisons référence au comité du parti de la capitale comme Comité de Pétersbourg.*

*Ensuite, les dates figurant dans ce volume sont celles du calendrier julien, en retard de treize jours sur le calendrier grégorien occidental. Dans certains cas concernant des événements situés en Europe occidentale, comme le départ de Suisse de Lénine prenant le chemin de la Russie, nous utilisons les deux calendriers.*

#### *Note du traducteur :*

*Le comité de traduction en français des Œuvres de Lénine ayant été dirigé par Roger Garaudy, de sinistre mémoire, il ne faut pas s'étonner si les citations ont parfois une sonorité stalinienne. Je m'en suis néanmoins, faute d'autre chose, tenu à ce texte, supprimant seulement la majuscule systématique ornant les mots « parti » et « soviet ». (JMG)*

# Chapitre 1 — La faillite de l'Internationale

Le 1<sup>er</sup> août 1914 (selon le calendrier occidental) éclatait la Première Guerre mondiale. A l'époque Lénine vivait à Poronine, près de Cracovie, en Pologne autrichienne.

Le 7 août, le sergent de la gendarmerie de Poronine vint à notre maison accompagné par un témoin, un paysan du cru armé d'un fusil, pour procéder à une perquisition. L'officier ne savait pas trop ce qu'il devait rechercher, il fouilla dans l'armoire, trouva un pistolet Browning non chargé, prit plusieurs cahiers contenant des statistiques sur le problème agraire et posa quelques questions insignifiantes. Le témoin, embarrassé, était assis au bord d'une chaise et regardait autour de lui avec perplexité, et le sergent se moquait de lui. Il désigna un pot de colle, et affirma que c'était une bombe. Puis il déclara que Vladimir Ilitch avait été dénoncé, et qu'il devait l'arrêter, mais comme de toutes façons il devait l'amener le lendemain matin à Novy Targ, (la localité la plus proche où fussent installées des autorités militaires), ce serait aussi bien si Ilitch se présentait lui-même le lendemain à l'heure du train de six heures. Le danger d'arrestation était évident, et en temps de guerre, pendant les premiers jours de la guerre, ils pouvaient facilement s'en débarrasser discrètement.<sup>1</sup>

A la suite de l'intervention de députés social-démocrates, Lénine fut libéré de prison au bout de onze jours. Il obtint ensuite la permission de quitter l'Autriche pour la Suisse. Le 23 août, il entra en Suisse et s'installa à Berne.

Pour Lénine, le déclenchement de la guerre n'était pas inattendu. Par contre, ce qui le choqua fut le soutien accordé par les dirigeants socialistes des différents pays à leurs gouvernements nationaux. Par dessus tout, il n'était pas préparé à la *volte-face* [en fr.] des social-démocrates allemands ; le parti allemand était considéré comme le joyau de l'Internationale.

En 1907, au Congrès de Stuttgart de la II<sup>e</sup> Internationale, une résolution présentée conjointement par Luxemburg, Lénine et Martov avait indiqué clairement quelle devait être l'attitude des socialistes face à une future guerre impérialiste :

Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour ses représentants dans les Parlements, avec l'aide du bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour l'empêcher par les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés, et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale.

Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toute leur force la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la fin de la domination capitaliste.<sup>2</sup>

De semblables résolutions avaient été adoptées par le Congrès de Copenhague, en 1910, et par une conférence spéciale réunie à Bâle en novembre 1912 pour examiner les problèmes posés par la Guerre des Balkans.

Et encore le 25 juillet 1914, l'exécutif du Parti Social-démocrate Allemand publiait un manifeste clairement opposé à la guerre :

Le prolétariat allemand possédant la conscience de classe au nom de l'humanité et de la

---

1 N.K. Kroupskaïa, [Воспоминания о Владимире Ильиче](#), 1989, p. 182.

2 Paul Louis, [La crise du socialisme mondial de la II<sup>e</sup> à la III<sup>e</sup> internationale](#), pp. 30-31.



civilisation, une protestation indignée contre cette activité criminelle des fauteurs de guerre. Il exige avec insistance que le gouvernement allemand exerce son influence sur le gouvernement autrichien pour maintenir la paix ; et dans l'occurrence où la guerre honteuse ne pourrait être empêchée, qu'il s'abstienne de toute intervention belligérante. Pas une goutte de sang de soldat allemand ne doit être sacrifiée à la soif de pouvoir du groupe dirigeant autrichien, aux intérêts des profits impérialistes.<sup>3</sup>

Des déclarations similaires suivirent quotidiennement. Ainsi, le 30 juillet, le journal officiel du SPD, le *Vorwärts*, déclarait :

Le prolétariat socialiste allemand décline toute responsabilité pour les événements qu'une classe dirigeante aveuglée jusqu'à la démence est en train de provoquer.<sup>4</sup>

Naturellement, lorsque Lénine lut dans le *Vorwärts* le compte rendu de la séance du Reichstag du 4 août, au cours de laquelle les députés social-démocrates avaient voté le budget militaire, il crut qu'il s'agissait d'un faux publié par l'état-major allemand pour tromper et démoraliser l'ennemi. Il n'était pas le seul à être profondément choqué par la trahison du 4 août. [Trotsky](#) se rappelle : « Le télégramme qui annonçait la capitulation de la social-démocratie allemande me secoua bien plus que la déclaration de guerre, bien que je fusse assez loin d'idéaliser naïvement le socialisme germanique. »<sup>5</sup> [Boukharine](#) écrit, à propos du 4 août : « ce fut la plus grande tragédie de notre vie. »<sup>6</sup> [Rosa Luxemburg](#) comme [Clara Zetkin](#) souffrirent de prostration nerveuse, et furent pendant un certain temps proches du suicide.<sup>7</sup>

Mais Lénine dut accepter la vérité. « Les faits sont têtus », avait-il l'habitude de dire. Il fut prompt à réévaluer la situation et à développer une stratégie révolutionnaire claire sur la guerre. Dans ses souvenirs, le vieux bolchevik [G. L. Chklovsky](#) a pu écrire : « Je peux témoigner que les mots d'ordre fondamentaux de la tactique de Lénine dans la guerre impérialiste ont été formulés par lui en Autriche au cours des premiers jours de la guerre, car il les apporta à Berne complètement élaborés. »<sup>8</sup> Pendant toute la guerre, Lénine s'en tint à la politique qu'il avait formulée alors.

Tout d'abord, il fallait définir la nature de classe de la guerre. Il écrivit :

La guerre actuelle a été engendrée par l'impérialisme. Ce stade, atteint par le capitalisme, est son stade suprême. Les forces productives de la société et l'importance du capital ont grandi au-delà des limites étroites des différents Etats nationaux (...) Le monde entier devient un organisme économique unique ; le monde entier est partagé entre une poignée de grandes puissances. Les conditions objectives du socialisme sont parvenues à une maturité complète (...)

La tâche de la classe ouvrière était de combattre la guerre impérialiste et utilisant l'arme de la lutte des classes, culminant dans la guerre civile.

La guerre impérialiste inaugure l'ère de la révolution sociale. Toutes les conditions objectives de l'époque actuelle mettent à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire de masse du prolétariat. Les socialistes ont pour devoir, sans renoncer à aucun des moyens de lutte légale de la classe ouvrière, de les subordonner tous à cette tâche pressante et essentielle, de développer la conscience révolutionnaire des ouvriers, de les unir dans la lutte révolutionnaire internationale, de soutenir et de faire progresser toute action révolutionnaire, de chercher à transformer la guerre impérialiste entre les peuples en une

3 [Appel de la direction du Parti Social-Démocrate](#), 25 juillet 1914.

4 Rosa Luxemburg, [La crise de la social-démocratie](#), 1915.

5 L. Trotsky, [Ma vie](#), Paris, Gallimard 1953, pp. 280-281.

6 S.F. Cohen, *Bukharin and the Bolshevik Revolution*, London 1974, p.22.

7 Nettel, *Rosa Luxemburg*, London 1966, Vol.2, p.609.

8 G.L. Chklovsky, « Накануне Конференции », *Пролетарская революция*, No.5 (40), 1925. O.H. Gankin and H.H. Fisher, *The Bolsheviks and the World War: The Origins of the Third International*, Stanford 1940, p. 143.

guerre civile des classes opprimées contre leurs oppresseurs, en une guerre pour l'expropriation de la classe des capitalistes, pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, pour la réalisation du socialisme.<sup>9</sup>

(...) dans tous les pays avancés, la guerre met à l'ordre du jour la révolution socialiste... La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien juste...<sup>10</sup>

Pour Lénine, il n'y avait pas d'équivoque possible. Poursuivre le but de renverser sa propre classe dirigeante signifiait souhaiter la défaite de son propre pays.

La révolution en temps de guerre c'est la guerre civile, or la *transformation* d'une guerre de gouvernement en guerre civile est facilitée par les revers militaires (par la « défaite ») des gouvernements ; d'autre part, il est *impossible* de contribuer pratiquement à cette transformation si l'on ne pousse pas, du même coup, à la défaite.<sup>11</sup>

La ligne du « défaitisme révolutionnaire » est universelle, applicable à tous les pays impérialistes.

La démocratie moderne ne sera fidèle à elle-même que si elle ne s'allie à aucune bourgeoisie impérialiste, si elle déclare que « l'une et l'autre sont les pires », si elle souhaite dans chaque pays la défaite de la bourgeoisie impérialiste. Toute autre solution sera, dans la pratique, nationale-libérale, et n'aura rien de commun avec l'internationalisme authentique.<sup>12</sup>

Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut faire autrement que de souhaiter la défaite de son gouvernement... Or, des actions révolutionnaires en temps de guerre contre son propre gouvernement signifient à coup sûr, sans conteste, non seulement que l'on souhaite la défaite de ce gouvernement, mais encore que l'on apporte un concours actif à cette défaite.<sup>13</sup>

Tout recul sur le « défaitisme révolutionnaire » pouvait faire naître des hésitations à persévérer dans la lutte de classe, de peur que cela n'affaiblisse la défense nationale.

Dans chaque pays, la lutte contre son propre gouvernement engagé dans la guerre impérialiste ne doit pas s'arrêter devant l'éventualité d'une défaite par suite de l'agitation révolutionnaire.

La défaite de l'armée gouvernementale affaiblit le gouvernement, favorise la libération des nationalités qu'il opprime et facilite la guerre civile contre la classe au pouvoir.<sup>14</sup>

Les adversaires du mot d'ordre du défaitisme ont tout simplement

Récuser le mot d'ordre du défaitisme, c'est ramener tout l'esprit révolutionnaire que l'on prétend avoir à une phrase vide de sens ou à de l'hypocrisie.<sup>15</sup>

## **Contre le pacifisme**

La guerre impérialiste étant le produit du capitalisme, il n'est pas possible, selon Lénine, de mettre

9 V.I. Lénine, « [Projet de résolution de la gauche de Zimmerwald](#) », *Œuvres*, Vol 21, pp. 357-360.

10 Lénine, « [La guerre et la social-démocratie russe](#) », pp. 27-28.

11 Lénine, « De la défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste », *Œuvres*, Vol 21, p. 284.

12 Lénine « Sous un pavillon étranger », *Œuvres*, Vol 21, p. 143.

13 V.I. Lénine, *Œuvres*, Vol 21, pp. 283-284.

14 Lénine, *Œuvres*, Vol.21, p. 162.

15 Ibid., p. 285.

fin aux guerres sans renverser le capitalisme.

Aussi longtemps que resteront intacts les fondements des rapports sociaux actuels, c'est-à-dire bourgeois, la guerre impérialiste ne peut conduire qu'à une paix impérialiste, c'est-à-dire à renforcer, à étendre et intensifier l'oppression des nations et des pays faibles par le capital financier, qui a grandi d'une façon prodigieuse non seulement avant, mais aussi pendant cette guerre.<sup>16</sup>

Aussi Lénine rejetait-il avec mépris le programme pacifiste de Kaustky et de son groupe.

Tout « programme de paix » est une mystification du peuple et une hypocrisie s'il n'est pas fondé, au premier chef, sur l'explication aux masses de la nécessité de la révolution et sur le soutien, l'aide, le développement de la lutte révolutionnaire des masses qui s'engage partout (effervescence, protestations, fraternisation dans les tranchées, grèves, manifestations...)<sup>17</sup>.

Non pas « paix sans annexions », mais paix aux chaumières et guerre aux châteaux, paix au prolétariat et aux travailleurs, et guerre à la bourgeoisie !<sup>18</sup>

Des socialistes ne peuvent se déclarer adversaires de n'importe quelle guerre sans cesser d'être des socialistes... les guerres civiles sont aussi des guerres... Ne pas admettre les guerres civiles ou les oublier, ce serait tomber dans un opportunisme extrême et renier la révolution socialiste.<sup>19</sup>

Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'apprendre à manier les armes, de posséder des armes, ne mériterait que d'être traitée en esclave. Car enfin nous ne pouvons pas oublier, à moins de devenir des pacifistes bourgeois ou des opportunistes, que nous vivons dans une société de classes, dont on ne peut sortir autrement que par la lutte de classes.... Notre mot d'ordre doit être : l'armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie.<sup>20</sup>

### **« Vive la III<sup>e</sup> Internationale »**

Bien avant la guerre, Lénine était parvenu à la conclusion qu'en Russie la rupture entre les révolutionnaires et les réformistes, dans le mouvement ouvrier, était irréversible, qu'il serait nuisible de tenter de concilier les deux ailes du mouvement, et qu'il était nécessaire de construire un parti distinct de révolutionnaires. Désormais, devant la débâcle du mouvement social-démocrate international, il poussait à la diffusion de ces idées et à leur application au mouvement ouvrier mondial.

Dans un article intitulé [La situation et les tâches de l'Internationale socialiste](#), publié dans le [Sotsial Demokrat](#), N° 33, du 1<sup>er</sup> novembre 1914, il écrivait : « La II<sup>e</sup> Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme... vive la III<sup>e</sup> Internationale. »<sup>21</sup> Ce fut pour Lénine un tournant majeur que de se libérer de deux décennies d'admiration pour la II<sup>e</sup> Internationale, en particulier pour sa section allemande.

Il est nécessaire, à ce stade, que nous fassions un détour pour examiner les illusions entretenues si longtemps par Lénine sur la social-démocratie allemande – l'orgueil de la II<sup>e</sup> Internationale.

---

16 Ibid., Vol.22, p.183.

17 Ibid, p. 191.

18 Ibid, p. 151.

19 Lénine, « [Le programme militaire de la révolution prolétarienne](#) », *Œuvres*, Vol. 23, p. 86.

20 [Ibid](#), p. 107.

21 V.I. Lénine, *Œuvres*, Vol 21, p.35.

Il dut admettre qu'il avait eu tort, terriblement tort, d'approuver [Karl Kautsky](#). Pendant de nombreuses années, Kautsky avait été le seul dirigeant socialiste vivant pour lequel Lénine eût de l'admiration. Après Marx et Engels, c'était l'autorité dont il se réclamait le plus souvent pour appuyer ses positions. Le Parti Social-démocrate Allemand était considéré comme l'exemple à suivre.

La brochure [Que faire ?](#) citait l'autorité de Kautsky à l'appui de son thème central, et considérait le Parti Social-démocrate Allemand comme un modèle pour le mouvement russe. En décembre 1906, Lénine écrivait : « L'avant-garde de la classe ouvrière russe connaît Karl Kautsky depuis un certain temps comme son théoricien » ; il décrivait Kautsky comme « le dirigeant des social-démocrates révolutionnaires allemands ». <sup>22</sup> En août 1908, il citait Kautsky comme étant l'autorité sur les questions de la guerre et du militarisme. <sup>23</sup> En 1910, à l'époque du débat entre [Rosa Luxemburg](#) et Kautsky sur la question des voies vers le pouvoir, Lénine prit le parti de ce dernier. Et en février 1914, il citait encore Kautsky comme autorité marxiste dans sa controverse avec Rosa Luxemburg sur la question nationale.

Même lorsque Lénine devait admettre que le parti allemand n'était pas uniformément révolutionnaire, il gardait pour lui une grande indulgence. Malgré tout, le 4 août ne fut pas un accident, mais plutôt le point culminant d'un long processus de dégénérescence de la social-démocratie, en particulier de sa section allemande. Pour éclaircir cette question, nous citerons quelques exemples tirés de l'histoire du SPD.

En 1904, [Karl Liebknecht](#) demanda avec insistance au Congrès de Brême d'autoriser le développement d'une grande campagne antimilitariste parmi les recrues potentielles. Quelle fut la réaction des dirigeants du parti ? La proposition fut rejetée comme impraticable et sans nécessité. Les tribunaux allemands, disaient-ils, ne toléreraient jamais une agitation antimilitariste dans la jeunesse. <sup>24</sup>

Au Congrès de Mannheim, en 1906, Liebknecht tenta à nouveau d'amener le parti à se prononcer sur une agitation antimilitariste plus déterminée. Il avait désormais une carte supplémentaire à jouer : le mouvement de jeunesse social-démocrate, qui venait d'être organisé, accordait une grande importance à la lutte contre le militarisme. [Bebel](#) s'opposa à Liebknecht avec violence. Son emportement inhabituel indiquait qu'il s'agissait d'une question sur laquelle il ne permettrait aucune opposition – et pas le moindre changement. <sup>25</sup>

Les débats au Reichstag sur le budget militaire, en avril 1907, donnèrent à Bebel l'occasion qu'il attendait. Le SPD vota contre les budgets militaires pour la seule raison que la charge financière en reposait sur les épaules du peuple. Si les recettes pouvaient être obtenues par des impôts impériaux plutôt que des taxes indirectes, la social-démocratie voterait les crédits militaires.

[Noske](#) vola au secours de Bebel et exposa les bases de sa position. C'était le premier discours important de Noske au Reichstag : un début bien dans la note de sa carrière ultérieure comme chef politique des armées contre-révolutionnaires dans les premières années mouvementées de la république. S'opposant aux représentations persistantes des social-démocrates, qu'il décrivait comme des « vagabonds sans patrie », Noske déclara que la position du parti sur le militarisme était « conditionnée par l'acceptation du principe des nationalités ». Se faisant l'avocate de l'indépendance de toutes les nations, la social-démocratie riposterait évidemment à toute attaque contre l'Allemagne « avec autant de détermination que les gentlemen du côté droit de la chambre ». Ils voulaient que l'Allemagne soit « aussi bien armée [*wehrhaft*] que possible » et que le peuple entier porte aux choses militaires « tout l'intérêt nécessaire à la défense de notre patrie ».

---

22 V.I. Lenin, *Sotchinienya*, 4th edition, Vol.11, p.330.

23 Lénine, « Le militarisme militant et la tactique antimilitariste de la social-démocratie », *Œuvres*, vol 15, p. 204 et suivantes.

24 C.E. Schorske, *German Social Democracy, 1905-1917: The Development of the Great Schism*, Cambridge, Mass. 1955, p. 69.

25 *ibid.*, p.72.

Le ministre de la guerre, le comte von Einem, fut prompt à se saisir de ces proclamations de patriotisme. Il accepta la déclaration de Noske selon laquelle son parti était déterminé à défendre l'empire allemand contre un agresseur de la même manière et avec autant de dévotion que les autres partis. Tout en accueillant ainsi les social-démocrates dans le camp national, von Einem en profita pour faire remarquer que les professions de foi de leurs députés au Reichstag ne correspondaient pas à l'opinion des agitateurs du parti. Il touchait Bebel à un point sensible – probablement sans le savoir – en citant un passage enflammé de la brochure de Liebknecht *Militarisme et antimilitarisme*, qui venait d'être publiée, et qui exposait que les mauvais traitements infligés aux soldats dans l'armée pouvaient servir comme « un excellent moyen de combat contre le militarisme ». Le ministre tirait les conclusions pour son auditoire social-démocrate : les dirigeants du parti devaient liquider l'organisation de jeunesse social-démocrate, dont la propagande était incompatible avec la défense nationale.

Bebel, à l'évidence irrité et embarrassé par les citations de Liebknecht, répondit à von Einem que la position du parti était telle qu'il l'avait exposée. Il ajouta – et c'était une déclaration audacieuse pour un social-démocrate – que les commentaires verbaux ou écrits émanant de personnes étrangères à la chambre « ne sont pas et ne peuvent pas être représentatives de la position du parti de quelque manière que ce soit ».<sup>26</sup>

A l'été de 1911, une crise internationale éclata. Le 1<sup>er</sup> juillet, le croiseur Panther fut envoyé à Agadir, au Maroc, pour « protéger » les intérêts allemands. [Camille Huysmans](#), le secrétaire du Bureau Socialiste International, envoya une circulaire à tous les partis membres pour connaître leur réaction à la crise en cours. En Allemagne, la correspondance fut traitée par Hermann Molkenbuhr, un haut dirigeant du parti. Molkenbuhr argumenta pour qu'on ne prenne pas position.

Si nous devons nous engager fortement de façon prématurée, et donner à la question marocaine la priorité sur les questions de politique intérieure, de telle sorte qu'un slogan électoral efficace puisse être développé contre nous, les conséquences en seraient imprévisibles... Il est pour nous d'un intérêt vital de ne pas permettre aux questions intérieures en cours, comme la politique fiscale, les privilèges des grands propriétaires..., etc., d'être reléguées à l'arrière-plan. Mais cela pourrait arriver si nous devons nous-mêmes nous exprimer sur la question marocaine dans chaque village, renforçant ainsi la tendance [chauvine] opposée.<sup>27</sup>

Molkenbuhr ne soutint même pas l'idée d'une réunion du Bureau International.

En 1912, le SPD fit un autre pas en avant. Au Reichstag, le parti déposa des résolutions pour l'amélioration de la préparation militaire de la jeunesse dans les écoles publiques, et pour que les coopératives social-démocrates se voient accorder une proportion des contrats de fournitures aux armées! La première motion fut enterrée par le Reichstag, la seconde rejetée. Que la social-démocratie tente d'obtenir sa part des fournitures de guerre, malgré tout, était un signe des temps.<sup>28</sup>

Quelle était la position de Kautsky ? Pendant cette période de décadence de la social-démocratie, il ne prit pas position sur l'impérialisme et la guerre, se cantonnant dans une attitude pacifiste. Il proclamait que les armements et la guerre n'étaient pas nécessairement le produit du capitalisme. Bien au contraire, le capitalisme pouvait mener à la paix générale, comme résultat de ce qu'il appelait « l'ultra-impérialisme ».

La course aux armements avait des causes économiques, mais ne constituait pas, comme la recherche de débouchés, une nécessité économique. Dans le cas de la croissance des monopoles, la concurrence initiale entre les monopoles nationaux s'effaçait devant des accords de cartel internationaux ; de même, au cours du développement de l'impérialisme, les nations rivales atteignaient déjà le point où des accords mutuels étaient nécessaires pour alléger la charge

---

26 *ibid.*, pp.77-8.

27 *ibid.*, p.199.

28 *ibid.*, pp.244-5.

économique des dépenses d'armement. Les intérêts impérialistes de l'Angleterre et de l'Allemagne pouvaient, en fait, être mieux servis par un accord entre elles, auquel les autres nations européennes devraient se joindre. La question des armements ainsi résolue, « leurs capitalistes pouvaient ouvrir toute la région [des parties sous-développées du monde], ou du moins l'hémisphère oriental, de façon bien plus énergique... qu'auparavant ». La Russie serait ainsi neutralisée par cette alliance occidentale pour l'exploitation mutuelle, plutôt que concurrentielle, des secteurs sous-développés du globe. Un tel schéma n'abolirait peut-être pas la guerre pour toujours, disait Kautsky, mais il la repousserait dans l'avenir. Il considérait qu'un soutien fort à ce plan existait déjà dans les classes moyennes, en particulier en Angleterre et en France.<sup>29</sup>

### ***Tout est subordonné au parlementarisme***

Pendant toute la période du déclin de la social-démocratie allemande, son thème central fut la subordination de la politique aux nécessités des élections législatives. Ainsi, dans un débat sur la lettre de Molkenbuhr, Rosa Luxemburg expliquait pourquoi la totalité de la direction du SPD, y compris Bebel, se rangeait au côté de Molkenbuhr.

La simple vérité est qu'August [Bebel], et encore plus les autres, se sont voués corps et âme au ... parlementarisme, et chaque fois qu'il se passe quelque chose qui dépasse les limites du parlementarisme, ils sont désemparés – et même pire que désemparés, parce qu'alors ils font tout leur possible pour remettre le mouvement dans les tuyaux parlementaires.<sup>30</sup>

Kautsky ne s'opposait pas à toute action de masse extra-parlementaire, mais il la subordonnait à l'activité parlementaire. Ainsi il écrivait en 1910 : « l'action directe des syndicats ne peut être employée utilement que pour compléter et pour renforcer et non pour remplacer l'action parlementaire du parti ouvrier »<sup>31</sup>

Et à nouveau, dans une polémique avec [Pannekoek](#) en 1912, Kautsky déclarait que le but devait rester ce qu'il avait toujours été : la conquête du pouvoir d'Etat par l'obtention d'une majorité au parlement et en donnant au parlement le contrôle du gouvernement.<sup>32</sup>

### ***Pourquoi les illusions de Lénine sur Kautsky ont persisté***

Avec le recul du temps, le 4 août apparaît comme le produit inévitable de l'évolution de la social-démocratie allemande. Pourquoi Lénine n'a-t-il pas prévu ce développement ?

La faute en revient à un certain nombre de facteurs. D'abord, pendant les années d'exil – jusqu'au déclenchement de la guerre – Lénine ne participait pas aux activités du mouvement socialiste des pays où il vivait. Il s'occupait à plein temps de diriger le parti russe. A la différence de Trotsky, qui n'avait pas de parti à lui, et put par conséquent militer dans le parti socialiste autrichien avant la guerre, Lénine était complètement absorbé par les activités du parti russe. Ses écrits sont pratiquement tous en langue russe. Les exceptions sont quelques documents officiels expliquant la position des bolcheviks aux corps dirigeants de l'Internationale.

Deuxièmement, dans la Russie arriérée le mouvement socialiste allemand était considéré comme un phare – comme une image de l'avenir du mouvement ouvrier russe alors jeune et faible. Le SPD jouissait encore de la gloire de son passé. Pendant 12 ans, de 1878 à 1890, il avait dû, inspiré par Friedrich Engels, fonctionner illégalement sous les lois répressive de Bismarck.

Troisièmement, le centralisme de Lénine n'était pas radicalement différent de celui du SPD

---

29 *ibid.*, p.245.

30 *ibid.*, p.54.

31 K. Kautsky, *Le chemin du pouvoir*, Anthropos, 1969, p. 130.

32 Schorske, *op. cit.*, p.247.

allemand. Dans son débat sur l'organisation avec Rosa Luxemburg, Lénine citait constamment Kautsky comme référence.

Le passé du SPD projetait une couleur rouge sur sa position présente. L'abîme présumé qui le séparait de la société et de l'Etat capitalistes était symbolisé par le policier qui, assis à la tribune de tous les meetings du SPD, avait le droit de stopper la réunion chaque fois qu'elle dépassait les bornes de ce qu'il considérait comme légal. Mais quelle que soit la manière dont on explique l'attitude de Lénine, avant la guerre, envers le Parti Social-démocrate Allemand en général et Kautsky en particulier, il faut dire très clairement qu'il avait complètement tort. Lénine n'était pas le seul révolutionnaire à faire cette erreur. Les seules exceptions étaient Rosa Luxemburg et Anton Pannekoek, qui jugeaient correctement l'opportunisme de Kautsky et du SPD.

Cela dit, après la trahison du 4 août, Lénine n'hésita pas un instant à déclarer morte la II<sup>e</sup> Internationale, et à brandir le drapeau d'une nouvelle internationale, la troisième. Il liait clairement le décès de la II<sup>e</sup> Internationale à sa dégénérescence opportuniste. « La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, c'est la faillite de l'opportunisme socialiste. Celui-ci est le produit de l'époque « pacifique » du développement du mouvement ouvrier. »<sup>33</sup>

Dans « La situation et les tâches de l'internationale socialiste », il écrivait :

La II<sup>e</sup> Internationale a accompli, pour sa part, un utile travail préparatoire d'organisation des masses prolétariennes, pendant une longue époque « pacifique » qui a été celle de l'esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide : le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup>. A la III<sup>e</sup> Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme !<sup>34</sup>

## **La conférence de Zimmerwald**

Après des mois de préparation, le 5 septembre 1915, une conférence de socialistes opposés à la guerre se réunit enfin dans le petit village jusque là obscur de Zimmerwald, en Suisse. Le nom de Zimmerwald devait par la suite résonner en écho dans le monde entier. Comme Trotsky se le rappelait de nombreuses années plus tard :

Les délégués prirent place, en se serrant, dans quatre voitures, et gagnèrent la montagne. Les passants considéraient avec curiosité ce convoi extraordinaire. Les délégués eux-mêmes plaisantaient, disant qu'un demi-siècle après la fondation de la première internationale, il était possible de transporter tous les internationalistes dans quatre voitures.<sup>35</sup>

Trente-huit délégués y participèrent, parmi lesquels quelques observateurs sans droit de vote. Dès le début de la conférence, trois groupes nettement distincts émergèrent. Sur la droite, dix-neuf ou vingt délégués, formant la majorité de la conférence, s'opposèrent, bien qu'ils soutinssent une revendication générale de paix, à toute rupture avec les social-patriotes ou scission avec la II<sup>e</sup> Internationale. Ce groupe comportait la quasi-totalité de la délégation allemande, les Français, une

33 Lénine, *Œuvres*, p. 160. La véhémence de Lénine envers Kautsky ne connaissait pas de bornes. « Kautsky est le plus hypocrite, le plus répugnant et le plus nuisible de tous ! », écrivait-il à Chliapnikov le [21 octobre 1914](#) (*Полное собрание сочинений*, volume 49, lettre 15). Quelques jours plus tard, [il écrivait à nouveau](#) à Chliapnikov : « Je hais et méprise Kautsky aujourd'hui plus que quiconque : son hypocrisie ignoble, misérable satisfaite... Rosa Luxemburg avait raison quand elle écrivait, il y a longtemps, que Kautsky avait la « soumission du théoricien » – la servilité, en langage simple, la servilité envers la majorité du parti, envers l'opportunisme. » (Ibidem, lettre 19). Le 27 février 1917, Lénine [écrivait à Inessa Armand](#) : « Kautsky est archiscélérat... Kautsky est le summum de l'opportunisme. » (Ibidem, volume 49, lettre 372).

34 V.I. Lénine, « [La situation et les tâches de l'Internationale Socialiste](#) », *Œuvres*, Vol 21, p.35.

35 L. Trotsky, [Ma vie](#), op cit, p.296.

partie des Italiens, les Polonais et les mencheviks russes. Ceux qui n'étaient pas satisfaits de cet objectif modéré, et souhaitaient une dénonciation de la paix civile, une rupture organisationnelle avec les social-patriotes et une lutte de classe révolutionnaire, constituaient un groupe de huit personnes menées par Lénine. A ce groupe appartenaient [Zinoviev](#), un Lithuanien, le Polonais [Karl Radek](#), deux délégués suédois et [Julian Borchardt](#), délégué d'un petit groupe, les Socialistes Internationaux allemands. Entre ces deux se forma un petit groupe du centre, avec dans ses rangs Trotsky, [Grimm](#), [Balabanoff](#) et [Roland-Holst](#).

L'édition allemande d'une brochure de Lénine et Zinoviev, *Le socialisme et la guerre*, fut distribuée aux délégués. Mais les bolcheviks ne parvinrent pas à convaincre la conférence d'adopter le projet de résolution et les thèses proposés par Lénine.

Une résolution déposée par Lénine fut repoussée à une écrasante majorité comme étant une absurdité puérile et dangereuse. [Merrheim](#) déclara qu'il ne pouvait s'engager à exhorter le peuple français à se rebeller contre la guerre, la situation européenne n'étant pas, à ses yeux, mûre pour une révolution. [Ledebour](#), trouvant « la résolution de Lénine (...) inacceptable », ajoutait : « des actions révolutionnaires peuvent peut-être se produire, mais pas parce que nous les avons convoquées par un manifeste... Dans les pays belligérants, les gens qui signeraient ou distribueraient un tel manifeste seraient immédiatement liquidés. » [Ernst Meyer](#) déclara que seule une infime proportion du prolétariat allemand serait prête à agir dans le sens du manifeste de Lénine. Un délégué italien souligna que la tâche de la conférence était de mettre fin à la guerre mondiale, et non de déclarer la guerre civile.

La résolution de Lénine comportait, comme pré-condition essentielle de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, l'éclatement des partis socialistes dans une lutte implacable contre la majorité des dirigeants ouvriers, dont les esprits, déclarait-elle, « étaient déformés par le nationalisme et gangrenés par l'opportunisme » et qui « au moment de la guerre mondiale, ont livré le prolétariat aux mains de l'impérialisme et abandonné les principes du socialisme, et avec eux la véritable lutte pour les besoins quotidiens du prolétariat ».

La conférence brisa de façon décisive les efforts de Lénine pour créer une rupture avec la II<sup>e</sup> Internationale et fonder une nouvelle organisation. Merrheim, par exemple, déclara au cours du débat : « Camarade Lénine, vous n'êtes pas motivé par un désir de paix, mais par la volonté de poser les fondations d'une nouvelle internationale ; c'est cela qui nous divise. » Le compte-rendu officiel de la conférence rivait le clou : « D'aucune manière ne doit être créée l'impression que cette conférence a pour but de provoquer une scission ou de fonder une nouvelle internationale ».<sup>36</sup>

Le [manifeste](#) adopté par la conférence était presque identique au projet présenté par Trotsky. Il ne contenait pas un mot sur le défaitisme révolutionnaire, ni sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Il était au contraire pétri essentiellement de vagues sentiments libéraux et pacifistes :

Cette lutte est la lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme. Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples. Elle ne doit conduire ni à l'occupation de pays entiers, ni à des annexions partielles. Pas d'annexions, ni avouées ni masquées, pas plus qu'un assujettissement économique qui, en raison de la perte de l'autonomie politique qu'il entraîne, devient encore plus intolérable. Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable dans l'ordre des rapports de nation à nation.

Naturellement, le manifeste de Zimmerwald ne disait rien sur la nécessité de créer une III<sup>e</sup> Internationale. Même la question du vote pour ou contre le budget militaire était éludée : sur la demande expresse de la délégation allemande, les mesures parlementaires concrètes de la lutte des classes (refus des crédits, démission des ministères, etc.) n'étaient pas mentionnées, alors que dans

---

36 J. Braunthal, *History of the International, 1914-1943*, London 1967, Vol.2, pp.47-8.



le projet original de Trotsky elles étaient déclarées impératives pour toutes les organisations socialistes en temps de guerre.

Vers la fin de la conférence, Lénine et ses amis ressentirent la nécessité de faire une déclaration critiquant sévèrement le manifeste de Zimmerwald pour sa nature vague et pacifiste :

Le manifeste accepté par la conférence ne nous satisfait pas complètement. Dans celui-ci il n'y a rien de particulier sur l'opportunisme déclaré ou sur ce qui se cache derrière les phrases radicales – de cet opportunisme qui non seulement porte la principale responsabilité de l'effondrement de l'Internationale, mais qui de plus veut se perpétuer. Le manifeste ne spécifie pas clairement les moyens pour s'opposer à la guerre.

Nous continuerons, dans la presse socialiste et dans les réunions de l'Internationale, à défendre une attitude marxiste résolue devant les problèmes que l'impérialisme pose au prolétariat.

Nous acceptons le Manifeste parce que nous le concevons comme un appel à la lutte et parce que, dans cette lutte, nous voulons marcher, côte à côte, avec les autres groupes de l'Internationale.

Nous prions de joindre cette déclaration au rapport officiel.

N. Lénine, G. Zinoviev, Radek, Nerman, Höglund, Winter.<sup>37</sup>

Une autre déclaration fut signée par Roland-Holst et Trotsky, en plus des éléments de gauche qui avaient déposé le projet de résolution. Son texte était le suivant :

Dans la mesure où l'adoption de notre amendement [au manifeste] exigeant le vote contre les crédits de guerre pourrait jusqu'à un certain point nuire au succès de la conférence, nous retirons notre proposition face à la protestation. Nous nous satisfaisons de la déclaration de [Ledebour](#) à la commission, selon laquelle le manifeste comporte déjà tout ce qu'implique notre proposition.<sup>38</sup>

## **La conférence de Kienthal**

Le comité élu à Zimmerwald appela à une seconde conférence, qui se tint du 24 au 30 avril 1916 dans le village de Kienthal, près de Berne. Cette fois, il y avait 44 délégués, représentant en gros les mêmes groupes et les mêmes partis que la précédente.

Une fois de plus, Lénine arriva avec un programme clair et net : il appelait à nouveau à la propagande révolutionnaire et à la rupture avec l'internationale. Dans un mémorandum qu'il soumit à la conférence, il déclarait que la propagande antiguerre des socialistes ne serait qu'un faux-semblant si elle n'appelait pas simultanément les soldats à déposer leurs armes, et prêchait la nécessité d'une révolution et la transformation de la guerre impérialiste en une guerre civile pour le socialisme. A son avis, le manifeste de la conférence devait proclamer clairement que les masses étaient trompées non seulement par les capitalistes mais aussi par les social-chauvins qui répétaient des slogans sur la défense de la patrie pour permettre la continuation de cette guerre impérialiste ; l'action révolutionnaire serait impossible tant que durerait la guerre, à moins que les socialistes ne soient prêts à menacer leur propre gouvernement de la perspective d'une défaite – et la défaite de n'importe quel gouvernement dans une guerre réactionnaire ne pouvait que hâter la révolution, qui était elle-même la seule façon de promouvoir un traité de paix démocratique et durable. La lutte contre les social-chauvins était vitale. C'était le devoir des socialistes d'informer les masses de la nécessité pour elles de se séparer de ceux qui poursuivaient une politique bourgeoise sous la

---

37 Jules Humbert-Droz, *L'origine de l'Internationale Communiste – De Zimmerwald à Moscou*, Editions de la Baconnière, 1968.

38 Gankin et Fisher, op. cit., p.334.

bannière du socialisme.<sup>39</sup>

A nouveau, Lénine fut mis en minorité. Mais cette fois il avait douze partisans, au lieu de huit à la première conférence. De plus, les résolutions finales adoptées à Kienthal étaient plus proches de la ligne adoptée par Lénine et ses amis que la résolution de Zimmerwald.

Il y avait encore absence d'unité, non seulement entre la majorité zimmerwaldienne et la minorité de gauche, mais aussi au sein de la gauche elle-même. Dans ce groupe, les questions d'autodétermination, de désarmement et d'armement du peuple séparaient les Hollandais, les Suédois, les Norvégiens et les Polonais des bolcheviks. Des dissensions sur ces sujets et d'autres controverses se développèrent parmi les bolcheviks, et plongèrent Lénine dans un débat houleux avec l'ancien groupe *Vpered* ([Lounatcharsky](#), [Manouilsky](#) et d'autres) et avec le groupe [Boukharine-Piatakoy](#), sur la question nationale et le droit d'autodétermination.<sup>40</sup>

Malgré tout, l'évolution de la guerre et la détermination de Lénine avaient fait impression à Zimmerwald. De sorte que le manifeste de Kienthal fut bien plus incisif que ne l'avait été celui de Zimmerwald sept mois plus tôt. La conférence accepta finalement d'aller au-delà d'un appel général à des négociations de paix immédiates et sans annexions. Elle exigeait également que les représentants des partis socialistes refusent tout soutien à la politique de guerre et au vote des crédits militaires.<sup>41</sup>

Dans une résolution spéciale, la conférence définissait son attitude à l'égard de la II<sup>e</sup> Internationale – la question de loin la plus délicate de la réunion. Comme [Zinoviev](#) le déclara avec justesse, c'était, en fait, « le point le plus important de l'ordre du jour, puisque c'était du débat sur cette formule que dépendait la décision de rester dans la II<sup>e</sup> Internationale ou d'en créer une troisième ». Cela dit, la résolution ne faisait pas référence à la rupture avec la II<sup>e</sup> Internationale exigée par Lénine. Elle se bornait à déclarer que le Comité exécutif de l'Internationale, en refusant obstinément de convoquer une réunion plénière malgré les demandes réitérées de diverses sections nationales, avait complètement failli à l'accomplissement de ses devoirs, et s'était fait le complice de la trahison des principes, de la trêve politique et de la soi-disant défense de la patrie. Elle déclarait que les partis qui avaient adhéré au mouvement de Zimmerwald avaient le droit d'exiger de leur propre initiative que le Bureau de la II<sup>e</sup> Internationale soit convoqué.<sup>42</sup>

## ***Lénine pénètre dans l'arène internationale***

A part Zimmerwald et Kienthal, d'autres conférences attirèrent l'attention de Lénine et provoquèrent son intervention. Il ne négligeait aucune occasion d'exposer sa politique sur la guerre.

Ainsi, du 13 au 28 mars 1915, une Conférence Internationale des Femmes se réunit à Berne. Lénine la salua avec un programme bien préparé. On trouvait comme représentantes des bolcheviks [Kroupskaïa](#), [Inessa Armand](#), [Zlata Lilina](#) (la femme de Zinoviev), [E. F. Rozmirovitch](#) et [Olga Ravitch](#).

L'atmosphère dominante de la réunion fut dénoncée par Lénine comme pacifiste. Les bolcheviks avaient d'abord essayé de limiter le rassemblement à des éléments plus radicaux, mais, d'après Armand, [Zetkin](#) décida de convoquer une « conférence officielle » au lieu d'une conférence de la gauche.

Les déléguées parlèrent de leur quête d'une « juste paix ». Les bolcheviques déposèrent une résolution critiquant les partis socialistes des puissances en guerre pour leur trahison du socialisme, appelant à la fin de la paix civile, et exigeant une rupture avec la II<sup>e</sup> Internationale. Par une majorité

---

39 Braunthal, op. cit. Vol.2, p.50.

40 Pour plus d'information sur les divergences entre Lénine, d'une part, et Boukharine et Piatakoy, de l'autre, sur la question nationale, voir chapitre 3.

41 *ibid.*, p.51.

42 *ibid.*

de 21 contre 6, la réunion rejeta la résolution, mais afin d'obtenir un soutien unanime à la résolution majoritaire Clara Zetkin accepta, après avoir consulté Lénine, de publier la résolution bolchevique dans le compte-rendu officiel de la conférence. Les bolcheviques déclarèrent donc que bien qu'elles fussent toujours en désaccord avec la résolution de la majorité, elles l'acceptaient malgré tout comme premier pas dans la lutte révolutionnaire... Parlant plus tard à Zurich, Inessa Armand appela la conférence « un premier pas – porteur de grandes choses »... Lénine critiqua sévèrement la résolution majoritaire. « Pas un mot de dénonciation pour les traîtres, ni un seul mot sur l'opportunisme. »<sup>43</sup>

Le 17 avril se tint une Conférence Internationale de la Jeunesse. Les bolcheviks y étaient représentés par Armand et [G. I. Safarov](#), avec Lénine communiquant par téléphone.

Les courants politiques présents à la conférence de la jeunesse ressemblaient à ceux de la conférence des femmes, et lorsque leur résolution fut battue par 14 voix contre 4, les bolcheviks mirent en scène une sortie. La majorité de la conférence refusa de juger la II<sup>e</sup> Internationale. Lénine reçut alors une délégation de la réunion, et un autre compromis fut trouvé.<sup>44</sup>

Pendant de nombreuses années, Lénine avait vécu en Suisse sans intervenir activement dans le mouvement ouvrier local. Désormais, avec la guerre, les choses changèrent, et il commença à participer au mouvement socialiste helvétique, essayant de construire un groupe d'internationalistes révolutionnaires et de les séparer du Parti Socialiste. Il réussit à organiser une fraction dans le Parti Socialiste Suisse, qui devait former les bases du Parti Communiste Suisse.<sup>45</sup>

[Axelrod](#), le dirigeant menchevik, pouvait se plaindre à bon droit que Lénine tentait de transposer ses méthodes favorites de lutte fractionnelle dans l'Internationale.<sup>46</sup> Comme l'a écrit Kroupskaïa :

La dimension internationale prit une nouvelle tonalité y compris pour tout le travail d'Ilitch pour la construction du travail russe, elle lui donna une vigueur nouvelle, une nouvelle couleur. S'il n'y avait pas eu préalablement de longues années d'un travail acharné pour la construction du parti, pour l'organisation de la classe ouvrière de Russie, Ilitch n'aurait pas pu, aussi vite et aussi fermement, adopter une orientation correcte sur les nouvelles tâches qu'imposait la guerre impérialiste. Sans temps passé au cœur de la lutte internationale, Ilitch n'aurait pas été capable de mener aussi fermement le prolétariat russe à la victoire d'octobre.<sup>47</sup>

Ilitch se consacrait avec ardeur à la mobilisation des forces pour la lutte sur le front international. « Cela n'a pas d'importance que nous ne soyons que quelques individus, » remarqua-t-il un jour, « des millions seront avec nous! »<sup>48</sup>

Comme un historien l'a dit fort justement : « Lénine avait désormais établi sa position à l'aile gauche du mouvement socialiste, parmi les Russes aussi bien qu'au niveau international. »<sup>49</sup> « De tous les émigrés, Lénine se distinguait comme celui qui avait exploité avec le plus de succès ses opportunités du temps de guerre en Suisse. Avant 1914, il n'avait aucun public étranger digne d'intérêt ; en 1917, il avait une bande de partisans dans nombre de pays. »<sup>50</sup>

## **De maigres ressources matérielles**

Pendant toute la guerre, l'organisation bolchevique à l'étranger fut confrontée à des problèmes financiers aigus. Cent francs étaient considérés comme une grosse somme. Son journal officiel

43 A.E. Senn, *The Russian Revolution in Switzerland, 1914-1917*, Madison 1971, p.41.

44 *ibid.*, pp.41-2.

45 *ibid.*, pp.204-18.

46 *ibid.*, p.83.

47 Kroupskaïa, *op. cit.*, p. 193.

48 *Ibid.*, p. 198.

49 Senn, *op. cit.*, p.45.

50 *ibid.*, p.233.

paraissait une fois par mois ou tous les deux mois. Et Lénine comptait les lignes soigneusement pour ne pas dépasser le budget.

En octobre 1914, lorsque Lénine décida de refaire paraître le [Sotsial-Demokrat](#), la « trésorerie » bolchevique possédait juste 160 francs suisses. Les bolcheviks n'avaient pas d'imprimerie à eux, et dépendaient d'un imprimeur russe, Kouzma, un vieil émigré dont le service était lent et irrégulier. Il travaillait seulement le soir. En plus il s'occupait des publications de la plupart des autres groupes d'émigrés russes en Suisse. Un jour, Kroupskaïa se plaignit : « Le typographe est sans-parti, c'est un homme positif. Il imprime pour toutes les fractions à tour de rôle. »<sup>51</sup> Kouzma était par ailleurs porté sur la boisson, et avait des « sautes d'humeur ». Le 20 février 1915, Lénine écrivait à V.A. Karpinsky : « Nous sommes très inquiets de l'absence de nouvelles et de corrections de votre part. Le compositeur est-il encore « aux prises avec la bouteille » ? Ou a-t-il pris à nouveau du travail à l'extérieur ?? »<sup>52</sup> Le 26 août, il écrivait à Sarra Ravitch : « Tenez-moi informé par cartes postales : « bulletin des humeurs de Kouzmikha et des chances de succès ». Vous en avez par dessus la tête de Kouzma (et nous aussi), je comprends, mais que faire ? »<sup>53</sup> Un imprimeur incontrôlable, en même temps que la pénurie de fonds endémique du CC, rendaient la parution du *Sotsial-Demokrat* très aléatoire.

Lénine essaya aussi de publier un recueil d'essais régulier sous le titre *Sbornik Sotsial-Demokrata*. Seuls deux numéros virent le jour. Les manuscrits étaient prêts pour un N° 3, mais à cause du manque de fonds il ne parut jamais.

En plus de tous ces problèmes, Lénine et Kroupskaïa étaient tourmentés par des difficultés financières personnelles, en particulier après la mort de la mère de Lénine, qui leur avait donné de l'argent pendant des années. Le 14 décembre 1915, Kroupskaïa écrivait à Maria, la sœur de Lénine :

Maintenant je t'écris pour une raison spéciale. Nous allons bientôt arriver au bout de tous les anciens moyens d'existence, et la question d'un gagne-pain devient très sérieuse. Il est difficile de trouver quoi que ce soit ici. On m'a promis un cours, mais l'affaire traîne en longueur, on m'a promis du secrétariat : rien non plus. Je vais essayer encore autre chose, mais tout ça est très problématique. Il faut penser à du travail littéraire. Je ne veux pas que cet aspect de nos affaires soit le souci exclusif de Volodia. Il travaille déjà beaucoup. La question d'un gagne-pain l'inquiète considérablement.<sup>54</sup>

En janvier 1916, Lénine supplia un ami d'essayer de lui trouver une chambre bon marché, de préférence dans une famille ouvrière, et demanda le prix des repas dans les cantines populaires.<sup>55</sup> En octobre, il envoya un appel : « En ce qui me concerne personnellement, je dirai que j'ai besoin de gagner de l'argent. Autrement, nous allons réellement mourir de faim, purement et simplement! Le coût de la vie est diaboliquement élevé, et il n'y a pas de quoi vivre. » Et il réclamait de façon répétée des travaux de traduction et d'édition : « Si ceci n'est pas organisé je ne serai véritablement pas capable de tenir, c'est absolument sérieux, absolument, absolument. »<sup>56</sup>

Le 15 février 1917 – moins d'une quinzaine avant la révolution de Février – Lénine écrivait à Maria en se plaignant amèrement de ses difficultés financières : « le coût de la vie est complètement désespérant et la capacité à travailler désespérément mauvaise, du fait de nerfs malades ».<sup>57</sup>

Comme toile de fond de toutes ces difficultés, il y avait le sentiment d'être complètement isolé de la Russie. Kroupskaïa décrit comment ils allaient dans les bibliothèques plus assidûment que jamais, faisaient des promenades comme d'habitude, mais que cela ne pouvait les empêcher de se sentir enfermés dans une cage démocratique. Au loin, quelque part, une lutte révolutionnaire montait, la

---

51 *ibid.*, p.32.

52 Lénine, *Полное собрание сочинений*, volume 49, [lettre 61](#).

53 *Ibid.*, [lettre 130](#).

54 *Ibid.*, volume 55, [lettre 55](#).

55 *Ibid.*, volume 49, [lettre 177](#).

56 *Ibid.*, volume 49, [lettre 301](#).

57 *Ibid.*, volume 55, [lettre 263](#).

vie bouillonnait, mais tout cela était si lointain.<sup>58</sup>

Il n'est pas étonnant que les nerfs de Lénine fussent à bout.

Le lendemain du retour d'Ilich de Zimmerwald nous fîmes l'ascension du Rothorn. Nous grimpâmes avec un « glorieux appétit », mais une fois au sommet, Ilich se coucha soudain sur le sol, dans une position très inconfortable, presque sur la neige, et s'endormit. Des nuages grossirent, puis se brisèrent ; les Alpes vues du Rothorn étaient splendides, et Ilich dormait comme un mort, sans bouger, pendant plus d'une heure. Apparemment, Zimmerwald avait éprouvé ses nerfs et drainé ses forces.

Il fallut plusieurs jours de randonnées montagnardes et d'atmosphère du Sörenberg pour que Ilich soit à nouveau lui-même.<sup>59</sup>

Les choses ne s'améliorèrent guère alors que les semaines et les mois de la guerre passaient. Au contraire, l'humeur de Lénine se fit de plus en plus sombre. Ainsi, le 15 janvier, près d'un mois avant la révolution de Février, Lénine écrivait à Inessa Armand : « Je suis assez fatigué. Perdu l'habitude des réunions ! ». <sup>60</sup> Le 7 février, il écrivait à nouveau : « Hier il y avait une réunion (les réunions me fatiguent ; nerfs en pelote ; maux de tête ; parti avant la fin). » <sup>61</sup> Malgré tout, cette dure épreuve, personnellement et politiquement, ne fut pas improductive.

## Conclusion

Parmi les révolutionnaires opposés à la guerre, Lénine était pratiquement seul dans son « extrémisme », dans son appel au « défaitisme révolutionnaire ». Trotsky lui-même écrivait :

de plus, je ne peux en aucune manière souscrire à votre opinion, soulignée par une résolution, selon laquelle la défaite de la Russie est un « moindre mal » — cette opinion qui n'interpelle ni ne corrige la concession principale de la méthodologie politique du social-patriotisme, qui remplace la lutte révolutionnaire contre la guerre et les conditions qui l'ont fait naître par une orientation du « moindre mal » extrêmement arbitraire dans les conditions présentes.<sup>62</sup>

Et encore :

La guerre, à condition d'une défaite catastrophique de la Russie, peut accélérer l'avènement de la Révolution, mais un affaiblissement intérieur de la première est indispensable... Une défaite russe signifie la continuation du chaos national au centre de l'Europe et la domination illimitée du militarisme germanique sur tout le continent... il n'est pas besoin d'autres preuves pour démontrer que la Révolution russe, même victorieuse provisoirement, serait mort-née... La Social-démocratie ne peut en aucun cas atteindre ses objectifs, que ce soit la victoire de l'un ou l'autre camp.<sup>63</sup>

La supériorité de la position de Lénine résidait dans le fait que par son extrémisme, par sa « torsion du bâton » — en parlant de la défaite de son propre pays comme étant le moindre mal, elle était calculée pour créer une fracture entre les révolutionnaires et les social-patriotes. La position de Lénine était directe, son langage était simple. Ce qu'il disait ne pouvait être autrement interprété. Personne ne pouvait se tromper sur sa position. Il n'y avait pas de place pour l'équivoque.

---

58 Kroupskaïa, op. cit., p.204.

59 Kroupskaïa, op. cit., p.203.

60 Lénine, *Полное собрание сочинений*, volume 49, [lettre 350](#).

61 Ibidem, lettre 364.

62 Léon Trotsky, « Lettre ouverte à la rédaction du *Komounist* », 4 juin 1915, cité in *История П.К.П.(б) в документах: 1883-1916*, 1926, p. 654.

63 Léon Trotsky, [La guerre et l'internationale](#), 1914.

C'est avec un plaisir évident que Lénine, en août 1915, utilisa une citation qui l'avait impressionné :

Un philosophe français l'a dit : « Les idées mortes sont celles qui se présentent bellement habillées, sans aspérité et sans audace. Mortes, parce qu'elles sont entrées dans la circulation générale et font partie de l'ordinaire bagage intellectuel de la grande armée des mufles. Mais les idées fortes sont celles qui heurtent et scandalisent, soulevant l'indignation, la colère, l'animosité des uns et l'enthousiasme des autres ». <sup>64</sup>

La formulation « exagérée », unilatérale, tordant le bâton, du défaitisme révolutionnaire de Lénine n'avait pas d'autre but. Comme il l'a écrit :

L'expérience de la guerre, comme aussi l'expérience de chaque crise dans l'histoire, de chaque grande calamité et de chaque tournant soudain dans la vie de l'homme, abêtit et brise les uns, *mais par contre instruit et aguerrit les autres*, et, dans l'histoire mondiale, ces derniers, sauf quelques exemples isolés de décadence et de ruine de tel ou tel Etat, ont toujours été en fin de compte plus nombreux et plus forts que les premiers. <sup>65</sup>

La guerre mondiale, comme toute crise profonde dans la société, avait son côté positif. Elle mettait à l'épreuve toutes les diverses traditions, organisations et directions. Elle mettait à nu la pourriture de certains, qui avaient pu déguiser leurs contradictions en temps de paix mais ne pouvaient plus le faire. A travers cette période très dure, Lénine et les bolcheviks se trempèrent et se rendirent capables de mener une révolution.

Des années plus tard, le 20 septembre 1919, Lénine écrivait : « les bolcheviks ont prouvé qu'ils avaient raison ; à l'automne de 1914 ils ont déclaré au monde que *la guerre impérialiste serait transformée en guerre civile*. » <sup>66</sup>

---

64 V.I. Lénine, *Œuvres*, Vol 21, p.365-366.

65 « [La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale](#) », *ibid.*, p.219.

66 *ibid.*, Vol.30, p.32.

## Chapitre 2 — Le Parti bolchevik à l'épreuve de la guerre

### *Les dirigeants bolcheviks et la guerre*

La vague patriotique qui avait balayé le peuple russe au déclenchement de la guerre n'avait pas épargné les dirigeants bolcheviks. Comme le fit observer Léon Trotsky : « En règle générale, la confusion fut plus profonde et plus durable dans les couches supérieures du parti, qui étaient en contact direct avec l'opinion bourgeoise. »<sup>1</sup>

Lorsque la question de la guerre fut discutée à la Douma, aussi bien les mencheviks que les bolcheviks refusèrent d'affronter le gouvernement, choisissant au contraire de quitter la session. Moyennant quoi la résolution de la Douma soutenant l'effort de guerre fut votée à l'unanimité. Puis les mencheviks et les bolcheviks firent une déclaration conjointe qui était plutôt équivoque. Il est vrai qu'elle évitait le « faux patriotisme sous le masque duquel les classes dirigeantes se livrent à leur politique prédatrice, » mais en même temps elle promettait que le prolétariat défendrait les trésors culturels du peuple contre toutes les attaques, d'où qu'elles vinssent, de l'extérieur ou de l'intérieur.<sup>2</sup> Sous couvert de « défense de la culture » les députés bolcheviks et mencheviks adoptaient une position semi-patriotique.

Les thèses de Lénine sur la guerre n'atteignirent Pétersbourg qu'au début de septembre, elles ne rencontrèrent nullement une approbation générale dans le parti. Les objections se tournaient surtout contre le mot d'ordre du « défaitisme », qui, selon Chliapnikov, provoqua de la « perplexité ». La fraction à la Douma, dirigée par Kaménev, tenta cette fois encore d'arrondir les angles trop vifs des formules de Lénine. A Moscou et en province, la situation n'était pas différente. « La guerre prit les « léninistes » à l'improviste, témoigne la section de Moscou de l'Okhrana, et pendant longtemps... ils ne purent s'entendre sur leur attitude envers la guerre... » Les bolchéviks de Moscou écrivent, par Stockholm, à Lénine, en langage convenu que, « malgré tout le respect pour lui, son fameux conseil de vendre la maison [le mot d'ordre de « défaitisme »] n'a rencontré aucun écho ».<sup>3</sup>

Le vieux bolchevik Baïevsky nota que « le slogan de défaite de son propre gouvernement souleva des objections en Russie et [qu']il y avait une tendance à éliminer le mot « défaite » comme étant trop odieux. »<sup>4</sup> [Chliapnikov](#) également se souvenait que si dans l'ensemble les thèses reflétaient l'état d'esprit des travailleurs du parti, la question de la « défaite » provoquait une perplexité.<sup>5</sup> Le [Sotsial-Demokrat](#) nota que l'organisation bolchevique de Moscou avait adopté le manifeste à l'exception du paragraphe concernant la défaite de son propre pays.<sup>6</sup> Il y a d'autres preuves de réticences à adopter le point de vue défaitiste par les ouvriers du parti en Russie et en dehors, non seulement au début de la guerre mais jusqu'à la révolution de 1917.<sup>7</sup> Baïevsky prétend, malgré tout, qu'il était impossible de parler de « l'antidéfaitisme » pendant la guerre comme constituant une tendance dans le parti.<sup>8</sup>

En novembre, les cinq députés bolcheviks de la Douma furent arrêtés. En février 1915, en même temps que cinq autres dirigeants bolcheviks, ils passèrent en jugement. Ils firent de grands efforts, à

1 Léon Trotsky, [Staline](#), 1940.

2 F.I. Kalinitchev, *Государственная дума в России : Сборник документов и материалах*, Moscou 1957, pp.595-96.

3 Léon Trotsky, [Staline](#), 1940.

4 D.A. Baïevsky, *Очерки по истории Октябрьской революции*, vol.1, Moscou 1927, p.379.

5 A.G. Chliapnikov, [A la veille de 1917](#), 1920.

6 *Социал-демократ*, n° 51, 29 février 1916.

7 *Революционное былое*, n° 3, 1924, cité in Baïevsky, op cit, p.384.

8 Gankin and Fisher, p.151.

l'image de leur théoricien, [Kaménev](#), pour répudier les thèses de Lénine. (La seule exception notable était le député de la Douma [M. K. Mouranov](#)). Kaménev déclara que les thèses de Lénine étaient en complète contradiction avec ses vues personnelles sur la guerre en cours, ajoutant que l'opinion de Lénine était rejetée à la fois par les députés social-démocrates et les institutions centrales, c'est à dire le Comité central, dont Kaménev prétendait être le porte-parole. Un autre accusé bolchevik fit remarquer que les thèses de Lénine contredisaient la déclaration commune des fractions social-démocrates lue à la Douma le 27 juillet 1914.<sup>9</sup>

Lénine était plus que déçu. Et bien qu'il fût assez réticent à attaquer trop sévèrement Kaménev et les autres, lorsque le procès se conclut par leur exil perpétuel en Sibérie, il ne ménagea pas ses critiques :

Qu'a donc démontré le procès de la Fraction O.S.D.R. ?

D'abord, le manque de fermeté, devant le tribunal, de ce détachement d'avant-garde de la social-démocratie révolutionnaire russe... essayer de se montrer solidaire du social-patriote M. Iordansky, comme l'a fait Rosenfeld [Kaménev], ou bien en désaccord avec le Comité central, c'est là un procédé erroné, inadmissible du point de vue d'un social-démocrate révolutionnaire.<sup>10</sup>

Lénine ne pouvait ignorer la vérité, aussi amère fût-elle.

Le parti du prolétariat révolutionnaire est assez fort pour se critiquer franchement lui-même, pour dire sans détours qu'une faute est une faute et qu'une faiblesse est une faiblesse.<sup>11</sup>

Le comportement des dirigeants bolcheviks devant le tribunal, note Chliapnikov, causa une sérieuse démoralisation dans les rangs du parti :

Le procès des députés se déroula dans une atmosphère d'indécision et de fluctuations. L'attitude adoptée par les députés devant le tribunal était troublante. On avait l'impression que les députés ne s'étaient pas comportés comme il convenait au centre responsable suprême du prolétariat, mais plutôt comme des comités provinciaux du parti se comportent parfois. Beaucoup regrettaient que les camarades députés aient montré si peu de fermeté, mais en voyaient la raison dans l'atmosphère de terreur.<sup>12</sup>

Dans sa défense, Kaménev se cantonna à la vérité formelle selon laquelle les thèses de Lénine, publiées au nom du Comité central, n'avaient pas reçu l'approbation de celui-ci, et donc qu'il n'avait pas le droit de les publier.<sup>13</sup>

D'autres sections des bolcheviks étaient également insatisfaites de la ligne de Lénine. La colonie bolchevique à l'étranger subissait fortement l'influence de l'hystérie guerrière. Le Comité des Organisations étrangères à Paris, qui avait servi de centre pour les groupes bolcheviks hors de Russie, s'était désintégré : deux de ses membres s'étaient enrôlés dans l'armée française et un autre s'était retiré, ce qui ne laissait que deux membres actifs. A Paris, le groupe bolchevik hésitait. Bien que la majorité du groupe s'exprimât contre la guerre et contre le volontariat, certains camarades s'engagèrent dans l'armée française comme volontaires.<sup>14</sup> En tout, sur les 94 bolcheviks résidant en France, onze s'enrôlèrent dans l'armée française.<sup>15</sup>

9 T. Dan in J. Martov, *Geschichte der russischen Sozialdemokratie*, Berlin 1926, p.283.

10 Lénine, *Œuvres*, vol.21, p.171.

11 *ibid*, p.172-173.

12 *Сборник Социал Демократа*, n° 1, octobre 1916, p.57.

13 Lettre de Kamenev écrite le 23 avril 1915, citée in « Из переписки Русского бюро ЦК с заграницей в годы войны (1915—1916 гг.) », *Пролетарская революция*, nos.7-8 (102-3), 1930.

14 Кroupskaïa, p. 187.

15 I.P. Khoniavko, « В подполье и в эмиграции », *Пролетарская революция*, n°4 (16), 1923.



La section genevoise des émigrés bolcheviks fit également connaître ses objections au « défaitisme révolutionnaire » de Lénine. Une lettre de [Karpinski](#) adressée à Lénine critiquait les thèses de la manière suivante : « Le texte du paragraphe 6 devrait être modifié afin qu'il n'y ait pas une mauvaise interprétation de ce passage : que les social-démocrates russes souhaitent la victoire des Allemands et la défaite des Russes. »<sup>16</sup>

Parmi les dirigeants du parti à l'étranger qui adoptèrent une attitude *défensiste* se trouvait [Gleb Krjijanovsky](#), proche de Lénine depuis 1893, qui pendant la révolution de 1905, avec [Krassine](#) et [Bogdanov](#), avait été un dirigeant des bolcheviks. Il y avait aussi le membre du CC [I.P. Goldenberg](#), l'ancien député bolchevik à la Douma [G.A. Alexinsky](#), et l'écrivain bolchevik [A.A. Troïanovsky](#).

Quelle était la situation en Russie ? En novembre 1914, [Alexandre Chliapnikov](#) se rendit à Moscou pour y trouver l'organisation en ruines. La plupart des ouvriers étaient défensistes. Seuls quelques isolés adhéraient (pas toujours fermement) à la politique défaitiste. Le groupe de « défaitistes » le plus important avait sept membres, et ils n'étaient même pas sûrs des opinions de Lénine.<sup>17</sup> De même, les social-démocrates transcaucasiens étaient gravement divisés sur leurs positions concernant la guerre. En octobre 1914, N.N Iakovlev arriva à Bakou avec le texte des thèses de Lénine, appelant à la défaite de la Russie et à la transformation de la guerre mondiale en guerre civile. Même si beaucoup d'exemplaires en furent imprimés et distribués aussi bien à Bakou qu'à Tiflis, l'organisation ne put parvenir à une décision sur son attitude envers la guerre.<sup>18</sup>

Bien que les organisations bolcheviques de Russie, au début de la guerre, ne fussent pas prêtes à adopter ouvertement la position du défaitisme révolutionnaire de Lénine, il n'y avait qu'un nombre insignifiant de social-patriotes. Dès le départ, les bolcheviks développèrent une propagande de masse contre la guerre. De nombreux tracts antiguerre avaient été distribués dès juillet 1914 par les comités du parti dans différentes régions de la Russie.<sup>19</sup>

Après quelques mois de confusion idéologique, de plus en plus de groupes bolcheviks commencèrent à adopter une position antiguerre internationaliste claire. Ce réveil politique suivait un regain du mouvement des travailleurs dans les usines, qui l'influençaient et qu'il influença à son tour.

---

16 Gankin et Fisher, p.148.

17 Chliapnikov, *Канун Семнадцатого Года*, Moscou-Petrograd, 1923, vol.1, pp.10-11.

18 R.G. Suny, *The Baku Commune, 1917-1918*, Princeton 1972, p.59.

19 Voir par exemple O. Tchadaev, *Большевики в годы империалистической войны. 1914 — февраль 1917*, Moscou 1939 ; ou N.P. Donii, *Большевики Украины в период между первой и второй буржуазно-демократическими революциями в России*, Kiev 1960, pp.554-650.

## Flux et reflux

La première moitié de l'année 1914 vit un essor du mouvement de grèves politiques en Russie qui se rapprochait du niveau de la Révolution de 1905.

<i>Années</i>	<i>Nombre de grévistes politiques (en milliers)<sup>20</sup></i>
1903	87 <sup>21</sup>
1904	25 <sup>21</sup>
1905	1843
1906	651
1907	540
1908	93
1909	8
1910	4
1911	8
1912	550
1913	502
1914 (premier semestre)	1059
1915	156
1916	310
1917 (janvier — février)	575

A la veille de la guerre elle-même, le mouvement de grève politique de St-Pétersbourg devait culminer dans l'érection de barricades. En protestation contre la brutale répression policière des ouvriers de Poutilov qui soutenaient une grève des champs pétrolifères de Bakou, une grève aussi massive et explosive que celles qui avaient éclaté en 1905 balaya St-Pétersbourg. Dès le 7 juillet, 110.000 ouvriers s'étaient joints à la grève. Deux jours plus tard, les grévistes étaient 200.000. Presque toutes les usines de St-Pétersbourg furent fermées, et des milliers de travailleurs prirent part à des batailles prolongées avec les cosaques et des détachements de la police. Les manifestations ouvrières, brandissant des drapeaux rouges et entonnant des chants révolutionnaires, tentèrent de se frayer un passage vers le centre de la ville, mais furent bloquées par les cosaques et la police montée. Le 11 juillet, de nombreuses barricades furent érigées à l'aide de poteaux télégraphiques et téléphoniques, des charrettes retournées, etc. Ce ne fut pas avant le 15 juillet, quatre jours avant le déclenchement de la guerre, que l'ordre fut finalement rétabli dans le district industriel de St-Pétersbourg.<sup>22</sup>

Soudain, avec le déclenchement de la guerre, l'atmosphère changea radicalement. Le zèle patriotique s'empara des masses. [Buchanan](#), l'ambassadeur britannique à St-Pétersbourg à l'époque, parle avec enthousiasme dans ses *Mémoires* des « merveilleuses journées » pendant lesquelles « la Russie paraissait complètement transformée. »

Trotsky fournit une explication du changement dans la psychologie des masses qui les tourna vers le patriotisme :

<sup>20</sup> Trotsky, [Histoire de la révolution russe](#), Volume 1, Paris, Seuil, 1950, pp.71-72.

<sup>21</sup> Pour 1903 et 1904, la statistique se rapporte à toutes les grèves, dans lesquelles prédominaient sans aucun doute les grèves économiques.

<sup>22</sup> A. Kisselev, « В июле 1914 года », *Пролетарская Революция*, n° 7 (30), 1924.

Il existe beaucoup de gens de cette sorte, dont toute la vie, jour après jour, se passe dans une monotonie sans espoir. C'est sur eux que repose la société contemporaine. Le tocsin de la mobilisation générale intervient dans leur existence comme une promesse. Tout ce dont on a l'habitude et la nausée est rejeté ; on entre dans le royaume du neuf et de l'extraordinaire. Les changements qui doivent se produire par la suite sont encore moins prévisibles. Peut-on dire que cela ira mieux ou plus mal ? Mieux, bien sûr – Comment Pospeszil trouverait-il pire que ce qu'il a connu en temps « normal » ?<sup>23</sup>

Pour ajouter au désarroi du mouvement ouvrier, une arrestation massive de bolcheviks eut lieu à St-Petersbourg : après la manifestation de juillet le gouvernement arrêta près d'un millier de bolcheviks et les expulsa de la ville.<sup>24</sup> En même temps, des milliers d'ouvriers d'usine considérés comme fauteurs de troubles furent enrôlés dans l'armée. Environ 40 % du prolétariat de St-Petersbourg fut mobilisé (et les trous dans la main d'œuvre furent remplis par un nouvel afflux de travailleurs inexpérimentés venus des campagnes).<sup>25</sup>

Les tout premiers mois de la guerre furent marqués par une espèce d'hébétude politique du mouvement ouvrier. Pour le dixième anniversaire du « Dimanche rouge » qui avait déclenché la Révolution de 1905, il n'y eut que 14 usines et 2.528 ouvriers en grève. Le Premier Mai, il n'y eut que 859 grévistes.<sup>26</sup> Toute la première moitié de 1915 fut véritablement très calme. Mais les choses changèrent radicalement en juillet. Il est vrai que le nombre d'ouvriers en grève était limité si on le compare aux derniers mois d'avant-guerre – 14.490 travailleurs posèrent les outils pour des raisons économiques ; il n'y eut pas une seule grève politique.<sup>27</sup> Cela dit, les grèves furent très violentes. A Kostroma, 13 ouvriers furent tués ou blessés dans des combats entre les grévistes et la police ; dans un affrontement semblable à Ivanovo-Voznessensk il y eut entre vingt et trente victimes. Lorsque les événements furent connus, il y eut de grandes grèves politiques en août et septembre. En août, 27.000 ouvriers se mirent en grève à Pétrograd, demandant le retrait des cosaques des usines, la libération des cinq députés bolcheviks exilés, la liberté de la presse, etc. Au début de septembre, 64.000 ouvriers firent grève à Pétrograd sur des revendications politiques. En tout, en 1915 il y eut 928 grèves, dont 715 étaient de nature économique, avec 383.587 ouvriers, et 213 étaient politiques, avec 155.941 grévistes.<sup>28</sup>

Il n'y eut pas de baisse dans les luttes en 1916. La commémoration du Dimanche rouge du 9 janvier 1916 mobilisa 53.000 travailleurs (85 % à Pétrograd). Tout au long de 1916, en particulier dans la deuxième moitié de l'année, non seulement il y eut de plus en plus de grévistes, mais les grèves prirent une nature de plus en plus politique. Dans l'ensemble, en 1916 il y eut 280.943 grévistes politiques et 221.136 grévistes économiques. La lutte connut un nouvel élan en janvier et février 1917. Dans ces deux mois seuls, 265.253 ouvriers furent engagés dans des grèves politiques et 35.829 dans des grèves économiques, c'est-à-dire qu'environ 88 % de tous les travailleurs en grève agissaient pour des raisons politiques.<sup>29</sup>

Pendant toute la guerre, Pétrograd eut incontestablement une position dominante dans le mouvement gréviste.<sup>30</sup>

---

23 Trotsky, [Ma vie](#), op cit, pp. 277-278.

24 *Социаль Демократ*, 12 décembre 1914.

25 I.P. Leiberov and O.I. Chkaratane, « К вопросу о составе петроградских промышленных рабочих в 1917 году », *Вопросы истории*, n°1, 1961.

26 In M.N. Pokrovsky, *Очерки по истории Октябрьской революции*, Moscou-Leningrad 1927, vol.1, p.261.

27 Ibidem, p. 270.

28 V.L. Meller et A.M. Pankratova, [Рабочее движение в 1917 году](#), Moscou-Leningrad 1926, p.16.

29 Meller et Pankratova, pp.17, 20.

30 Pokrovsky, *Очерки по истории Октябрьской революции*, vol.1, p.287.

	Grèves politiques		Grèves économiques		Total	
	Nombre	Grévistes	Nombre	Grévistes	Nombre	Grévistes
<b>Pétrograd</b>	256	348.118	242	167.869	498	515.978
<b>Moscou</b>	113	39.279	364	271.295	477	310.574
<b>Russie (en tout)</b>	463	469.086	1.817	1.056.889	2.280	1.525.975

Les chiffres montrent que 74 % des ouvriers engagés dans des grèves politiques pendant les années de guerre étaient à Pétrograd, contre 9 % à Moscou (il faut se rappeler qu'il y avait plus d'ouvriers d'industrie à Moscou qu'à Pétrograd).

Le chiffre du prolétariat de Pétrograd est particulièrement impressionnant si l'on se rappelle qu'environ 17 % des ouvriers industriels avaient été enrôlés dans l'armée et que 40 % de la classe ouvrière de la capitale était formée de nouvelles recrues relativement inexpérimentées.<sup>31</sup>

### ***La montée du ferment révolutionnaire***

Une source d'information très utile sur la montée du mouvement populaire contre le vieux régime est constituée par les minutes du Conseil des ministres. La discussion lors de ces réunions témoigne de la formidable montée du mouvement révolutionnaire parmi les travailleurs dans la seconde moitié de 1915. Lors de la réunion tenue le 11 août 1915, [N. B. Chtcherbatov](#) parla des sérieux désordres qui s'étaient produits à Ivanovo-Voznessensk, où il avait fallu tirer. Le moment avait été extrêmement tendu, du fait qu'il n'y avait pas de confiance dans la garnison. La fusillade tua seize personnes et en blessa plus de trente. L'excitation ne s'était pas éteinte pour autant, et il prévoyait des échos dans d'autres districts industriels.

Le prince E. N. Chakhovskoï, ministre du commerce et de l'industrie, recevait les rapports les plus alarmants des inspecteurs d'usines sur l'état d'esprit des ouvriers. La moindre étincelle était susceptible de mettre le feu aux poudres. Le premier ministre (Goremykine) pria le ministre de l'intérieur (Chtcherbatov) de lui indiquer quelles mesures il entendait prendre pour empêcher que ces atteintes se produisent partout.

Chtcherbatov répondit :

Le ministre de l'intérieur prend toutes les mesures que lui dicte son devoir et que lui permettent les possibilités pratiques à sa disposition. (...) Comment voulez-vous que je combatte le mouvement révolutionnaire qui s'aggrave alors qu'on me refuse l'assistance de troupes, en invoquant leur manque de fiabilité, et l'incertitude quant à la possibilité de les amener à tirer dans la foule. On ne peut pas pacifier la Russie avec les seuls gendarmes, en particulier lorsque les rangs de la police s'éclaircissent, non pas jour par jour mais heure par heure, et que la population est excitée quotidiennement par des discours à la Douma, des mensonges dans les journaux, des défaites incessantes au front, et des rumeurs sur les désordres à l'arrière.<sup>32</sup>

Lors de la réunion du 2 septembre 1915 Chakhovskoï déclara :

Des grèves ont commencé aux usines Poutilov et dans l'Usine Métallurgique. Le prétexte apparent est l'arrestation des représentants élus des caisses d'assurances pour les malades. Le mouvement a immédiatement pris un caractère aigu et s'est compliqué par

31 Leiberov et Chkaratane.

32 A.N. Iakhontov, [Тяжелые Дни \(Секретные заседания Совета Министров 16 июля-2 Сентября 1915 года\)](#), 1926.

la formulation de revendications politiques. Il faut s'attendre à ce que la vague de grèves s'amplifie encore si l'on ne prend pas des mesures préventives dès maintenant...

*A.A. Polivanov [ministre de la guerre]* : S'il n'y a pas de changements radicaux dans la situation générale, mes idées sur l'avenir sont extrêmement sombres... les désordres à l'usine Poutilov, qui donne le ton au mouvement ouvrier, sont le début d'une grève générale de protestation contre la dissolution de la Douma. Chacun s'attend à ce que des évènements hors du commun soient provoqués par la dissolution.

*I.L. Gorevikine* : Tout ceci n'est que du bluff. Il ne se passera rien.

*Prince N.B. Tchitcherbatov* : Le département de la police n'a pas, loin de là, des informations aussi rassurantes que votre Excellence. Le témoignage des agents est unanime sur le fait que le mouvement des ouvriers doit se développer de manière menaçante pour la sécurité de l'Etat. Sur cette base, le département de police demande aux autorités militaires de procéder certain nombre d'arrestations... Quant à la raison des désordres ouvriers – qui sont allés jusqu'à des affrontements avec la police à l'usine Poutilov – les revendications qui sont présentées sont : ne pas dissoudre la Douma d'Etat ; libérer les cinq députés de la fraction de gauche emprisonnés ; augmenter les salaires de 15 %, etc. Tout ceci, bien sûr, ce ne sont que des excuses qui dissimulent le véritable but des dirigeants clandestins des ouvriers – profiter des infortunes de la guerre et de la détérioration interne pour une tentative de révolution sociale et de conquête le pouvoir.<sup>33</sup>

Tchitcherbatov décrivait la situation à Moscou en termes très alarmistes.

Les ouvriers, et de manière générale toute la population, sont touchés par une espèce de folie et sont comme un matériau inflammable. Le déclenchement de désordres est possible à tout instant. Mais du côté du pouvoir à Moscou il n'y a pratiquement aucune force. Il y a un bataillon de réserve de 800 hommes, dont seulement la moitié sont disponibles car 400 d'entre eux ont des services de garde au Kremlin et dans d'autres endroits. Puis il y a une centaine de cosaques, et, fin, deux unités de la milice stationnées dans les faubourgs. Tout ce peuple n'est pas très sûr, et il sera difficile de leur ordonner d'agir contre la foule. Il n'y a pas du tout de militaires dans le district. La police de la ville et celle du district sont toutes deux inadaptées, numériquement, aux besoins. Il faut aussi noter la présence, à Moscou, de 30.000 soldats en convalescence. Ce sont des voyous exubérants, qui ne respectent pas la discipline, font des scandales, se battent avec la police (un policier a été récemment tué par des soldats), libérant les arrêtés, etc. Il est hors de doute que s'il y a des désordres, toute cette horde sera du côté de la foule. Que voulez-vous que le ministre de l'intérieur fasse dans de telles circonstances ?<sup>34</sup>

Les forces armées ne furent pas insensibles à l'opposition populaire au régime. Une fermentation révolutionnaire était décelable en elles dès 1915. Ainsi le ministre de l'intérieur, Khvostov, dans une lettre du 15 novembre 1915 adressée au président du conseil des ministres, Gorevikine, donnait des informations, recueillies par des agents responsables, relatives à l'agitation qui avait été observée récemment dans les différents équipages de la flotte de la Baltique. Il pensait qu'il allait de soi que les éléments révolutionnaires de toutes nuances cherchent à exploiter les ennuis de l'escadre de la Baltique, s'employant à semer le mécontentement dans les échelons inférieurs de l'armée et de la marine.

Leur propagande était basée sur l'affirmation que la guerre n'était menée que dans l'intérêt des capitalistes et non pour le bien des peuples russe ou allemand. Ils suggéraient au soldat illettré qu'aucune victoire, quel que soit le groupe de puissances qui la remporteraient, ne pourrait contribuer au bien-être du peuple, tant que les socialistes de tous les pays et toutes les classes de la

---

33 Ibid.

34 Ibid.

société ne s'unissaient pas dans leur lutte contre les gouvernements belligérants, les forçant à capituler ; que le seul moyen de parvenir à cela était dans la fin rapide de la guerre, quels qu'en soient les résultats ; que des efforts acharnés devaient être faits pour empêcher la production de matériel de guerre et organisant des grèves et des révoltes populaires.<sup>35</sup>

Suivait une description d'un certain nombre d'insurrections de marins sur différents navires de la flotte de la Baltique. Pour n'en citer qu'une parmi bien d'autres :

Il faut mentionner une des causes contribuant à cette fermentation générale : c'est le dédain des commandants et des officiers supérieurs pour le confort et le bien-être des hommes. On raconte qu'un jour les marins se sont vu servir une soupe aux choux dans laquelle marinaient de la viande pourrie et des asticots. Cela provoqua des grondements et des critiques. De semblables événements donnèrent lieu à des mutineries sur le cuirassé *Empereur Paul Ier* et le croiseur *Russie*. Les matelots, s'étant rassemblés sur le gaillard d'avant de ce navire, commencèrent à réclamer une meilleure nourriture, des traitements plus humains et la démission de tous les officiers portant des noms allemands. Le contre-amiral Kouroch apparut, revolver à la main, exigeant la reddition des meneurs et la cessation des désordres, menaçant en cas de désobéissance de fusiller tous les hommes ; mais, comme dans le cas précédent, les marins répondirent qu'on n'était pas en 1905, que les matelots avaient acquis de la sagesse et ne pouvaient être terrorisés comme avant, et que, plutôt que de laisser l'amiral leur tirer dessus, ils le balanceraient par dessus bord.<sup>36</sup>

L'agitation n'affectait pas seulement la flotte, mais aussi la garnison de Kronstadt, où une action de masse eut lieu à la suite d'une révolte sur le cuirassé *Gangout*. A la suite de cette action, 95 hommes furent arrêtés sur le navire et déportés dans la ville de Reval.

Un détachement mixte de croiseurs et de destroyers fut désigné pour escorter les mutins. Mais l'équipage du *Rouric* refusa de collaborer à l'envoi de leurs camarades en prison.

Selon une description, les désordres à bord du *Gangout* causèrent une grande excitation parmi les marins de toute la flotte de la Baltique et des garde-côtes, et il y eut une quantité de discussions sur la nécessité de libérer les matelots arrêtés. Tous les navires passèrent des résolutions dans ce sens, qui devaient être présentées officiellement pendant les quartiers d'hiver, et une grève générale devait être décrétée si ces revendications n'étaient pas satisfaites. Si les marins accusés étaient jugés et condamnés, la grève devait avoir lieu avant l'hiver, et toutes les mesures répressives envers les équipages devaient être contrées par des révoltes systématiques. Une propagande semblable se développa, non seulement dans les échelons inférieurs de la flotte, mais également parmi les forces terrestres des garnisons de Kronstadt, qui revendiquaient le droit de participer aux protestations contre les autorités navales.<sup>37</sup>

Lors des réunions du conseil des ministres, on entendait de plus en plus de gémissements sur le déclin du patriotisme. Le 4 août 1915, le ministre de la guerre, Polivanov, déclarait : « J'en appelle aux infranchissables espaces, à la boue qu'on ne peut passer, et à la clémence de Saint-Nicolas de Myre, protecteur de la sainte Russie. »<sup>38</sup>

Il fit remarquer que les mobilisations étaient moins réussies à chaque fois. La police ne pouvait pas gérer la masse des insoumis. Les hommes se cachaient dans les bois et les champs de céréales. Un autre ministre, Grigorovitch, suggéra que les Allemands étaient responsables. Chtcherbatov pensait que les agitateurs profiteraient de l'occasion pour créer des troubles. Il dit au conseil des ministres que l'agitation prenait une nature de plus en plus antimilitariste, et même ouvertement défaitiste. On pouvait voir son influence directe dans les redditions de masse.<sup>39</sup>

---

35 C.E. Vuillamy et A.L. Hynes, *The Red Archives : Russian State Papers and Other Documents Relating to the Years 1915-1918*, Londres 1929, pp.62-63.

36 Vuillamy et Hynes, p.66-67.

37 Vuillamy et Hynes, p.68.

38 Iakhontov, op. cit.

39 Ibid.

## **L'organisation bolchevique**

A la veille de la guerre, un rôle central dans l'organisation du parti – en particulier à St-Pétersbourg – était joué par les députés à la Douma. Le député bolchevik de St-Pétersbourg, [Badaïev](#), écrivait : « Avec l'arrestation de la fraction [de la Douma] le centre essentiel et fondamental du parti en Russie fut détruit. »<sup>40</sup>

L'importance des députés bolcheviks pour le mouvement ouvrier n'avait pas manqué d'attirer l'attention du gouvernement. Comme le disait Goremikine au conseil des ministres du 26 août 1915, le problème des dirigeants ouvriers était le manque d'organisation consécutif à l'arrestation des cinq membres de la Douma.<sup>41</sup>

Le commencement de la guerre vit aussi l'éclatement du Comité de Pétersbourg du parti, qui était profondément infiltré par la police. Il était composé, en juillet 1914, de V. Schmidt, Fedotov, Antipov, Nikolaï Logov, Chourkanov, Ignatiev et Levtsky (les trois derniers étant des agents de la police).<sup>42</sup>

Au début, l'*okhrana* s'imaginait que la guerre avait détruit le comité une fois pour toutes (tout en notant qu'il y avait une désaffection évidente dans la jeunesse), mais ils se rendirent bientôt compte que des signes d'activité persistaient.<sup>43</sup> Pour commencer, dans la deuxième moitié de 1914, des rapports indiquaient que l'organisation de Pétrograd avait subi un coup énorme. La structure qui avait été construite avec tant de soin s'était complètement effondrée. Un rapport de l'*okhrana* de décembre 1914 déclarait que les organisations de district ne fonctionnaient pas normalement et que le travail clandestin du parti, sous la forme des cercles d'usine et de groupes professionnels insignifiants, n'était réalisé que de temps en temps dans certains districts, dont le plus vivace était Vyborg, où les militants étaient des ouvriers métallurgistes particulièrement avancés et « conscients ».<sup>44</sup>

Les raids de la police, malgré tout, ne détruisirent pas l'organisation de Pétrograd. Quelques mois après chacune de ces opérations policières, le Comité de Pétersbourg renaissait de ses cendres. Dès le début de 1915, un nouveau comité fonctionnait et commençait à rassembler les forces du parti, assumant la direction des bolcheviks dans la totalité de la Russie. Les divers districts prirent contact avec lui et d'autres sphères d'activité commencèrent à se rétablir (par exemple, la publication du journal *Voprosy Strakhovaniya*). Un article du *Sotsial-Demokrat*, relatant les développements en avril 1915, était particulièrement enthousiaste quant à l'état des choses, proclamant que le comité couvrait désormais tous les districts de St-Pétersbourg avec un représentant pour deux cents ouvriers : « Les travailleurs sont très satisfaits de l'activité du comité de St-Pétersbourg. Il y a un afflux aux cercles, il n'y a pas assez de cadres dirigeants, des liens sont établis avec diverses grandes villes. »<sup>45</sup>

En juillet 1915, une conférence se tint à Oranienbaum. Il y avait cinquante présents, représentant toutes les fractions social-démocrates ainsi que les Socialistes-Révolutionnaires. Les chiffres cités lors de cette conférence mentionnent mille deux cents membres bolcheviks pour Pétrograd, les mencheviks deux cents et les « Unificateurs » (*mejraïontsy*<sup>46</sup>) soixante à quatre vingt.<sup>47</sup>

En septembre 1915 la participation comprenait davantage de districts. Une lettre publiée dans le

---

40 A.E. Badaïev, *Большевики в государственной думе*, Leningrad, 1996, p. 311.

41 Iakhontov, op. cit.

42 Kisselev.

43 M.G. Fleer, ed., *Петербургский комитет большевиков в годы империалистической войны*, Leningrad 1927, pp.19-20.

44 Fleer, p.19.

45 *Социал-демократ*, no.41, May 1, 1915.

46 Les *mejraïontsy* étaient un groupe informel auquel appartenait Trotsky, Lounatcharsky, Pokrovsky, Ioffé et d'autres futurs dirigeants de la Révolution d'Octobre, qui n'étaient ni bolcheviks ni mencheviks lorsque le groupe se forma en 1913.

47 *Партия большевиков в годы мировой империалистической войны*, Moscou 1963, p.235.

*Sotsial-Demokrat* indiquait que pour le Comité de Pétersbourg étaient représentés les districts de Vyborg, de Narva, le 1<sup>er</sup> de Gorodskoï, de la Néva, de St-Pétersbourg et de Vasileostrov. Le district de Moscou et le 2<sup>ème</sup> de Gorodskoï étaient en cours d'organisation. Il y avait aussi des liens entre le Comité et Kolpino, Sestroretsky et Peterhof, tous assez éloignés de Pétrograd même. Les communications avec les provinces semblaient également satisfaisantes, et on demandait de fournir des directives, de la littérature et des informations à des grandes villes de toute la Russie d'Europe.<sup>48</sup>

Le Comité de Pétersbourg avait également autorité sur toutes les organisations bolcheviques qui s'étaient constituées à Kronstadt, Helsingfors et ailleurs, et sur les navires de la flotte de la Baltique. Il fournissait une base clandestine centralisée à tous les groupes individuels pour agir et pourvoyait les marins en littérature et matériel pour réaliser leurs propres publications.

Dans les premiers mois de 1915, le comité envoya plusieurs de ses membres à Moscou pour aider à y constituer une organisation, préparer une conférence bolchevique, et établir des contacts. Des tracts et des brochures furent aussi fournis, essentiellement à Moscou, avec l'espoir qu'ils seraient plus largement distribués.

Les capacités en termes d'imprimerie des bolcheviks de St-Pétersbourg étaient impressionnantes. Dans l'ensemble, entre la fin de juillet 1914 et la Révolution de Février, ils sortirent plus de 160 tracts à 500.000 exemplaires au total – c'est-à-dire cinq tracts par mois, en moyenne, tirés à plus de 16.000 exemplaires. C'était une réalisation remarquable.<sup>49</sup>

Vers le mois de novembre, l'*okhrana* commença à répliquer par des arrestations. Le parti les supporta relativement bien. En décembre, il y eut à nouveau des arrestations. De nombreux membres du comité furent pris et les districts se trouvèrent assez sérieusement affectés, des liaisons se rompant à nouveau. Une base fut constituée sur l'île Vassilievsky pour tenter de diriger l'activité jusqu'à ce qu'un centre réel puisse être reconstitué. Au début de 1916, des signes de rétablissement furent notés par l'*okhrana*.<sup>50</sup> Les bolcheviks, bien que numériquement faibles, avaient à l'évidence les talents organisateurs élémentaires nécessaires pour renouveler leurs comités, même dans les conditions les plus défavorables.

Cela dit, à la veille du Premier mai 1916, le Comité de Pétersbourg fut à nouveau anéanti par des descentes de police, au sujet desquelles l'*okhrana* écrivait :

Le travail du Comité de Pétersbourg a été temporairement brisé en totalité, ses contacts ont été perdus mais ceci, comme dans des occasions précédentes, n'a débouché que sur de nouvelles tentatives de rétablir l'activité du parti et de créer un nouveau collectif de direction, et aussi de mettre en place un nouvel équipement.<sup>51</sup>

En juin 1916, un rapport de police indiquait qu'il y avait deux mille bolcheviks à Pétrograd. Leur nombre continua à s'accroître en juillet et août, ce qui améliora l'organisation des usines et les liens établis entre elles. L'*okhrana* considérait le comité bolchevik de St-Pétersbourg comme « extrêmement sérieux et dangereux pour la paix de la société et l'ordre de l'Etat. »<sup>52</sup> Cette peur inspira une série d'arrestations dans la nuit du 20 juillet, mais celle-ci, une fois de plus, ne parvint pas à causer à l'organisation des dommages durables.<sup>53</sup>

En octobre 1916, une lettre détaillée du comité au Comité Central à l'étranger sur l'état de l'activité du parti dans la capitale décrivait comment des groupes étaient formés dans les usines, souvent sans aucune aide directe du Comité de Pétersbourg, et essayaient de s'y lier. Ils avaient à ce moment des liens avec les villes suivantes : Moscou, Ivanovo-Voznesensk, Kharkov, Iekaterinoslav, Nijni

---

48 Ibid. p. 232.

49 I.P. Leiberov, « В И. Ленин и Петроградская организация большевиков в период мировой войны (1914—1916 гг.) », *Вопросы истории КПСС*, n° 6, 1960.

50 Fleer, p.409.

51 I.I. Mints, *История великого октября*, Moscou 1967, vol.1, p.221.

52 Fleer, p.91.

53 Fleer, p.91.



Novgorod, Sormovo, Samara, Saratov, Tsaritsyne, Perm, Iekaterinbourg, Reval, Narva, Tver et Toula. Il est clair d'après cette liste que le comité avait besoin de développer et d'étendre son activité. De plus, des soldats et des marins des garnisons locales et de Finlande avaient commencé à les chercher. Il y avait la possibilité de former des liens permanents avec le front : quelques jours plus tôt un soldat en était venu et avait demandé de la littérature pour sa position.<sup>54</sup>

Les adhésions au parti continuaient lentement mais sûrement, et à la fin de 1916, d'après Chliapnikov, il y avait près de trois mille membres à Pétrograd<sup>55</sup>, dont 500 à Vyborg, le quartier ouvrier, dans lequel se constituait la plus forte organisation bolchevique de la capitale, et qui devait conserver ses positions jusqu'à la Révolution de Février et après.

Dans l'ensemble, le Comité de Pétersbourg agissait comme centre du parti. Pendant la plus grande partie de la guerre, de novembre 1914 à l'automne de 1915, et à nouveau du printemps 1916 à l'automne de la même année, le parti n'avait pas de Bureau russe.<sup>56</sup>

Des opérations de police continuelles le démantelaient. Ainsi, plusieurs dirigeants ouvriers furent arrêtés les 9, 10, 18 et 19 décembre 1916. Puis, le 2 janvier 1917, le comité tout entier fut arrêté. Le comité reconstitué subit à nouveau des pertes graves le 25 février, trois jours avant la révolution. Une fois de plus, le Comité du district de Vyborg occupa le devant de la scène, assumant la direction à Pétrograd.

Le Comité du district de Vyborg avait toujours plus de ressources que les autres organisations de district parce que les usines de Vyborg employaient une plus grande quantité d'ouvriers qualifiés et donc mieux payés. La proximité du chemin de fer finlandais et des banlieues éloignées de Pétrograd permettaient à beaucoup de gens qui ne pouvaient rester à Pétrograd de vivre là, et des duplicateurs et autres matériels pouvaient y être cachés. C'est essentiellement pour ces raisons que Chliapnikov et le Bureau russe y étaient basés.<sup>57</sup>

Malgré la faiblesse du Comité de Pétersbourg, la situation des bolcheviks était meilleure que celle des autres tendances révolutionnaires. Selon Chliapnikov, seuls les bolcheviks avaient un semblant d'organisation pour toute la Russie. Diverses estimations des effectifs du parti pour cette période ont été tentées. Un recensement de 1922 montrait que 10.483 membres de 1922 avaient adhéré avant la Révolution de Février, dont 2.028 à Moscou et 817 à Pétrograd. Cela dit, ces chiffres ne comptaient pas ceux qui étaient morts pendant la révolution ou la guerre civile, et une seconde estimation a fait état de 23.600 membres.<sup>58</sup>

Au cours de la guerre, d'importantes unités de l'armée étaient stationnées dans les garnisons de Pétrograd. Le comité était soucieux de diriger sa propagande vers les soldats, malgré les sévères peines pour trahison que cela comportait. Pour s'occuper de cet aspect de l'agitation, une commission militaire fut organisée sporadiquement, et rattachée au Comité de Pétersbourg. La commission gagna en importance au fur et à mesure que la Révolution de Février approchait et que se posait la question de l'armement des travailleurs. Au printemps 1915, la première Organisation militaire du comité fut constituée. Elle établit des liens avec certains régiments de la capitale, avec les marins et les soldats de Kronstadt, Helsingfors et Sveaborg, et avec les troupes du front nord. Elle fut cependant assez vite anéantie par des arrestations.<sup>59</sup>

Il s'avéra que la responsabilité des contacts avec les matelots de la flotte de la Baltique, à la fin de 1915, était confiée à [Chourkanov](#), un agent de la police.<sup>60</sup> Naturellement, l'*okhrana* était bien informée des activités bolcheviques à Kronstadt, avec notamment les noms et les adresses. De telle

---

54 *Революционное движение в армии и на флоте в годы первой мировой войны. 1914 – февраль 1917 г.*, Moscou 1961, pp.218-19.

55 Chliapnikov, [Канун Семнадцатого Года](#), Moscou, 1992, p.273.

56 *История КПСС*, Moscou 1963 ; Baevsky in Pokrovsky, vol.1, p.458.

57 Chliapnikov, [A la veille de 1917](#).

58 Mints, p.319.

59 *Революционное движение в армии и на флоте в годы первой мировой войны. 1914 – февраль 1917 г.*, p.435.

60 Chliapnikov, [Канун семнадцатого года](#), vol. 2, Editions d'Etat, p.48-49.

sorte que ce n'est qu'après la Révolution de Février que furent tenues les premières réunions de l'Organisation militaire du Comité de Pétersbourg.

Pendant toute la guerre, outre les infiltrations policières et les rafles, les bolcheviks de Russie durent faire face à deux types de fléaux récurrents : (1) le manque d'intellectuels et (2) la rareté des fonds. Un vieux bolchevik décrivait la difficulté qu'il éprouvait au début de 1915 à faire rédiger un tract contre la guerre. Pour le faire écrire, il se tourna vers les intellectuels du parti de Moscou, où il travaillait. Il n'eut pas de réponse avec eux. Beaucoup soutenaient la guerre, et les autres semblent avoir été trop effrayés pour coopérer. Finalement il rédigea un projet lui-même, et avec d'autres ouvriers il y travailla péniblement et longuement, mais malgré tout leurs phrases ne sonnaient pas russe (ils étaient sans doute Lettons). Le tract devait donc avoir l'air d'être une publication allemande. Ils ne trouvèrent personne pour le corriger. Aucun des intellectuels n'était d'accord avec le contenu, qui était défaitiste révolutionnaire. Finalement, les erreurs de grammaire restèrent.<sup>61</sup>

Le même problème se posait à Saratov. A la fin de 1915, pratiquement toutes les usines de Saratov avaient une cellule bolchevique comptant dix à vingt ouvriers. Au début ils se contentaient d'être dirigés par les militants actifs, mais ensuite ils réclamèrent des propagandistes plus compétents. Le manque d'intellectuels était un problème endémique.<sup>62</sup>

Encore et encore, Chliapnikov se plaignait que les intellectuels se soient détournés de l'activité illégale pendant la durée du conflit, s'impliquant au contraire dans les diverses institutions liées à la guerre.<sup>63</sup>

Du fait de la grande rareté des intellectuels dans le parti, les cadres ouvriers qui parvenaient à une position défaitiste révolutionnaire de leur propre chef, sans l'aide des intellectuels du parti et sans contact avec Lénine à l'étranger, avaient de quoi être fiers d'eux-mêmes. Ainsi, par exemple, un groupe de Lettons parvint à la conclusion que la guerre impérialiste devait être transformée en guerre civile, et ceci sans connaître les thèses de Lénine et sans avoir un seul théoricien parmi eux.<sup>64</sup>

Pour aggraver les difficultés, le manque d'intellectuels s'accompagnait d'exaspérants problèmes financiers. Ainsi Chliapnikov raconte que lorsque la guerre éclata, il réussit à obtenir des contacts pour fournir de la littérature à St-Pétersbourg, mais ne put les maintenir du fait du manque d'argent. Le Comité de Pétersbourg ne pouvait réunir la somme de 300-500 roubles par mois dont il avait besoin pour fonctionner.<sup>65</sup> Chliapnikov était très amer ; s'il avait eu ne fût-ce que 500 roubles par mois, il aurait pu inonder la Russie de littérature.<sup>66</sup>

Le bureau n'avait pas les moyens d'envoyer quelqu'un dans les provinces ; il ne pouvait y entretenir personne, ne serait-ce qu'un mois, et devait se contenter de visites occasionnelles.<sup>67</sup> Le revenu total du Comité de Pétersbourg du 1<sup>er</sup> mai au 1<sup>er</sup> décembre 1915 s'est monté à 2.417,79 roubles<sup>68</sup> – environ 2 500€<sup>69</sup> pour sept mois !

Quand on lit les mémoires des participants, on se rend compte à quel point le parti bolchevik était différent de l'image produite plus tard par les historiens et les apologistes staliniens. Il n'avait rien d'un parti unifié, centralisé, administré. En réalité, il était composé d'un grand nombre de petits groupes, certains fédérés de façon informelle, mais la plupart coupés les uns des autres et de Lénine. Chaque comité local devait développer une capacité indépendante d'action politique, et cette capacité fut décisive pendant les mois de la révolution.

61 M.Ia. Latsis, « Подпольная работа в Москве (1914—1915) », *Пролетарская революция* n° 10 (45), 1925.

62 Antonov-Saratovskii, « Саратов в годы империалистической войны (1914 — 1916 гг.) и "Наша газета" », *Пролетарская революция* n° 4, (16), 1923.

63 Chliapnikov, [A la veille de 1917](#), et *ibid.*

64 К. Речак, « Социал-демократия Латвии (Коммунист, партия Латвии) в период с 1909 по 1915 гг. », *Пролетарская революция*, n° 12, 1922.

65 Chliapnikov, [A la veille de 1917](#).

66 Chliapnikov, [A la veille de 1917](#).

67 Chliapnikov, [Канун семнадцатого года](#), vol.1, chapitre XXXIV.

68 *Сборник социал-демократа*, n° 2, p. 82.

69 2 500 € de 2015 – l'édition originale parle de 242 livres sterling en 1976.

## ***L'influence montante du bolchevisme***

Les bolcheviks ont joué pendant la guerre un rôle crucial dans la montée de l'activité de la classe ouvrière. Un rapport de police de l'époque attribuait le changement d'humeur des masses aux activités des « léninistes », ajoutant que cette agitation, qui était la plus forte dans la capitale, menait à la formation de cellules secrètes dans les usines et les ateliers locaux, à la tenue de réunions et de rassemblements interdits, et à des grèves partielles. Fin août 1915, les ouvriers de Poutilov présentaient à la direction une série de revendications économiques et politiques. Ces dernières étaient essentiellement la libération des cinq députés bolcheviks de la Douma déportés en Sibérie en février 1915, le suffrage universel, la liberté de la presse, et une extension de la session de la Douma d'Etat. Selon le rapport, ces revendications étaient soutenues par une grève du zèle.<sup>70</sup>

Comme nous l'avons déjà mentionné, lors de l'anniversaire de la Révolution de 1905, le 9 janvier 1916, cent mille ouvriers se mirent en grève à St-Petersbourg. L'initiative venait du district de Vyborg. Il y eut des manifestations dans lesquelles les soldats saluaient de leurs camions les manifestants aux cris de « Hourrah! ». Mais en général les soldats étaient consignés dans leurs casernes ; les gardes y étaient renforcées, de même que dans les centraux téléphoniques ; les soldats qui restaient dans leurs casernes recommandaient à ceux qui sortaient en patrouille de ne pas tirer. Les défilés reprirent le lendemain, et il y eut une manifestation conjointe dans le district de Vyborg à 6 heures du matin, où des soldats brandirent le drapeau rouge. Jusqu'au 9 janvier il y avait eu un total de six cents arrestations.<sup>71</sup>

En février, une nouvelle vague de grève balaya les ateliers de Poutilov, suivie d'un lock-out de trois jours. Aux revendications ouvrières d'une augmentation de salaire de 70 % s'ajoutaient des slogans politiques, parmi lesquels : « A bas la dynastie des Romanov », « A bas la guerre ».

Un rapport de police met au compte des « léninistes » la transformation des revendications des ouvriers de Poutilov d'économiques en politiques.

Il est clair que les causes de la grève étaient purement économiques et le seraient sans doute restées si l'élément révolutionnaire n'était pas intervenu.

Le groupe « léniniste » dirigeant, qui se proclame « Comité de Pétersbourg du Parti Social-démocrate Ouvrier » considère toute action économique de la part des masses laborieuses comme inadaptée en ce moment et s'oppose aux tentatives inorganisées des ouvriers d'exprimer leur mécontentement face à leurs difficiles conditions d'existence dans certaines entreprises industrielles. Ce groupe reste cependant fidèle aux plans et aux visées de ses dirigeants clandestins, qui sont toujours désireux d'utiliser les grands mouvements sociaux à leurs propres fins. Cette organisation a essayé d'utiliser la grève actuelle des ouvriers de Poutilov pour rendre plus proche la réalisation des idéaux suprêmes de la social-démocratie.<sup>72</sup>

C'est avec une fierté justifiée que Lénine et Zinoviev pouvaient écrire en août 1915 :

D'une façon générale, la classe ouvrière de Russie s'est révélée immunisée contre le chauvinisme.

Cela s'explique par la situation révolutionnaire dans le pays et les conditions générales d'existence du prolétariat de Russie.

Les années 1912-1914 ont marqué le début d'un nouvel et prodigieux essor

---

70 Fleer, p.259.

71 M. Balabanov, *Om 1905 k 1917 gody*, Moscou-Leningrad 1927, p.411.

72 Fleer, p.262.

révolutionnaire en Russie. Nous avons de nouveau assisté à un vaste mouvement de grève, sans précédent dans le monde. La grève révolutionnaire de masse a englobé en 1913, selon les estimations les plus modestes, un million et demi de participants ; en 1914, elle en comptait plus de 2 millions et se rapprochait du niveau de 1905.

A la veille de la guerre, à Pétersbourg, on en était déjà aux premiers combats de barricades.

Le Parti Ouvrier Social Démocrate de Russie, parti illégal, a rempli son devoir vis à vis de l'Internationale. Le drapeau de l'internationalisme n'a pas tremblé dans ses mains.<sup>73</sup>

## **Les Comités de l'Industrie de Guerre**

Les bolchéviks ne manquaient pas d'ingéniosité dans leurs activités politiques antiguerre. Ils allèrent jusqu'à utiliser des institutions légales auxquelles ils étaient par principe opposés, comme les Comités de l'Industrie de Guerre, pour faire de la propagande, accroître leur influence et construire leur organisation.

Lorsque la guerre éclata, l'industriel [A.I. Goutchkov](#), membre du Parti octobriste, représentant la grande bourgeoisie (appelé « octobriste » parce qu'il se basait sur l'édit du tsar du 17 octobre 1905 accordant à la Russie un semblant de constitution), conçut l'idée de créer des comités pour améliorer la production, en particulier des matériels de guerre. Le but était d'amener les représentants des salariés à collaborer avec la direction. Alors que les mencheviks étaient favorables à la participation à ces comités, les bolcheviks y étaient opposés.

Malgré la crainte exprimée par certains ministres que les dirigeants des ouvriers saisissent l'occasion pour développer une agitation sous le prétexte des élections<sup>74</sup>, des discussions et des campagnes électorales furent permises, bien qu'il y ait eu probablement des tentatives d'en limiter le nombre à une seule réunion. Toutes les tendances de gauche, quelle que fût leur politique, profitèrent du rassemblement légal de travailleurs dans des séances ouvertes, qui étaient les premières depuis le début de la guerre et semblent avoir été assez fréquentées.

Les bolcheviks de St-Pétersbourg firent un usage extensif de ces réunions et de ces débats pour présenter de manière cohérente les raisons pour lesquelles ils ne souhaitaient pas participer aux élections ou à une quelconque activité des Comités de l'Industrie de Guerre. Leur propagande sur le sujet constituait une véritable campagne, avec la production de tracts, l'apparition publique des membres du comité, et l'opportunité de présenter des résolutions bolcheviques dans de nombreuses usines. Il n'y avait pas eu, pendant la guerre, beaucoup d'occasions pour les bolcheviks de se présenter aussi ouvertement – habituellement leurs commentaires se limitaient à des tracts mis dans les mains des ouvriers ; la campagne du Comité de l'Industrie de Guerre resta un moment fort de leur activité, que l'on peut considérer comme une véritable réussite.

Les élections au Comité de l'Industrie de Guerre comportaient deux étapes. Dans la première, chaque usine de 500 ouvriers ou plus élisait un délégué pour mille salariés. Dans la seconde, les délégués sélectionnaient dix hommes pour les représenter au Comité Central de l'Industrie de Guerre. Les mencheviks soutenaient la participation aux deux niveaux des élections. Les bolcheviks étaient pour la participation aux élections primaires mais pour le boycott de la deuxième étape. Au lieu de participer au deuxième échelon, ils proposaient de faire connaître leur programme.

L'une des premières initiatives du Comité de Pétersbourg fut de produire un *nakaz*, ou ensemble d'instructions, destiné à être adopté lors des réunions d'usines. Les délégués aux élections des

---

73 G. Zinoviev et V.I. Lénine, [Le socialisme et la guerre](#), Lénine, *Œuvres*, vol.21.

74 L. Kochan, *Russia in Revolution, 1890-1918*, London 1970, p.183.

comités pouvaient ensuite être mandatés avec ce *nakaz*.<sup>75</sup> C'était probablement une bonne tactique, car elle donna aux orateurs bolcheviques un point de focalisation autour duquel unifier l'opposition en développant une critique négative. Le *nakaz* était dupliqué sous la forme d'un tract relativement long qui expliquait en termes plutôt complexes quel était le but de la guerre, qui en retirait les bénéfices, et qui en souffrait, en mettant l'accent sur le fait que la classe ouvrière de chaque pays devait toujours se rappeler que « l'ennemi de tout peuple est dans son propre pays ». <sup>76</sup> La première tâche à accomplir en Russie était l'établissement d'une république démocratique qui balaierait les vestiges du féodalisme et paverait la voie au socialisme. Il ne pouvait donc être question de participer au Comité de l'Industrie de Guerre, car cela aurait été ni plus ni moins une trahison de la classe ouvrière.

Le *nakaz* fut adopté, entre autres, aux usines Strayi, Lessner et Erikson.<sup>77</sup> Des résolutions semblables furent adoptées à Novy Lessner, Poutilov et d'autres usines, condamnant à nouveau la guerre comme étant uniquement dans l'intérêt des capitalistes et rappelant aux ouvriers l'arrestation de leurs représentants à la Douma.<sup>78</sup>

La première session des électeurs eut lieu le 27 septembre 1915. Elle commença à midi et se prolongea jusqu'à une heure du matin, sans interruption pour les repas, et s'avéra très turbulente, la tension montant après chaque intervention.<sup>79</sup> Sur les 218 représentants élus par plus de 250.000 ouvriers, 177 étaient présents.<sup>80</sup> Il y avait à l'évidence un fort soutien pour la position bolchevique. La sœur de Lénine Anna lui écrivit quelques jours plus tard qu'une solide majorité de bolcheviques étaient présents.<sup>81</sup>

Les chiffres du scrutin démontraient le soutien que les bolcheviques avaient réussi à susciter et indiquaient que leur précédente campagne avait dû être complète. Le long *nakaz* du Comité de St-Petersbourg fut adopté dans son intégralité comme résolution par la séance, qui se prononça ensuite par 95 voix contre 81 contre la participation aux Comités de l'Industrie de Guerre.<sup>82</sup>

Au premier tour, les bolcheviques avaient réussi à obtenir suffisamment de délégués opposés aux Comités pour mettre un terme aux élections. Le fait que les délégués ouvriers de la capitale avaient rejeté les comités devait affecter les élections dans d'autres parties du pays. Cela dut être une des raisons pour lesquelles le gouvernement n'organisa aucune réunion pré-électorale à Moscou et n'accorda aucune période de campagne. A Moscou les élections eurent lieu sans qu'aucun discours ne soit prononcé – les comités ne pouvaient risquer une nouvelle débâcle.

A St-Petersbourg, cependant, le Comité Central de l'Industrie de Guerre ne se résigna pas à accepter les résultats des premières élections et décida d'en tenir de nouvelles le 29 novembre. La police fut alors beaucoup plus active dans les arrestations de bolcheviques. Il n'y eut pas de période de campagne, ni de réunions électorales. Après les élections, dans une réunion de 153 délégués, les bolcheviques lurent leur déclaration, condamnant les secondes élections comme un détournement de la volonté des travailleurs de St-Petersbourg, et déclarant une fois de plus que le prolétariat de la capitale ne participerait à aucune institution visant à maintenir la monarchie avec le sang des ouvriers et des paysans. A la fin, les deux tiers des délégués quittèrent la salle en signe de protestation.<sup>83</sup>

---

75 Mints, vol.1, pp.277-83.

76 *Партия большевиков в годы мировой империалистической войны*, p.141.

77 Mints.

78 Chliapnikov, [Канун семнадцатого года](#), vol. 1, chapitre XVIII.

79 Ibidem.

80 Mints, p.279.

81 Mints, p.279.

82 Gankin et Fisher, p.193.

83 Le *Sotsial-Demokrat* imprima certaines des résolutions et déclarations, et le *nakaz* en totalité dans son numéro 51. Si le journal parvenait à d'autres cités industrielles ces informations ont dû être très utiles, car sinon les ouvriers des provinces n'auraient rien su, ou très peu, de ce qui se passait dans la capitale. Des informations sur la deuxième série d'élections ne parurent pas avant le 13 avril 1916 (N° 53) dans une lettre signée A.B. (Chliapnikov).

La politique des bolcheviks envers les Comités de l'Industrie de Guerre formait un vif contraste avec celle des dirigeants mencheviques. En juin 1916, le groupe ouvrier du Comité Central de l'Industrie de Guerre publia une déclaration de ses opinions, dans laquelle il proclamait que c'était une infâme calomnie d'accuser le groupe de nourrir secrètement des idées défaitistes ; ils n'auraient pas participé aux Comités de l'Industrie de Guerre s'ils n'avaient pas été partisans d'une politique de guerre active. Le fait même de leur participation aux travaux du comité était compris par tout le monde comme signifiant que les ouvriers russes avaient décidé de prendre part au travail de la défense nationale. Le groupe ouvrier du comité de Moscou fit une déclaration semblable : « Notre pays traverse une période difficile », écrivait-il,

... quinze de nos provinces sont occupées par l'ennemi ; des millions de vieillards, de femmes et d'enfants n'ont pas de toit au dessus de leurs têtes, et errent sans abri dans le pays. Beaucoup d'hommes ont été tués par l'ennemi et leurs femmes meurent de faim. Dans ces circonstances la classe ouvrière s'est levée pour défendre son pays. Pour fournir à l'armée tout ce dont elle a besoin, organiser la population civile, empêcher les forces économiques de la nation de se désintégrer, un grand effort et nécessaire et toute l'énergie de la nation doit être rassemblée. Son initiative et sa capacité d'efforts personnels doivent être librement développées.<sup>84</sup>

## **Conclusion**

L'histoire devait confirmer de façon éclatante l'affirmation de Lénine en mars 1915 :

Près de 40.000 ouvriers achetaient la *Pravda* ; beaucoup plus la lisaient. Quand bien même la guerre, la prison, la Sibérie, le bagne réduiraient ce nombre de cinq ou dix fois, cette couche sociale *ne peut pas* être détruite. Elle vit. Elle est pénétrée d'esprit révolutionnaire et d'antichauvinisme. Elle *seule* se dresse parmi les masses populaires, et au plus profond de ces masses, comme le propagandiste de l'internationale des travailleurs, des exploités, des opprimés. Elle *seule* est restée debout, au milieu de l'effondrement général. Elle seule arrache les couches semi-prolétariennes au social-chauvinisme (...) pour les conduire vers le socialisme.<sup>85</sup>

Le responsable syndical bolchevik de Pétrograd Pavel Boudaïev décrivait la situation de mars 1916 comme ayant atteint le point d'ébullition. Dans les imprimeries, neuf entreprises étaient immobilisées par la grève. Les organisations social-démocrates d'Estonie avaient pris contact avec les organisations d'autres villes. Des tracts paraissaient constamment à Pétrograd, parmi lesquels certains provenaient de Narva.<sup>86</sup>

Nous pouvons résumer en disant que si, au début, la guerre avait fait reculer le bolchevisme, ce fut seulement pour accélérer sa croissance dans la période suivante, et le préparer à sa victoire finale.

---

84 S.O. Zagorsky, *State Control of Industry in Russia during the War*, New Haven 1928, p.165.

85 Lénine, *Œuvres*, vol.21, pp.176-177.

86 *Красная Летопись*, n° 7, 1923.

## Chapitre 3 — Lénine et la question nationale

La guerre impérialiste pour la division et la re-division du monde entre les grandes puissances donna une importance centrale à la question nationale, au problème des relations entre les nations opprimées et celles qui les oppriment. Lénine, le théoricien-praticien, jugeait donc nécessaire de consacrer beaucoup de temps et d'efforts à l'étude de cette question.

La question nationale avait une signification exceptionnelle dans deux pays de l'Europe d'avant-guerre : la Russie tsariste, où 57 % de la population était constituée par des minorités nationales, et l'empire austro-hongrois des Habsbourg. Ce dernier avait à l'intérieur de ses frontières plusieurs grands groupes minoritaires : des Tchèques, des Polonais, des Ukrainiens, des Italiens, des Serbes, des Croates et des Roumains, en plus des Allemands et des Hongrois dominants. Les socialistes autrichiens étaient plus préoccupés que les autres par les débats sur la question nationale et l'élaboration d'un programme spécifique. C'est ce qu'ils entreprirent de réaliser après leur conférence de Brünn, tenue en 1899.

En mars 1912, Lénine s'installa à Cracovie, en Pologne, ce qui aiguisa sa sensibilité à la question nationale. Il se plongea dans une nouvelle étude approfondie du problème des nationalités. Un autre facteur contribua à accroître son intérêt : la guerre des Balkans et l'intensification généralisée du nationalisme qui présageait la guerre mondiale à venir. A Cracovie une lutte politique des plus acharnées se menait sur la question nationale, opposant le Parti Socialiste polonais de [Josef Piłsudski](#) au Parti Social-Démocrate polonais de [Rosa Luxemburg](#).

### **Les socialistes autrichiens et la question nationale**

L'installation de Lénine en Autriche lui permit également de réaliser plus clairement la différence fondamentale entre la politique sur la question nationale acceptée par les socialistes autrichiens et ses collègues russes. En Russie, à la veille de la guerre, la politique autrichienne faisait de nouveaux adeptes.

Sans exception, les délégués du Congrès de Brünn s'étaient entendus sur le principe fondamental selon lequel l'égalité de toutes les nationalités de l'empire constituait « d'abord une revendication culturelle ». Le seul point de désaccord portait sur la manière de satisfaire cette exigence. Il y avait deux possibilités. L'une consistait à lutter pour l'*autonomie territoriale* de tous les peuples d'Autriche-Hongrie en matière culturelle et linguistique. L'autre était de chercher à établir l'égalité et l'autonomie sur une base purement *personnelle, non territoriale*. La première solution fut mise en avant par le comité exécutif national du Parti Socialiste autrichien. Le comité déposa une résolution devant le congrès, proposant que l'empire austro-hongrois soit transformé en une fédération démocratique de nationalités selon les lignes suivantes : (1) autonomie culturelle et linguistique de chaque nationalité de l'empire, sur une base régionale ; (2) fédération de tous les districts d'une nationalité donnée en un corps suprême national-culturel ; (3) des lois spéciales pour la protection des minorités ne pouvant être territorialement définies.<sup>1</sup>

La section des Slaves du Sud du Parti Social-démocrate autrichien, quant à elle, proposa que l'autonomie nationale-culturelle ne soit pas limitée par des considérations territoriales, mais que chaque citoyen fasse partie d'une nation culturellement et linguistiquement autonome, même en l'absence d'un territoire partagé avec des compatriotes.<sup>2</sup> Cette proposition était destinée à empêcher des rivalités et des ressentiments qui pourraient apparaître lors d'une tentative de délimiter les diverses régions, dans des zones géographiques où des dizaines de nationalités différentes coexistaient sur une enclave de faible superficie. Après débat, le congrès adopta la résolution du comité national. Le rapporteur de ce dernier, [Seliger](#), déclara plein d'espoir que la décentralisation

1 [Verhandlungen des Gesamtparteitag der Sozialdemokratie in Österreich](#), Vienna 1899, p.xiv.

2 Ibid., p.15.

de l'Autriche mettrait fin à toutes les discordes nationales en cours dans l'empire, de la même manière que l'organisation nationale-fédérale du Parti socialiste éliminait toutes les divisions entre travailleurs de différentes origines.<sup>3</sup>

En réalité, les rapports entre les sections nationales de la social-démocratie autrichienne laissaient passablement à désirer. D'amères querelles faisaient rage entre les Tchèques et les Autrichiens germaniques peu de temps après le Congrès de Brünn.<sup>4</sup> La discorde nationale fut également envenimée par la réorganisation du parti autrichien sur des bases nationales.

Les idées des socialistes autrichiens sur la question nationale trouvèrent un écho en Russie, et d'abord parmi les socialistes juifs organisés dans le Bund. Le Quatrième Congrès du Bund, tenu en 1901, adopta une déclaration générale en faveur des idées avancées par les Slaves du Sud à Brünn : « Le concept de nationalité est également applicable aux Juifs. La Russie... devra dans l'avenir être transformée en une fédération de nationalités jouissant toutes de l'autonomie nationale, sans considération du territoire sur lequel elles habitent. »

Portant cette thèse encore plus loin, le Bund demanda que la social-démocratie russe, à laquelle il était affilié, reconnaisse le Bund comme l'organisation représentant le prolétariat juif de Russie, et lui accorde par voie de conséquence le statut d'unité « fédérale » dans le parti. Cette demande fut rejetée lors du Second Congrès du POSDR (1903), et en signe de protestation le Bund quitta le congrès et le parti russe.<sup>5</sup>

Du Bund, l'idée d'autonomie extra-territoriale gagna le Dachnaksoutioun arménien, le Hromada socialiste biélorusse, et le Parti Socialiste Fédéraliste géorgien, Sakartvelo, qui tous l'adoptèrent comme supplément à l'autonomie nationale territoriale. En 1907, ces socialistes des minorités se réunirent pour une conférence spéciale à l'occasion de laquelle la majorité des délégués exprima un soutien fort à la proposition autrichienne.<sup>6</sup>

Lors de la conférence menchevique tenue en août 1912 à Vienne, où se forma le soi-disant Bloc d'Août, la question nationale fut discutée. Un certain nombre de dirigeants russes y participaient, parmi lesquels [Martov](#), [Axelrod](#), [Trotsky](#) et d'autres. Mais la majorité des délégués venait des rangs des parti social-démocrates non-russes : le Bund juif, le Parti Social-démocrate letton, les partis caucasiens, des représentants du Parti Socialiste polonais et le Parti Social-démocrate lituanien. La conférence affirma dans sa résolution que l'autonomie nationale-culturelle n'était pas contraire au programme du parti (en réalité, le parti menchevik n'incorpora l'autonomie nationale-culturelle à son programme qu'en 1917).

Jusqu'à l'installation de Lénine en Pologne autrichienne en 1912, ses polémiques sur la question nationale n'avaient été dirigées que contre le Bund. Désormais il devait développer davantage son angle d'attaque.

## ***Lénine s'oppose à la politique de l'autonomie nationale-culturelle***

Le thème central de la position des marxistes autrichiens sur la question nationale était une adaptation du statu quo : comment résoudre la question nationale dans le cadre de l'empire des Habsbourg existant, plutôt que comment utiliser la rébellion des nations opprimées pour détruire l'empire.

Le principal théoricien autrichien sur la question nationale était [Otto Bauer](#).

Lénine, comme Bauer, venait d'un empire multinational. Mais Lénine ne cherchait pas une solution réformiste et pacifique au problème national. Les bolcheviks basaient leur programme sur la destruction complète du tsarisme par une révolution violente. Par conséquent ils refusaient de

---

3 Ibid., p. 107.

4 O. Bauer, [Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie](#), Vienne 1907.

5 R. Pipes, *The Formation of the Soviet Union*, Harvard University Press 1954, p.28.

6 Pipes, p.28.



considérer la question nationale comme quelque chose qui pouvait être réglé par des moyens constitutionnels. Lénine était conscient du fait que les remous nationalistes au sein des minorités de Russie constituaient une force potentiellement révolutionnaire, que les socialistes devaient essayer de gagner à leur cause.

La doctrine de l'autonomie nationale culturelle déplaisait foncièrement à Lénine parce qu'elle impliquait une réorganisation *fédéraliste et décentralisée* du parti socialiste. Les empires multinationaux doivent être démantelés, disait-il, mais le prolétariat doit malgré tout préserver l'unité internationale la plus étroite, la plus centralisée. Pour briser un empire tsariste centralisé, une organisation révolutionnaire centralisée est nécessaire.

Il est clair comme le jour que se livrer à la propagande d'un tel projet [d'autonomie « nationale culturelle »] équivaut *dans les faits* à mettre en œuvre et à soutenir les idées du nationalisme bourgeois, du chauvinisme et du cléricisme. Les intérêts de la démocratie en général, et ceux de la classe ouvrière en particulier, réclament exactement le contraire : il faut rechercher la *fusion* des enfants de *toutes* les nationalités au sein d'écoles *uniques* dans une localité donnée... Nous devons nous opposer avec la plus grande énergie à quelque division que ce soit de l'enseignement par nationalités.

Ce n'est pas à cloisonner d'une façon ou d'une autre les nations dans le domaine scolaire que nous devons nous attacher, mais, bien au contraire, à créer les conditions démocratiques fondamentales de la cohabitation pacifique des nations sur la base de l'égalité en droits. Nous ne devons pas hisser sur le pavois la « culture nationale », mais dénoncer le caractère cléric et bourgeois de ce mot d'ordre au nom de la culture internationale du mouvement ouvrier mondial.

(...)

Préconiser des écoles nationales spéciales pour chaque « culture nationale » est une chose réactionnaire. Mais, à condition qu'existe une démocratie réelle, il est parfaitement possible d'assurer les intérêts de l'enseignement dans la langue maternelle, de l'histoire du pays de l'enfant, etc., *sans* que les écoles soient divisées par nationalités...

La propagande de l'irréalisable autonomie culturelle nationale est une absurdité, qui ne fait dès à présent que diviser idéologiquement les ouvriers. La propagande de la fusion des ouvriers de toutes les nationalités facilite le succès de la solidarité de classe prolétarienne, capable de garantir l'égalité en droits et la cohabitation la plus pacifique de toutes les nationalités.<sup>7</sup>

Les dirigeants socialistes autrichiens, faisant d'une pierre deux coups, détruisaient l'unité du prolétariat et préservaient l'unité de l'empire austro-hongrois parce qu'ils ne soutenaient pas le droit des nations opprimées à l'autodétermination.

Cela dit, Lénine n'a pas dû seulement, sur la question nationale, se battre sur sa droite contre les idées des dirigeants autrichiens, mais aussi sur sa gauche contre des marxistes, en particulier — et surtout — contre Rosa Luxemburg.

### ***La position de Rosa Luxemburg sur la question nationale***

Tôt dans sa carrière politique, Rosa Luxemburg avait fait remarquer que la situation en Europe en général, et en Russie en particulier, avait tellement changé vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle que l'attitude de Marx et Engels envers les mouvements nationaux en Europe était devenue intenable. Pour eux, le

<sup>7</sup> Lénine, *Œuvres*, vol.19, pp.570-572.

tsarisme était la citadelle de la réaction, contre laquelle les mouvements nationaux jouaient un rôle progressif.

En Europe occidentale et centrale, la période des révolutions démocratiques bourgeoises était révolue. Les junkers prussiens étaient parvenus à établir leur domination si fermement qu'ils n'avaient plus besoin de l'aide du tsar. En même temps, le pouvoir tsariste avait cessé d'être le bastion imprenable de la réaction ; des fêlures profondes avaient commencé à miner ses remparts : les grèves de masse des ouvriers de Varsovie, de Lodz, de St-Pétersbourg, de Moscou et d'autres endroits de l'empire russe, le réveil des paysans en révolte. En fait, alors qu'à l'époque de Marx et d'Engels le centre de la révolution se trouvait en Europe occidentale et centrale, vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et au début du 20<sup>ème</sup> il s'était déplacé à l'est vers la Russie. Alors qu'au temps de Marx le tsarisme était la principale force employée à la répression des soulèvements révolutionnaires ailleurs, il avait désormais besoin de l'aide (surtout financière) des puissances capitalistes occidentales. Au lieu des munitions et des roubles envoyées vers l'ouest, c'étaient maintenant de l'argent et des balles allemandes, françaises, anglaises et belges qui s'acheminaient en un flot croissant vers la Russie. Rosa Luxemburg faisait observer, en plus, que des changements fondamentaux s'étaient opérés dans les aspirations nationales de sa patrie, la Pologne. Alors que du vivant de Marx et Engels les nobles polonais dirigeaient le mouvement national, désormais, avec le développement du capitalisme dans le pays, ils perdaient du terrain socialement et se tournaient vers le tsarisme pour réprimer les mouvements progressistes dans le pays. Le résultat était que la noblesse polonaise était hostile aux aspirations à l'indépendance nationale. La bourgeoisie aussi était devenue adversaire du désir d'indépendance nationale parce que les principaux débouchés de son industrie se trouvaient en Russie : « La Pologne est liée à la Russie par des chaînes d'or », disait Rosa Luxemburg. « Ce n'est pas l'Etat national, mais l'Etat de rapine qui correspond au développement capitaliste. »<sup>8</sup>

La classe ouvrière polonaise ne soutenait pas non plus, si l'on en croit Rosa Luxemburg, la séparation de la Pologne de la Russie, car elle voyait en Moscou et St-Pétersbourg les alliés de Varsovie et de Lodz. Il n'y avait donc aucune force sociale significative qui fût intéressée en Pologne à la lutte pour l'indépendance nationale. Seule l'intelligentsia chérissait encore cette idée, mais en tant que telle elle n'avait qu'une influence mineure. Rosa Luxemburg concluait son analyse des forces sociales en présence en Pologne et de leur attitude sur la question nationale par les mots suivants : « La direction particulière du développement social m'a montré qu'il n'y a pas en Pologne une classe sociale qui ait en même temps intérêt à la restauration de la Pologne et la force pour faire valoir cet intérêt ». <sup>9</sup>

A partir de cette analyse, elle concluait que sous le capitalisme le mot d'ordre d'indépendance nationale n'avait pas de valeur progressive et ne pouvait être mis en pratique par les forces internes de la nation polonaise ; seule l'intervention d'une puissance impérialiste pouvait lui donner le jour. Sous le socialisme, ajoutait-elle, il n'y aura pas de place pour le mot d'ordre d'indépendance nationale car l'oppression nationale n'existera plus et que l'unité internationale de l'humanité sera réalisée. Ainsi sous le capitalisme une véritable indépendance de la Pologne était irréalisable, des initiatives dans cette direction n'auraient pas de valeur progressive, et sous le socialisme un tel mot d'ordre serait superflu. En foi de quoi la classe ouvrière n'avait nul besoin de lutter pour l'autodétermination nationale de la Pologne, cette lutte étant en fait réactionnaire. Les mots d'ordre nationaux de la classe ouvrière devaient se limiter à la revendication de l'autonomie nationale dans la vie culturelle.

En prenant cette position, Rosa Luxemburg et son parti, le SDKPiL, entrèrent en conflit violent avec l'aile droite du Parti Socialiste polonais (PPS) dirigé par Piłsudski (le futur dictateur militaire de la Pologne). Ces nationalistes déguisés en socialistes, manquant d'une base de masse pour leur nationalisme, se tournaient vers l'aventurisme, complotant avec les puissances étrangères, allant

---

8 *Przegląd Socjaldemokratyczny* (organe théorique du SDKPL), 1908, no.6.

9 [Neue Zeit](#), 1895-96, p.466.

jusqu'à compter sur la future guerre mondiale pour accoucher de l'indépendance nationale. En Galice, le bastion du PPS d'extrême-droite, les Polonais sous domination autrichienne étaient mieux traités que ceux de l'empire russe, essentiellement parce que les dirigeants de l'empire des Habsbourg, un mélange de nationalités, devaient s'appuyer sur la classe dominante polonaise pour assurer leur pouvoir impérial. Les dirigeants du PPS étaient donc portés à préférer l'empire austro-hongrois à la Russie, et agirent pendant la Première Guerre mondiale comme agents recruteurs pour Vienne et Berlin. Auparavant, pendant la Révolution de 1905, Daszinski, le dirigeant du PPS en Galice, était allé jusqu'à condamner les grèves de masse des travailleurs polonais, parce que, selon lui, elles tendaient à identifier la lutte des ouvriers polonais avec celle des Russes, nuisant ainsi à l'unité nationale polonaise. Ce n'est que lorsque on a une claire vision des adversaires auxquels Rosa Luxemburg avait affaire dans le mouvement ouvrier polonais que l'on peut comprendre sa position sur la question nationale polonaise.

Le combat qu'elle devait mener contre les chauvins du PPS colorait toute son attitude sur la question nationale en général. En s'opposant au nationalisme du PPS, elle reculait au point de rejeter toute référence au droit d'autodétermination dans le programme du parti. C'est pour cette raison que son parti, le SDKPiL, scissionna dès 1903 du Parti Social-démocrate russe.

### ***Boukharine, Piatakow et Radek***

En 1915, les dirigeants bolcheviks [N.I. Boukharine](#) et [G.L. Piatakow](#), ainsi que le compagnon de route polonais des bolcheviks, [Karl Radek](#), s'opposèrent eux aussi au « droit des nations à l'autodétermination ». Pour citer les *Thèses et programme du groupe Boukharine-Piatakow* de novembre 1915 (*Thèses sur le droit d'autodétermination*) :

Le mot d'ordre d'« autodétermination des nations » est en premier lieu *utopique* (il ne peut pas être réalisé *dans les limites* du capitalisme) et *nocif* en tant que mot d'ordre qui *répand des illusions*. A cet égard il n'est pas du tout différent des slogans des cours d'arbitrage, de désarmement, etc., qui supposent la possibilité de l'existence d'un soit disant « capitalisme pacifique » ... Si nous formulons le mot d'ordre d'« autodétermination » pour lutter contre « le chauvinisme des masses laborieuses », nous agissons dès lors de la même manière que lorsque nous lançons (comme Kautsky) le mot d'ordre de « désarmement » comme méthode de lutte contre le militarisme. Dans les deux cas, l'erreur consiste en un examen unilatéral de la question, dans l'omission de la gravité spécifique d'un « mal social » déterminé ; en d'autres termes, c'est un examen purement rationnel-utopique et non révolutionnaire-dialectique de la question...

La lutte contre le chauvinisme des masses laborieuses d'une grande puissance au moyen de la reconnaissance du droit des nations à l'autodétermination est équivalente à la lutte contre ce même chauvinisme au moyen de la reconnaissance du droit de la « patrie » opprimée de se défendre.<sup>10</sup>

Lénine fut ainsi contraint à lutter non seulement contre la droite – la position des dirigeants socialistes autrichiens sur la question nationale – mais aussi contre la gauche, contre Rosa Luxemburg et les communistes de gauche.

### ***Lénine polémique avec Luxemburg, Boukharine, Piatakow et Radek***

Lénine consacra une grande partie des deux années précédant le déclenchement de la guerre à de vives polémiques contre les partisans d'Otto Bauer. Ensuite, pendant les deux premières années de la guerre, il dirigea son feu contre ses camarades bolcheviks qui, suivant les traces de Rosa Luxemburg, s'opposaient au droit d'autodétermination à partir d'une position gauchiste.

Lénine était d'accord avec Rosa Luxemburg dans son opposition au PPS, et, comme elle, déclarait que le devoir des socialistes polonais n'était pas de lutter pour l'indépendance nationale ou la sécession de la Russie, mais pour l'unité internationale des travailleurs polonais et russes. Cela dit, en tant que membre d'une nation oppressive, Lénine craignait qu'une attitude nihiliste vis-à-vis de la question nationale ne donne du grain à moudre au chauvinisme grand-russe.

<sup>10</sup> Gankin et Fisher, pp. 219-20.

L'immense mérite historique des camarades social-démocrates polonais, c'est d'avoir formulé le mot d'ordre de l'internationalisme et d'avoir dit : l'alliance fraternelle avec le prolétariat de tous les autres pays nous importe par-dessus tout, et nous ne ferons jamais la guerre pour la libération de la Pologne. Là est leur mérite, et c'est pourquoi nous n'avons jamais considéré comme des socialistes que ces camarades social-démocrates polonais. Mais cette situation originale dans laquelle des hommes devaient, pour sauver le socialisme, combattre un nationalisme effréné, morbide, a eu une conséquence singulière ; des camarades viennent nous dire que nous devons renoncer à la liberté de la Pologne, renoncer à sa séparation.

Pourquoi nous, Grands-Russes, qui opprimons un plus grand nombre de nationalités que tout autre peuple, devrions-nous refuser de reconnaître le droit de séparation de la Pologne, de l'Ukraine, de la Finlande ? ...

Mais ils [les social-démocrates polonais] ne veulent pas comprendre qu'il faut, pour affirmer l'internationalisme, mettre l'accent en Russie sur le droit de séparation des nations opprimées et en Pologne sur la liberté de rattachement, et non répéter indéfiniment les mêmes mots. La liberté de rattachement suppose la liberté de séparation. Nous autres, Russes, devons souligner la liberté de séparation, tandis qu'en Pologne on doit insister sur la liberté de rattachement.<sup>11</sup>

Les divergences entre Lénine et Luxemburg sur la question nationale peuvent se résumer ainsi : alors que Rosa Luxemburg, influencée par sa lutte contre le nationalisme polonais, était portée vers une attitude nihiliste sur la question nationale, Lénine voyait de façon réaliste que, les positions des nations opprimées et oppressives étant différentes, leur attitude sur la même question devait être différente. Ainsi, en partant de situations différentes et contraires, ils allaient dans des directions opposées mais atteignaient la même position sur l'unité internationale des travailleurs. Ensuite, alors que Rosa Luxemburg jetait par dessus bord la question de l'autodétermination nationale considérée comme incompatible avec la lutte des classes, Lénine la subordonnait à la lutte des classes (de la même façon qu'il se saisissait de toutes les autres aspirations démocratiques pour les transformer en armes dans la lutte révolutionnaire générale). Ainsi, dialectiquement, Lénine combinait la lutte des nations opprimées avec l'unité internationale du prolétariat dans la lutte pour le socialisme.

Lorsqu'il en vint à polémiquer avec ses propres camarades, Lénine fut moins charitable que dans sa discussion avec Rosa Luxemburg. Après tout, elle appartenait à une nation opprimée. Elle était une dirigeante des socialistes polonais ; ils étaient membre d'un parti russe, un parti de la nation oppressive.

Dans son volumineux essai *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, écrit de février à mai 1914, Lénine écrivait :

Dans *tout* nationalisme bourgeois d'une nation opprimée il existe un contenu démocratique général dirigé *contre* l'oppression ; et c'est ce contenu que nous appuyons *sans restrictions* ...<sup>12</sup>

Accuser les partisans de la libre détermination, c'est-à-dire de la libre séparation, d'encourager le séparatisme, est aussi absurde et hypocrite que d'accuser les partisans de la liberté du divorce d'encourager la destruction des liens de famille. De même que, dans la société bourgeoise, les défenseurs des privilèges et de la vénalité, sur lesquels repose le mariage bourgeois, s'élèvent contre la liberté du divorce, de même, dans un Etat capitaliste, nier la libre détermination de la nation, c'est-à-dire la liberté de se séparer, c'est défendre purement et simplement les privilèges de la nation dominante et

11 Lénine, *Œuvres*, vol.24, pp. 300-301.

12 Lénine, *Œuvres*, vol.20, p.435.

les méthodes policières de gouvernement au détriment des méthodes démocratiques.<sup>13</sup>

Un peuple peut-il être libre s'il en opprime d'autres ? Non. Les intérêts de la liberté de la population grand-russe exigent que l'on combatte une telle oppression. Une longue histoire, l'histoire séculaire de la répression des mouvements des nations opprimées, la propagande systématique en faveur de cette répression par les classes « supérieures », ont créé chez le peuple grand-russe des préjugés, etc. qui sont d'énormes obstacles à la cause de sa propre liberté.<sup>14</sup>

Ces sentiments sont renouvelés dans [Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes](#), écrit en juillet 1916 :

L'éducation internationaliste des ouvriers des pays oppresseurs doit nécessairement consister, en tout premier lieu, à prêcher et à défendre le principe de la liberté de séparation des pays opprimés. Sinon, *pas* d'internationalisme. Nous avons le droit et le devoir de traiter d'impérialiste et de gredin tout social-démocrate d'une nation oppressive qui *ne fait pas* cette propagande. Cette revendication doit être posée de façon absolue, sans aucune réserve, quand bien même *l'éventualité* de la séparation ne devrait se présenter et être « réalisable », avant l'avènement du socialisme, que dans un cas sur mille.<sup>15</sup>

Lénine affirmait clairement que le droit d'autodétermination était partie intégrante d'un programme démocratique, qu'il ne pouvait pas y avoir de socialisme sans démocratie. « Pas un social-démocrate, à moins qu'il n'ose déclarer que les questions de liberté politique et de démocratie lui sont indifférentes (mais il cesserait alors, bien entendu, d'être un social-démocrate) ne pourra nier »<sup>16</sup> le besoin des nations oppressives de soutenir la liberté de sécession des nations opprimées. « Si nous ne voulons pas trahir le socialisme, nous *devons* soutenir *toute* insurrection contre notre ennemi principal, la bourgeoisie des grands Etats, à condition toutefois que ce ne soit pas une insurrection de la classe réactionnaire. »<sup>17</sup>

C'était précisément la lutte contre l'oppression nationale, et la lutte pour la liberté de sécession, qui éliminaient les barrières de l'antagonisme national entre les travailleurs de différents pays et rendaient possible une étroite et fraternelle coopération entre eux. La lutte pour le droit de sécession des nations opprimées était identique, dans l'esprit de Lénine, à la lutte pour la solidarité prolétarienne internationale.

Il était bien conscient de l'extraordinaire potentiel révolutionnaire de la rébellion des nations opprimées.

Croire que la révolution sociale soit *concevable* sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie *avec tous ses préjugés*, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc. — *c'est répudier la révolution sociale*. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira : « Nous sommes pour le socialisme », et qu'une autre, en un autre lieu, dira : « Nous sommes pour l'impérialisme », et que ce sera alors la révolution sociale ! ...

Quiconque attend une révolution sociale « pure » ne vivra *jamais* assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une

---

13 Lénine, *Œuvres*, vol.20, pp.446.

14 Lénine, *Œuvres*, vol.20, p.436.

15 Lénine, [Œuvres](#), vol.22, p.373.

16 Lénine, *Œuvres*, vol.20, p.451.

17 Lénine, « [Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes](#) », *Œuvres*, vol. 22.

véritable révolution...

La révolution socialiste en Europe *ne peut pas être* autre chose que l'explosion de la lutte des masses des opprimés et des mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement – sans cette participation, la lutte de masse *n'est pas possible, aucune* révolution n'est possible – et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais *objectivement*, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts...

La dialectique de l'histoire fait que les petites nations, impuissantes en tant que facteur *indépendant* dans la lutte contre l'impérialisme, jouent le rôle d'un des ferments, d'un des bacilles, qui favorisent l'entrée en scène de la force *véritablement* capable de lutter contre l'impérialisme, à savoir : le prolétariat socialiste.<sup>18</sup>

La révolution sociale ne peut se produire autrement que sous la forme d'une époque alliant la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie dans les pays avancés à toute une série de mouvements démocratiques et révolutionnaires, y compris des mouvements de libération nationale, dans les nations non développées, retardataires et opprimées.<sup>19</sup>

Pendant de nombreuses années Lénine avait expliqué que le mouvement national était une source inexploitée de potentiel révolutionnaire pouvant affaiblir et détruire l'autocratie tsariste. Pendant la guerre mondiale, il tira la conclusion qu'il avait le pouvoir énorme d'affaiblir l'impérialisme mondial. Le développement de son attitude sur la question nationale dans les années allant de 1912 à 1916 fut un pont entre sa rupture avec le narodnisme de sa jeunesse<sup>20</sup> et sa construction de l'Internationale communiste, avec sa politique anti-impérialiste, après la guerre.

De la conviction de Lénine quant au potentiel révolutionnaire de la paysannerie et le besoin du prolétariat de se gagner les paysans comme alliés, découlait tout naturellement l'accent mis sur le potentiel révolutionnaire du mouvement national dans les nations opprimées, où l'écrasante majorité de la population était rurale.

Sa pensée du début des années 1890 contenait déjà de façon embryonnaire les thèmes centraux de son développement théorique subséquent : l'opposition sans concession à la bourgeoisie libérale, l'hégémonie du prolétariat sur la paysannerie, et l'alliance du prolétariat des pays industriels avec les mouvements de libération nationale des colonies. Sa position sur la question nationale à la veille de la guerre mondiale et pendant celle-ci n'avait qu'un pas de plus à franchir vers le développement de celle du Comintern lors de ses Second et Troisième Congrès (1920, 1921). Mais n'anticipons pas.

Pour affirmer l'importance de la lutte nationale, Lénine alla jusqu'à recommander la transformation de l'exhortation finale du *Manifeste Communiste* en : « Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous ! »<sup>21</sup>

---

18 [Ibid.](#), pp.355-57.

19 Lénine, *Œuvres*, vol.23, p.64. Il semble que de nombreux camarades dirigeants en Russie n'aient pas compris pourquoi Lénine était si véhément dans son opposition à Boukharine et ses associés, comme on peut le voir dans ce que Anna, la sœur de Lénine, lui écrivait sur le soutien qu'elle recevait de la part de Chliapnikov. (« Из переписки Русского бюро ЦК с границей в годы войны (1915—1916 гг.) », *Пролетарская революция*, nos.7-8 (102-3), 1930) Anna et Chliapnikov recommandaient tous deux avec insistance que Lénine établisse des liens avec Boukharine & Co, autour du magazine [Komounist](#) dont ils avaient une haute opinion.

20 Voir T. Cliff, [Lénine : Construire le parti](#).

21 Lénine, *Œuvres*, vol. 31.

## Chapitre 4 — L'impérialisme, stade ultime du capitalisme

Lénine était convaincu qu'on ne pouvait parvenir à une évaluation politique correcte de la guerre sans clarifier l'essence de l'impérialisme dans ses aspects à la fois économique et politique. La compréhension théorique de l'impérialisme était nécessaire à une pratique politique conséquente pendant la guerre. Il passa par conséquent six mois de recherches intensives (janvier-juin 1916) à écrire un court ouvrage intitulé : [L'impérialisme, stade suprême du capitalisme](#). Bien qu'il fût écrit dans le souci de la censure tsariste, et donc formulé avec une grande prudence, utilisant « ce damné langage d'Esopé », il ne vit pas le jour avant le milieu de l'année 1917 – après la Révolution de Février.

Ce petit livre était bourré de données chiffrées. Lénine cite de façon extensive les économistes bourgeois pour prouver les faits incontestables de la nature du capitalisme moderne. Il commence par décrire les principaux traits économiques de l'impérialisme moderne. En résumant, il fait la liste des cinq caractéristiques suivantes du système :

(1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ; (2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière ; (3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ; (4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et (5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.<sup>1</sup>

Un trait caractéristique du capitalisme d'aujourd'hui, explique Lénine, est son parasitisme et sa décadence,

le développement extraordinaire de la classe ou, plus exactement de la couche des rentiers, c'est-à-dire des gens qui vivent de la « tonte des coupons », qui sont tout à fait à l'écart de la participation à une entreprise quelconque et dont la profession est l'oisiveté. L'exportation des capitaux, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme, accroît encore l'isolement complet des rentiers par rapport à la production, et donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies d'outre-mer.<sup>2</sup>

Cela résume les caractéristiques purement économiques de l'impérialisme. Lénine situe ensuite la place historique de ce stade du capitalisme par rapport au capitalisme en général, et au socialisme de l'avenir. Il écrit : « Nous avons vu que, par son essence économique, l'impérialisme est le capitalisme monopoliste. Cela seul suffit à définir la place de l'impérialisme dans l'histoire, car le monopole, qui naît sur le terrain et à partir de la libre concurrence, marque la transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur ».<sup>3</sup> L'impérialisme doit être défini comme « un capitalisme de transition ou, plus exactement, comme un capitalisme agonisant ».<sup>4</sup>

---

1 Lénine, [Œuvres](#), vol.22, p.287.

2 Lénine, [Œuvres](#), vol.22, p.298.

3 Lénine, [Œuvres](#), vol.22, p.322.

4 Lénine, [Œuvres](#), vol.22, p.325.

Il poursuit en définissant le rapport qui existe entre l'impérialisme, d'une part, et l'opportunisme et le social-chauvinisme dans le mouvement ouvrier, de l'autre.

L'impérialisme, qui signifie le partage du monde ... et qui procure des profits de monopole élevés à une poignée de pays très riches, crée la possibilité de corrompre les couches supérieures du prolétariat ; par là même, il alimente l'opportunisme, lui donne corps et le consolide.<sup>5</sup>

Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc. leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérée en les dressant contre toutes les autres... Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme.<sup>6</sup>

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l' « aristocratie ouvrière », entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la II<sup>e</sup> Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe capitaliste, de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme.<sup>7</sup>

... si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.<sup>8</sup>

Le dernier chapitre du livre est consacré à une critique dévastatrice du vernis libéral donné par [Kautsky](#) au capitalisme moderne — « l'ultra-impérialisme » — la croyance que le capitalisme moderne peut mener à l'unité mondiale des capitalistes et donc à la disparition des guerres. Combattant la lubie de Kautsky selon laquelle les cartels internationaux pouvaient représenter une force de paix, Lénine explique qu'ils sont déterminés par un équilibre particulier des forces entre les monopoles ; lorsque l'équilibre se modifie, alors une lutte renouvelée sur les bases nationales remplace les accords conclus pacifiquement pour se diviser le marché mondial.<sup>9</sup>

## **De la nécessité de défendre Lénine contre ses admirateurs**

Comme conséquence du culte stalinien de Lénine, une autorité quasi canonique a été conférée à ce court ouvrage, malgré le fait que Lénine s'y est référé à plusieurs reprises comme étant une brochure, et que son sous-titre était : *un aperçu à usage populaire*. Il ne prétendait pas avoir fait œuvre originale, mais qu'il s'était, comme il l'admettait sans détours, inspiré du travail du libéral britannique [John A. Hobson](#), auteur de [Imperialism](#), et du marxiste autrichien [Rudolf Hilferding](#), auteur de [Le capital financier](#), sous-titré *Une étude de la dernière phase du développement capitaliste*.

Dire que Lénine avait écrit une brochure à usage populaire ne revient pas à dire qu'il n'y avait pas consacré une quantité de travail et de recherches extensives. Bien au contraire, Les carnets sur l'impérialisme font 739 pages, à comparer avec la courte brochure qui en est sortie ; il lut et annota 148 livres et 232 articles.<sup>10</sup>

5 Lénine, [Œuvres](#), vol.22, p.303

6 Lénine, [Œuvres](#), vol.22, pp.324-325

7 Lénine, [Œuvres](#), vol.22, p.210

8 Lénine, [Œuvres](#), vol.22, p.325

9 Lénine, [Œuvres](#), vol.22, p.318

10 L.G. Churchwood, « Towards the understanding of Lenin's *Imperialism* », *The Australian Journal of Politics and History*, mai 1959.



Le livre était bref et consacré essentiellement à résumer des informations allant dans son sens. L'impact des faits et des chiffres et des questions théoriques condensées y est très puissant pour la simple raison que le but de Lénine était plus étroit que celui de ses contemporains marxistes qui avaient traité le même sujet – Hilferding, [Rosa Luxemburg](#), [Nicolai Boukharine](#) – et dont les écrits sont d'un intérêt théorique beaucoup plus général. Pour comprendre la signification du livre de Lénine, contrairement à, par exemple, ceux de Rosa Luxemburg ([L'accumulation du capital](#)) ou d'Hilferding, il n'est pas nécessaire d'être familiarisé avec les écrits économiques marxistes.

Lénine ne prétendait pas avoir mené à bien, dans son livre, une théorie achevée de l'impérialisme. Le fait qu'il n'ait pas eu l'ampleur d'analyse de celui de Luxemburg ou d'Hilferding – le fait, par exemple, que le problème de la tendance à la baisse du taux de profit et celui de la réalisation de la plus-value, qui sont si centraux pour Rosa Luxemburg, ne sont même pas mentionnés dans le petit livre de Lénine – n'est pas accidentel.<sup>11</sup> Pour autant que Lénine traitait d'économie, il était beaucoup plus intéressé par les *effets* du capitalisme moderne, et par les leçons pratiques que pouvait tirer le mouvement ouvrier des changements intervenus dans le capitalisme moderne.

Il est clair, lorsqu'on se penche sur les écrits de Hobson et de Hilferding, que Lénine devait beaucoup à ceux qui avaient étudié le capitalisme moderne avant lui. Mais plus directement encore, Lénine était endetté envers Boukharine, son jeune camarade de la direction du Parti bolchevik. Dans son [Testament](#) (23-24 décembre 1922), Lénine appelle Boukharine le « plus fort théoricien » du Parti bolchevik. Et sans aucun doute Boukharine était l'économiste le plus universel et le plus cultivé parmi les bolcheviks. En 1915, il écrivit un livre intitulé *L'économie mondiale et l'impérialisme*, auquel Lénine écrivit une introduction en décembre. Le manuscrit du livre de Boukharine était donc passé entre les mains de Lénine avant qu'il ne travaille sur son *Impérialisme*. Une comparaison des deux ouvrages montre que : (1) en termes de description réelle du capitalisme moderne Lénine n'est pas du tout original et emprunte pratiquement tout à Boukharine, et (2) la différence entre les deux livres est radicale – la différence entre un traité théorique sur l'impérialisme et une brochure politique sur le même sujet.

Le livre de Lénine était essentiellement destiné à être un tract politique important dans une bataille politique. Les outils qu'il mobilisa étaient juste suffisants pour son propos, ni plus ni moins. Il avait pour but de clarifier pour les travailleurs la nature de la période dans laquelle ils vivaient, et les tâches qui leur faisaient face. Lénine reliait les théories économiques de l'impérialisme aux problèmes fondamentaux de l'époque, en faisant de l'économie un guide pour l'action concrète. La concentration du capital menant aux monopoles et la division du monde entre les puissances impérialistes conduisaient inévitablement à la guerre. La guerre impérialiste générale, en absorbant des millions de travailleurs, posait devant le prolétariat l'alternative implacable, non pas guerre ou paix, mais guerre impérialiste ou guerre civile contre l'impérialisme. Par conséquent le véritable internationalisme était inévitablement enraciné dans la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme ; aucun internationalisme n'était compatible avec le réformisme. Le capitalisme monopoliste, en exploitant sans pitié les peuples coloniaux, et en attirant toutes les nations dans l'orbite de l'économie mondiale, forçait les nations opprimées à lutter pour leur indépendance nationale, une lutte qui devenait cruciale pour le sort de l'impérialisme mondial.

Pour les marxistes des pays coloniaux – les plus grandes victimes de l'impérialisme – le livre de

---

11 Pour une critique spécifique de la théorie de l'impérialisme de Lénine, voir M. Kidron, [Imperialism, Highest Stage But One](#), in *Capitalism and Theory*, Londres 1974, où l'argumentation consiste à dire que le concept de capital financier tel qu'il est emprunté à Hilferding décrit les conditions économiques particulières de l'Allemagne, où les banques étaient massivement impliquées dans le financement industriel et exerçaient un pouvoir considérable sur leurs clients (en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en France le rôle des banques dans le financement de l'industrie était incomparablement plus limité). Kidron dresse une comparaison entre l'époque de Lénine et la nôtre en ce qui concerne le rôle des exportations de capitaux – leur direction, etc. Voir aussi T. Cliff, [Les racines économiques du réformisme](#), 1957, où la théorie léniniste de l'aristocratie ouvrière est critiquée comme incompatible avec les données historiques concernant les salaires et les conditions de travail dans les pays impérialistes. Nous reviendrons sur ce problème pour le développer dans le prochain volume, lorsque nous parlerons de l'Internationale communiste.

Lénine a été une arme de lutte sans égale.

## Chapitre 5 — Crise et chute du régime tsariste

### *Des dirigeants en plein désarroi*

La prédiction de Lénine selon laquelle la guerre impérialiste, en exacerbant les contradictions internes du capitalisme, mènerait à la guerre civile était essentiellement basée sur l'expérience de 1904-1905. A cette époque, la défaite militaire du tsarisme devant le Japon avait conduit directement à la première révolution russe. Désormais, la guerre impérialiste étant d'une échelle beaucoup plus vaste, les répercussions révolutionnaires devaient être d'autant plus importantes.

Pendant les années de guerre, les classes dirigeantes de Russie furent confrontées à des crises de confiance croissantes, à une chute du moral et à des divisions dans ses rangs. La crise de direction minait le tsarisme et les cercles dirigeants de la société.

Parmi les symptômes d'une situation révolutionnaire, Lénine relevait les suivants :

Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée ; crise du « sommet », crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraie un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que « la base ne veuille plus » vivre comme auparavant, mais il importe encore que « le sommet ne le puisse plus ». <sup>1</sup>

Plus la crise générale est profonde, plus les diverses sections de la classe dirigeante entrent en conflit les unes avec les autres. L'hostilité générale de la masse du peuple envers le régime amène des groupes de la classe dominante à se quereller entre eux et avec le gouvernement, augmentant la haine générale ressentie par la bureaucratie d'Etat contre la coterie de la cour. Plus le tsar se trouvait isolé, et plus il sacrifiait un ministre après l'autre dans l'espoir d'éviter la catastrophe.

L'historien Cherniavsky décrit ainsi l'état d'esprit des cercles dirigeants en 1915-1916 :

un sentiment croissant de catastrophe ; la diffusion de ce sentiment, conscient et parfois inconscient, dans le gouvernement, les classes cultivées et l'élite sociale dans son ensemble ; et la paralysie en résultant, l'incapacité de décider et d'agir... submerge le gouvernement. <sup>2</sup>

Commentant les minutes du conseil des ministres d'août-septembre 1915, le même historien écrivait : « Les... minutes du conseil des ministres illustrent la pré-condition psychologique d'une révolution dans *le gouvernement*, dans *la classe dirigeante* – parmi ceux qui craignaient et haïssaient la révolution, qui souhaitaient l'empêcher par tous les moyens possibles, et qui pourtant n'ont rien fait d'autre que de l'attendre. » <sup>3</sup> Un autre historien, [I.V. Hessen](#), écrivait à propos des mêmes minutes : « Le gouvernement s'était mis en grève. Longtemps auparavant, alors qu'il était officiellement tout-puissant, il avait cessé de douter que l'effondrement viendrait tôt ou tard. » <sup>4</sup>

V.I. Gourko, le ministre adjoint de l'intérieur, monarchiste loyal, écrivait quelques années après la révolution : « Toute révolution commence au sommet ; et notre gouvernement des années de guerre transforme en détracteurs, sinon des couches, en tous cas des individus se trouvant au pouvoir, et par leur méthodes de direction, les éléments les mieux intentionnés du pays. » <sup>5</sup> Les cliques entourant le tsar prenaient de plus en plus d'importance. Le conseil des ministres voyait son pouvoir décliner de jour en jour.

Un exemple montrera clairement à quel point le gouvernement agissait peu collectivement, à quel

1 Lénine, « [La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale](#) » *Œuvres*, vol.21, p.216.

2 M. Cherniavsky, *Prologue to Revolution. Notes of A.N. Iakhontov on the secret meetings of the Council of Ministers*, 1915, New York 1967, pp.2.

3 Cherniavsky, p.3.

4 I.V. Hessen, « в двух веках », *Архив русской революции*, vol.22, Berlin 1937, p.355.

5 V.I. Gourko, [Черты и силуэты прошлого](#).

point les ministres étaient ignorants des plans, ou des gens formellement sous leur autorité : le cas de la décision de l'autorité militaire d'organiser une évacuation massive de Kiev en juillet-août 1915 est à cet égard flagrant.

On pourrait supposer que le ministre de la guerre ou le ministre de l'intérieur était impliqué dans la prise de cette décision, ou du moins qu'il avait été consulté à son propos. Mais non. Le ministre de la guerre, A.A. Polivanov, intervenant à propos de l'évacuation, disait dans une session du conseil des ministres en date du 19 août 1915 :

Les plans et les intentions du quartier général me sont inconnus, car il est considéré superflu de tenir le Ministre de la Guerre informé du cours des événements, mais, pour autant qu'il me soit possible de juger des questions militaires, je suis convaincu que Kiev ne court aucun danger immédiat et que discuter de son évacuation à tout le moins prématuré.<sup>6</sup>

Le ministre de l'intérieur, le prince Chtcherbatov, commentait :

D'une manière générale, il continue de se passer avec cette évacuation quelque chose d'in vraisemblable. Les autorités militaires ont fini par perdre la tête et le sens commun. Le chaos et le désordre sont créés partout, comme un fait exprès. Toute la vie locale est mise la tête en bas. Il est enfin nécessaire de prendre des mesures pour régulariser les rapports entre les autorités civile et militaire. Il est impossible, dans une affaire aussi extraordinairement compliquée qu'une évacuation, qui affecte profondément toute notre existence, de concentrer toutes les dispositions entre les mains des militaires. Ils sont complètement ignorants de la situation des provinces intérieures, et cependant ils orientent des vagues de réfugiés selon leur bon plaisir.<sup>7</sup>

Le ministre des affaires étrangères, S.D. Sazonov, disait :

Toute cette histoire me hérisse profondément. Le Ministre de la Guerre exprime la conviction qu'aucun danger ne menace Kiev, alors que ces messieurs les généraux, affolés, veulent l'évacuer, la laissant à la merci des autrichiens. Je peux m'imaginer l'impression produite sur nos alliés lorsqu'ils apprendront l'abandon de Kiev, centre d'une immense région céréalière.<sup>8</sup>

Commentant le 24 août la même évacuation, A.V. Krivochéine, ministre délégué de l'agriculture, disait :

L'historien ne voudra pas croire que la Russie a conduit la guerre à la légère, et est arrivée de ce fait au bord de la ruine – que des millions de gens ont été sacrifiés sans réfléchir à l'arrogance des uns et à la criminalité des autres. Ce qui se passe au quartier général est un scandale et une horreur absolus.<sup>9</sup>

La nature des rapports habituels entre les ministres et la tête du gouvernement peut être éclairée par des bribes de conversation, au conseil des ministres du 2 septembre 1915, au sujet de la dissolution de la Douma :

*A.V. Krivochéine* : Toute notre discussion d'aujourd'hui a montré, avec une complète netteté, que ces derniers temps les divergences entre vous, Ivan Longuinovitch [Goremykine, le premier ministre], et la majorité du Conseil des Ministres, en ce qui concerne notre évaluation de la situation et des opinions sur l'orientation politique, se sont encore approfondies. Vous avez informé Sa Majesté l'Empereur de cette divergence, mais Sa Majesté a daigné agréer votre point de vue et non le nôtre... Pardonnez-moi cette question : Comment pouvez-vous à agir alors que les représentants du pouvoir exécutif sont convaincus de la nécessité d'autres méthodes, alors que tout l'appareil gouvernemental qui est entre vos mains est en opposition, lorsque les circonstances aussi bien externes qu'internes deviennent chaque jour plus menaçantes ?

*I.L. Goremykine* : Je remplirai mon devoir envers Sa Majesté l'Empereur jusqu'au bout, quels que soient les obstacles et le manque d'empathie qu'il me soit donné d'affronter...

*S.D. Sazonov* : Demain le sang coulera dans les rues et la Russie plongera dans l'abîme! A quelle fin et pourquoi ? Tout cela est terrible! En tout état de cause, je déclare avec force que dans les circonstances présentes je ne prendrai pas sur moi la responsabilité de vos actes...

---

6 Iakhontov, [Тяжелые Дни](#).

7 Ibid.

8 Ibid.

9 Ibid.

I.L. Goremykine : Je prends sur moi la responsabilité de mes actes et je ne demande à personne de la partager avec moi.<sup>10</sup>

Il n'est pas surprenant que le chroniqueur des minutes ait écrit en introduction : « Si l'on doit juger de l'état des affaires par les conversations du conseil, on risque fort, au lieu d'écrire l'histoire, de se retrouver bientôt pendu à un réverbère. »<sup>11</sup>

En proie au désespoir, Krivochéine déclarait, le 19 août 1915 :

Le rapport du ministre de l'intérieur [Chtcherbatov] m'a profondément ébranlé... Il faut dire clairement à Sa Majesté que la situation intérieure, telle qu'elle existe... ne permet que deux solutions : ou une vigoureuse dictature militaire, si l'on peut trouver quelqu'un qui fasse l'affaire, ou la réconciliation avec le public. Notre cabinet ne correspond pas aux attentes du public, et il doit céder la place à un autre dans lequel le pays puisse croire. Atermoyer, s'accrocher à des demi-mesures et à des temporisations est impossible... J'ai hésité longtemps avant d'en venir finalement à cette conclusion, mais maintenant chaque jour est comme une année et la situation change à une vitesse étourdissante. De toutes parts, on est contraint d'écouter les plus sinistres prédictions si des mesures décisives ne sont pas prises pour apaiser l'anxiété publique.<sup>12</sup>

Malheureusement, c'est exactement ce que le tsar était incapable de faire : établir une « vigoureuse dictature militaire » ou libéraliser le système de gouvernement. Le tsarisme devenait de plus en plus un régime de crise permanente.

L'importance des ministres fut de plus en plus réduite par la méthode même de leur sélection ; la règle apparemment en usage était très simple : la promotion des plus incompetents. Des changements dans la composition du gouvernement étaient fréquents, et remarquablement ineptes. Lorsque la guerre éclata, le premier ministre de Russie était I.L. Goremykine. « Âgé de soixante-quinze ans, conservateur, avec derrière lui une longue carrière de bureaucrate, il avait été, selon ses propres termes, « ôté comme un manteau d'hiver de la naphthaline » en janvier 1914 pour présider le gouvernement, et il aurait pu tout aussi facilement être remis dans son placard. »<sup>13</sup>

Voici comment [Buchanan](#), l'ambassadeur britannique, le décrivait :

Un aimable vieux gentilhomme aux manières plaisantes, d'un tempérament indolent et tout à fait dépassé par son travail, il n'avait pas changé avec le temps... Avec l'art consommé d'un courtisan-né il avait gagné les bonnes grâces de l'impératrice, même si, hormis ses opinions ultra-monarchiques, il n'avait aucune qualité particulière qui pût le recommander.<sup>14</sup>

Goremykine se sentait si vieux qu'il demandait constamment la permission de démissionner. Mais le tsar refusait. « Voilà si longtemps qu'on aurait dû me mettre au cercueil ! Je l'ai dit, l'autre jour encore, à l'empereur ; mais Sa Majesté n'a pas voulu m'entendre... » disait-il lugubrement.<sup>15</sup> Comme c'était un monarchiste à l'ancienne mode, il était trop précieux au tsar pour qu'il puisse s'en priver.

Malgré tout, en février 1916, le tsar remplaça enfin Goremykine par Stürmer. Buchanan décrit ainsi le nouveau premier ministre :

Nanti d'une intelligence de second ordre, sans expérience des affaires, un sycophante, motivé uniquement par la promotion de ses intérêts personnels et extrêmement ambitieux, il devait sa nomination au fait qu'il était ami avec [Raspoutine](#) et qu'il était soutenu par la camarilla de la tsarine... Je peux mentionner, pour montrer quelle sorte d'homme il était, qu'il désigna comme *chef de cabinet* un ancien agent de l'*okhrana* (la

---

10 Ibid.

11 Cherniavsky, p.128.

12 Iakhontov, [Тяжелые Дни](#).

13 Cherniavsky, p.7.

14 J. Buchanan, [My Mission to Russia](#), London 1923, vol.1, p.165.

15 Maurice Paléologue, *Le crépuscule des tsars: Journal (1914-1917)*, Mercure de France, 2007, p. 143.

police secrète) répondant au nom de Manouiloff, qui fut arrêté quelques mois plus tard et jugé pour avoir fait du chantage à une banque.<sup>16</sup>

L'ambassadeur français était tout aussi avare de compliments :

le personnage est au-dessous du médiocre : intelligence pauvre, esprit mesquin, caractère bas, probité suspecte, aucune expérience ni aucun sens des grandes affaires ; toutefois, un talent assez ingénieux de ruse et de flatterie... sa nomination s'explique, si l'on admet qu'il n'a été choisi qu'à titre d'instrument, c'est-à-dire en raison même de son insignifiance et de sa servilité.... [Il] a été... vivement patronné auprès de l'Empereur par Raspoutine.<sup>17</sup>

En novembre 1916, Stürmer fut remplacé par Trepov, qui à son tour fut remplacé en janvier par le vieux prince N.D. Golitsine. Golitsine avait plaidé en vain avec le tsar, arguant qu'il était malade, qu'en quarante-sept années de service il ne s'était jamais occupé de politique (la plus grande partie de son activité pendant la guerre avait été en relation avec la Croix-Rouge) et qu'on « éloigne cette coupe. »<sup>18</sup> Il supplia le tsar de choisir quelqu'un d'autre. « Si quelqu'un d'autre se servait du langage dont j'use pour me décrire, je serais contraint de le provoquer en duel, » disait-il.<sup>19</sup>

D'autres ministres arrivaient et repartaient comme des ombres. Le ministre de la guerre, Soukhomlinov, fut renvoyé en juin 1915 dans des circonstances très suspectes. Il était accusé d'un massif détournement de fonds :

Il y eut des rumeurs de détournements se produisant dans les ministères chargés de la production. De fait, le ministère dont on disait cela depuis longtemps, celui de la marine, entraîné au début de la guerre par un élan patriotique à suspendre par une déclaration générale toute maltôte lors de la conclusion de grands contrats, ne s'y est pas tenu longtemps. On parla bientôt de corruption impudente de la part de personnes qui se trouvaient tout prêt des hautes sphères du ministère de la marine.<sup>20</sup>

Un comité spécial fut nommé

pour déterminer qui était coupable de l'approvisionnement insuffisant de l'armée. Ce comité mit de fait en accusation l'activité de Soukhomlinov et finit par attirer l'attention de l'autorité judiciaire sur lui.

L'affaire Soukhomlinov fit grand bruit en son temps et son passage devant le tribunal discrédita toute la sphère gouvernementale, à tel point qu'il paraît nécessaire de s'arrêter un moment sur sa personnalité.<sup>21</sup>

De plus, son assistant, S.N. Miassoïédov, fut soupçonné d'être un espion allemand. Il fut jugé par une cour martiale, condamné et exécuté.<sup>22</sup> Soukhomlinov fut arrêté. A sa place, Polivanov fut nommé ministre de la guerre, mais il fut renvoyé quelques mois après et remplacé par Chouvaïev, que Buchanan décrivait comme « une complète nullité ».<sup>23</sup>

Lorsque Polivanov fut congédié, la tsarine écrivit au tsar : « Oh, quel soulagement! Maintenant je vais bien dormir. »<sup>24</sup> D'autres étaient stupéfaits. Polivanov était « indiscutablement le meilleur organisateur militaire de tout la Russie, et son renvoi fut un désastre, » écrivit [Sir Alfred Knox](#).<sup>25</sup> Un

16 Buchanan, vol.2, p.3.

17 Maurice Paléologue, p. 278.

18 Cherniavsky, p.245.

19 R.K. Massie, *Nicholas and Alexandra*, Londres 1968, p.367.

20 V.I. Gourko, [Черты и силуэты прошлого](#).

21 V.I. Gourko, [Черты и силуэты прошлого](#).

22 V.I. Gourko, [Черты и силуэты прошлого](#).

23 Buchanan, vol.2, p.6.

24 B. Pares, ed., *Letters of the Tsaritsa to the Tsar*, 1914-1916, Londres 1923, p.297.

25 A. Knox, *With the Russian Army, 1914-1917*, New York 1921, p.412.

homme fut même nommé ministre de l'intérieur parce que Raspoutine, le « saint homme » confident de la tsarine, aimait sa voix.

Raspoutine rencontra un soir un chambellan de la cour nommé A.N. Khvostov qui dinait dans le cabaret *Villa Rode*. Lorsque le chœur tzigane commença à chanter, Raspoutine n'était pas satisfait ; il considérait que les basses étaient trop faibles. Remarquant Khvostov, qui était grand et massif, il lui tapa dans le dos et dit : « Frère, va les aider à chanter. Tu es gros et tu peux faire beaucoup de bruit. » Khvostov, grisé et de bonne humeur, sauta sur la scène et fit résonner une basse de tonnerre. Ravi, Raspoutine applaudit et clama son approbation. Peu de temps après, Khvostov devint de manière inattendue ministre de l'intérieur. Sa nomination poussa Vladimir Pourichkévitch, un membre de la Douma, à déclarer avec dégoût que les nouveaux ministres devaient désormais démontrer leur talent, non pas en gouvernement, mais en musique tzigane.<sup>26</sup>

### **Comique ou macabre ?**

Le ministre de l'intérieur qui dut affronter la Révolution de Février était [Aleksander Protopopov](#). C'était un candidat de Raspoutine. « Grigori vous demande expressément de nommer Protopopov », écrivait la tsarine en septembre. Deux jours plus tard elle répétait : « S'il vous plaît, prenez Protopopov comme ministre de l'intérieur. »<sup>27</sup>

Le tsar céda et télégraphia : « Ce sera fait ». Dans une lettre, il ajouta : « Que Dieu fasse que Protopopov s'avère l'homme dont nous avons besoin aujourd'hui. » Ravie, la tsarine répondit : « Que Dieu bénisse votre choix de Protopopov. Notre Ami dit que vous avez fait un choix très sage en le nommant. »<sup>28</sup>

C'était aussi l'idée de Raspoutine de donner à Protopopov la responsabilité de la tâche cruciale de l'organisation des fournitures alimentaires. La tsarine lui donna le pouvoir de contrôle des fournitures de denrées sans même se donner la peine d'obtenir l'approbation du tsar. « Pardonnez-moi pour ce que j'ai fait – mais je le devais – notre Ami disait que c'était absolument nécessaire, » écrivit-elle.

Stürmer vous envoie par ce messenger un nouveau papier à signer donnant toute la fourniture de denrées immédiatement au ministre de l'intérieur... J'ai dû prendre cette initiative sur moi car Grigori a dit que Protopopov aura tout entre ses mains... et par cela sauvera la Russie... Pardonnez-moi, mais j'ai dû prendre cette responsabilité pour votre doux bien.<sup>29</sup>

Cet homme stupide fut mis en charge de la police et des fournitures des denrées durant l'hiver crucial de 1916-1917 parce que, comme le tsar et la tsarine, il était pénétré de l'esprit médiéval du mysticisme. Près de son bureau il conservait une icône à laquelle il parlait comme à une personne. « Elle m'aide à tout faire, tout ce que je fais est par son conseil, » expliquait Protopopov à Kérénsky, lui montrant l'icône.<sup>30</sup>

Buchanan décrit Protopopov ainsi : « Mentalement dérangé, il répétait, dans ses audiences avec l'impératrice, des recommandations et des messages qu'il avait reçus dans ses conversations imaginaires avec l'esprit de Raspoutine. »<sup>31</sup>

Pendant les deux années et demi de la guerre, la Russie eut quatre premiers ministres, cinq ministres de l'intérieur, quatre ministres de l'agriculture et trois ministres de la guerre.

---

26 Massie, p.325.

27 Pares, pp.394-95.

28 Pares, p.398.

29 Pares, p.428.

30 A. Kerensky, *The Crucifixion of Liberty*, New York 1934, p.218.

31 Buchanan, vol.2, p.51.

## Raspoutine

L'anarchie qui régnait au sommet de l'appareil politique russe permit à une clique corrompue de se former autour du tsar, clique à la tête de laquelle se trouvait nul autre que Grigori Raspoutine, un symbole de la décadence générale de la société.

A la date du 1<sup>er</sup> novembre 1905, c'est-à-dire au moment le plus critique de la première révolution, le tsar écrit dans son journal : « Avons fait la connaissance d'un homme de Dieu, Grigori, de la province de Tobolsk. » Il s'agissait de Raspoutine, paysan sibérien, qui avait à la tête une cicatrice indélébile à la suite de coups reçus pour vol de chevaux. Mis en valeur au moment opportun, « l'homme de Dieu » trouva bientôt des auxiliaires haut placés, ou, plus exactement, ils le trouvèrent, et ainsi se forma une nouvelle coterie dirigeante qui mit solidement la main sur la tsarine et, par l'intermédiaire de celle-ci, sur le tsar.

A dater de l'hiver 1913-1914, dans la haute société pétersbourgeoise, on disait déjà ouvertement que de la clique de Raspoutine dépendaient toutes les hautes nominations, les commandes et les adjudications. Le « saint vieillard », le staretz, était devenu lui-même, peu à peu, une institution d'État. On veillait soigneusement à sa sécurité et, non moins soigneusement, les ministères en rivalité le faisaient espionner. Les limiers du département de la Police tenaient à jour un horaire de son existence et ne manquèrent pas de relater que Raspoutine, en visite chez les siens, au village de Pokrovskoïé, étant ivre, s'était battu jusqu'au sang, dans la rue, avec son propre père. Le même jour, le 9 septembre 1915, Raspoutine expédiait deux télégrammes affables, l'un pour l'impératrice, à Tsarskoïé-Sélo, l'autre pour le tsar, au G. Q. G.

Ils sont épiques les rapports des mouchards, écrits, au jour le jour, sur les fredaines de l'Ami. « Il est rentré chez lui, aujourd'hui, à cinq heures du matin, complètement saoul. » « L'artiste V\*\*\* a couché chez Raspoutine dans la nuit du 25 au 26. » « Il est arrivé avec la princesse D\*\*\* [femme d'un chambellan de la Cour] à l'Hôtel Astoria. » On lit un peu plus loin : « Il est rentré chez lui de Tsarskoïé-Sélo vers onze heures du soir. » « Raspoutine est rentré chez lui avec la pr. Ch. ; il était très ivre ; tous deux sont ressortis presque aussitôt. » Le lendemain, dans la matinée ou le soir, visite à Tsarskoïé-Sélo. Un mouchard, demandant avec componction au saint vieillard pourquoi il semblait soucieux, obtint cette réponse : « Je ne puis résoudre si l'on convoquera ou non la Douma. » On lit ensuite, encore : « Est rentré chez lui à cinq heures du matin, assez ivre. » Ainsi, pendant des mois et des années, la même mélodie se jouait sur trois tons : « assez ivre », « très ivre », « complètement ivre ».<sup>32</sup>

Dans leur désarroi face à la tempête qui se levait, le tsar et la tsarine se confiaient aux pouvoirs mystiques de l' « homme de Dieu ». « Ecoute Notre Ami, » écrivait la tsarine en juin 1915.

Crois en lui. Il a à cœur notre intérêt et celui de la Russie. Ce n'est pas pour rien que Dieu nous l'a envoyé, mais nous devons prêter plus d'attention à ce qu'Il dit. Ses mots ne sont pas prononcés à la légère et il est d'une grande importance d'avoir non seulement ses prières mais ses avis... Je suis hantée par les souhaits de Notre Ami et je sais que ce sera fatal pour nous et pour le pays s'ils ne sont pas exaucés. Il pense ce qu'il dit lorsqu'il parle aussi sérieusement.<sup>33</sup>

En septembre 1916 : « J'ai une confiance totale en la sagesse de Notre Ami, envoyé par Dieu pour conseiller ce qui est bon pour vous et notre pays. Il voit loin, et dès lors on peut se fier à son

---

32 Trotsky, [Histoire de la révolution russe](#).

33 Pares, pp.86-87.



jugement. »<sup>34</sup>

Après le départ du tsar au quartier général pour assumer sa fonction fictive de commandant en chef, la tsarine prit ouvertement en charge les affaires intérieures de l'Etat, avec l'aide et la complicité de Raspoutine. Cela convenait très bien au fataliste et velléitaire Nicolas.

Raspoutine intervenait aussi dans les questions militaires. Même si son mandat informel du tsar était de ne s'occuper que de superviser les affaires intérieures, la tsarine ne tarda pas à déborder de ce domaine.

L'inspiration était venue à Raspoutine, dit-il à l'impératrice, en songe pendant son sommeil : « Maintenant, avant d'oublier, je dois vous transmettre un message de Notre Ami sur ce qu'il a vu durant la nuit », écrivait-elle en novembre 1915.

Il vous prie d'ordonner d'avancer sur Riga, il dit que c'est nécessaire, sinon les Allemands vont s'installer si fermement pendant tout l'hiver que cela causera une grande effusion de sang et des ennuis pour les faire partir... il dit que c'est aujourd'hui la chose la plus essentielle et vous prie sérieusement d'ordonner aux nôtres d'avancer, il a dit que nous le pouvions et le devons, et que je devais vous écrire immédiatement.<sup>35</sup>

L'intervention de Raspoutine dans les affaires militaires fut à son zénith pendant la grande offensive russe de 1916. Dès le 25 juillet, la tsarine écrivait : « Notre Ami... pense qu'il vaut mieux que nous n'avancions pas de manière trop obstinée car alors les pertes seraient trop grandes. »<sup>36</sup> Le 8 août : « Notre Ami espère que nous ne gravirons pas les Carpathes pour tenter de les prendre, et il répète que les pertes seraient à nouveau trop grandes. »<sup>37</sup>

Le 21 septembre, le tsar écrit : « J'ai dit à [Alexéïev](#) d'ordonner à Broussilov de mettre un terme à nos attaques sans espoir. » La tsarine répondit joyeusement : « Notre Ami dit des nouveaux ordres que vous avez donnés à Broussilov : « Très satisfait des ordres de Père [le tsar], tout va bien se passer ». »<sup>38</sup>

### **Ceux que les dieux veulent détruire, ils rendent d'abord fous**

Leur obscurantisme médiéval rendait impossible à la tsarine et à sa cabale de comprendre la signification de la vague révolutionnaire montante. Son arrogance ne connaissait pas de limites. Les gens avaient tout simplement besoin du fouet. Ainsi, le 14 décembre 1916, moins de dix semaines avant la chute de la monarchie, elle demandait au tsar d'arrêter tous les membres dirigeants de la Douma : « Sois Pierre le Grand, Ivan le Terrible, l'empereur Paul ; brise les tous ! » Dans une autre lettre, écrite cinq jours avant la Révolution de Février, elle allait encore plus loin :

Vous n'avez jamais perdu l'occasion de montrer votre amour et votre gentillesse ; faites-leur maintenant sentir votre poing. Ils le demandent eux-mêmes – tant d'entre eux m'ont dit récemment : « Nous avons besoin du fouet. » C'est étrange, mais telle est la nature slave – la plus grande fermeté, et même la cruauté, et – l'amour chaleureux. Ils doivent apprendre à vous craindre ; l'amour seul n'est pas suffisant.<sup>39</sup>

L'étendue de la perspicacité politique de la tsarine et de sa compréhension du peuple est démontrée par une lettre qu'elle écrivit au tsar le 26 février, alors que la capitale était aux prises avec la grève générale :

C'est un mouvement de voyous, des jeunes qui courent partout et qui crient qu'il n'y a

---

34 Pares, p.390.

35 Pares, p.221.

36 Pares, p.377.

37 Pares, p.382.

38 Pares, p.411.

39 W.H. Chamberlin, *The Russian Revolution*, New York 1935, vol.1, p.68.

pas de pain, tout simplement pour créer l'excitation, en même temps que des ouvriers qui empêchent les autres de travailler. Si le temps était très froid ils resteraient sans doute à la maison. Mais tout cela va passer et le calme va revenir, si seulement la Douma sait bien se tenir.<sup>40</sup>

Avec la tsarine et sa clique conspirant contre la Douma, contre les ministres, et contre les généraux de l'état-major, il n'est pas étonnant que les membres de l'administration tsariste se soient sentis désemparés, isolés de tous, et en conflit avec chacun.

Le 21 août 1915, lors de la séance du conseil des ministres, Chtcherbatov, ministre des affaires intérieures, déclara :

Il faut soumettre une déclaration écrite à Sa Majesté, et expliquer qu'un gouvernement qui n'a ni la confiance du détenteur du pouvoir suprême ni celle de l'armée, ni celle des villes, des *zemstvos*, de l'aristocratie, des négociants, des travailleurs – non seulement ne peut pas travailler, il ne peut pas exister ! C'est une évidente absurdité. Nous sommes là, assis, comme des Don Quichotte !<sup>41</sup>

A la séance du 28 août, Krivochéine, le ministre délégué de l'agriculture, disait :

On parle partout d'unité et d'accord avec la nation, et toute cette année les autorités civiles et militaires ne sont pas arrivées à se mettre d'accord et à travailler ensemble. Le Conseil des Ministres discute, requiert, exprime des désirs, formule des souhaits, présente des demandes – et ces messieurs les généraux nous crachent dessus et ne souhaitent rien faire.<sup>42</sup>

Le 9 août de la même année, Sazonov, ministre des affaires étrangères, annonçait : « Le gouvernement est suspendu entre ciel et terre, il n'est soutenu ni en haut ni en bas. »<sup>43</sup>

Le député d'extrême droite A.I. Savenko pouvait déclarer, lors de la session de la Douma du 29 février 1916 :

Quelle chose terrible c'est pour le pays, dans une période où notre patrie traverse les plus grandes épreuves, le pays ne fait pas confiance au gouvernement ; personne ne se fie au gouvernement, même la droite ne lui fait pas confiance – en fait le gouvernement n'a pas confiance en lui-même et n'est pas sûr du lendemain.<sup>44</sup>

## ***La révolution de palais n'aura pas lieu***

Alors que la crise du régime tsariste s'approfondissait, de plus en plus de cercles de la classe dirigeante se laissaient aller à des spéculations sur la nécessité d'une révolution par en haut... pour prévenir une révolution par en bas.

En août 1916, le dirigeant octobriste d'aile droite [Alexandre Goutchkov](#) envoya au général [Alexéïev](#), au quartier général, une lettre dont des copies étaient largement diffusées, selon laquelle

le front intérieur est dans un état de désintégration complète... La pourriture s'est mise aux racines du pouvoir d'Etat... La gangrène sur le front intérieur menace à nouveau, comme l'an passé, d'entraîner nos vaillantes armées du front, notre stratégie pleine de bravoure, et tout le pays dans un marécage sans espoir ; on ne peut s'attendre à un fonctionnement correct des communications sous la direction de M. Trepov ; ni à un bon travail de notre industrie lorsqu'elle est confiée au prince Chakhovskoï ; ni à la

---

40 Chamberlin, p.73.

41 Iakhontov, [Тяжелые Дни](#).

42 Ibid.

43 Ibid.

44 Cherniavsky, p.18.

prospérité de notre agriculture et à une gestion convenable des approvisionnements entre les mains du comte Bobrinsky. Et... ce gouvernement est présidé par M. Stürmer, qui s'est établi (à la fois dans l'armée et parmi le peuple en général) une solide réputation de quelqu'un qui, s'il n'est pas à proprement parler un traître, est tout prêt à commettre une trahison... Vous comprendrez quelle anxiété mortelle pour le destin de notre mère-patrie s'est emparée de l'opinion et du sentiment populaire.

Nous autres, à l'arrière, sommes impuissants, ou presque impuissants pour combattre ces maux. Nos méthodes de lutte sont à double tranchant et peuvent – du fait de l'état d'excitation des masses populaires et en particulier de la classe ouvrière – être la première étincelle d'une conflagration dont personne ne peut prévoir ou localiser les dimensions...

Pouvez-vous faire quelque chose ? Je ne sais pas.<sup>45</sup>

C'était pratiquement un appel au coup d'Etat. Goutchkov et d'autres membres de la classe dirigeante priaient silencieusement pour que les militaires rassemblent leur courage et prennent le pouvoir. Hélas, le général Alexéïev refusa de sauter le pas.

Trois mois plus tard, selon [Kérensky](#), le futur chef du gouvernement provisoire, un autre complot préparait un coup d'Etat qui devait avoir lieu au quartier général du tsar les 15-16 novembre. C'était un arrangement privé entre le prince [Lvov](#) et le général Alexéïev. Ils avaient décidé que l'emprise de la tsarine sur le tsar devait être brisée pour mettre fin aux pressions exercées sur lui, à travers elle, par la clique de Raspoutine. A l'heure prévue, Alexéïev et Lvov espéraient persuader le tsar d'envoyer l'impératrice en Crimée ou en Angleterre.<sup>46</sup>

En janvier 1917, le général Krymov arriva du front et se plaignit devant des membres de la Douma que l'état des choses en cours ne pouvait continuer plus longtemps.

« Le sentiment dans l'armée est tel que tous accueilleront avec joie la nouvelle d'un coup d'Etat. Un coup d'Etat est nécessaire et on le sent au front. Si vous décidez de prendre cette mesure extrême, nous vous soutiendrons. Il est clair qu'il n'y a pas d'autre moyen. Vous avez, comme beaucoup d'autres, tout essayé, mais l'influence néfaste de la femme est plus puissante que les paroles honnêtes prononcées devant le tsar. Il n'y a plus de temps à perdre. »

Chingarev (...) intervint : « Le général a raison – un coup d'Etat est nécessaire. Mais qui osera en prendre l'initiative ? »

Chidlovsky s'exclama avec hargne : « On ne peut pas le ménager et le plaindre [le tsar] alors qu'il ravage la Russie. » (...) On invoqua les paroles du général Broussilov : « A choisir entre le tsar et la Russie, je choisis la Russie. »<sup>47</sup>

C'était toute la question. Personne n'osait agir. Il y avait des palabres à n'en plus finir sur un coup d'Etat, mais les plans n'avançaient pas d'un pouce.

Même des membres proches de la famille du tsar se laissaient aller à parler de l'urgence d'un coup d'Etat. [Rodzianko](#), le président de la Douma, se souvenait :

L'idée qu'il était nécessaire que le tsar abdique circulait avec insistance à Pétrograd à la fin 1916 et au début 1917. (...) Des représentants de la haute société déclarèrent que la Douma et son président devaient assumer cette responsabilité devant le pays et sauver

---

45 G. Katkov, *Russia 1917 : The February Revolution*, London 1969, p.257.

46 A. Kerensky, *Russia and History's Turning Point*, New York 1965, p.150.

47 Rodzianko, « крушение Империй », in [Архив русской революции](#), vol.17, pp.158.

l'armée et la Russie.<sup>48</sup>

Rodzianko poursuit en relatant d'étonnantes histoires. Il décrit comment, un jour de janvier 1917, il fut invité d'urgence à déjeuner au Palais Vladimir.

La grande duchesse parla de la situation intérieure, de l'incompétence du gouvernement, de Protopopov, et de l'impératrice... qu'il était nécessaire de changer, écarter, détruire...

Je voulais comprendre plus précisément où elle voulait en venir et lui demandais :

— Ecarter, comment cela ?

— Eh bien, je ne sais pas... Il est nécessaire d'entreprendre quelque chose, inventer quelque chose. Vous comprenez... La Douma devrait faire quelque chose... Elle doit être éliminée.

— Qui ?

— L'impératrice.

— Votre Altesse, dis-je, permettez-moi de considérer que cette conversation n'a pas eu lieu.<sup>49</sup>

Le 8 janvier 1917, le frère du tsar, le duc Michel Alexandrovitch, vint voir Rodzianko. Il lui dit :

— J'aimerais vous parler de ce qui se passe et vous consulter pour savoir à quoi s'en tenir. Nous comprenons très bien la situation... Pensez-vous qu'il y aura une révolution ?

— (...) Il est encore temps de sauver la Russie, et même maintenant le règne de votre frère peut connaître des sommets de grandeur et de gloire inédits dans l'histoire, mais pour cela il faut changer toute la politique du gouvernement. Il faut nommer des ministres qui auraient la confiance du pays, qui ne heurteraient pas le sentiment populaire. Je suis désolé de devoir vous dire que ceci ne serait possible que si la Tsarine était éloignée... Elle et le Tsar sont entourés de personnages sinistres, de vauriens et d'incompétents. Alexandra Feodorovna est détestée, partout et dans tous les cercles on réclame son éloignement. Aussi longtemps qu'elle sera au pouvoir, nous irons vers la ruine.

— Figurez-vous, dit Mikhaïl Alexandrovitch – que [Buchanan](#) a dit la même chose à mon frère. Toute la famille se rend compte à quel point Alexandrovna Feodorovna est nuisible. Elle et mon frère ne sont entourés que de traîtres – tous les gens décents sont partis... Mais que faire dans ce cas ?<sup>50</sup>

Exactement. Que fallait-il faire ? La Douma attendait des actes de la part des généraux. Les généraux espéraient en la Douma. La famille du tsar elle-même priait silencieusement pour un coup d'Etat.

Des diplomates étrangers, en particulier les ambassadeurs français et anglais, étaient impliqués dans un complot. Le 28 décembre 1916, l'ambassadeur de France écrivait dans son journal :

Hier soir, le prince Gabriel-Constantinowitch offrait un souper chez sa maîtresse, une

---

48 Ibid, p. 159.

49 Ibid., p.159.

50 Ibid., p.160.

ancienne actrice. Parmi les convives, le grand-duc Boris... quelques officiers et une escouade de brillantes hétaires.

Durant la soirée, on n'a parlé que de la conjuration – des régiments de la Garde sur lesquels on peut compter, des circonstances qui seraient le plus propices à l'attentat, etc. Tout cela, dans le va-et-vient des domestiques, en présence des filles, au chant des tziganes, dans la vapeur du Moët et Chandon, « brut impérial », qui coulait à flots.<sup>51</sup>

L'ambassadeur britannique se souvenait :

La révolution était dans l'air, et la seule inconnue était sa provenance : d'en haut ou d'en bas. On parlait ouvertement d'une révolution de palais, et lors d'un dîner à l'ambassade un de mes amis russes, qui avait occupé une haute position dans le gouvernement, déclara que la question était simplement de savoir si l'empereur et l'impératrice seraient tués tous les deux, ou seulement cette dernière. D'un autre côté, une révolte populaire, provoquée par la disette en cours, pouvait se produire à n'importe quel moment.<sup>52</sup>

Mais tout le bavardage sur la révolution par en haut, les complots, tout cela ne mena à rien. Le 5 mai 1917, un cadet, V.A. Maklakov, s'exclama lors d'une conférence de membres de la Douma :

Il y a eu un moment où il est devenu clair pour tout le monde qu'avec le vieux régime il était impossible de mettre un terme à la guerre, de remporter la victoire ; et pour ceux qui croyaient qu'une révolution serait ruineuse, c'était leur tâche et leur devoir de sauver la Russie d'une révolution par en bas au moyen d'une révolution de palais, par en haut. Telle était la tâche qui se présentait devant nous, mais que nous ne remplissions pas. Si la postérité maudit cette révolution, elle maudira aussi ceux qui n'ont pas compris par quelles méthodes elle pouvait être évitée.<sup>53</sup>

Le 2 août 1917, Goutchkov faisait tristement écho aux sentiments de Maklakov :

Le mode d'action qui s'imposait était un *coup d'Etat*. Le défaut, si l'on peut parler du défaut historique de la société russe, résidait dans le fait que cette société, représentée par ses cercles dirigeants, n'était pas suffisamment consciente de la nécessité du coup d'Etat et ne l'entreprit pas, abandonnant par là même à des forces aveugles et spontanées le soin de mener à bien cette opération douloureuse.<sup>54</sup>

Même le très perspicace Lénine fut amené par la rumeur générale d'un coup d'Etat à croire que les leaders de la classe dirigeante russe et l'ambassadeur anglais étaient réellement en train de l'organiser, et que leur action avait contribué à la Révolution de Février.

Tout le cours des événements de la révolution de février-mars montre clairement que les ambassades anglaise et française qui, avec leurs agents et leurs « relations », prodiguaient depuis longtemps les efforts les plus désespérés pour empêcher des accords « séparés » et une paix séparée entre Nicolas II... et Guillaume II, ont organisé directement un complot de concert avec les octobristes et les cadets, avec certains généraux et officiers de l'armée et surtout de la garnison de Pétersbourg en vue de déposer Nicolas Romanov.<sup>55</sup>

En tout état de cause, la crise sociale qui avait amené de riches industriels, des généraux et des ducs

---

51 Maurice Paléologue, [La Russie des tsars pendant la grande guerre](#), p.155.

52 Buchanan, vol.2, p.141.

53 R.P. Browder and A.F. Kerensky, *The Russian Provisional Government 1917 – Documents*, Stanford 1961, vol.3, p.1276.

54 Kerensky, *Russia – History's Turning Point*, p.152.

55 Lénine, « [Lettres de loin](#) », *Œuvres*, vol.23, p.330.

à parler de coup d'Etat les a aussi paralysés. En 1908, Rodzianko avait exprimé son admiration pour les Jeunes Turcs (un groupe d'officiers qui avaient pris le pouvoir à Istanbul). Mais lui et ses amis russes ne pouvaient pas les imiter. Il n'avaient derrière eux aucun prolétariat pour les pousser en avant.

Le manque de détermination pour accomplir une révolution de palais mena à son remplacement par une caricature – l'assassinat de Raspoutine, le 16 décembre 1916, par le prince Félix Youssoupov, héritier de la plus grande fortune de Russie, le grand duc Dimitri Pavlovitch, et le député monarchiste d'extrême droite de la Douma Pourichkévitich, qui voyaient dans ce meurtre le dernier moyen à leur disposition pour sauver la monarchie.

L'impact de la mort de Raspoutine fut l'inverse de ce que ses auteurs espéraient. Elle n'émoussa pas la crise, mais l'aiguisa. Dans tous les milieux, les gens parlaient du meurtre et pouvaient voir que même les grands ducs n'avaient d'autre recours face à la clique tsariste que le poison et le revolver. La violence contre la monarchie était inévitable, et le tsarisme ne devait survivre que dix semaines au meurtre de Raspoutine.

## Chapitre 6 — De la Révolution de Février à la dualité de pouvoir

### ***La Révolution de Février***

En 1917, le jour de la commémoration traditionnelle du Dimanche Rouge (9 janvier), les ouvriers de 114 entreprises, 137.000 en tout, se mirent en grève. Ce n'était pas un événement exceptionnel. Cela dit, dans la dernière semaine de février un nouveau mouvement de grève, plus large et plus profond, se développa. Il résultait d'un *lock-out* aux usines Poutilov, et de la diminution de la ration de pain.

Le 18 février, les ouvriers d'une section de l'usine Poutilov présentèrent une revendication de 50 % d'augmentation de salaire. Lorsque la direction refusa de considérer leur demande ils entamèrent un *sit-down*. Le 21 février, ils furent renvoyés. La grève gagna d'autres sections, et le 22 février la direction annonça la fermeture de toute l'usine pour une période indéfinie. Cela jetait dans la rue trente mille ouvriers bien organisés. Le lock-out de Poutilov fut une contribution substantielle au rapide développement du mouvement de grève.

En ce qui concerne la fourniture de pain – à Pétrograd, à la mi-février, il ne restait de farine que pour dix jours. Le commandant de la région militaire, le général Khabalov, décida, avec le concours des autorités municipales de mettre en place un système de rationnement. Les gens l'apprirent, et le lendemain matin, le 16 février, de longues queues s'étiraient devant les boulangeries et les magasins d'alimentation. Les magasins, vidés en quelques heures, fermèrent leurs rideaux. Des foules se rassemblèrent et des vitrines furent brisées. Le jour suivant, des incidents semblables se produisirent de manière répétée.

Le 23 février était la Journée Internationale de la Femme. Après des discours dans les usines, des foules de femmes descendirent dans les rues, réclamant du pain. Ça et là des drapeaux rouges apparurent, avec le slogan « A bas l'autocratie ».

Un rapport secret de l'*okhrana* décrit de façon vivante les événements des 23 et 24 février :

Le 23 février, à 9 heures du matin, des ouvriers des ateliers et des usines du district de Vyborg se sont mis en grève pour protester contre la pénurie de pain noir dans les boulangeries et les épiceries ; la grève a gagné des usines situées à Pétrograd, les districts de Rojdestvensky et de Lintelnyi, et au cours de la journée 50 entreprises industrielles ont cessé le travail, avec 87.534 grévistes.

Vers une heure de l'après-midi, les travailleurs du district de Vyborg, marchant en foule dans les rues et criant « Donnez-nous du pain », ont commencé à créer des désordres dans divers endroits, prenant avec eux sur leur chemin leurs camarades qui travaillaient et arrêtant les tramways ; les manifestants ont pris aux conducteurs les clés des moteurs électriques, ce qui a forcé 15 trains à quitter les lignes et à se retirer au dépôt des tramways de Pétrograd.

Les grévistes, qui étaient résolument poursuivis par la police et les troupes appelées [à cette fin], ont été dispersés dans un endroit mais se sont reformés rapidement dans d'autres, se montrant exceptionnellement entêtés ; dans le district de Vyborg l'ordre n'a été rétabli que vers 7 heures du soir.<sup>1</sup>

Le jour suivant, la mobilisation des ouvriers n'avait pas diminué. Un mémorandum de l'*okhrana*

---

1 Browder et Kerensky, vol.1, p.34.

rédigé dans la soirée du 24 février déclarait :

La grève des ouvriers qui a eu lieu hier en relation avec la pénurie de pain a continué aujourd'hui ; au cours de la journée 131 entreprises comptant 158.583 ouvriers ont fermé.

Après être arrivés le matin dans leurs usines, les ouvriers des entreprises qui avaient décidé de faire grève sont repartis après de brèves discussions, les uns chez eux et les autres dans les rues, où ils ont commis des désordres...

De cette manière la foule a augmenté rapidement jusqu'à compter deux ou trois mille hommes. Au coin de la perspective Bolchoï et de la rue Grebestkaïa les manifestants se sont heurtés à un détachement de policiers, qui, étant en nombre limité, ont été incapables d'arrêter le mouvement et ont dû les laisser passer. Sur la perspective Kamenostrovsky, la foule a été dispersée par les cosaques et la police montée.

Il y avait parmi les manifestants un grand nombre d'étudiants...

Vers 9 heures du matin, après être arrivés au travail, 3.500 ouvriers de l'usine « Aïvaz » se sont rassemblés dans les locaux de la section des automobiles et ont organisé une réunion au cours de laquelle des orateurs venus de l'extérieur ont exprimé leur mécontentement du gouvernement et ont appelé les ouvriers à s'unir et à manifester énergiquement, exigeant de la Douma l'élimination du gouvernement actuel ; en même temps ils insistaient sur le fait que si ils agissaient, ils seraient soutenus non seulement par les ouvriers mais aussi par des employés, par ceux des chemins de fer, des tramways, du télégraphe et de la poste. Les revendications seraient accompagnées par des manifestations, mais il ne devait y avoir aucune destruction. Ils devaient marcher dans les rues en groupes séparés en non en foule, et ils devaient essayer d'atteindre la Douma vers 3 heures de l'après-midi. En conclusion, une résolution exigeant le renvoi du gouvernement a été adoptée. Une foule d'environ 3.000 travailleurs descendant la perspective Nevsky se sont arrêtés devant le N° 80 et ont écouté un orateur qui appelait au renversement du régime en place et qui a proposé qu'ils se retrouvent le lendemain, 25 février, à midi près de la cathédrale de Kazan.

Dans la communication du sergent de police sur la base duquel l'événement ci-dessus est relaté, il était ajouté : « Les cosaques, qui se tenaient près de la foule, ne l'ont pas dispersée. » Il y a d'autres communications concernant l'« inactivité » des cosaques et des soldats.<sup>2</sup>

Le lendemain, le 25 février, le rapport de l'*okhrana* était encore plus alarmiste, faisant observer que les troupes, et même les cosaques, n'étaient pas disposés à réprimer les ouvriers.

Le 25 février, une foule d'environ 6.000 ouvriers venant de la perspective Bolchoï Samsonievsky par la rue Botkinskaïa et allant vers la rue de Nijni Novgorod a rencontré des cosaques et un détachement de policiers ; parmi eux se trouvait, sur son cheval, le chef de la police du 5<sup>ème</sup> district. La foule l'a désarçonné et a commencé à le frapper avec des bâtons et un crochet de fer utilisé pour les aiguillages de tramway ; les policiers ont tiré dans la foule (à l'évidence les cosaques étaient passifs) et des tirs ont été échangés. Le chef de la police a été sérieusement blessé et transporté dans un hôpital militaire.

La foule est toujours sur place. Des détails sont en cours de vérification...

Le... 25 février, le rapport du contrôle du 1<sup>er</sup> poste de police du district Vassilievsky au

---

2 Browder et Kerensky, vol.1, pp.34-35.



bataillon de réserve du régiment de la Garde de Finlande – dont une copie a été transmise à l'*okhrana* – parle aussi de l'inactivité des cosaques. Le rapport nous a avisés des désordres qui se sont produits le 25 sur l'île Vassilievsky, désordres qui ont été réprimés par la police et les soldats du régiment de Finlande, alors que « le peloton du 1<sup>er</sup> régiment des cosaques du Don, qui est arrivé sur les lieux, n'a pris aucune mesure pour rétablir l'ordre... »

Si des mesures résolues ne sont pas prises pour faire cesser les désordres, des barricades pourraient apparaître lundi.

Il faut noter que, parmi les unités militaires mobilisées pour réprimer les désordres, on a pu observer des cas de fraternisation avec les manifestants, et certaines unités ont même montré leur approbation, encourageant la foule en disant : « pressez plus fort ». Si l'initiative est perdue que la direction est prise par la couche supérieure des révolutionnaires clandestins, les événements risquent de prendre des proportions très graves.<sup>3</sup>

Le 26 février, pour la première fois, paraît dans un rapport de l'*okhrana* la description directe d'une mutinerie de soldats :

Le sergent de police Kharitonov a rapporté qu'à six heures du soir la 4<sup>ème</sup> compagnie du régiment Pavlovsk de la Garde, dans un moment d'indignation contre le détachement d'entraînement [de leur régiment], qui avait été envoyé sur la perspective Nevsky , et qui avait tiré sur la foule après avoir quitté sa caserne située dans l'école d'équitation des écuries de la cour, s'est dirigé vers la perspective Nevsky sous le commandement d'un sous-officier dans l'intention de faire quitter leur poste [aux éléments du détachement d'entraînement] ; cela dit, sur son chemin, à proximité de l'église du Christ-Sauveur, la 4<sup>ème</sup> compagnie a rencontré une patrouille montée de 10 policiers ; les soldats ont insulté les policiers, les appelant « pharaons » et tirant sur eux à plusieurs reprises, tuant un policier et un cheval, et blessant un policier et un cheval. Puis les soldats (de la 4<sup>ème</sup> compagnie) sont rentrés dans leur caserne, où ils ont monté une mutinerie. Le colonel Eksten est venu pour la faire cesser et a été blessé par un des soldats ; sa main a été coupée ; plus tard un détachement du régiment Préobrajensky de la Garde a été appelé ; il a désarmé et encerclé les mutins.

Le 26 février, le général Khabalov reçut un télégramme péremptoire du tsar ainsi rédigé : « Je vous ordonne de mettre fin à partir de demain à tous les désordres dans les rues de la capitale, qu'il est impossible de permettre à l'heure où la patrie conduit une guerre difficile contre l'Allemagne ».

L'ordre du tsar provoqua un changement radical dans la tactique des autorités militaires de Pétrograd. Jusque là l'usage des armes à feu avait été évité. Désormais Khabalov donnait à ses officiers subalternes l'instruction de faire tirer sur la foule si celle-ci refusait de se disperser après les sommations. Les régimes faisaient un pari. Si les troupes obéissaient, le mouvement révolutionnaire serait brisé. Mais si elles refusaient ?

Pour intensifier leur démonstration d'action résolue, la police arrêta une centaine de personnes dans la nuit du 26 février, parmi lesquels cinq membres du comité de St-Pétersbourg du parti bolchevik. Superficiellement, les événements de cette journée, qui était un dimanche, représentaient une victoire pour le gouvernement. Le feu fut ouvert sur la foule en quatre endroits différents du centre de la ville ; et sur la place

---

3 Browder et Kerensky, vol.1, pp.35-36.

Znamenskaïa, un détachement du régiment Volinsky utilisa des mitrailleuses aussi bien que des fusils, avec pour résultat qu'une quarantaine de personnes furent tuées et autant blessées. Vers le soir il y eut un début de rébellions dans le régiment Pavlov ; mais il fut neutralisé avec l'aide d'autres troupes, et les meneurs emprisonnés dans la forteresse Pierre-et-Paul.<sup>4</sup>

Le jour suivant, cependant, la mutinerie se répandit dans l'armée. Cette révolte, qui devait transformer les manifestations de rue en une révolution victorieuse, commença dans l'unité même qui avait infligé les plus lourdes pertes aux manifestants la veille – le régiment Volinsky. Pendant la nuit, les soldats avaient discuté de leurs impressions sur la fusillade de la journée, et s'étaient mis d'accord pour ne plus tirer sur la foule. Lorsque le capitaine Lachkévitich parut dans la caserne du détachement le matin du 27 février, il fut accueilli aux cris de « Nous ne tirerons pas ».

Un rapport de l'*okhrana* raconte :

A 9 heures du matin, le sergent de police Lioubitsky rapporta que les détachements d'entraînement du régiment Volinsky s'étaient révoltés au N°13/15 de l'Allée de Vilna, et que le capitaine Lachkévitich, qui commandait les cadres, avait été tué par un coup de fusil ; plus tard, le régiment Litovsky s'était révolté ; il est cantonné dans la caserne de la rue Kirotnaïa, où il a commencé à piller l'arsenal, emportant des cartouches et des fusils dans des automobiles ; la partie du régiment Préobrajensky qui est stationnée dans cette caserne s'est jointe à eux.

Le sergent Lioubitsky a rapporté qu'à midi, dans le régiment Préobrajensky (rue Kirotnaïa N°37), les soldats ont tué le colonel Bogdanovitch, commandant le régiment, parce qu'il avait refusé de distribuer des cartouches et des armes ; des groupes de ces soldats se sont dispersés en direction de la perspective Nevsky, de la Douma et du district de Vyborg, où sont situés les arsenaux de ce régiment ; ils ont envoyé des soldats, à cheval et en voiture, à toutes les autres unités militaires dans le but de [les inciter à la] mutinerie. Des tirs ont commencé. Les foules dans les rues Gospitalnaïa, Paradnaïa et autres sont très nombreuses.<sup>5</sup>

Selon [N.N. Soukhanov](#), témoin oculaire honnête et excellent chroniqueur de la révolution, près de vingt-cinq mille soldats avaient quitté leurs casernes pour se joindre à la foule alors que le reste de la garnison – forte de 160.000 hommes – n'était pas vraiment prête à réprimer les ouvriers.<sup>6</sup> Selon une autre source, jusqu'à 70.000 soldats avaient rejoint les 385.000 travailleurs en grève le 27 février.<sup>7</sup>

Le 28 février vit l'effondrement final des forces tsaristes ; les dernières troupes demeurées « loyales » se rendirent, la forteresse Pierre-et-Paul capitula sans tirer un coup de fusil, et les ministres du tsar soit furent arrêtés, soit se rendirent aux nouvelles autorités.

## Une révolution spontanée

La révolution était complètement spontanée et non planifiée. Comme Trotsky le déclare fort justement : « ... personne, absolument personne – on peut l'affirmer catégoriquement sur la base de tous les documents recueillis – ne pensait encore que la journée du 23 février marquerait le début d'une offensive décisive contre l'absolutisme. »<sup>8</sup>

---

4 Chamberlin, vol.1, p.77.

5 Browder et Kerensky, vol.1, pp.38-39.

6 N.N. Soukhanov, [Записки о революции](#).

7 I.A. Alouf, « О некоторых вопросах Февральской революции », *Вопросы истории КПСС*, n° 1, 1967.

8 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, I. Février](#), Paris, Seuil, 1950, p.144.

Soukhanov observe : « *Aucun parti ne se préparait au grand soulèvement.* »<sup>9</sup>

De la même manière, un ancien directeur de l'*okhrana* déclara que la révolution fut un phénomène « purement spontané (...) et non le fruit du travail d'agitation d'un parti. »<sup>10</sup>

Le dirigeant ouvrier [Kaïourov](#), du comité bolchevik du district de Vyborg, qui prit part très activement à la Révolution de Février, affirme que le 23 février « personne ne pensait à une possibilité aussi imminente de révolution. » Lorsque le 22 février quelques ouvrières s'étaient réunies pour discuter de l'organisation de la Journée Internationale de la Femme le lendemain, Kaïourov leur avait conseillé de s'abstenir de toute action hâtive.

Cette action des ouvrières du textile représentait une absence de prise en compte flagrante de la position du comité de district du parti et de plus j'avais moi-même appelé les ouvrières, seulement la veille, à rester calmes et disciplinées. (...)

Mais le fait était là, il s'agissait de le prendre en compte ; il fallait y réagir d'une manière ou d'une autre. Une réunion fut tenue avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires ; il fut résolu (à vrai dire, à contre-cœur) de soutenir les ouvrières en grève, de plus on accepta ma suggestion selon laquelle du moment qu'il était décidé d'entrer dans la protestation, alors il fallait en même temps faire sortir tous les travailleurs, sans exception, et être nous-mêmes à la tête des grèves et des manifestations.<sup>11</sup>

Ce ne fut que le 25 février que les bolcheviks sortirent leur premier tract appelant à la grève générale – alors que 200.000 ouvriers avaient déjà posé les outils!

Le même jour, [Chliapnikov](#), le dirigeant bolchevik de Pétrograd, refusa de fournir des armes aux travailleurs insistants : « J'ai catégoriquement refusé de rechercher des armes, et demanda que les soldats soient entraînés dans le soulèvement pour pouvoir fournir des armes à tous (...). C'était plus difficile que d'obtenir quelques douzaines de revolvers ; mais c'était là tout le programme d'action. »<sup>12</sup> Est-ce que Chliapnikov voyait à long terme, ou avait-il peur de prendre ses responsabilités ?

Mais retournons à Kaïourov : il pouvait écrire, longtemps après les faits, « Absolument aucune initiative d'orientation émanant des centres du parti ne fut ressentie... Le comité de St-Pétersbourg avait été arrêté, et le représentant du Comité central, le camarade Chliapnikov, était incapable de donner la moindre directive pour le jour suivant. »

Le dimanche 26 février fut relativement calme. Les usines étaient fermées, de sorte qu'il était difficile de juger de la force des masses. Les ouvriers ne pouvaient se rassembler dans les usines comme ils l'avaient fait au cours des journées précédentes, et cela handicapait la manifestation. Et naturellement, des dirigeants de base comme Kaïourov ne pouvaient évaluer l'humeur du peuple. Moyennant quoi, au soir de ce même dimanche il parvenait à la conclusion suivante : « la révolution est terminée. Les manifestants sont désarmés. Personne ne peut faire quoi que ce soit contre le gouvernement maintenant qu'il est passé à l'action de façon décisive. »

Une corroboration de la nature spontanée de la Révolution de Février est apportée par une autre source – l'*okhrana*. Le 26 février, un de ses agents, dont le pseudonyme était « Limonine », infiltré dans le parti bolchevik, rapportait :

Le mouvement qui a commencé a éclaté sans qu'aucun parti le prépare, et sans la moindre discussion préliminaire d'un quelconque plan d'action. Les cercles

9 Soukhanov, op. cit.

10 General E.K. Klimovitch, [Падение царского режима](#), Leningrad 1927, vol.1, p.98.

11 V. Kaïourov, [Дни Февральской революции](#), [http://dk1868.ru/bolshev\\_vosp/S7305126.JPG](http://dk1868.ru/bolshev_vosp/S7305126.JPG) et [http://dk1868.ru/bolshev\\_vosp/S7305127.JPG](http://dk1868.ru/bolshev_vosp/S7305127.JPG)

12 A.G. Chliapnikov, [Семнадцатый год](#), Moscou-Petrograd 1923, vol.1, p.86.

révolutionnaires n'ont commencé à réagir que vers la fin du deuxième jour, lorsque le désir de développer le succès du mouvement jusqu'à ses extrêmes limites est devenu perceptible... L'attitude générale des masses n'appartenant à aucun parti est la suivante : le mouvement a commencé spontanément, sans préparation, uniquement sur la base de la crise alimentaire.<sup>13</sup>

On doit se hâter de dire que la spontanéité de la révolution ne signifie pas que ses participants et ses dirigeants de base étaient dépourvus d'idées politiques. Trotsky a posé la question : « Qui donc a guidé la Révolution de Février ? » Et il a donné la réponse pertinente suivante :

nous pouvons ... répondre avec la netteté désirable : des ouvriers conscients et bien trempés qui, surtout, avaient été formés à l'école du parti de Lénine. Mais nous devons ajouter que cette direction, si elle était suffisante pour assurer la victoire de l'insurrection, n'était pas en mesure de mettre, dès le début, la conduite de la révolution entre les mains de l'avant-garde prolétarienne.<sup>14</sup>

### ***La bourgeoisie a peur de prendre le pouvoir***

Tout au long de son histoire, la bourgeoisie russe s'est montrée couarde et contre-révolutionnaire. Sazonov, le ministre tsariste des affaires étrangères, a correctement évalué les choses lorsqu'il a dit, lors du conseil des ministres du 26 août 1915 : « [Milioukov](#) [le dirigeant des cadets] est le plus grand des bourgeois, et il craint une révolution sociale plus que toute autre chose. Et la majorité des cadets tremblent pour leurs capitaux. »<sup>15</sup>

Même pendant les journées des 25-27 février, alors que le tsarisme subissait la plus sévère attaque populaire, la bourgeoisie essayait toujours d'éviter la révolution en s'entendant avec la monarchie. [Soukhanov](#) écrit :

En ce qui concerne les cercles dirigeants, toutes leurs pensées et tous leurs efforts allaient dans le sens, non pas de modeler la révolution, de se coller à elle, de tenter de la dominer et d'en former la crête, mais exclusivement de l'éviter. Des tentatives d'accord et de combinaisons avec le tsarisme furent entreprises ; le jeu politique battait son plein. Mais tout ceci non seulement en toute indépendance du mouvement populaire, mais à ses dépens et à l'évidence dans le but de le détruire. (...)

A ce moment-là (...), la position de la bourgeoisie (...) était absolument claire : elle consistait, d'une part à se dissocier de la révolution et à la livrer au tsarisme, et de l'autre à l'exploiter pour ses propres manœuvres.<sup>16</sup>

Cela dit, cette position ne pouvait plus être tenue lorsqu'il devint évident, les 27 et 28 février, que la révolution était victorieuse. Alors, les capitalistes essayèrent de piller la révolution qu'ils n'avaient pas soutenue.

En fait, à ce moment-là Milioukov, et dans sa personne toute la Russie censitaire, était confronté à un problème véritablement tragique... Aussi longtemps que le tsarisme n'était pas abattu une fois pour toutes, il était nécessaire de s'y accrocher, de le *soutenir*, et de construire tout le programme intérieur et extérieur du libéralisme national *sur sa base*. Ceci était compris par tout élément averti de la bourgeoisie. (...)

Mais que fallait-il faire alors que le tsarisme était *presque* tombé sous les coups du

---

13 Browder et Kerensky, vol.1, pp.37-38.

14 Trotsky, [op. cit.](#), p.196.

15 Iakhontov, [op. cit.](#)

16 Soukhanov, [op. cit.](#)

mouvement populaire mais qu'en définitive son sort n'était pas connu ? A l'évidence, la solution naturelle était de rester neutre jusqu'à la dernière minute, ne pas brûler ses vaisseaux (...) Mais (...) en pratique, il était clair qu'il devait y avoir des *limites* spécifiques à la neutralité, au-delà desquelles la neutralité elle-même brûlerait les vaisseaux d'un côté et peut-être des *deux*. C'est là qu'on doit être particulièrement lucide, souple, mobile.

Mais (...) la vraie tragédie commence plus tard. Que fallait-il faire après que la révolution populaire ait balayé le tsarisme de la surface de la terre ? Prendre le pouvoir des mains du tsarisme était naturel. Se battre aux côtés du tsarisme pour briser la révolution, si elle essayait de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et le tsarisme d'un seul mouvement, était encore plus naturel et absolument nécessaire. (...) Mais si, d'un côté, le tsarisme est condamné, et de l'autre la possibilité d'*être à la tête de la révolution n'était pas exclue* ? *Si une perspective de l'utiliser se faisait jour*, que faire alors ? Que fallait-il faire alors ? Prendre le pouvoir des mains de la révolution et de la démocratie après qu'elles soient devenues maîtresses de la situation ?<sup>17</sup>

Le 27 février, [Rodzianko](#), grand propriétaire et monarchiste sans nuances, alla voir le tsar à la recherche d'un compromis : avec un nouveau tsar, peut-être le tsarévitch Alexis avec son oncle Michel comme régent, ou si nécessaire Michel lui-même comme tsar. Mais cela n'aboutit à rien. Nicolas abdiqua et offrit la couronne à son frère, mais celui-ci n'était pas prêt à la prendre sans garanties pour sa sécurité, qui ne pouvaient lui être données dans cette situation. Et donc ce fut la fin de la monarchie.

Je ne sais pas qui Rodzianko est allé chercher et avec qui il a parlé au nom de la Douma et de toutes les classes possédantes. Mais, en tout cas, il était devenu clair à ce moment que la tactique de défaite de la révolution par un « front uni » avec les forces du tsarisme était peut-être devenue encore plus risquée que celle visant à vaincre le mouvement démocratique en *essayant d'exploiter* la révolution et de la juguler en la « rejoignant » et en « étant à sa tête ». (...)

Notre bourgeoisie, en trahissant le peuple non pas le jour ou le lendemain du renversement, mais avant même que le renversement ait lieu ; en n'ayant pas commencé la révolution, afin de se retourner contre le peuple au moment opportun, mais en ayant été traînée par les cheveux dans le mouvement, obligée à faire demi-tour vers la révolution populaire pleinement développée, notre bourgeoisie ne laissait aucune place au doute en ce qui concernait ses buts.<sup>18</sup>

Malheureusement pour la bourgeoisie, avant même l'abdication du tsar une nouvelle institution était née – le Soviet de Pétrograd. En l'espace de quelques jours il n'y eut plus une seule ville de Russie qui n'avait pas son soviét. Le 22 mars, 77 soviets étaient en contact avec celui de Pétrograd (sans compter les conseils de soldats et les conseils d'usine).<sup>19</sup>

## **Le Soviet a le pouvoir**

Le soir du vendredi 24 février, des élections à un soviét de députés ouvriers avaient déjà eu lieu dans les usines de Pétrograd. Ainsi le Soviet était né avant même la victoire finale de la Révolution de Février.

Dès le 28 février, écrit Soukhanov,

---

17 Ibid.

18 Ibid.

19 V.V. Koutouzov, ed., *Великая Октябрьская социалистическая революция – Хроника событий*, Moscou 1957, vol.1, p.219.

le pouvoir de fait ou, pour mieux dire, la force réelle était entre *ses* mains [du Soviet], dans la mesure où il y avait une quelconque autorité à ce moment-là de manière générale. Et cela était évident pour un quelconque badaud

Formellement, le pouvoir appartenait au comité de la Douma... Mais ce n'était qu'un pouvoir sur le papier, ou, si vous voulez, un pouvoir « moral »... dans ces heures cruciales de convulsion il était encore absolument incapable de *diriger l'Etat*.

La seule organisation qui pouvait rétablir « l'ordre et la vie normale dans la ville » était le Soviet,

qui commençait à gagner et à organiser les masses des ouvriers et des soldats. Il était clair pour tout le monde que toutes les organisations ouvrières existantes (quelles qu'elles soient) étaient à la disposition du Soviet, et que c'était à lui de remettre en marche les tramways, les usines et les journaux à l'arrêt, et même de rétablir l'ordre et protéger l'habitant moyen un peu partout des excès à l'aide des milices qui se formaient.<sup>20</sup>

Un mois plus tard, à la fin mars, les choses n'avaient pas changé.

La popularité et l'autorité du Soviet ont continué à grossir comme une boule de neige parmi les larges masses urbaines et rurales... non seulement parmi ces masses mais aussi dans la bonne société, dans les institutions auxiliaires privées et étatiques, s'est enracinée la conscience d'une force concrète, des capacités réelles du Soviet, en même temps que la conscience de l'impuissance du pouvoir et de ses organes.

La machine gouvernementale officielle, dans un domaine après l'autre, se mit de plus en plus à vide. Indépendamment de ce que chaque côté désirait, le mécanisme officiel se trouvait supplanté par le Soviet.<sup>21</sup>

Le Soviet devait rester le pouvoir le plus important du pays jusqu'à la fin du régime de Février.

### **Mais la bourgeoisie devrait avoir le pouvoir...**

Pour les dirigeants mencheviks il était axiomatique que le pouvoir devait être entre les mains de la bourgeoisie, dans la mesure où, conformément à leur « marxisme », ceci était ordonné par les lois immuables de l'histoire.

Même Soukhanov, qui se situait à l'aile d'extrême gauche, internationaliste, du menchevisme, était l'esclave complet de cette conviction. Ainsi, dès avant la Révolution de Février il était clair pour lui que :

Le pouvoir qui devait prendre la place du tsarisme doit être exclusivement *bourgeois*... Toute la machine d'Etat disponible, l'armée des bureaucrates, les *zemstvos* et les municipalités censitaires, qui avaient eu la coopération de toutes les forces de la démocratie, pourraient obéir à Milioukov, mais pas à [Tchkeïdzé](#). Il n'y avait d'ailleurs, et ne pouvait avoir, aucune autre machine.<sup>22</sup>

Si quiconque osait lever un doigt contre la bourgeoisie, elle serait poussée à une attitude contre-révolutionnaire, qui aboutirait à la défaite de la révolution.

La bourgeoisie, comme un seul homme, aurait jeté tout son poids dans la balance au côté du tsarisme et formé avec lui un front uni et solide contre la révolution. (...) Cela veut dire soulever contre la révolution toute la classe moyenne, toute la presse... Dans ces circonstances une prise du pouvoir par des mains socialistes signifierait l'échec

---

20 Soukhanov, [op. cit.](#)

21 Soukhanov, [op. cit.](#)

22 Soukhanov, [op. cit.](#)

inévitable et immédiat de la révolution.<sup>23</sup>

S'ajoutant à l'impossibilité de renverser la bourgeoisie venait la guerre. Seule la bourgeoisie pouvait agir en matière de politique étrangère. Il était, dit Soukhanov,

Mais ajouter à toutes les difficultés d'une révolution un changement immédiat et radical de la politique étrangère, avec toutes ses conséquences imprévisibles, à toutes les difficultés d'une révolution me semblait absolument insensé... Il me semblait absolument indispensable de faire reposer temporairement les problèmes de la politique étrangère sur les épaules de la bourgeoisie, dans le but de créer la possibilité d'une lutte pour la liquidation la plus rapide et la plus indolore de la guerre sous un gouvernement bourgeois qui appliquerait la politique militaire de l'autocratie... Il était alors clair *a priori* que si on devait compter sur un pouvoir bourgeois et unir la bourgeoisie à la révolution, il était temporairement nécessaire de *remiser les slogans contre la guerre...*<sup>24</sup>

### **Les dirigeants du Soviet supplient la bourgeoisie de prendre le pouvoir**

Le Soviet avait tous les pouvoirs entre ses mains, mais il était contraint par la politique de ses dirigeants de le transférer à la bourgeoisie libérale. [Tséréteïli](#), l'homme fort des mencheviks au Soviet, expliquait la « nécessité d'un accord avec la bourgeoisie. Il ne peut y avoir d'autre position et d'autre voie pour la révolution. Certes toutes les forces sont à nous. Le gouvernement tomberait si nous levions le petit doigt, mais ce serait un désastre pour la révolution. »<sup>25</sup> Et donc les dirigeants du Soviet suppliaient les dirigeants libéraux de prendre le pouvoir. Ils les menaçaient des pires conséquences s'ils se dérobaient. Ils promettaient de mettre un terme aux excès des masses et d'imposer des restrictions volontaires au Soviet lui-même.

Soukhanov explique :

Il faut se garder de lui présenter [à la bourgeoisie] des revendications et des conditions qui pourraient leur faire considérer l'expérience comme sans intérêt et les faire se tourner vers d'autres méthodes de consolidation de leur pouvoir de classe.

Il faut faire tous les efforts pour ne pas rompre l'alliance. Et par conséquent se limiter à un programme *minimal*, vraiment indispensable. (...)

Fondamentalement, je pensais qu'il n'y avait qu'une seule condition : *l'assurance d'une liberté politique complète dans le pays, une liberté absolue d'organisation et d'agitation.*<sup>26</sup>

Le Soviet avait le pouvoir de gouverner mais était prêt à y renoncer, si seulement les capitalistes voulaient bien promettre de ne pas le dissoudre et le bâillonner. Ses dirigeants priaient, cajolaient, menaçaient... Ils faisaient tout leur possible pour forcer la bourgeoisie à prendre le pouvoir.

Le 27 février, Soukhanov « menaçait » Milioukov, le dirigeant de la bourgeoisie, en ces termes :

En ce moment même, quelques salles plus loin, le Soviet des députés ouvriers se réunit. Le succès du soulèvement populaire signifie que dans quelques heures, si ce n'est le pouvoir d'Etat, alors la force réelle réel dans l'Etat, ou tout du moins à St-Petersbourg, sera *entre ses mains*. Avec la capitulation du tsarisme, c'est précisément le *Soviet* qui est le maître de la situation. En même temps, les revendications populaires vont inévitablement, dans de telles circonstances, se porter jusqu'aux plus extrêmes limites. Le mouvement n'a pas besoin d'être contrôlé par quiconque au moment présent – il est déjà en décroissance rapide sans cela. Mais le confiner dans des limites définies

---

23 Soukhanov, [op. cit.](#)

24 Soukhanov, [op. cit.](#)

25 Soukhanov, [op. cit.](#)

26 Soukhanov, [op. cit.](#)

nécessiterait des efforts énormes. En même temps, une tentative de retenir les revendications populaires à l'intérieur de certaines limites serait assez risquée ; elle pourrait discréditer les groupes qui sont à la tête de la démocratie aux yeux des masses populaires... Le mouvement pourrait se transformer en (...) un déchaînement incontrôlable des éléments.<sup>27</sup>

Deux jours plus tard, en tant que membre d'une délégation de l'exécutif du soviét, Soukhanov disait au gouvernement provisoire : « Le Soviet... laisserait la formation d'un Gouvernement provisoire aux éléments censitaires, considérant que ceci découle de manière générale de la conjoncture actuelle et que cela s'accorde aux intérêts de la révolution. »<sup>28</sup>

Quelle fut la réaction du Gouvernement provisoire ?

Milioukov s'était orienté de façon excellente dans la situation. Il comprenait que sans un accord avec le Soviet des députés ouvriers aucun gouvernement ne pouvait être formé ou rester en vie. Il comprenait qu'il était entièrement entre les mains du Comité Exécutif [du Soviet] de donner le pouvoir à un régime censitaire ou de le lui retirer. Il voyait où résidait la véritable force, avec laquelle il était indispensable d'être en contact, il voyait dans quelles mains se trouvaient les moyens d'assurer au nouveau pouvoir aussi bien les conditions indispensables de son travail que son existence même... Quant à la nature « minimale » de nos demandes et l'attitude générale prise par le... Comité Exécutif, Milioukov ne s'était pas attendu à une telle « modération » et à un tel « bon sens. » Il était agréablement surpris par notre attitude générale sur la question du pouvoir et éprouvait la plus grande satisfaction de la... solution du problème de la guerre et de la paix en lien avec la formation du pouvoir. Il ne songeait même pas à dissimuler sa satisfaction et sa surprise agréable.

Et Milioukov dit : « Oui, je pensais en vous écoutant à quel point notre mouvement ouvrier a progressé depuis l'époque de 1905. »<sup>29</sup>

### ***La bourgeoisie accepte le pouvoir d'une révolution qu'elle déteste***

V.B. Stankévitch, qui avait ses entrées dans les cercles bourgeois, décrit l'ambiance dans ces milieux après la révolution :

Officiellement, ils célébraient, louaient la révolution, criaient « hurra! » aux combattants de la liberté, se paraient de rubans rouges, défilaient sous des drapeaux rouges. (...) Tout le monde disait « nous », « notre » révolution, « notre » victoire et « notre » liberté. Mais au fond d'eux-mêmes, dans leurs discussions privées, ils étaient horrifiés, tremblaient, se sentaient prisonniers d'une force élémentaire hostile qui avançait sur une route inconnue. (...) Inoubliable est la silhouette de Rodzianko, cet homme imposant, ce personnage éminent, lorsque, préservant une dignité majestueuse mais avec une expression de profonde souffrance et de désespoir figée sur son visage blafard, il traversait une foule de soldats dépenaillés dans les couloirs du Palais de Tauride.<sup>30</sup> Officiellement on avait noté : « les soldats sont venus soutenir la Douma dans sa lutte contre le gouvernement » mais en fait la Douma avait été dissoute dès le premier jour. Et la même expression était sur les visages de tous les membres du Comité Provisoire de la Douma et des cercles qui gravitaient autour. On dit que les représentants du bloc progressiste, chez eux, pleuraient hystériquement de désespoir

---

27 Soukhanov, [op. cit.](#)

28 Soukhanov, [op. cit.](#)

29 Soukhanov, [op. cit.](#)

30 Où à la fois le Comité provisoire de la Douma – et plus tard le Gouvernement provisoire – et le Soviet des députés ouvriers et soldats tenaient leurs réunions.



impuissant.<sup>31</sup>

Le témoignage de V.V. Choulguine, membre de la Quatrième Douma et partisan du Gouvernement provisoire, est encore plus révélateur. Dans ses mémoires, il écrit :

Le flot incessant, inépuisable d'humanité déversait dans la Douma des visages toujours nouveaux... Mais aussi nombreux fussent-ils, ils avaient tous un seul visage : abject, animal, obtus ou bien abject, diabolique, haineux...

Mon dieu, que c'était laid ! Si laid qu'ayant grincé des dents, je sentais en moi une fureur mélancolique, impuissante et de ce fait d'autant plus virulente.

Des mitrailleuses : voilà ce que je voulais. Car je sentais que seules la langue des mitrailleuses était capable de convaincre la foule, qu'elle seule, que le plomb seul pouvait repousser dans son antre la bête effroyable qui s'était échappée.

Hélas, cette bête était.... sa majesté le peuple russe...

Ce que nous craignions, que nous essayions d'éviter à tout prix, était à présent un fait. La révolution avait commencé. (...) <sup>32</sup>

Ah, des mitrailleuses ici, des mitrailleuses !...

Mais nous n'avions pas de mitrailleuses. Nous ne pouvions pas en avoir.

La grande erreur, notre stupidité irréparable à nous tous était que nous ne nous étions assurés aucune véritable force. Si nous avions eu ne serait-ce qu'un régiment sur lequel on pût compter, et un seul général déterminé, la situation aurait pu tourner différemment.

Mais nous n'avions ni l'un ni l'autre... et de plus, nous ne pouvions en avoir.

A ce moment là Pétrograd n'avait déjà plus – ou toujours pas — de troupes « loyales »...

Les officiers. Nous parlerons d'eux plus tard. A ce moment là, personne ne songer à « s'appuyer sur le corps des officiers ». <sup>33</sup>

Le Gouvernement provisoire et le Soviet ne filaient pas le grand amour ; c'était purement un mariage de raison. Détestant le Soviet dont il recevait le pouvoir d'Etat, le Gouvernement provisoire serrait les dents et acceptait son soutien.

Soukhanov écrit :

Il est possible qu'un tel mouvement (...) attriste [la bourgeoisie]. Mais malgré tout c'était de toutes façons le moindre mal et la seule issue pour elle. (...) Il était nécessaire de prendre possession de tout cela, même au prix d'un compromis, même si le coût était élevé. Pour cela il n'y avait qu'un seul moyen réel.

Ce moyen, c'était un mariage formelle avec la majorité petite-bourgeoise du Soviet. L'amour en était absent – mais il y avait un calcul clair et évident. En lui-même le Soviet n'était pas, bien sûr, désirable ; mais il y avait la question de la *dot*. Et en dot le

---

31 V.B. Stankevich, *Воспоминания. 1914-1919 Г.*, Berlin 1920, pp.70-71.

32 V.V. Choulguine, *Дни*, Belgrade 1925.

33 *Ibid.*

Soviet devait apporter l'armée, le véritable pouvoir, une et un soutien immédiats, et tous les moyens techniques de l'administration.<sup>34</sup>

## **Pourquoi les dirigeants du Soviet ont-ils transmis le pouvoir au Gouvernement provisoire ?**

Comment expliquer le fait qu'une révolution victorieuse, qui avait fait des ouvriers et des soldats les maîtres de la situation, n'ait pas renversé l'ordre bourgeois ? Pourquoi les dirigeants du Soviet ont-ils donné le pouvoir à la bourgeoisie libérale ?

Il serait insuffisant de se borner à invoquer l'idéologie du menchevisme, qui considérait la révolution comme bourgeoise. Le paradoxe ne pourrait davantage être expliqué par le fait que les socialistes-révolutionnaires (et avec eux les mencheviks) parlaient de « démocratie révolutionnaire » — ni bourgeoise ni socialiste — vidant ainsi le régime politique de son contenu social. Pourquoi ces idées ont-elles dominé ? La réponse se trouve dans la prépondérance, au début de la révolution, des masses petites-bourgeoises — essentiellement des paysans — menées par des intellectuels, et dans l'immaturation de la révolution.

La base de représentation du Soviet donnait l'avantage aux soldats — paysans en uniforme. Il y avait un délégué par compagnie de soldats contre un délégué pour mille ouvriers. Au départ, les compagnies en question avaient été celles des régiments de réserve aux effectifs gonflés, avec chacune mille soldats ou plus, mais bientôt toutes les compagnies, indépendamment de leurs effectifs, envoyaient un délégué au Soviet. Moyennant quoi les 150.000 soldats de la garnison avaient une représentation du double de celle des 450.000 ouvriers de la ville.<sup>35</sup> Les soldats avaient donc quatre à cinq fois plus de représentants que les ouvriers proportionnellement à leur nombre ; il y avait au Soviet deux mille soldats et huit cents ouvriers.<sup>36</sup>

Parmi les ouvriers, au surplus, ceux des petites unités étaient bien mieux représentés que ceux des grandes usines. Celles-ci, qui comptaient 87 % des ouvriers de Pétrograd, avaient 484 délégués au Soviet, alors que les autres, représentant 13 % des travailleurs, avaient 422 délégués.<sup>37</sup>

Et qui représentait les soldats ? Essentiellement des intellectuels petits-bourgeois. Voici comment Soukhanov décrit les représentants des soldats au Soviet immédiatement après la Révolution de Février :

La plupart de ces délégués des soldats et des officiers composaient une masse démocratique de droite, ou purement petite-bourgeoise, ou à l'état d'esprit tout simplement cadet. C'était, en partie, des gens de professions et d'opinions libérales, qui s'étaient hâtivement affublés d'une étiquette socialiste, indispensable dans les organisations démocratiques des soviets ; mais, en partie, c'était en fait des soldats présentés par des organisations de soldats en conformité avec le sentiment belliciste qui dominaient chez eux. La plupart d'entre eux se regroupaient autour du noyau SR.<sup>38</sup>

Le parti SR (Socialiste-Révolutionnaire), de loin le plus nombreux du Soviet, attirait des masses d'éléments petits-bourgeois et même bourgeois.

---

34 Soukhanov, [op. cit.](#)

35 A.G. Chliapnikov, *Семнадцатый год.*

36 A.L. Sidorov et al., eds., *Великая октябрьская Социалистическая революция : Документы и материалы*, Moscou 1957, vol.1, p.283.

37 M. Ferro, *La révolution de 1917*, Albin Michel, 1997, p. 252.

La même sous-représentation des grandes usines et la sur-représentation des petites unités existait dans les soviets d'autres villes. Ainsi, à Moscou, les vingt entreprises géantes (comme Goujon, Dynamo, etc.), avec leur 72.000 ouvriers, étaient représentées au Soviet par 60 délégués, alors que les petites entreprises (moins de 400 ouvriers), qui comptaient aussi 72.000 ouvriers, avaient plus de cent délégués. (A.V Loukachev, « Борьба большевиков за революционную политику Московского Совета рабочих депутатов в период двоевластия », *Вопросы истории КПСС*, n° 8, 1967.)

38 Soukhanov, [op. cit.](#)

C'était la démocratie petite-bourgeoise – paysans, boutiquiers, coopérateurs, roturiers, le « troisième collègue », la grande masse de l'intelligentsia indigente... Dans le plus grand parti avaient afflué même certains grands bourgeois à fort tempérament et certains propriétaires terriens aux effusions libérales, et suivant les pas du très populaire Kerensky, le nouveau ministre de la guerre, Kérénsky, des masses compactes de militaires – officiers de carrière et même généraux – adhéraient au parti SR. Deux mois et demi auparavant, aucun de ces derniers n'aurait hésité à fusiller ou à confier au bourreau tout passant qu'il aurait soupçonné d'être un SR.<sup>39</sup>

## ***La dualité de pouvoir***

Cela dit, un régime basé sur la dualité du pouvoir est destiné à être très instable. Il comporte de façon inhérente la probabilité d'une guerre civile entre les deux pouvoirs d'Etat. Comment maîtriser les deux au milieu d'une crise révolutionnaire montante ? A cela le menchevik de gauche Soukhanov tentait de donner une réponse théorique :

Il faut se représenter toute la complexité des conditions d'une révolution victorieuse profondément démocratique, qui avait fait du prolétariat le véritable maître de la situation, tout en laissant intactes les fondations de l'ordre bourgeois et même l'autorité formelle des vieilles classes dirigeantes ; il faut comprendre toute la complexité et la nature contradictoire de cette situation créée par ces circonstances de la révolution pour apprécier à quel point la question de la direction dans la question du *travail* était dans cette période difficile, délicat, épineux ; quelle expérience, quelle fermeté, quel tact et quelle adresse cette question demandait, entre le marteau et l'enclume, entre les ouvriers et les employeurs qui protestaient, se rebellaient, menaçaient sans cesse de grèves et de lock-outs.<sup>40</sup>

Il ne pouvait y avoir qu'une réponse au problème posé par la double souveraineté, si elle devait être préservée : un pouvoir – le Soviet – devait se subordonner à l'autre – le Gouvernement provisoire. Et c'était exactement ce que les dirigeants mencheviks et SR s'efforçaient de réaliser.

Les masses déployaient largement les revendications *la paix, la terre et le pain*. Le gouvernement ne pouvait pas et ne voulait rien céder. Et dans ce conflit, ce contentieux, cette lutte de classe, le Soviet était du côté du gouvernement. Il présentait le sabotage du gouvernement comme la mise en œuvre du programme, et il invitait les masses au calme et à la loyauté. *C'est à dire que le Soviet luttait contre le peuple et la révolution pour la position et pour la politique du gouvernement censitaire.*<sup>41</sup>

Les capitalistes savaient qu'ils étaient impuissants. « Le Gouvernement provisoire ne dispose d'aucun pouvoir véritable, » écrivait Goutchkov, le ministre de la guerre, au général Alexéïev le 9 mars,

et ses instructions ne sont appliqués que dans la mesure où le Soviet des Députés Ouvriers et Soldats le permet. Le soviets a dans ses mains les éléments les plus importants du véritable pouvoir, comme la troupe, les chemins de fer, les postes et le télégraphe. Il est possible de dire crûment que le Gouvernement Provisoire n'existe que dans la mesure où le Soviet des Députés Ouvriers et Soldats l'autorise. En particulier, dans le domaine militaire il n'est possible aujourd'hui de donner des instructions que s'ils ne sont pas en conflit fondamental avec celles du Soviet sus-mentionné.<sup>42</sup>

Le Soviet « était obligé de consacrer toute son énergie à transmettre au gouvernement, à déposer à

---

39 Soukhanov, [op. cit.](#)

40 Soukhanov, [op. cit.](#)

41 Soukhanov, [op. cit.](#)

42 A.G. Chliapnikov, [Семнадцатый год](#), p.299.

ses pieds la totalité de son pouvoir. C'était là la « ligne du Soviet ». »<sup>43</sup>

Et sous quelle bannière l'armée de la petite bourgeoisie marchait-elle derrière la bourgeoisie ? La réponse est : la démocratie. Les dirigeants mencheviks et socialistes-révolutionnaires, dans la Russie de 1917, ne faisaient que confirmer ce que Engels écrivait à [Bebel](#) le [11 décembre 1884](#) sur le rôle de la « démocratie pure », qui prendra

... importance momentanée sous la forme d'un parti *bourgeois* extrême, (...) la dernière planche de salut de toute l'économie bourgeoise et même féodale. Dans un tel moment, toute la masse réactionnaire se tiendra derrière elle et lui donnera une force accrue — tout ce qui est réactionnaire se donne alors des airs démocratiques.... Quoi qu'il en soit, le jour de la crise et le lendemain, notre seul adversaire, ce sera la masse réactionnaire regroupée autour de la démocratie pure — et c'est ce qu'il ne faut pas, à mon avis, perdre de vue.

## **Lénine explique**

Lénine, à la différence de Soukhanov et d'autres mencheviks, n'avait aucun goût pour l'explication futile du sort de la révolution selon un schéma supra-historique, aux termes duquel la révolution était bourgeoise parce que des lois immuables en avaient décidé ainsi. Pour Lénine, la clé était l'action. Dans une brochure écrite au début d'avril, intitulée [Les tâches du prolétariat dans notre révolution](#), il expliquait que les conciliateurs contrôlaient le Soviet du fait (1) de l'immaturation de la révolution et (2) du poids de la masse petite-bourgeoise.

Notre révolution... a d'un seul coup *mis en mouvement* un nombre incalculable de petits bourgeois... Des millions et des dizaines de millions d'hommes en léthargie politique depuis dix ans, politiquement abêtis par le joug effroyable du tsarisme et par un labeur de forçat au profit des grands propriétaires fonciers et des fabricants, *se sont éveillés et aspirent* à la vie politique. Or, qui sont ces millions et ces dizaines de millions d'hommes ? Pour la plupart, des petits patrons, des petits bourgeois, des gens qui tiennent le milieu entre les capitalistes et les ouvriers salariés. La Russie est le pays le plus petit-bourgeois d'Europe.

Une formidable vague petite-bourgeoise a tout submergé ; elle a écrasé le prolétariat conscient non seulement par le nombre, mais aussi par son idéologie, c'est-à-dire qu'elle a entraîné de très larges milieux ouvriers, les a contaminés de ses idées politiques petites-bourgeoises.<sup>44</sup>

La petite-bourgeoisie tendait à faire confiance aux capitalistes :

La crédulité aveugle à l'égard des capitalistes, ces pires ennemis de la paix et du socialisme : voilà ce qui caractérise la politique actuelle des *masses* en Russie ; voilà ce qui s'est développé avec une rapidité révolutionnaire sur le terrain économique et social du pays le plus petit-bourgeois d'Europe. Telle est la base de classe de l'« accord » ... entre le gouvernement provisoire et le soviét des députés ouvriers et soldats...<sup>45</sup>

Du fait de l'influence de la petite-bourgeoisie, le pouvoir avait été donné à la bourgeoisie.

Autre particularité très importante de la révolution russe : le Soviet des députés soldats et ouvriers de Pétrograd qui, tout porte à le croire, jouit de la confiance de la majorité des soviets locaux, remet *volontairement* le pouvoir d'Etat à la bourgeoisie et à son

---

43 Soukhanov, [op. cit.](#)

44 Lénine, [Œuvres](#), vol.24, pp.53-54.

45 Lénine, [Œuvres](#), vol.24, p.54.

Gouvernement provisoire, cède volontairement le pas à ce dernier après avoir conclu avec lui un accord pour le soutenir...<sup>46</sup>

Le résultat était le double pouvoir.

Cette dualité de pouvoir se traduit par l'existence de deux gouvernements : le gouvernement principal, véritable, effectif, de la bourgeoisie, le « Gouvernement provisoire » de Lvov et C<sup>ie</sup>, qui a en mains tous les organes du pouvoir, et un gouvernement à côté, complémentaire, un gouvernement « de contrôle », représenté par le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, qui n'a pas en mains les organes du pouvoir d'Etat, mais s'appuie directement sur la majorité indéniable du peuple, sur les ouvriers et les soldats en armes.<sup>47</sup>

Mais cela ne pouvait durer longtemps.

La dualité de pouvoir ne reflète qu'une période transitoire du développement de la révolution, la période où cette dernière est allée au-delà d'une révolution démocratique bourgeoise ordinaire, mais n'a pas encore abouti à une dictature du prolétariat et de la paysannerie « à l'état pur ».<sup>48</sup>

La Révolution de Février avait échoué à renverser le capitalisme non pas du fait d'une loi supra-historique du « marxisme » menchevik, mais à cause de l'immaturation de la révolution, c'est-à-dire du manque de conscience de classe et d'organisation du prolétariat. Comme le dit Lénine dans ses *Thèses d'avril* (voir chapitre 7) :

Ce qu'il y a d'original dans la situation actuelle en Russie, c'est la *transition* de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa *deuxième* étape, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie.<sup>49</sup>

La Révolution de Février avait abouti à l'établissement du Gouvernement provisoire, dirigé par le prince [Lvov](#) et constitué essentiellement de cadets et d'octobristes. Ses personnalités les plus importantes étaient [Milioukov](#) (affaires étrangères) et [Goutchkov](#) (guerre). [Kérensky](#), ministre de la justice, était le seul « socialiste » à en faire partie. Ce gouvernement avait le soutien des dirigeants conciliateurs du Soviet – les socialistes-révolutionnaires, dont le principal dirigeant était [Tchernov](#), et les mencheviks, dont le leader à l'époque était [N.S. Tchkeïdzé](#).

---

46 Lénine, [Œuvres](#), vol.24, p.54.

47 Lénine, [Œuvres](#), vol.24, p.52.

48 Lénine, [Œuvres](#), vol.24, p.53.

49 Lénine, [Œuvres](#), vol.24, p.12.

## Chapitre 7 — Lénine réarme le parti

### ***Le parti bolchevik après la Révolution de Février***

Même si la révolution a été dirigée par des ouvriers conscients qui étaient bolcheviks pour la plupart, elle n'a pas été dirigée par le parti bolchevik. De plus, le nombre de travailleurs conscients actifs dans la révolution pourrait être compté en milliers, voire en dizaines de milliers, alors que le nombre de ceux qui furent engagés dans la révolution se mesurerait en millions. Il n'est pas étonnant que les dirigeants de base bolcheviks actifs dans la Révolution de Février, même s'ils ont pu assurer la victoire de l'insurrection, n'aient pu conquérir le pouvoir politique pour la classe ouvrière ou le Parti bolchevik.

Les usines Poutilov, avec leurs 40.000 ouvriers, ne comptaient que 150 bolcheviks en février 1917 ; dans le quartier ouvrier et industriel de Vyborg il n'y avait pas plus de 500 bolcheviks.<sup>1</sup> Sur les 1.500-1.600 délégués du Soviet de Pétrograd en février, il n'y avait que 40 bolcheviks.<sup>2</sup>

La proportion des bolcheviks dans le Soviet de Pétrograd était encore plus basse que leur proportion réelle dans le peuple, parce que les mencheviks et les SR s'étaient rués à l'assaut des sièges du Soviet pendant que beaucoup de bolcheviks participaient encore aux batailles de rues. I. Zalejky observait, à la réunion du 4 mars du Comité de Pétersbourg des bolcheviks,

que la conquête des sièges au Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd par les liquidateurs [les mencheviks et les SR – *TC*] avait eu lieu parce que dans la période où les bolcheviks agissaient dans l'illégalité, les liquidateurs étaient libres de leurs mouvements. Dans les premiers jours de la révolution de février les bolcheviks étaient avec les masses dans les rues, et les liquidateurs se sont précipités à la Douma.<sup>3</sup>

Les bolcheviks étaient à l'époque dans un désarroi politique complet. Ils constituaient à peine un groupe distinct au Soviet. [Soukhanov](#) décrit ainsi la situation à l'époque :

... les fractions elles-mêmes n'avaient pas encore pris forme dans le Soviet. Les références à l'appartenance à un parti étaient très rares. Les opinions se mélangeaient et étaient encore très faiblement différenciées.

Du point de vue des fractions les députés s'asseyaient dans un désordre complet. (...) Pendant ces journées, il n'y avait pas de tendance à se regrouper par fraction, et les députés prenaient place là n'importe comment.<sup>4</sup>

Soukhanov soutient que lors de la session du Comité exécutif du Soviet du 1<sup>er</sup> mars, lorsque la question à l'ordre du jour fut celle de la transmission du pouvoir à la bourgeoisie, aucune voix ne s'éleva pour s'y opposer, malgré le fait que 11 des 39 membres du Comité exécutif étaient bolcheviks, et que les trois membres du Bureau russe du Comité central étaient présents ([Chliapnikov](#), [Molotov](#), [Zaloutsky](#)).<sup>5</sup> A la session plénière du Soviet du 2 mars, seuls 15 des 40 bolcheviks présents votèrent contre le transfert des pouvoirs au Gouvernement provisoire – c'est-à-dire à la bourgeoisie.<sup>6</sup>

Le 3 mars, le Comité de Pétersbourg du Parti bolchevik adopta une résolution selon laquelle il « ne

1 Kutuzov, ed., *Великая Октябрьская социалистическая революция – Хроника событий*, Moscou 1957, vol.1, p.5.

2 A.G. Chliapnikov, [Семнадцатый год](#), p.215.

3 P.F. Kudelli (ed.), *Первый легальный Петербургский комитет большевиков в 1917 г.*, Moscou-Leningrad, 1927, p.16.

4 Soukhanov, [op. cit.](#)

5 [ibid.](#)

6 Shliapnikov, [Семнадцатый год](#), p. 411.

s'opposerait pas au pouvoir du Gouvernement provisoire *aussi longtemps* que ses activités correspondront aux intérêts du prolétariat et des larges masses démocratiques du peuple ».<sup>7</sup> La formule « aussi longtemps que » (*postolku, postolku*) apparut dans la résolution du Comité exécutif du Soviet de Pétrograd sur les relations avec le Gouvernement provisoire, et devint une façon d'évoquer cette politique particulière de soutien au gouvernement.

A nouveau, lorsque certains bolcheviks du Soviet de Pétrograd déposèrent une résolution appelant le Soviet à former un gouvernement, ils n'eurent que 19 voix, de nombreux membres du parti votant contre la motion.<sup>8</sup>

Il n'est pas douteux que le fait que les mencheviks et les SR aient une large majorité au Soviet influençait l'attitude des bolcheviks. Comme dit Chliapnikov : « Evidemment, la victoire des social-démocrates mencheviks et des socialistes-révolutionnaires au dernier plénum [du Soviet le 2 mars], sur la question du pouvoir, a causé au Comité de Pétersbourg un choc psychologique qui l'a poussé sur sa droite. »<sup>9</sup>

### ***La position du Comité de Vyborg***

Il faut tout de même dire clairement qu'il existait une résistance à la ligne opportuniste du Comité de Pétersbourg et de l'aile droite du groupe bolchevik au Soviet. La résolution du Comité de Pétersbourg soutenant le Gouvernement provisoire « *postolku, postolku* » rencontra des résistances dans le comité lui-même, trois membres du Comité de Vyborg votant contre : [K.I. Choutko](#), [M.I. Kalinine](#), et [N.G. Tolmatchev](#).<sup>10</sup>

Le Comité du district de Vyborg, qui avait le district de Pétrograd le mieux organisé dans les quartiers ouvriers du nord-ouest de la ville, adopta une ligne de gauche constante. En fait, il joua un rôle central dans la Révolution de Février. Non seulement il était fortement impliqué dans l'action dans l'un des deux quartiers à majorité ouvrière de la ville (l'autre étant le district de Narva), mais en plus le 26 février il prit le commandement de toute l'organisation bolchevique de Pétrograd après l'arrestation de la plupart des membres du Comité de Pétersbourg.

A Vyborg étaient situés les ateliers de mécanique les plus modernes. Pour mesurer l'influence des bolcheviks, tout au long de la période entre février et octobre les bolcheviks gardèrent la majorité au Soviet du district de Vyborg. A Kronstadt, qui avait toujours été considérée comme une citadelle du bolchevisme, il n'y avait que 11 députés sur environ 300 au début de la période, et en octobre seulement 136, soit moins de la moitié du Soviet. En fait, le Comité du district de Vyborg avait une influence sur Kronstadt et Helsingfors, les bastions du bolchevisme dans la période menant à Octobre.

Le Comité du district de Vyborg était également bien organisé, et avait participé pleinement au plus grand événement du siècle, la révolution victorieuse de Février. Il avait toutes les raisons d'avoir confiance en lui-même.

Le 27 février, pendant la révolution elle-même, il avait sorti un tract appelant à l'élection d'un soviet, au renversement révolutionnaire de l'autocratie et au transfert du pouvoir au Soviet.<sup>11</sup>

Des résolutions exigeant le transfert du pouvoir aux soviets furent votées à l'unanimité dans des réunions d'usine. Une réunion générale des bolcheviks de Vyborg en date du 1<sup>er</sup> mars adopta une résolution appelant les soviets à prendre immédiatement le pouvoir et à dissoudre le Comité provisoire de la Douma.<sup>12</sup>

7 Kudelli, op. cit., p.19.

8 Shliapnikov, [Семнадцатый год](#), p.215.

9 Ibid, p. 228.

10 ibid., p.228. Kudelli, op. cit., p.11.

11 *КПСС в борьбе за победу Социалистической революции в период двоевластия 27 февраля - 4 июля 1917 г. Сборник документов*, Moscou 1957, p.171.

12 ibid., p.172.

Le 5 mars, O.G. Oufchits, de Vyborg, déposa le projet de résolution suivant dans une réunion du Comité de Pétersbourg du Parti bolchevik :

1. La tâche de l'heure est la mise en place d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, émanant de l'unification des soviets locaux de députés ouvriers, paysans et soldats dans toute la Russie.
2. Pour se préparer à la prise complète du pouvoir central il est nécessaire de : a) renforcer le pouvoir des soviets de députés ouvriers et soldats ; b) procéder localement à une prise du pouvoir partielle en dissolvant les organes de l'ancien pouvoir et en les remplaçant par des soviets de députés ouvriers, paysans et soldats, dont la tâche sera d'armer le peuple, l'organisation de l'armée sur des principes démocratiques, la confiscation des terres et la satisfaction de toutes les autres revendications du programme minimum...

Le pouvoir du Gouvernement provisoire qui a été constitué par le Comité provisoire de la Douma d'Etat ne sera reconnu et soutenu que jusqu'à la formation d'un gouvernement révolutionnaire des soviets de députés ouvriers, paysans et soldats et uniquement dans la mesure où ses actes seront conformes aux intérêts du prolétariat et des larges masses démocratiques.<sup>13</sup>

Choutko, le membre du Comité de Pétersbourg venant de Vyborg, fut le seul à voter pour cette résolution, le vote d'Oufchits étant consultatif.

La formulation des positions du Comité du district de Vyborg avait beaucoup de points communs avec les [Lettres de loin](#) de Lénine et ses [Thèses d'avril](#). Elle parlait, comme Lénine, du besoin de transférer le pouvoir aux soviets. Mais à la différence de Lénine les camarades de Vyborg limitaient la compétence du nouveau gouvernement au programme minimum ; ils n'allaient pas au-delà du vieux programme bolchevik de dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, c'est-à-dire des limites de la révolution bourgeoise.

### **Le Comité de Pétersbourg**

Le conflit entre le Comité du district de Vyborg et le Comité de Pétersbourg reflétait des divergences radicales dans les attitudes du mouvement gréviste du moment.

La bataille pour la journée de huit heures se poursuivit pratiquement pendant tout le mois de mars.<sup>14</sup> Le 5 mars le Soviet de Pétrograd adopta par 1.170 voix contre 30 une résolution appelant tous les ouvriers à reprendre le travail. Le Comité du district de Vyborg des bolcheviks déclara cette résolution nulle et non avenue aussi longtemps que les travailleurs n'auraient pas obtenu la journée de huit heures, une augmentation de salaire, etc. Le comité organisa une manifestation contre la décision du Soviet, déclarant :

Le Comité du district de Vyborg du POSDR(b), ayant discuté de la question de la reprise du travail, considère que le Comité de Pétersbourg devrait organiser une manifestation de toute la ville, dans la mesure où il considère qu'au moment présent, le prolétariat devrait engager une lutte encore plus déterminée sur les mots d'ordre de base : république démocratique, journée de travail de huit heures, confiscation de toutes les terres, et qu'aussi le moment exige que nous donnions une réponse claire à la question de la guerre. Nous considérons que le mot d'ordre de fin à la guerre devrait être mis en avant dans cette manifestation.<sup>15</sup>

Mais le Comité de Pétersbourg refusa de soutenir la résolution. Les camarades de Vyborg étaient furieux. Un délégué de Vyborg déclara à la réunion du 7 mars du Comité de Pétersbourg : « Le

<sup>13</sup> Kudelli, op. cit., pp.19-20.

<sup>14</sup> Voir [infra, chap.12, L'apparition des comités d'usine](#).

<sup>15</sup> Kudelli, op. cit., p.27.



district de Vyborg exprime son mécontentement face au retard pris par le Comité de Pétersbourg pour porter ses décisions à l'attention des usines. C'est pourquoi il a décidé de mettre en œuvre la journée de travail de huit heures de manière indépendante dans son district. »

En plus, la résolution suivante de Vyborg fut proposée (et notée) :

Le Comité du district de Vyborg du POSDR(b), ayant discuté de la décision du Soviet de Pétrograd des députés ouvriers et soldats de reprendre le travail, considère cette décision comme prématurée dans la mesure où il n'y a pas eu de décision sur les conditions de travail.

Il y avait toute une série de raisons pour que le Comité de Pétersbourg fût autant à droite du Comité de district de Vyborg. D'abord, il était plus éloigné de la base et moins intégré dans les masses prolétariennes. Ensuite, comme l'a fait remarquer un historien, la majorité du Comité de Pétersbourg n'avait pas participé à la Révolution de Février, et certains de ses membres étaient éloignés du champ de bataille (étant en prison) depuis longtemps.<sup>16</sup>

La gauche du Comité de Pétersbourg, qui avait voté contre le soutien conditionnel au Gouvernement provisoire (« *postolku, postolku* »), était constituée par les trois délégués de Vyborg nommés ci-dessus.

### ***Le Bureau russe du Comité central***

Une troisième position, entre celle du Comité de Pétersbourg et celle du Comité du district de Vyborg, fut prise par le Bureau russe du Comité central. Ce bureau avait trois membres, [Chliapnikov](#), [Molotov](#) et [Zaloutsky](#). L'essentiel du Comité central élu en 1912 était en exil, à l'étranger ou en Sibérie. Le Bureau russe représentait sur place le comité en exil. Ses trois membres avaient échappé à l'arrestation pendant la guerre et furent actifs pendant la Révolution de Février.

Le 27 février, le Bureau publia un manifeste « à tous les citoyens de Russie ». Le manifeste appelait à la formation d'un gouvernement révolutionnaire provisoire :

La tâche de la classe ouvrière et de l'armée révolutionnaire est de créer un gouvernement provisoire révolutionnaire qui dirigera la nouveau régime, le nouveau régime républicain... Les ouvriers de toutes les usines et de toutes les fabriques, de même que les troupes insurgées, doivent élire sans délai leurs représentants au gouvernement révolutionnaire provisoire, qui doit être formé par les révolutionnaires insurgés et leurs armées.

La tâche de ce gouvernement devrait être l'exécution du programme minimum et la préparation de l'assemblée constituante ;

Le gouvernement révolutionnaire provisoire doit décréter des lois provisoires qui garantiront la liberté et les droits du peuple, confisquer les terres de l'église et de la couronne et les donner au peuple, instituer la journée de huit heures, et convoquer une assemblée constituante sur la base du suffrage universel direct, égalitaire et secret.<sup>17</sup>

Les buts du Bureau russe et du Comité du district de Vyborg étaient les mêmes. La différence était dans l'accent mis par ce dernier sur la création d'un gouvernement provisoire par en bas à travers la formation de soviets.

Le Bureau craignait que la ligne du Comité du district de Vyborg ne mène à une insurrection prématurée, et le 3 mars il ordonna le retrait du tract qui circulait à Vyborg et appelant au

---

16 D.A. Longley, « The Divisions in the Bolshevik Party in March 1917 », *Soviet Studies*, July 1972.

17 Sidorov, op. cit., Vol.1, pp.3-4.

renversement du Gouvernement provisoire.<sup>18</sup>

Dans la première moitié de mars, le Bureau coopta un certain nombre de nouveaux membres. Le nouveau Bureau élargi était, semble-t-il, un peu plus à gauche que le précédent. Le 9 mars, cependant, il adopta une résolution sur le Gouvernement provisoire qui était encore considérablement à droite du Comité du district de Vyborg. Même s'il était plus critique du gouvernement que le précédent, et si sa déclaration comportait un certain nombre d'éléments révolutionnaires, il mentionnait le Soviet comme « l'embryon du pouvoir révolutionnaire », tout en se contredisant en parlant de la nécessité d'une division du travail entre le Soviet et le Gouvernement provisoire.

Dès maintenant, ces soviets doivent exercer le contrôle le plus décisif sur toutes les activités du Gouvernement Provisoire et de ses agents aussi bien au centre que dans les localités ; et assumer eux-mêmes un certain nombre de fonctions de caractère étatique et économique liées à la désorganisation complète de la vie économique du pays et à la nécessité d'appliquer les mesures les plus résolues pour protéger la population affamée et ruinée par la guerre. Par conséquent la tâche du jour est : La concentration des forces autour du Soviet de députés ouvriers et soldats en tant qu'embryon du pouvoir révolutionnaire, seul capable de repousser les tentatives de la contre-révolution tsariste et bourgeoise ainsi que de satisfaire les revendications de la démocratie révolutionnaire et d'expliquer la véritable nature de classe du présent gouvernement.

Le parti considère que la tâche la plus urgente et la plus importante des soviets, dont l'accomplissement garantira seule la victoire sur toutes les forces de la contre-révolution et le développement plus avant et l'approfondissement de la révolution, est l'armement général du peuple et, en particulier, la création immédiate de gardes rouges ouvrières dans tout le pays.<sup>19</sup>

Cette résolution du Bureau russe présentait les soviets comme les dépositaires du nouveau pouvoir.

Ainsi, malgré les hésitations et l'incertitude, le Comité du district de Vyborg et le Bureau russe s'orientaient tous deux vers une position proche de celle qui était celle de Lénine *avant* qu'il ne revienne en Russie, même si elle était très différente de sa position concernant les limites bourgeoises démocratiques de la révolution.

Sur la question de la guerre le Comité de Pétersbourg était à droite du bureau. Au mieux, les vues de la majorité du Comité de Pétersbourg étaient confuses. Les minutes du comité du 7 mars rapportent :

Le cam. Fedorof, G.F., tout en étant en principe pour terminer la guerre, considère catégoriquement impossible d'exiger qu'il y soit mis fin, car si le front est affaibli il y a un risque de perdre ces libertés que nous avons déjà réussi à obtenir. Le danger de l'établissement d'une administration allemande est un danger considérablement plus grand que la restauration du gouvernement pré-révolutionnaire.

Le cam. Avilov, B.V., a formulé l'opinion du Comité de Pétersbourg de la manière suivante : 1) la guerre est impérialiste ; 2) la fin de la guerre devrait être le résultat des actions concertées du prolétariat international ; 3) une fin immédiate de la guerre dans les conditions actuelles, c'est-à-dire la continuation du pouvoir du gouvernement impérialiste allemand et la présence du danger de contre-révolution en Russie, est inadmissible ; au contraire, nous devons déclarer que jusqu'à ce que ces dangers soient écartés notre front doit être défendu contre les attaques allemandes.<sup>20</sup>

18 Kudelli, op. cit., p.11.

19 Sidorov, op. cit., Vol.1, p.106 ; L.Trotsky, [Сталинская Школа Фальсификаций](#), Berlin 1932.

20 Kudelli, op. cit., p.24-26.

## **Kaménev, Staline et Mouranov**

Le désarroi dans les rangs bolcheviks fut accru par le retour de [Kaménev](#), [Staline](#) et [Mouranov](#) de Sibérie. Les 1<sup>er</sup> mars, ils arrivèrent dans la capitale et prirent en charge immédiatement la direction de la *Pravda*, dont la parution avait commencé une semaine plus tôt. Les camarades acceptèrent cette démarche comme naturelle, puisqu'après tout deux de ces hommes (Kaménev et Staline) étaient les seuls membres du Comité central en Russie à l'époque, et que le troisième (Mouranov) était un ancien député de la Douma. Le changement dans la rédaction de la *Pravda* amena le journal à virer fortement à droite. Comme l'a dit Soukhanov : « En un éclair, le journal devint méconnaissable. »<sup>21</sup>

Les nouveaux responsables de la publication annoncèrent que les bolcheviks soutiendraient de façon décisive le Gouvernement provisoire « aussi longtemps qu'il lutterait contre la réaction et la contre-révolution » — oubliant que l'agent le plus important de la contre-révolution à l'époque était ce même Gouvernement provisoire. Le nouveau comité de rédaction ne s'exprimait pas moins catégoriquement sur la guerre. Ainsi, Kaménev prit une position presque impossible à distinguer de celle des social-chauvins :

La guerre continue. La grande révolution russe ne l'a pas interrompue, et personne ne nourrit l'espoir qu'elle finira demain ou après-demain. Les soldats, les paysans et les ouvriers de Russie qui sont partis à la guerre à l'appel du tsar déposé, et qui ont versé leur sang sous sa bannière, se sont libérés, et les drapeaux tsaristes ont été remplacés par les drapeaux de la révolution. Mais la guerre va continuer, parce que l'armée allemande n'a pas suivi l'exemple de l'armée russe et obéit toujours à son empereur, qui se jette avidement sur sa proie sur les champs de la mort.

Lorsqu'une armée fait face à une armée, la politique la plus absurde serait de proposer que l'une des deux dépose ses armes et rentre à la maison. Cette politique ne serait pas une politique de paix mais une politique d'esclavage, une politique qu'un peuple libre rejeterait avec indignation. Non, il restera vaillamment à son poste, répondant balle pour balle et obus pour obus. Ceci est inévitable.

Le soldat et l'officier révolutionnaires, ayant renversé le joug du tsarisme, ne quitteront pas leurs tranchées pour céder la place au soldat et à l'officier allemands ou autrichiens, qui jusqu'à présent n'ont pas eu le courage de renverser le joug de leur propre gouvernement. Nous ne devons permettre aucune désorganisation des forces militaires de la révolution. La guerre doit être terminée de façon organisée, par un pacte entre des peuples libres, et non par la soumission à la volonté du voisin conquérant et l'impérialiste.<sup>22</sup>

Chliapnikov a écrit :

Le jour où sortit le premier numéro de la *Pravda* « transformée », le 15 mars, fut un jour d'allégresse défensiste. Tout le palais de Tauride, depuis les affairistes du Comité de la Douma d'Etat, jusqu'au cœur même de la démocratie révolutionnaire – le Comité Exécutif – était comblé par une nouveauté : la victoire des bolcheviks modérés, raisonnables, sur les extrémistes. Au Comité Exécutif même, on nous reçut avec des sourires venimeux... Lorsque ce numéro de la *Pravda* arriva dans les usines, il y causa une profonde perplexité parmi les membres de notre parti et nos sympathisants, ainsi qu'une satisfaction sardonique chez nos adversaires... L'indignation dans les quartiers fut énorme, et lorsque les prolétaires apprirent que la *Pravda* était tombée entre les mains de trois de ses anciens dirigeants, revenus de Sibérie, ils exigèrent leur exclusion

---

21 Soukhanov, [op. cit.](#)

22 L.B. Kamenev, [Без тайной дипломатии.](#)

du parti.<sup>23</sup>

La *Pravda* fut bientôt obligée d'imprimer une véhémence protestation des militants de Vyborg : « Si le journal ne veut pas perdre la confiance des quartiers ouvriers, il doit porter et portera la lumière de la conscience révolutionnaire, si blessante soit-elle pour les hiboux de la bourgeoisie. »<sup>24</sup>

Alors que le Comité du district de Vyborg protestait contre la ligne éditoriale de la *Pravda*, le Comité de Pétersbourg tombait de plus en plus sous son influence. Ainsi, le 18 mars, Kaménev proposa qu'il transforme sa politique « aussi longtemps que » envers le Gouvernement provisoire en soutien pur et simple ; malgré une certaine opposition, le comité adopta la proposition de Kaménev.<sup>25</sup>

Malgré les protestations du district de Vyborg et celles de nombreux ouvriers, jusqu'au retour de Lénine en Russie la ligne politique générale de la *Pravda* continua à obliger le Gouvernement provisoire et les partisans de la défense nationale, et à se montrer conciliante envers le gouvernement sur la question de la guerre.

### ***Dans tout le pays...***

Il faut dire clairement que la ligne de la *Pravda* – selon laquelle la révolution était de nature démocratique bourgeoise, que le gouvernement devait être soutenu *postolku postolku* et que des concessions devaient être faites à la « défense nationale » — était suivie par les dirigeants bolcheviks locaux dans toute la Russie. Il est peu probable que ce fût simplement sous l'influence de la *Pravda*.

Le journal bolchevik de Kharkov, le *Sotsial-Démokrat*, imprimait le 19 mars :

Jusqu'à ce que la démocratie allemande prenne le pouvoir dans ses mains notre armée doit rester ferme comme un mur d'acier, armée de la tête aux pieds contre le militarisme prussien, car la victoire du militarisme prussien est la mort de notre liberté.<sup>26</sup>

Le quotidien bolchevik de Moscou, le *Sotsial-Demokrat* déclarait le 20 mars : « Tant que la paix n'est pas signée – nous ne jetons pas nos armes. »<sup>27</sup>

La formule du soutien au Gouvernement provisoire fut utilisée à plusieurs reprises, par exemple dans le *Krasnoïarsku Rabotchi*, le journal bolchevik de Krasnoïarsk, le 15 mars<sup>28</sup> et dans le *Sotsial-Demokrat* de Moscou le 9 mars<sup>29</sup> et en avril.<sup>30</sup> Le journal bolchevik de Kharkov alla jusqu'à exiger du Gouvernement provisoire qu'il applique le programme minimum du parti !<sup>31</sup>

A Bakou l'enthousiasme des dirigeants bolcheviks était tel qu'ils entrèrent dans le Gouvernement provisoire local.<sup>32</sup>

### ***La Conférence bolchevique panrusse***

Les dirigeants bolcheviks Kaménev et Staline formulèrent leur position droitière encore plus clairement lors de la Conférence bolchevique panrusse tenue le 28 mars.<sup>33</sup>

23 Chliapnikov, [Семнадцатый год](#), p.450.

24 Sidorov, op. cit., Vol.1, p.111.

25 Kudelli, op. cit., pp.49-52.

26 Sidorov, op. cit., Vol.1, p.520.

27 *ibid.*, p.528.

28 *ibid.*, p.63.

29 *ibid.*, p.463.

30 *ibid.*, p.163.

31 *ibid.*, p.532.

32 R.G. Suny, *The Baku Commune, 1917-1918*, Princeton 1972, pp.72-75.

33 Le seul compte-rendu complet de cette conférence a longtemps été celui publié par Trotsky en appendice à son livre [Сталинская Школа Фальсификаций](#). Après la mort de Staline, le compte-rendu fut publié en Russie, dans la revue

Dans son rapport intitulé *Sur l'attitude envers le Gouvernement provisoire*, Staline déclarait :

Le pouvoir a été divisé entre deux organes, dont aucun ne détient la totalité du pouvoir. Il y a et il doit y avoir des frictions et une lutte entre eux. Les rôles ont été divisés. Le Soviet des députés ouvriers et soldats a en fait pris l'initiative de transformations révolutionnaires. Le Soviet des députés ouvriers et soldats est le dirigeant révolutionnaire du peuple insurgé ; un organe de contrôle sur le Gouvernement Provisoire. Le dit Gouvernement provisoire a en fait assumé le rôle de consolideur des conquêtes du peuple révolutionnaire. Le Soviet des députés ouvriers et soldats mobilise les forces et exerce le contrôle, le Gouvernement provisoire... lequel joue le rôle de consolideur de ces conquêtes du peuple... Une telle situation a des côtés négatifs, mais aussi des côtés positifs.

Ici Staline néglige les distinctions de *classe*, et parle simplement de la division du travail entre le gouvernement provisoire et les soviets. Les ouvriers et les soldats font avancer la révolution et le gouvernement bourgeois défend et fortifie les conquêtes de la révolution !

Dans la mesure où le Gouvernement Provisoire consolide les étapes de la révolution, nous devons le soutenir ; dans la mesure où il est contre-révolutionnaire, le soutien au Gouvernement provisoire n'est pas permis.

Staline fait ensuite connaître son soutien à la résolution du Soviet des députés ouvriers et soldats de Krasnoïarsk, qui déclarait :

3) ...la soumission du gouvernement provisoire aux revendications fondamentales de la révolution ne peut être assurée que par la pression sans relâche du prolétariat, de la paysannerie et de l'armée révolutionnaire, qui doivent maintenir avec une énergie constante leur organisation autour des soviets des députés ouvriers et soldats qui se sont constitués pendant la révolution, dans le but de transformer ces derniers en la force terrible du peuple révolutionnaire

4) Soutenir le gouvernement provisoire dans ses activités seulement dans la mesure où va sur le chemin de la satisfaction des revendications de la classe ouvrière et de la paysannerie révolutionnaire dans la révolution en cours.

Dans la discussion sur la guerre, qui ne débouche sur aucune résolution de la conférence, l'attaque des bolcheviks de droite était encore plus ouverte et contestable. Ainsi Vassiliev, le délégué de Saratov, déposa une résolution déclarant :

Pas un empan de terre étrangère, pas un kopeck de fortune étrangère n'est nécessaire à la Russie démocratique révolutionnaire. Mais pas un empan de notre sol ni un kopeck de notre fortune ne peut nous être arraché... aussi longtemps que la paix n'est pas conclue nous devons rester armés de pied en cape ; et dans la sauvegarde des intérêts de la nouvelle Russie démocratique nous devons décupler nos forces, car nous défendons à présent notre jeune liberté. L'armée révolutionnaire doit être puissante et invincible. Tout ce qui lui est nécessaire, tout ce qui la renforce doit lui être fourni en abondance par les travailleurs et par le Gouvernement Provisoire. La discipline dans les rangs, étant la condition nécessaire de la force d'une armée, doit être maintenue non par la peur mais par conscience, basée sur la confiance mutuelle des officiers démocrates et des soldats révolutionnaires.

Il y eut à la conférence un certain nombre de protestations contre la ligne Kaménev-Staline. Ainsi [Skrypnik](#) déclara :

le gouvernement ne fortifie pas la révolution, il en entrave le cours. (...)

---

*Вопросы истории КПСС*, 1962, N° 5, pp.106-25 ; N° 6, pp.130-152. La correspondance entre les deux sources est parfait, excepté que la seconde :

1. contient des passages qui ne figurent pas dans l'œuvre de Trotsky, et que
2. omet la dernière journée, quand Lénine a présenté les Thèses d'Avril à la conférence.

Il ne faut plus parler de soutenir le gouvernement. Il y a une conspiration du Gouvernement Provisoire contre le peuple et la révolution, et il est nécessaire de préparer la lutte contre lui.

[Noguine](#) ajouta : « Il est clair que nous ne devrions pas parler de soutien mais de *résistance*. » Mais dans l'ensemble Staline et Kamenev avaient incontestablement la conférence pour eux.

La conférence discuta ensuite de la question de l'unification des bolcheviks et des mencheviks dans un parti unique, que suggérait [Tsérétéli](#). Staline était complètement favorable à la proposition. « Nous devons y aller. Il est nécessaire de définir nos propositions sur la ligne de l'unification. L'unification est possible sur la base de Zimmerwald-Kienthal. »

[Molotov](#) fit connaître son opposition, mais Staline resta sur ses positions :

Il ne faut pas courir en avant et anticiper des désaccords.

Il n'y a pas de vie de parti sans désaccords. Nous dépasserons nos petits désaccords à l'intérieur du parti. (...) Avec ceux qui sont d'accord sur Zimmerwald et Kienthal, c'est-à-dire ceux qui sont contre le défensisme révolutionnaire, nous aurons un parti uni.<sup>34</sup>

L'unité sur la base des vagues résolutions pacifistes de Zimmerwald et Kienthal, des résolutions contre lesquelles Lénine avait voté ! L'unité avec Tsérétéli, l'homme qui avait conduit vers la droite la coalition révolutionnaire mencheviks-socialistes-révolutionnaires, et qui devait trois mois plus tard arrêter et désarmer les bolcheviks !

Ecrivant des années après ces événements, Trotsky déclarait avec justesse : « la lecture des procès-verbaux... appelle plus d'une fois l'étonnement : est-ce donc bien le parti représenté par ces délégués qui, dans sept mois, devait prendre le pouvoir d'une main de fer ? »<sup>35</sup>

## ***En prévision***

Longtemps avant la Révolution de Février 1917, Lénine avait averti que le défensisme risquait de montrer à nouveau son visage hideux une fois le tsar congédié – et que son régime serait remplacé, non pas par le pouvoir prolétarien, mais par un gouvernement démocratique bourgeois. Dans un article intitulé *Comment la politique social-chauvine se retranche derrière des phrases internationalistes* (publié dans le N° 49 du [Sotsial-Demokrat](#), en décembre 1915), il argumentait contre la déclaration suivante de [Martov](#) : « Il va de soi que si la crise en cours devait mener à la victoire d'une révolution démocratique, le caractère de la guerre changerait radicalement. »

Lénine frappa fort :

C'est là une contrevérité absolue et flagrante. Martov ne pouvait pas ignorer que la révolution et la république démocratiques sont une révolution et une république démocratiques bourgeoises. Le caractère de la guerre entre les grandes puissances bourgeoises et *impérialistes* ne serait pas modifié d'*un iota* si, dans une de ces puissances, l'impérialisme militaire-absolutiste-féodal était balayé à bref délai, car l'impérialisme purement bourgeois n'en disparaîtrait pas pour autant, mais en serait au contraire *renforcé*.<sup>36</sup>

Quelques semaines plus tôt, Lénine avait affirmé que « les social-démocrates peuvent accepter de participer au Gouvernement révolutionnaire provisoire... à condition que *ce ne soit pas* avec les révolutionnaires-chauvins. »

---

34 *ibid.*

35 Léon Trotsky, [Histoire de la révolution russe](#).

36 Lénine, *Œuvres*, volume 21, p. 452.

Sont révolutionnaires-chauvins, à nos yeux, ceux qui veulent vaincre le tsarisme pour vaincre l'Allemagne, pour piller les autres pays, pour renforcer la domination des Grands-Russes sur les autres peuples de Russie, etc. Le chauvinisme révolutionnaire a pour base la situation de classe de la petite bourgeoisie. Celle-ci oscille toujours entre la bourgeoisie et le prolétariat. De nos jours, elle oscille entre le chauvinisme (qui l'empêche d'être révolutionnaire d'une façon conséquente, même dans le sens de la révolution démocratique) et l'internationalisme prolétarien. Les porte-parole politiques de cette petite bourgeoisie en Russie sont actuellement les troudoviks, les social-révolutionnaires, le groupe de « Nacha Zaria », la fraction Tchkhéidzé, le Comité d'Organisation, M. Plékhanov et leurs pareils.

Si les révolutionnaires-chauvins triomphaient en Russie, nous serions contre la défense de *leur* « patrie » dans la guerre actuelle. Notre mot d'ordre est : contre les chauvins, fussent-ils révolutionnaires et républicains, *contre* eux et *pour* l'alliance du prolétariat international en vue de la révolution socialiste.<sup>37</sup>

Et avec clairvoyance et une impressionnante faculté d'anticipation, Lénine écrivait :

Une nouvelle division politique est apparue en Russie sur le terrain de rapports internationaux nouveaux, d'un niveau plus élevé, plus développés, plus enchevêtrés. C'est la division nouvelle entre les révolutionnaires chauvins qui veulent la révolution en vue de la victoire sur l'Allemagne, et les révolutionnaires internationalistes prolétariens qui veulent la révolution en Russie *en vue* de la révolution prolétarienne en Occident et en même temps que cette dernière. Cette nouvelle délimitation oppose, somme toute, la petite bourgeoisie urbaine et rurale de Russie au prolétariat socialiste.<sup>38</sup>

Il prévoyait le danger d'une alliance des partisans de la défense nationale démocrates petits-bourgeois avec la bourgeoisie libérale.

Non moins claire est la position de la bourgeoisie libérale : profiter de la défaite et de la révolution grandissante pour obtenir de la monarchie effrayée des concessions et le partage du pouvoir avec la bourgeoisie. Et non moins claire est la position du prolétariat révolutionnaire qui veut mener la révolution jusqu'au bout en mettant à profit les hésitations et les difficultés du gouvernement et de la bourgeoisie. Quant à la petite bourgeoisie, qui constitue la très grande masse de la population de la Russie et commence à peine à s'éveiller, elle avance à tâtons, « à l'aveuglette », à la remorque de la bourgeoisie, prisonnière des préjugés nationalistes, poussée d'une part vers la révolution par les horreurs et les calamités sans précédent, inouïes, de la guerre et de la vie chère, de la ruine, de la misère et de la famine, et, d'autre part, tirée *en arrière* à chaque pas vers l'idée de la défense de la patrie, ou de l'intégrité territoriale de l'Etat russe, ou de la prospérité de la petite paysannerie grâce à la victoire sur le tsarisme et sur l'Allemagne, sans victoire sur le capitalisme.<sup>39</sup>

C'est dire que dans la guerre actuelle le prolétariat russe ne pourrait « défendre la patrie », ne pourrait estimer « que le caractère de la guerre est radicalement modifié », que *dans le seul cas* où la révolution amènerait au pouvoir, précisément, le parti du prolétariat et lui permettrait d'orienter toute la force de l'élan révolutionnaire et de l'appareil d'Etat vers la réalisation immédiate d'une alliance avec le prolétariat socialiste d'Allemagne et d'Europe.<sup>40</sup>

---

37 Ibid., p. 415.

38 Ibid., p. 393.

39 Ibid., p. 394.

40 Ibid.

Sur la base de cette position internationaliste, Lénine développait désormais, après la Révolution de Février, une stratégie révolutionnaire et une tactique complètement nouvelles, dont le premier produit peut être trouvé dans ses [Lettres de loin](#).

### Les *Lettres de loin* de Lénine

Alors que la direction bolchevique était dans un état de désunion, les hauts dirigeants virant vers la défense nationale, le soutien au Gouvernement provisoire et l'unité avec les mencheviks, Lénine fulminait d'être « maudit au loin ». Avant de rentrer en Russie il était déjà très inquiet, sur la base de l'information limitée qui lui parvenait, quant à la position de la direction bolchevique. Une lettre du 30 mars à [J.S. Hanecki](#), membre du Bureau étranger du Comité central des bolcheviks, est alarmante :

Notre parti se déshonorerait à jamais, se suiciderait politiquement, s'il acceptait cette tromperie...

Personnellement, je n'hésite pas une seconde à déclarer, et à déclarer dans la presse, que je préférerais même une scission immédiate avec qui que ce soit dans notre parti à des concessions au social-patriotisme de Kérénski et Cie ou au social-pacifisme et au kautskisme de Tchkhéidzé et Cie.<sup>41</sup>

Après cette menace en apparence impersonnelle, Lénine ajoutait, dans une lettre au Comité central à l'étranger : « Je considère l'intervention de Kaménev... comme le summum de la bêtise, sinon de l'infamie... »<sup>42</sup>

Cela dit, Lénine ne se limita pas à maudire l'opportunisme de Kaménev et de ses acolytes. Il se mit rapidement au travail pour élaborer une stratégie politique pour le parti et le prolétariat. Entre le 7 et le 26 mars il écrivit cinq « *Lettres de loin* » (la cinquième sera inachevée). Seule la première a été publiée dans la *Pravda*. Il y écrivait :

A côté de ce gouvernement – qui n'est au fond qu'un simple commis de la « firme » de milliardaires « Angleterre-France » dans la guerre *actuelle* – a surgi un *gouvernement ouvrier*, le gouvernement principal, non officiel, encore embryonnaire, relativement faible, qui représente les intérêts du prolétariat et de toutes les couches pauvres de la population des villes et des campagnes. C'est le *Soviet des députés ouvriers* de Pétrograd...

Le Soviet des députés ouvriers, organisation des ouvriers, embryon du mouvement ouvrier, représentant des intérêts de l'ensemble des masses *pauvres*, c'est-à-dire des neuf dixièmes de la population, lutte pour la paix, le pain, la liberté...

Quiconque prétend que les ouvriers doivent *soutenir* le nouveau gouvernement afin de combattre la réaction tsariste (...) trahit les ouvriers, trahit la cause du prolétariat, la cause de la paix et de la liberté...

Car la seule *garantie* de la liberté et de la destruction complète du tsarisme réside dans *l'armement du prolétariat*, dans la consolidation, l'extension, le développement du rôle, de l'importance et de la force du Soviet des députés ouvriers.<sup>43</sup>

Lénine produisait des arguments comme une mitrailleuse !

---

41 *ibid.*, Vol.35.

42 *Ibid.*, p. 326.

43 *ibid.*, Vol.23.



... le mot d'ordre, la « tâche du jour » doit être dans cette période : *Ouvriers, vous avez accompli des prodiges d'héroïsme prolétarien et populaire dans la guerre civile contre le tsarisme, vous devez accomplir des prodiges d'organisation prolétarienne et populaire pour préparer votre victoire dans la seconde étape de la révolution.*<sup>44</sup>

Qui étaient les alliés du prolétariat dans la révolution ?

Il a *deux* alliés : en premier lieu, la grande masse du semi-prolétariat et, en partie, des petits paysans de Russie, forte de dizaines de millions d'hommes et constituant l'immense majorité de la population...

En second lieu, le prolétariat russe a pour allié le prolétariat de tous les pays belligérants et de tous les pays en général.<sup>45</sup>

Avec ces deux alliés, le prolétariat peut marcher et marchera, *en utilisant les particularités* de l'actuelle période de transition, d'abord à la conquête de la république démocratique et à la victoire totale des paysans sur les grands propriétaires fonciers, au lieu de la semi-monarchie de Goutchkov-Milioukov, et ensuite au *socialisme*, qui seul donnera aux peuples épuisés par la guerre la *paix*, le *pain* et la *liberté*.<sup>46</sup>

Dans la [Deuxième lettre de loin](#), Lénine affirme clairement le besoin d'une seconde révolution et la nécessité de la formation d'un gouvernement ouvrier : « La république prolétarienne, épaulée par les ouvriers agricoles et par la partie pauvre des paysans et des citadins, peut seule assurer la paix, donner le pain, l'ordre et la liberté. »

La [Troisième lettre](#) va plus loin dans l'élaboration des tâches et de la structure du futur Etat ouvrier :

Nous avons besoin d'un Etat. Mais *non pas tel* que l'a créé partout la bourgeoisie, depuis les monarchies constitutionnelles jusqu'aux républiques les plus démocratiques...

Nous avons besoin d'un Etat, mais *pas* de celui qu'il faut à la bourgeoisie et dans lequel les organes du pouvoir tels que la police, l'armée et la bureaucratie (le corps des fonctionnaires) sont séparés du peuple, opposés au peuple. Toutes les révolutions bourgeoises n'ont fait que perfectionner *cette* machine d'Etat et *la* faire passer des mains d'un parti dans celles d'un autre.

Le prolétariat, lui, s'il veut sauvegarder les conquêtes de la présente révolution et aller de l'avant, conquérir la paix, le pain et la liberté, doit « *démolir* », pour nous servir du mot de Marx, cette machine d'Etat « toute prête » et la remplacer par une autre, en *fusionnant* la police, l'armée et le corps des fonctionnaires avec *l'ensemble du peuple en armes*. En suivant la voie indiquée par la Commune de Paris de 1871 et de la révolution russe de 1905, le prolétariat doit organiser et armer *tous* les éléments pauvres et exploités de la population, afin qu'*eux-mêmes* prennent directement en mains les organes du pouvoir d'Etat et *forment eux-mêmes* les institutions de ce pouvoir.

A nouveau Lénine aborde le problème clé de la révolution : l'organisation.

Camarades ouvriers ! Vous avez accompli hier, en renversant la monarchie tsariste, des prodiges d'héroïsme prolétarien. Vous aurez nécessairement, dans un avenir plus ou moins rapproché (peut-être même le faites-vous déjà au moment où j'écris ces lignes) à accomplir de nouveau les mêmes prodiges d'héroïsme pour renverser le pouvoir des

---

44 Ibid.

45 Ibid.

46 Ibid.

grands propriétaires fonciers et des capitalistes qui mènent la guerre impérialiste. Vous ne pourrez remporter une *victoire durable*, dans cette seconde et « véritable » révolution, si vous n'accomplissez pas des *prodiges d'organisation prolétarienne* !

La [Quatrième lettre](#) traite de la question « Comment obtenir la paix » ?

Le gouvernement du tsar a engagé et poursuivi la guerre actuelle, guerre *impérialiste* de rapine et de brigandage, afin de spolier et d'étrangler les peuples faibles. Le gouvernement des Goutchkov et des Milioukov est un gouvernement de grands propriétaires fonciers et de capitalistes, qui est astreint à continuer et qui veut continuer *précisément cette même* guerre. Demander à ce gouvernement de conclure une paix démocratique, c'est prêcher la vertu aux tenanciers de maisons de tolérance.<sup>49</sup>

Si le pouvoir d'Etat appartenait en Russie aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, ces Soviets et le Soviet de Russie qu'ils éliraient seraient en mesure et accepteraient certainement d'appliquer le programme de paix que notre parti (le Parti ouvrier social-démocrate de Russie) a ébauché dès le 13 octobre 1915...

Ce programme de paix serait probablement le suivant :

1. Le Soviet de Russie des députés ouvriers, soldats et paysans (ou le Soviet de Pétersbourg qui le remplace provisoirement) déclarerait aussitôt *n'être* lié par *aucun* traité *ni* de la monarchie tsariste *ni* des gouvernements bourgeois.
2. Il publierait sans délai *tous* ces traités, pour dénoncer devant l'opinion publique l'infamie des visées de brigandage de la monarchie tsariste et de *tous* les gouvernements bourgeois sans exception.
3. Il inviterait immédiatement et ouvertement *toutes* les puissances belligérantes à conclure *aussitôt* un *armistice*.
4. Il publierait immédiatement, afin que le peuple tout entier en soit informé, nos *conditions de paix*, celles des ouvriers et des paysans :  
  
libération de *toutes* les colonies ;  
  
libération de *tous* les peuples dépendants, opprimés ou lésés dans leurs droits.
5. Il déclarerait ne rien attendre de bon des gouvernements bourgeois et inviterait les ouvriers de tous les pays à les renverser et à remettre tout le pouvoir aux soviets de députés ouvriers.
6. Il déclarerait que *MM. les capitalistes* n'ont qu'à payer *eux-mêmes* les milliards de dettes contractées par les gouvernements bourgeois pour faire cette guerre criminelle de brigandage, mais que les ouvriers et les paysans ne reconnaissent pas ces dettes.

La [Cinquième lettre](#) résume le contenu des lettres précédentes sur les tâches du prolétariat russe, et ajoute que le prolétariat pouvait et devait,

allié aux éléments *pauvres* de la paysannerie, en vue de contrôler la production et de répartir les produits les plus importants, introduire le « service obligatoire du travail », etc. Ces mesures... envisagées dans leur ensemble et leur évolution, (...) constitueraient une *transition vers le socialisme*, lequel ne saurait être instauré en Russie directement,

d'emblée, sans mesures transitoires, mais est parfaitement réalisable et s'impose impérieusement à la suite de telles dispositions. La tâche de former spécialement et sans délai *dans les campagnes* des Soviets de députés ouvriers, c'est-à-dire des Soviets d'ouvriers *salariés* agricoles, *distincts* de ceux des autres députés paysans, est d'une nécessité pressante.

Quelle magnifique clarté – tout cela écrit à des milliers de kilomètres de l'arène de la lutte, et sur la base d'une information rarissime !

Il n'est pas étonnant que la rédaction de la *Pravda* n'ait pas débordé d'enthousiasme à la lecture des cinq *Lettres de loin*. Elle publia seulement la première, amputée d'un cinquième. Parmi les phrases cruciales censurées figurait l'accusation de Lénine selon laquelle celui qui soutient le nouveau gouvernement dans les intérêts de la lutte contre le tsarisme « trahit les ouvriers, trahit la cause du prolétariat, la cause de la paix et de la liberté ». Il aurait pu appliquer cette formule à Kaménev, Staline et Mouranov.

## **Lénine rentre en Russie**

Cela prit à Lénine cinq semaines, à partir de la victoire de Février, pour parvenir à rejoindre la Russie. « Dès la première minute, alors que la nouvelle de la Révolution de Février venait de tomber, Ilitch brûla du désir de partir en Russie, » se souvient Kroupskaïa.

L'Angleterre et la France n'auraient pas, pour tout l'or du monde, autorisé le passage des bolcheviks vers la Russie. C'était clair pour Ilitch — « Nous craignons, » écrivit-il à [Kollontaï](#) — « de ne pas arriver à quitter cette maudite Suisse prochainement. ». Et, prenant ceci en compte, il fit, dans ses lettres à Kollontaï des 16 et 17 mars, des arrangements avec elle sur la meilleure manière de rétablir des contacts avec Pétrograd.

Il fallait voyager illégalement, il n'y avait pas de route légale. Mais comment ? A partir du moment où les nouvelles de la révolution arrivèrent, Ilitch perdit le sommeil, et la nuit les plans les plus invraisemblables étaient échafaudés. On pouvait voyager par avion. Mais de telles choses ne pouvaient être imaginées que dans un demi-délire nocturne. Il suffisait de le dire tout haut pour se rendre compte à quel point ce plan était impraticable, irréaliste. Il fallait obtenir le passeport d'un étranger quelconque d'un pays neutre, un passeport suédois serait le mieux ; les Suédois provoquaient le moins de soupçons. Un passeport suédois pouvait être obtenu en passant par des camarades suédois, mais la méconnaissance de la langue posait difficulté. Peut-être un muet ? Mais il serait si facile de se trahir. « Tu vas t'endormir et voir des mencheviks dans tes rêves et tu vas te mettre à hurler : canailles, canailles ! Et voilà toute la stratagème qui est fichu. », lui disais-je pour plaisanter.<sup>47</sup>

Puis [Martov](#) eut une excellente idée pour arriver en Russie. Il proposa un plan pour obtenir pour les émigrés des permis de passage à travers l'Allemagne en échange de prisonniers de guerre allemands et autrichiens internés en Russie. Mais personne ne voulait partir de cette façon, à part Lénine, qui se saisit du plan.

Le risque politique que comportait le fait d'être aidé par l'Allemagne était vraiment très grand. Il y avait un danger sérieux d'être accusé de collaboration avec l'ennemi. Cela demandait beaucoup d'audace et de volonté pour profiter d'un « train plombé », mais Lénine n'en manquait pas.

Le 17 mars il déclara que « le seul espoir de sortir d'ici est un échange d'émigrés suisses contre des internés allemands ». Le 18 mars il annonça qu'il était prêt à agir, et invita ceux de ses partisans qui souhaitaient rentrer de le contacter<sup>48</sup>, déclarant : « Nous devons partir à tout prix, même en passant

47 Kroupskaïa, p. 221-222.

48 *Ленинский Сборник*, Vol.2, pp.376-377.

par l'enfer. »<sup>49</sup>

En Russie, le ministre des affaires étrangères, [Milioukov](#), annonça que tout citoyen russe voyageant par l'Allemagne serait l'objet de poursuites.<sup>50</sup> Mais rien ne pouvait détourner Lénine d'utiliser le seul moyen qui était disponible de rejoindre la Russie révolutionnaire. Le 27 mars, un groupe de 32 bolcheviks risqua le trajet à travers l'Allemagne dans un « train plombé ».

Plus d'un mois après, Martov prit son courage à deux mains et suivit. Le 5 mai, lui et un certain nombre d'autres mencheviks, avec [Natanson](#), le dirigeant des SR, [Lounatcharsky](#), [Balabanova](#) et [Manouïlsky](#), suivaient les traces de Lénine. En tout, il y eut 257 passagers dans ce voyage, comportant 58 mencheviks, 48 bundistes, 34 socialistes-révolutionnaires, 25 anarcho-communistes, 18 bolcheviks et 22 sans parti. Le 7 juin, un troisième train scellé quitta la Suisse pour la Russie avec 206 passagers, 29 mencheviks, 25 bundistes, 27 socialistes-révolutionnaires, 26 anarcho-communistes, 22 bolcheviks, 19 non-affiliés, et 39 non-émigrés.<sup>51</sup>

Lénine osa. Il osa utiliser le conflit entre le haut commandement allemand et l'alliance anglo-franco-russe pour servir les intérêts de la révolution. [Ludendorff](#) espérait que la révolution en Russie provoquerait la désintégration de l'armée russe, pour le plus grand profit des plans militaires d'une Allemagne aux abois. Lénine profita du plan de Ludendorff pour faire avancer le sien.

L'agent historique qui intervint pour croiser les plans de Lénine avec ceux du haut commandement allemand était l'ancien révolutionnaire [Parvus](#). Ce membre, né russe, du Parti Social-démocrate Allemand, qui avait été actif dans la révolution de 1905 mais s'était ensuite consacré à gagner de l'argent sur une grande échelle dans les entreprises militaro-commerciales, était alors le conseiller occulte du ministère des affaires étrangères allemand pour les affaires intérieures russes. Ainsi, sous son influence, quelques jours après la Révolution de Février, Brockdorff-Rantzau, ambassadeur d'Allemagne à Copenhague et confident de Parvus, écrivait au ministère des affaires étrangères : « L'Allemagne doit créer en Russie le plus grand chaos possible. » Une intervention ouverte dans le cours de la révolution devait être évitée, mais

Nous devrions... à mon avis, tout miser sur l'approfondissement des antagonismes entre les partis modérés et les extrêmes en secret : car nous avons le plus grand intérêt à ce que ces derniers aient gain de cause, parce qu'alors la transformation devient inévitable et prendra des formes qui secoueront l'existence de l'empire russe.

Favoriser l'élément extrême, insistait Brockdorff-Rantzau, est dans l'intérêt de l'Allemagne, « parce qu'à travers cela un travail plus direct sera entrepris pour amener une plus rapide conclusion. » En quelque trois mois, « on peut compter selon toute probabilité que la désintégration sera suffisamment avancée pour garantir l'effondrement du pouvoir russe sous les coups d'une intervention militaire de notre part ».<sup>52</sup>

Ces vues coïncidaient avec celles du général Ludendorff. Celui-ci jugeait, quelques semaines après la révolution en Russie :

Militairement, la révolution russe ne peut être caractérisée que comme un avantage pour nous. Par son effet, la situation de la guerre s'est développée si heureusement pour nous que nous n'avons plus besoin de nous garantir d'une offensive russe et que nous pouvons déjà retirer des forces... Si la situation à l'est est encore facilitée, nous pourrions alors y désengager davantage de forces... Avec cette addition nous équilibrerons le rapport des forces à l'ouest en notre faveur. Nous pouvons donc attendre la situation à venir avec la plus grande confiance.<sup>53</sup>

---

49 W. Hahlweg, *Lenins Rückkehr nach Russland 1917*, Leiden, 1957, p.13.

50 *ibid.*, p.76-77.

51 Senn, *op. cit.*, p.231.

52 Cité in Hahlweg, *op. cit.*, pp.11-12.

53 *ibid.*, p.11.

Les vues des autorités allemandes étaient remarquablement courtes. Un historien a décrit la situation :

On pose instinctivement la question, dans ce contexte, de savoir si les agences allemandes responsables n'étaient pas conscientes que collaborer avec le bolchevisme consistait d'une certaine manière à jouer avec le feu. La croyance était-elle véritablement établie que l'Allemagne impériale pouvait se mêler de la révolution sociale russe sans être un jour aux prises avec elle ?

Les dossiers allemands ne contiennent pas de déclarations sur de telles délibérations de la part des agences gouvernementales responsables. Elle provoquent peu la supposition qu'elles sont plus complètement occupées par la théorie et la pratique du bolchevisme ou qu'elles ont même saisi la nature véritable de Lénine et de ses idées.

Les aspects principaux de la politique allemande résultent bien plus du mauvais calcul, des limitations du moment : d'abord la guerre doit être gagnée ou du moins la paix à l'est établie ; ce qui vient *après* n'est pas un problème aujourd'hui. Il est possible que les bolcheviks soient dans une situation susceptible de provoquer rapidement une paix séparée germano-russe et donc de frustrer les plans de détente à l'est.<sup>54</sup>

Lloyd George résumait cette pensée superficielle dans les termes suivants :

Dans la guerre, il est difficile d'avoir des vues à long terme. La victoire est le seul horizon. C'est une leçon pour l'homme d'Etat qui opère sur la base de courtes vues sur les situations et saisit l'occasion d'un avantage temporaire sans aller au devant de la certitude d'une future catastrophe.<sup>55</sup>

Deux plans historiques opposaient se croisaient, celui de Lénine et celui de Ludendorff. Il n'y a pas de doute sur celui des deux qui avait les vues les plus lointaines : ou qui profitait de l'avantage. Le 25 octobre, les bolcheviks prenaient le pouvoir. Un an plus tard, sous l'influence de la révolution russe, les masses allemandes renversaient Ludendorff.

En utilisant le train plombé, avec tous les risques politiques que cela comportait – le danger d'être traité d'agent allemand, une accusation qui joua un rôle significatif dans les événements de la révolution russe – Lénine démontrait à la fois sa prévoyance et son courage politique.

---

54 *ibid.*, p.25.

55 D. Lloyd George, *War Memoirs*, London, 1936, Vol.5, p.2530.

## Chapitre 8 — Lénine, le parti et le prolétariat

### « Expliquer patiemment »

Une fois que Lénine eut gagné le parti à ses [Thèses d'avril](#), il s'employa à analyser comment le parti pouvait mettre la majorité du prolétariat, des paysans pauvres et des soldats de son côté, afin de pouvoir mener la révolution prolétarienne à une conclusion victorieuse. Ce qu'il fit dans une brochure écrite au début d'avril, intitulée [Les tâches du prolétariat dans notre révolution](#).

La brochure fut dactylographiée en plusieurs exemplaires et distribuée aux membres du parti avant et pendant la conférence d'avril des bolcheviks (24-29 avril). Elle parut sous forme imprimée pour la première fois en septembre. Elle établissait clairement qu'alors que le programme du parti doit définir les rapports fondamentaux entre le prolétariat et les autres classes, la tactique du parti doit dicter les rapports de classe concrets et temporaires. L'état d'esprit des masses doit influencer la tactique immédiate à tout moment.

Le principal travail pratique doit être la propagande parmi les masses.

C'est uniquement en combattant cette aveugle crédulité (qu'on ne peut et ne doit combattre que sur le terrain des idées, par une persuasion fraternelle, en invoquant *l'expérience vécue*) que nous pouvons nous dégager de l'emprise de la phraséologie révolutionnaire déchaînée et stimuler réellement la conscience prolétarienne aussi bien que la conscience des masses, leur initiative, audacieuse et décidée, dans chaque localité ; stimuler la conquête, le développement et l'affermissement spontanés des libertés, de la démocratie, du principe de la possession de toute la terre par l'ensemble du peuple.

La bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers tenaient en ce moment le peuple en sujétion, disait Lénine, non pas par l'oppression violente mais par le procédé

du mensonge, de la flatterie, des belles phrases, des promesses sans nombre, des aumônes d'un sou, des concessions insignifiantes pour garder l'essentiel.

Ce qui fait l'originalité du moment présent en Russie, c'est le passage à une allure vertigineuse du premier procédé au second, de la violence exercée sur le peuple aux *flatteries* et à sa mystification par des promesses.

La plus grande tromperie était associée à l'effort de guerre – le soi-disant *jusqu'aboutisme révolutionnaire*.

La bourgeoisie trompe le peuple en spéculant sur le noble orgueil que lui inspire la révolution ; elle veut faire accroire que le caractère *politique et social* de la guerre a changé pour la Russie depuis cette étape de la révolution, du fait que la monarchie tsariste a été remplacée par la pseudo-république de Goutchkov-Milioukov.

Il n'y avait pas de raccourcis pour surmonter le défensisme révolutionnaire.

Il faut que nous *sachions* expliquer aux masses que le caractère politique et social de la guerre n'est pas déterminé par la « bonne volonté » des individus et des groupes, ou même des peuples, mais par la situation de la *classe* qui fait la guerre, par la *politique* que pratique cette classe et dont la guerre est le prolongement, par les *relations* du capital, force économique dominante de la société actuelle, par le *caractère impérialiste* du capital international, par la dépendance – financière, bancaire, diplomatique – de la

Russie à l'égard de l'Angleterre, de la France, etc. Savoir l'expliquer aux masses de façon intelligible *n'est pas chose facile*, et nul d'entre nous ne saurait s'acquitter de cette tâche du premier coup, sans commettre d'erreurs.<sup>1</sup>

En argumentant contre le défensisme<sup>2</sup> révolutionnaire, on doit être très sensible aux véritables motifs psychologiques qui animent les masses.

Le mot d'ordre « A bas la guerre » est évidemment juste, mais il ne tient pas compte des tâches particulières du moment, de la nécessité d'*aborder autrement* la grande masse. Il ressemble, à mon avis, au mot d'ordre « A bas le tsar! » que les agitateurs maladroits du « bon vieux temps » lançaient tout bonnement dans les campagnes, où ils se faisaient rosser. Dans leur masse, les partisans du jusqu'aboutisme révolutionnaire sont de *bonne foi*, non si on les considère en tant qu'individus, mais au point de vue de classe, car ils appartiennent à des *classes* (ouvriers et paysans pauvres) qui n'ont réellement rien à gagner aux annexions ni à l'étranglement d'autres peuples. Il en va tout autrement pour les bourgeois et MM. les « intellectuels » ; ceux-là savent fort bien qu'il est *impossible* de renoncer aux annexions sans renoncer à la domination du capital, et ils trompent cyniquement les masses avec de belles phrases, des promesses sans mesure, des assurances sans nombre.

Dans leur masse, les partisans du jusqu'aboutisme considèrent la chose sans malice, en invoquant le sens commun : « Je ne veux pas d'annexions, l'Allemand *me* tombe dessus' ; je défends donc une cause juste et pas du tout des intérêts impérialistes. » A ceux-là il faut expliquer encore et encore qu'il ne s'agit pas de leurs désirs personnels, mais de rapports et de conditions inhérents à une politique, à des masses et à des *classes* déterminées ; qu'il existe un lien entre la guerre, d'une part, les intérêts du capital et le réseau bancaire international, de l'autre, etc. Seule cette façon de combattre le jusqu'aboutisme est sérieuse et promet le succès, un succès pas très rapide peut-être, mais certain et durable.<sup>3</sup>

Quelle sensibilité montrait Lénine à l'égard des véritables sentiments des masses, même lorsqu'elles suivaient la politique réactionnaire du défensisme (*jusqu'aboutisme*) !

Etre adaptable ne signifie pas renoncer aux principes. Au contraire, on ne doit faire sous aucun prétexte de concessions à l'humeur des masses. « La moindre concession au défensisme révolutionnaire est une *trahison à l'égard du socialisme*, un abandon complet de l'*internationalisme*, quelles que soient les belles phrases et les considérations « pratiques » dont on le justifie. »<sup>4</sup>

Une forme de concession au défensisme révolutionnaire est celle qui consiste à demander au Gouvernement provisoire de mettre en œuvre une politique de paix :

... continuer à exiger... [du nouveau gouvernement] qu'il proclame la volonté de paix des peuples de Russie, qu'il renonce aux annexions, etc., etc., c'est en fait mystifier tout simplement le peuple en lui faisant concevoir des espérances irréalisables, en retardant sa prise de conscience, en l'amenant à accepter indirectement la prolongation d'une guerre dont le vrai caractère social n'est pas déterminé par de pieux souhaits, mais par la nature de classe du gouvernement qui la fait, par le lien qui existe entre la classe

1 Lénine, [Œuvres](#), vol.24, pp.56-58.

2 Le terme russe est « оборончество » (oborontchestvo) formé sur la racine « оборона » (oborona) qui signifie « défense ». Pour une raison obscure, les traducteurs en français des *Œuvres* de Lénine se sont mis à utiliser « jusqu'aboutisme » pour ce qui est beaucoup plus compréhensible comme « défensisme » — il y avait sans doute lieu de souligner qu'il s'agissait de défendre la Russie « jusqu'au bout » et ils n'ont pas voulu changer de traduction suivant les contextes, mais il s'agit là d'une décision contestable. Le terme « défensisme » est de loin préférable. (note de S. Jaffard)

3 Lénine, [Œuvres](#), vol.24, p.58.

4 Lénine, [Œuvres](#), vol.24, p.58.

représentée par ce gouvernement et le capital financier impérialiste de Russie, d'Angleterre, de France, etc., par la *politique réelle, effective* de cette classe.<sup>5</sup>

Dans la lutte contre le défensisme révolutionnaire on doit donner une réponse claire à la question : Comment mettre fin à la guerre ?

Il est *impossible* de s'arracher à la guerre impérialiste, *impossible* d'obtenir une paix démocratique, non imposée par la violence, si le pouvoir du capital n'est pas renversé, si le pouvoir ne passe pas à une *autre* classe : le prolétariat.

La révolution russe de février-mars 1917 a marqué le début de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Cette révolution a fait le *premier* pas vers la cessation de la guerre. Seul le *second* pas – le passage du pouvoir au prolétariat – peut en *assurer* la cessation. Ce sera dans le monde entier le début de la « rupture du front », — du front des intérêts du capital, — et ce n'est qu'en rompant *ce* front que le prolétariat *peut* soustraire l'humanité aux horreurs de la guerre, lui procurer les bienfaits d'une paix durable.<sup>6</sup>

Pour sortir de la guerre et conclure une paix démocratique, non imposée par la violence ; pour affranchir les peuples de la servitude des intérêts, se chiffrant par *milliards*, à verser à messieurs les capitalistes qui se sont enrichis « du fait de la guerre », il n'est d'autre issue que la révolution prolétarienne.

On peut et on doit exiger des gouvernements bourgeois les réformes les plus diverses ; mais on ne peut, à moins d'être un songe-creux, un réformiste, exiger de ces hommes et de ces classes, attachés par des milliers de liens au capital impérialiste, qu'ils *rompent* ces liens. Or, sans cette rupture, tous les propos sur la guerre à la guerre ne sont que phrases vides et trompeuses.<sup>7</sup>

Le prolétariat russe avait une responsabilité particulièrement grande dans la lutte contre la guerre impérialiste.

A qui il est beaucoup donné, il sera beaucoup demandé. Dans aucun pays du monde il n'existe *aujourd'hui* autant de liberté qu'en Russie. Profitons de cette liberté non pour prêcher le soutien de la bourgeoisie ou du « jusqu'aboutisme révolutionnaire » bourgeois, mais pour *fonder* hardiment, honnêtement, en prolétaires, à la Liebknecht, *la III<sup>e</sup> Internationale...*<sup>8</sup>

Il n'est qu'un, et un seul, internationalisme véritable : il consiste à travailler avec abnégation au développement du mouvement révolutionnaire et de la lutte révolutionnaire *dans son propre* pays, à soutenir (par la propagande, la sympathie, une aide matérielle) *cette même* lutte, cette même ligne, et *elle seule*, dans tous les pays sans exception.<sup>9</sup>

## **L'éperon et les rênes**

Il est facile de parler de la nécessité d'« expliquer patiemment », mais comment peut-on le faire sans semer la passivité dans les masses ? Comment le parti peut-il à la fois réfréner le mouvement

---

5 Lénine, [Œuvres](#), vol.24, p.51-52.

6 Lénine, [Œuvres](#), vol.24, pp.59-60.

7 Lénine, [Œuvres](#), vol.24, p.73.

8 Lénine, [Œuvres](#), vol.24, p.76.

9 Lénine, [Œuvres](#), vol.24, p.68.



de masse d'un assaut prématuré sur le Gouvernement provisoire sans l'affaiblir, et en même temps éperonner le mouvement vers l'avant ? Après tout, c'est dans la lutte, et non dans une abstention passive, que la force est accumulée.

Les soulèvements politiques ne se sont jamais produits sans « excès ». Il y a longtemps, [Tchernychevsky](#), que Lénine admirait tant, avait dit : « Le chemin de l'histoire n'est pas un trottoir de la perspective Nevsky : il va complètement à travers champs, des champs parfois poussiéreux, parfois bourbeux, parfois il traverse des marais, parfois des forêts. »

Comment peut-on diriger un mouvement de masse, avec tous ses excès, sans tomber dans l'aventurisme, d'une part, ou l'excès de prudence, de l'autre ? Voilà les problèmes centraux auxquels Lénine a été confronté de façon répétée entre la Révolution de Février et l'insurrection d'Octobre.

Mais encore, comment résoudre la question de savoir si la minorité agissante doit être encouragée à aller de l'avant, à inspirer et à encourager par sa lutte la majorité, ou si cela la met en danger de se retrouver isolée ?

Encore et encore, lorsque Lénine parlait des masses combattantes que le parti devait diriger, il précisait que cela ne signifiait pas nécessairement la majorité de la classe ouvrière. Un parti révolutionnaire devait être basé dans la classe ouvrière, mais pas forcément dans toute la classe. Il pouvait rester longtemps établi seulement dans une minorité de la classe – son avant-garde. Comme il l'écrivait le 22 août 1907 :

Renoncer à forcer le mouvement de la minorité révolutionnaire notoire, cela signifie au fond cesser de recourir aux moyens révolutionnaires de lutte. Car il est absolument indiscutable que c'est la *minorité révolutionnaire notoire* qui prit part aux événements révolutionnaires tout au long de l'année 1905 : c'est précisément parce qu'elles combattaient seules que les masses de cette minorité ne virent point leur lutte remporter un plein succès. Il n'en demeure pas moins que toutes les victoires à inscrire à l'actif du mouvement de libération en Russie, et de façon générale, toutes ses conquêtes, furent *dans leur intégralité et sans exception* le fruit de la *seule* lutte des masses appartenant à cette minorité.<sup>10</sup>

Si les majorités sont gagnées *dans la lutte*, comment éviter de tomber dans le piège de l'adaptation passive aux humeurs présentes de la majorité, tout en ne cédant pas à l'aventurisme ? Si le parti encourage la minorité agissante, comment peut-il éviter de se lier les mains par des gains mineurs, ou d'être détourné et d'oublier la lutte pour la victoire totale ? Comment rester fermement ancré dans une vision claire du but ultime tout en s'adaptant à ce qui est immédiatement réalisable ?

Et encore : comment le parti peut-il lutter pour le renversement du régime sans être piégé dans des escarmouches qui peuvent se transformer en bataille généralisée ? En 1906, Lénine écrivait : « Croyez-vous que cette épreuve sérieuse [contre le pouvoir] soit possible, dans un vaste mouvement populaire, complexe, disparate, si elle n'a été précédée par un certain nombre d'expériences partielles et bien moins importantes ? Pensez-vous qu'une grève générale soit possible si elle n'a été précédée par des grèves partielles ? Et croyez-vous à une insurrection générale si de petits soulèvements, çà et là, isolément, ne se sont produits d'abord ? »<sup>11</sup> Dans l'atmosphère électrique de 1917, la capacité de Lénine à relier les petites luttes à la lutte générale devait subir la plus sévère des épreuves.

L'inégalité du développement des différentes sections de la classe ouvrière, dans les différentes localités, est telle que tout en encourageant les centres avancés, on doit garder à l'esprit la totalité du paysage pour empêcher ces centres avancés de s'isoler complètement du reste du pays.

---

10 Lénine, *Œuvres*, vol.13, p.63-64.

11 Lénine, *Œuvres*, vol.11, p.359.

## **Kronstadt**

Prenons le cas de Kronstadt. Sur cette île, les gens, en particulier les marins, étaient véritablement très impatients, et se montrèrent bien plus radicaux que le reste du pays dès les premières semaines qui suivirent la Révolution de Février. Le 18 avril, lorsque fut connue la nouvelle que le ministre des affaires étrangères [Milioukov](#) avait envoyé aux alliés une note soutenant « la guerre jusqu'à la victoire », le Soviet de Kronstadt, qui avait rejeté une résolution bolchevique condamnant le gouvernement, se trouva totalement isolé dans la ville. Des foules se rassemblèrent devant les locaux bolcheviques, dans des meetings et dans les casernes, et votèrent une résolution bolchevique qui appelait au « renversement du Gouvernement provisoire et au transfert du pouvoir au Soviet de Députés Ouvriers et Paysans . »<sup>12</sup> Dans un des grands meetings de rue, comptant près de 20.000 personnes, un orateur bolchevique, membre du Comité exécutif du Soviet, [S.G. Rochal](#), appela au renversement du gouvernement.<sup>13</sup> Le Comité exécutif du Soviet de Kronstadt exclut alors Rochal pour indiscipline. Les bolcheviques entamèrent immédiatement une campagne pour la réélection du Soviet, campagne qui s'avéra couronnée de succès. Des élections furent tenues, et les bolcheviques, qui étaient jusqu'alors le plus petit parti du Soviet, devinrent le plus grand.

Malheureusement, la campagne des bolcheviques de Kronstadt pour le renversement du Gouvernement provisoire était contraire à la politique du Comité central, et fut condamnée par une résolution de celui-ci en date du 22 avril.<sup>14</sup> Cette résolution n'était pas seulement dirigée contre le Soviet de Kronstadt. Le Comité d'Helsingfors, et même quelques bolcheviques de Pétrograd, avaient lancé le même mot d'ordre.

Le Comité bolchevique de Kronstadt rejeta le blâme du Comité central. Le 5 mai, le nouveau Soviet de Kronstadt se réunit. Le 13 mai, son Comité exécutif décida d'établir formellement le fait que le Soviet était le seul pouvoir sur l'île, et posa un projet de résolution dans ce sens. Le 16 mai, le Soviet de Kronstadt décida qu'il rompait toutes relations avec le Gouvernement provisoire et qu'il ne reconnaissait plus que le Soviet de Pétrograd.<sup>15</sup> Le 18 mai, un membre du Comité central se rendit à Kronstadt, exigeant de savoir ce qui se passait. [Raskolnikov](#) et Rochal furent convoqués à Pétrograd, où Lénine leur passa un savon.<sup>16</sup>

Les événements de Kronstadt mettaient en péril toute la stratégie d'« explication patiente » du Parti bolchevique. Le Soviet de Kronstadt persista à refuser de reculer, malgré une sommation du 26 mai de l'Exécutif du Soviet de Pétrograd.<sup>17</sup> Il semblait que le Gouvernement provisoire soit prêt à prendre le risque d'une intervention armée contre Kronstadt et à interdire le Parti bolchevique. Le Comité central du parti considérait la situation comme extrêmement dangereuse. Heureusement, le 27 mai [Trotsky](#) parvint à convaincre le Soviet de Kronstadt d'accepter un compromis proposé par le Soviet de Pétrograd, ce qui lui permit de battre en retraite sans trop perdre la face.

Les excités de Kronstadt devaient être maîtrisés dans le but de maintenir unifié le front révolutionnaire global.

### **L'inégalité entre les différentes localités**

Encore et encore, Lénine dut intervenir pour retenir les têtes chaudes de Pétrograd, de Kronstadt et d'Helsingfors – au cours des Journées d'Avril, des Journées de Juin et des Journées de Juillet.

C'était un vrai problème que de savoir comment agir comme pompier sans rafraîchir l'enthousiasme, sans pousser les travailleurs au découragement ; comment empêcher une initiative inconsidérée tout en encourageant les ouvriers à poursuivre une grève militante, et comment faire tout cela quand les

---

12 [7-я Всероссийская конференция РСДРП\(б\) ; Петроградская общегородская конференция РСДРП\(б\): Протоколы](#), p.355.

13 Koutouзов, vol.2, p.45.

14 *КПСС в борьбе за победу Социалистической революции в период двоевластия*, pp.62-63.

15 Koutouзов, vol.2, p.84.

16 *Красная Летопись*, n° 1 (10), 1924, p.47.

17 Koutouзов, vol.2, p.170.

différences de niveau de conscience entre les diverses sections du prolétariat et entre les divers centres étaient considérables.

L'inégalité entre les diverses localités ne disparut pas avec la marche de la révolution. Un échantillon de réponses de comités locaux du parti de 25 villes pendant le Sixième Congrès montre que le pourcentage de bolcheviks organisés parmi les ouvriers d'usine dans les villes variait de 1 à 12 % — la moyenne pour les 25 villes étant 5,4 %.<sup>18</sup>

A nouveau, des variations dans le niveau politique entre différentes localités sont clairement montrées par une analyse des élections aux Doumas locales durant l'été de 1917. Ainsi la part des sièges<sup>19</sup> obtenus par les bolcheviks était :

<i>Municipalités</i>	<i>Pourcentage</i>
<b>plus de 100.000 habitants (27 villes)</b>	12 %
<b>50.000 – 100.000 habitants (35 villes)</b>	8,23 %
<b>moins de 50.000 habitants (68 villes)</b>	1,41 %

A Pétrograd et à Moscou, la part des bolcheviks était considérablement plus grande :

<i>Doumas</i>	<i>Pourcentage</i>
<b>District de Pétrograd (27-29 mai)</b>	20,4 %
<b>Cité de Moscou (25 juin)</b>	11,5 %
<b>Cité de Pétrograd (20 août)</b>	33,4 %
<b>District de Moscou (24 septembre)</b>	50 %

Formellement, bien sûr, les deux millions d'habitants de Pétrograd, qui constituaient près de 1,5 % de la population totale de la Russie, aurait dû n'avoir ni plus ni moins d'importance que deux millions de personnes ailleurs. Mais la révolution ne se plie pas aux règles de la démocratie formelle. Toutes les révolutions sont hautement centralistes. Dans les Révolutions Anglaise du 17<sup>ème</sup> siècle, Française du 18<sup>ème</sup> et Russe du 20<sup>ème</sup>, le rôle de la capitale a été décisif. Comme nous l'avons vu, l'avant-garde du prolétariat russe, même avant la guerre, était à Pétrograd. St-Pétersbourg joua un rôle dominant dans le développement du Parti bolchevik et du prolétariat dans les années 1912-1914. En termes d'organisation, les bolcheviks de St-Pétersbourg étaient très en avance sur leurs camarades partout ailleurs. Le poids spécifique du prolétariat de Pétrograd fut accentué en 1917, en valeur absolue aussi bien que relativement, comparé au reste du pays.<sup>20</sup>

Il serait stupidement formaliste de supposer que chaque millier de Russes avaient un poids égal, où qu'ils aient vécu, travaillé et lutté. Comparons le nombre des bolcheviks du district de Vyborg avec, disons, celui des grandes villes ukrainiennes Kiev, Odessa, Nikolaïev et Ekaterinoslav<sup>21</sup> :

18 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), pp.317-90.

19 W.G. Rosenberg, « The Russian municipal Duma elections of 1917 », *Soviet Studies*, 1969.

20 Lénine, « La réunion du comité de Pétersbourg du P.O.S.D.(b)R., 30 mai (12 juin) 1917 », *Œuvres*, vol. 24.

21 V.V. Anikeev, « Сведения о большевистских организациях с марта по декабрь 1917 года », *Вопросы истории КПСС*, n° 2 et 3, 1958.

	<i>Début mars</i>	<i>Conférence d'avril</i>	<i>6<sup>e</sup> Congrès</i>	<i>Octobre-novembre</i>
<b>Vyborg</b>	500	3.290	6.632	6.985
<b>Kiev</b>	200	1.900	4.000	5.000
<b>Odessa</b>	—	—	1.600-1.700	4.000
<b>Nikolaïev</b>	400	1.500	3.500	4.000
<b>Ekaterinoslav</b>	—	400	900	1.600
		(9 sept.)		
<b>Villes ukrainiennes</b> (prises ensemble)	600	3.800	10.100-10.200	14.600

Les bolcheviks de Vyborg, plus faibles en nombre que ceux des quatre villes ukrainiennes, furent en fait bien plus importants historiquement.

Les bolcheviks mettaient l'accent, de manière tout à fait pertinente, sur les zones clé des centres industriels et des villes de garnison – Pétrograd, la Finlande, la flotte, les armées du nord, la zone industrielle de Moscou, et les monts Oural.

### ***La classe et le parti***

Les marins de Kronstadt, les soldats de Minsk, les ouvriers de Pétrograd, Moscou et Saratov, les paysans pillant les châteaux des grands propriétaires fonciers dans toute la Russie étaient des milliers de groupes différents. Même s'ils poussaient dans la même direction, ils avaient malgré tout des niveaux de conscience très différents. S'il n'y avait pas eu cette inégalité dans les niveaux de conscience, il n'y aurait pas eu besoin d'un parti révolutionnaire.

Le parti existe pour hâter l'élimination de cette inégalité en élevant la conscience au plus haut niveau possible. Le parti vise à répandre l'action des masses, à unir l'action de ces masses d'un bout à l'autre du pays, à coordonner les différents efforts, à choisir les moments les plus favorables à l'action, à agir comme état-major du prolétariat. Mais si, malheureusement, l'inégalité dans la classe rend le parti nécessaire, une semblable inégalité affecte le parti lui-même, rendant véritablement très compliquée l'opération consistant à le guider.

Comme le Parti bolchevik était un parti de masse plongeant profondément ses racines dans la classe ouvrière, il est naturel que l'inégalité dans la classe ait eu une influence décisive sur les organisations locales du parti.

Les ouvriers de Pétrograd étant impatients d'une épreuve de force avec le Gouvernement provisoire, il n'est pas surprenant, comme nous le verrons plus tard, qu'en avril, juin et juillet les dirigeants bolcheviks locaux fussent « gauchistes », loin sur la gauche du Comité central, et tirant sur leur laisse. En même temps, les dirigeants du parti dans d'autres lieux, pratiquement dans toutes les provinces, étaient à la remorque du Comité central et appartenaient de façon massive à l'aile droite du parti.

Comment pouvait-on arriver à ce que les organisations militantes des districts de Vyborg et de Narva et les organisations droitières de Kiev et Odessa parviennent à fonctionner ensemble ?

Alors que les camarades de Vyborg se préparaient dès février au renversement du Gouvernement provisoire, les bolcheviks, dans de nombreuses villes, allaient jusqu'à refuser de se séparer des mencheviks. Dans de nombreux centres ouvriers, comme Ekaterinbourg, Perm, Toula, Orel, Bakou, Yaroslav, Kiev et Voronège, les bolcheviks ne rompirent avec les mencheviks qu'à la fin du mois de

mai.<sup>22</sup>

A Minsk, Tiflis, Nijni-Novgorod, Omsk, Tomsk, Odessa, Nikolaïev, Zlatoust, Kostroma, Sébastopol et Vitebsk, les bolcheviks ne se séparèrent des mencheviks qu'en juin.<sup>23</sup> Dans bien d'autres centres, ils ne le firent qu'en août ou septembre.<sup>24</sup> Trois cent cinquante et une organisations du parti restèrent des organisations conjointes bolcheviks-mencheviks dans de nombreux cas jusqu'en septembre.<sup>25</sup> En fait, dans certains endroits, la scission ne fut effective qu'après la Révolution d'Octobre.

D'une manière générale, plus on s'éloignait de Pétrograd, et plus les tendances conciliatrices étaient dominantes parmi les bolcheviks. Elles persistèrent le plus longtemps en Ukraine, en Sibérie et en Asie centrale. Sur quinze comités de ville sibériens, huit ne scissionnèrent des mencheviks qu'après le Sixième Congrès du parti (26 juillet-3 août), et cinq après Octobre, ou même plus tard.

L'inégalité entre les organisations du parti n'existait pas seulement entre les différentes villes, mais même à l'intérieur de la même ville, entre différentes usines. Ainsi, à Pétrograd, le nombre de bolcheviks dans les différentes usines<sup>26</sup> était

<b>Poutilov</b> (2 mars)	100
<b>Aivaz</b> (septembre)	14
<b>Metallist</b> (juillet)	200-300
<b>Skorokhod</b> (septembre)	550

### L'explosion des effectifs du parti

Pour ajouter aux difficultés, ce sur quoi Lénine devait s'appuyer n'était pas une organisation du parti aux rouages bien huilés, avec un cadre de dirigeants locaux bien établis, mais un gigantesque tourbillon en pleine croissance.

Pour avoir une idée de cette croissance, jetons un coup d'œil aux changements dans les effectifs du parti dans un certain nombre de centres au cours des semaines et des mois ayant suivi la Révolution de Février :<sup>27</sup>

	<i>Début mars</i>	<i>Septième conférence (24-29 avril)</i>
<b>Pétrograd</b>	2.000	16.000
<b>Moscou</b>	600	7.000
<b>Ivanovo-Voznessensk</b>	10	3.564
<b>Ekaterinoslav</b>	400	1.500
<b>Lougan</b>	100	1.500
<b>Kharkov</b>	105	1.200
<b>Kiev</b>	200	1.900
<b>Saratov</b>	60	1.600
<b>Ekaterinbourg</b>	40	1.700

22 Koutouzov, vol.2, pp.111, 185, 189, 194, 219.

23 Koutouzov, vol.2, pp.225, 251, 256, 276, 301, 337, 358, 362, 383, 443-45, 462.

24 Koutouzov, vol.3, pp.15, 95, 179, 482, 489, 497, 509, 516.

25 Anikeev, in *Вопросы истории КПСС*, n° 2 et 3, 1958.

26 Anikeev, in *Вопросы истории КПСС*, n° 2 et 3, 1958.

27 Anikeev, in *Вопросы истории КПСС*, n° 2 et 3, 1958.

Comment pouvait-on espérer une direction stable à Ivanovo-Voznessensk, où les effectifs passèrent de 10 à 5.440 en cinq mois ; à Ekaterinbourg, où le nombre de membres passa de 40 à 2.800 ; ou à Saratov, où il bondit de 60 à 3.000 ?

### ***La faiblesse administrative du centre du parti***

Et quel était l'appareil central du parti qui devait faire face à cette explosion des effectifs, dont les nombreux comités de ville étaient éparpillés sur des distances énormes, avec peu de cadres locaux, dont beaucoup hésitaient encore à rompre avec les mencheviks ?

Un groupe de cinq ou six permanents constituaient le secrétariat.<sup>28</sup> Leurs bureaux étaient constitués de deux pièces plus un cabinet de toilette dans l'hôtel particulier de la Kschessinska, le quartier général des bolcheviks de Pétrograd. Une pièce servait de bureau, l'autre de salle d'accueil. Les toilettes étaient utilisées pour stocker les procès-verbaux du parti. Après les Journées de Juillet, le secrétariat déménagea dans l'appartement d'une de ses responsables, [Elena Stassova](#), et peu de temps après dans une école de garçons.<sup>29</sup>

Le chef du secrétariat entre avril et octobre était [Iakov Mikhaïlovitch Sverdlov](#), un homme d'une grande énergie et d'excellentes capacités organisationnelles, bolchevik depuis les débuts du bolchevisme, qui avait connu de nombreuses années d'emprisonnement et d'exil en Sibérie.

[Trotsky](#) écrit :

Malgré sa petite taille et sa maigreur, qui donnaient l'impression d'un état maladif, la personne de Sverdlov en imposait par sa gravité et sa calme énergie. Il présidait d'une manière égale, sans bruit et sans à-coups, comme travaille un bon moteur. Le secret de ce maintien n'était pas, bien entendu, dans le seul art de présider, mais en ceci que Sverdlov voyait parfaitement la composition de la salle et savait admirablement à quoi il voulait arriver.

Avant chaque séance, il avait des conversations séparées avec des délégués qu'il interrogeait et chapitrait quelquefois. Dès avant l'ouverture de la séance, il se représentait dans l'ensemble le développement des débats. Mais il n'avait pas besoin de conversations préalables pour savoir, mieux que quiconque, l'attitude qu'adopterait tel ou tel militant sur la question soulevée. Le nombre de camarades dont il pénétrait clairement la pensée politique était, en proportion de notre parti à cette époque, très grand. Il avait des facultés innées d'organisation et de combinaison. Chaque question politique lui apparaissait avant tout, dans sa nature concrète, au point de vue de l'organisation : il y voyait une question de rapports entre personnes et groupes à l'intérieur de l'organisation du parti, et de rapports entre l'organisation prise au total et les masses. Dans les formules algébriques, il jetait immédiatement et presque automatiquement des chiffres. Par là, il réalisait la très importante vérification des formules politiques, dans la mesure où il s'agissait d'action révolutionnaire.<sup>30</sup>

Sverdlov convenait à la méthode « sans routine administrative, sans bureaucratie » du travail du Comité central.

Le Comité central, venant à peine d'émerger de son existence clandestine, était encore, dans son organisation et dans ses méthodes de travail, très éloigné de la chancellerie surpuissante et omnisciente des années récentes. La plus grande partie de l'équipement du Comité Central était transportée par Sverdlov dans sa poche latérale.<sup>31</sup>

28 K.T. Sverdlova, [Яков Михайлович Свердлов](#), Moscou 1960, p.252.

29 Sverdlova, p.253.

30 Trotsky, [Lénine](#), PUF, 1970, pp.76-77..

31 Trotsky, [Легенды бюрократии](#).

Les ressources financières du centre étaient extrêmement faibles. Le revenu du Bureau Russe entre le 2 décembre 1916 et le 1<sup>er</sup> février 1917 se montait à 1.117 roubles et 50 kopecks.<sup>32</sup> Quand éclata la Révolution de Février, le Bureau Russe n'avait en caisse que 100 roubles.<sup>33</sup> En prenant en considération le taux de l'inflation depuis lors on peut évaluer le pouvoir d'achat d'un rouble de 1917 à celui d'un euro de 2015. Donc nous pouvons imaginer que le quartier général des bolcheviks en 1917 disposait de l'équivalent de 900 euros de 2015<sup>34</sup>.

Dans les mois qui suivirent, le centre du parti continua à vivre dans la gêne. Le secrétariat était responsable de la collecte des contributions des provinces. Dans la correspondance du secrétariat<sup>35</sup>, il n'apparaît pas grand-chose sur ce sujet jusqu'à la fin de l'été ou au début de l'automne, mais à ce moment-là on s'occupait sérieusement de percevoir 10 % du revenu régulier de chaque organisation locale, et 40 % des souscriptions spéciales ; malgré tout, des éléments répétés font apparaître que le centre n'obtenait que très peu d'argent des comités locaux. Ainsi, le 27 septembre, Stassova, au nom du secrétariat, écrivit une lettre aux 333 comités locaux se plaignant que seulement 24 d'entre eux avaient réglé les 10 % destinés au centre. Et les sommes récoltées depuis la Conférence d'Avril étaient maigres. Ainsi le Comité de Reval paya 1.068 roubles pour juillet et août ; le Comité de Moscou, 574,56 roubles pour mai, juin et juillet ; le Comité de Tiflis, 50, etc. En tout seulement 3.643,70 roubles furent reçus des comités locaux : « Comme vous voyez, camarades, le montant est tellement petit qu'on pourrait penser que le Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie n'a que quelques centaines de membres. »<sup>35</sup>

En ce qui concerne les souscriptions, les fonds levés par des collectes générales auprès des ouvriers et des soldats étaient bien plus substantiels. Ainsi, par exemple, le 13 avril, la *Pravda* fit un appel de fonds pour s'équiper d'une imprimerie. Le 22 avril, 75.334,45 roubles avaient été réunis<sup>36</sup>, et à l'époque du Sixième Congrès, les ouvriers et les soldats avaient donné 140.000 roubles pour l'imprimerie du parti.<sup>37</sup> La cotisation habituelle pour les ouvriers était égale à une journée de travail. En plus, les ouvriers récoltaient de l'argent pour fournir de la littérature du parti aux soldats. Le 19 mai, les ouvriers de l'usine Novi Lassner, de Pétrograd, recueillirent 33.781 roubles dans ce seul but.<sup>38</sup> Le 27 mai, 4.545,11 roubles furent données pour la même raison par l'usine Provodnik de Moscou.<sup>39</sup>

Ces souscriptions expliquent comment le secrétariat pouvait verser des sommes considérables à divers journaux et organisations du parti. Ainsi, entre le 30 mai et le 7 juin, 2.116 roubles furent donnés au *Babinski Rabotchi* ; entre le 27 juin et le 18 septembre, 2.700 roubles furent transmis au Comité du parti de Minsk et du Nord-Ouest ; le 17 mai, *Okopnoi Pravda* (le journal de l'armée) reçut 1.000 roubles ; le 6 septembre, le Comité d'Ekaterinbourg en reçut 600 ; le 30 mai, le journal polonais du Comité de Pétersbourg, *Tribuna*, perçut 1.500 roubles.<sup>40</sup> Mais le Parti bolchevik connut des difficultés financières pendant toute l'année 1917.

Vingt jours avant la Révolution d'Octobre, les minutes du Comité central relatent :

1. Sverdlov rapporte sur la demande qui a été reçue du Comité de Zone de Pétrograd de se voir accorder un subside d'environ 2.500-3.000 roubles nécessaire pour démarrer une activité dans la province.

32 Chliapnikov, [Канун семнадцатого года](#), vol.1, Moscou-Petrograd 1923, p. 248.

33 B. Zaslavsky, I. Sazonov, et Kh. Astrakhan, *Правда 1917 года*, Moscou 1962, p.10.

34 Le calcul dans l'original indique 100 livres sterling de 1976. D'après le site likeforex.com, 100 roubles de 1917 équivaldraient plutôt à environ 2 900 euros de 2015. (note de la MIA).

35 *Переписка Секретариата ЦК РСДРП(б) с местными партийными организациями: сборник документов*, vol.1, Moscow 1957.

36 Zaslavsky et al., pp.54-55.

37 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), p. 40.

38 Koutouзов, vol.2, p.107.

39 Koutouзов, vol.2, p.181.

40 Anikeev, « Некоторые новые сведения по истории Октябрьской революции », in *Вопросы истории КПСС*, no.9, 1963.

Après discussion, la proposition de Sverdlov de donner 1.000 roubles, indiquant qu'on espère qu'ils seront remboursés, est adoptée.

2. Sverdlov rapporte qu'un bureau régional de l'Organisation Militaire de notre parti a été constitué sur le front sud-ouest et que le bureau demande plusieurs milliers de roubles pour pouvoir publier un journal du front.

Il est décidé de donner entre 2.000 et 3.000 roubles.<sup>41</sup>

Mille roubles pour l'organisation de Pétrograd !

Non seulement le secrétariat du parti était pauvre en termes de ressources financières ; ses ressources humaines aussi étaient tellement limitées qu'il fallait même restreindre la correspondance avec les comités locaux. Entre mars et octobre, le secrétariat envoya environ 1.740 lettres aux organisations locales, dont 1.000 entre mars et août (une moyenne de 165 par mois), et 740 en septembre et octobre (370 par mois). Comme le nombre de comités de ville, à la veille de la Révolution d'Octobre, était de 288<sup>42</sup>, ces chiffres sont tout sauf impressionnants – il y avait moins d'une lettre par comité de ville par mois!

En plus, un certain nombre de télégrammes étaient envoyés par le secrétariat : en mars, à 34 organisations ; en avril, 12 ; en mai, 14 ; en juin, 46 ; en juillet, 28 ; en août, 7 ; en septembre, 66 ; en octobre, 75.<sup>43</sup> Le secrétariat avait des entretiens avec des visiteurs venus d'organisations locales : en avril (sans compter les délégués au Septième Congrès), 17 ; en mai, 130 (parmi lesquels beaucoup de bolcheviks rentrant d'émigration et qu'on dirigeait vers les localités) ; en juin et juillet, 30 ; en août, 86 ; en septembre, 37 ; en octobre, plus de 100.<sup>44</sup>

La plainte la plus courante dans les lettres des comités locaux au secrétariat était qu'on ne leur envoyait pas d'orateurs et de formateurs.<sup>45</sup> La rareté des cadres expérimentés se reflétait dans la plainte d'Helsingfors selon laquelle, dans un parti qui comptait plus de 4.500 membres, il n'y avait que trois militants expérimentés : l'un d'eux s'occupait du papier, un autre était agitateur, le troisième conférencier.<sup>46</sup>

Il était très courant que les comités de province se plaignissent d'être négligés par le Comité central, l'accusant de n'être rien de plus que le « Comité de Pétrograd », du fait de son manque d'intérêt apparent pour le reste de la Russie. Au cours du Sixième Congrès, les réclamations pleuvaient dru. Ainsi, par exemple, [I.K. Milonov](#) (de Samara) : « Le Comité central était le principal organe dirigeant de tout le parti, il devait diriger l'activité des diverses organisations locales, qui attendaient des directives. Mais le CC, organe dirigeant de tout le parti, a pour l'essentiel pris en considération la situation de Pétrograd. »<sup>47</sup>

[V.P. Noguine](#), le membre du CC de Moscou : « Nous devons admettre que dans l'activité de toutes les organisations du parti et du CC en particulier, il y a eu de très nombreuses erreurs et ratages. Nous devons admettre avant tout, ce qui nous crève les yeux, que le CC passe le plus clair de son temps à du travail à Pétrograd. »<sup>48</sup>

[B.Z. Choumiatsky](#), le délégué de Sibérie centrale : « Il nous semble que le CC agit comme une filiale de l'organisation de Pétrograd. »<sup>49</sup>

[I.T. Smilga](#) déclarait qu'on entendait de plus en plus de plaintes selon lesquels la [Pravda](#) n'était pas

41 *Протоколы Центрального комитета РСДРП(б). Август 1917 - февраль 1918*, p.77.

42 Anikeev, in *Вопросы истории КПСС*, n° 2, 1958.

43 Anikeev, in *Вопросы истории КПСС*, n° 9, 1963.

44 Anikeev, in *Вопросы истории КПСС*, n° 9, 1963.

45 Voir *Переписка Секретариата*, vol.1.

46 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), pp.74-75.

47 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), pp.20-21.

48 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), p. 25.

49 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), p. 41.



un journal national mais seulement un journal de Pétrograd.<sup>50</sup>

Dans sa réponse, [Sverdlov](#) réprimandait les délégués pour cette attitude, déclarant que lorsque les camarades qui se plaignaient étaient sommés de s'expliquer, ils répondaient habituellement que ni Lénine ni [Zinoviev](#) n'était venu parler dans leur ville ou village. De telles réponses, concluait-il, trahissaient un manque de compréhension des immenses exigences qui pesaient sur le Comité central.<sup>51</sup>

[Staline](#) faisait allusion à des plaintes disant que « le Comité central n'avait pas établi de contacts dans les provinces et que ses activités avaient été essentiellement confinées à Pétrograd. » Et il disait :

Le reproche d'isolement des provinces n'est pas dénué de fondement. Mais il était complètement impossible d'étendre toutes les actions. Le reproche selon lequel le Comité central était pratiquement devenu un Comité de Pétrograd est en partie justifié. C'est un fait. Mais c'est ici, à Pétrograd, que se forge la politique de la Russie. C'est ici que se trouve le bélier de la révolution. (...)

Exiger que le Comité Central ne prenne pas d'initiatives sans avoir consulté les provinces équivaut à exiger que le Comité Central ne marche pas en avant des événements mais derrière eux, et qu'il ne fasse que constater dans ses résolutions les faits déjà accomplis. Mais cela, ce ne serait pas un Comité central.<sup>52</sup>

Les minutes du Comité central confirment dans l'ensemble l'accusation portée par les bolcheviks provinciaux. Ils ne traitent pratiquement pas d'autre localité que Pétrograd. Et même quand ils le font, ils fournissent une confirmation indirecte de l'accusation de négligence des provinces. Ainsi les minutes du 31 août indiquent :

[II] a été proposé que le travail du CC soit élargi pour couvrir l'ensemble de la Russie, parce que jusqu'à maintenant l'activité du CC, pour des raisons purement techniques, s'est concentrée essentiellement sur Pétersbourg. Pour mettre en œuvre cette politique, un groupe d'agent voyageurs doit être formé, et c'est particulièrement nécessaire pour organiser les régions du nord-ouest et du sud, et de la zone de la Volga où la solidarité est faible.<sup>53</sup>

Les éditeurs des minutes (publiées en 1958) ajoutaient : « Aucune documentation n'a été trouvée sur le groupe des agents voyageurs. »<sup>54</sup> L'absence de toute organisation du parti *réellement* intégrée centralement se manifeste clairement dans les préparatifs de l'insurrection d'octobre.

De nombreux comités locaux ne furent pas convenablement informés de l'imminence de l'insurrection à Pétrograd et furent donc mal préparés à agir eux-mêmes dans le même sens. Même dans la région industrielle centrale, qui était en contact assez étroit avec le Bureau régional de Moscou, la machine grinçait fâcheusement. Les 15 et 16 octobre, un membre du bureau parlant dans un congrès de soviets à Ivanovo insista sur le besoin d'« adopter une démarche pour un soulèvement » et fit adopter une résolution dans ce sens ; pourtant un membre du comité local, F. Samoïlov, relate que lui et ses collègues attendaient quotidiennement des directives du centre. A Kinechma, tout près, le président bolchevik du Soviet apporta la nouvelle d'un plan révolutionnaire au début d'octobre et un *revkom* (comité révolutionnaire) fut élu ; « mais il faut dire que cette troïka n'a pas fait grand-chose en pratique » et son attention était monopolisée par des activités plus pacifiques. Un membre du comité de Voronège se plaint : « nous ne recevions absolument aucune information de nos centres du parti... [et] étions laissés complètement dans le noir, » alors que les

50 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), p.41.

51 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), p.37.

52 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), pp.26-27

53 [Протоколы Центрального комитета РСДРП\(б\). Август 1917 - февраль 1918](#), pp.44-45.

54 *Ibid.*, p.272.

Socialistes-Révolutionnaires locaux étaient bien informés des événements de la capitale. Antonov, de Saratov, est également scandalisé : « Le comité de notre parti, qui suivait attentivement l'approche du dénouement, attendait avec impatience les instructions promises par le Comité central. Hélas! Rien ne vint. » C'étaient les mêmes gémissements à Kazan : « Nous n'avons reçu aucune espèce d'instruction [et] avons été abandonnés à nos bricolages... »

Bien sûr, une grande part d'improvisation était à prévoir, et l'information aura été fréquemment transmise de manière informelle par des canaux extérieurs au parti. Pourtant l'impression dominante donnée par les sources est que les provinces étaient censées se débrouiller toutes seules, et que des « préparations organisées » de soulèvement, lorsqu'elles étaient faites, prenaient une forme étonnamment accidentelle. Dans la plupart des cas l'impulsion à l'action était donnée par les nouvelles que les bolcheviks avaient frappé dans les deux capitales.<sup>55</sup>

Pour affaiblir encore plus la centralisation administrative réelle du parti, on rencontrait dans les localités une résistance non négligeable à l'idée de former des organisations régionales. Dans le sud-ouest, en avril, un comité régional fut créé pour superviser sept provinces, avec la révolutionnaire radicale [Evguénia Boch](#) comme secrétaire. Mais il se heurta à l'opposition de membres du Comité de Kiev, [Youri](#) et [Léonid](#) Piatakov, tous deux de la droite du bolchevisme. Les hommes de Kiév furent soutenus par les comités de trois autres grandes villes ukrainiennes : Odessa, Nikolaïev et Ekatérinoslav.

Dans la région de la Basse Volga, aucun comité régional ne put être créé du fait de la rivalité entre le comité de Saratov, dirigé par [V.P. Antonov Saratovsky](#), et le comité de Samara, dirigé par [Kouibichev](#). A Moscou, il y avait conflit entre le Comité de ville, dirigé par les bolcheviks de droite [Noguine](#) et [Rykov](#), d'une part, et le groupe des bolcheviks de gauche – [Boukharine](#), [Ossinsky](#), [Vladimir Smirnov](#), et Lomo – d'autre part, qui contrôlaient le Bureau régional.<sup>56</sup>

Quel gouffre entre la conception de Lénine d'un parti centralisé et la situation réelle des bolcheviks en 1917 !

En fait, en comparant les minutes du Comité central avec celles du Comité de Pétersbourg, et aussi en lisant la correspondance du secrétariat et les mémoires de militants bolcheviks de diverses localités, on ne peut qu'en tirer la conclusion que l'organisation du parti était beaucoup plus efficace aux niveaux inférieurs qu'au sommet.

### ***L'absence de formalisme du Comité central***

Du fait des mythes staliniens sur le bolchevisme, on peut imaginer que le fonctionnement du Comité central était caractérisé par la routine administrative et la bureaucratie. Il n'en était rien.

D'abord, l'assiduité aux réunions du Comité central montre à quel point ce corps était éloigné du formalisme bureaucratique. Le Sixième Congrès avait élu 21 membres du Comité central. Mais le nombre des membres présents aux différentes sessions, lorsque des procès-verbaux étaient tenus, se situait entre six et seize, avec une moyenne de dix par réunion.<sup>57</sup> Lors de la session du 10 octobre qui prit la décision historique de l'insurrection seuls onze membres étaient présents !<sup>58</sup>

Le Comité central prit fréquemment des décisions que ses membres oubliaient aussitôt après. Pour donner un ou deux exemples : les minutes de la session du Comité central du 10 octobre déclarent :

Le camarade [Dzerjinsky](#) suggère qu'un Bureau politique soit créé à partir des membres du CC pour fournir une direction politique dans les jours à venir.

---

55 J. Keep, « October in the provinces », in R. Pipes, ed., *Revolutionary Russia*, Cambridge, Mass., 1967, pp.188-90.

56 Cohen, pp.49-50.

57 *Протоколы Центрального комитета РСДРП(б). Август 1917 - февраль 1918.*

58 Ibid., p.85.

Après un échange de vues, la suggestion est approuvée. Un Bureau politique de 7 personnes est créé... : Lénine, [Zinoviev](#), [Kaménev](#), [Trotsky](#), [Staline](#), [Sokolnikov](#), [Boubnov](#).<sup>59</sup>

Mais ce Bureau politique, dont la tâche était de guider l'insurrection, ne s'est pas réuni une seule fois. Les camarades avaient oublié la résolution!

A nouveau, les minutes du 16 octobre indiquent :

Le CC organise un Centre militaire révolutionnaire composé des suivants : [Sverdlov](#), [Staline](#), [Boubnov](#), [Ouritsky](#) et [Dzerjinsky](#). Ce centre est inclus dans le Comité révolutionnaire du Soviet.<sup>60</sup>

Ce « Centre » non plus ne s'est jamais réuni.

Sverdlov (...) travailla avant et après la décision du 16 octobre en liaison étroite avec le président du Comité militaire révolutionnaire. Trois autres membres du « centre », Ouritsky, Dzerjinsky et Boubnov, ne furent mêlés au travail du Comité que le 24 octobre et chacun à titre individuel, comme si la décision du 16 octobre n'avait jamais été prise. Quant à Staline, (...) il refusa obstinément d'entrer aussi bien dans le Comité exécutif du soviét de Pétrograd que dans le Comité militaire révolutionnaire et ne se montra pas une seule à leurs séances.<sup>61</sup>

Le centre n'est pas mentionné une seule fois dans les minutes du CC après le 16 octobre.

Dans ses rapports sur les effectifs du parti, Sverdlov montrait une grande absence de souci pour l'exactitude minutieuse. Ainsi, lors de la séance du 16 octobre, il annonça que les effectifs avaient atteint « pas moins de 400.000 » adhérents.<sup>62</sup> Ce chiffre était sans doute une grande exagération, car Sverdlov ne mentionnait que 240.000 membres en août 1917,<sup>63</sup> et au printemps de 1918 il rapportait au Septième congrès du parti que les effectifs avaient augmenté jusqu'à atteindre 300.000 membres.<sup>64</sup>

En fait, cette absence de formalisme était absolument vitale pour l'efficacité du parti en tant qu'organisme révolutionnaire.

Une structure de parti trop formelle entre inévitablement en conflit avec deux éléments de base du mouvement révolutionnaire : (1) l'inégalité de la conscience, de la mobilisation et du dévouement dans les différentes parties de l'organisation révolutionnaire ; et (2) le fait que les militants qui jouent un rôle positif, d'avant-garde, à un certain stade de la lutte peuvent être à la traîne dans un autre.<sup>65</sup>

Par dessus tout, l'état du Parti bolchevik en 1917 démontrait qu'un parti révolutionnaire ne naît pas déjà prêt pour la révolution. Il ne sort pas tout armé, comme Minerve, de la tête de Zeus. Il est modelé, transformé dans le processus de la lutte révolutionnaire, et par dessus tout dans la révolution elle-même. Car comme disait Marx dans ses [Thèses sur Feuerbach](#) : « la doctrine matérialiste de la modification des circonstances et de l'éducation oublie que ce sont précisément les hommes qui transforment les circonstances et que l'éducateur a lui-même besoin d'être éduqué. » Il est vrai que la situation des bolcheviks en 1917 était très éloignée de la conception de Lénine d'un parti centralisé. Mais le parti existait. Il avait 24.000 membres en février 1917. Les idées du bolchevisme n'étaient pas des idées désincarnées, mais étaient représentées par des milliers et des

---

59 Ibid., pp.88-89.

60 Ibid., p.109.

61 Trotsky, [Staline](#).

62 *Протоколы Центрального комитета РСДРП(б). Август 1917 - февраль 1918*, p.97.

63 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), p. 36.

64 [7-й съезд РКП\(б\): Стенографический отчет](#), Moscou 1962, p. 4.

65 Tony Cliff, [Lénine \(volume 1\) - Construire le parti](#).

milliers de cadres forgés au cours des années de lutte. Ce n'est que grâce à cela qu'il fut possible au bolchevisme de transformer à temps les mots en actes et de mener à bien une révolution.

## **Les cadres du bolchevisme**

Pour citer quelque chose que j'ai écrit ailleurs :

Le fait que, malgré tous ces facteurs encourageant l'instabilité, le parti ait survécu avec toute la vigueur qui a été la sienne était dû à son enracinement profond dans la classe, dans sa nature de véritable parti ouvrier de masse. Bien sûr, toutes les grandeurs sont relatives. Un recensement du parti de 1922 couvrant 22 goubernias (provinces) et oblasts montrait que 1.085 membres avaient adhéré au parti avant 1905.<sup>66</sup>

Une estimation grossière donne le double de ce chiffre pour les zones exclues du recensement. Si l'on considère qu'un grand nombre des membres du parti avaient dû perdre la vie pendant la révolution et la guerre civile, nous constatons une continuité considérable des effectifs entre 1905 et 1922. Ceux-ci étaient les cadres qui donnèrent au parti sa stabilité. Pour un parti opérant dans les conditions de l'illégalité, une organisation de plusieurs milliers de cadres survivant pendant de nombreuses années est une réalisation remarquable.<sup>67</sup>

L'estimation officielle des effectifs du parti en janvier 1917, avant sa sortie de la clandestinité et le retour des exilés, est de 23.600.<sup>68</sup> Cela constituait une base suffisamment large pour une expansion subséquente durant les mois de la révolution : de 79.204 à la fin d'avril à 240.000 à la fin de juillet.

Le parti était très prolétarien dans sa composition. Au cours des années le nombre de travailleurs présents dans les congrès du parti augmenta de façon constante, comme on peut le voir dans le tableau ci-après.<sup>69</sup>

<b>Composition sociale des délégués au congrès</b>				
<i>Congrès</i>	<i>Ouvriers</i>	<i>Paysans</i>	<i>Employés et autres</i>	<i>Inconnu</i>
<b>II<sup>e</sup></b> (1903)	3 (5,9 %)	0	40 (78,4 %)	8 (15,7 %)
<b>III<sup>e</sup></b> (1905)	1 (3,3 %)	0	28 (93,4 %)	1 (3,3 %)
<b>IV<sup>e</sup></b> (1906)	36 (24,8 %)	1 (0,8 %)	108 (74,4 %)	0
<b>V<sup>e</sup></b> (1907)	116 (34,5 %)	2 (0,6 %)	218 (64,9 %)	0
<b>VI<sup>e</sup></b> (1917)	70 (40,9 %)	0	101 (59,1 %)	0

Les ouvriers constituaient une très grande proportion des membres du parti. En janvier 1917 la

66 D. Lane, *The Roots of Russian Communism*, Assen 1969, p.12.

67 Tony Cliff, [Lénine \(volume 1\) - Construire le parti](#).

68 Mints, *История великого октября*, Moscou 1967, vol.1, p.319.

69 « ВКП(б) », in *Большая советская энциклопедия*, 1930, vol.11, p.537.

composition sociale du parti était :<sup>70</sup>

	<i>Ouvriers</i>	<i>Paysans</i>	<i>Employés</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
<b>Nombre</b>	14.200	1.800	6.100	1.500	23.600
<b>Pourcentage</b>	60,2 %	7,6 %	25,8 %	6,4 %	100

Il n'y a pas de chiffres disponibles sur la composition du parti après la Révolution de Février, mais il ne fait aucun doute qu'une immense majorité des gens qui ont rejoint le parti dans cette période étaient des ouvriers et des soldats. Les chiffres publiés pour des régions individuelles montrent qu'il était presque entièrement prolétarien dans sa composition. Ainsi à Reval, le 13 août, il y avait 3.182 membres, parmi lesquels 2.926 ouvriers, 209 soldats et 47 intellectuels.<sup>71</sup>

Les réponses aux questionnaires envoyés aux délégués au Sixième Congrès sur le rôle des intellectuels, des enseignants et des étudiants dans l'activité locale étaient d'une similitude monotone. Kronstadt : « les étudiants et les professeurs ne prennent pas part au travail local » ; Finlande : « Intellectuels (à part les officiers) — aucun » ; Moscou : « Nouvelles forces de l'intelligentsia – pratiquement absentes » ; Ivanovo-Voznessensk : « Aucune intelligentsia locale » ; Kouznetsov : « Pas d'intellectuels » ; Riga : « Pratiquement pas d'intellectuels, » etc., etc.<sup>72</sup> Comme le résumait Trotsky :

Les intellectuels n'affluaient pas du tout au parti. Une large couche de soi-disant « vieux-bolcheviks », du nombre des étudiants qui avaient adhéré à la révolution en 1905, se transforma en ingénieurs qui rencontraient des succès de carrière, en médecins, en fonctionnaires, et qui montraient sans cérémonie au parti d'hostiles échine dorsales.<sup>73</sup> Même à Pétrograd, à chaque pas, l'on manquait de journalistes, d'orateurs, d'agitateurs. La province se trouvait tout à fait dépourvue. Il n'y a point de dirigeants, point d'hommes possédant une éducation politique qui pourraient expliquer au peuple ce que veulent les bolcheviks ! Telle est la lamentation qui retentit de centaines de coins perdus et surtout du front.<sup>74</sup>

Lénine était ravi que son parti soit constitué en grande partie de jeunes gens – c'étaient ceux qui avaient l'énergie et l'esprit révolutionnaire.<sup>75</sup> Le 27 février, il écrivait à Inessa Armand : « Le seul travail qui vaille la peine est celui que l'on fait parmi la jeunesse! »<sup>76</sup> En 1917, les membres du parti étaient plus jeunes que jamais. Au Sixième Congrès l'âge des délégués était :

70 E. Smitten, *Социальный и национальный состав ВКП(б)*, Moscou-Leningrad 1928, p.13.

71 Koutouzov, vol.3, p.183.

72 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), pp. 319-90.

73 La faible influence que les bolcheviks avaient parmi les étudiants à l'époque est évidente lorsqu'on examine, par exemple, le Congrès étudiant de la gubernia de Voronège (14-17 juin) : sur 250 délégués, il y avait seulement 16 bolcheviks. (Koutouzov, vol.2, p.318.)

74 Trotsky, [Histoire de la révolution russe](#), op cit, vol II, p.323.

75 Voir [Cliff](#).

76 Lénine, *Œuvres*, vol.43, p.630.

<i>Age</i>	<i>Délégués</i>
<b>18-19</b>	5
<b>20-24</b>	25
<b>25-29</b>	49
<b>30-34</b>	49
<b>35-39</b>	30
<b>40-44</b>	11
<b>45-47</b>	2

La moyenne était de 29 ans. L'âge minimum était 18 ans, et le maximum 47.<sup>77</sup>

Dans l'ensemble les délégués étaient membres du Parti bolchevik depuis longtemps.

<i>Années</i>	<i>Délégués</i>	<i>Années</i>	<i>Délégués</i>
<b>Moins d'1</b>	4	<b>Moins de 9</b>	5
<b>Moins de 2</b>	2	<b>Moins de 10</b>	8
<b>Moins de 3</b>	8	<b>Moins de 11</b>	15
<b>Moins de 4</b>	14	<b>Moins de 12</b>	24
<b>Moins de 5</b>	15	<b>Moins de 13</b>	19
<b>Moins de 6</b>	6	<b>Moins de 14</b>	16
<b>Moins de 7</b>	4	<b>Moins de 15</b>	4
<b>Moins de 8</b>	4		

La durée moyenne de l'appartenance au parti était de huit ans et trois mois.<sup>78</sup>

Comment ces délégués avaient-ils été endurcis par la lutte ? Le questionnaire mentionné plus haut montrait leur situation légale au moment de la Révolution de Février.

<sup>77</sup> 6-й съезд РСДРП(б): Протоколы, р. 295.

<sup>78</sup> Ibid., pp.296-97.

<b>Libres</b>	79
<b>En prison</b>	20
<b>Exilés</b>	41
<b>Travaux forcés</b>	2
<b>Emigrés</b>	13
<b>En fuite</b>	3
<b>A l'armée</b>	12

Chaque délégué avait été arrêté en moyenne trois ou quatre fois ; avait été en prison pour une moyenne de dix-huit mois ; déporté pendant 5 mois, condamné aux travaux forcés pour trois mois.<sup>79</sup>

Pendant les longues et éprouvantes années de la Révolution de 1905 et les années d'illégalité, de prison et d'exil qui suivirent, les cadres vivaient avec les masses et en faisaient partie. La participation commune à de longues et difficiles batailles avait créé une forte discipline de parti et une profonde loyauté, ce qui explique pourquoi, malgré les épreuves des mois de février à octobre 1917 – les changements brusque dans la tactique du parti, les erreurs commises par de nombreux dirigeants – le nombre de ceux qui quittaient le parti était minime. Le parti bolchevik était un parti complètement révolutionnaire.

C'était le caractère prolétarien de masse du Parti bolchevik, sa jeunesse, et son raffermissement au cours des années qui en a fait le fer de lance capable de conduire la révolution à la victoire.

### **Le rôle central de la presse**

Le fait que le centre ne fournissait aux comités locaux que très peu d'orateurs et de conférenciers, qu'il y avait très peu de communication organisée entre eux ne signifie pas que les comités locaux étaient abandonnés à eux-mêmes pour définir leur politique et leur tactique. Bien au contraire, un rôle central était joué dans ce domaine par la presse du parti.

Au début de juillet, le Parti bolchevik publiait 41 journaux et revues, 37 en russe et le reste dans les langues des diverses minorités (cinq lettons, deux lituaniens, deux arméniens, deux estoniens, un polonais, un géorgien, un azéri). Il y avait 17 quotidiens (14 en russe), huit journaux paraissaient trois fois par semaine, cinq deux fois, il y avait sept hebdomadaires, trois bimensuels, et un mensuel. Le nombre total d'exemplaires imprimés était d'environ 320.000 par jour. Plus de la moitié étaient imprimés à Pétrograd (la *Pravda*, 90.000 par jour, la *Soldatskaïa pravda*, 50.000).<sup>80</sup>

Comme le tirage total de la presse bolchevique n'était que d'un tiers supérieur au nombre des adhérents du parti, il est clair, d'abord, que la fonction primordiale des journaux était d'organiser et de diriger les militants, et ensuite, que la périphérie du parti était en grande partie attirée vers lui et incorporée à lui par sa presse.

Le fait que le tirage n'était pas très supérieur aux effectifs ne s'explique pas par l'analphabétisme du prolétariat russe : l'immense majorité savait lire et écrire. Parmi les ouvriers industriels (en 1918), le taux d'alphabétisation était de 80,3 % pour les hommes et 48,2 % pour les femmes, alors que dans la population générale, entre seize et cinquante ans (en 1920), le taux d'alphabétisation des hommes était de 53,73 % pour les hommes et 36 % pour les femmes.<sup>81</sup>

79 Ibid., pp.298-300.

80 Ibid., pp.147-150.

81 A.M. Pankratova, *История пролетариата СССР*, Moscou 1935, p.168.

Il est intéressant de comparer le tirage de la presse bolchevique dans les conditions de liberté et de légalité avec le tirage d'avant-guerre – sous la plus sévère persécution. Au début de juillet 1917, comme nous l'avons dit, le tirage de la *Pravda* était de 90.000 exemplaires par jour ; en janvier-février 1914, le tirage moyen était de 25.000.<sup>82</sup> Ainsi, alors que les effectifs bolcheviks de Pétrograd étaient multipliés par dix, le tirage de la *Pravda* fut multiplié par trois et demi.

La presse jouait aussi un rôle central dans l'orientation des comités et des militants. Il semble qu'aucun comité de ville n'était oublié dans la distribution de la *Pravda* : Minsk, 600 exemplaires, Lougansk, 200 ; Odessa, 200 ; etc.<sup>83</sup>

## **Le Parti bolchevik trempé pour la victoire de la révolution**

Les idées du socialisme révolutionnaire n'étaient pas des idées désincarnées, mais étaient représentées par une excellente association d'hommes et de femmes, entraînés et testés au cours de nombreuses années de lutte et capables de montrer aussi bien une intransigeance révolutionnaire que la plus grande flexibilité tactique. Lénine pouvait écrire de façon complètement justifiée, quelques années après Octobre :

... le bolchevisme... a vécu une histoire pratique de quinze années (1903-1917), qui, pour la richesse de l'expérience, n'a pas d'égale au monde. Aucun autre pays durant ces quinze années n'a connu, même approximativement, une vie aussi intense quant à l'expérience révolutionnaire, à la rapidité avec laquelle se sont succédé les formes diverses du mouvement, légal ou illégal, pacifique ou orageux, clandestin ou avéré, cercles ou mouvement de masse, parlementaire ou terroriste. Aucun autre pays n'a connu dans un intervalle de temps aussi court une si riche concentration de formes, de nuances, de méthodes, dans la lutte de toutes les classes de la société contemporaine, lutte qui, par suite du retard du pays et du joug tsariste écrasant, mûrissait particulièrement vite et s'assimilait avec avidité et utilement le « dernier mot » de l'expérience politique de l'Amérique et de l'Europe.<sup>84</sup>

Le parti était hautement discipliné. Cette discipline n'était pas le produit accidentel, mécanique ou artificiel d'un règlement ou d'un autre, mais le résultat de la lutte :

Seule l'histoire du bolchevisme, *tout au long* de son existence, peut expliquer de façon satisfaisante pourquoi il a pu élaborer et maintenir, dans les conditions les plus difficiles, la discipline de fer indispensable à la victoire du prolétariat.

Et tout d'abord la question se pose : qu'est-ce qui cimente la discipline du parti révolutionnaire du prolétariat ? Qu'est-ce qui la contrôle ? Qu'est-ce qui l'étaye ? C'est, d'abord, la conscience de l'avant-garde prolétarienne et son dévouement à la révolution, sa fermeté, son esprit de sacrifice, son héroïsme. C'est, ensuite, son aptitude à se lier, à se rapprocher et, si vous voulez, à se fondre jusqu'à un certain point avec la masse la plus large des travailleurs, au premier chef avec la masse prolétarienne, *mais aussi* la masse des travailleurs *non-prolétarienne*. Troisièmement, c'est la justesse de la direction politique réalisée par cette avant-garde, la justesse de sa stratégie et de sa tactique politiques, à condition que les plus grandes masses se convainquent de cette justesse *par leur propre expérience*. A défaut de ces conditions, dans un parti révolutionnaire réellement capable d'être le parti de la classe d'avant-garde appelée à renverser la bourgeoisie et à transformer la société, la discipline est irréalisable. Ces conditions faisant défaut, toute tentative de créer cette discipline se réduit inéluctablement à des phrases creuses, à des mots, à des simagrées. Mais, d'autre part, ces conditions ne peuvent pas surgir d'emblée. Elles ne s'élaborent qu'au

82 *Красный архив*, n° 64, 1934, p.140.

83 *Переписка Секретариата*, vol.1, p.287.

84 Lénine, [La maladie infantile du communisme \(le gauchisme\)](#), *Œuvres*, vol.31, p.20.



prix d'un long travail, d'une dure expérience.<sup>85</sup>

Le Parti bolchevik était une école magnifique de tactique et de stratégie. Comme je l'ai écrit dans le premier volume de la présente biographie :

En même temps, une compréhension scientifique claire des contours *généraux* du développement historique de la lutte des classes et essentiel pour un dirigeant révolutionnaire. Il ne sera pas capable de garder son cap et sa confiance à travers les hauts et les bas de la lutte s'il n'a pas une connaissance générale de l'économie et de la politique. Lénine répétait donc souvent que la stratégie et la tactique doivent être basées « sur une appréciation exacte de la situation objective », tout en étant « mises en forme après analyse des rapports de classe dans leur totalité. » En d'autres termes, elles doivent être basées sur une analyse théorique claire et confiante – sur la science.<sup>86</sup>

Lénine a écrit :

La raison d'être de l'organisation du parti et des chefs dignes de ce nom c'est, entre autres choses, qu'ils doivent par un travail de longue haleine, opiniâtre, multiple et varié de tous les représentants conscients de la classe en question, acquérir les connaissances nécessaires, l'expérience nécessaire et, de plus, le flair politique nécessaire à la solution juste et prompte de questions politiques complexes.<sup>87</sup>

Et il n'y a pas de situation plus complexe, ou qui change plus rapidement que celle d'une révolution, comme les journées écoulées entre Février et Octobre 1917 le démontrent amplement.

Dans un tel moment, la nécessité de changements tactiques rapides et incisifs est absolument vitale.

Le capitalisme ne serait pas le capitalisme si le prolétariat « pur » n'était pas entourée d'une foule extrêmement bigarrée de types sociaux marquant la transition du prolétaire au semi-prolétaire (à celui qui ne tire qu'à moitié ses moyens d'existence de la vente de sa force de travail), du semi-prolétaire au petit paysan (et au petit artisan dans la ville ou à la campagne, au petit exploitant en général) ; du petit paysan au paysan moyen, etc. ; si le prolétariat lui-même ne comportait pas de divisions en catégories plus ou moins développées, groupes d'originaires, professionnels, parfois religieux, etc. D'où la nécessité, la nécessité absolue, pour le Parti communiste, de louvoyer, de réaliser des ententes, des compromis avec les divers groupes de prolétaires, les divers partis d'ouvriers et de petits exploitants. Le tout est de *savoir* appliquer cette tactique de manière à *élever*, et non à abaisser le niveau de conscience *général* du prolétariat, son esprit révolutionnaire, sa capacité de lutter et de vaincre.<sup>88</sup>

J'ai écrit :

Une direction révolutionnaire n'a pas seulement besoin d'une compréhension de la lutte dans son ensemble, il lui faut être capable, à chaque tournant, de mettre en avant les slogans corrects. Ceux-ci ne proviennent pas simplement du programme du parti, ils doivent coller aux circonstances, par-dessus tout à l'humeur et au moral des masses, pour pouvoir être utilisés pour lancer les travailleurs en avant. Les slogans doivent être adaptés non seulement à la direction générale du mouvement révolutionnaire, mais aussi au niveau de conscience des masses. Ce n'est qu'à travers *l'application* de la ligne générale du parti que sa réelle efficacité devient manifeste.<sup>89</sup>

---

85 Lénine, [La maladie infantile du communisme \(le gauchisme\)](#), *Œuvres*, vol.31, pp.18-19.

86 Tony Cliff, [Lénine \(volume 1\) - Construire le parti](#).

87 Lénine, [La maladie infantile du communisme \(le gauchisme\)](#), *Œuvres*, vol.31, p.64.

88 Lénine, [La maladie infantile du communisme \(le gauchisme\)](#), *Œuvres*, vol.31, p.70.

89 Tony Cliff, [Lénine \(volume 1\) - Construire le parti](#).

Les dirigeants révolutionnaires peuvent tomber dans le piège de limiter leur horizon à celui des éléments avancés de la classe. A diverses reprises, c'est ce qui est arrivé à la direction bolchevique de Pétrograd et à l'Organisation militaire du parti (lors des Journées d'Avril, les Journées de Juin, et les Journées de Juillet). Une telle erreur est très dangereuse. On est « tenu de surveiller d'un œil lucide l'état réel de conscience et de préparation de la classe tout entière (et pas seulement de son avant-garde communiste), de la *masse travailleuse* tout entière (et pas seulement de ses éléments avancés). »<sup>90</sup> « L'avant-garde ne remplit sa mission que lorsqu'elle sait ne pas se détacher de la masse qu'elle dirige, lorsqu'elle sait véritablement faire progresser toute la classe. »<sup>91</sup>

Si le parti doit éviter le danger de l'aventurisme, il doit aussi se tenir éloigné du piège qui consiste à être « à la remorque » – d'attendre le soutien de la majorité avant d'agir.

La révolution prolétarienne est impossible sans la sympathie et le soutien de l'immense majorité des travailleurs pour leur avant-garde : le prolétariat. Mais cette sympathie, ce soutien ne se gagnent pas d'emblée, ne se décident pas par des votes ; on les *conquiert* au prix d'une lutte de classe difficile, dure, de longue haleine. La lutte de classe que mène le prolétariat *pour gagner* la sympathie, *pour gagner* le soutien de la majorité des travailleurs ne cesse pas quand le prolétariat a conquis le pouvoir politique. *Après* la conquête du pouvoir, cette lutte *se poursuit*, mais sous d'*autres* formes.<sup>92</sup>

Ce dont le parti a besoin pour la victoire est d'un soutien sur le front décisif :

Les capitales ou, d'une façon générale, les plus grands centres commerciaux et industriels (chez nous, en Russie, ces notions coïncidaient, mais ce n'est pas toujours le cas) décident dans une grande mesure des destinées politiques du peuple à condition, bien entendu, que ces centres soient soutenus par des forces locales et des forces paysannes suffisantes, même si ce soutien n'est pas immédiat.<sup>93</sup>

En octobre les bolcheviks n'ont pu prendre le pouvoir, même s'ils n'avaient le soutien que d'une minorité de la population, que parce qu'ils avaient

(1) la majorité écrasante au sein du prolétariat ; (2) près de la moitié dans l'armée ; (3) la supériorité numérique écrasante au moment décisif sur les points décisifs, à savoir : dans les capitales et à l'armée, sur les fronts proches du centre.<sup>94</sup>

Il ne suffit pas d'être un révolutionnaire et un partisan du socialisme, ou un communiste en général. Il faut savoir trouver, à chaque moment donné, le maillon précis dont on doit se saisir de toutes ses forces pour retenir toute la chaîne et préparer solidement le passage au maillon suivant.<sup>95</sup>

Pour parvenir à une telle victoire, le parti devait s'accrocher aux « chaînons clé » dans la chaîne des événements :

Quel était, en 1917, le nœud de la situation ? Sortir de la guerre ; tout le peuple l'exigeait et cela primait tout. La Russie révolutionnaire est parvenue à sortir de la guerre... Nous pouvons avoir commis bien des sottises, bien des erreurs scandaleuses dans d'autres domaines, mais du moment que nous avons su tenir compte de cette tâche principale, tout a bien été.<sup>96</sup>

---

90 Lénine, [La maladie infantile du communisme \(le gauchisme\)](#), *Œuvres*, vol.31, p. 54.

91 Lénine, *Œuvres*, vol.33, p.230.

92 Lénine, [Salut aux communistes italiens, français et allemands](#), *Œuvres*, vol.30, p.54.

93 Lénine, *Œuvres*, vol.30, p.265.

94 Lénine, *Œuvres*, vol.30, p.268.

95 Lénine, [Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets](#), *Œuvres*, vol.27, p.284.

96 Lénine, [XI<sup>e</sup> Congrès du P.C. \(b\)R.](#), *Œuvres*, vol.33, p.308.

On ne devrait pas, bien sûr, penser que le Parti bolchevik n'a pas commis des erreurs, et des erreurs graves et nombreuses. Evidemment pas. Mais il les a rectifiées rapidement et sincèrement. C'est ce qui a été la caractéristique constante du bolchevisme au cours de son histoire, et en particulier pendant les mois révolutionnaires de 1917.

L'attitude d'un parti politique en face de ses erreurs est un des critères les plus importants et les plus sûrs pour juger si ce parti est sérieux et s'il remplit *réellement* ses obligations envers sa *classe* et envers les *masses laborieuses*. Reconnaître ouvertement son erreur, en découvrir les causes, analyser la situation qui l'a fait naître, examiner attentivement les moyens de corriger cette erreur, voilà la marque d'un parti sérieux, voilà ce qui s'appelle, pour lui, remplir ses obligations, éduquer et instruire la *classe*, et puis les *masses*.<sup>97</sup>

Par dessus tout, le bolchevisme savait comment apprendre de l'expérience des masses dans la lutte. Lénine a écrit :

L'histoire en général, et plus particulièrement l'histoire des révolutions, est toujours plus riche de contenu, plus variée, plus multiforme, plus vivante, « plus ingénieuse » que ne le pensent les meilleurs partis, les avant-gardes les plus conscientes des classes les plus avancées. Et cela se conçoit, puisque les meilleures avant-gardes expriment la conscience, la volonté, la passion, l'imagination de dizaines de mille hommes, tandis que la révolution est – en des moments d'exaltation et de tension particulières de toutes les facultés humaines, — l'œuvre de la conscience, de la volonté, de la passion, de l'imagination de dizaines de millions d'hommes aiguillonnés par la plus âpre lutte des classes. De là deux conclusions pratiques d'une grande importance : la première, c'est que la classe révolutionnaire, pour remplir sa tâche, doit savoir prendre possession de *toutes* les formes et de tous les côtés, sans la moindre exception, de l'activité sociale... ; la seconde, c'est que la classe révolutionnaire doit se tenir prête à remplacer vite et brusquement une forme par une autre.<sup>98</sup>

## **Lénine dans la préparation d'Octobre**

Il y avait, entre Lénine et le parti, des rapports semblables à ceux qui existaient entre le parti et le prolétariat. Si le parti était nécessaire pour donner au prolétariat la conscience et la confiance en ses propres capacités, le rôle de Lénine dans sa relation avec le parti était tout aussi essentiel.

Le révolutionnaire de base ne voit qu'un tout petit morceau du champ de bataille. Le dirigeant d'un parti doit embrasser la totalité de la situation. Cette tâche est véritablement très difficile, à cause de la rapidité des changements et de l'énorme inégalité entre différentes sections du prolétariat, les soldats, et la paysannerie, avec une organisation du parti qui à la fois essaie d'influencer les différents secteurs de la population et se trouve en même temps hautement influencé par eux, et avec les problèmes créés par la sévère disette de ressources du parti.

D'avril à octobre, Lénine a démontré son génie stratégique et tactique. Ces mois ont nécessité les plus difficiles ajustements dans la tactique du parti, la conscience des masses changeant plus rapidement que jamais auparavant, d'une manière très compliquée qui était pleine de contradictions. Tout en s'adaptant à la situation immédiate, Lénine subordonnait tout, sans relâche, au but final – la prise du pouvoir par le prolétariat. La combinaison de l'intransigeance des principes et de l'adaptation tactique prenait sa forme la plus raffinée.

---

97 Lénine, [La maladie infantile du communisme \(le « gauchisme »\)](#), *Œuvres*, vol.31, p.52. L'absence de vanité dans l'attitude de Lénine envers ses propres erreurs est illustrée par cette remarque qu'il fit à [Karl Radek](#) un jour où il le trouva en train de lire un recueil de ses articles de 1903. Lénine rit de bon cœur : « C'est intéressant de lire les bêtises que nous avons écrites à l'époque. » (K. Radek, « В.И. Ленин », in *25 лет РКП(б)*, Tver 1923, p.234.)

98 Lénine, [La maladie infantile du communisme \(le « gauchisme »\)](#), *Œuvres*, vol.31, pp.91-92.

A travers tous les zigzags de la tactique, la motivation de Lénine restait constante : élever le niveau de conscience et d'organisation de la classe ouvrière, expliquer aux masses où se situaient leurs intérêts, donner une expression politique claire aux sentiments et aux pensées du peuple. Il savait comment exprimer le programme de la révolution en quelques mots d'ordre clairs qui convenaient à la dynamique de la lutte et s'articulaient avec le vécu et les besoins des masses.

Lénine ne parlait jamais « de haut » aux ouvriers, comme un expert en stratégie et en tactique, mais prenait ses leçons parmi les travailleurs avancés, au coude à coude avec eux sur la base de l'expérience de la lutte de masse. Le prolétariat faisait le parti et faisait Lénine. Et Lénine contribuait à modeler le parti et le prolétariat.

En attirant des masses de plus en plus larges d'ouvriers, de soldats et de paysans dans la lutte sous la bannière de la révolution, en augmentant l'éventail de l'influence du parti, en élevant le niveau d'activité autonome et de conscience des masses, par une constante auto-éducation du prolétariat, du parti et de la direction, le bolchevisme conduisit le peuple à la victoire d'Octobre.

## Chapitre 9 — Lénine fait baisser la température

Au début d'avril, Lénine était engagé dans la tâche qui consistait à réarmer idéologiquement le parti – à le convaincre que la Révolution de Février n'était que la première étape de la révolution, qui devait être suivie par la prise du pouvoir d'Etat par le prolétariat. De façon répétée, il affirmait : « le « pays » des ouvriers et des paysans pauvres... est mille fois plus à gauche que les [Tchernov](#) et les [Tsérétéli](#) ; il est même cent fois plus à gauche que nous. »<sup>1</sup>

Cela dit, pendant les Journées d'Avril, comme plus tard au cours des Journées de Juin et de Juillet, sa tactique fut celle d'un pompier – doucher l'enthousiasme des membres du parti, parmi lesquels de nombreux dirigeants de base, pour un assaut direct sur le pouvoir d'Etat ; les dissuader de se joindre aux sections les plus résolues des ouvriers et des soldats, qui s'efforçaient précisément à cela – à un renversement immédiat du Gouvernement provisoire, sans se soucier de savoir si la majorité de la classe ouvrière était arrivée au même point. Lénine était très conscient du danger qu'il y avait pour l'avant-garde prolétarienne de se précipiter en avant et de se couper du reste de la classe ouvrière, ouvrant ainsi la voie à la victoire de la réaction.

Le travail de pompier s'avéra très difficile. De nombreuses années plus tard, dans un discours au sujet des Journées de Juillet, [Kroupskaïa](#) disait :

Tous ceux qui ont participé à la lutte révolutionnaire savent que c'est beaucoup plus gratifiant quand tu fais de l'agitation, que tu appelles à l'action, et que ça réussit. Mais quand les gens veulent agir et qu'il faut dire « Non camarades, il faut démonter les barricades... il faut attendre un peu pour passer à l'action, » c'est difficile. Et pour les bolcheviks c'était très difficile.<sup>2</sup>

### **Les Journées d'Avril**

La première épreuve pour Lénine dans son rôle de pompier se présenta à l'occasion des Journées d'Avril. Les événements furent provoqués par [Milioukov](#), ministre des affaires étrangères du Gouvernement provisoire. Le 23 mars, il présenta son programme à la presse : prise de Constantinople, conquête de l'Arménie, division de l'Autriche et de la Turquie, conquête du nord de la Perse.<sup>3</sup> La réaction populaire fut si hostile que [Kérensky](#) se hâta d'ajouter : « Le programme de Milioukov ne représente que son opinion personnelle. » [Tsérétéli](#) exigea que le gouvernement fasse clairement savoir que pour la Russie la guerre était exclusivement défensive. Le ministre cadet céda, et le 27 mars le gouvernement annonçait

que le but de la Russie libre n'est pas la domination sur d'autres nations, ou la saisie de leurs possessions nationales, ou l'occupation forcée de territoires étrangers, mais l'établissement d'une paix stable sur la base de l'autodétermination des peuples. Le peuple russe n'entend pas accroître sa puissance mondiale aux dépens d'autres nations.

Mais le Gouvernement provisoire ne manquerait pas « de remplir en même temps toutes ses obligations envers nos alliés. »<sup>4</sup>

Le 18 avril, jour où le Premier Mai était traditionnellement célébré, Milioukov envoya une note aux alliés de la Russie. Il y indiquait que les phrases pacifistes du gouvernement ne devaient donner à personne « la moindre raison de penser que la révolution qui a eu lieu mènera à l'affaiblissement du rôle de la Russie dans la lutte commune des Alliés. « Bien au contraire, l'aspiration générale de tout

---

1 Lénine, *Œuvres*, vol.24, p.373.

2 N.K. Kroupskaïa, *Ленин и партия*, Moscou 1963, p.118.

3 Browder et Kerensky, vol.2, pp.1044-45.

4 Browder et Kerensky, vol.2, p.1046.

le peuple à mener la Guerre Mondiale à une victoire décisive n'a fait que se renforcer ». »<sup>5</sup> Cette déclaration fut accueillie par des protestations générales. Même la *Rabotchaïa Gazéta* menchevique était enragée.

Le 18 avril, le jour où la démocratie russe a proclamé la fraternité internationale des peuples et appelé la démocratie mondiale à s'unir dans la lutte pour la paix, en ce jour même elle a été poignardée dans le dos par le Gouvernement provisoire...

C'est là vraiment un acte de folie, et des actions fermes immédiates de la part du Soviet des Députés Ouvriers et Soldats sont nécessaires pour éviter ses terribles conséquences.<sup>6</sup>

Tchkheïdzé se plaignait amèrement : « Milioukov est le mauvais génie de la révolution. »

A peine le texte de la note fut-il rendu public qu'éclata une tempête d'indignation populaire. Le 20 avril, une manifestation massive eut lieu. Les manifestants se dirigèrent vers le palais Marie, où siégeait le Gouvernement provisoire, portant des banderoles où figuraient des slogans tels que « A bas le gouvernement provisoire! », « A bas la politique impérialiste! », « Milioukov, Goutchkov, démission! »

La manifestation n'avait pas été appelée par un parti, mais par un individu, un certain F.F. Linde, « savant, mathématicien, philosophe », un sans-parti. Anarchiste, il était en même temps défenseur, et craignait que la note de Milioukov n'affaiblisse l'armée en y semant des désordres. Il n'y avait qu'une façon d'éviter ce désastre. Le Soviet devait prendre en charge les affaires étrangères de la révolution. C'était là sa motivation pour appeler à la manifestation.<sup>7</sup> (Linde fut tué plus tard sur le front sud-ouest, où il servait comme commissaire, par ses propres soldats lorsqu'il tenta de les lancer à l'assaut.<sup>8</sup>)

« Sans prendre conseil de personne... — raconte son biographe - il se mit tout de suite à agir... il se rendit au régiment de Finlande, convoqua le Comité et proposa que le régiment marchât immédiatement sur le palais Marie... La proposition de Linde fut adoptée et, à trois heures, par les rues de Pétrograd, s'avancait déjà une imposante manifestation des « Finlandais » avec des pancartes provocantes. » A la suite du régiment de Finlande marchèrent les soldats du 180ème de réserve, des régiments de Moscou, Pavlovsky, Kekholmsky, les matelots de la deuxième division des équipages de la flotte balte, au total de vingt-cinq à trente mille hommes, tous en armes. Dans les quartiers ouvriers, l'agitation commença, le travail s'arrêta et, par groupes d'usines, l'on descendit dans la rue à la suite des régiments.<sup>9</sup>

En fait, l'histoire n'est pas aussi simple que cela. La manifestation n'était pas l'œuvre d'un individu isolé. Un certain nombre de militants bolcheviks prirent une part active au développement des manifestations du 20 avril et des jours suivants. Le 21 avril, les manifestants étaient à nouveau dans la rue en force, et alors que des colonnes ouvrières se heurtaient à des processions bourgeoises sur la perspective Nevsky, où elles furent accueillies par des banderoles proclamant leur soutien à Milioukov et au Gouvernement provisoire, le sang coula dans les rues de la capitale pour la première fois depuis la chute du tsar.

## **Quel a été le rôle des dirigeants du Parti bolchevik au cours des Journées d'Avril ?**

La direction centrale ne s'est pas impliquée dans le mouvement d'avril avant qu'il soit bien avancé.

5 Browder et Kerensky, vol.2, p.1098.

6 Browder et Kerensky, vol.3, p.1238.

7 W.S. Woytinsky, Stormy Passage, New York 1961, pp.270-71.

8 Browder et Kerensky, vol.3, p.1858.

9 Trotsky, Histoire de la révolution russe, op cit, p.385.

Le matin du 20 avril, une réunion d'urgence du Comité central adoptait une résolution rédigée par Lénine, qui condamnait la note de Milioukov et suggérait que la paix immédiate n'était possible que par le transfert du pouvoir au Soviet. Cela dit, la résolution n'appelait pas les ouvriers et les soldats à descendre dans la rue.<sup>10</sup>

Les militants de base du Parti bolchevik, cependant, dans les usines et les régiments de la garnison, contribuèrent dès le départ à l'organisation des manifestations de rue. Le 20 avril, lorsque les masses soulevées étaient rassemblées au palais Marie, certains délégués à la session d'après-midi de la Première Conférence de Pétrograd-ville du POSD(b)R appelèrent au renversement immédiat du Gouvernement provisoire, et [V.I. Nevsky](#), de l'Organisation militaire bolchevique, parla en faveur de l'appel aux troupes, à l'évidence en vue de la prise du pouvoir par le Soviet.

[Ludmilla Stal](#), bolchevique depuis longtemps et membre du Comité de Pétersbourg, essaya de calmer les exaltés par l'admonestation selon laquelle les délégués « ne devaient pas être plus à gauche que Lénine lui-même, » et la conférence vota à l'unanimité pour appeler les ouvriers et les soldats à des « expressions organisées de leur solidarité avec la résolution du Comité central », celle-là même qui, prudemment, condamnait la note de Milioukov et suggérait le transfert des pouvoirs au Soviet.

Lors d'une réunion de la Commission exécutive du Comité bolchevik de Pétersbourg, tenue plus tard dans la même soirée, la question du renversement du Gouvernement provisoire fut cependant reconsidérée et recueillit à l'évidence un soutien accru.<sup>11</sup>

Le seul dirigeant de ce mouvement qui soit identifié dans les comptes-rendus officiels du Soviet est S.I. Bogdatev, un membre du Comité de Pétersbourg connu pour son franc-parler, venu de l'usine Poutilov et candidat du Comité central à la Septième Conférence de Russie du POSD(b)R. On attribue à ce Bogdatev la préparation d'un tract, sous la signature du Comité de Pétersbourg, appelant au renversement immédiat du Gouvernement provisoire ; celui-ci, largement diffusé le 21 avril, fut le principal responsable de la soudaine apparition parmi les manifestants de banderoles portant le slogan : « A bas le Gouvernement provisoire ! ».<sup>12</sup>

Parmi les bolcheviks les plus impatients figuraient ceux de Kronstadt et d'Helsingfors. Un certain nombre de marins de Kronstadt se rendirent à Pétrograd sous la direction du jeune officier bolchevik [Raskolnikov](#) dans le but de renverser le Gouvernement provisoire. Le Soviet de Helsingfors, alors sous domination bolchevique, promettait « de soutenir à tout moment par la force armée les demandes de renversement du Gouvernement provisoire. »

## ***Lénine utilise les lances à incendie***

Dans un discours à la Conférence de Pétrograd-ville, le 14 avril, Lénine affirma avec insistance que la persuasion pacifique et patiente était la seule manière légitime, pour les bolcheviks, de lutter pour le pouvoir ouvrier.

Le gouvernement doit être renversé ; mais c'est une vérité qui n'est pas encore très bien comprise de tout le monde. Le pouvoir du Gouvernement provisoire s'appuyant sur le Soviet des députés ouvriers, on ne saurait le renverser « tout simplement ». On peut et on doit le renverser en acquérant la majorité dans les soviets.<sup>13</sup>

Dés lors, pendant et après les Journées d'Avril, Lénine fut encore plus incisif dans son opposition à l'impatience « gauchiste » dans les rangs du parti. Il fit connaître son désaccord avec les activités

---

10 Lénine, « Résolution du Comité Central du P.O.S.D.R.(b). adoptée le 20 avril (3 mai) 1917, au sujet de la crise ouverte par la note du gouvernement provisoire en date du 18 avril (1<sup>er</sup> mai) 1917 », *Œuvres*, vol.24, pp.180-181 ; Sidorov, vol.2, p.726.

11 [7-я \(апрельская\) Всероссийская конференция РСДРП\(б\)](#), p. 43-44, 244.

12 A. Rabinowitch, *Prelude to Revolution : The Petrograd Bolsheviks and the July Uprising*, Indiana 1968, pp.44-45.

13 Lénine, « [La conférence de Pétrograd-ville](#) », *Œuvres*, vol.24, p.141.

non autorisées du Comité de Pétersbourg et des autres têtes chaudes bolcheviques dans une résolution du Comité central adoptée le matin du 22 avril :

Le mot d'ordre : « A bas le Gouvernement provisoire! » n'est pas juste en ce moment car tant qu'au sein du peuple une majorité solide (c'est-à-dire consciente et organisée) ne se sera pas ralliée au prolétariat révolutionnaire, un tel mot d'ordre n'est qu'une phrase en l'air, ou bien conduit objectivement à s'engager dans une voie d'aventures.

Nous ne serons pour le passage du pouvoir aux prolétaires et aux semi-prolétaires que lorsque les soviets de députés ouvriers et soldats adopteront notre politique et voudront prendre le pouvoir en mains.

Les 20 et 21 avril avaient montré la faiblesse organisationnelle du parti, le manque de discipline dans ses rangs : « L'organisation de notre parti, la cohésion des forces prolétariennes se sont montrées, pendant les journées de crise, manifestement insuffisantes. »

Les mots d'ordre de l'heure sont : 1. *explication* de la ligne politique prolétarienne et de la solution prolétarienne pour mettre fin à la guerre ; 2. *critique* de la politique petite-bourgeoise de confiance envers le gouvernement des capitalistes et d'entente avec lui ; 3. propagande et agitation de groupe en groupe *dans chaque régiment*, dans *chaque usine*, et notamment parmi les masses les plus arriérées, les domestiques, les manœuvres, etc., car c'est surtout sur ces éléments que la bourgeoisie a cherché à s'appuyer aux jours de la crise ; 4. *l'organisation, l'organisation et encore l'organisation* du prolétariat dans chaque usine, chaque arrondissement, chaque quartier.<sup>14</sup>

A la Septième Conférence de Russie du POSD(b)R, Lénine affirma clairement que la tâche du rassemblement des masses en vue du renversement du Gouvernement provisoire lui apparaissait désormais plus complexe que dans les jours suivant immédiatement son retour en Russie :

En quoi a consisté notre aventurisme ? Dans une tentative de recourir à la force. Nous ne savions pas si les masses penchaient fortement vers nous à ce moment troublé, et la question se serait posée tout autrement si c'avait été le cas ; Nous avons lancé comme mot d'ordre l'organisation de manifestations pacifiques, mais certains camarades du Comité de Pétersbourg en donnèrent un autre que nous avons annulé sans toutefois avoir eu le temps d'en empêcher la diffusion, de sorte que la masse suivit le mot d'ordre du Comité de Pétersbourg. Nous disons que le mot d'ordre : « A bas le Gouvernement provisoire » est teinté d'aventurisme, qu'on ne peut pas renverser le gouvernement en ce moment, et c'est pourquoi nous avons lancé comme mot d'ordre l'organisation de manifestations pacifiques. Nous ne voulions que procéder à une reconnaissance pacifique des forces ennemies, sans livrer bataille ; le Comité de Pétersbourg, lui, a pris un peu plus à gauche, ce qui est naturellement, en l'occurrence, un crime d'une gravité extrême. L'appareil d'organisation s'est avéré débile : il n'y a pas d'unanimité dans l'application de nos décisions. En même temps que le mot d'ordre juste : « Vivent les soviets de députés ouvriers et soldats! », on a lancé le mot d'ordre erroné : « A bas le gouvernement provisoire ». Prendre un peu plus à gauche au moment de l'action était inopportun. Nous considérons que c'est là un crime des plus graves, que c'est de la désorganisation. Nous ne serions pas demeurés une minute de plus au Comité central si l'on avait sciemment toléré cette initiative. Elle s'est produite par suite de l'imperfection de l'appareil d'organisation. Oui, notre organisation s'est montrée en défaut.<sup>15</sup>

---

14 Lénine, « [Résolution du comité central du P.O.S.D.R. \(b\) adoptée dans la matinée du 22 avril \(5 mai\) 1917](#) », *Œuvres*, vol.24, pp.208-209.

15 Lénine, *Œuvres*, vol 24, pp.243-244.



Dans un article publié dans la [Pravda](#) du 25 avril, Lénine admettait ouvertement les erreurs du parti.<sup>16</sup>

Comme d'habitude, il martelait que le parti révolutionnaire doit être capable d'apprendre de ses propres erreurs, de faire une sévère autocritique. Dans toute sa critique des autres bolcheviks, il n'oubliait jamais que le dirigeant du parti ne pouvait éluder sa responsabilité pour *l'ensemble* des membres du parti.

Un dirigeant politique est responsable non seulement de sa manière de diriger, mais aussi des actes de ses subordonnés. Quelquefois il les ignore, souvent il ne les veut pas, pourtant c'est lui qui en porte la responsabilité.<sup>17</sup>

Ce qui est fondamental dans le centralisme démocratique.

Lénine n'hésita pas à soutenir le Comité exécutif du Soviet de Pétrograd dans son interdiction des manifestations du 21 avril.

La décision du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd en date du 21 avril, interdisant pendant deux jours tout meeting et manifestation de rue, doit être absolument respectée par tous les membres de notre parti. Le Comité central a diffusé dès hier matin et publié aujourd'hui dans la *Pravda* une résolution où il est dit qu'« à un pareil moment toute idée de guerre civile est insensée et grotesque », que les manifestations doivent revêtir un caractère exclusivement pacifique et que la responsabilité des violences incombera au Gouvernement provisoire et à ses partisans. Aussi notre parti considère-t-il la décision précitée du Soviet des députés ouvriers et soldats (qui interdit en particulier les manifestations armées et les coups de feu en l'air) comme entièrement correcte et devant être *appliquée sans discussion*.<sup>18</sup>

Il ne fait aucun doute qu'à l'époque les bolcheviks étaient minoritaires, même parmi les ouvriers de Pétrograd. [Soukhanov](#) estime qu'au début de mai les bolcheviks avaient un tiers du prolétariat de Pétrograd derrière eux.<sup>19</sup> Mais dans certains districts ils avaient la majorité. Dans les soviets de Vyborg et du district de Narva, ainsi que dans l'île Vassiliev, les bolcheviks étaient majoritaires vers la fin d'avril.

Les choses étaient bien pires ailleurs. A la fin du mois de juin, les bolcheviks n'obtenaient que 11,66 % des voix aux élections municipales de Moscou.<sup>20</sup> Ce n'est que dans des centres purement industriels comme Orekhovo-Zuevo, Ivanovo-Voznessensk, Lougansk et Tsarytsine, ou dans des postes militaires avancés comme Reval et Narva, que les bolcheviks remportèrent ces élections.<sup>21</sup> Au Congrès Panrusse des Soviets, qui se réunit le 3 juin, il y avait 105 bolcheviks sur un total de 777 délégués.

En termes d'organisation, les bolcheviks souffraient toujours du manque de délimitation claire avec les autres partis. En même temps, les masses étaient influencées par les idées les plus contradictoires, et leur pensée était extrêmement confuse, comme un ou deux exemples peuvent l'illustrer.

Une réunion de la garnison de Kichenev passa le 7 mai une résolution soutenant le Soviet des députés ouvriers et paysans, appelant à la conclusion de la paix sans annexions ni contributions sur la base du droit des nations à l'autodétermination et le transfert de la terre aux paysans sans compensation. En même temps, cette réunion proclamait son soutien au Gouvernement provisoire.<sup>22</sup>

---

16 Lénine, « Une joie déplacée », *Œuvres*, vol.24..

17 Lénine, « [Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky](#) », *Œuvres*, vol.32, p.27.

18 Lénine, *Œuvres*, vol.24, p.209.

19 Soukhanov, [op. cit.](#)

20 Koutouzov, vol.2, p.408.

21 O.H. Radkey, *The Agrarian Foes of Bolshevism*, New York 1958, p.243.

22 Koutouzov, vol.2, p.16.

De même, le Soviet des députés ouvriers et soldats de Soudogda (dans la *gubernia* de Vladimirska) déclara le 25 mai que la guerre était dans l'intérêt des capitalistes, et en même temps affirmait son soutien et sa confiance aux socialistes qui participaient au Gouvernement provisoire.<sup>23</sup>

Lénine résumait les contradictions dans la conscience des masses à l'époque dans un article intitulé « [Une révolution en déliquescence](#) » (*Pravda* N° 91, 25 juin) : « Les masses recherchent pour le moment une solution « un peu moins difficile » par le bloc des cadets avec celui des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. Or cette solution n'existe pas. »<sup>24</sup>

## **Le premier Gouvernement de coalition**

La crise des Journées d'Avril obligea le gouvernement à rechercher une base plus large, et les dirigeants mencheviks et SR se sentirent appelés à accorder leur soutien. L'idée d'un gouvernement de coalition était véritablement très populaire. Comme l'a écrit Trotsky :

Les masses, dans la mesure où elles ne suivaient pas encore les bolcheviks, tenaient toutes pour l'entrée des socialistes dans le gouvernement. S'il est bon qu'un Kérénsky soit ministre, six Kérénsky vaudront encore mieux. Les masses ne savaient pas que cela s'appelle une coalition avec la bourgeoisie, et que celle-ci voulait se dissimuler derrière les socialistes pour agir contre le peuple. A la caserne, on entrevoyait la coalition autrement qu'au palais Marie. Les masses voulaient, au moyen des socialistes, évincer la bourgeoisie du gouvernement. C'est ainsi que deux pressions allant en sens contraires se combinaient un moment en une seule. A Pétrograd, un certain nombre de contingents militaires, dont la division des autos blindées qui sympathisait avec les bolcheviks, se prononcèrent pour le gouvernement de coalition. Dans le même sens vota, à une écrasante majorité, la province.<sup>25</sup>

Les dirigeants des mencheviks et des SR voyaient dans le gouvernement de coalition un moyen de neutraliser le bolchevisme. Ainsi, le journal SR, *Volia Naroda*, écrivait le 29 avril :

Les partis socialistes sont forcés de choisir ouvertement et clairement entre participer au Gouvernement provisoire – c'est-à-dire soutenir énergiquement le gouvernement de l'Etat révolutionnaire – et refuser franchement, soutenant indirectement le léninisme, qui désintègre le pays dans des préparations de guerre civile et de défaite sur le front.

Il ne faut aucun doute que l'immense majorité des socialistes russes sera capable de prendre ses responsabilités pour l'avenir de la Russie, sauvera le pays d'un effondrement interne et d'une défaite honteuse.<sup>26</sup>

Le 1<sup>er</sup> mai, le Comité exécutif du Soviet de Pétrograd décida, à une majorité de 44 voix contre 19 et 2 abstentions, en faveur de l'entrée des mencheviks et des SR dans un gouvernement de coalition. Parmi les 19 qui avaient voté contre, on trouvait 12 bolcheviks, 3 mencheviks-internationalistes et 4 SR.<sup>27</sup>

Lorsque la coalition fut mise en place, le journal menchevik, *Rabotchaïa Gazeta*, la salua avec enthousiasme : « Le gouvernement provisoire s'est coupé complètement des influences impérialistes. Et il entre incontestablement sur la voie de la réalisation la plus rapide de la paix universelle par des moyens internationaux. »<sup>28</sup>

Hélas, la formation de la coalition n'était en fait que le tremplin d'une offensive militaire.

---

23 Koutouzov, vol.2, p.163.

24 Lénine, *Œuvres*, vol.25, p.134.

25 Trotsky, [Histoire de la révolution russe](#), op cit, p.408.

26 Browder et Kerensky, vol.3, p.1257.

27 Browder et Kerensky, vol.3, p.1269.

28 Browder et Kerensky, vol.3, p.1282.

## **L'offensive**

Une pression croissante était exercée par les alliés sur la Russie pour qu'elle lance une offensive militaire. Les cercles gouvernementaux n'étaient pas défavorables à cette idée. Ils espéraient qu'une telle offensive refroidirait la révolution. Comme disait le ministre français de la guerre, Painlevé : « La fraternisation germano-russe avait causé de tels ravages que laisser inactive l'armée russe serait courir le risque de sa rapide désintégration. »

Sous la bannière de la coalition, l'enthousiasme des dirigeants défensistes du soviétique ne connaissait pas de bornes. Ainsi, le 6 mai, les *Izvestia*, le quotidien du Comité exécutif du Soviet, pouvait écrire :

Nous savons que de lourdes épreuves nous attendent sur le chemin de la paix. Nous savons que, alors que les peuples ne se sont pas encore réveillés et ne se sont pas soulevés contre ceux qui les maintiennent en esclavage, nos soldats devront conduire la guerre exécrée avec toute leur énergie et leur courage. Mais ils peuvent désormais le faire dans la ferme conviction que leurs efforts héroïques ne serviront pas à des fins mauvaises. Qu'ils se défendent sur une position fortifiée, ou qu'ils se lancent dans une attaque dictée par des considérations stratégiques ou tactiques, les soldats doivent maintenant être certains que toutes ces opérations militaires ne servent désormais qu'un seul et même but – la défense de la révolution contre sa destruction et la conclusion la plus rapide possible de la paix universelle. A partir de maintenant, ils peuvent et doivent accomplir leurs hauts faits militaires dans la ferme conviction qu'ils agissent pour une cause nationale, pour la cause des ouvriers du monde entier.<sup>29</sup>

Après quelques semaines de préparation, le gouvernement décida de lancer l'offensive. Le 16 juin, Kérénsky, ministre de la guerre et de la marine, lança un ordre aux troupes :

*Combattants, notre pays est en danger!* La liberté et la révolution sont menacées. Le temps est venu pour l'armée de faire son devoir. Votre commandant suprême [le général Broussilov], aimé de la victoire, est convaincu que chaque jour de retard ne fait qu'aider l'ennemi, et que ce n'est qu'en lui portant un coup immédiat et déterminé que nous pouvons ruiner ses plans. C'est pourquoi, dans la pleine conscience de ma grande responsabilité envers le pays, et au nom de son peuple libre et de son Gouvernement provisoire, j'appelle les armées, renforcées par la vigueur et l'esprit de la révolution, à prendre l'offensive.<sup>30</sup>

## **La manifestation qui n'a pas eu lieu : Lénine hésite**

Entre la mi-mai et la mi-juin, une agitation de plus en plus déterminée du gouvernement en faveur de l'offensive, ajoutée à la menace du transfert des unités de l'armée de Pétrograd au front, sema la fureur parmi les troupes de la capitale. Lors d'une réunion de l'Organisation militaire bolchevique de Pétrograd en date du 23 mai, il fut rapporté que les régiments Pavlovsky, Ismailovsky, les grenadiers et le premier régiment d'infanterie de réserve, parmi d'autres, « étaient prêts à passer à l'action de leur propre chef si une décision positive n'était pas adoptée par le centre. »<sup>31</sup> Un certain nombre de soldats se prononcèrent en faveur d'une manifestation contre le Gouvernement provisoire, et personne ne s'opposa à cette idée.

Le 6 juin, [N.I. Podvoïsky](#) et [V.I. Nevsky](#), dirigeants de l'Organisation militaire bolchevique, soulevèrent la question de la manifestation lors d'une réunion conjointe du Comité central, de l'Organisation militaire, et du Comité exécutif du Comité de Pétersbourg.<sup>32</sup> Lénine se prononça avec

<sup>29</sup> Browder et Kerensky, vol.3, pp.1283-84.

<sup>30</sup> Browder et Kerensky, vol.2, p.942.

<sup>31</sup> Sidorov, vol.3, pp.483-84.

<sup>32</sup> Sidorov, vol.3, p.485.

force en faveur de la manifestation. [Kaménev](#) s'y opposa. Fédorov, un modéré du parti, avertit que la manifestation devait être sans armes, ce à quoi Nevsky répliqua que ce rassemblement serait « amateur » si des armes n'étaient pas portées ; [Tchérepanov](#), de l'Organisation militaire, conclut cet échange par le commentaire : « Les soldats ne manifesteront pas sans armes. La question est réglée. »<sup>33</sup>

Kamenev avait le soutien de [Zinoviev](#) et de [Noguine](#) dans son opposition à la manifestation. Il est intéressant de noter que [Kroupskaïa](#), qui s'opposait rarement à son époux, exprima son appréhension quant à la manifestation proposée. « Elle ne sera pas pacifique, et donc peut-être qu'elle ne devrait pas avoir lieu. »<sup>34</sup>

Le même jour, le Comité de Pétersbourg discuta aussi de la question de la manifestation.<sup>35</sup> L'immense majorité du comité était enthousiaste en sa faveur. Un seul orateur, V.B. Vinokourov, soutint Kamenev, Zinoviev et Noguine dans leur position.

Un incident final, pourtant comparativement mineur, poussa les masses à la manifestation. La menace d'expulsion, le 7 juin, des anarchistes de leur quartier général de la villa Dournovo, ancienne propriété du ministre tsariste de l'intérieur, au cœur du district industriel de Vyborg.

P.N. Péréverzev, ministre de la justice, donna aux anarchistes l'ordre de libérer les lieux sous vingt-quatre heures. Les anarchistes refusèrent de s'exécuter, et en appelèrent au soutien des ouvriers des usines de Vyborg et des soldats. Le lendemain des milliers d'ouvriers se mirent en grève, fermant 28 usines, et plusieurs manifestations armées défilèrent dans le district.

Le 8 juin, une réunion conjointe du Comité central, du Comité de Pétersbourg et de l'Organisation militaire, à laquelle assistaient des responsables syndicaux et des représentants des usines, décida d'une manifestation immédiate des ouvriers et des soldats.<sup>36</sup> Peu après cette rencontre, le Comité central, avec l'addition des voix des trois représentants de l'exécutif du Comité de Pétersbourg, résolut d'organiser une manifestation de masse qui devait avoir lieu à deux heures de l'après-midi le samedi 10 juin.<sup>37</sup> Un tract signé par le Comité central, le Comité de Pétersbourg, l'Organisation militaire, la rédaction de la *Pravda*, etc., appelait à la manifestation. Parmi les slogans suggérés, on trouvait :

A bas la Douma tsariste!

A bas le Conseil d'Etat!

A bas les dix ministres capitalistes!

Tout le pouvoir au Soviet de Russie des Députés Ouvriers, Soldats et Paysans!

Ré-examen de la « Déclaration des droits du soldat! »

Abolition des « ordres » contre les soldats et les matelots!

A bas l'anarchie dans l'industrie et les capitalistes lockouteurs!

Vive le contrôle et l'organisation de l'industrie!

Il est temps d'arrêter la guerre! Que le soviét des députés déclare de justes conditions de

---

33 Sidorov, vol.3, p.486.

34 Sidorov, vol.3, p.486.

35 Kudelli, pp.136-45.

36 Kudelli, p.157.

37 Kudelli, p.158.

paix!

Pas de paix séparée avec Wilhelm, pas de traités secrets avec les capitalistes français et anglais!

Pain! Paix! Liberté!<sup>38</sup>

En entendant parler du projet de manifestation des bolcheviks, le Comité exécutif du Soviet publia immédiatement un appel l'interdisant.

Il ne doit pas y avoir une seule compagnie, pas un seul régiment, pas un seul groupe d'ouvriers dans la rue. [Il ne doit pas y avoir] une seule manifestation aujourd'hui.

Une grande lutte nous attend toujours.<sup>39</sup>

Pour ajouter à la pression exercée sur la direction bolchevique pour qu'elle annule la manifestation, des nouvelles arrivèrent le lendemain de l'opposition furieuse des délégués bolcheviks au Congrès Pan-Russe des Soviets, qui n'avaient pas été tenus informés des plans de leur propre Comité central.<sup>40</sup> Les délégués des provinces étaient très à droite des bolcheviks de Pétrograd et ne cachaient pas leur indignation quant à la manifestation projetée.

Un des membres de la délégation bolchevique, Kouzmine, exprima sa colère lors de la session du congrès du 9 juin : « Camarades, aussi triste que cela puisse être, je dois déclarer : la plupart d'entre nous, les délégués bolcheviks ici présents, représentant trois millions d'ouvriers et de soldats, si cela se trouve, ne savaient même pas que tout cela était en cours d'organisation. Moi même, qui suis un représentant, je ne découvre que maintenant qu'une telle manifestation était organisée. »<sup>41</sup>

Mais la direction bolchevique resta ferme sur ses positions. Dans la nuit du 9 juin, une réunion de six membres du Comité central (Lénine, Noguine, Kaménev, [Smilga](#), Zinoviev, et [Sverdlov](#) ou Staline), six membres du Comité de Pétersbourg, et deux membres de l'Organisation militaire, décida par quatorze voix de persister dans la manifestation.<sup>42</sup>

Sémachko, dirigeant du puissant 1<sup>er</sup> régiment de mitrailleuses, et Rakhia, un des membres les plus extrémistes du Comité de Pétersbourg, déclarèrent que la manifestation, étant armée, devait être prête, si nécessaire, « à s'emparer des gares, des arsenaux, des banques, de la poste et du télégraphe. »<sup>43</sup> Mais ce plan ne fut pas soutenu par Lénine et le reste de la direction bolchevique.

Le 10 juin, à 2 heures du matin, Lénine, Zinoviev, Kaménev, Sverdlov et Noguine se réunirent avec des représentants de la délégation bolchevique au Congrès Pan-Russe des Soviets. Ces derniers demandèrent l'annulation de la manifestation. Dans cette occasion, aucun membre du Comité de Pétersbourg ou de l'Organisation militaire n'étaient présents. La pression était telle que les membres du Comité central battirent en retraite : Zinoviev, Kaménev et Noguine votèrent pour l'annulation de la manifestation, et Lénine et Sverdlov s'abstinrent.<sup>44</sup> Et donc, dans l'urgence, le CC annonça l'annulation.<sup>45</sup>

Dans un certain nombre d'usines, des bolcheviks adoptèrent des résolutions censurant le Comité central. La retraite provoqua un large ressentiment dans les rangs du parti.

Dans ses mémoires, I.P. Flérovsky, un important bolchevik de Kronstadt, se souvient qu'à Kronstadt

---

38 Browder et Kerensky, vol.3, pp.1312-13.

39 Browder et Kerensky, vol.3, p.1314.

40 Kudelli, p.156.

41 Cité in Rabinowitch, p.264.

42 Kudelli, pp.158-66.

43 M.Ia. Latsis, « Июльские дни в Петрограде. Из дневника агитатора », *Пролетарская революция*, n° 5 (17), 1923.

44 Kudelli, p.158.

45 *Правда*, 10 juin, Sidorov, vol.3, p.498.

la nouvelle de l'annulation fut accueillie avec incrédulité et colère, et que les heures qui suivirent l'annonce furent « parmi les plus désagréables » de sa vie. Au Sixième Congrès il rapporta que des « mesures inhumaines » avaient été nécessaires pour empêcher les marins de répondre à des appels des anarcho-communistes (ainsi que de ceux de bolcheviks indisciplinés) et de se précipiter immédiatement à Pétrograd.<sup>46</sup>

M.I. Latsis nota dans son journal et rapporta au Comité de Pétersbourg qu'il y eut des cas dans lesquels des militants bolcheviks déchirèrent leur carte du parti.<sup>47</sup>

Les membres du Comité de Pétersbourg étaient surtout furieux de la retraite de la direction. Le 11 juin, une réunion d'urgence du Comité de Pétersbourg fut consacrée à entendre les explications du Comité central.<sup>48</sup>

Lénine commença son intervention en reconnaissant que le mécontentement de nombreux membres du Comité de Pétersbourg était « tout à fait légitime ». Il expliqua, cependant, que

le Comité central ne pouvait pas agir autrement, pour deux raisons : 1° Nous avons reçu d'un demi-organe du pouvoir l'interdiction formelle de manifester ; 2° cette interdiction était ainsi motivée : « nous savons que des contre-révolutionnaires camouflés comptent mettre à profit votre manifestation ». On nous donnait des noms à l'appui, par exemple celui d'un général dont l'arrestation nous était promise dans trois jours, et d'autres encore ; on déclarait qu'une manifestation des Cent-Noirs<sup>49</sup> était fixée au 10 juin, que ces derniers devaient se mêler à nous et déchaîner des bagarres.

Il arrive, même dans les guerres ordinaires, qu'une offensive fixée doive être décommandée pour des raisons d'ordre stratégique ; cela peut aussi arriver, à plus forte raison, dans la lutte des classes, selon les hésitations des couches moyennes petites-bourgeoises. Il faut savoir choisir le moment et se montrer hardi dans ses décisions.<sup>50</sup>

Pour l'avenir, déclarait Lénine,

Le prolétariat peut y répondre par le maximum de calme, de prudence, de fermeté, d'organisation, et en se souvenant bien que le temps des manifestations pacifiques est révolu.

Nous ne devons pas leur fournir l'occasion d'une agression. Qu'ils attaquent, eux, et les ouvriers comprendront que nos agresseurs attentent à l'existence même du prolétariat. Mais la vie est avec nous, et le succès de leur agression est bien problématique : sur le front il y a les troupes, dont le mécontentement est très grand ; à l'arrière règnent la vie chère, le marasme économique, etc.

Le Comité central ne veut pas peser sur votre décision. C'est votre droit légitime de protester contre ses actions, et votre décision doit être libre.<sup>51</sup>

Volodarsky, au nom de l'Exécutif du Comité de Pétersbourg, fut des plus incisifs dans ses récriminations.

Le Comité central a agi hâtivement et inconsidérément, mais la question est de savoir quand ? Lorsqu'il a décidé de manifester ou lorsqu'il a annulé la manifestation ? Que

---

46 Rabinowitch, pp.79-80.

47 Latsis, in *Пролетарская революция*, no.5 (17), 1923 ; Kudelli, p.164.

48 Kudelli, pp.153-68.

49 Une organisation ultra-réactionnaire créée sous le patronage de la police tsariste.

50 Lénine, « [Discours prononcé le 11 \(24\) juin 1917 devant le comité de Pétersbourg du P.O.S.D.\(b\)R. sur la suppression de la manifestation](#) », *Œuvres*, vol.25, p.78.

51 Lénine, *Ibid.*, *Œuvres*, vol.25, pp.79-80.

devrions nous faire ?... Nous devons répondre à trois questions : (1) Etait-il nécessaire d'annuler notre manifestation ? (2) Est-ce qu'une situation qui permet aux hésitations d'un seul homme de changer toutes les décisions est tolérable dans notre parti ? (3) Quelles vont être nos prochaines initiatives ?<sup>52</sup>

Tomsky, membre lui aussi de l'Exécutif du Comité de Pétersbourg, ajouta ses propres critiques :

Quelle que soit la manière dont nous déguisons notre retraite en disant que nous sommes des gens raisonnables, que nous avons agi avec sagesse, le fait demeure que nous avons reculé. Notre délégation au congrès, qui par notre faute n'était pas informée de notre grandiose manifestation, a influencé l'humeur du Comité central. Est-il tolérable que la délégation exerce une pression sur le Comité central du parti ?

En concluant, Tomsky résuma ses sentiments sur la conduite du Comité central, mettant l'accent sur le préjudice causé à son prestige.

Personne ne niera que le Comité central a commis une faute politique – il est coupable d'une intolérable vacillation. Il n'est pas important qu'il y ait une méfiance généralisée vis-à-vis du Comité central ; ce qui est important c'est que la foi dans la direction [du CC] qu'avaient ceux d'entre nous qui sont des responsables [du Comité de Pétersbourg] a été entamée.<sup>53</sup>

I.K. Naoumov, secrétaire de la délégation bolchevique du Soviet de Pétrograd, critiqua le parti pour sa mauvaise planification, mais fit remarquer que l'annulation avait des aspects positifs. Il suggérait que le dommage causé à la confiance dans la direction du parti n'était pas dans l'ensemble une mauvaise chose : « Qu'elle soit complètement anéantie, » proclama Naoumov, « il est nécessaire de n'avoir confiance qu'en soi-même et dans les masses. »<sup>54</sup>

## ***Les dirigeants mencheviks et SR interviennent***

A cette même session du Congrès des soviets qui avait condamné les bolcheviks, le menchevik Bogdanov, au nom du présidium, proposa qu'une manifestation officielle soit organisée pour le dimanche suivant, le 18 juin. Les dirigeants mencheviks et SR pensaient que les bolcheviks étaient en recul, et qu'ils pourraient leur montrer qui avait vraiment le soutien des masses. Ainsi Tsérételli s'adressa triomphalement aux bolcheviks, en particulier à Kaménev, dans un discours didactique indigné :

Nous avons ici, devant nous, une revue claire et honnête des forces de la révolution. Demain on verra manifester, non pas des groupes séparés, mais toute la classe ouvrière de la capitale, non pas contre la volonté du Soviet, mais à son invitation. Maintenant nous verrons quels sont ceux que suit la majorité, vous ou nous. Ce n'est pas une affaire de complots, mais d'un duel dans l'arène ouverte. Demain nous verrons.

Les slogans de la manifestation furent choisis par les dirigeants mencheviks et SR parmi les plus populaires possibles : « Paix universelle », « Convocation immédiate d'une assemblée constituante, » « République démocratique. »<sup>55</sup> Pas un mot sur la coalition ou l'offensive. Lénine demanda dans la *Pravda* : « Et qu'est-ce qu'est devenue la « confiance absolue dans le Gouvernement provisoire », Messieurs... Avez-vous avalé votre langue ? » Les conciliateurs n'osaient pas appeler les masses à exprimer leur soutien au gouvernement dont ils étaient membres.

Le 13 juin fut tenue une réunion d'urgence du Comité de Pétersbourg. Au nom du Comité central,

---

52 Kudelli, pp.157-58.

53 Kudelli, pp.159-61.

54 Kudelli, p.163.

55 Sidorov, vol.3, p.518.

[Zinoviev](#) expliqua que la manifestation proposée fournirait « un moyen politique d'exercer une pression sur le gouvernement. » « Nous devons faire une manifestation dans la manifestation. » Il fallait appeler les membres du parti aussi bien que des syndicats, des usines, et les unités militaires à défiler avec les slogans du 10 juin, plus quelques nouveaux. Une partie des présents n'étaient pas chauds pour la manifestation. Après tout, ils s'étaient brûlé les doigts quelques jours auparavant.<sup>56</sup>

La manifestation du 18 juin fut massive, avec 400.000 participants. Soukhanov écrit : « la manifestation était grandiose (...) tous les ouvriers et les soldats de Pétersbourg y participaient. »

Mais quel était le caractère politique de la manifestation ?

— « Encore des bolcheviks, » remarquai-je, regardant les slogans, « et là, derrière cette colonne, ce sont aussi des bolcheviks qui défilent. »

— « Apparemment les suivants aussi, » jugeai-je ensuite, observant les banderoles avançant vers moi et les rangs interminables se dirigeant vers le château Saint-Michel par la perspective Sadovy.

— « Tout le pouvoir aux soviets! », « A bas les dix ministres-capitalistes! », « Paix aux chaumières, guerre aux palais! »

C'est de cette façon puissante et frontale que l'avant-garde de la révolution russe et de la révolution mondiale, le Pétersbourg ouvrier-paysan, exprimait sa volonté... La situation était absolument claire et sans ambiguïté... Par ci par là, la chaîne des drapeaux et des colonnes de bolcheviks était interrompue par des mots d'ordre spécifiquement socialistes-révolutionnaires et par ceux du soviétisme officiel. Mais ils étaient noyés dans la masse ; ils apparaissaient comme les exceptions confirmant sans le vouloir la règle. Et encore et encore, comme un cri irrépressible des entrailles de la capitale révolutionnaire, comme le destin lui-même, comme la fatale forêt de Birnam<sup>57</sup> – ils avançaient vers nous :

— Tout le pouvoir aux soviets!, A bas les dix ministres-capitalistes!

(...)

Je me souvenais de l'entrain de la veille de cet aveugle de Tsérételli. Il était là, l'assaut dans l'arène ouverte ! Elle était là, la démonstration claire et honnête des forces sur un terrain légal, dans une manifestation de tout le Soviet !<sup>58</sup>

« A en juger par les pancartes et les mots d'ordre des manifestants, » écrivait le journal de Gorki, « la démonstration de dimanche a dévoilé le complet triomphe des bolcheviks dans le prolétariat pétersbourgeois. »<sup>59</sup>

Le même jour, des manifestations de masse défilaient dans toute la Russie : à Moscou, Kiev, Minsk, Reval, Riga, Kharkov, Helsingfors, et bien d'autres villes.<sup>60</sup> Le jour suivant, Lénine écrivit :

La manifestation du 18 juin est devenue une démonstration de la force et de la politique du prolétariat révolutionnaire qui montre l'orientation de la révolution, qui montre comment sortir de l'impasse. Voilà l'immense signification historique de la

---

56 Kudelli, pp.178-84.

57 Dans *MacBeth* de Shakespeare, une prophétie indique que son règne durera jusqu'à ce que la forêt de Birnam avance contre lui. (Note du Traducteur)

58 Soukhanov, [op. cit.](#)

59 Trotsky, [Histoire de la révolution russe](#), op cit, p.503.

60 Sidorov, vol.3, pp.541-51.



manifestation de dimanche, voilà ce qui la distingue foncièrement des manifestations qui eurent lieu le jour des funérailles des martyrs de la révolution et le 1<sup>er</sup> mai. Ce fut alors la *commémoration* unanime de la première victoire de la révolution et de ses héros, le coup d'œil jeté par le peuple sur la première étape franchie le plus rapidement, avec le plus de succès, vers la liberté. Le 1<sup>er</sup> mai fut la *fête* des vœux et des espoirs rattachés à l'histoire du mouvement ouvrier mondial, à son idéal de paix et de socialisme.

Ni l'une ni l'autre de ces manifestations ne s'assignait pour but d'indiquer l'*orientation* ultérieure de la révolution et ne pouvait d'ailleurs l'indiquer. Ni l'une ni l'autre ne posait aux masses, et au nom des masses, les questions concrètes, précises, urgentes, de la marche de la révolution, de ses fins, de ses moyens.

Le 18 juin a été en ce sens la première manifestation politique d'*action*, l'éclaircissement non par la brochure ou par le journal mais dans la rue, non par les chefs mais par les masses, de la façon dont les différentes classes agissent, veulent agir et agiront afin de continuer la révolution.<sup>61</sup>

Cette manifestation disait tout ce qui pouvait être dit sans soulèvement. Le travail des bolcheviks restait toujours de continuer à expliquer patiemment. Le 22 juin, la presse bolchevique exhortait la garnison : « Ne faites confiance à aucun appel à manifester dans la rue ». Et Lénine continuait à insister sur la nécessité d'éviter l'aventurisme, de continuer à organiser et éduquer, éduquer et organiser.

Le prolétariat socialiste et notre parti ont besoin de tout leur sang-froid, du maximum de fermeté et de vigilance : que les futurs Cavaignac<sup>62</sup> commencent les premiers! Notre conférence a déjà annoncé leur venue. Le prolétariat de Pétrograd ne leur permettra pas d'éluder les responsabilités. Il attendra, accumulant des forces et se préparant à la riposte, le *jour où* ces messieurs se décideront à passer des paroles aux actes.<sup>63</sup>

---

61 Lénine, « [Le dix-huit juin](#) », *Œuvres*, vol. 25, p.113.

62 Le général Cavaignac sauva la bourgeoisie des travailleurs à Paris en juin 1848.

63 Lénine, *Œuvres*, vol.25, p.82.

## Chapitre 10 — Lénine et les mutineries de soldats

### **Les soldats se rebellent**

La question brûlante, centrale, plus urgente que toute autre dans la Révolution Russe, était celle de la guerre. En 1917, les souffrances des soldats avaient atteint leurs limites extrêmes. Sur les 15,5 millions d'hommes qui avaient été mobilisés, on estime que 7,2 à 8,5 millions d'entre eux avaient été tués ou blessés, ou étaient portés disparu. Le soulèvement paysan provoqua et fut provoqué par les mutineries de soldats. Au moment où les paysans s'employaient à incendier les manoirs, tuant parfois leurs maîtres, les soldats en étaient à lyncher les officiers impopulaires et à désertier le front en masse. En plus, le soldat – paysan sous l'uniforme – qui quittait le front ou la garnison pour retourner au village jouait un rôle essentiel dans la dissémination des idées révolutionnaires dans les campagnes.

Les cas où se trouvèrent à la tête des troubles ruraux des soldats comptèrent, d'après le calcul de Verménitchev, en mars, pour un pour cent, en avril pour huit pour cent, en septembre pour treize pour cent, en octobre pour dix-sept pour cent. Un pareil calcul ne peut prétendre à l'exactitude ; mais il indique sans erreur la tendance générale.<sup>1</sup>

La désintégration de l'armée russe se poursuivait rapidement. C'était un produit inévitable de la révolution.

« Il est évident » écrivait Engels à Marx le 26 septembre 1851, « que la désorganisation des armées et le relâchement absolu de la discipline furent aussi bien la condition que le résultat de toute révolution qui ait triomphé jusqu'ici. »<sup>2</sup>

Le soldat de l'armée tsariste était privé des droits humains les plus élémentaires. Il lui était interdit de fumer dans la rue, de prendre le tramway ailleurs que sur l'impériale, ou de fréquenter les clubs, les bals publics, les restaurants et autres établissements où des boissons étaient en vente. Il lui était interdit d'assister à des conférences publiques ou à des spectacles de théâtre, ou de recevoir des livres ou des journaux sans la permission de son officier supérieur.<sup>3</sup> Après la Révolution de Février, le paysan-soldat n'était plus disposé à servir de chair à canon dans une guerre menée par des généraux-grands propriétaires terriens.

Le Gouvernement provisoire fit de son mieux pour empêcher la désintégration de l'armée. Le 28 février, [Milioukov](#) déclara à un groupe de soldats qu'ils devaient tous être « organisés, unis, et subordonnés à une seule autorité. »<sup>4</sup>

Malgré tout, comme l'explique Soukhanov,

... en essayant de restaurer les liens de subordination entre les officiers et les soldats, [le Gouvernement provisoire] voulait que ces liens soient exactement semblables à ce qu'ils avaient été sous le tsarisme. Il avait toute raison d'espérer que le corps des officiers, en se joignant à la révolution et se mettant à la disposition de la Douma, se ferait le serviteur dévoué de le bourgeoisie.<sup>5</sup>

Dans les mois précédant la révolution, la discipline de l'armée tsariste était déjà en voie de décomposition. La Révolution de Février accéléra le processus. Et elle eut lieu non seulement sans les officiers, mais contre eux. « Dès le matin du 28 février – écrit dans ses *Mémoires* le cadet

1 Trotsky, [Histoire de la révolution russe](#), op cit, vol.2, p.390

2 [La guerre civile aux Etats-Unis](#).

3 Chliapnikov, [Семнадцатый год](#), p. 350.

4 Browder et Kerensky, vol.1, p.51.

5 Soukhanov, op. cit.

Nabolov, qui portait en ces jours-là un uniforme d'officier – il devint dangereux de sortir de chez soi, car on arrachait déjà aux officiers leur épauettes. »<sup>6</sup>

Beaucoup d'officiers s'empressèrent d'arborer des rubans rouges quelques jours après la révolution. Mais les soldats pouvaient-ils se fier à eux ? V.B Stankévitch, commissaire politique du Gouvernement provisoire pour le front nord, dans ses *Mémoires*, clarifie la véritable nature des sentiments entre officiers et soldats dans les premiers jours suivant la Révolution de Février.

Les soldats, en violant la discipline et en sortant des casernes non seulement sans officiers, mais... en bien des cas contre la volonté de ces derniers, même en tuant certains d'entre eux qui remplissaient leur devoir, se trouvèrent avoir accompli un grand exploit d'émancipation. Si c'est là un exploit, et si le corps des officiers lui-même l'affirme maintenant, pourquoi les chefs n'ont-ils pas d'eux-mêmes fait sortir les soldats dans la rue ? Car enfin, c'eût été pour eux plus facile et moins dangereux. Maintenant, la victoire acquise, ils se sont ralliés aux courageux vainqueurs. Mais est-ce sincère et pour longtemps ? Voyez-vous, dans les premiers moments ils furent bouleversés, ils se cachèrent, ils se mirent en civil – même si le lendemain tous les officiers revinrent. Et même si certains officiers revinrent en courant et nous rejoignirent cinq minutes après que les soldats soient sortis, malgré tout c'étaient les soldats qui avaient dirigé les officiers dans tout ça, et non le contraire. Et ces cinq minutes ouvrirent un abîme infranchissable entre les troupes et les principes les plus profonds et les plus fondamentaux de l'ancienne armée.<sup>7</sup>

Beaucoup d'officiers furent lents à s'adapter. Ils espéraient une restauration de l'ancien régime. Ainsi le député à la Douma N.O. Yanouchkévitch, visitant des troupes une quinzaine de jours après la révolution, rapportait :

... il y a ceux, parmi les officiers supérieurs, qui se comportent sans tact. Partout nous entendions dire que le nœud rouge, lorsqu'il est porté, est arraché. On nous dit aussi que les portraits [du tsar] n'ont pas été enlevés ; les soldats entrent et voient que le portrait de l'empereur est sur le mur ; cela soulève leur indignation. Dans certains endroits nous reçûmes l'information qu'il y avait eu des menaces d'exécution par fusillade au cas où les portraits seraient enlevés. Cette absence de tact a créé une atmosphère très lourde.<sup>8</sup>

Des officiers étaient furieux contre l'ordre du Gouvernement provisoire leur enjoignant de se montrer polis envers leurs subordonnés.

Dans plusieurs réunions nous avons parlé avec des officiers. Certains comprennent leur tâche, mais d'autres n'ont aucun désir d'admettre que la vie ancienne a été détruite et qu'ils doivent changer de comportement. Ils considèrent qu'ils ont été très mal traités ; ils sont indignés par les ordres, en particulier celui de Goutchkov au sujet de la politesse ; ils disent que cela ruine le moral de l'armée – les soldats accusent leurs commandants de tout, et cela a demandé des efforts pour leur expliquer que c'était la faute de l'ancien régime, que leurs supérieurs hiérarchiques n'ont rien à voir avec tout ça.<sup>9</sup>

Les soldats ne pouvaient pas oublier que l'une des mesures disciplinaires utilisées par les officiers sous le tsarisme avait été le fouet. Par dessus tout, ils savaient qu'alors qu'eux mêmes étaient paysans et ouvriers, les officiers étaient des fils de grands propriétaires ou des membres des familles bourgeoises.

---

6 Cité in Trotsky, [Histoire de la révolution russe](#), op cit , vol.1, p.294.

7 Ibid et Stankévitch, p.72.

8 Browder et Kerensky, vol.2, p.860.

9 Browder et Kerensky, vol.2, p.860. Le général Alexeïev, chef d'état-major, appelait en privé le Soviet des députés soldats (soldatskikh) le Soviet des députés des chiens (sobatchikh). (Radkey,p. 343.)

Le Gouvernement provisoire et les conciliateurs du Soviet espéraient contre tout espoir que les exhortations, si elles étaient répétées assez souvent, pourraient créer la confiance entre soldats et officiers. Le 9 mars, le ministre de la guerre, [Goutchkov](#), et le chef d'état-major, le général [Alexéïev](#), lancèrent un manifeste aux soldats et aux citoyens :

La restauration des relations bonnes et amicales entre les officiers et les soldats, et le raffermissement de la discipline, font partie des principaux soucis du Gouvernement provisoire...

Le Gouvernement provisoire déclare que l'armée a l'obligation d'obéir aux ordres de ses commandants militaires, et est convaincu que les soldats le comprendront et formeront un cercle étroit autour de leurs officiers, voyant en eux les dirigeants qui les ont toujours menés à la victoire. Ce n'est qu'en obéissant à leurs officiers que les soldats peuvent briser la résistance de l'ennemi et l'empêcher de remporter la victoire sur la libre Russie. Soldats, vous êtes appelés à accomplir la grande tâche historique de votre patrie. Suivez vos officiers et rappelez-vous que sans le respect pour la personne et pour l'honneur de votre officier, il ne peut y avoir d'unité, il ne peut y avoir de victoire.<sup>10</sup>

### **L'Ordre N° 1 – Le Soviet fait un compromis**

Dans la fièvre de la Révolution de Février, quand les soldats déchiraient les épaulettes des officiers, l'idée d'élire tous les officiers était devenue populaire. Le premier tract appelant à ce changement, distribué le matin du 1<sup>er</sup> mars par les *méjraïontsy*, était ainsi conçu :

Elisez vos commandants de peloton, vos commandants de compagnie et vos commandants de régiment, élisez des comités de compagnie pour prendre en charge le ravitaillement. Tous les officiers doivent être sous le contrôle de ces comités de compagnie. N'acceptez que les officiers dont vous savez qu'ils sont des amis du peuple... Soldats! Maintenant que vous vous êtes révoltés et que vous avez gagné, d'anciens ennemis vont venir vers vous en même temps que vos amis – des officiers qui prétendent être vos amis. Soldats! La queue d'un renard est plus à craindre que les crocs d'un loup.<sup>11</sup>

Les dirigeants S-R et mencheviks du Soviet étaient tellement furieux contre ce tract qu'ils le dénoncèrent dans leur quotidien, les *Izvestia*, le 3 mars.<sup>12</sup> Mais le sentiment révolutionnaire des troupes était tel que les conciliateurs ne croyaient pas possible de préserver tout simplement le vieux système de discipline. Le résultat fut un compromis, le « *Prikaz N°1* » (Ordre N°1), publié par le Soviet de Pétrograd le 1<sup>er</sup> mars :

... Dans toutes les compagnies, bataillons, régiments, parcs, batteries, escadrons, dans les services spéciaux des diverses administrations militaires, et sur les navires de la marine, des comités des représentants élus des échelons inférieurs des unités militaires sus-mentionnées seront choisis immédiatement

... Dans toutes ses actions politiques, la branche militaire est subordonnée au Soviet des députés ouvriers et soldats et à ses propres comités.

... Les ordres de la Commission militaire de la Douma d'Etat seront exécutés, à l'exception des cas où ils sont en conflit avec les ordres et les résolutions du Soviet des députés ouvriers et soldats.

---

10 Browder et Kerensky, vol.2, pp.855-56.

11 Browder et Kerensky, vol.2, p.845.

12 Browder et Kerensky, vol.2, pp.849-50.

... Toute espèce d'armes, telles que fusils, mitrailleuses, autos blindées et autres, doivent être tenues à la disposition et sous le contrôle des comités de compagnie et de bataillon, et ne doivent en aucun cas être remises aux officiers, même sur leur demande.

... Dans le rang et pendant l'exécution des devoirs du service, les soldats doivent observer la discipline militaire la plus stricte, mais en dehors du service et du rang, dans leur vie politique, civique en général et privée, les soldats ne peuvent en aucun cas être privés des droits dont jouissent les citoyens.

En particulier, le garde-à-vous et le salut obligatoire, en dehors du service, est aboli...

Egalement, l'obligation de s'adresser aux officiers par les termes « Votre Excellence, » « Votre Honneur », etc., est abolie, et ces titres seront remplacés par « Monsieur le général », « Monsieur le colonel », etc.

S'adresser grossièrement à des soldats, quel que soit leur rang, et en particulier le fait de les tutoyer, est interdite, et les soldats sont requis de porter à l'attention des comités de compagnie toute infraction à cette règle, aussi bien que toute incompréhension entre officiers et soldats du rang.

Le présent ordre devra être lu devant les compagnies, bataillons, régiments, équipages, batteries et tous commandements combattants et non-combattants.<sup>13</sup>

Cet ordre mettait en place une dualité de pouvoir au sein de l'armée. Trotsky l'a pertinemment appelé « le seul document estimable de la Révolution de Février, »<sup>14</sup> et Soukhanov le décrit comme « pratiquement le seul acte politique indépendamment créatif du Plénum du Soviet pendant toute la révolution. »<sup>15</sup>

L'Ordre N°1 avait été rédigé à la hâte en réaction à la situation spécifique de Pétrograd, et ses auteurs espéraient qu'il ne s'appliquerait qu'à la capitale. Malheureusement,

il fut imprimé en grande quantité et distribué sur tout le front en quelques jours... Il n'y avait pas un seul secteur, sur un front de 3.000 km, qui restât en dehors de son influence, même si les secteurs du nord en furent plus massivement inondés que le reste. Les officiers se rendirent compte immédiatement avec quel enthousiasme leurs hommes appliquaient ses prescriptions : les soldats cessèrent de les saluer et de se mettre au garde-à-vous, les appelaient désormais « Monsieur le lieutenant » et insistaient sur le « vous » formel. En quelques jours, les officiers furent confrontés à des comités qui présentaient des revendications, exigeaient des explications, contre-mandaient les ordres, et instituaient des contrôles sur les armes et les munitions. Il n'était pas rare que des officiers se voient contraints de reconnaître la structure du comité en donnant des ordres spéciaux. Toutes les tentatives des officiers pour expliquer que l'ordre n'était pas officiel, et qu'il ne s'appliquait qu'à Pétrograd, furent vaines.<sup>16</sup>

Comme la dualité de pouvoir était très instable, une pression fut exercée contre l'Ordre N°1, de gauche comme de droite, dès l'instant où il fut publié.

## **L'Ordre N°2**

Dès que le Soviet de Pétrograd eut promulgué l'Ordre N°1, ses dirigeants s'alarmèrent de ce qu'ils avaient fait. L'exécutif fut sans aucun doute encouragé dans cette attitude par [Kérensky](#), qui avait

13 Soukhanov, [op. cit.](#)

14 Trotsky, [Histoire de la révolution russe](#), op cit , vol.1, p321.

15 Soukhanov, [op. cit.](#)

16 A. Wildman, « The February Revolution in the Russian Army », *Soviet Studies*, juillet 1970.

l'Ordre en horreur, comme se le rappelle Soukhanov :

Kérensky fit irruption comme un ouragan, complètement hors de lui, étouffant de rage et de désespoir. Frappant du poing sur la table, non seulement il accusa les rédacteurs et les éditeurs de ce tract de provocation, mais identifiait carrément leur action avec le travail de la police secrète tsariste (...) et menaçait les coupables de toutes sortes de châtements.<sup>17</sup>

Pour apaiser Kérensky, et, plus important, les généraux et les capitalistes, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires du Soviet promulguèrent l'Ordre N°2, qui limitait l'application de l'Ordre N°1 au district militaire de Pétrograd, et insistait sur le fait que même à Pétrograd les comités de l'armée ne devaient pas intervenir dans les affaires militaires.

L'Ordre N°1 du Soviet des députés ouvriers proposait à toutes les compagnies, bataillons et autres unités militaires d'élire des comités (de compagnie, de bataillon, etc.) appropriés à chaque unité particulière, mais cet ordre ne stipulait pas que ces comités dussent élire les officiers de chaque unité... Les soldats doivent se soumettre à tous les ordres des autorités militaires qui sont concernées par le service militaire.<sup>18</sup>

Comme symbole de la nécessité de neutraliser l'appétit de liberté des soldats vint un nouvel ordre du ministre de la guerre, sur les droits des soldats à la gratuité des transports, aux places gratuites dans les théâtres, les concerts, etc. Lorsque les soldats avaient conquis ces droits après la Révolution de Février, ils avaient considéré comme allant de soi que liberté signifiait « gratuité ». Et là, le 22 mars, [Goutchkov](#) promulguait l'Ordre N°114, qui formulait clairement que les soldats étaient libres d'aller au théâtre, d'utiliser les transports publics, etc., mais qu'ils n'étaient pas exonérés du paiement!<sup>19</sup>

## ***La Déclaration des Droits du Soldat***

Le double pouvoir, comme régime fonctionnant dans une situation de crise, mena à des formulations répétées et des re-formulations des droits et devoirs des soldats. Ainsi, le 11 mai, Kérensky, qui avait remplacé Goutchkov comme ministre de la guerre, publia un nouveau décret, l'Ordre N°8, Déclaration des Droits du Soldat, qui précisait les droits des commandants :

... au combat, le commandant a le droit, sur sa propre responsabilité, de prendre toutes mesures, jusqu'à l'utilisation de la force armée inclusivement, contre ses subordonnés qui s'abstiennent d'exécuter ses ordres. Ces mesures ne sont pas considérées comme des pénalités disciplinaires... Le droit de nommer à certaines charges et le droit de suspension temporaire des officiers de tous grades dans les cas prévus par la loi appartient exclusivement aux commandants. De même, ils sont les seuls à avoir le droit de donner des ordres concernant l'activité de combat et la préparation à la bataille d'une unité, son entraînement, ses devoirs spéciaux, ses tâches dans [les domaines] de l'inspection et de l'approvisionnement.<sup>20</sup>

Cette déclaration irrita même la gauche modérée. Le Congrès Pan-Russe des Soviets, dominé par les S-R et les mencheviks, la critiqua comme réduisant à néant les droits des soldats.

Dans le domaine des droits civiques en général, le droit de tout membre du service de participer à et d'organiser toute sorte de réunions doit être proclamé... La restriction de la liberté d'expression aux « périodes hors du service » doit être abolie.

---

17 Soukhanov, [op. cit.](#)

18 Browder et Kerensky, vol.2, pp.851-52.

19 Browder et Kerensky, vol.2, p.853.

20 Browder et Kerensky, vol.2, p.882.

Le droit du commandant d'utiliser la force contre ses subordonnés (article 14) doit être exclu de la déclaration.

En abrogeant l'article 18 ou l'Ordre N°8, il faut déclarer que les organes d'auto-gouvernement des soldats doivent avoir le droit de contester ou de recommander [la nomination] des personnes à des postes de commandement, de même que le droit de participer à l'administration de l'armée sur une base définie explicitement dans des régulations.<sup>21</sup>

Les bolcheviks étaient, bien sûr, encore plus critiques que les SR et les mencheviks au Congrès des soviets.

## ***L'armée se désintègre***

La lutte de classe entre paysans et grands propriétaires terriens se manifestait dans l'armée par un accroissement de l'insubordination des soldats envers les officiers. La poussée dans le sens de l'expropriation des terres nourrissait l'esprit de révolte des soldats, et le désir de paix se faisait plus intense dans une situation où les officiers ordonnaient aux soldats de continuer à faire une guerre sanglante et inutile.

La désintégration de l'armée s'accéléra. En octobre 1917, près de deux millions de soldats avaient déserté – la plupart entre février et octobre.<sup>22</sup> Deux cent mille d'entre eux avaient été récupérés, mais lorsqu'ils furent renvoyés au front ils ne firent qu'accroître la vitesse à laquelle l'armée se décomposait.

Le 18 mars, le général Loukomsky, directeur des opérations militaires, rédigea un rapport à la suite d'une conférence tenue à Stavka, dans lequel il était déclaré :

L'état de l'armée. L'armée traverse une [période de] maladie. Il faudra sans doute deux ou trois mois pour réajuster les rapports entre les officiers et les hommes.

A l'heure présente on observe un bas moral parmi les officiers, une agitation dans la troupe, et un grand nombre de désertions.

La capacité combative de l'armée est réduite, et il est à l'heure actuelle difficile d'anticiper une amélioration.<sup>23</sup>

Le 27 mai, le Gouvernement provisoire ordonna la dissolution de quatre régiments, le 45<sup>e</sup>, le 46<sup>e</sup>, le 47<sup>e</sup> et le 52<sup>e</sup>, pour insubordination.<sup>24</sup>

Voici quelques extraits, choisis au hasard, de rapports adressés au quartier général de l'armée :

Un télégramme du front roumain du 9 juin, entre autres choses, déclare : « Division X – le moral des troupes s'est amélioré mais, selon les termes du commandant de division, « comme auparavant, malgré tout, il n'y a aucun certitude qu'un ordre d'attaque serait obéi... » »

La 5<sup>ème</sup> Armée a communiqué... certains détails notés ci-après sur les conditions dans lesquelles se passe le regroupement en vue de l'opération : dans le corps X, l'ordre n'a pas été exécuté ; dans la division X, qui a refusé d'élargir son front sur la gauche, des compagnies individuelles du régiment X se sont rendues sur les positions, cependant

21 Browder et Kerensky, vol.2, p.886.

22 N.N. Golovine, *The Russian Army in the World War*, New Haven 1931, pp.124-25.

23 Browder et Kerensky, vol.2, p.925.

24 Browder et Kerensky, vol.2, p.887.

que 1.067 hommes ont refusé d'y aller ; dans le régiment X, un bataillon a refusé de marcher. Dans le reste des régiments, la situation est tout aussi tendue, et des désordres sont à craindre lorsque viendra leur tour de se porter en renforts... Dans le régiment X, l'ordre n'a pas été exécuté par cinq compagnies. Dans le corps X, la division X s'est séparée de son état-major et de l'artillerie, s'est rassemblée autour du régiment X, a élu, d'après le rapport du commandant de la division X, son propre état-major révolutionnaire, et envoie des agents dans d'autres unités pour se livrer à la propagande... Dans certains régiments de la 36<sup>ème</sup> division, ils déclarent ne reconnaître d'autre autorité que celle de Lénine.

Un télégramme reçu le 7 juillet du front roumain, signé par le commandant de régiment Réko, déclare que le 4 juillet la 8<sup>ème</sup> compagnie du régiment a refusé de rejoindre les positions pour l'offensive, et ce n'est qu'après de longues exhortations et admonestations que les régiments se sont mis en marche, dans la nuit du 6, avec les forces de huit compagnies mais avec un nombre insuffisants de fusiliers.

Le commandant de la 11<sup>ème</sup> Armée, dans un rapport à Stavka du 12 juillet, disait :

Il est même difficile de prévoir où l'ennemi peut être stoppé. Le personnel de commandement et des officiers dans sa totalité est sans pouvoir de se livrer à autre chose qu'au sacrifice de soi... La tragédie du haut commandement réside dans le fait qu'au lieu d'envoyer les détachements loyaux contre l'ennemi il doit les utiliser pour réprimer des compagnies et des divisions entières mutinées à l'arrière et pour faire cesser les pillages. La dépendance envers un certain nombre de troupes et de compagnies loyales pour rétablir l'ordre amène à des dissensions au sein de l'armée, lesquelles à leur tour provoquent une aggravation de la démoralisation.<sup>25</sup>

Lors d'une seconde conférence à Stavka le 16 juillet, le général [Dénikine](#) décrivait en ces termes la situation sur le front occidental :

Il était « dans un état de complète désintégration. »

Les hommes étaient obéissants jusqu'à un certain point – tant que notre ligne d'action était passive – mais dès qu'il leur était demandé d'être agressifs, l'étendue de la désintégration apparaissait en pleine lumière.

Au cours de deux à trois semaines, nous avons réussi, par un travail extraordinaire du personnel de commandement, à déployer la 10<sup>ème</sup> Armée, mais dans quelles conditions : 48 bataillons ont refusé d'aller au combat. L'un des trois corps de choc a été déployé, cela a pris deux à trois semaines pour en déployer un autre, et le troisième ne l'a pas été du tout. L'insubordination, les vols et les pillages ont infesté les unités, et des distilleries ont été ravagées. Certaines unités, comme par exemple le 703<sup>ème</sup> régiment Souramsky, se sont volatilisées.

J'ai déplacé le 20<sup>ème</sup> corps pour remplacer le corps du flanc droit, parce que je pensais qu'il était le meilleur. Mais dès qu'il a reçu l'ordre d'avancer, une de ses divisions a parcouru 30 verstes dans la première nuit, pour revenir ensuite à sa position de départ. Une autre division a purement et simplement refusé d'avancer. Après de longues négociations, elle s'est enfin déployée.<sup>26</sup>

Lors de la même conférence, le général [Alexéïev](#) disait : « Nous n'avons plus d'armée, que ce soit

---

25 Browder et Kerensky, vol.2, pp.959-61, 968-69.

26 Browder et Kerensky, vol.2, p.991.



au front ou à l'arrière... il ne reste plus qu'une poussière humaine. »<sup>27</sup>

## **Les généraux essaient de rétablir la discipline**

Les généraux se rendaient compte que si une discipline de fer n'était pas rétablie dans l'armée tout serait perdu. L'appel au retour à une stricte discipline se fit de plus en plus insistant. Ainsi, le 11 juillet, le commandant en chef, le général [Broussilov](#), écrivait au ministre de la guerre Kérénsky :

Le temps n'attend pas. Il est nécessaire de restaurer immédiatement une discipline de fer dans toute son ampleur et la peine de mort pour les traîtres. Si nous ne le faisons pas sur l'heure, sans attendre, alors l'armée périra, la Russie périra.<sup>28</sup>

Le même jour, le gouvernement décida de rétablir la peine de mort au front – revenant à la situation d'avant le 12 mars, date où elle avait été abolie. Mais cela ne satisfaisait pas les généraux. Le 16 juillet, Dénikine déclara dans une conférence où Kérénsky était présent : « La peine de mort [doit] être introduite non seulement sur le théâtre des opérations mais aussi à l'arrière, où les renforts sont stationnés. »<sup>29</sup> Le général Loukomsky ajouta que la peine de mort devrait être aussi appliquée aux « civils qui corrompent l'armée. »<sup>30</sup>

Mais tous les généraux n'étaient pas également convaincus de l'efficacité de la peine de mort dans le rétablissement de la discipline. Ainsi le général Klembovsky remarquait :

Qu'est-ce qui peut marcher ? La peine de mort ? Mais est-il vraiment possible d'exécuter des divisions entières ? La proscription ? Mais alors la moitié de l'armée se retrouverait en Sibérie. Vous n'effraierez pas le soldat par la servitude pénale. « Les travaux forcés ? Et alors ? Dans cinq ans je serai de retour », disent-ils, « et au moins je serai vivant. »<sup>31</sup>

Le rétablissement de la peine de mort se heurta à une vive opposition, même de la part de la gauche de compromis. Le 19 août, Yakovlev, s'exprimant au nom du groupe SR du Soviet de Pétrograd, déposa une résolution exigeant l'abrogation de la peine de mort, proclamant que « la peine de mort, introduite par le nouveau régime sous le prétexte de combattre le crime, prend forme de plus en plus clairement comme un moyen d'effrayer les soldats en vue de les soumettre aux officiers. »<sup>32</sup>

Même si les SR et les mencheviks du gouvernement étaient responsables de son rétablissement, seuls quatre membres du Soviet (notamment [Tséréteïli](#)) votèrent contre cette résolution.

En même temps, les généraux augmentaient la pression par la droite contre la situation de double pouvoir dans l'armée et la multiplicité d'autorités qui la déchiraient. Le général Dénikine déclarait ainsi à la conférence de Stavka :

En faisant la tournée du front, le commandant en chef a eu l'impression que les soldats étaient bons, [mais] que les commandants avaient peur et avaient laissé leur autorité leur glisser des mains. Ce n'est pas tout à fait correct. L'autorité n'a pas échappé aux mains des commandants, elle leur a été arrachée... Une autre cause de désintégration de l'armée est la présence des commissaires... Il ne peut y avoir de double autorité dans l'armée. L'armée doit avoir une seule tête et une seule autorité...

Ainsi, cette institution ne peut être tolérée dans l'armée.

Une cause supplémentaire de désintégration dans l'armée est constituée par les

---

27 Browder et Kerensky, vol.2, p.1009.

28 Browder et Kerensky, vol.2, p.981.

29 Browder et Kerensky, vol.2, p.996.

30 Browder et Kerensky, vol.2, p.1000.

31 Browder et Kerensky, vol.2, pp.997-98.

32 Browder et Kerensky, vol.2, p.985.

comités...

Les comités déposent les commandants. Ainsi, ils ont révoqué le commandant du corps, le chef d'état-major du corps, et le commandant de la 1<sup>ère</sup> division du 1<sup>er</sup> Corps sibérien. Je n'ai pas autorisé ce changement, mais le commandant du corps est venu me voir en larmes et j'ai dû le laisser partir.

J'ai des données statistiques à ma disposition ; il y a eu 50 cas de dépositions de commandants sur le front.<sup>33</sup>

Le corps des officiers est dans une situation épouvantable...

Oui, ce sont des martyrs... On les insulte... On les frappe. Oui, on les frappe. Cachés dans leur tente, ils sanglotent, mais ils ne parleront pas. On les tue.<sup>34</sup>

Les comités de détachement et de régiment ouvrent des discussions sur pratiquement tous les sujets... Les comités apportent une autorité multiple dans l'armée, et discréditent, plutôt qu'ils ne renforcent, l'autorité des commandants.<sup>35</sup>

Le général Dénikine poursuit :

Pour régénérer l'armée, il est nécessaire que... la politique [en] soit complètement exclue... ; que la déclaration soit abrogée ; que les commissaires et les comités soient abolis ; que l'autorité soit rendue aux commandants ; que la discipline soit renforcée... La peine de mort doit être appliquée non seulement sur le théâtre de la guerre mais aussi à l'arrière, où les renforts sont stationnés. Des tribunaux révolutionnaires doivent être constitués également pour les régiments de réserve.<sup>36</sup>

Tous les généraux présents à la conférence étaient d'accord avec Dénikine. Mais la question était : comment faire pour supprimer les comités et les commissaires ? Kérénsky vint à la rescousse avec le conseil de le faire progressivement et de façon détournée.

Si nous devons appliquer le programme maximum du général Dénikine... nous pourrions nous attendre à de terribles désordres. Personnellement, je n'ai rien contre... le rappel des commissaires et la fermeture des comités. Mais je suis convaincu que le lendemain, un état de complète anarchie se répandrait dans toute la Russie et que le personnel de commandement se ferait massacrer. Il ne faut pas que la transition soit aussi soudaine.<sup>37</sup>

Kérénsky reçut le soutien du ministre des affaires étrangères cadet, Térechtchenko :

Il nous faut nous réconcilier avec les commissaires, même si c'est à contre-cœur, car il ne peuvent être abolis à l'heure présente.

Il y a seulement un mois, il semblait impossible de rétablir la peine de mort. Maintenant elle est acceptée unanimement par le gouvernement, son rétablissement n'a pas soulevé de difficultés, et le peuple l'a acceptée calmement.

Cela dit, la peine de mort ne peut pour l'instant être rétablie à l'arrière. Les masses

---

33 Browder et Kerensky, vol.2, pp.992-93.

34 Browder et Kerensky, vol.2, pp.995-96.

35 Browder et Kerensky, vol.2, p.993.

36 Browder et Kerensky, vol.2, p.996.

37 Browder et Kerensky, vol.2, p.1003.

doivent être dès que possible convaincues de la nécessité de cette mesure.

Supprimer les comités, comme tout le monde le suggère, n'est pas possible aujourd'hui. Cela doit être réalisé progressivement.<sup>38</sup>

Les dirigeants conciliateurs du soviét, ayant peur de leur ombre, incapables de faire confiance aux généraux, et terrifiés par les « masses obscures », n'étaient pas prêts à permettre la suppression des comités et des commissaires. Le 18 juillet, le Comité exécutif central du Soviet des députés ouvriers et soldats et le Comité exécutif du Soviet des députés paysans publia un communiqué selon lequel

aucune limitation des droits et de la liberté d'action de ces organes [les comités] ne saurait être permise, en particulier en ce qui concerne les organisations de l'armée, dans la mesure où leur travail représente une condition absolue du retour de la discipline et de l'efficacité combattive de l'armée.<sup>39</sup>

### **Lénine crève l'abcès**

Les pensées et les sentiments de Lénine coïncidaient exactement avec ceux des soldats. Sur la question des rapports entre les officiers et les soldats, il rejetait complètement non seulement les Alexéïev et les Dénikine, mais aussi les Tsérételli et les [Tchkhéïdzé](#), qui recherchaient un compromis entre les deux camps.

Lénine posait la question : « Les officiers doivent-ils être élus par les soldats ? » Et il répondait, sans équivoque : « L'élection des officiers ne suffit pas. Tous les actes des officiers et des généraux doivent être contrôlés par des mandataires élus à cet effet par les soldats. »

Et il demandait : « Est-il utile que les soldats puissent, de leur propre chef, révoquer leurs supérieurs ? » Et il répondait : « Cela est utile et nécessaire à tous égards. Les soldats n'obéissent qu'à des autorités élues et ne *respectent* qu'elles. »<sup>40</sup>

Les efforts des soldats en vue de la conclusion de la paix recevaient de Lénine un soutien total et sans réserves. Pour lui, la lutte pour la paix signifiait que les soldats ne devaient pas attendre pour agir, mais le faire tout de suite, en fraternisant avec les soldats allemands. Encore et encore, Lénine se réfère à cette fraternisation comme l'arme centrale pour apporter la paix.

En commençant à fraterniser, les soldats de Russie et d'Allemagne, les prolétaires et les paysans en uniforme des deux pays, ont montré au monde entier que le sûr instinct des classes opprimées par les capitalistes leur a suggéré le vrai moyen de mettre fin au massacre des peuples.<sup>41</sup>

La fraternisation, écrivait-il, est une expression instinctive de la volonté de paix des soldats.

Les ouvriers conscients et, avec eux, la masse des semi-prolétaires, la masse des paysans pauvres, guidée par le sûr instinct des classes opprimées, envisagent la fraternisation avec la sympathie la plus profonde. Il est évident que la fraternisation conduit à la paix. Il est évident que ce faisant, il ne faut pas compter sur les gouvernements capitalistes, sur une alliance avec eux, mais aller à *l'encontre* de ces derniers. Il est évident que la fraternisation développe, affermit, consolide la confiance fraternelle entre les ouvriers des différents pays. Il est évident qu'elle *commence à briser* la maudite discipline de la caserne-prison, la discipline fondée sur l'obéissance passive des soldats à « leurs » officiers et à « leurs » généraux, à leurs capitalistes (car la

---

38 Browder et Kerensky, vol.2, p.1007.

39 Browder et Kerensky, vol.2, p.1019.

40 Lénine, « [Les partis politiques en Russie et les tâches du prolétariat](#) », *Œuvres*, vol.24, p.93.

41 Lénine, « [La conférence de Pétrograd-ville](#) », *Œuvres*, vol.24, p.161.

plupart des officiers et des généraux appartiennent à la classe des capitalistes ou défendent ses intérêts). Il est évident que la fraternisation est une initiative révolutionnaire des *masses*, un réveil de la conscience, de l'intelligence, de l'audace des classes opprimées ; qu'elle est, en d'autres termes, un des anneaux de la chaîne des initiatives qui mènent à la révolution socialiste, prolétarienne.<sup>42</sup>

Ce mouvement devait aller au-delà du niveau instinctif ; il devait être traduit dans un programme politique clair :

Mais suffit-il de cet instinct ? L'instinct seul ne nous mènerait pas loin. Et c'est pourquoi il faut s'élever de cet instinct à la conscience. Que doit devenir cette fraternisation ? Nous répondons à cette question dans l' « Appel aux soldats de tous les pays belligérants », en disant : la fraternisation doit amener le passage du pouvoir politique aux soviets des députés ouvriers et soldats.<sup>43</sup>

### ***L'influence des bolcheviks sur les forces armées s'accroît***

Les désertions gagnaient en importance. Pendant le seul mois de juin, 30.507 soldats désertèrent (8.540 du front de l'ouest ; 13.755 du front sud-ouest ; 3.790 du front roumain).<sup>44</sup>

En octobre, comme nous l'avons déjà dit, deux millions de déserteurs étaient dispersés dans tout le pays. Le soldat russe, raconte un historien, démobilisé ou déserteur,

rentra à la maison – et cassa le moule. Il établit son autorité sur le village, et l'arracha aux routines archi-séculaires, lui donnant une tournure de gauche qui devait servir le pouvoir des soviets pendant des années... Lorsque les S-R perdirent les soldats ils perdirent aussi les paysans, et la révolution.<sup>45</sup>

Les soldats se rapprochaient du bolchevisme du fait de la montée de leur colère contre la guerre. On pouvait trouver une expression de cette colère dans un article du *Soldat-Grajdanine* (Citoyen-Soldat) de Moscou du 25 mai :

« Jusqu'au bout », croasse le corbeau nettoyant les ossements humains sur les champs de bataille.

Que lui importe à lui la vieille mère qui attend le retour de son fils ou l'octogénaire qui, d'une main tremblante, guide la charrue ?

« La guerre jusqu'au bout », crie l'étudiant qui rassemble des milliers de personnes sur la place publique et leur assure que tout notre malheur vient des Allemands. Pendant ce temps, son père, qui a vendu l'avoine à 16 roubles le pud, est assis dans un bruyant cabaret où il soutient les mêmes idées.

« Jusqu'au bout », clament les agents des gouvernements alliés en faisant le tour des champs de bataille jonchés des cadavres des prolétaires.

Peut-il crier : « La guerre jusqu'au bout », le soldat assis dans les tranchées ? Non. La voix qu'il fait entendre est autre :

Jusqu'à la fin de la guerre, nous serons sans nourriture.

---

42 Lénine, « Portée de la fraternisation », *Œuvres*, vol.24, pp.323-324.

43 Lénine, *Œuvres*, vol.24, p.270.

44 Koutouzov, vol.2, p.446.

45 O.H. Radkey, *The Sickle Under the Hammer*, New York 1967, pp.278-79.

Jusqu'à la fin de la guerre, la Russie ne sera pas libre.

Camarades, que celui qui crie « La guerre jusqu'au bout » soit envoyé bien vite en première ligne, on verra ce qu'il dira...<sup>46</sup>

De nombreux soldats arrivaient spontanément à la même position sur la guerre que celle du Parti bolchevik, sinon plus extrême. Comme le raconte Soukhanov :

Déjà le 21 septembre, dans une session du Soviet de Pétersbourg, (...) un officier qui avait été au front est intervenu, il dit :

« Les soldats dans les tranchées ne veulent à présent ni la liberté ni la terre. Ils ne veulent qu'une seule chose : la fin de la guerre. Quoi que vous disiez ici, les soldats ne se battent plus... »

Cela fit sensation, même dans le soviét bolchevik. On entendit des exclamations : « Même les bolcheviks ne parlent pas comme ça! » Mais l'officier, qui n'était pas bolchevik, continuait calmement, conscient du devoir à accomplir.

« Nous ne savons pas ce que disent les bolcheviks et nous ne nous y intéressons pas. Je transmets ce que je sais et ce que les soldats m'ont demandé de vous transmettre. »<sup>47</sup>

En termes d'organisation, la force du Parti bolchevik dans l'armée était au départ – à l'époque de la Révolution de Février – infinitésimale. A Pétrograd, deux mois après la révolution, il n'y avait que 500 membres de l'Organisation militaire bolchevique dans une garnison de quelque 160.000 hommes. Mais les effectifs s'accrurent rapidement dans les semaines et les mois qui suivirent. Ils étaient 1.800 à la fin de juillet, et 5.800 fin octobre. A Moscou, le nombre de bolcheviks organisés dans la garnison locale passa de 200 en avril à 2.000 à la fin de juillet, et à 5.000 en novembre. Le nombre total des bolcheviks dans l'armée à l'époque de la Révolution de Février était d'environ 2.000. Au moment de la Conférence d'avril, il avait grimpé à 6.000, et le 16 juin il était de 26.000. Après cela les soldats, dans pratiquement toutes les armes, corps, divisions, batteries et autres unités, commencèrent à rejoindre le parti. Le 5 octobre, sur le seul front nord-ouest, il y avait 48.994 membres du parti et 7.452 candidats. Le 15 octobre, sur le front nord il y avait 13.000 membres du parti. Lors de la conférence bolchevique du front sud-ouest, en septembre, 7.000 militants étaient représentés. En novembre, il y avait plus de 6.500 membres dans la seule 9<sup>ème</sup> Armée. Dans la 12<sup>ème</sup> Armée, il y avait 1.700 bolcheviks au début de juillet, 3.897 à la fin de juillet, et 5.000 le 23 décembre.<sup>48</sup>

L'influence des bolcheviks dans l'armée était disproportionnée. Stankévitch écrit dans ses mémoires :

Pratiquement chaque division avait son bolchevik, et son nom était plus connu que celui du commandant de la division – Comme il était clair que si on ne s'en occupait pas il serait impossible de porter remède à la dissolution de l'armée, nous nous débarrassâmes progressivement d'une célébrité après l'autre.<sup>49</sup>

La peur provoquée chez les généraux – par un seul bolchevik – est démontrée de façon éclatante par le cas d'un soldat bolchevik, Dimitri Pétrovitch Mikhailov, qui provoqua une longue correspondance à son sujet entre les plus hauts généraux du pays.

Au Général V.I. Gourko :

46 Marc Ferro, *La révolution de 1917*, Albin Michel, 1997, p. 372-373.

47 Soukhanov, *op. cit.*

48 Anikeev, in *Вопросы истории КПСС*, n° 2 et 3.

49 Stankevitch, *Воспоминания. 1914-1919 Г.*, pp.182-84, 186-90.

Un agitateur du Soviet de Pétrograd, D.M. Mikhailov, armé d'une autorisation datée du 25 avril, N° 126, a visité notre division. Entre autres choses, il exhorte à la fraternisation avec les Allemands et seulement aujourd'hui il a organisé des fraternisations dans le 220<sup>ème</sup> régiment. Elles ont gagné le 218<sup>ème</sup>. Les arguments des officiers n'ont servi à rien. Est-ce que Mikhailov a vraiment l'autorité pour agir ainsi ? Copie au quartier général.

Au Général Tchéglov

Vu la désapprobation formelle, par le Soviet de Pétrograd, de toute fraternisation sur le front, affirmée par l'appel du 30 avril, Mikhailov doit se rendre compte qu'il contrevient à ladite déclaration... Il serait bon de persuader le « Comité du front » d'arrêter Mikhailov dans l'attente de clarifications par le Soviet.

Au Général Gourko

Suite à votre télégramme du 2 mai. Du fait de l'impossibilité d'utiliser la force, j'ai été incapable d'arrêter Mikhailov. Dans la 55<sup>ème</sup> division, il fait de l'agitation contre les officiers, veut qu'ils soient remplacés par des officiers élus.

Cela a déjà été fait dans quelques régiments.

Il faut absolument faire quelque chose pour amener le Soviet de Pétrograd à rappeler Mikhailov par télégramme pour mettre fin à la désintégration en cours dans ce corps d'armée.

Le chef d'état-major à Alexéïev<sup>50</sup>

Dans leur peur du bolchevisme, les autorités tentèrent de faire obstruction à la distribution des journaux bolcheviks. Ainsi le Comité exécutif du Soviet de Tiflis confisqua quarante mille numéros de la [Pravda](#), que les ouvriers géorgiens se préparaient à envoyer sur le front du Caucase.<sup>51</sup> Des soldats se plaignaient amèrement qu'ils payaient leur abonnement à la *Pravda* mais ne pouvaient avoir que la [Retch](#) des cadets et le [Den](#) menchevik.<sup>52</sup> Le tirage des journaux bolcheviks de l'armée était minuscule : la *Soldatskaïa Pravda*, au début de juillet, tirait à 50.000 exemplaires.<sup>53</sup> Le nombre d'hommes sous l'uniforme était de neuf millions !

Malgré tout les choses avançaient rapidement, parce que, comme disait Lénine, « pendant la révolution, des millions et des dizaines de millions d'hommes apprennent chaque semaine plus qu'en une année de vie ordinaire, somnolente. »<sup>54</sup> Le programme agraire et le programme de paix du bolchevisme étaient liés de façon inséparable avec la rébellion des soldats contre leurs officiers, contre la vieille discipline tsariste.

Le Gouvernement provisoire, avec les généraux, tentait de rétablir la discipline dans une armée révolutionnaire fatiguée de la guerre, dans laquelle les soldats refusaient d'obéir aux officiers et n'écoutaient que leurs propres comités élus. Les dirigeants mencheviks et SR s'étaient voués à aider le gouvernement dans cette tâche, pourtant ils appelèrent leurs soldats à défendre l'Ordre N°1 contre les officiers tsaristes.<sup>55</sup>

50 Sidorov, vol.2, pp.481-565, and vol.3, pp.329-89 ; m. Ferro, *The Russian Revolution of February 1917*, Pearson Education Australia, 1972, p.364.

51 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), p.85.

52 Sidorov, vol.3, p.358.

53 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), p.85.

54 Lénine, « [Les enseignements de la révolution](#) », *Œuvres*, vol.25. p.247.

55 Le général Broussilov, jetant un regard rétrospectif sur les événements tumultueux de 1917, faisait une critique tout à fait justifiée lorsqu'il écrivait : « Je comprenais bien la position des bolcheviks, parce qu'ils prêchaient : « A bas la guerre et paix immédiate à n'importe quel prix », mais je ne comprenais pas du tout la tactique des socialistes-

Le gouvernement voulait protéger la propriété des hobereaux pendant que les paysans, y compris ceux sous l'uniforme, réclamaient que les grands domaines soient partagés. Les dirigeants mencheviks et SR essayaient de remettre à plus tard la solution de cette question brûlante jusqu'à la convocation de l'assemblée constituante, qui était indéfiniment ajournée.

Il était inévitable que cette structure, construite sur l'équivoque et l'illusion, s'écroule sur la tête de ceux qui l'avaient érigée. C'est précisément ce que fit la masse des soldats. Lénine fut leur voix et leur inspiration.

---

révolutionnaires et des mencheviks, qui commencèrent par briser l'armée, comme pour éviter une contre-révolution, (...) et en même temps désiraient la continuation de la guerre jusqu'à la fin victorieuse. » (A.A. Broussilov, [\*Мои воспоминания\*](#), Moscou-Leningrad 1929, p.214)

## Chapitre 11 — La paysannerie dans la révolution

### **La révolution engloutit les villages**

Les villes révoltées, jointes aux soldats mutinés, réveillèrent les campagnes. Dans les premières semaines qui suivirent la Révolution de Février, les zones rurales étaient presque complètement calmes, mais cela ne pouvait pas durer. Dans de nombreux cas les propriétaires, terrifiés par le spectre de la révolution, ne procédèrent pas aux semailles de printemps. Dans tout la Russie, dans l'angoisse de l'avenir, ils se hâtaient de vendre leurs propriétés – soit à des paysans riches, soit à des étrangers. Ce que voyant, le paysan s'agita. La première revendication à connaître une grande extension concernait l'arrêt de toutes les ventes de terres. [Soukhanov](#) raconte comment un délégué paysan, les larmes aux yeux, plaidait avec les ministres pour qu'ils promulguent une loi prohibant la vente de la terre.

Il fut interrompu impatiemment par [Kérénsky](#), agité et pâle.

— Oui, oui, cela sera fait. Le Gouvernement provisoire est déjà en train de prendre des mesures. Dites-leur qu'il ne faut pas s'inquiéter. Le gouvernement et moi-même nous ferons notre devoir.

Cependant, un membre de la députation, ne faisant visiblement pas confiance aux paroles du ministre, essaya de faire la remarque que la loi était promise depuis longtemps mais que l'affaire n'avancait pas. Les autres montraient clairement qu'ils étaient d'accord. Alors Kérénsky se mit en colère, et cria même, en tapant presque des pieds :

— J'ai dit que ce serait fait, ça veut dire que ce sera fait... Et... ne me regardez pas avec un air méfiant !

Je cite littéralement – et Kérénsky avait raison, les petits paysans avaient un regard *méfiant* envers le célèbre et populaire ministre et dirigeant.<sup>1</sup>

Ils s'impatientaient de plus en plus. « Eh bien, rien n'a encore changé », écrivaient des paysans d'un village proche de Riazan, « et la révolution a déjà six semaines. »<sup>2</sup>

Lors de la deuxième session du Comité central de la Terre, au début de juillet, le représentant de la province de Nijni-Novgorod rapportait qu'il n'y avait parmi les paysans qu'un seul sujet de conversation. « Nous sommes fatigués d'attendre, nous attendons depuis trois cents ans, et maintenant que nous avons conquis le pouvoir, nous ne voulons plus attendre davantage. »<sup>3</sup>

L'édition du soir de la *Rousskaïa Volia* – la *Liberté russe!* – du 4 mai donne sur l'état d'esprit des délégués du congrès paysan l'information suivante :

« Le principal grief des délégués, c'est, paraît-il, que les paysans sont lésés, toutes les classes récoltant déjà les fruits de la révolution, tandis qu'eux seuls attendent encore leur part. Seuls les paysans sont invités à attendre l'Assemblée constituante, qui tranchera la question agraire.

---

1 Soukhanov, [op. cit.](#)

2 M. Ferro, « The Aspirations of Russian Society », in Pipes, *Revolutionary Russia*, p.149.

3 Cité in V. Chernov, *The Great Russian Revolution*, New York 1966, p.256.



- Non, il n'en sera rien, nous ne voulons pas attendre ; les autres n'ont pas attendu. Nous voulons la terre tout de suite, sans délai. »<sup>4</sup>

Les paysans, ne se limitant pas à penser et à parler, passèrent aux actes. A partir de la fin mars, arrivaient des nouvelles de confiscations des terres des propriétaires par les paysans.

Les moujiks commencèrent par s'approprier les terres vacantes. Puis ils saisirent les meules de foin qu'ils avaient érigées eux-mêmes. Puis il s'emparèrent du matériel appartenant au propriétaire. A la tête du mouvement se trouvaient les zones dans lesquelles le semi-servage était profondément enraciné et où la pauvreté des paysans était la plus grande.

Les statistiques accumulées par le Comité central de la Terre du Gouvernement provisoire donnent une image concrète du mouvement agraire dans diverses *gubernias* de la Russie d'Europe. Elles sont divisées en six groupes en fonction du nombre de soulèvements paysans. Le premier groupe, le plus bas avec dix incidents ou moins, comprend les gubernias d'Olonets, Vologda, Iaroslavl, les oblasts de Viatka et de l'Oural, Estland, Kovno, Grodno et Kavkaz. Le second groupe, avec onze à trente cinq soulèvements, comprend les gubernias de Moscou, Vladimir, Kostroma, Perm, Astrakhan, l'oblast des cosaques du Don, Pétrograd, Novgorod, Tver, Kalouga, Nijni-Novgorod, Oufa, Kharkov, Ekaterinoslavl, la Bessarabie, la Podolie, la Volynie et Vilna. Le quatrième, comportant de cinquante à soixante-quinze cas, regroupe les gubernias de Vitebsk, Smolensk, Orlov, Poltava, Kiev, Kherson, Saratov et Orenbourg. Le cinquième, avec Soixante-seize à cent cas, contient les gubernias de Minsk, Toula, Kursk, Voronège, Tambov, Penza et Simbirsk. Finalement, le sixième groupe, le plus élevé, comprend les gubernias de Pskov, Moghilev, Riazan, Kazan et Samara.<sup>5</sup>

Le nombre des délits commis par la paysannerie augmenta rapidement, comme le montre la table suivante :<sup>6</sup>

	<i>mars</i>	<i>avril</i>	<i>mai</i>	<i>juin</i>	<i>juillet</i>	<i>août</i>	<i>septembre</i>
<b>Saisies de terres</b>	2	51	59	136	236	180	103
<b>Arbres abattus et vol de bois</b>	12	18	19	71	112	69	96
<b>Vol de matériel</b>	?	10	7	71	92	32	27
<b>TOTAL</b>	17	204	259	577	1.122	665	628

4 Cité in Lénine, «Le « nouveau » gouvernement retarde déjà non seulement sur les ouvriers révolutionnaires, mais aussi sur les masses paysannes », *Œuvres*, vol.24, p.374.

5 Browder et Kerensky, vol.2, p.582.

6 K.G. Kotelnikov et C.V.L. Meller, *Крестьянское движение в 1917 году*, Moscou-Leningrad 1927, Appendice.

Le nombre des manoirs détruits s'éleva lui aussi brusquement :<sup>7</sup>

<b>mars</b>	12
<b>avril</b>	21
<b>mai</b>	25
<b>juin</b>	22
<b>juillet</b>	27
<b>août</b>	35
<b>septembre</b>	106
<b>octobre</b>	274

Dans les mois précédant octobre, les actions illégales des paysans se firent de plus en plus violentes. Le nombre des raids sur les domaines agricoles augmenta de 30 % entre août et septembre, et de 43 % en octobre.

Sur les 624 districts constituant la vieille Russie, 482 furent en août le théâtre de violentes attaques contre les propriétaires ; en septembre, la proportion fut encore plus élevée. Au surplus, non seulement le nombre, mais l'intensité de ces désordres était en progression constante – en octobre est concentrée pas moins de la moitié des actes de violences commis de février à septembre.

A la fin de l'été et en automne, manoir après manoir disparaissaient dans les flammes. Le journal de droite *Novoïé Vrémia* publiait le 3 octobre l'écho suivant :

Il ne se passe pas un jour sans que des nouvelles paraissent dans la presse sur les pogroms atroces qui se déroulent dans les villages. Dans l'esprit de l'anarchie, les masses intoxiquées par la propagande ne se contentent pas de s'emparer des terres des possédants privés. Elles expulsent aussi les travailleurs des propriétés, abattent les forêts et détruisent les récoltes.

L'absence de résistance du Gouvernement provisoire, qui limite sa lutte contre l'anarchie à de vagues appels que naturellement personne ne prend au sérieux, a eu pour résultat de véritables pogroms de la part d'une population déterminée à s'approprier les terres. Les domaines de possédants privés sont détruits par l'incendie et par d'autres moyens. Le cheptel et le matériel sont saisis. Des entreprises agricoles sont complètement mises hors d'usage. Les propriétaires et leurs employés, dans la mesure où ils parviennent à se sauver eux-mêmes des agressions et du meurtre pur et simple, fuient vers les villes, abandonnant leurs domaines à la merci du destin.<sup>8</sup>

Un autre journal, *Vlast Naroda*, publiait le même jour :

Les vagues de pogroms montent de plus en plus haut. Elle menacent d'engloutir toute la Russie, de balayer tout ce qui reste dans le chaos de l'effondrement de l'Etat russe, de transformer la grande révolution russe en une mêlée sanglante et désordonnée... La Russie rurale est enveloppée par la lueur des incendies des domaines des *pomechtchiki* [les propriétaires]. Des entreprises agricoles modèles sont détruites. Les forces productives du pays sont mourantes... Sans attendre l'Assemblée constituante, les paysans s'emparent des terres, violent les droits souverains du peuple tout entier,

7 M. Milioutine, *Аграрная революция*, Moscou 1927, p.172.

8 Browder et Kerensky, vol.2, p.593.

détruisent la richesse nationale.<sup>9</sup>

## ***Le gouvernement remet au lendemain***

Peu après son arrivée au pouvoir, le 19 mars, le Gouvernement provisoire déclara que la réforme agraire était un objectif urgent qui lui tenait à cœur. En même temps il annonçait :

La question de la terre ne peut être résolue au moyen de saisies [arbitraires]. La violence et le vol sont les pires procédés, et les plus dangereux dans le domaine des relations économiques... La question de la terre doit être résolue par la loi, promulguée par les représentants du peuple.

Une préparation adéquate à toute législation agraire est impossible sans un travail préalable : le recensement des matériaux, l'enregistrement des réserves de terre, [la détermination de] la distribution de la propriété foncière, les conditions et les formes de l'utilisation des terres, et ainsi de suite...

Sur la base des considérations sus-mentionnées, le Gouvernement provisoire a résolu :

1. de reconnaître l'urgence de la préparation et de l'élaboration des matériaux de la question agraire ;
2. de confier cette [tâche] au Ministère de l'agriculture ;
3. de former une commission agraire au sein du Ministère de l'agriculture pour le projet mentionné ;
4. d'inviter le ministre de l'agriculture à soumettre au plus tôt au gouvernement le projet de création d'une telle commission en même temps que l'estimation des fonds nécessaires à son travail.<sup>10</sup>

Ainsi, à la place de l'action des masses, il devait y avoir un recensement d'informations opéré par des bureaucrates gouvernementaux!

Un mois après cette déclaration, le 21 avril, le gouvernement publia un appel relatif à la question agraire :

La question la plus importante pour notre pays – la question de la terre – ne peut être convenablement et totalement résolue que par l'Assemblée constituante, élue au suffrage universel direct, égalitaire et secret. Mais dans le but de rendre possible une telle résolution, il est nécessaire de recueillir des informations de toutes les régions sur les besoins en terres de la population, et de préparer une nouvelle loi sur l'organisation agraire pour l'Assemblée constituante... Un grand désastre menacerait notre patrie si la population prenait l'initiative de réorganiser d'elle-même le système foncier sans attendre la décision de l'Assemblée constituante. De telles actions arbitraires sont porteuses d'un risque de ruine généralisée.<sup>11</sup>

Un historien a écrit :

Si les paysans devaient attendre un processus ordonné par l'Assemblée constituante et non prendre l'affaire en mains eux-mêmes, ils demandaient qu'au moins des mesures

---

9 Browder et Kerensky, vol.2, p.576.

10 Browder et Kerensky, vol.2, p.525.

11 Browder et Kerensky, vol.2, pp.527-28.

provisoires soient engagées pour améliorer leur condition et les soulager de la charge de la guerre, qui pesait tout entière sur leurs épaules. Ils voulaient aussi être sûrs que le fonds des terres ne serait pas épuisé dans l'intervalle par des accords, fictifs ou légitimes, entre les propriétaires de domaines et des acheteurs, petits ou étrangers, qui seraient en meilleure position pour demander à être exonérés de la législation confiscatoire.<sup>12</sup>

C'est ce à quoi le ministre de l'agriculture, [Victor Tchernov](#), dirigeant des SR, était très désireux de parvenir – interdire la vente des terres tant que l'Assemblée constituante n'était pas convoquée. Mais les tentatives pour préserver le statu quo en matière de propriété foncière par le retrait de cette marchandise du marché s'avèrent particulièrement malaisées. Sur cette question, le ministre avait mis contre lui toute la communauté des affaires, qui prétendait que l'interdiction des mutations foncières allait déprécier la valeur des terres, ce qui compromettrait la structure de crédit des banques et mettrait en danger l'épargne des petits investisseurs. Il n'est pas besoin de mentionner que les cadets mirent en œuvre une résistance acharnée à la mesure proposée.<sup>13</sup> Le premier ministre, le prince [Lvov](#), lui-même grand propriétaire dans la province de Toula, s'opposa également à Tchernov. Face à l'intensité de l'opposition, Tchernov ne put faire passer son projet de loi en conseil des ministres.

Il voulait aussi mettre toutes les terres sous l'administration des comités agraires jusqu'à ce que l'Assemblée constituante ait décidé de leur sort. Etant donné tous les tracasseries qui s'étaient accumulés sur une mesure que Tchernov considérait comme élémentaire pour la législation, il n'est pas surprenant que ce plan, encore plus ambitieux, n'ait tout simplement pas été examiné par le premier cabinet de coalition.

Lorsque, à la fin d'août, Tchernov fut éliminé du gouvernement par la droite, son successeur au ministère de l'agriculture, le SR Maslov, élabora un projet de loi édulcoré. Au lieu de placer toutes les terres sans exception sous la tutelle des comités agraires, comme l'avait exigé le congrès des SR de mai 1917, le projet de Maslov suggérait de ne soumettre que les terres louées aux paysans, cultivées avec leur matériel ou laissées en friche, au cadre de la législation projetée. En général, cette partie de la terre possédée privativement, qui était exploitée avec le matériel du propriétaire, ne devait pas être affectée. Alors que les terres de l'Etat et des apanages devaient faire partie du fonds assujetti aux comités agraires, les terres en fermage n'étaient pas concernées, et la liste des exemptions fut augmentée des propriétés utilisées pour une exploitation spéciale (viticulture, horticulture, et ainsi de suite), et aussi, apparemment, des propriétés ecclésiastiques, sauf si elles devaient être considérées comme tombant dans la catégorie des propriétés d'Etat. La loi de Maslov ne touchait pas aux paysans riches (les koulaks) ; dans le programme du parti, leurs terres en surplus devaient aller au fonds commun.<sup>14</sup>

Et même la terre que pouvait acquérir le paysan n'était pas pour rien. « Un loyer », disait l'article 33 du projet, « sera payé aux comités qui attribueront le restant [après divers paiements au trésor, etc.] aux propriétaires légitimes. »

Le projet de loi agraire de Maslov vint devant le cabinet à la mi-octobre. La chute du gouvernement l'empêcha de devenir la loi de la terre.

## **Les SR et les mencheviks à la rescousse**

La politique agraire du Gouvernement provisoire eut le soutien permanent des dirigeants S-R et mencheviks du Soviet. Par exemple, le 26 mars, un éditorial des [Izvestia](#), le quotidien de l'exécutif du Soviet, déclarait :

---

12 Radkey, *The Agrarian Foes of Bolshevism*, p.253.

13 Radkey, *The Agrarian Foes of Bolshevism*, p.255.

14 Radkey, *The Agrarian Foes of Bolshevism*, p.448.

Non seulement les intérêts de la paysannerie, mais les intérêts de la démocratie russe tout entière exigent que les domaines des nobles soient confisqués et transférés à l'Etat démocratique... Il y a un mois la revendication « Toute la terre au peuple! » semblait un rêve éloigné.

Mais dans quelques mois ce rêve, lui aussi, deviendra réalité.

Le peuple recevra toute la terre.

Mais cela devra être accompli de telle manière que le transfert de la terre au peuple se passe de façon complètement ordonnée, pour que les intérêts de la libre Russie n'en pâtissent pas.<sup>15</sup>

De même, le journal S-R, [Diélo Naroda](#), déclarait dans un éditorial du 16 mars :

Avec l'arrivée dans les villages des premières nouvelles de la révolution, des désordres agraires se sont produits dans divers endroits. Au congrès d'oblast du Parti Socialiste-Révolutionnaire, il a été rapporté que dans certains villages les paysans ont commencé à saisir les terres des propriétaires, à attaquer des agronomes qui, exécutant les ordres de l'ancien gouvernement, réquisitionnaient le grain et le foin, etc.

La conférence régionale du parti SR, ayant discuté de la situation qui s'est présentée, a condamné catégoriquement de telles tentatives et déclaré que « la confiscation des terres cultivées possédées privativement ne peut être réalisée que par les moyens législatifs de l'Assemblée constituante, qui donnera au peuple la terre et la liberté. » La même résolution fut adoptée par la conférence paysanne du Conseil de Moscou des députés ouvriers. Cette résolution proclamait : « Aucun pogrom ou saisie arbitraire de terres ne sera tolérée. »

Est-il besoin d'ajouter que la décision du parti devrait être celle-ci et nulle autre ?

L'éditorial finissait par les mots :

Préservez le caractère sacré et le succès de la révolution! Ne transformez pas la grande œuvre en un règne arbitraire de la violence! Ne confondez pas la socialisation de la terre avec sa saisie arbitraire pour des gains personnels! Ne tolérez aucun pogrom!

Luttez contre eux! Organisez-vous et préparez-vous à l'élection de l'Assemblée constituante, qui donnera au peuple la terre et la liberté!!!<sup>16</sup>

Attendre, attendre... c'était tout ce que le gouvernement et les adeptes du compromis avaient à dire aux paysans.

## **Les paysans refusent d'attendre l'Assemblée constituante**

Tchernov a écrit :

Qu'est-ce qu'ils attendaient ? On leur disait : l'Assemblée constituante. Malheureusement, la convocation de cette assemblée était ajournée avec une régularité déprimante. On n'aurait pas pu inventer un meilleur moyen de dégoûter le paysan de l'Assemblée constituante.

---

15 Browder et Kerensky, vol.2, p.527.

16 Browder et Kerensky, vol.2, pp.583-84.

C'est ainsi que l'idée qu'il n'y avait pas besoin d'attendre l'Assemblée constituante et que la terre devait être saisie immédiatement trouva un sol fertile. Lors de la deuxième session du Comité Supérieur de la Terre, un représentant de Smolensk rapportait les paroles des paysans du district de Sytchevsky : « Ils disent de l'Assemblée constituante : Eh bien, Nicolas a été renversé sans assemblée constituante ; pourquoi les nobles ne pourraient-ils être chassés de la surface de la terre sans elle ? » Les bolcheviks, qui étaient à pied d'œuvre, les poussèrent du coude : C'est possible. Vous avez juste à mettre en place une dictature des ouvriers et des paysans et le problème est réglé « en deux coups de cuillère à pot » avec une simple signature en bas du décret révolutionnaire.<sup>17</sup>

### **Les forces punitives sont utilisées...**

Le gouvernement recourait de plus en plus à l'usage des troupes pour réprimer les émeutes agraires. Le 8 avril, il était fait mention de

La requête de l'état-major, rapportée par le ministre adjoint de l'intérieur D.M. Chtchepkine, concernant la question de savoir s'il est nécessaire de donner aux commandants des troupes des districts le droit d'envoyer des détachements militaires lorsqu'on le leur demande, pour participer à la répression des troubles agraires. Il est résolu :

1. que le ministère de l'intérieur informera les commissaires de gubernias qu'il est de leur responsabilité en même temps que celle des comités publics locaux de réprimer immédiatement par l'usage de tous moyens légaux toute tentative, dans la sphère des relations agraires, contre les personnes ou les biens des citoyens si de telles tentatives se sont produites.
2. que le ministère de l'intérieur informera l'état-major que les instructions nécessaires concernant la question soulevée par l'état-major ont été transmises aux commissaires de gubernias qui seront responsables dans le cas où il serait nécessaire d'entrer en contact direct avec les autorités militaires concernées.<sup>18</sup>

Puis le 31 juillet, le commandant en chef, le général [Kornilov](#), lança un ordre concernant « l'entier théâtre de la guerre » :

J'interdis :

... de faire obstacle à la moisson par des machines agricoles.

... la saisie par la violence, de façon illégale, de cheptel ou de matériel d'inventaire.

... l'éloignement illégal du travail des champs, sur les domaines possédés par l'Etat ou des individus privés, ou sur toutes autres exploitations, des prisonniers de guerre ou tous travailleurs permanents ou migrants y travaillant ; j'ordonne le retour des prisonniers de guerre déplacés illégalement.

... de contraindre les travailleurs permanents ou migrants à élever le prix de la main d'œuvre consenti auparavant.

... la saisie par la force de grains semés ou moissonnés, de fourrage, d'herbe et de paille.

---

17 Chernov, pp.256-57.

18 Browder et Kerensky, vol.2, p.584.

... d'empêcher les moissons de quelque manière que ce soit.

... d'empêcher la culture et l'entretien des champs de cultures d'hiver.<sup>19</sup>

Le 8 septembre, Kérénsky, ès qualités de commandant suprême, une charge qu'il assumait depuis l'affaire Kornilov<sup>20</sup>, renouvela et confirma cet ordre. Mais, d'une manière peut-être significative, il le fit sans référence spécifique à son application limitée au théâtre de la guerre.<sup>21</sup>

De mars à juin, 17 cas d'usage de la force armée contre des paysans furent dénombrés ; en juillet-août, 39 cas ; en septembre-octobre, 105 cas.<sup>22</sup>

Le 10 octobre, le ministre de l'intérieur, Nikitine, exhortait les commissaires gouvernementaux dans les provinces et les villes de « rassembler les éléments sains de la population pour la lutte contre l'anarchie montante, qui mène en permanence le pays à la destruction, » et de « garnir la police de gens de confiance sélectionnés. »<sup>23</sup>

Le 21 octobre, quatre jours avant le renversement du Gouvernement provisoire, Nikitine demandait à nouveau aux commissaires du gouvernementaux

de faire tous efforts pour combattre l'anarchie, en utilisant des détachements de cavalerie là où ils seront nécessaires. Mais le Gouvernement provisoire n'avait plus de troupes sûres pour sauver sa capitale, encore moins pour rétablir l'ordre dans l'immense campagne russe.

De nombreuses années plus tard, [Tchernov](#) regrettait amèrement l'utilisation des soldats pour réprimer les désordres agraires :

C'était de la folie pure. Il n'y avait pas de meilleur moyen de démoraliser l'armée que de l'envoyer, avec ses 90 % de paysans, briser le mouvement de millions de ses frères.

Dans la province de Samara, les femmes des soldats semaient la révolte : « Allons faucher l'herbe de la noblesse ; pourquoi nos maris souffrent-ils pour la troisième année ? »

La noblesse fit venir un détachement de soldats de Hvalynsk. Mais lorsque les soldats, qui étaient des paysans eux-mêmes, virent les moujiks faucher l'herbe riche, ils s'exercèrent à la faux ; ils étaient fatigués de leurs fusils. Les paysans donnèrent à manger aux soldats, leur parlèrent, et se remirent au travail de plus fort.

Dans la province de Tambov, un détachement militaire vint à la demande du prince Vyazemsky. Il fut accueilli par des hurlements de la foule : « Que faites-vous, vous venez défendre le prince, vous venez battre vos propres pères ? Jetez les diables dans la rivière ! » Le commandant eut l'idée de faire tirer en l'air. Il fut frappé par une pierre et ordonna aux troupes de disperser la foule, mais les soldats ne bougèrent pas. L'officier éperonna son cheval et échappa aux paysans enragés en traversant la rivière. Son détachement se dispersa et laissa la foule entourer le prince, qu'ils arrêtaient et envoyèrent au front comme « tire au flanc ». Dans une gare voisine, il fut lynché par un détachement de troupes de choc sibériennes en route pour le front.

A Slavouta, dans le district de Izyaslavsky de la province de Volhynie, un détachement

---

19 Browder et Kerensky, vol.2, pp.567-68.

20 27-30 août. Voir chapitre 16.

21 Kotelnikov et Meller, pp.420-21.

22 Milioutine, p. 182.

23 Kotelnikov et Meller, pp.420-21.

de cinquante cosaques fut envoyé au domaine Sangouchko pour pacifier les paysans. Un détachement d'infanterie venu du front avait lui aussi ses quartiers dans le secteur. Les cosaques sortirent en reconnaissance dans les bois. Les soldats « se mirent alors avec les paysans. D'abord, ils firent irruption dans le palais du prince. Le prince essaya de s'enfuir. Les soldats partirent à sa recherche, et le rattrapèrent près d'un pont et le percèrent de leur baïonnettes. Les soldats et les paysans, sans perdre de temps, transportèrent hors du château trois coffres de fer contenant plusieurs millions de roubles en or, argent et papier-monnaie, distribuèrent l'argent aux pauvres, et incendièrent le logement du prince. Les paysans s'employèrent courageusement à diviser les terres, sans craindre personne. »

Des paysans en uniforme gris, excités par la révolution à la ville, furent envoyés contre le village, qui ne voulait pas et ne pouvait pas continuer à vivre sous l'empire des lois agraires tsaristes alors que le tsarisme était tombé. Il n'aurait pas été possible d'inventer une politique plus suicidaire.<sup>24</sup>

### **Les SR se divisent**

Du 6 mai à la fin août, Tchernov, fondateur, dirigeant suprême et théoricien du Parti Socialiste-Révolutionnaire, fut ministre de l'agriculture. Il porte l'essentiel de la responsabilité de la politique agricole de l'Etat pendant les beaux jours du Gouvernement provisoire. A ses côtés, comme ministres délégués, se trouvaient les S-R Rakitnikov et Vikhlaïev. Sous le ministère, il y avait une hiérarchie de comités terriens constitués sous l'empire de la loi du 24 avril, avec des comités de volost et de canton à la base de la structure et le Comité central de la terre à Pétrograd au sommet.

Les comités terriens connaissaient toute la gamme des couleurs politiques, de la teinte rosâtre des intellectuels à la nuance rouge plus profonde de l'action directe, la règle étant que plus on se rapprochait de la base de la structure, plus s'affaiblissait le rôle des intellectuels et plus s'accroissait le degré de radicalisme. A tous les niveaux les S-R étaient dominants, mais ce n'était pas le même genre de S-R, les paysans aux mains sales des comités de *volost* à électorat populaire ayant un aspect tout à fait différent des révolutionnaires théoriques ou des techniciens des organes supérieurs, dans lesquels beaucoup de membres siégeaient par nomination. La préoccupation majeure des premiers était d'obtenir la terre avant qu'elle ne leur glisse entre les mains comme en 1905, et celle des seconds était de concilier les différences de classes pendant que la guerre continuait.<sup>25</sup>

En juin, le mouvement pour améliorer le statut de la paysannerie était passé entre les mains des comités locaux. En l'absence de lois émanant du centre, les comités recouraient à l'action autonome : ils faisaient baisser les paiements sur les terres louées, interdisaient aux propriétaires d'intensifier l'exploitation des forêts pendant qu'ils les avaient encore, attribuaient les parcelles non cultivées à des paysans, et faisaient en général les choses que les paysans demandaient et que les propriétaires détestaient.<sup>26</sup>

Au début de l'automne, des troubles agraires massifs éclatèrent dans la province de Tambov, une région de terres noires au cœur des campagnes SR. Les chefs du parti, à Pétrograd, restaient déterminés à s'opposer aux désordres, mais pas les SR locaux.

Et ainsi toute l'organisation de Tambov, avec la hiérarchie du soviet, se distanca de la ligne du centre du parti et du Comité exécutif pan-russe, et proposa que les autorités provinciales mettent en œuvre le programme agraire sans attendre une législation à

---

24 Chernov, pp.262-63.

25 Radkey, *The Agrarian Foes of Bolshevism*, p.246.

26 Radkey, *The Agrarian Foes of Bolshevism*, pp.257-58.



l'échelle nationale, qui ne fut jamais réalisée. C'était une initiative révolutionnaire en défi aux autorités constituées, et si elle débouchait sur une résolution nouvelle du blocage en cours en combinant la coalition dans la capitale avec l'action révolutionnaire dans les provinces, elle marquait aussi l'effondrement de la partie essentielle de l'organisation du parti.<sup>27</sup>

Tout au long de 1917, un clivage croissant divisa les SR entre la gauche – les éléments prêts à aller jusqu'au bout avec les moujiks contre les grands propriétaires – et la direction droitère.

En mars et avril, les S-R de gauche avaient pris le contrôle du mouvement paysan dans certaines provinces de Russie et d'Ukraine, à Kazan et à Oufa, à Kharkov et à Kherson, et il y avait ici et là d'autres îlots de force.<sup>28</sup> Dans la capitale elle-même, à Pétrograd, dès le début de la révolution l'organisation locale des SR était ouvrière dans sa composition, de gauche en politique, et alignée contre la direction centrale. A Kronstadt, la totalité de l'organisation SR était de gauche.

Lors de la première Conférence Pan-Russe des Soviets (29 mars-3 avril), un groupe de SR de gauche s'était déjà mis en rébellion ouverte contre la direction du parti et soutenait la minorité bolchevique. Avec le temps la césure dans le parti devint de plus en plus large. Le coup d'Etat de Kornilov donna un nouvel encouragement aux SR de gauche pour affirmer leur indépendance. Lors de l'insurrection d'octobre, ils se rangèrent du côté des bolcheviks, et collaborèrent avec eux dans le gouvernement né de la révolution.

### **Lénine marche de front avec la révolution paysanne**

Lénine avait tellement débattu à fond la question agraire pendant la Révolution de 1905 qu'au moment de la second révolution ses idées et celles des bolcheviks sur le sujet étaient tout à fait claires.

D'abord et avant tout, la clé de la révolution agraire était l'organisation démocratique de masse de la population rurale. Dans son article *Le socialisme et les paysans*, écrit en septembre 1905, Lénine avait dit :

Il n'y a qu'un moyen pour que la réforme agraire, inévitable dans la Russie contemporaine, joue un rôle révolutionnaire et démocratique : cette réforme doit être accomplie par l'initiative révolutionnaire des paysans eux-mêmes contre les propriétaires fonciers et la bureaucratie, contre l'Etat. Cette réforme, en d'autres termes, doit s'accomplir par des méthodes révolutionnaires... Cette voie, nous l'indiquons en exigeant avant tout la formation de comités révolutionnaires paysans.<sup>29</sup>

Et là, au début d'avril 1917, il écrivait :

Car l'organisation des paysans eux-mêmes, mais à la base, mais sans fonctionnaires, sans « contrôle ni surveillance » des grands propriétaires fonciers et de leur séquelle, est le gage le plus sûr, le seul gage du succès de la révolution, du succès de la liberté...<sup>30</sup>

Il renouvelait ce point dans son *Rapport sur la question agraire* lors de la conférence d'avril du parti :

... ce qui importe pour nous, c'est l'initiative révolutionnaire, la loi devant en être le résultat. Si vous attendez que la loi soit écrite au lieu de développer vous-même votre énergie révolutionnaire, vous n'aurez ni loi ni terre.<sup>31</sup>

---

27 Radkey, *The Agrarian Foes of Bolshevism*, pp.438-39.

28 Radkey, *The Agrarian Foes of Bolshevism*, p.192.

29 Lénine, *Œuvres*, vol.9, p.325.

30 Lénine, « [Le congrès des députés paysans](#) », *Œuvres*, vol.24, pp.162-163.

31 Lénine, *Œuvres*, vol.24, p.287.

Les paysans ne devaient pas se laisser bernier par l'argument de compromis :

Pour la terre, attends jusqu'à l'Assemblée constituante. Pour l'Assemblée constituante, attends jusqu'à la fin de la guerre. Pour la fin de la guerre, attends jusqu'à la victoire totale. Voilà ce qu'il en est. Les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, qui ont la majorité dans le gouvernement, se moquent tout bonnement des paysans.<sup>32</sup>

Contrairement aux prédications libérales bourgeoises ou purement bureaucratiques auxquelles se livrent nombre de socialistes-révolutionnaires et de soviets des députés ouvriers et soldats, qui recommandent aux paysans de ne pas s'emparer des terres des grands propriétaires fonciers, de ne pas entreprendre la réforme agraire avant la convocation de l'Assemblée constituante, le parti du prolétariat doit appeler les paysans à réaliser immédiatement, de leur propre autorité, la réforme agraire et à procéder sur place, en vertu de la décision des députés paysans, à la confiscation immédiate des terres appartenant aux grands propriétaires fonciers.<sup>33</sup>

### ***Il propose une organisation indépendante des ouvriers agricoles***

Tout au long du développement de la politique agraire du bolchevisme il y avait dans la pensée de Lénine deux points centraux : (1) la classe ouvrière doit diriger la paysannerie ; (2) les ouvriers doivent être organisés séparément des paysans. Ainsi écrivait-il en 1906 :

... en soutenant la paysannerie révolutionnaire, le prolétariat ne doit pas oublier un seul instant son indépendance de classe, ses tâches de classe particulières. Le mouvement de la paysannerie est le mouvement d'une autre classe ; ce n'est pas une lutte prolétarienne, c'est une lutte de petits exploitants ; ce n'est pas une lutte contre les fondements du capitalisme, mais une lutte pour les débarrasser de tous les vestiges du servage.<sup>34</sup>

Nous soutenons le mouvement paysan jusqu'au bout, mais nous devons nous rappeler que c'est le mouvement d'une autre classe, *différente de celle* qui peut accomplir et accomplira la révolution socialiste.<sup>35</sup>

En 1917, il poursuivait l'argumentation :

Il faut (...) grouper séparément les éléments prolétariens (journaliers, domestiques de ferme, etc.) *au sein* des soviets paysans, ou bien (parfois *et*) organiser séparément des soviets de députés des salariés agricoles.<sup>36</sup>

Dans un discours au 1<sup>er</sup> Congrès des députés paysans de Russie, le 22 mai, il disait au nom des bolcheviks :

Nous voulons et nous conseillons la formation dans chaque comité paysan, dans chaque canton, chaque district, chaque province, d'une fraction ou d'un groupe distinct d'ouvriers agricoles et de paysans pauvres, de ceux qui doivent se demander : « Si la terre devient propriété du peuple entier – et elle le deviendra sans nul doute, car telle est la volonté du peuple – que devons-nous faire ? Nous qui n'avons ni bétail, ni outillage, où les prendrons-nous ? Comment travaillerons-nous, comment défendrons-nous nos intérêts ? Comment faire en sorte que la terre, qui sera propriété du peuple entier, qui le sera vraiment, ne tombe pas aux mains des *seuls patrons* ? Si elle tombe aux mains de

---

32 Lénine, « [Les enseignements de la révolution](#) », *Œuvres*, vol.25, pp.249-250.

33 Lénine, « [Les tâches du prolétariat dans notre révolution](#) », *Œuvres*, vol.24, p.65.

34 Lénine, *Œuvres*, vol.10, p.433.

35 Lénine, *Œuvres*, vol.10, p.194.

36 Lénine, « [Le congrès des députés paysans](#) », *Œuvres*, vol.24, p.163.

ceux qui auront assez de bétail et d'outillage, y gagnerons-nous grand-chose ? Est-ce pour en arriver là que nous avons fait cette grande révolution ? Est-ce cela que nous voulions ?

... Pour nous soustraire au joug du capitalisme, pour que la terre, propriété du peuple entier, passe aux mains des *travailleurs*, il n'y a qu'un moyen essentiel : l'organisation des ouvriers agricoles qui seront guidés par leur expérience, par leur observation, par leur méfiance envers ce que leur disent les exploiters, même si ces derniers arborent des rubans rouges et se qualifient de « démocratie révolutionnaire ».

Seules l'organisation locale indépendante et leur expérience personnelle instruiront les paysans pauvres. Cette expérience ne sera pas facile ; nous ne pouvons promettre et ne promettons pas que des fleuves de lait se mettront à couler entre des rives de pain d'épice. Non, les grands propriétaires fonciers seront renversés parce que telle est la volonté du peuple, mais le *capitalisme* subsiste. Il est beaucoup plus difficile de le jeter bas, un autre chemin mène à son renversement, et c'est celui des organisations indépendantes, distinctes, des ouvriers agricoles et des paysans pauvres. Voilà ce que notre parti préconise en premier lieu.<sup>37</sup>

Dans deux articles réunis sous le titre [De la nécessité de fonder un syndicat des ouvriers agricoles de Russie](#), écrits spécialement pour la Conférence des syndicats de Russie tenue du 21 au 28 juin, Lénine disait :

Toutes les classes de la Russie s'organisent. La classe la plus exploitée, aux conditions de vie les plus misérables, la plus dispersée, la plus écrasée, la classe des salariés agricoles russes paraît oubliée...

Le détachement d'avant-garde des prolétaires de Russie, formé par les syndicats des ouvriers d'industrie, a le grand et impérieux devoir de venir en aide à ses frères, les ouvriers agricoles.

Les ouvriers industriels « sauront ne pas se confiner dans le cadre étroit des intérêts corporatifs, n'oublieront pas leurs frères les plus faibles. » Lénine poursuivait en soulignant la nécessité de certaines initiatives pratiques :

Il faut fixer une journée dont le salaire devra être consacré par tous les ouvriers organisés au développement et à la consolidation de l'union des ouvriers salariés des villes et des campagnes. Qu'une partie définie de cette somme soit tout entière consacrée par les ouvriers des villes au rassemblement de classe des ouvriers agricoles. Que ce fonds serve notamment à couvrir les frais d'édition d'une série de tracts aussi populaires que possible et d'un journal – qui pourrait être seulement hebdomadaire pour commencer – des ouvriers agricoles, qu'il serve à envoyer un nombre, fût-il restreint, d'agitateurs et d'organisateur dans les campagnes pour fonder sans délai, dans diverses localités, des syndicats d'ouvriers salariés agricoles.

... Il faut entamer la lutte la plus énergique contre le préjugé selon lequel la prochaine abolition de la propriété privée du sol peut « donner la terre » à tout valet de ferme et à tout journalier et saper les bases mêmes du travail salarié dans l'agriculture. C'est un préjugé, et un préjugé des plus nocifs.

... On ne peut manger la terre. On ne peut la cultiver sans bétail, sans outillage, sans semences, sans réserve de produits, sans argent. Compter sur les « promesses », d'où qu'elles viennent, — les promesses « d'aider » les salariés des campagnes à acquérir du bétail, de l'outillage, etc., — serait la pire des erreurs, en même temps qu'une

---

37 Lénine, *Œuvres*, vol.24, pp.516-517.

impardonnable naïveté.

... Aussi la tâche du syndicat des ouvriers agricoles doit-elle être déterminée tout de suite comme n'étant pas seulement la lutte pour l'amélioration de la situation des ouvriers en général, mais aussi, en particulier, la *défense de leurs intérêts en tant que classe* dans la grande réforme agraire imminente.<sup>38</sup>

## **Organisez les grandes fermes**

Lénine expliquait que l'organisation des ouvriers agricoles en syndicats, ou même en soviets, ne suffisait pas à renverser l'exploitation dans les campagnes. Ainsi, il écrivait en avril 1917 :

Nous ne pouvons dissimuler aux paysans, ni à plus forte raison aux prolétaires et aux semi-prolétaires de la campagne, que tant que subsistent l'économie marchande et le capitalisme, la petite exploitation n'est pas en mesure d'affranchir l'humanité, d'affranchir les masses de la misère, qu'il faut songer à passer à la grande exploitation travaillant pour le compte de la société et *s'y mettre tout de suite*, en enseignant aux masses et en apprenant auprès des masses à appliquer les mesures pratiques adéquates.<sup>39</sup>

Dans un discours au Congrès des députés paysans, déjà cité ci-dessus, Lénine déclarait :

La deuxième mesure recommandée par notre parti, c'est de transformer au plus tôt chaque grande économie agricole, par exemple chacun des grands domaines, qui sont au nombre de 30.000 en Russie, en entreprises modèles *collectivement* exploitées par des ouvriers agricoles et des agronomes compétents, à l'aide du bétail, de l'outillage, etc., des anciens propriétaires. Sans cette exploitation *collective* sous la direction des soviets des ouvriers agricoles, on n'arrivera pas à transmettre toutes les terres aux *travailleurs*. Certes, la culture collective est une chose difficile ; si quelqu'un s'imagine qu'on peut la décréter et l'imposer d'en haut, ce serait évidemment une folie, parce que l'habitude séculaire de l'exploitation individuelle ne peut disparaître d'un seul coup, parce qu'il faut de l'argent, il faut une adaptation au nouvel état de choses.<sup>40</sup>

## **Lénine emprunte le programme des SR**

Lénine n'hésita pas à adopter le programme qui avait émergé du mouvement de masse paysan et qui était dans l'ensemble identique à celui du Parti socialiste-révolutionnaire.

Le 19 août 1917, le journal les *Izvestia*, du Congrès russe des députés paysans, publia un article intitulé « Mandat type rédigé d'après les 242 mandats présentés par les députés des provinces au I<sup>er</sup> Congrès des députés paysans de Russie, tenu à Pétrograd en 1917 ». Les points cruciaux du Relevé des mandats étaient :

... l'abolition sans indemnité de la propriété du sol sous toutes ses formes, jusques et y compris la propriété paysanne ; dans la transmission à l'Etat ou aux communautés rurales des entreprises agricoles hautement développées, dans la confiscation de tout le cheptel mort et vif des terres confisquées (exception faite en faveur des paysans cultivant de petites parcelles) ce cheptel devant être transmis à l'Etat ou aux communautés ; dans l'interdiction du travail salarié ; dans la répartition égalitaire du sol entre les travailleurs avec des partages périodiques, etc. Les paysans exigent, à titre de mesure transitoire avant la convocation de l'Assemblée constituante, la promulgation *immédiate* de lois interdisant l'achat et la vente des terres, l'abrogation des lois

38 Lénine, *Œuvres*, vol.25, pp.125-130.

39 Lénine, « [Le congrès des députés paysans](#) », *Œuvres*, vol.24, p.164.

40 Lénine, *Œuvres*, vol.24, p.517-518.

permettant aux familles de sortir des communautés, de se faire attribuer des lots d'un seul tenant, etc., sur la protection des forêts, des pêcheries, etc., sur l'abolition des contrats de location à long terme, la révision des contrats à court terme, etc.<sup>41</sup>

Lénine, qui se cachait en Finlande et était désormais convaincu que le moment de la prise du pouvoir était proche, pensait que le décret type était central pour le succès de la révolution.

Aussi les socialistes-révolutionnaires se leurrent-ils eux-mêmes et leurrent-ils les paysans en admettant et en répandant autour d'eux l'idée que des transformations de cet ordre sont possibles sans renversement de la domination capitaliste, sans passage de tout le pouvoir au prolétariat, sans soutien par les paysans pauvres des mesures révolutionnaires les plus énergiques du pouvoir d'Etat prolétarien contre les capitalistes.<sup>42</sup>

Les 242 revendications, disait-il, ne pouvaient être satisfaites que si une guerre sans merci était déclarée au capitalisme sous la direction du prolétariat. Ainsi il s'empara de la totalité du programme agraire déclaré des SR, mais il y ajouta l'élément vital selon lequel il ne pouvait être réalisé que comme partie intégrante d'une révolution prolétarienne contre le capitalisme. Les revendications étaient destinées à être incorporées au décret sur la terre que prit le gouvernement bolchevik le 26 octobre. Lorsqu'il fut soumis au Congrès des soviets de Russie, et que des protestations se firent entendre qu'il s'agissait du travail des SR, Lénine répondit :

Des voix s'élèvent pour dire que le décret lui-même et le mandat ont été établis par les socialistes-révolutionnaires. Soit. Qu'importe par qui ils ont été établis ; mais nous, en tant que gouvernement démocratique, nous ne pouvons pas éluder les décisions prises par les couches populaires, quand bien même nous ne serions pas d'accord avec elles. En appliquant le décret dans la pratique, en l'appliquant sur les lieux, les paysans comprendront d'eux-mêmes où est la vérité. Et même si les paysans vont encore plus loin à la suite des socialistes-révolutionnaires, et même s'ils donnent à ce parti la majorité à l'Assemblée constituante, nous dirons encore : soit ! La vie est le meilleur des éducateurs, elle montrera qui a raison ; les paysans par un bout, et nous par l'autre bout, nous travaillerons à trancher cette question. La vie nous obligera à nous unir pour une même œuvre révolutionnaire, dans l'élaboration de nouvelles formes d'Etat. Nous devons suivre la vie, nous devons offrir aux masses populaires une entière liberté de création.<sup>43</sup>

Les gémissements de Tchernov étaient pathétiques : « Lénine copie nos résolutions et les publie sous forme de « décrets ». »<sup>44</sup> La justification de Lénine était très simple : les besoins de la révolution sont la loi suprême. Il écrivit :

Nous autres, bolcheviks, nous étions adversaires de cette loi sur la socialisation de la terre. Mais nous l'avons approuvée, parce que nous ne voulions pas aller à l'encontre de la majorité des paysans. La volonté de la majorité est toujours pour nous une obligation, et la contrecarrer signifie trahir la révolution.

Nous ne voulions pas imposer à la paysannerie une idée qui lui était étrangère, celle de la vanité d'un partage égal de la terre. Nous estimions qu'il valait mieux que les travailleurs paysans eux-mêmes comprennent, à leurs dépens, sur leur propre dos, qu'un partage égalitaire est une absurdité. C'est alors seulement que nous pourrions leur demander comment en finir avec la ruine, l'emprise des koulaks, qui ont pour base le

---

41 Lénine, « [Pages du journal d'un publiciste](#) », *Œuvres*, vol.25, pp.301-302.

42 Idem, p.302.

43 Lénine, « [Rapport sur la terre du 26 octobre \(8 novembre\)](#) », *Œuvres*, vol.26, pp.268-260.

44 *Дело Народа*, 17 novembre 1917.

partage de la terre.<sup>45</sup>

Lorsqu'un délégué allemand au II<sup>e</sup> Congrès du Comintern, en 1920, accusa le gouvernement soviétique d'une « rechute directe dans le mode de pensée petit-bourgeois depuis longtemps dépassé »<sup>46</sup> et de « sacrifice des intérêts du prolétariat à ceux de la paysannerie », Lénine répliqua d'un ton acerbe qu'« autrement, le petit paysan ne verra pas de différence entre ce qu'il y avait avant et la dictature des Soviets » et que « si le pouvoir d'Etat prolétarien n'applique pas cette politique, il ne pourra pas se maintenir. »<sup>47</sup>

C'est un paradoxe de l'histoire que sous un gouvernement auquel participaient un certain nombre de S-R, les paysans durent prendre le chemin de la révolution pour mettre en œuvre le programme S-R, soutenus et dirigés par les bolcheviks, qui combattaient les S-R depuis de nombreuses années.

Sur le plan de l'organisation, les bolcheviks étaient extrêmement faibles dans les campagnes. Il n'y avait qu'une poignée de membres du parti qui vivaient dans les villages. Malgré tout, la volonté de Lénine et des bolcheviks de se mettre à l'écoute des paysans leur donna un impact démesurément disproportionné à leur force organisationnelle.

Lénine savait comment apprendre du moujik, et celui-ci appréciait. Prenons par exemple son intervention devant le congrès paysan le 20 mai. On aurait cru, dit Soukhanov, que Lénine était tombé dans la fosse aux crocodiles. Malgré tout, « le petit moujik écouta avec attention et, probablement, non sans sympathie. Mais il n'osa pas le montrer. »<sup>48</sup>

La même chose se produisit dans la section des soldats, qui était extrêmement hostile aux bolcheviks. Soukhanov raconte :

Je pris place au septième rang, au cœur même de l'auditoire des soldats. Ceux-ci écoutaient avec le plus grand intérêt pendant que Lénine éreintait la politique agricole de la coalition et proposait de régler la question d'autorité, sans aucune assemblée constituante... Mais l'orateur fut bientôt interrompu par le depuis la tribune du présidium : son temps de parole était écoulé. Il y eut alors une controverse sur le point de savoir si on devait laisser Lénine continuer son intervention. Le présidium, à l'évidence, ne le voulait pas, mais l'assemblée n'avait rien contre. Lénine, ennuyé, se tenait à la tribune, épongeant d'un mouchoir son crâne chauve ; me reconnaissant de loin, il me fit gaiment un signe de la tête. Et autour de moi j'entendais des commentaires

— Il dit des choses sensées... hein ?, dit un soldat à un autre.

A la majorité, l'assemblée vota *pour* que Lénine finisse de parler... Les préjugés avaient été dissipés, la glace avait été rompue. Lénine et ses principes avaient commencé à pénétrer jusqu'aux profondeurs des Prétoriens.<sup>49</sup>

Au Congrès des soviets paysans, Lénine n'obtint que vingt voix, contre 810 à Tchernov et 804 à Kérénsky. Mais ces derniers devenaient de plus en plus ouvertement les ennemis du mouvement paysan, alors que Lénine était en complète harmonie avec lui.

## ***L'identification de Lénine avec les opprimés***

Rien n'était plus étranger à Lénine que l'attitude aristocratique des libéraux-mencheviks envers le moujik « noir ». Il suffit de comparer la position de Lénine avec celle, par exemple, du menchevik de gauche Soukhanov. Les écrits de Soukhanov sont pleins de dédain pour le caractère fruste de la paysannerie.

Des gens extrêmement bruts et ignorants dont la dévotion à la révolution était faite de rancune et de désespoir venaient des tranchées et de trous perdus, et leur « socialisme » était la faim et un désir insupportable de repos. Ce n'était pas un mauvais matériau pour

45 Lénine, Œuvres, vol.28, pp.178-179.

46 [Protokoll des Zweiten Weltkongresses der Kommunistischen Internationale](#), Hamburg 1921, p.318

47 Lénine, « [Discours sur les conditions d'admission à l'Internationale Communiste](#) ».

48 Soukhanov, [op. cit.](#)

49 Soukhanov, [op. cit.](#)

des expériences, mais – mais les expériences avec eux seraient risquées.<sup>50</sup>

Combien le paysan en uniforme a l'air horrible :

là même, sur le berceau même, au gouvernail même de la révolution se tenait la paysannerie, dans toute sa masse terrible, avec qui plus est un fusil dans les mains. Elle déclarait : « Je suis le maître non seulement du pays, non seulement de l'Etat russe, non seulement de la période proche de l'histoire russe, mais je suis maître de la révolution, qui n'aurait pas pu être accomplie sans moi »...

La participation directe de l'armée dans la révolution n'était rien d'autre qu'une forme d'ingérence de la paysannerie, sa forme d'intrusion au cœur du processus révolutionnaire. De mon point de vue de marxiste et d'internationaliste, c'était une ingérence profondément malvenue.<sup>51</sup>

Aux yeux de Soukhanov, le soutien qu'apportait Lénine aux paysans était une capitulation devant l'anarchisme.

Lénine en « donnant immédiatement » la terre aux paysans et en prêchant l'expropriation, souscrivait en fait à la tactique anarchiste et au programme S-R. L'un et l'autre étaient agréables et compréhensibles pour le paysan, qui était loin d'être un partisan fanatique du marxisme. Mais l'un et l'autre avaient été raillés nuit et jour par le marxiste Lénine pendant au moins quinze années. Désormais ceci était jeté de côté. Pour plaire aux paysans et être compris par eux, Lénine devint à la fois anarchiste et S-R.<sup>52</sup>

Bien au contraire, dès 1905, Lénine avait compris comment apprendre du moujik et sentir le battement de cœur du démocrate révolutionnaire derrière l'extérieur monarchiste du paysan.<sup>53</sup> Il ressentait à l'unisson des paysans qui se soulevaient des profondeurs, qui, après des siècles d'oppression et d'obscurité, étaient tirés pour la première fois de leur torpeur par le tonnerre de la révolution pour s'affirmer comme des êtres humains. Il citait en l'approuvant une lettre d'un paysan au quotidien bolchevik de Moscou, le [Sotsial-Démokrat](#) : « Il faut (dit la lettre) un peu plus serrer la vis à la bourgeoisie pour qu'elle craque sur toutes les coutures! ... Mais si nous ne la serrons pas assez, ça ira mal. »<sup>54</sup>

## ***Des nuages à l'horizon***

Malgré tout, de noirs nuages s'amoncelaient à l'horizon. Les bolcheviks avaient complètement raté leur tentative d'organiser les ouvriers agricoles dans des syndicats. Les soviets de salariés agricoles ne prirent de l'importance que dans très peu de localités, essentiellement dans les provinces baltes. En fait, les domaines – y compris ceux qui étaient exploités comme unités de grande échelle – furent dans l'ensemble morcelés et non préservés comme fermes modèles ainsi que Lénine l'aurait souhaité. En été et automne 1918, les bolcheviks firent un bref effort concerté pour organiser les pauvres des campagnes de façon séparée – dans des Comités de Paysans pauvres. Les comités ne survécurent que quelques mois et les bolcheviks durent les dissoudre.

Rosa Luxemburg disait de façon prophétique, peu après la Révolution d'Octobre, qu'une politique agraire socialiste devait se donner pour but d'encourager la socialisation de la production agricole :

S'agissant des campagnes, la transformation socialiste des rapports économiques

---

50 Soukhanov, [op. cit.](#)

51 Soukhanov, [op. cit.](#)

52 Soukhanov, [op. cit.](#)

53 Voir Cliff, [Lénine, Construire le parti.](#)

54 Lénine, « [Discours sur la guerre](#) », *Œuvres*, vol.25, p.38.

suppose deux conditions : d'abord la nationalisation de la grande propriété foncière, justement parce qu'elle représente une concentration, très avancée au point de vue technique, des moyens de production et des méthodes de culture, qui seule peut servir de point de départ à une économie socialiste à la campagne. Si on n'a, bien sûr, pas besoin de prendre son lopin de terre au petit paysan et si on peut tranquillement lui laisser le soin de choisir librement d'abord la voie du groupement coopératif, en raison des avantages de l'exploitation collective, et finalement celle de l'intégration dans l'exploitation sociale collective, il va de soi que toute réforme économique socialiste à la campagne doit nécessairement commencer par la grande et moyenne propriété foncière. Il faut dans ce cas transférer avant tout le droit de propriété à la nation ou à l'Etat, ce qui est la même chose avec un gouvernement socialiste ; car seule cette mesure donne la possibilité d'organiser la production agricole à grande échelle et selon des conceptions socialistes cohérentes.

Les bolcheviks ont fait le contraire : ils ont donné la terre aux paysans individualistes :

Naguère, une réforme socialiste à la campagne se heurtait tout au plus à la résistance d'une petite caste de grands propriétaires fonciers nobles et capitalistes et à celle d'une petite minorité de la riche bourgeoisie rurale, dont l'expropriation par une masse populaire révolutionnaire est un jeu d'enfants. A présent, après « l'appropriation », toute collectivisation socialiste de l'agriculture se heurtera à l'hostilité d'une masse de paysans propriétaires qui s'est accrue et renforcée énormément et qui défendra bec et ongles, contre toute atteinte socialiste, sa propriété nouvellement acquise.<sup>55</sup>

L'isolement d'une classe ouvrière peu nombreuse dans une mer de paysans petits-capitalistes, arriérés et hostiles s'avèrera crucial dans l'ascension de Staline vers le pouvoir. L'estimation faite par Rosa Luxemburg de la politique agraire des bolcheviks montre qu'elle comprenait bien la situation de la révolution russe, et mettait souvent en évidence les dangers inhérents à leur politique. Mais la situation ne laissait pas le choix aux bolcheviks sur la politique agraire révolutionnaire qu'ils mettaient en pratique : accéder au souhait démocratique spontané des paysans de distribuer la terre qu'ils avaient arrachée aux grands propriétaires.

Le fait que les salariés agricoles n'aient pas agi indépendamment des paysans possédants était une preuve de l'arriération du capitalisme en Russie. Le fait qu'en même temps la révolution agraire était si forte qu'elle impliquait toutes les couches de la paysannerie montrait jusqu'où était allé le développement capitaliste, et comment il était entré en conflit avec les formes anciennes de propriété foncière.

Le conflit prévisible entre la masse de la paysannerie russe possédante et le prolétariat minuscule, Lénine en était conscient, était porteur de grandes difficultés pour l'avenir. Malgré tout, il était convaincu que tout cela pouvait être surmonté par la généralisation de la révolution prolétarienne à l'échelle internationale.

---

55 R. Luxemburg, [La révolution russe](#), in *Textes*, éditions sociales/Messidor, 1982, pp.213, 216.



## Chapitre 12 - Lénine et le contrôle ouvrier

De la même façon que Lénine avait donné une orientation aux paysans et aux soldats en les appelant à agir immédiatement en ne comptant que sur eux-mêmes, il put se relier encore plus directement et intimement aux ouvriers industriels en lutte. Alors que les paysans se battaient pour la terre et la paix, et les soldats pour la paix et la terre, le prolétariat luttait pour le contrôle ouvrier dans l'industrie, et la paix.

L'effondrement complet de la discipline dans les usines était à la fois la condition et le résultat de la situation révolutionnaire. Et ainsi la lutte pour les salaires et les conditions de travail escalada jusqu'à l'éjection des patrons et des contremaîtres détestés, et le maintien en activité d'unités que leurs propriétaires voulaient fermer. La lutte pour le contrôle ouvrier était contenue dans la victoire de la Révolution d'Octobre.

### ***L'apparition des comités d'usine***

Pendant la Révolution de Février et les jours qui suivirent se mit en place à Pétrograd une organisation fiévreuse de comités d'usine. Dans toute la ville, de façons diverses et sous toute une série de noms, des comités d'ouvriers furent rapidement constitués. Aux filatures Thornton, un comité de grève constitua le noyau du comité d'usine élu le 26 février 1917, un jour avant la formation du Soviet de Pétrograd ; les ouvriers de l'usine de caoutchouc de Treugolnik et de la fabrique de tuyaux de Pétrograd choisirent leurs comités en même temps qu'ils élisaient leurs délégués au soviet ; dans d'autres entreprises, les délégués au soviet de ville ou de district servirent aussi de membres du comité d'usine, en même temps que des représentants supplémentaires des divers ateliers ; dans la vaste usine métallurgique Poutilov, le Soviet de district de Peterhof fonctionna comme comité d'usine jusqu'à la constitution d'un tel organe.

L'organisation dans l'enthousiasme des comités d'usine se répandit rapidement de la capitale aux provinces. Dès le 28 février, une filature de Moscou tint des élections simultanées pour un comité d'usine et pour les délégués au Soviet de Moscou, et pendant les trois journées suivantes d'autres comités furent formés dans les plus grandes usines. A la fin de mars, des comités d'usine avaient pris racine dans pratiquement toutes les entreprises d'une certaine taille de Moscou et des faubourgs. Cela ne prit pas longtemps avant qu'ils existent dans tous les centres industriels de la Russie d'Europe, de Minsk à Bakou, de Kiev à Ekaterinbourg, apparaissant d'abord dans les grands établissements, puis, très rapidement, prenant racine dans tous — excepté les plus petits.<sup>1</sup>

La première bataille dans laquelle furent engagés les comités d'usine fut celle de la journée de huit heures. Sur cent motions des comités d'usine dans la période du 3 au 28 mars, 51 revendiquaient la journée de huit heures.<sup>2</sup>

Le 5 mars, le Soviet de Pétrograd adopta, par 1.170 voix contre 30, une résolution appelant tous les ouvriers à reprendre le travail.<sup>3</sup> Les travailleurs réagirent à leur façon. A Vyborg, ils préparèrent une manifestation contre la décision du soviet. Ils décidèrent qu'elle était nulle et non avenue aussi longtemps que leurs revendications pour la journée de huit heures, une augmentation de salaire, etc., n'avaient pas été satisfaites. Les grèves continuèrent à paralyser une dizaine de firmes. Le 8 mars, la *Rabotchaïa Gazeta* menchevique publia un appel aux grévistes, proclamant qu'ils discréditaient le soviet en ne lui obéissant pas. Le 10 mars, le journal menchevik rappelait les leçons de 1905 : ne pas précipiter les choses, être bien organisés avant de formuler des revendications. Le 14 mars, la Commission de propagande du Soviet lança un nouvel appel dans les *Izvestia*, en direction cette fois des ouvriers des tramways et de l'industrie des transports. « N'attendez pas lundi pour reprendre le

1 P. Avrich, « Russian factory committees in 1917 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, juin 1963, pp.161-62.

2 Marc Ferro, p. 115.

3 *Izvestia*, 6 mars ; Browder et Kerensky, vol.2, p.709.

travail, » implorait le Soviet. Il promettait d'intervenir si les dirigeants des entreprises ne faisaient pas de concessions. Le 21 mars, dans la section ouvrière du Soviet, le menchevik [Bogdanov](#) nota que la reprise du travail se passait mal et que cette situation durerait aussi longtemps que les conditions de travail ne seraient pas améliorées. Le Soviet entreprit donc de négocier avec les patrons de la capitale. Abandonnant toute prudence, ceux-ci acceptèrent la journée de huit heures, ainsi que la formation de comités d'usine et de comités de réclamations. Des accords semblables furent conclus à Saratov et dans d'autres grandes villes de province.<sup>4</sup>

Cependant, les travailleurs ne limitaient pas leurs revendications à la journée de huit heures, des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail. Le 4 mars, les ouvriers de l'usine de chaussures Sokhorod de Pétrograd demandèrent également la reconnaissance de leur comité d'usine et le droit de contrôler l'embauche et le renvoi de la main d'œuvre. A l'usine de radio-télégraphie de Pétrograd, un comité d'ouvriers fut organisé expressément en vue de « mettre en place des règles et des normes dans la vie intérieure de l'usine, » pendant que d'autres comités d'usine étaient élus essentiellement pour ajuster les règles de travail et superviser les activités de l'administration. En bref, les revendications des ouvriers pour de meilleures conditions de travail étaient accompagnées d'une exigence tout aussi pressante d'exercer un rôle dans la direction de leur entreprise.<sup>5</sup>

Une forme naissante de contrôle ouvrier apparut du jour au lendemain dans les comités des usines importantes, avant tout dans les fabriques d'armements possédées par l'Etat.

C'est précisément dans ces usines que l'expérience des « conseils ouvriers » après Février avait été la plus achevée. Les superviseurs, les contremaîtres et les responsables d'atelier étaient en grande partie élus par les ouvriers. C'était dû notamment au fait que l'ancienne direction se considérait comme au service du gouvernement tsariste et fut donc renvoyée en février, mais aussi parce que les ouvriers hautement qualifiés pensaient qu'ils pouvaient diriger la production capitaliste, du moins au niveau de l'atelier, mieux que leurs patrons.<sup>6</sup>

L'industrie du métal de Pétrograd, consacrée presque exclusivement à l'effort de guerre, employait près de 60 % des ouvriers de la capitale.. La plus grande de ses usines était dirigée par les Départements de l'Artillerie et de la Marine, et comportait environ un quart du prolétariat de Pétrograd. Au début de mars, un groupe de quinze représentants ouvriers des usines dépendant de l'Artillerie et de la Marine reconnut la nécessité d'une coopération entre les comités d'usine des douze plus grandes aciéries du Département de l'Artillerie, employant approximativement cent mille ouvriers, et demanda l'introduction du contrôle ouvrier sur la production<sup>7</sup>. Les délégués de cette toute première conférence de comités d'usine – signe avant-coureur d'une série de larges conférences de ville en 1917 – exigeait la reconnaissance officielle par le gouvernement des comités ouvriers ainsi que la journée de huit heures, et appelait au contrôle ouvrier sur les activités de la direction.<sup>8</sup>

Lors d'une conférence des usines d'Etat tenue le 2 avril, une résolution fut votée donnant aux comités d'usine une voix dans le recrutement des cadres supérieurs et le droit d'examiner les comptes et la correspondance des entreprises. Pour tenter de neutraliser le mouvement pour le contrôle ouvrier, le Gouvernement provisoire promulgua le 23 avril un décret instituant des comités d'usine. Le but du décret était de détourner les ouvriers vers des canaux officiels de collaboration avec la direction pour résoudre les problèmes économiques auxquels le pays était confrontés en ces temps de guerre. La fonction des comités d'usine était ainsi définie :

- (a) représentation des salariés à l'administration de l'entreprise sur des questions concernant les rapports entre l'employeur et les travailleurs, comme par exemple les salaires, les heures de travail, le règlement intérieur, etc. ; (b) le règlement des questions

---

4 Ferro, p.181.

5 Avrich, p.163.

6 C. Goodey, « Factory committees and the dictatorship of the proletariat 1918 », *Critique*, n° 3, 1974, p.30.

7 P.N. Amosov et al., *Октябрьская Революция и Фабзавкомы*, Moscou 1927, vol.1, pp.27-28.

8 Avrich, p.164.

concernant les relations internes entre les ouvriers de l'entreprise ; (c) représentation des salariés dans leurs rapports avec les institutions publiques et gouvernementales ; (d) activités culturelles et éducatives pour les travailleurs de l'entreprise et autres mesures destinées à améliorer leur existence...

Les réunions convoquées par le comité devront, en règle générale, se tenir en dehors des heures de travail.<sup>9</sup>

Les statuts du Gouvernement provisoire, inspirés par les dirigeants mencheviks et S-R du Soviet, avaient pour but de favoriser une collaboration étroite entre la main d'œuvre et la direction. Il n'était certainement pas question de faire état du droit des comités à assumer des fonctions directoriales de contrôle de l'usine.<sup>10</sup>

Lénine fut prompt à soutenir vigoureusement les comités d'usine. Ecrivant le 17 mai, il reprit le mot d'ordre de « contrôle ouvrier », déclarant : « Les ouvriers doivent exiger l'institution *immédiate, effective*, d'un contrôle obligatoirement exercé par *les ouvriers eux-mêmes*. »<sup>11</sup>

Malheureusement, au début les bolcheviks avaient peu d'influence dans les comités d'usine. L'usine d'armements Poutilov, avec ses trente mille ouvriers, qui pendant Février débordait de colère et avait organisé plusieurs grèves et manifestations, forma un « comité ouvrier » le 28 février. Le 2 mars, cependant, ce comité plaçait l'administration de l'usine entre les mains du Comité de district de Peterhof du Soviet de Pétrograd, dans lequel seulement huit ou neuf des trente membres élus étaient bolcheviks. Pendant la première moitié d'avril, les ouvriers de Poutilov, qui étaient menacés de chômage technique du fait de la pénurie de carburant, formèrent un comité d'usine de vingt-deux membres, dont quatre seulement étaient bolcheviks.<sup>12</sup>

Malgré tout, les comités d'usine, le point focal des forces révolutionnaires montantes, étaient plus proches de la base que les soviets et donc plus à gauche ; du coup, ils furent rapidement sous la domination du Parti bolchevik.

La Première Conférence des Comités d'Usine de Pétrograd, réunie le 30 mai, était massivement sous l'influence des bolcheviks. Y participaient 568 délégués de 236 usines employant 337.464 ouvriers. Son ordre du jour comprenait des rapports sur l'état de l'industrie à Pétrograd, des discussions sur le contrôle et la régulation de la production, la fourniture aux usines des matériaux nécessaires, et les rapports avec les syndicats, les coopératives, et autres organisations des travailleurs.

Le ministre menchevik du travail, Skobélev, ouvrit le débat avec un plaidoyer en faveur du contrôle étatique de l'industrie. Il déclara : « Nous nous trouvons à l'étape bourgeoise de la révolution. Le transfert des entreprises entre les mains du peuple ne peut à l'époque présente être utile pour la révolution. »

La révolution étant bourgeoise, il fallait une régulation de l'industrie par le gouvernement en collaboration avec les industriels et les organisations ouvrières. « La régulation et le contrôle de l'industrie, » dit Skobélev, « n'est pas une question de classe. C'est la tâche de l'Etat. Sur les classes, et en particulier la classe ouvrière, repose la responsabilité d'aider l'Etat dans son œuvre d'organisation. »<sup>13</sup>

Le menchevik Tchervanine, au nom du Comité exécutif du Soviet de Pétrograd, alla plus loin : « Nous ne pouvons mettre un terme à la catastrophe en cours et rétablir une vie économique normale que par l'intervention planifiée de l'Etat dans l'économie » ; une régulation étatique dans la distribution des matières premières, des carburants et de l'équipement industriel était nécessaire.

---

9 Browder et Kerensky, vol.2, pp.719-20.

10 Amossov, vol.1, pp.22-24.

11 Lénine, *Œuvres*, vol.24, p.439.

12 M. Dewar, *Labor Policy in the USSR, 1917-1928*, Londres, 1956, p.6.

13 Amossov, vol.1, p.83.

Tchervanine appelait aussi à la régulation étatique de la distribution des biens de consommation à la population, au contrôle de l'activité bancaire, et à la formation obligatoire de trusts dans les secteurs de base de l'industrie. Sa résolution demandait en plus la fixation des prix, des profits et des salaires, et une augmentation de l'imposition des capitalistes.<sup>14</sup>

Contre le contrôle étatique de l'industrie, Zinoviev, pour les bolcheviks, déposa une résolution sur le contrôle ouvrier, rédigée par Lénine. Elle appelait à l'institution du contrôle « au moyen d'une série de mesures soigneusement considérées, introduites progressivement mais sans attendre, menant à la complète régulation de la production et de la distribution des marchandises par les travailleurs. » Au moins les deux tiers des voix dans les organes de contrôle seraient réservées aux salariés ; les livres commerciaux devaient leur être ouverts pour inspection ; une milice ouvrière et une tâche de travail universel devaient être constituées ; et la guerre devait être rapidement menée à son terme. En plus, le contrôle économique était lié au pouvoir politique, car Zinoviev appelait aussi au transfert de l'Etat aux soviets pour assurer le passage du contrôle industriel aux travailleurs. La conférence adopta la résolution de Lénine, légèrement amendée, par 297 voix contre 21 et 44 abstentions.<sup>15</sup>

Avec le temps, le mouvement des comités d'usine aiguisa sa conception du contrôle ouvrier. Ainsi la Seconde Conférence des Comités d'Usine de Pétrograd et de ses environs, qui eut lieu du 7 au 12 août, définissait-elle clairement le sens du contrôle ouvrier sur la production :

C'était le devoir du comité d'usine ... d'élaborer les règles du fonctionnement intérieur – l'organisation du temps de travail, les salaires, l'embauche et le renvoi ainsi que les permissions des ouvriers et des employés, etc.<sup>16</sup>

Les comités d'usine devaient superviser les patrons. Ils devaient avoir

le contrôle sur la composition de l'administration, et sur le licenciement des membres de l'administration qui ne peuvent garantir des rapports normaux avec les ouvriers, ou qui sont incompetents pour d'autres raisons.

Une note ajoute :

Les membres de l'administration de l'usine ne peuvent entrer en fonctions qu'avec l'approbation du comité d'usine.<sup>17</sup>

## **L'offensive des employeurs**

Après la défaite des bolcheviks lors des Journées de Juillet (voir *infra*, chapitre 14), les employeurs pensèrent que l'heure était venue de s'attaquer aux comités d'usine. La section métallurgique de la Société des Fabricants de Moscou distribua une circulaire interdisant le paiement des salaires pour le temps passé aux activités du comité. A Pétrograd, le propriétaire d'une fonderie annonça sans vergogne qu'il « ne pouvait y avoir de comité ouvrier dans l'usine, et qu'aucun ne serait reconnu par le bureau, » une déclaration qui défiait ouvertement le décret du 23 avril sur la formation des comités d'usine. Mais de telles tentatives déclarées de briser les comités furent rares, même pendant la période de réaction consécutive aux manifestations de Juillet. Les employeurs essayèrent plutôt de brider le contrôle ouvrier. Ils prétendirent que si le décret du 23 avril avait légalisé les comités, il ne leur avait pas donné le droit d'exercer un contrôle sur la production ni, à plus forte raison, d'organiser des milices. A la mi-juillet, la Société des Fabricants de Pétrograd qualifia d' « illégaux » à la fois le contrôle ouvrier et l'exigence des salariés que leur milice soit payée par les employeurs. Des opinions semblables furent exprimées par des organisations patronales dans d'autres grandes

---

14 Amossov, vol.1, p.95.

15 Amossov, vol.1, p.108.

16 Amossov, vol.1, p.242.

17 Amossov, vol.1, p.243.

villes, notamment à Kharkov, où l'opposition au contrôle ouvrier fut particulièrement intense.<sup>18</sup>

La Société Centrale Panrusse des Fabricants, récemment formée, résolut de publier des « instructions pour la suppression des interférences des comités d'usine avec l'autorité de la maîtrise de l'entreprise » ; une Conférence des Industriels de Russie du Sud maintint que la survie de l'entreprise n'était possible que si l'embauche et le renvoi restaient un droit exclusif de l'entrepreneur ; et le Comité Principal de l'Industrie Unie interdit le paiement des salaires aux membres des comités d'usine pour le temps passé à l'activité des comités. Des propriétaires individuels suivirent le mouvement en retenant la paye des membres des comités et en refusant de fournir des locaux pour les réunions de comité (en violation du décret du 23 avril).<sup>19</sup>

Les employeurs s'adonnèrent aussi au sabotage industriel – lock-outs et fermetures d'usines. [John Reed](#) qui, comme correspondant américain, avait accès aux cercles les plus divers, écrit :

Le secrétaire du parti des Cadets à Petrograd m'a dit que la désorganisation de la vie économique du pays faisait partie de la campagne entreprise pour discréditer la révolution. Un diplomate allié, dont j'ai promis de ne pas mentionner le nom, a confirmé ces faits qu'il avait lui-même constatés.

Je connais certaines mines de charbon voisines de Kharkov, qui furent incendiées et inondées par leurs propriétaires ; certaines industries textiles de Moscou, dont les ingénieurs avant leur départ mirent les machines hors d'état, et je connais des cheminots surpris par les ouvriers au moment où ils détérioraient les locomotives.<sup>20</sup>

La production de l'usine Poutilov chuta fortement, comme on peut le voir dans le tableau suivant :<sup>21</sup>

	<b>Juin 1916</b>	<b>Juin 1917</b>
	(en tonnes)	(en tonnes)
<b>Acier doux</b>	3.873	1.114
<b>Acier moulé</b>	5.768	1.908
<b>Fonte</b>	1.133	730
<b>Cuivre</b>	54	25
<b>Produits en acier</b>	567	315

Dans la seconde moitié d'octobre, près de dix mille ouvriers de Poutilov furent mis au chômage technique.<sup>22</sup>

Dans Pétrograd tout entier, vingt cinq mille ouvriers perdirent leur emploi dans la première quinzaine de septembre. A Moscou et dans les gouvernements limitrophes cinquante entreprises employant cinquante mille hommes fermèrent.<sup>23</sup> A Krivoï Rog et dans le bassin du Donetz, des

18 Avrich, pp.170-71.

19 Avrich, pp.175-76.

20 J. Reed, [Dix jours qui ébranlèrent le monde](#).

21 S.O. Zagorsky, *State Control of Industry in Russia during the War*, New Haven 1928, p.191.

22 M. Mitelman, *1917 год на Путиловском заводе*, Leningrad 1939, p.141.

23 V.L. Meller et A.M. Pankratova, [Рабочее движение в 1917 году](#), Moscou-Leningrad 1926, p.286.

conflits sur le contrôle ouvrier et les conditions de travail, aggravés par de sérieux problèmes dans les transports et des pénuries de carburant, de matières premières et d'ouvriers qualifiés, contraignit deux cents mines à cesser de fonctionner en septembre.

La production nationale d'acier chuta fortement.<sup>24</sup> Dans le sud, sur soixante-cinq hauts fourneaux, il n'y en avait plus que trente-quatre à quarante-quatre en activité, et même ceux-là ne fonctionnaient pas à pleine capacité. Sur 102 fourneaux Martin, seuls cinquante-cinq étaient utilisés en octobre 1917. Les ateliers de laminage des rails ne produisaient plus qu'à 55 % de leur capacité.<sup>25</sup> L'industrie textile était elle aussi dans un état proche de l'effondrement.

Un industriel bien connu, [P.P. Riabouchinsky](#), s'adressant à un congrès d'hommes d'affaires le 3 août à Moscou, laissa glisser une phrase sur « la main osseuse de la faim », qui « prendrait à la gorge les membres des différents comités et soviets » et les ramènerait à la raison. Cette phrase fut abondamment diffusée, et eut un effet sans doute proche du « qu'ils mangent de la brioche! » de Marie-Antoinette.

Quelle réponse à l'offensive des employeurs proposaient alors les dirigeants favorables au compromis ? Leur solution était la collaboration de classe. Cela s'harmonisait parfaitement avec leur attitude sur le contrôle étatique de l'industrie et leur soutien à l'effort de guerre.

## **La conciliation entre les classes**

Le 22 août, [Skobélev](#) publia une circulaire déclarant :

Le droit d'embaucher et de renvoyer tous... les employés et ouvriers appartient aux propriétaires de ces établissements.

Les mesures coercitives utilisées par les ouvriers dans le but de licencier ou de recruter certaines personnes sont considérées comme des actions susceptibles de poursuites judiciaires.

Il indiquait que selon des informations qui étaient parvenues au Ministère du travail, des conférences et des réunions étaient fréquemment tenues dans de nombreuses usines, filatures et mines pendant les heures de travail, ce qui désorganisait la production. Il notifiait aux commissaires et aux inspecteurs d'usine que, en accord avec la loi du Gouvernement provisoire en date du 23 avril,

les conférences organisées par les comités ouvriers devaient se tenir après les heures de travail... C'est le devoir de chaque travailleur de consacrer son énergie à un travail intensif et à ne pas perdre une minute de son temps de travail... Le Ministère du travail indique que l'administration des usines ne doit pas autoriser la tenue pendant les heures de travail de réunions ouvrières qui sont néfastes à la production de ces établissements. De plus, la direction a le droit d'opérer des déductions sur la paye pour perte de temps de travail.<sup>26</sup>

Les deux circulaires de Skobélev attaquant les comités d'usine furent publiées les 22 et 28 août, pendant l'avance sur Pétrograd du général Kornilov ! (voir *infra*, chapitre 16).

Quelques semaines plus tard, le Conseil Spécial de la Défense publiait une circulaire proclamant :

Le propriétaire d'un établissement est toujours à la tête de son usine, et les ouvriers n'ont aucun droit d'interférer avec les actions d'administration de l'entreprise. Ils ont encore moins le droit de les modifier. Dans le recrutement et le licenciement des salariés, les

---

24 Avrich, p.170.

25 Zagorsky, p.192.

26 Browder et Kerensky, vol.2, p.722.

statuts existants en la matière doivent être strictement appliqués.<sup>27</sup>

Le ministre suppléant du commerce et de l'industrie, V. Stépanov, faisant un pas de plus, fit savoir :

L'utilisation du droit de grève et de lock-out doit être suspendue pour le plus grand bien du pays. Les conflits doivent faire l'objet d'un examen approfondi et être réglés par des institutions de conciliation spécialement constituées à cet effet.<sup>28</sup>

Une semblable atténuation des rigueurs de la lutte des classes par la conciliation était proposée par les *Izvestia* :

... la lutte entre ouvriers et employés dans les circonstances de la révolution et de la guerre ne doit pas prendre exactement les mêmes formes que dans les conditions normales du temps de paix.

Le fait est que la situation de guerre et de révolution force les deux côtés à faire usage d'une prudence extrême dans l'utilisation des armes les plus acérées de la lutte des classes : la grève et le lock-out.

Ces circonstances ont rendu nécessaire et possible de régler tous les conflits entre employeurs et salariés au moyen de la négociation et des accords plutôt que par l'affrontement ouvert. C'est le but que poursuivent les chambres de conciliation... Les problèmes généraux doivent être résolus par un accord passé entre une association d'employeurs et les organes élus du prolétariat. Les problèmes individuels doivent être réglés par un accord intervenu entre les salariés d'une entreprise et leur employeur – et les deux côtés doivent se soumettre sans contestation aux décisions prises par les chambres.<sup>29</sup>

Songez donc : la révolution – la forme la plus extrême de la lutte des classes – est incompatible avec les grèves et les lock-outs ! Des chambres de conciliation pour contenir la révolution !

Les circulaires de Skobélev et l'insurrection de Kornilov poussèrent les comités d'usine de Pétrograd à convoquer une troisième conférence de ville pour le 10 septembre. En dehors de l'apparition du nouveau ministre du travail, le menchevik Kolokolnikov, les socialistes les plus modérées ne disposèrent pas de la moindre tribune lors de ce rassemblement d'une journée. Avec de grands transports de colère, un orateur bolchevik (Evdokimov) exigea l'abrogation des circulaires Skobélev, condamna la décision du Comité Principal de l'Industrie Unie de suspendre la rémunération des hommes engagés dans les tâches du comité d'usine, et s'en prit à Kolokolnikov sur sa politique négative à l'égard du contrôle ouvrier. Le réponse de Kolokolnikov fut pratiquement un copié-collé de l'adresse de son prédécesseur à la Première Conférence de Pétrograd trois mois auparavant. Il déclara que la révolution en cours n'était pas socialiste mais démocratique, et ne pouvait donc passer du mode capitaliste de production au contrôle ouvrier. Un contrôle était nécessaire, admettait Kolokolnikov, mais il devait être opéré à l'échelle de l'Etat par des « organes publics-étatiques ». Le recrutement et le licenciement de la main d'œuvre était un droit de la direction, et ne pouvait être contrôlé par les comités d'usine que s'ils devenaient des organes syndicaux locaux.<sup>30</sup>

Une résolution bolchevique appela à l'annulation des circulaires d'août de Skobélev, à l'extension du travail des comités d'usine, au rejet de la « politique fatale » de conciliation, et la destitution de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.<sup>31</sup> Elle fut votée à la quasi unanimité, avec 198 voix pour, 13

---

27 Browder et Kerensky, vol.2, p.723.

28 Browder et Kerensky, vol.2, p.675.

29 Browder et Kerensky, vol.2, pp.741-42.

30 Amossov, vol.2, pp.16-20.

31 Amossov, vol.2, pp.20-28.

contre et 18 abstentions.<sup>32</sup>

## **Les « excès » croissants des travailleurs**

Les travailleurs accusaient de plus en plus les employeurs d'être responsables de la catastrophe économique à laquelle le pays faisait face. Ils les accusaient de perpétuer une guerre affreuse pour réaliser d'énormes profits, alors même qu'une telle avidité à courte vue condamnait la machine industrielle à un effondrement. Les commissions de contrôle des comités d'usine de Serpoukhov (dans la province de Moscou) révélèrent que certaines filatures avaient dissimulé leurs profits en tenant deux comptabilités séparées. Ailleurs, des comités ouvriers découvrirent de nombreux cas de spéculation des patrons sur les maigres ressources de carburants, de matières premières et d'équipements encore disponibles. Déterminés à éliminer de tels cas de « sabotage », les comités exigèrent le droit d'inventorier tous les entrepôts de marchandises et de matières premières et d'inspecter les livraisons des entreprises dans les deux sens.

Les lock-out et les fermetures précipitaient souvent des affrontements physiques entre la main d'œuvre et la direction. Les violences exercées contre le personnel de gestion prit une forme curieusement semblable dans différentes parties du pays. Des membres du comité d'usine du moulin de la Volga à Ivanovo-Voznessensk jetèrent un sac sur un mécanicien et le mirent dehors sur une brouette.<sup>33</sup> Le directeur d'une fabrique d'automobiles de Moscou et son assistant furent aussi emportés sur une brouette, alors que la direction menaçait de fermer boutique.<sup>34</sup> Les ouvriers d'une fonderie de Kharkov se saisirent de leur directeur, vidèrent sur sa tête un seau d'huile lourde additionnée de plomb, et transporta le pauvre homme hors de l'usine au milieu des hourras.<sup>35</sup>

Les industriels gémissaient de plus en plus que la situation dans les usines avaient atteint un point « extrêmement proche de l'anarchie industrielle. »<sup>36</sup>

Une conférence de comités d'usine dans la métallurgie de Kharkov décida le 27 juin « de satisfaire les revendications des ouvriers par leur propre pouvoir révolutionnaire, » ajoutant :

Si les propriétaires d'usines refusent dans les cinq jours de satisfaire ces revendications, les directeurs seront éliminés des entreprises et remplacés par des ingénieurs élus.

Lorsque la direction de l'usine Helfferich-Sade, dans la même ville, voulut fermer l'établissement en septembre à cause d'un conflit du travail, le comité d'usine décida que le travail devait continuer, sous la direction d'une commission spéciale. Et dans la grande fabrique de locomotives de Kharkov des mesures encore plus vigoureuses furent prises. Kérensky, déjà harcelé, reçut le 20 septembre un télégramme de l'usine l'informant que « le directeur et tout le personnel administratif de l'usine ont été arrêtés par les ouvriers. Les autorités civiles et militaires locales sont complètement passives. » Cette dernière phrase a été souvent utilisée pendant l'année 1917, quand la légalité formelle et les droits de la propriété privée étaient de vraiment peu de poids.<sup>37</sup>

Dans la région de Bokovo-Khroustalsk du bassin du Donetz, dans une mine de la société anonyme « Anthracite Russe », (...) l'ingénieur minier en chef Pé Tchouk, fut rossé lors d'une session du Soviet des Députés Ouvriers local, à l'initiative et sur l'incitation du président du Soviet des Députés Ouvriers, Péréverzev. Dans le même district, à la mine Mikhaïlov de Dontchenko, le même Péréverzev arrêta un des propriétaires, Yakovlev. (...) Un peu partout dans les mines de la région Bokovo-Khroustalsk, des perquisitions ont eu lieu chez le personnel administratif des mines, qui

---

32 Amossov, vol.2, pp.118-19.

33 Avrich, p.171.

34 Sidorov, vol.4, p.358.

35 Sidorov, vol.4, pp.339-40.

36 V.L. Meller et A.M. Pankratova, [Рабочее движение в 1917 году](#), Moscou-Leningrad 1926, p.286.

37 Chamberlin, vol.1, pp.269-70.



a même fui les mines, terrorisé. D'autres régions du bassin du Donetz parviennent des échos d'excès croissants, de propriétaires de mines battus et volés, et de manière générale tout ce qui se passe donne à penser que ce mouvement anarchique et pogromiste se répand largement dans le bassin du Donetz. Les autorités locales étaient complètement paralysées.<sup>38</sup>

Une liste des « excès » des ouvriers, dressée par un journal, montrait que l'ingénieur, comme l'officier ou le propriétaire foncier, était parfois sommairement exécuté par des bandes d'ouvriers enragés :

A l'usine Lisva, l'ingénieur Leptchoukov fut tué d'une balle dans le dos. A la fabrique de Soulinsk, à la demande des ouvriers, le directeur administratif de l'usine, l'ingénieur Gladkov, fut arrêté pour avoir refusé une augmentation de salaire de 100 %. A Makeevka, à l'usine de la Compagnie des Mines Russes et de l'Union Métallurgique, un ouvrier de la fonderie tira deux fois sur le chef de la fonderie, un citoyen français, l'ingénieur Rémy. A l'usine de la Compagnie Nikopol Marioupol, une bande d'ouvriers rossa l'ingénieur Yassinsky et l'emmena au dehors sur une brouette. A l'usine Alexandrovsk de la Compagnie Briansk, dans la province d'Ekaterinoslav, le directeur adjoint, Bénéchévitch, le chef du département ferroviaire, Chkourenko, et certains employés ont été destitués. A l'usine de la Compagnie Novorossisk de Youzovka, les ouvriers ont coupé l'éclairage électrique dans les appartements des cadres supérieurs et de la maîtrise de l'usine.<sup>39</sup>

En octobre, une certaine forme de contrôle ouvrier existait dans la grande majorité des entreprises de Russie. Il y eut même des exemples sporadiques de comités d'usines éjectant leurs patrons et leurs ingénieurs pour tenter de diriger l'entreprise eux-mêmes, envoyant des délégations en quête de carburant, de matières premières et d'aide financière auprès des comités ouvriers d'autres établissements.<sup>40</sup>

## **La politique de Lénine**

Fondamentalement, la ligne de Lénine était vraiment très simple. Elle s'adaptait parfaitement aux conditions objectives, à la désintégration économique de la Russie et au vécu subjectif des ouvriers de l'industrie. Elle faisait écho aux sentiments des ouvriers, et élevait les besoins instinctifs des travailleurs à un niveau de généralisation politique.

*Il faut entreprendre une action résolue pour renverser le capital. Il faut le faire intelligemment et graduellement, en s'appuyant *uniquement* sur la conscience et l'esprit d'organisation de l'immense majorité des ouvriers et des paysans pauvres.*

... dans leur marche prudente, graduelle, réfléchie, mais ferme et immédiate vers le socialisme.<sup>41</sup>

*Il ne s'agit nullement à présent, en Russie, d'inventer de « nouvelles réformes », d'échafauder des « plans » de transformation « générale ». Non! Ceux qui veulent le faire accroire, et ce faisant mentent délibérément, ce sont les capitalistes, les Potressov, les Plékhanov, qui hurlent contre « l'instauration du socialisme », contre la « dictature du prolétariat ». » En réalité, la situation en Russie est telle que les charges inouïes et les fléaux de la guerre, le danger entre tous redoutable, sans précédent, de la débâcle économique et de la famine ont déjà suggéré, indiqué eux-mêmes l'issue ; et ils ne l'ont*

38 Meller et Pankratova, [pp.229-30](#).

39 Chamberlin, vol.1, p.271.

40 Avrich, *The Russian Anarchists*, Princeton 1967, p.149.

41 Lénine, « [A la manière de Louis Blanc](#) », *Œuvres*, vol.24, p.27.

pas seulement indiquée ; ils ont déjà mis à l'ordre du jour des réformes et des transformations absolument urgentes : monopole des céréales, contrôle de la production et de la répartition, restriction à l'émission du papier-monnaie, échange régulier du blé contre des marchandises, etc.<sup>42</sup>

De la façon la plus systématique, Lénine résume ses idées sur la marche à suivre pour le prolétariat sur le terrain industriel dans sa brochure incisive [La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer](#), écrite entre le 10 et le 14 septembre. Il commence par décrire la situation objective en Russie :

La Russie est menacée d'une catastrophe certaine. Les transports ferroviaires sont incroyablement désorganisés, et cette désorganisation s'aggrave. Les chemins de fer vont s'arrêter. Les arrivages de matières premières et de charbon pour les usines cesseront. De même, les arrivages de céréales. Sciemment, sans relâche, les capitalistes sabotent (gâchent, arrêtent, sapent, freinent) la production dans l'espoir que cette catastrophe sans précédent entraînera la faillite de la république et de la démocratie, des soviets et, en général, des associations prolétariennes et paysannes, en facilitant le retour à la monarchie et la restauration de la toute-puissance de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers.

Une catastrophe d'une ampleur inouïe et la famine nous menacent inéluctablement.<sup>43</sup>

Tout le monde le dit. Tout le monde le reconnaît. Tout le monde l'affirme.

Et l'on ne fait rien.

Six mois de révolution ont passé. La catastrophe s'est encore rapprochée. Un chômage massif pèse sur nous. Songez un peu : le pays souffre d'une pénurie de marchandises, le pays se meurt par manque de denrées alimentaires, par manque de main d'œuvre, alors qu'il y a en suffisance du blé et des matières premières ; et c'est dans un tel pays, dans un moment aussi critique, que le chômage est devenu massif ! Quelle preuve faut-il encore pour démontrer qu'en six mois de révolution (une révolution que d'aucuns appellent grande, mais que pour l'instant il serait peut-être plus juste d'appeler une révolution pourrie), alors que nous sommes en république démocratique, alors que foisonnent les associations, organisations et institutions qui s'intitulent fièrement « démocratiques révolutionnaires », rien, absolument rien de sérieux *n'a été fait* pratiquement contre la catastrophe, contre la famine ? Nous courons de plus en plus vite à la faillite, car la guerre n'attend pas et la désorganisation qu'elle entraîne dans toutes les branches de la vie nationale s'aggrave sans cesse.<sup>44</sup>

Le contrôle, la surveillance, le recensement, voilà le premier mot de la lutte contre la catastrophe et la famine. Personne ne le conteste, tout le monde en convient. Mais c'est justement *ce qu'on ne fait pas*, de crainte d'attenter à la toute-puissance des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, aux profits démesurés, inouïs, scandaleux, qu'ils réalisent sur la vie chère et les fournitures de guerre (et presque tous « travaillent ! » aujourd'hui, directement ou indirectement, pour la guerre) – profits que tout le monde connaît, que tout le monde peut constater et au sujet desquels tout le monde pousse des « oh ! » et des « ah ! ».<sup>45</sup>

---

42 Lénine, « [Une des questions fondamentales de la révolution](#) », *Œuvres*, vol.25, p.404.

43 Lénine, [Œuvres, vol.25, p.351](#).

44 Lénine, [Œuvres, vol.25, pp.351-352](#).

45 Lénine, [Œuvres, vol.25, p.353](#).

## **Les mesures de contrôle précisées**

Les « mesures à prendre sont tout à fait claires, simples, parfaitement réalisables... »<sup>46</sup>

Nous verrons qu'il aurait suffi à un gouvernement intitulé démocratique révolutionnaire autrement que par dérision de décréter (d'ordonner, de prescrire), dès la première semaine de son existence, l'application des principales mesures de contrôle, d'établir des sanctions sérieuses, des sanctions d'importance, contre les capitalistes qui essaient de se soustraire frauduleusement à ce contrôle, et d'inviter la population à surveiller elle-même les capitalistes, à veiller à ce qu'ils se conforment scrupuleusement aux décisions sur le contrôle – pour que celui-ci soit depuis longtemps appliqué en Russie.

Ces principales mesures sont :

1. La fusion de toutes les banques en une seule dont les opérations seraient contrôlées par l'Etat, ou la nationalisation des banques.
2. La nationalisation des syndicats capitalistes, c'est-à-dire des groupements monopolistes capitalistes les plus importants (syndicats du sucre, du pétrole, de la houille, de la métallurgie, etc.).
3. La suppression du secret commercial.
4. La cartellisation forcée, c'est-à-dire l'obligation pour tous les industriels, commerçants, patrons en général, de se grouper en cartels ou syndicats.
5. Le groupement obligatoire ou l'encouragement au groupement de la population en sociétés de consommation, et un contrôle exercé sur ce groupement.<sup>47</sup>

## **Nationalisation des banques**

Seule la nationalisation des banques *permet d'obtenir* que l'Etat sache où et comment, de quel côté et à quel moment, passent les millions et les milliards. Seul le contrôle exercé sur les banques – ce centre, ce principal pivot et ce mécanisme essentiel du trafic capitaliste – permettrait d'organiser, en fait et non en paroles, le contrôle de toute la vie économique, de la production et de la répartition des principaux produits ; il permettrait d'organiser la « réglementation de la vie économique » qui, sans cela, est infailliblement vouée à n'être qu'une phrase ministérielle destinée à duper le bon peuple.<sup>48</sup>

## **Nationalisation des syndicats patronaux**

Les banques et les branches maîtresses de l'industrie et du commerce sont étroitement soudées. Cela signifie, d'une part, que l'on ne saurait se contenter de nationaliser les banques seules, sans prendre des mesures visant à établir le monopole de l'Etat sur les syndicats de commerce et d'industrie (syndicats du sucre, du charbon, du fer, du pétrole, etc.), sans nationaliser lesdits syndicats. D'autre part, cela signifie que la réglementation de la vie économique, si tant est qu'on veuille la réaliser sérieusement, implique la nationalisation simultanée des banques et des syndicats patronaux.<sup>49</sup>

46 Lénine, [Œuvres, vol.25, p.352.](#)

47 Lénine, [Œuvres, vol.25, pp.357-358.](#)

48 Lénine, [Œuvres, vol.25, pp.359-360.](#)

49 Lénine, [Œuvres, vol.25, p.364.](#)

## **Suppression du secret commercial**

Sans la suppression du secret commercial... le contrôle de la production et de la répartition reste une promesse vaine... C'est là, précisément, la clef de tout contrôle. C'est là, précisément, le point le plus sensible du capital qui dépouille le peuple et sabote la production.<sup>50</sup>

D'ordinaire, nous ne remarquons même pas combien profondément se sont ancrés en nous les habitudes et les préjugés antidémocratiques au sujet de la « sacro-sainte » propriété bourgeoise. Quand un ingénieur ou un banquier publie des données sur les revenus et les dépenses de l'ouvrier, sur son salaire et sur la productivité de son travail, la chose est considérée comme archilégale et juste. Personne ne songe à y voir une atteinte à la « vie privée » de l'ouvrier, « un acte de mouchardage ou une délation » de la part de l'ingénieur. La société bourgeoise considère le travail et le gain des ouvriers salariés comme un livre ouvert qui lui appartient, que tout bourgeois est en droit de consulter à tout moment, afin de dénoncer le « luxe » des ouvriers, leur prétendue « paresse », etc.

Et le contrôle inverse ? Si les syndicats d'employés, de commis, de *domestiques* étaient invités par l'Etat *démocratique* à contrôler les revenus et les dépenses des capitalistes, à en publier les chiffres, à aider le gouvernement à combattre la dissimulation des revenus ?

Quelles clameurs sauvages la bourgeoisie ne pousserait-elle pas contre le « mouchardage », contre la « délation ! »<sup>51</sup>

## **Réglementation de la consommation**

En présence des calamités inouïes qui accablent le pays, une politique démocratique révolutionnaire ne se bornerait pas à établir la carte de pain pour combattre la catastrophe imminente. Elle y ajouterait, en premier lieu, le groupement forcé de la population en sociétés de consommation, car c'est le seul moyen de réaliser intégralement le contrôle de la consommation ; en second lieu, le service de travail pour les riches, qui seraient tenus de remplir gratuitement, dans ces sociétés de consommation, des fonctions de secrétaires ou tout autre emploi analogue ; en troisième lieu, le partage égal parmi toute la population de la totalité effective des produits de consommation, afin que les charges de la guerre soient réparties de façon vraiment égale ; en quatrième lieu, l'organisation du contrôle de façon que les classes pauvres de la population contrôlent la consommation des riches.<sup>52</sup>

Au fond, toute la question du contrôle se ramène à savoir qui est le contrôleur et qui est le contrôlé, c'est-à-dire quelle classe exerce le contrôle et quelle classe le subit... Il faut passer résolument, sans esprit de retour, sans crainte de rompre avec ce qui est vieux, sans crainte de bâtir hardiment du neuf, au contrôle exercé par les ouvriers et les paysans sur les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.<sup>53</sup>

---

50 Lénine, [Œuvres, vol.25, pp.367-368.](#)

51 Lénine, [Œuvres, vol.25, pp.386-387.](#)

52 Lénine, [Œuvres, vol.25, p.378.](#)

53 Lénine, [Œuvres, vol.25, p.372.](#) Lénine n'avait que dédain pour les mencheviks qui promettaient de pressurer les capitalistes mais ne suggéraient pas le contrôle ouvrier. Il citait la promesse de Skobélev disant qu'il « prendrait les profits dans les tiroirs-caisses des banquiers » et jusqu'à « cent pour cent » et il commentait : « Notre parti est beaucoup plus modeste. Sa résolution présente des revendications moindres, à savoir seulement

La lutte contre la catastrophe économique doit être menée conjointement avec la lutte contre la guerre et la lutte pour le pouvoir ouvrier.

La guerre a engendré une crise si étendue, bandé à tel point les forces matérielles et morales du peuple, porté des coups si rudes à toute l'organisation sociale actuelle, que l'humanité se trouve placée devant cette alternative : ou bien périr, ou bien confier son sort à la classe la plus révolutionnaire, afin de passer aussi rapidement et radicalement que possible à un mode supérieur de production.<sup>54</sup>

Pour Lénine, la bataille pour le contrôle ouvrier de l'industrie était partie intégrante de la bataille pour le pouvoir des travailleurs. « L'application méthodique et efficace de toutes ces mesures n'est possible que si le pouvoir passe entièrement aux prolétaires et aux semi-prolétaires. »<sup>55</sup>

Encore et encore il répète : « Le contrôle sans le pouvoir est la plus creuse des phrases. »<sup>56</sup> « Tout le pouvoir aux soviets » était le mot d'ordre des bolcheviks dans la sphère politique, cependant que « contrôle ouvrier » était leur slogan dans la sphère économique.

Pour Lénine, la position était sans détour. Comme il disait en décrivant l'attitude d'un ouvrier avancé de Pétrograd :

Le monde entier se divise en deux camps : « nous », les travailleurs, et « eux », les exploités... « Nous « les » tenons serrés de près, « ils » n'oseront plus plastronner, comme par le passé. Encore un petit effort, et nous les faisons toucher les épaules », telle est la manière de penser et de sentir de l'ouvrier.<sup>57</sup>

## **Montée en puissance des bolcheviks**

L'influence des bolcheviks augmentait de façon très irrégulière. D'abord, ils dominèrent les comités d'usine de Pétrograd. A partir de là, leur influence gagna la section ouvrière du Soviet, puis le Soviet dans son ensemble. En même temps, l'influence des bolcheviks se répandait géographiquement, de Pétrograd aux provinces.

A la Première Conférence des Comités d'Usine de Pétrograd (31 mai — 5 juin), comme nous l'avons vu, les bolcheviks avaient une influence décisive ; leur principale résolution fut adoptée à une large majorité. Presque en même temps, à la Troisième Conférence des Syndicats rassemblée le 20 juin, les bolcheviks comptaient pour 66,4 % des délégués.<sup>58</sup> Au Congrès panrusse des Soviets, réuni le 3 juin, les bolcheviks avaient 105 délégués sur un total de 777.

L'inégalité entre Pétrograd et les provinces était également très importante. Lors de la Conférence de Moscou des Comités d'Usine, réunie le 23 juillet, les bolcheviks étaient encore minoritaires – ils

---

l'établissement d'un contrôle sur les banques et une « transition graduelle » (écoutez ! écoutez ! les bolcheviks sont pour une gradation !) « vers une taxation progressive plus équitables des revenus et des biens. »

Notre Parti est plus modéré que Skobélev.

Skobélev prodigue les promesses immodérées et même démesurées, *sans comprendre quelles sont les conditions qui en permettent la réalisation effective.*

Tout est là.

Un peu moins de promesses, citoyen Skobélev, et un peu plus de sens pratique ! Un peu moins de phrases ronflantes, et un peu plus de compréhension de la façon dont il convient de se mettre à l'œuvre. On peut et on doit se mettre immédiatement à l'œuvre, sans perdre un seul jour, pour sauver le pays de l'effroyable catastrophe dont il est menacé. Tout se réduit à ceci : le « nouveau » Gouvernement provisoire ne veut pas se mettre à l'œuvre, et s'il le voulait, il ne le pourrait pas, étant paralysé et ligoté par la défense des intérêts du capital. » (Lénine, « Catastrophe inéluctable et promesses démesurées », *Œuvres*, vol. 24, p. 436)

54 Lénine, [Œuvres, vol.25, p.395](#).

55 Lénine, « Résolution sur les mesures à prendre contre la débâcle économique », *Œuvres*, vol.24, p.531.

56 Lénine, « La septième conférence de Russie du P.O.S.D.(b) R., (Conférence d'avril), 24-29 avril (7-12 mai) 1917 », *Œuvres*, vol.24, p.29.

57 Lénine, « [Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir ?](#) », *Œuvres*, vol.26, p.117.

58 A. Aboline, *Октябрьская революция и профсоюзы*, Moscou 1933, p.13.

reçurent 191 voix sur 682.<sup>59</sup>

Comme l'influence des bolcheviks était bien plus grande parmi les ouvriers industriels que dans toute autre section de la société, et que les comités d'usine étaient bien plus proches de la base que n'importe quelle autre institution de l'époque, les bolcheviks utilisèrent les comités comme un levier pour influencer d'autres institutions – de la section ouvrière du Soviet au Soviet entier et aux syndicats).

A la veille de la Révolution d'Octobre, Lénine commençait à se convaincre que les comités d'usine, et non le Soviet, serviraient d'instruments de l'insurrection. Il dit à [Ordjonikidzé](#) :

Nous devons transférer le centre de gravité sur les comités d'usine. Les comités d'usine doivent être les organes de l'insurrection. Il faut changer de mot d'ordre, et dire, au lieu de « Tout le pouvoir aux soviets », « Le pouvoir aux comités d'usine ».<sup>60</sup>

Même s'il s'avéra qu'en fait c'est le Soviet qui joua ce rôle, les comités furent d'une importance centrale dans la victoire d'Octobre.

Par dessus tout, pour les bolcheviks, la question du contrôle ouvrier de l'industrie était inséparable de la question de la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est ce qui fut proclamé très clairement par Trotsky dans son discours à la Conférence panrusse des Comités d'Usine tenue du 17 au 22 octobre, une conférence que Trotsky lui-même décrivait comme « la plus directe et incontestable représentation du prolétariat de tout le pays. »<sup>61</sup>

Le prolétariat doit prendre le pouvoir. L'armée, la paysannerie et la marine y mettent tous leurs espoirs. Et vos organisations, les comités d'usine, doivent se faire les champions de cette idée. Au Congrès des Soviets à venir, la question du pouvoir, de la paix, de la terre – tout cela sera posé de façon catégorique. Et lorsque le soviets donnera le mot, dans les localités vous devrez répondre, « Nous sommes là! » Votre réponse doit être un unique : « Tout le pouvoir aux soviets! »<sup>62</sup>

Lénine a toujours considéré les comités d'usine comme bien plus radicaux que les soviets et que la gauche du Parti bolchevik. Ils étaient la principale citadelle du prolétariat.

Le mouvement ouvrier qui s'était amorcé après Février, au début surtout par une organisation intensive accompagnée de conflits relativement fragmentés sur les salaires et les heures de travail, se développa ensuite en grèves plus fréquentes et plus agressives. Le mot d'ordre de contrôle ouvrier fut de plus en plus mis en pratique par l'éviction et même l'arrestation de directeurs d'usine et de contremaîtres impopulaires, et par le maintien en activité par la force d'établissements que leurs propriétaires voulaient fermer. Finalement, le mouvement ouvrier industriel se transforma en mouvement bolchevik pour le pouvoir politique du prolétariat.

---

59 Amossov, vol.1, p.271.

60 G.K. Ordjonikidze, *Избранные статьи и речи, 1911-1937*, Moscou 1939, p.214.

61 Trotsky, [Histoire de la révolution russe](#). Sur les 167 délégués, 97 étaient bolcheviks ; il y avait 24 socialistes-révolutionnaires (surtout de gauche, qui soutenaient les bolcheviks), 5 maximalistes, 1 internationaliste, et 21 sans-parti – tous ces groupes soutenant les bolcheviks ; dans l'opposition il y avait 13 anarcho-syndicalistes et 7 mencheviks.

62 Amossov, vol.2, pp.158-60.

## Chapitre 13 — Lénine soutient les nationalités rebelles

La Révolution de 1905 avait donné un essor aux révolutions nationales démocratiques en Perse, dans les Balkans, en Chine et en Inde. La Révolution de 1917, plus large et plus profonde, était destinée à jouer un rôle semblable, d'abord et avant tout à l'intérieur des frontières de l'empire russe lui-même.

Dans l'empire tsariste, à côté des 70 millions de Grands-Russes vivaient 90 millions de non-Russes ; c'est-à-dire que 43 % de la population était russe et 57 % non-russe, avec 7 % d'Ukrainiens, 6 % de Polonais, 4,5 % de Russes Blancs. L'oppression des nationalités minoritaires était dure et grossière, au point de faire de la question nationale en Russie quelque chose de particulièrement explosif.

La révolution, en jetant les masses dans l'arène, mit un terme à la patience de ces groupes opprimés. La proclamation d'une égalité nationale formelle par la Révolution de Février mit encore plus en relief l'inégalité réelle et leur donna une énergie redoublée pour lutter pour leur libération. La continuité des mêmes fonctionnaires et des mêmes lois les mit dans une rage sans précédent ; et le fait qu'on leur répétait sans cesse « attendez l'Assemblée constituante » ne fit qu'accroître leur irritation. La révolution n'est pas affaire de patience. Pourquoi les nationalités opprimées, qui souffraient depuis des siècles, auraient-elles accepté de croire que l'assemblée constituante serait d'une espèce différente des gouvernements et des fonctionnaires en place ?

Pendant la révolution, des millions et des dizaines de millions d'hommes apprennent chaque semaine plus qu'en une année de vie ordinaire, somnolente. Car lors d'un brusque tournant dans la vie de tout un peuple, on aperçoit avec une netteté particulière les fins que poursuivent les différentes classes sociales, les forces dont elles disposent et leurs moyens d'action.<sup>1</sup>

Les nationalités opprimées voyaient clair dans la politique du Gouvernement provisoire. Elle était, comme dans tous les autres domaines, hésitante et traîtresse.

### **La Finlande**

La Finlande devint le premier problème du gouvernement. De toutes les nations de Russie, la Finlande était la moins opprimée. A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, elle était la seule à bénéficier d'une large mesure d'autonomie. En fait, à certains égards, elle avait davantage de droits démocratiques que la Russie elle-même ; la Finlande présentait sous les tsars le paradoxe d'une nation subalterne possédant plus de liberté politique que le peuple qui régnait sur elle. C'était une principauté distincte, que le monarque russe gouvernait en sa qualité de grand duc. Les Finlandais avaient le contrôle complet des institutions législatives de l'Etat. Il y avait un corps législatif bicaméral, composé du sénat et du *Sejm*. Le sénat examinait les projets de loi et remplissait la fonction de cour suprême de l'Etat. Le *Sejm* était l'organe législatif le plus élevé du pays. Elu tous les cinq ans sur la base d'un scrutin national, il initiait et votait les lois relevant de son domaine. Aucune loi ne pouvait être appliquée sans son approbation.<sup>2</sup>

Le *Sejm* finlandais était le seul parlement du monde dans lequel les social-démocrates aient obtenu une majorité : 103 sièges sur 200. Le 5 juin 1917, le *Sejm* vota une loi se proclamant lui-même puissance souveraine, hormis sur les questions relatives à la guerre et à la politique étrangère.

Au Congrès panrusse des Soviets, un représentant des socialistes finlandais demanda un soutien. Il déclara au congrès que le Parti social-démocrate finlandais soutenait « la revendication du droit de complète autodétermination pour la Finlande – en d'autres termes, la reconnaissance par le gouvernement russe de l'indépendance de la Finlande ».

---

1 Lénine, « [Les enseignements de la révolution](#) », *Œuvres*, vol.25, p.247.

2 Pipes, *The Formation of the Soviet Union*, pp.3-4.

Le peuple finlandais n'obtint aucun soutien du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire a suscité la méfiance des Finlandais en remettant à plus tard le règlement de la question posée par le sénat, à savoir, l'augmentation des droits du sénat et du Sejm finlandais.

L'égalité formelle, poursuivait le représentant socialiste finlandais, n'était pas suffisante.

Le statut légal a été établi en accord avec le manifeste de mars dernier, qui nous assurait que notre autonomie serait garantie. Mais cela ne nous satisfait pas. Le peuple finlandais s'est développé culturellement, et la classe ouvrière finlandaise s'est éduquée et a développé sa conscience de classe au point qu'elle ne peut se satisfaire de cette déclaration ; elle ne peut accepter un statut légal dans les limites qui existent depuis cent ans... La Finlande ne souhaite pas demeurer plus longtemps sous la protection de la Russie et dans la position de belle-fille de la Russie... Le peuple finlandais désire se voir reconnaître l'entier droit d'autodétermination et, par conséquent, ne souhaite avoir aucun maître impérialiste, qu'il soit russe, anglais, allemand, ou autre.<sup>3</sup>

Malgré tout, les social-démocrates finlandais ne bénéficièrent d'aucune sympathie de la part des dirigeants S-R et mencheviks du Soviet. Le journal SR, *Volia Naroda*, disait le 16 juillet :

Nous réservons au Gouvernement provisoire le droit d'accepter et de rejeter toutes mesures adoptées par le Sejm finlandais dans la mesure où elles transgressent les limites permises par l'autonomie et deviennent des mesures dont la publication ne peut appartenir qu'à un Etat souverain. La Finlande n'était pas l'un d'entre eux. De même, le Gouvernement provisoire, de jure et de facto, a le droit d'opposer son veto à toutes les décisions du Sejm qui vont à l'évidence à l'encontre des intérêts de l'Etat russe... Nous reconnaissons à la Finlande le droit d'élargir son autonomie, le droit de construire sa vie interne de façon indépendante. Mais dans la mesure où cette autonomie se transforme en indépendance souveraine, dans la mesure où les décisions du Sejm contredisent les intérêts de l'Etat russe et lui portent préjudice, nous nous opposons à de telles tentatives et les rejetons.<sup>4</sup>

Kerensky, qui se flattait d'être un « chancelier de fer », déclara :

Il y a en Finlande des cercles importants qui expriment au grand jour leur aspiration à une séparation complète de la Russie, et qui s'imaginent que cela sera accompli de la même manière que la séparation de la Norvège de la Suède, c'est-à-dire sans la moindre douleur... cette opinion est absolument erronée ; ... La Russie est à l'heure présente suffisamment forte pour défendre contre quiconque l'intégrité du territoire restant.<sup>5</sup>

Et, tentant d'être plus « diplomate », de paraître « libéral », il expliquait deux jours plus tard, lors d'une session du Soviet :

Tant que la volonté populaire ne s'est pas exprimée par la voix de l'Assemblée constituante, le Gouvernement provisoire ne peut proclamer l'indépendance de la Finlande, parce que nous ne nous considérons pas comme dépositaires d'un pouvoir autocratique.<sup>6</sup>

Face à la clameur finlandaise en faveur de l'indépendance, le 18 juillet, le Gouvernement provisoire décida de dissoudre le Sejm. Les [Izvestia](#), le journal de l'exécutif du Soviet, s'empressèrent de

---

3 Browder et Kerensky, vol.1, pp.341-42.

4 Browder et Kerensky, vol.1, pp.349-50.

5 Browder et Kerensky, vol.1, p.340.

6 Browder et Kerensky, vol.1, p.341.



justifier l'action du gouvernement :

les dirigeants du Sejm finlandais n'ont pas voulu comprendre la sincérité de la position du Gouvernement provisoire, ils n'ont pas voulu confier l'avenir de la Finlande à la révolution russe, et ils ont préféré affirmer les droits souverains de la Finlande de manière indépendante...

C'est peut-être la dernière fois que la démocratie révolutionnaire de Russie tend sa main fraternelle au peuple finlandais.<sup>7</sup>

Une « main fraternelle » prenant la forme de la répression armée.

Une grève générale décrétée par les social-démocrates finlandais se heurta à des commentaires hostiles des dirigeants S-R et mencheviks. Ainsi, le journal menchevik de droite, *Den*, écrivait :

Au lieu d'en appeler au peuple en respectant la loi, les socialistes finlandais ont préféré susciter les instincts rebelles de la foule ignorante. Ils ont appelé les travailleurs [à se mettre en] grève générale, pendant que les bandes de la ville résolvaient la question du ravitaillement en attaquant les entrepôts.

Le gouvernement réagit violemment :

Ayant entendu le rapport de M.A. Stakhovitch, gouverneur général de Finlande, et gardant à l'esprit qu'une intense propagande est menée en faveur d'une convocation illégale du Sejm, le Gouvernement provisoire a autorisé le gouverneur général de Finlande à prévenir par tous moyens [toute] atteinte aux intérêts de la Russie, ou [toute] rupture de la paix et de l'ordre publics, et, si nécessaire, de ne reculer devant rien pour restaurer ceux-ci. Pareillement, aucune grève ne saurait être permise qui pourrait affecter ou mettre en danger les intérêts militaires de la Russie.<sup>8</sup>

Le gouverneur général, un cadet, interdit la réunion du Sejm dissous, et ordonna l'apposition des scellés sur les portes du bâtiment. Les membres social-démocrates du Sejm brisèrent les scellés, et siégèrent environ deux heures dans la journée du 15 septembre, votant des lois controversées.

Le conflit entre le peuple finlandais et le Gouvernement provisoire persista jusqu'à ce que ce dernier soit balayé par la Révolution d'Octobre.

## **L'Ukraine**

Une deuxième, et bien plus grosse, épine dans le pied du Gouvernement provisoire était l'Ukraine. Le 4 mars, un groupe d'intellectuels ukrainiens constitua à Kiev un Conseil Central Ukrainien, ou *Rada*. Le premier acte de la Rada fut de saluer le prince [Lvov](#) et le « cher camarade [Kérensky](#) ».

Au Président du Conseil des ministres, Prince Lvov : nous saluons dans votre nom le premier ministère de la libre Russie. Nous vous souhaitons la réussite la plus complète dans la lutte pour la démocratie. Nous sommes convaincus que les justes revendications du peuple ukrainien et de son intelligentsia démocratique seront pleinement satisfaites.

Au Ministre de la justice, A.F. Kérensky : dans votre nom, cher camarade, nous saluons chaleureusement l'aube de l'exaucement des espoirs nationaux. A vous qui, de la tribune de la Douma d'Etat, avez lancé le mot d'ordre de l'autonomie ukrainienne, nous confions la sauvegarde des justes revendications du peuple ukrainien et de son intelligentsia démocratique. Nous sommes persuadés que désormais il n'y aura plus de peuples

---

7 Browder et Kerensky, vol.1, pp.354-55.

8 Browder et Kerensky, vol.1, pp.357-58.

déshérités et que le temps n'est pas lointain où nos aspirations anciennes à une fédération libre de peuples libres seront réalisées.<sup>9</sup>

Le gouvernement répondit en accordant une concession à la nation ukrainienne. Le 14 mars, il autorisa l'usage de la langue ukrainienne dans les écoles ukrainiennes du district de Kiev.<sup>10</sup>

Mais le mouvement national ukrainien ne se tint pas tranquille. Pour commencer, ses prétentions étaient tout à fait modérées, se limitant à une requête d'autonomie au sein de l'Etat russe. Ainsi le Congrès du Parti Socialiste-Révolutionnaire Ukrainien, réuni les 4 et 5 avril, « s'exprima en faveur de la mise en place, le plus rapidement possible, de l'autonomie nationale et territoriale de l'Ukraine, avec la garantie de leurs droits aux minorités nationales. »<sup>11</sup> Une demande tout aussi modérée d'autonomie nationale fut adoptée par la Conférence du Parti Social-Démocrate Ukrainien.<sup>12</sup>

La Rada présenta, elle aussi, de très modestes revendications au Gouvernement provisoire :

Prenant en considération la revendication unanime d'une Ukraine autonome présentée par la démocratie ukrainienne, nous espérons que le Gouvernement provisoire exprimera par des actes son attitude de sympathie de principe envers ce mot d'ordre.

Afin de familiariser complètement le gouvernement avec les attitudes adoptées en Ukraine et avec les exigences de la population ukrainienne, et aussi pour apporter au gouvernement une assistance pratique en prenant diverses mesures nécessitées par la vie unique de la région, la création d'un poste de commissaire spécial aux affaires ukrainiennes dans le Gouvernement provisoire est d'une urgente nécessité.

L'ukrainisation des écoles élémentaires, approuvée par le Gouvernement provisoire, devrait être étendue aux écoles secondaires et supérieures, dans la langue utilisée aussi bien que dans les sujets d'enseignement.

[Les fonctionnaires dans] des postes administratifs responsables, tant civils que religieux, devraient être remplacés par des personnes qui jouissent de la confiance de la population, qui parlent sa langue et sont familiarisées avec son mode de vie...

Afin d'élever la capacité combative de l'armée et de restaurer la discipline, il est nécessaire de mettre en œuvre la mesure consistant à former les Ukrainiens en unités distinctes, à l'arrière aussi bien, dans la mesure du possible, que sur le front.<sup>13</sup>

Le Gouvernement provisoire, trouvant ces demandes excessives, les rejeta.

Au début de juin, Kérénsky interdit la tenue d'un congrès de soldats ukrainiens convoqué par la Rada. Les dirigeants conciliateurs du Soviet soutinrent l'interdiction de Kérénsky. On pouvait lire dans les *Izvestia* du 22 juin :

Avant la réunion de l'Assemblée constituante, nous n'avons, et la Russie toute entière n'a, qu'un seul but – ne permettre en aucun cas la désunion et la dispersion des forces de la révolution. Avant l'Assemblée constituante, nous ne prendrons aucune initiative pour instituer les droits nationaux comme un fait accompli... La démocratie révolutionnaire russe doit faire entendre sa voix et signaler aux Ukrainiens qu'en déclarant son opposition à l'opportunité du congrès militaire ukrainien, A.F. Kérénsky exprimait la volonté inébranlable des masses révolutionnaires et démocratiques de la population, [et], en particulier, la volonté de l'armée.<sup>14</sup>

9 Browder et Kerensky, vol.1, p.370.

10 Browder et Kerensky, vol.1, p.370.

11 Browder et Kerensky, vol.1, p.371.

12 Browder et Kerensky, vol.1, pp.371-72.

13 Browder et Kerensky, vol.1, pp.375-76.

14 Browder et Kerensky, vol.1, pp.381-82.

Les Ukrainiens ne se soumièrent pas à la tentative d'intimidation de Kérénsky, ni aux admonestations du Soviet de Pétrograd. Le congrès des soldats ukrainiens, représentant 993.400 hommes organisés, se tint du 5 au 10 juin. Pour essayer de sauver la face du gouvernement, Kérénsky légalisa le congrès *ex post facto*, envoyant un télégramme de félicitation que les députés rassemblés saluèrent par des ricanements irrespectueux.

Dans son premier manifeste officiel, ou Universel, publié le 10 juin, la Rada persistait à ne pas proposer la rupture totale avec l'Etat russe.

Qu'il y ait une Ukraine libre. Sans se séparer de toute la Russie, sans faire sécession de l'Etat russe, que le peuple ukrainien, sur son territoire, ait le droit de diriger sa propre vie. Qu'une Assemblée nationale ukrainienne (un Sejm), élue au suffrage universel, égalitaire, direct et secret, établisse un ordre et un régime en Ukraine. Seule, notre assemblée ukrainienne doit avoir le droit d'édicter les lois organiques de ce régime.

Ces lois, qui établiront le régime de la totalité de l'Etat russe, doivent être promulguées par le parlement de toute la Russie.<sup>15</sup>

Les cadets réagirent en accusant les dirigeants ukrainiens d'être des agents de l'Allemagne. Les dirigeants S-R et mencheviks les chapitrèrent. Ainsi lisait-on dans les *Izvestia* du 16 juin :

Quelle que soit la langue que parlent les travailleurs, [ou] leur appartenance ethnique, une fois qu'ils sont devenus conscients de leurs intérêts ils ne peuvent qu'être partisans de l'indivisibilité de l'Etat — la démocratie révolutionnaire de Russie soutient l'indivisibilité de l'Etat. Diviser un grand Etat créé par mille années de développement historique signifierait faire un grand pas en arrière.<sup>16</sup>

Le journal S-R, *Volia Naroda*, déclarait le 17 juin : « La démocratie de Russie doit qualifier les initiatives de la Rada centrale ukrainienne d'illégaux, d'erronés et de dangereux. »<sup>17</sup>

Tchernov publia dans l'organe central de son parti une attaque contre les « actes irresponsables » de la Rada, accusée d'usurper les droits de la future assemblée constituante ; la démarche de la Rada, déclarait-il, était du « léninisme dans la question nationale. »<sup>18</sup>

Naturellement, les S-R ukrainiens – qui formaient le plus grand parti de la Rada – prirent assez mal la politique du parti S-R grand-russe.

Pour tenter de rétablir de bonnes relations avec les Ukrainiens, le Gouvernement provisoire envoya à Kiev une délégation composée de Kérénsky, [Tsérételli](#) et [Térechtchenko](#). Dans l'atmosphère surchauffée de l'Ukraine, la délégation fit quelques pas vers un compromis. Une déclaration commune de la Rada et du Gouvernement provisoire fut rédigée, décidant de

la constitution d'un organe spécial, le Secrétariat général, comme organe supérieur chargé de l'administration des affaires régionales de l'Ukraine... Le gouvernement s'emploiera, à travers ledit organe, à prendre des mesures concernant la vie et l'administration de la région. Considérant que des questions telles que l'organisation nationale et politique de l'Ukraine, et les méthodes utilisées pour résoudre la question agraire en Ukraine dans le cadre du principe général de l'attribution de la terre à ceux qui la travaillent, doivent être réglées par l'Assemblée constituante, le Gouvernement provisoire répondra favorablement à l'élaboration de règlements par la Rada ukrainienne, dans les formes que la Rada elle-même trouvera les plus adaptées aux intérêts de la région... dans le but de soumettre ces règlements à l'Assemblée

15 Browder et Kerensky, vol.1, p.383.

16 Browder et Kerensky, vol.1, p.388.

17 Browder et Kerensky, vol.1, p.387.

18 Radkey, *The Agrarian Foes of Bolshevism*, pp.274-75.

constituante.<sup>19</sup>

L'accord, même sous la forme d'un compromis, représentait une réussite pour la Rada. D'abord et surtout, elle-même était reconnue comme l'institution habilitée à parler pour le peuple ukrainien. Malgré tout, après l'offensive de juillet contre les bolcheviks, le Gouvernement provisoire vira fortement à droite, sur la question ukrainienne comme sur les autres.

Le 16 juillet, la Rada rédigea une proposition développant l'accord du 3 juillet,<sup>20</sup> mais le gouvernement la rejeta le 4 août sans autre forme de procès.<sup>21</sup> La réaction de la Rada fut très vive. Elle déclara que la position du Gouvernement provisoire

(1) est dictée par la méfiance envers les aspirations de la démocratie ukrainienne tout entière ; (2) est saturée des tendances impérialistes de la bourgeoisie russe envers l'Ukraine ; (3) viole l'accord du 3 juillet entre la Rada centrale ukrainienne et le Gouvernement provisoire.<sup>22</sup>

« Lorsque le gouvernement dut honorer une traite, » déclara le chef de la Rada, Vinnitchenko, « il se trouva que ce gouvernement provisoire... était un petit escroc qui, par ses filouteries, prétendait régler un grand problème historique. »<sup>23</sup>

Ni le Gouvernement provisoire ni les dirigeants conciliateurs ne purent endiguer la montée de l'esprit national en Ukraine. Les millions de paysans réveillés par la révolution exigeaient la terre. Ils commencèrent à se faire entendre, et la seule langue qu'ils connaissaient était leur langue maternelle – l'ukrainien. De cette manière la révolution agraire et la révolution nationale se trouvaient entrelacées.

## **Les autres nationalités**

Il y avait à l'Est des nations qui étaient exploitées et opprimées bien plus cruellement que les Finlandais, les Ukrainiens et les Russes Blancs de l'Occident plus cultivé. Les peuples et les tribus des rives de la Volga, du Caucase, de l'Asie centrale, étaient ébranlés par la révolution. Mais le régime de Février ne changea strictement rien à leur situation. Les meilleures terres restaient entre les mains des grands propriétaires et des paysans riches russes. Ces colonialistes menèrent une lutte acharnée pour l'unité de l'Etat russe. Ils manifestaient la pire haine et le plus extrême chauvinisme envers les populations indigènes piétinées. Les antagonismes nationaux recoupaient dans toutes les directions les antagonismes de classe. La pression inexorable des masses dans le sens de la libération nationale pesait lourdement sur le faible et hésitant régime de Février.

Même les demandes les plus modestes des représentants modérés des nationalités opprimées furent négligées par le Gouvernement provisoire. Aurait-il été possible d'être plus modéré que [Toptchibachev](#), représentant les organisations musulmanes, dans son discours à la Conférence d'Etat de Moscou (12-15 août) :

Le soleil de la liberté s'était à peine levé sur la Russie que le peuple musulman, ayant rejeté les chaînes honnies du despotisme, prit courage et, se réjouissant de l'espoir d'une vie meilleure, prit sa place dans les rangs des partisans les plus fervents du nouveau régime basé sur des principes démocratiques. [Ils agirent] non seulement comme partisans mais comme défenseurs du Gouvernement provisoire, qui incarne ce système, et décidèrent de donner leur entier soutien à toutes les mesures que le pouvoir suprême de la nation entreprendrait... Le jour est proche où la Russie libre et démocratique réalisera l'égalité et la fraternité des peuples, et parmi eux les Musulmans, et montrera

19 Browder et Kerensky, vol.1, pp.389-90.

20 Browder et Kerensky, vol.1, pp.394-96.

21 Browder et Kerensky, vol.1, pp.396-97.

22 Browder et Kerensky, vol.1, p.398.

23 Trotsky, [Histoire de la révolution russe](#).

au monde l'exemple, sans équivalent dans l'histoire de l'humanité, du respect des droits de tous les peuples, invitant les nations européennes à libérer tous les peuples soumis, parmi lesquels les Musulmans d'Europe, d'Asie et d'Afrique, sur la base de la libre autodétermination. Alors nous proclamerons avec enthousiasme, d'une seule voix : Ex oriente lux !<sup>24</sup>

Après cette déclaration d'amour au Gouvernement provisoire, le représentant estonien, Pipp, parla :

Nous déclarons que dans les questions de nature générale nous sommes pour la réalisation complète des mesures proposées par la démocratie russe, et nous donnerons tout notre soutien au gouvernement révolutionnaire provisoire dans cette direction. Mais nous considérons comme nécessaire de prendre spécialement note d'une question d'une extrême importance pour l'Etat – la question des nationalités.

D'abord, nous devons faire remarquer que la déclaration faite par le chef du gouvernement provisoire ne contenait aucune considération aimable à notre égard, et qu'au contraire nous, peuples non-russes, nous voyons rappeler une prise en compte possible et un pardon magnanime pour l'absence d'amitié au moment du danger. Nous considérons que cette attitude à notre égard est profondément injuste, car notre désir de satisfaire les revendications nationales les plus vitales et urgentes n'est pas un phénomène destructif ou centrifuge, mais le seul principe correct et sain de la construction d'un Etat... Nous considérons comme nécessaire... d'avancer jusqu'à la résolution de la question des nationalités. Il ne peut y avoir aucun retard. Personne ne peut vivre uniquement de promesses. Le caractère vague de la situation ne peut qu'aggraver les désordres spontanés parmi le peuple. Les besoins fondamentaux du peuple doivent être satisfaits rapidement. En même temps, un travail préliminaire doit être entrepris dans le sens de la réorganisation de l'Etat sur des principes fournissant les plus hautes garanties de liberté et d'autodétermination nationale dans une république russe démocratique basée sur le principe fédéral d'une famille amicale des peuples russes, dont les régions autonomes – et notamment l'Estonie – seront des membres égaux.<sup>25</sup>

Le reproche timide et la requête pleine d'humilité n'obtinrent que très peu de manifestations de sympathie, y compris de la gauche de la salle – où siégeaient les mencheviks et les SR. Quant à la droite, le général [Kalédine](#) répondit aux représentations des nationalités opprimées en termes non équivoques : « La Russie doit être une totalité indivisible. Toute tendance séparatiste sera étouffée dans l'œuf. »<sup>26</sup>

En guise d'épithète à la politique nationale du Gouvernement provisoire, nous pouvons citer le projet de constitution rédigé par une commission spéciale quelques jours avant la Révolution d'Octobre : « L'Etat russe est un et indivisible. »<sup>27</sup>

## ***La sympathie de Lénine***

Lénine ressentait une sympathie profonde pour les nationalités opprimées. Il avait le chauvinisme en horreur, et détestait particulièrement sa variété grand-russe. Par dessus tout, il était profondément conscient de l'énorme potentiel révolutionnaire du mouvement national contre l'oppression.

Il haïssait avec les opprimés, aimait avec les opprimés, espérait et combattait avec les opprimés. Il soutint la lutte de libération des minorités nationales avec toute la force de ses sentiments tout en forgeant un parti international unifié du prolétariat.

---

24 Browder et Kerensky, vol.3, p.1500.

25 Browder et Kerensky, vol.3, pp.1500-01.

26 Browder et Kerensky, vol.3, p.1480.

27 Browder et Kerensky, vol.1, p.319.

Avec quelle passion Lénine stigmatisait le rôle des Grands-Russes comme tyrans du peuple ukrainien :

Le tsarisme maudit faisait des Grands-Russes les bourreaux du peuple ukrainien, entretenant systématiquement chez ce dernier la haine de ceux qui allaient jusqu'à empêcher les enfants ukrainiens de parler leur langue maternelle et de faire leurs études dans cette langue.

La démocratie révolutionnaire de Russie doit, si elle veut être vraiment révolutionnaire, si elle veut être une vraie démocratie, rompre avec ce passé, reconquérir pour elle-même et pour les ouvriers et les paysans de Russie la confiance fraternelle des ouvriers et des paysans d'Ukraine. On ne peut pas y arriver sans reconnaître dans leur intégrité les droits de l'Ukraine, y compris le droit de libre séparation.<sup>28</sup>

Sa politique claire et nette sur la question nationale se trouve résumée dans la résolution qu'il écrivit pour la Conférence d'Avril des bolcheviks :

A toutes les nations composant la Russie doit être reconnu le droit de se séparer librement et de se constituer en Etats indépendants. Nier ce droit et ne pas prendre des mesures propres à garantir son application pratique équivaut à soutenir la politique de conquêtes ou d'annexions. Seule la reconnaissance par le prolétariat du droit des nations à se séparer assure la solidarité complète des ouvriers des différentes nations et favorise un véritable rapprochement démocratique des nations.

Le conflit qui vient de produire entre la Finlande et le Gouvernement provisoire russe montre de toute évidence que la négation du droit de se séparer librement amène à continuer purement et simplement la politique du tsarisme.<sup>29</sup>

Cela dit, Lénine n'eut pas facilement gain de cause lors de cette conférence. Il dut batailler encore et encore dans la base de son propre parti pour le droit des nations à l'autodétermination. Nous avons vu comment, pendant les années 1912-1916, Lénine avait dû argumenter contre les dirigeants bolcheviks qui, au nom de l'internationalisme, s'étaient opposés au droit des nations opprimées à l'autodétermination (voir *supra*, [chapitre 3](#)). Et là, pendant la révolution de 1917, il dut reprendre la même lutte. A la Conférence d'Avril, [Piatakov](#) avait combattu le mot d'ordre d'autodétermination nationale :

(...) d'un point de vue purement économique, l'indépendance nationale représente un objectif dépassé, impossible, obsolète. La revendication de l'indépendance est extraite d'une autre période historique, elle est réactionnaire, car elle cherche à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire.<sup>30</sup>

[Dzerjinsky](#) alla jusqu'à accuser Lénine de soutenir le « point de vue des chauvins polonais, ukrainiens et autres. »<sup>31</sup> Lénine répondit à ces attaques :

Il n'y a pas de peuple qui voue à la Russie une haine aussi farouche que les Polonais...

L'immense mérite historique des camarades social-démocrates polonais, c'est d'avoir formulé le mot d'ordre de l'internationalisme et d'avoir dit : L'alliance fraternelle avec le prolétariat de tous les autres pays nous importe par dessus tout, et nous ne ferons jamais

---

28 Lénine, « [L'Ukraine](#) », *Œuvres*, vol.25, p.91.

29 Lénine, « [Résolution sur la question nationale](#) », *Œuvres*, vol.24, p.305.

30 [7-я \(апрельская\) Всероссийская конференция РСДРП\(б\); Петроградская общегородская конференция РСДРП\(б\) \(апрель 1917 года\): Протоколы](#), p.213.

31 *Ibid.*, p. 219.

la guerre pour la libération de la Pologne. Là est leur mérite, et c'est pourquoi nous n'avons jamais considéré comme socialistes que ces camarades polonais. Les autres sont des nationalistes, des Plékhanov polonais. Mais cette situation originale dans laquelle des hommes devaient, pour sauver le socialisme, combattre un nationalisme effréné, morbide, a eu une conséquence singulière ; des camarades viennent nous dire que nous devons renoncer à la liberté de la Pologne, renoncer à sa séparation.<sup>32</sup>

La résolution de Lénine fut adoptée par la conférence, mais contre une forte opposition, cinquante-six délégués votant pour, seize contre, et dix-huit s'abstenant. La résolution de Piatakov obtint onze voix, contre quarante-huit et dix-neuf abstentions. Une résolution semblable à celle de Piatakov, proposée par le Géorgien [Makharadzé](#), obtint vingt et une voix, quarante-deux contre et quinze abstentions.<sup>33</sup>

Quelques jours avant l'insurrection d'octobre, Lénine écrivit à nouveau sur la question nationale, mettant les points sur les i.

Après la conquête du pouvoir, nous reconnâtrons sans condition et sur-le-champ ce droit à la Finlande, à l'Ukraine, à l'Arménie et à toute nationalité opprimée par le tsarisme (et par la bourgeoisie grand-russe). Mais, d'autre part, nous ne souhaitons nullement la séparation. Nous voulons un Etat aussi grand que possible, une union aussi étroite que possible, un aussi grand nombre que possible de nations qui vivent au voisinage des Grands-Russes ; nous le voulons dans l'intérêt de la démocratie et du socialisme, en vue d'amener à la lutte du prolétariat le plus grand nombre possible de travailleurs de différentes nations. Nous voulons l'unité du *prolétariat révolutionnaire*, l'*union* et non la division... Nous voulons l'union *libre* et nous devons par conséquent reconnaître la liberté de séparation (sans liberté de séparation, cette union ne saurait être qualifiée de libre).<sup>34</sup>

Sa politique sans ambiguïté, décisive, sur la question nationale comme sur d'autres questions, rompait avec les équivoques du régime de Février, et contribuait à détruire la richesse, la puissance et l'influence de la bourgeoisie grand-russe, soutenue par le Gouvernement provisoire et la direction conciliatrice du Soviet. La politique de Lénine sur la question des nationalités fut un des leviers les plus importants de la Révolution d'Octobre.

---

32 Lénine, *Œuvres*, vol.24, pp.299-300.

33 [7-я \(апрельская\) Всероссийская конференция РСДРП\(б\); Петроградская общегородская конференция РСДРП\(б\) \(апрель 1917 года\): Протоколы](#), p.227.

34 Lénine, « [Pour une révision du programme du parti](#) », *Œuvres*, vol.26, pp.178-179.

## Chapitre 14 — Les Journées de Juillet

### *La fièvre monte à Pétrograd*

Le régime basé sur la dualité de pouvoir était un régime de crise permanente allant en s'approfondissant. Alors que le tonnerre de la révolution avait éveillé des millions d'êtres, la procrastination devenait intolérable. Dans une période révolutionnaire, plus que dans toute autre, les masses ne peuvent pas tolérer de divorce entre les paroles et les actes. Soulevé enfin, après des siècles, le peuple ne va pas attendre patiemment et passivement que les dirigeants de compromis donnent satisfaction à leur besoin de pain, de terre, de paix, et de liberté pour les nationalités opprimées.

Le 18 juin, [Kérénsky](#) lança une offensive militaire contre l'Allemagne et l'Autriche. La bourgeoisie et l'état-major espéraient que cela permettrait d'unifier un peuple profondément divisé derrière un objectif national. Comme nous l'avons vu, Kérénsky annonça l'offensive en fanfare, devant les troupes concernées. Le 18 juin, des unités des Septième et Onzième Armées russes du front Sud-Ouest avancèrent à l'attaque en direction de Lvov, tenue par les Autrichiens.

L'offensive fut annoncée officiellement à Pétrograd le 19 juin. Le jour suivant, plusieurs régiments en garnison dans la capitale reçurent l'ordre de se préparer à marcher vers le front. Le Premier Régiment de mitrailleurs se vit ordonner de fournir cinq cents mitrailleuses sous huitaine, et fut l'objet le 21 juin d'un « plan de réorganisation » aux termes duquel deux tiers de ses effectifs devaient être envoyés au front. Cela mit en rage les soldats qui se souvenaient des promesses du Gouvernement provisoire selon lesquelles les unités ayant participé à la Révolution de Février ne seraient ni désarmées ni éloignées de Pétrograd. Les mitrailleurs firent savoir clairement qu'ils avaient décidé « de ne pas aller sur le front allemand, contre le prolétariat allemand, mais contre leurs propres ministres capitalistes ».

Le 30 juin, le régiment reçut un nouvel ordre de transfert particulièrement important d'hommes et de mitrailleuses, et il y eut des rumeurs que c'était le prélude à la dissolution du régiment. L'unité organisa une manifestation massive le 2 juillet.

Les dirigeants de l'Organisation Militaire bolchevique furent apparemment très empressés à attiser les flammes de la révolte.

Le 3 juillet, lors d'une réunion du régiment,

les soldats I.M. Golovine, I. Kazakov, K.N. Romanov, et I. Ilinsky (tous membres du collectif de l'Organisation Militaire bolchevique) se prononcèrent en faveur d'un coup d'Etat immédiat. Ilinsky promit que, comme membre de l'Organisation Militaire, il prendrait sur lui la responsabilité de mobiliser le reste de la garnison... Des soldats du Premier Mitrailleurs, porteur de mandats signés par Golovine et dans de nombreux cas par des membres de l'Organisation Militaire de l'unité se dispersèrent dans la ville et ses environs. Autant que cela puisse être déterminé, des délégations furent envoyées, entre autres, aux régiments de réserve Moskovsky, aux Grenadiers, au Premier d'Infanterie, au 180<sup>ème</sup> d'Infanterie, au Pavlovsky, à l'Ismailovsky, au Finliandsky, et au Petrogradsky, ainsi qu'au Sixième Bataillon du génie et à la division des autos blindées, à des usines du district de Vyborg comme Novy Parviäinen, Novy Lessner, Russky Reno, Erikson et Baranovsky, et aux ateliers Poutilov du district de Narva. Des délégations supplémentaires furent envoyées aux installations militaires de Kronstatdt, Oranienbaum, Strelna et Peterhof. Les mitrailleurs arrivèrent en général dans des camions équipés de mitrailleuses entre 3 et 5 heures de l'après-midi, et se hâtèrent d'organiser des meetings, soit de leur propre initiative ou par l'intermédiaire des comités



de régiment ou d'usine... En début de soirée, les régiments Moskovsky, 180° Infanterie de Réserve, Finliandsky, Grenadiers et Pavlovsky, de même que le Sixième Bataillon du génie, pouvaient probablement être considérés comme ayant rejoint l'insurrection. Du côté de Vyborg, les usines cessèrent le travail dès que les camions portant les mitrailleuses apparurent, et les ouvriers de beaucoup d'entre elles se munirent de leurs armes presque immédiatement. Quelque chose comme dix mille matelots en armes de Kronstadt et trente mille ouvriers de l'usine Poutilov devaient rapidement se joindre au mouvement.<sup>1</sup>

Rien de tout cela n'était du goût de Lénine.<sup>2</sup>

### ***Lénine met en garde contre l'impatience et l'aventurisme***

Pendant que les bolcheviks de base, dans le Premier Régiment de mitrailleurs et d'autres unités de l'armée, et dans les usines, de même que les dirigeants de l'Organisation Militaire bolchevique, poussaient à des manifestations armées et parlaient même de renverser le Gouvernement provisoire, Lénine répétait que ce qui était nécessaire était de continuer patiemment à gagner les ouvriers, les soldats et les paysans au bolchevisme. Le 13 juin, il écrivait :

Le prolétariat socialiste et notre parti ont besoin de tout leur sang-froid, du maximum de fermeté et de vigilance ; que les futurs [Cavaignac](#) commencent les premiers ! ... Le prolétariat de Pétrograd ... attendra, accumulant des forces et se préparant à la riposte, le jour où ces messieurs se décideront à passer de la parole aux actes.<sup>3</sup>

Le 21 juin, il répétait :

Ce fait général et capital – la confiance de la majorité dans la politique petite-bourgeoise des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, politique inféodée aux capitalistes, détermine l'attitude et la conduite de notre parti.

Nous continuerons à démasquer inlassablement la politique du gouvernement, mettant résolument en garde, comme par le passé, les ouvriers et les soldats contre les espérances absurdes qu'ils pourraient placer dans des actions éparses et désorganisées.

Il s'agit d'une étape de la révolution faite par notre peuple tout entier... l'étape des illusions petites-bourgeoises et des phrases petites-bourgeoises qui camouflent le même impérialisme cynique

Cette étape, il faut la franchir. Aidons à la franchir d'une façon aussi prompte et indolore que possible. Elle débarrassera le peuple des *dernières* illusions petites-bourgeoises et fera passer le pouvoir à la classe révolutionnaire.<sup>4</sup>

Mais ses appels à la patience étaient de moins en moins écoutés par de nombreux cadres bolcheviks à la tête chaude. Lors d'une conférence militaire bolchevique, le 20 juin, un participant rappelait que

l'esprit dominant dans certains cercles de notre parti était qu'il n'y avait aucune raison d'attendre, que le moment était venu de prendre le pouvoir. Lénine s'éleva fermement contre de telles opinions. Pour beaucoup de participants son opinion fut reçue avec

---

1 Rabinowitch, pp.146-48.

2 Toute l'histoire, absolument fascinante, des conflits entre Lénine, d'une part, et l'Organisation Militaire bolchevique, certains dirigeants du Comité de Pétersbourg et des dirigeants bolcheviks des casernes et des usines, d'autre part, est racontée de façon saisissante dans le livre d'Alexander Rabinowitch.

3 Lénine, *Œuvres*, vol.25, p.82.

4 Lénine, « [La révolution, l'offensive et notre parti](#) », *Œuvres*, vol.25, pp.116-117.

déception et même mécontentement.<sup>5</sup>

Un autre décrivit le discours de Lénine comme une « douche froide » pour les « têtes chaudes ». Voici le passage qui était dirigé contre le mouvement montant en faveur d'une insurrection immédiate :

Nous devons être particulièrement attentifs et prudents, pour ne pas être attirés dans une provocation... Un faux mouvement de notre part peut tout ruiner... Si nous étions aujourd'hui capables de prendre le pouvoir, il est naïf de penser que l'ayant pris, nous serions capables de le garder...

Quel est le poids exact de notre fraction au Soviet ? Même dans les soviets des deux capitales, pour ne pas parler des autres, nous sommes une minorité insignifiante. Et que montre ce fait ? Il ne peut pas être négligé. Il montre que la majorité des masses hésite, mais qu'elle croit encore les mencheviks et les S-R...

... pour prendre le pouvoir sérieusement (et non de manière blanquiste), le parti prolétarien doit lutter pour l'influence dans le Soviet, patiemment, sans dévier, en expliquant aux masses, jour après jour, l'erreur de leurs illusions petites-bourgeoises...

Les événements ne doivent pas être anticipés. Le temps est de notre côté.<sup>6</sup>

### ***Sur la gauche de Lénine, l'impatience du Comité de Pétersbourg***

Le 20 juin, le Comité de Pétersbourg se réunit en urgence pour examiner la situation. La discussion montra clairement que seule une minorité du comité était d'accord avec Lénine. D'abord, il y avait un groupe extrémiste qui était partisan du renversement immédiat du gouvernement. Un de ses membres ; [I.K. Naoumov](#), critiqua sévèrement le parti pour « une absence de direction » et proposa que les bolcheviks adressent un ultimatum au Soviet : soit il prend le pouvoir soit les bolcheviks se verront tenus de prendre le contrôle du mouvement en cours de développement. « Nous ferons la preuve de notre propre banqueroute politique si nous évitons de passer à l'action politique... La politique temporisatrice du Comité central, disait Naoumov, ne peut tenir face aux critiques. » Parmi les autres membres du groupe d'extrême gauche se trouvaient [M.I. Latsis](#) ; [I.N. Stoukov](#), [P.A. Zaloutsky](#) et A. Dylle.

Il y avait aussi un groupe central significatif, qui suggérait que l'action décisive contre le Gouvernement provisoire devait être reportée à quelques jours après l'inévitable échec de l'offensive du gouvernement. Les leaders de ce groupe étaient [M.P. Tomsky](#) et [V.V. Volodarsky](#).<sup>7</sup>

### ***L'Organisation Militaire tire sur sa laisse***

Le 22 juin, une réunion informelle de quelques membres du Comité central, du Comité de Pétersbourg et de l'Organisation Militaire fut organisée. Tous les chefs d'unités de l'Organisation Militaire de Pétrograd étaient exaspérés par la ligne de retenue du Comité central. De ce point de vue, les déclarations de Sémachko, du Premier Mitrailleur, et de Sakharov, du Premier Régiment de réserve, sont particulièrement intéressantes.

Sémachko, commandant *de facto* de plus de quinze mille mitrailleurs, parlait à l'évidence pour la majorité lorsqu'il déclara que le Comité central aussi bien que le Comité de Pétersbourg manquaient d'une « notion claire » des forces du parti, ajoutant : « presque toute la garnison est avec nous ». « En général, observa Sakharov, les discours

5 Rabinowitch, p.121.

6 Rabinowitch, pp.121-22.

7 Kudelli, pp.185-99.

des soldats se résument au fait qu'ils exigent tous des actes et sont opposés à se limiter à des résolutions. Les soldats disent qu'elles ne mènent nulle part. » Parmi les représentants des unités de l'Organisation Militaire, seul M.M. Lachévitch, vieux bolchevik et sous-officier du Premier Mitrailleurs, membre du Soviet de Pétrograd, a parlé en faveur de la position du Comité central. « Nous devons aujourd'hui être particulièrement prudents et retenus dans notre tactique, a-t-il dit, mais c'est précisément ce qui manque dans les discours de ces derniers jours. Souvent, ajouta Lachévitch non sans sarcasme, il est impossible de savoir où finit le bolchevik et où commence l'anarchiste. »<sup>8</sup>

## ***La Pravda et la Soldatskaïa pravda***

La [Pravda](#) était le quotidien du Comité central, alors sous le contrôle direct de Lénine. La *Soldatskaïa pravda* était le quotidien de l'Organisation Militaire bolchevique, qui jouissait d'une quasi autonomie. Dans les derniers jours de juin et au début de juillet, les deux journaux divergeaient radicalement.

Alors que la *Pravda* était, au cours des journées qui suivirent le déclenchement de l'offensive, très prudente dans son approche, le ton de la *Soldatskaïa pravda* était vif et sans retenue. Elle ne se référait nulle part au fait que les bolcheviks avaient encore à gagner la majorité du prolétariat. Au contraire, elle appelait à l'action directe immédiate. Ainsi, à la veille des Journées de Juillet (en fait, alors que l'organisation du mouvement avait déjà commencé), à un moment où la *Pravda* concentrait son attention sur la campagne pour prendre le contrôle du Soviet de Pétrograd, la *Soldatskaïa pravda* publia en première page un article enflammé de L. Tchoubounov, qui concluait :

Camarades ! Nous en avons assez de nous sacrifier pour le bien-être de la bourgeoisie. Le temps est venu, non pas de dormir, mais d'agir. Camarades! Chassez la bourgeoisie du pouvoir, et puisqu'ils crient « guerre jusqu'à la victoire complète », qu'ils aillent tous au front, ces salauds. Nous sommes fatigués de cette horrible guerre qui a déjà pris les vies de millions d'hommes, en a transformé des millions en infirmes, et qui a apporté avec elle misère, destruction et famine à une échelle jamais vue.

Réveillez-vous, ceux qui sont endormis. Les SR et les mencheviks veulent vous tromper – je vous appelle à être prêts à tout instant à repousser la contre-révolution, qui parade sur la perspective Nevsky derrière [Plékhanov](#) et [Rodzianko](#). Bientôt, les « Cent-Noirs » feront leur apparition, mais vous, camarades, protégez de toutes vos forces la liberté qui a été conquise. Tout le pouvoir doit passer aux mains des ouvriers, des soldats et des paysans. Ejectez du pouvoir la bourgeoisie et tous ses sympathisants.

Tout le pouvoir aux soviets des députés ouvriers et soldats !<sup>9</sup>

## ***L'indiscipline parmi les membres du parti***

A en croire la légende stalinienne, les bolcheviks, à de rares exceptions près, ont toujours suivi la volonté de Lénine ; le parti était pratiquement monolithique. Mais rien n'est plus éloigné de la vérité. De façon répétée, Lénine a dû lutter pour gagner ses camarades. Alors qu'en avril le problème principal était de surmonter le conservatisme de la direction du parti, à la fin de juin et au début de juillet il lui a fallu faire face à l'impatience révolutionnaire des dirigeants et des militants de base.

Dans de nombreux cas, des membres du parti agirent contrairement à l'esprit des instructions du

---

8 Kudelli, pp.200-05 ; Rabinowitch, p.129.

9 Rabinowitch, pp.131-34.

Comité central, mais sans défier ouvertement la discipline du parti. Par exemple, lors d'une réunion du Comité de Pétersbourg, le 27 août, [Kalinine](#) suggéra qu'au début de juillet les agitateurs bolcheviks, tout en paraissant retenir les masses, les avaient en fait appelées à l'action.<sup>10</sup>

De même, [Nevsky](#), un des dirigeants de l'Organisation Militaire, pouvait écrire dans un article publié de nombreuses années après les faits :

Aujourd'hui certains camarades posent la question : qui a provoqué les événements de Juillet – le Comité central ou l'Organisation Militaire – ou le mouvement s'est-il produit spontanément ?... Il n'est guère besoin aujourd'hui de dissimuler le fait que nous, les dirigeants responsables de l'Organisation Militaire, c'est-à-dire en particulier Podvoïsky, moi-même, Mékhonochine, Béliakov, et d'autres ouvriers actifs, par notre agitation, notre propagande, et l'énorme influence que nous avons dans les unités militaires, avons encouragé l'état d'esprit qui a provoqué la manifestation... ainsi lorsque l'Organisation Militaire, ayant appris (le 1<sup>er</sup> juillet) l'existence de la manifestation des mitrailleurs, m'envoya, comme étant peut-être l'orateur le plus populaire de l'Organisation Militaire, parler aux masses pour les convaincre de ne pas sortir, je leur ai parlé, mais de telle façon que seul un imbécile en aurait tiré la conclusion qu'il ne devait pas manifester.<sup>11</sup>

### ***Lénine au cours des Journées de Juillet***

Le 4 juillet, au moins un demi-million de soldats et d'ouvriers descendirent dans la rue porteurs de banderoles où l'on pouvait lire des slogans tels que « A bas le Gouvernement provisoire », « A bas les dix ministres capitalistes », « Tout le pouvoir aux soviets des députés ouvriers et soldats ». Le Comité central convoqua Lénine, qui se reposait alors en Finlande, et le matin du 4 juillet il se rendit directement au palais Kchéhinskaïa, le quartier général des bolcheviks.

Lorsqu'une masse de marins de Kronstadt arriva et demanda à Lénine de parler, celui-ci s'exécuta, mais très brièvement. Il commença par s'excuser de ne dire que quelques mots parce qu'il était malade. Il « salua » les révolutionnaires de Kronstadt au nom des ouvriers de Pétrograd. Finalement il exprima sa « certitude que notre mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » devait être et serait victorieux en dépit de tous les zigzags décrits par les chemins de l'histoire, » puis lança un appel au « sang-froid, à la fermeté et à la vigilance. »<sup>12</sup> Le public était déçu.

Un bolchevik de Kronstadt se rappelle que, pour de nombreux marins, l'accent mis par Lénine sur la nécessité d'une manifestation pacifique était inattendu. Il écrit que non seulement les anarchistes mais aussi certains bolcheviks ne pouvaient se représenter comment une colonne d'hommes en armes, désireux de monter au combat, pouvait se limiter à une démonstration pacifique !<sup>13</sup>

### ***Le paradoxe de la manifestation de juillet***

La manifestation aurait facilement pu renverser le gouvernement provisoire, qui à l'époque n'avait dans la capitale aucune troupe sur laquelle il pût compter. Mais si les bolcheviks avaient pris le pouvoir, auraient-ils pu le conserver ?

Lorsqu'en octobre ils prirent finalement le pouvoir, c'est après l'insurrection que les plus grandes difficultés commencèrent. Les masses avaient besoin d'être profondément convaincues qu'il n'y avait pas d'alternative au pouvoir des bolcheviks. En juillet, même le prolétariat de Pétersbourg n'était pas prêt pour une telle épreuve. Alors qu'il était capable de prendre le pouvoir, il continuait à l'offrir au Comité exécutif des soviets. Ce n'est pas avant le 31 août que les bolcheviks furent

---

10 Kudelli, pp.244-45.

11 Rabinowitch, pp.137-38.

12 Lénine, « [Réponse](#) », *Œuvres*, vol.25, p.230.

13 Rabinowitch, p.184.

majoritaires dans le Soviet de Pétrograd. Et même le parti n'avait pas d'idée claire sur la marche à suivre pour prendre le pouvoir. Lénine écrit :

L'erreur réelle de notre parti, dans les journées des 3 et 4 juillet, erreur que les événements mettent aujourd'hui en lumière, a été ... de croire encore possible le développement pacifique des transformations politiques grâce à un changement de la politique des soviets, alors qu'en fait les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires étaient déjà tellement liés par leur entente avec la bourgeoisie et placés de ce fait dans une situation inextricable, la bourgeoisie était devenue si contre-révolutionnaire qu'il ne pouvait plus être question d'aucun développement pacifique.<sup>14</sup>

Si le prolétariat n'était ni sûr ni ferme, les troupes l'étaient encore moins. Le 5 juillet, lorsque la calomnie du gouvernement présentant Lénine comme un espion allemand commença à se répandre, les troupes de Pétrograd prirent leurs distances vis-à-vis des bolcheviks. La situation était encore pire dans l'armée active, où le « bolchevisme » de nombreux soldats était spontané – d'accord avec le mot d'ordre des bolcheviks, « la terre, la paix, le pain », mais ne s'identifiant aucunement avec le parti.

Les provinces se traînaient très loin derrière Pétrograd, et c'était aussi le cas de Moscou. Ainsi, pendant les Journées de Juillet,

Dans une séance du Comité moscovite des bolcheviks, il y eut des débats tumultueux : certains, appartenant à l'extrême gauche du parti, comme, par exemple, [Boubnov](#), proposaient d'occuper la poste, le télégraphe, le central téléphonique, la rédaction de *Rousskoïé Slovo*, c'est-à-dire de prendre le chemin de l'insurrection. Le Comité, très modéré dans son état d'esprit général, repoussait résolument de telles propositions, estimant que les masses moscovites n'étaient pas du tout prêtes à agir ainsi. Malgré l'interdiction du Soviet, il fut néanmoins décidé d'organiser une manifestation. Vers la place Skobélev s'avancèrent des foules considérables d'ouvriers, ayant les mêmes mots d'ordre qu'à Pétrograd, mais loin d'avoir le même entrain. La garnison ne répondit point du tout avec ensemble, certains contingents donnèrent leur adhésion, un seul vint en armes.<sup>15</sup>

La majorité des ouvriers et des soldats ne répondit pas à l'appel à manifester des bolcheviks.

De loin le plus grand paradoxe des Journées de Juillet résidait dans la conscience contradictoire des masses soutenant les bolcheviks à Pétrograd même : appelant au pouvoir soviétique et nourrissant des illusions sur la possibilité que les dirigeants SR et mencheviks du Soviet prennent le pouvoir, ce qui était précisément ce qu'ils refusaient de faire. Ce paradoxe s'exprimait dans le cri d'un travailleur agitant le poing en direction de [Tchernov](#) : « Prends donc le pouvoir, f... de p..., quand on te le donne. »<sup>16</sup>

Se heurtant à la résistance armée de l'organe même auquel ils voulaient remettre le pouvoir [écrit Trotsky], les ouvriers et les soldats perdirent conscience de leur but. Du puissant mouvement des masses l'axe politique se trouva arraché.<sup>17</sup>

Lénine avait absolument raison de refuser de prendre le pouvoir au cours des Journées de Juillet, alors qu'il aurait pu le faire facilement. Il écrivait deux mois après les événements :

Les bolcheviks auraient commis une erreur si, les 3 et 4 juillet, ils s'étaient assigné pour objectif la prise du pouvoir, car la majorité du peuple et même des ouvriers n'avait pas

---

14 Lénine, « [Projet de résolution sur la situation politique actuelle](#) », *Œuvres*, vol.25, p.342.

15 Trotsky, Histoire de la révolution russe, 2. Octobre, p.84.

16 P.N. Milioukov, [Istoriia vtoroi russkoi revoliutsii](#), Sofia 1921, vol.1, p.244.

17 Trotsky, [Histoire de la révolution russe](#), 2. Octobre, op cit, p.78.

encore réellement fait l'expérience de la politique contre-révolutionnaire des généraux à l'armée, des grands propriétaires fonciers dans les campagnes, des capitalistes dans les villes...<sup>18</sup>

La réaction aiguillonna la révolution. Les travailleurs avaient besoin de l'expérience du coup d'Etat contre-révolutionnaire de [Kornilov](#) pour les raffermir en vue de la prise du pouvoir.

### **Lénine enseigne la retraite**

Convaincu que la manifestation armée ne devait pas se transformer en insurrection, Lénine argumenta en faveur de son annulation, une fois que les masses eurent appris de leur propre expérience qu'elle ne pouvait déboucher sur une victoire décisive. Personne ne pouvait contraindre les dirigeants SR et mencheviks du Soviet à prendre le pouvoir s'ils avaient une terreur mortelle des ouvriers et des soldats, et de la responsabilité du pouvoir. C'est pourquoi, le 5 juillet, le Comité central du Parti bolchevik sortit un tract appelant à la fin de la manifestation.

Camarades! Lundi vous êtes descendus dans la rue. Mardi vous avez décidé de continuer la manifestation. L'objet de cette manifestation était de montrer à toutes les masses laborieuses exploitées la force de nos mots d'ordre, leur poids, leur signification et leur nécessité pour la libération des peuples de la guerre, de la faim et de la ruine.

L'objet de la manifestation a été atteint. Les mots d'ordre de l'avant-garde de la classe ouvrière et de l'armée ont été proclamés de manière imposante et concluante. Les tirs sporadiques des contre-révolutionnaires sur les manifestants n'ont pas pu troubler le caractère général de la manifestation.

Camarades! En ce qui concerne la crise politique en cours, notre but a été atteint. Nous avons donc décidé de mettre fin à la manifestation. Que chacun, paisiblement et de façon organisée, mette un terme à la grève et à la manifestation.

Attendons le développement prochain de la crise. Continuons à préparer nos forces. La vie est avec nous, le cours des événements montre la justesse de nos mots d'ordre.<sup>19</sup>

Cela dit, les dirigeants bolcheviks n'acceptèrent pas tous la nécessité de la retraite. Parmi les opposants se trouvait Latsis, qui, le soir même, dans une réunion de plusieurs membres du Comité de Pétersbourg, se fit l'avocat, au nom de Comité du district de Vyborg, d'un renouvellement de l'insurrection au moyen de la grève générale.

Lorsque des membres de la Commission exécutive du Comité de Pétersbourg rencontrèrent Lénine dans le local de garde de l'usine Renault où il avait provisoirement trouvé refuge, il fut véhément dans son opposition à la proclamation d'une grève générale. Traitant la Commission exécutive comme un groupe d'écoliers turbulents, il écrivit en son nom l'appel suivant à la reprise du travail :

La Commission exécutive du Comité de Pétersbourg du POSD(b)R, en accord avec la décision du Comité central publiée le 6 juillet dans *Listok pravdy* (décision également signée par le Comité de Pétersbourg), appelle les travailleurs à reprendre le travail à partir de demain, c'est à dire à compter du 7 juillet au matin.<sup>20</sup>

---

18 Lénine, « [Projet de résolution sur la situation politique actuelle](#) », *Œuvres*, vol.25, p.341.

19 Browder et Kerensky, vol.3, pp.1354-55.

20 Rabinowitch, pp.215-16.

## **Les bolcheviks auraient-ils pu rester à l'écart des manifestations de juillet ?**

Une fois que la masse des soldats et des ouvriers avait organisé une manifestation armée contre la volonté du Comité central du Parti bolchevik, le parti aurait-il dû se placer en retrait ? Lénine n'avait aucun doute sur le fait qu'il ne pouvait s'abstenir, qu'il n'était pas question de se tenir éloigné des masses.

Si notre parti s'était refusé à soutenir le mouvement spontané des masses les 3 et 4 juillet, mouvement qui se produisit malgré les efforts que nous avons fait pour le contenir, cela eût été trahir manifestement et complètement le prolétariat, car le mouvement des masses naissait de l'indignation juste et légitime provoquée par la prolongation de la guerre impérialiste (c'est-à-dire d'une guerre de conquête et de rapine, faite dans l'intérêt des capitalistes) et par l'inaction du gouvernement et des soviets en présence de la bourgeoisie qui accentue et aggrave le marasme économique et la famine.<sup>21</sup>

Deux ans après les Journées de Juillet, Lénine écrivait :

Lorsque les masses luttent, les erreurs sont inévitables : les communistes, tout en voyant ces erreurs, en les expliquant aux masses, en cherchant à les rectifier, en luttant sans relâche pour la victoire de la conscience sur la spontanéité, *restent avec les masses*.<sup>22</sup>

Le Parti bolchevik ne pouvait pas se laver les mains de toute responsabilité pour les actes des ouvriers et des soldats. Il eût mieux valu subir la défaite avec eux que les abandonner sans direction à la vengeance sanglante des contre-révolutionnaires. Grâce au fait que le Parti bolchevik resta à sa place à la tête du mouvement, le coup porté aux masses par la réaction pendant les Journées de Juillet et après, même s'il était grave, ne fut pas mortel. Les victimes se comptèrent en dizaines et non en dizaines de milliers. La classe ouvrière émergea de la lutte plus expérimentée, plus mûre, plus sobre.

## **Les leçons des Journées de Juillet**

De façon claire et incisive, sans faiblir, Lénine résuma peu après les leçons des Journées de Juillet. Dans un article écrit le 7 juillet et intitulé Trois crises, il commence par comparer les trois crises politiques, celle des 20 et 21 avril, celle des 10 et 18 juin, et les 3 et 4 juillet, et met en évidence ce qu'elles ont en commun : « Mécontentement général et irréprouvable, surexcitation des masses contre la bourgeoisie et son gouvernement. »

Mais ce mécontentement de masse s'est exprimé différemment dans chacune de ces occasions. Le premier mouvement, en avril, fut « impétueux et spontané, dépourvu d'organisation. » En juin, « une manifestation est décidée par les bolcheviks, qui la décommandent après l'ultimatum menaçant et l'interdiction formelle du Congrès des Soviets ; au cours de la manifestation commune du 18 juin, les mots d'ordre bolcheviks l'emportent nettement sur les autres. » « La troisième crise se développe spontanément le 3 juillet, en dépit des efforts des bolcheviks qui ont tenté de l'empêcher le 2 juillet ; elle atteint son point culminant le 4 juillet et conduit, les 5 et 6 juillet, à l'apogée de la contre-révolution. »

Enfin,

une dernière conclusion, peut-être la plus instructive, à tirer de l'examen de ces événements considérés dans leur connexion : ces trois crises font *toutes* apparaître une certaine forme, nouvelle dans l'histoire de notre révolution, de manifestation d'un type

---

21 Lénine, « [Projet de résolution sur la situation politique actuelle](#) », *Œuvres*, vol.25, p.341.

22 Lénine, « [Les héros de l'Internationale de Berne](#) », *Œuvres*, vol.29, p.401.

plus complexe, cyclique avec montée rapide et chute brutale, caractérisé par une exacerbation de la révolution et de la contre-révolution, par « l'effacement », pour un temps plus ou moins long, des éléments intermédiaires.

Au cours de ces trois crises, le mouvement a revêtu la forme d'une *manifestation*. Une manifestation anti-gouvernementale : voilà quelle serait, d'un point de vue formel, la description la plus exacte des événements. Mais cette manifestation n'était pas – et tout est là – une manifestation habituelle ; c'était beaucoup plus qu'une manifestation et moins qu'une révolution. C'était une explosion *simultanée* de la révolution et de la contre-révolution ; c'était « l'effacement » brusque, parfois presque soudain, des éléments intermédiaires, par suite de l'entrée en scène brutale des éléments prolétariens et bourgeois.<sup>23</sup>

Lénine tirait une autre leçon importante des Journées de Juillet : la tactique et les mots d'ordre doivent désormais être changés rapidement, en accord avec le changement général dans la situation objective.

Il est arrivé trop souvent, aux tournants brusques de l'histoire, que des partis même avancés ne puissent, pendant plus ou moins longtemps, s'assimiler la nouvelle situation et répètent des mots d'ordre justes la veille, mais qui ont perdu tout sens aujourd'hui, qui ont perdu leur sens tout aussi « soudainement » que l'histoire a « soudainement » tourné...

... Sans comprendre ce fait, il est impossible de rien comprendre aux questions essentielles du moment présent. Chaque mot d'ordre particulier doit être déduit de tout l'ensemble des caractéristiques d'une situation politique déterminée. Or, la situation politique actuelle en Russie, après le 4 juillet, est radicalement différente de la situation que nous connûmes du 27 février au 4 juillet.<sup>24</sup>

Par dessus tout, la possibilité d'un transfert pacifique du pouvoir à la classe ouvrière n'existe plus.

Le mouvement des 3 et 4 juillet fut la dernière tentative d'inciter, par une manifestation de rue, les soviets à prendre le pouvoir. Depuis ces journées, les soviets, c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks qui y détiennent la majorité, transmettent en fait le pouvoir à la contre-révolution : ils font en effet venir à Pétrograd des troupes contre-révolutionnaires, ils désarment et dissolvent les régiments révolutionnaires, ils désarment les ouvriers, ils approuvent et tolèrent l'arbitraire et la violence contre les bolcheviks, l'institution de la peine de mort sur le front, etc.<sup>25</sup>

Tous les espoirs fondés sur le développement pacifique de la révolution russe se sont à jamais évanouis. La situation objective se présente ainsi : ou la victoire complète de la dictature militaire ou la victoire de l'insurrection armée des ouvriers. Cette victoire n'est possible que si l'insurrection coïncide avec une effervescence profonde des masses contre le gouvernement et la bourgeoisie, par suite de la débâcle économique et de la prolongation de la guerre.

Le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » fut celui du développement pacifique de la révolution qui était possible en avril, mai, juin et jusqu'aux journées du 5 au 9 juillet, c'est-à-dire jusqu'au moment où le pouvoir réel passa aux mains de la dictature militaire.

---

23 Lénine, « [Trois crises](#) », *Œuvres*, vol.25, pp.182-184.

24 Lénine, « [A propos des mots d'ordre](#) », *Œuvres*, vol.25, p.198.

25 Lénine, « [Réponse](#) », *Œuvres*, vol.25, p.235.



Ce mot d'ordre n'est plus juste aujourd'hui...<sup>26</sup>

... le pouvoir ne peut plus être pris pacifiquement. On ne peut plus l'obtenir qu'en triomphant dans une lutte décisive de ceux qui le détiennent réellement en ce moment, à sa voir : la clique militaire, les Cavaignac appuyés par les troupes réactionnaires amenées à Pétrograd par les cadets et les monarchistes.

Les soviets n'avaient plus aucun pouvoir, disait Lénine. C'étaient « des zéros, des marionnettes. »<sup>27</sup>

Les soviets actuels ont échoué, ont fait complètement faillite, parce que les partis socialiste-révolutionnaire et menchevik y dominaient. A l'heure actuelle, ces soviets ressemblent à des moutons conduits à l'abattoir, et qui, poussés sous la hache, bêlent lamentablement. Les soviets sont maintenant débiles et impuissants en face de la contre-révolution victorieuse qui poursuit ses succès. Le mot d'ordre de la remise du pouvoir aux soviets peut être compris comme un « simple » appel réclamant la passage du pouvoir précisément aux soviets actuels ; or, tenir ce langage, lancer de semblables appels, ce serait maintenant tromper le peuple. Rien n'est plus dangereux que la tromperie.<sup>28</sup>

### **Torsion du bâton**

La description par Lénine du changement dans la position des soviets après les Journées de Juillet était correcte. Sa compréhension réaliste du changement de la situation fut dans ce cas magnifiquement démontrée. Les preuves recueillies plus tard montrent à quel point les soviets s'étaient détériorés après les Journées de Juillet.

« Tout le travail qui passait par le canal menchevik et socialiste-révolutionnaire – écrit un bolchevik de Saratov, Antonov – perdit son sens... Dans une séance du Comité exécutif, nous en étions à bâiller jusqu'à l'inconvenance, par ennui : elle était mesquine et vide, cette parlote de socialistes-révolutionnaires et de mencheviks. »

Les soviets anémiés pouvaient de moins en moins servir d'appui à leur centre de Pétrograd. La correspondance entre Smolny et les localités était en décroissance : rien à écrire, rien à proposer ; il ne restait point de perspectives ni de tâches.<sup>29</sup>

Les soviets, étant fondamentalement une organisation vouée à la lutte pour le pouvoir, ne pouvaient subsister sans cette lutte.

Cela dit, Lénine tordit le bâton trop loin. Le Soviet ne mourut pas après les Journées de Juillet. Et la supposition souvent exprimée au Sixième Congrès du parti, selon laquelle les soviets étaient complètement impuissants, que la situation de double pouvoir était terminée, s'avéra erronée. A défaut d'autre chose, les journées de Kornilov démontrèrent que les soviets étaient toujours pleins de vie.

A la suite des Journées de Juillet, après des mois d'insistance sur la propagande lente et patiente, Lénine, dans les conditions difficiles dues à la semi-clandestinité du parti, conscient qu'un nouveau tournant vers la lutte directe serait nécessaire pour la conquête du pouvoir d'Etat, dut « tordre le bâton » pour remettre le parti en ordre de marche, et mettre l'accent sur la question cruciale du jour.

Minimiser la signification des changements après les Journées de Juillet aurait été beaucoup plus dangereux pour le bolchevisme que les exagérer. Lénine se tourna donc vers sa bonne vieille méthode de torsion du bâton...

---

26 Lénine, « [La situation politique](#) », Œuvres, vol.25, pp.190-191.

27 Lénine, « [A propos des mots d'ordre](#) », Œuvres, vol.25, p.203.

28 Ibid., p.205.

29 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op cit , p.313.

Par dessus tout, les Journées de Juillet lui avaient enseigné une leçon très importante : pour la première fois, il estimait nécessaire que les bolcheviks prennent le pouvoir directement, et dans un avenir pas trop éloigné.

Le nouveau tournant suggéré par Lénine fut considéré en premier lieu lors d'une réunion du Comité central élargi tenue les 13 et 14 juillet, où il fut mis en minorité.<sup>30</sup> Mais il se rattrapa au Sixième Congrès du parti, en juillet-août.<sup>31</sup>

Pourtant, comme nous le verrons, il ne remporta pas une victoire complète. Accepter le principe de l'insurrection est une chose ; être prêt à oser prendre le pouvoir dans la réalité en est une autre. Toute situation révolutionnaire est une équation aux inconnues multiples, et c'est particulièrement vrai de l'acte d'insurrection. Le conservatisme et la timidité sont en position de force dans une telle situation. Mais nous anticipons.

---

30 А.М. Совокин, « Расширенное совещание ЦК РСДРП (б). 13-14 июля 1917 г. », *Вопросы истории КПСС*, n° 4, 1959.

31 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), pp.110-146.

## Chapitre 15 — La réaction en marche

Le 4 juillet, le Gouvernement provisoire, avec le consentement du Comité exécutif du Soviet, autorisa le général [Polovtsev](#), commandant du district militaire de Pétrograd, à nettoyer Pétrograd des bandes armées, à désarmer le Premier Régiment de Mitrailleurs et à occuper le palais Kschéchinskaïa.

A l'aube du 5 juillet, un détachement de soldats se présenta à l'imprimerie de la *Pravda*. Ils arrivaient trop tard pour attraper Lénine, qui venait de partir pour sa première cachette d'avant Octobre. Les soldats dévastèrent l'atelier de la *Pravda* et arrêtaient les ouvriers et les soldats qui y étaient de service.

Pendant la journée, des patrouilles d'officiers, de soldats et de Cosaques entreprirent des opérations de nettoyage. Ils confisquèrent des camions armés et désarmèrent des ouvriers, des soldats et des matelots suspects, qui furent empêchés de se barricader dans les quartiers ouvriers du fait que les ponts sur la Néva avaient été relevés ou mis sous garde renforcée.

Lors d'une réunion de nuit du conseil des ministres, le 6 juillet, il fut résolu que

quiconque, coupable d'inciter des officiers, des soldats ou d'autres rangs militaires en temps de guerre à désobéir aux lois en vigueur sous le nouveau système démocratique dans l'armée et aux ordres des autorités militaires compétentes doit être puni pour haute trahison.<sup>1</sup>

Ce décret fut suivi par des ordres pour l'arrestation de dirigeants bolcheviks tels que Lénine, [Zinoviev](#) et [Kaménev](#), et quelques jours plus tard les dirigeants des mejraïontsy, [Trotsky](#) et [Lounatcharsky](#).

Le 7 juillet, le Gouvernement provisoire ordonna la dissolution des unités militaires qui avaient participé aux Journées de Juillet, et leurs troupes redistribuées à la discrétion du ministère de la guerre et de la marine.

### **Mesures extrêmes de la droite**

Les bolcheviks furent persécutés. Toute la presse bolchevique fut interdite. Des centaines de bolcheviks furent arrêtés, et un certain nombre d'ouvriers abattus. L'intensité de la réaction était telle que même des non-bolcheviks étaient alarmés. Ainsi le menchevik [Voïtinsky](#) se souvient :

Le balancier pencha à droite. Des forces réactionnaires qui n'avaient pas participé à la répression des émeutes essayaient désormais de capitaliser sur l'échec de la révolte. Des « comités de vigilance » hantaient la ville, pénétrant dans des appartements privés à la recherche de suspects. L'opinion publique exigeait des mesures draconiennes.<sup>2</sup>

Avant tout, le nouveau gouvernement poursuivit avec énergie les perquisitions, arrestations, désarmements, et les persécutions de toute espèce qui avaient déjà commencé. (...) Des groupes autonomes d'officiers, de cadets militaires, et, semble-t-il, y compris la jeunesse dorée également, se ruèrent au « secours » du nouveau régime, qui tentait à l'évidence de se présenter comme un « pouvoir fort »... On ne désarma pas seulement les régiments et bataillons mutinés. Quasiment la plus grande partie de l'attention était consacrée aux districts ouvriers. On y désarma la Garde Rouge ouvrière

---

1 Browder et Kerensky, vol.3, p.1358.

2 Woytinsky, [Stormy Passage: A Personal History Through Two Russian Revolutions to Democracy and Freedom: 1905-1960](#), pp.306-07.

fut désarmée. D'énormes quantités d'armes furent collectées. (...)

Tout bolchevik qu'on pouvait débusquer était arrêté et emprisonné. Kérénsky et ses amis militaires étaient purement et simplement en train d'essayer de les supprimer de la surface de la terre.<sup>3</sup>

Après avoir détruit les organisations bolcheviques, les contre-révolutionnaires passèrent à l'offensive contre d'autres groupes de la classe ouvrière. Staline décrivait la situation à l'époque :

Après avoir attaqué les bolcheviks ils font maintenant la chasse à tous les partis du Soviet et aux soviets eux-mêmes. Ils brisent les organisations du district menchevik de Pétradskaïa Storona et d'Okhta. Ils brisent les sections syndicales des métallos à Nievskaïa Zastava. Ils font une descente dans une réunion du Soviet de Pétrograd et arrêtent ses membres (le député Sakharov). Ils organisent des groupes spéciaux sur la perspective Nevsky pour traquer les membres du Comité exécutif.<sup>4</sup>

Des pillages, des violences, et dans certains cas des fusillades se produisaient dans diverses parties de la ville. Ce n'était que dans les quartiers ouvriers que les bolcheviks pouvaient se déplacer en sécurité et librement.

Dans les provinces, les comités agraires subirent des arrestations massives. Le 17 juillet, [Tsérételli](#), ministre de l'intérieur, envoya des instructions pour que soient prises des « mesures rapides et énergiques pour mettre un terme aux actions arbitraires dans le domaine des relations agraires. »<sup>5</sup>

Le 8 juillet, le général [Kornilov](#), commandant en chef du front sud-ouest, donna l'ordre d'ouvrir le feu des mitrailleuses et de l'artillerie sur les soldats qui reculaient.<sup>6</sup> Le 12 juillet, la peine de mort fut rétablie sur le front.<sup>7</sup>

Comme nous l'avons déjà raconté (voir [chapitre 10](#)), le 16 juillet Kérénsky convoqua au quartier général une conférence des commandants de l'armée, au cours de laquelle une attaque généralisée contre les comités de soldats, les soviets et l'Ordre N° 1 fut lancée par tous les présents, et où Kérénsky déclara que sa seule divergence avec les généraux était qu'il pensait que l'attaque devait être menée par étapes et non d'un seul coup (voir chapitre 10). Le 18 juillet, Kornilov devint commandant en chef de toute l'armée russe. Les attaques chauvines des Grands-Russes sur les Ukrainiens et les Finlandais reçurent une stimulation nouvelle (voir chapitre 13). Les directeurs d'usine lancèrent une campagne massive de dissolution des comités d'usine et de lock-outs (voir chapitre 12). Le Congrès du Commerce et de l'Industrie, l'organisation centrale des capitalistes en Russie, déclara le 19 juillet :

Le gouvernement, durant les mois écoulés, a permis l'empoisonnement du peuple russe et de l'armée russe et la destruction de toute discipline, suivant en cela les soviets de députés ouvriers et soldats, qui doivent porter la responsabilité de la honte et de l'humiliation de la Russie et de l'armée russe. Ce n'est que par une rupture radicale, de la part du gouvernement, de la dictature des soviets qui mène à la désintégration... que la Russie peut être sauvée... Si un pouvoir dictatorial est nécessaire pour sauver la patrie, ce pouvoir ne peut être qu'un pouvoir authentiquement national, au dessus des partis et au dessus des classes, issu de l'enthousiasme national.<sup>8</sup>

V.M. Pourichkévitchev, le vieux dirigeant des Cent-Noirs, osa sortir de son trou et, après s'être présenté en disant, « Je suis un monarchiste convaincu, et je ne changerai pas mes convictions »,

---

3 Soukhanov, [op. cit.](#)

4 Stalin, Collected Works, vol.3, p.112.

5 Browder et Kerensky, vol.2, pp.562-63.

6 Colder, p.515.

7 Browder et Kerensky, vol.2, p.982.

8 Browder et Kerensky, vol.3, p.1404.

déclara : « Il est nécessaire que le gouvernement soit un gouvernement ; il est nécessaire de le mettre à sa place et de dissoudre le Soviet des Députés Ouvriers et Soldats. »<sup>9</sup>

### **Les conciliateurs sombrent encore davantage**

Les dirigeants mencheviks et SR rampèrent encore plus, après les Journées de Juillet, qu'ils ne l'avaient fait depuis Février. Comme Lénine l'a exprimé de façon saisissante :

De déchéance en déchéance. Une fois engagés sur la pente d'une entente avec la bourgeoisie, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks glissèrent irrésistiblement et touchèrent le fond. Le 28 février, au Soviet de Pétrograd, ils avaient promis un soutien conditionnel au gouvernement bourgeois. Le 6 mai, ils le sauvaient de la déconfiture et, en acceptant l'offensive, se laissaient transformer en valets et en défenseurs du gouvernement. Le 9 juin, ils s'unissaient à la bourgeoisie contre-révolutionnaire dans sa campagne de haine farouche, de mensonges et de calomnies contre le prolétariat révolutionnaire. Le 19 juin, ils approuvaient la reprise, devenue effective, de la guerre de rapine. Le 3 juillet, ils acceptaient que l'on fit venir les troupes réactionnaires ; ce fut le début de l'abandon définitif du pouvoir aux bonapartistes. De déchéance en déchéance.

La prosternation des conciliateurs devant les capitalistes et les chefs de l'armée n'était pas accidentelle. Après tout, cette attitude est inhérente à la nature de la petite bourgeoisie.

Tout le monde évidemment a observé que les petits patrons se mettent en quatre, font l'impossible pour « parvenir », devenir de vrais patrons, se hausser au niveau du patron « aisé », au niveau de la bourgeoisie. Tant que le capitalisme règne, les petits patrons n'ont que cette alternative : ou devenir eux-mêmes capitalistes (ce qui arrive, dans le meilleur des cas, à un petit patron sur cent), ou passer à l'état de petit patron ruiné, de semi-prolétaire, puis de prolétaire. Il en est de même en politique : la démocratie petite-bourgeoise, notamment ses chefs, s'aligne sur la bourgeoisie. Les chefs de la démocratie petite-bourgeoise bercent les masses de promesses et d'assurances sur la possibilité d'une entente avec les gros capitalistes. En mettant les choses au mieux, ils obtiennent des capitalistes, pour un temps très court et au profit d'une faible couche supérieure des masses laborieuses, de menues concessions. Mais, dans toutes les questions décisives, importantes, la démocratie petite-bourgeoise a toujours été à la remorque de la bourgeoisie dont elle était un appendice impuissant et a toujours été un instrument docile entre les mains des rois de la finance.<sup>10</sup>

Cela dit, si les conciliateurs faisaient de leur mieux pour satisfaire la droite, ils en avaient aussi une peur mortelle. Les dirigeants mencheviks et S-R auraient été prêts à permettre l'annihilation complète du Parti bolchevik s'ils n'avaient pas craint qu'après s'être occupé des bolcheviks, les officiers, les Cosaques et les héros des Cent-Noirs ne se retournent contre eux. Les cadets, comme les généraux, faisaient de moins en moins mystère de leur désir de balayer non seulement les bolcheviks, mais aussi les soviets. Il suffit de se rappeler les paroles prononcées à la conférence de Stavka le 16 juillet (voir supra). A nouveau, la *Retch*, le journal cadet, attaqua férocelement [Tchernov](#) et [Tséréteïli](#) comme « zimmerwaldistes » et comme « traîtres ». La presse S-R et menchevique avertissait de façon répétée des dangers d'une « contre-révolution ».

Le 17 juillet, tout en interdisant les manifestations de rue, une attaque contre la gauche, Tséréteïli mettait également en garde la droite contre les excès : « Le gouvernement ne peut tolérer plus longtemps les démonstrations d'anarchie telles que les coups portés à la révolution pendant les journées des 3 et 5 juillet. »

9 Browder et Kerensky, vol.3, p.1409.

10 Lénine, « [Les enseignements de la révolution](#) », *Œuvres*, vol.25, pp.260-262.

Cela dit, le Gouvernement provisoire est tout-à-fait conscient du danger dont le pays est menacé du fait de la contre-révolution qui relève la tête dans une tentative de profiter de la discorde interne et des mauvaises passes au front pour ramener le pays en arrière, pour priver les gens des fruits de leur lutte révolutionnaire, et de restaurer le système sous lequel, pour le bénéfice d'une poignée, les intérêts les plus fondamentaux du pays et des larges masses populaires ont été bafoués et trahis.

La répression rigoureuse des menées anarchiques aussi bien que contre-révolutionnaires constitue l'une des tâches les plus importantes du gouvernement.<sup>11</sup>

Le résultat de l'hésitation, la vacillation des conciliateurs entre [Milioukov](#) et Lénine, fut que le travail de répression du bolchevisme fut bâclé.

« Au début de juillet, écrivait dans la suite le libéral [Nabokov](#), il y eut un bref moment où le pouvoir sembla reprendre de l'autorité ; c'était après l'écrasement de la première offensive bolcheviste. Mais le Gouvernement provisoire ne sut pas profiter du moment, et les conditions favorables d'alors ne furent pas utilisées. Elles ne se représentèrent pas. »<sup>12</sup>

L'aboïement du Gouvernement provisoire contre la gauche révolutionnaire était bien pire que sa morsure. L'hésitation n'est pas la meilleure manière de réussir une contre-révolution.

Considérons par exemple la dissolution des unités militaires qui avaient participé aux manifestations armées de juillet. Le général C.D. Romanovsky, chef de l'état-major, suggéra le plan suivant : les régiments de la garnison de Pétrograd devaient être divisés en trois catégories en fonction de l'intensité de leur implication dans le mouvement de juillet. Dans la première catégorie étaient comprises les unités ayant participé aux manifestations dans leur totalité ou quasi-totalité. Dans ce groupe se trouvait le régiment de Grenadier, les Premier, Troisième, 176<sup>ème</sup> et 180<sup>ème</sup> régiments d'Infanterie de Réserve, et le Premier régiment de Mitrailleuses, constituant ensemble le noyau des forces de l'Organisation militaire de la garnison. Ces unités devaient être complètement et définitivement dissoutes, leur personnel (à l'exception de ceux qui étaient en prison) devant être transféré au front. La seconde catégorie comportait les unités dans lesquelles seules des compagnies isolées avaient prit part à la manifestation. Le Moskovsky, le Pavlovsky, le Troisième Fusiliers et le Second Mitrailleuses étaient dans ce cas. Seuls les éléments coupables de ces unités devaient être dissouts. Finalement, la troisième catégorie était composée des unités qui n'avaient pas été engagées activement dans les manifestations, mais qui contenaient des individus coupables. Ce groupe, qui reçut l'ordre de procéder à la purge systématique des éléments subversifs, était formé de tout le reste des régiments de la garnison. Par ce plan, Romanovsky proposait de réduire la garnison de cent mille de ses éléments les moins sûrs.<sup>13</sup>

La réalisation de ce plan par le gouvernement se fit sans conviction.

La politique de dissolution des régiments non fiables se limita apparemment à l'envoi au front de compagnies de renfort composées des éléments les plus subversifs. Cela semble avoir été en partie parce que transférer cent mille soldats particulièrement rétifs était plus facile à dire qu'à faire – et que naturellement les commandants sur le terrain étaient peu désireux d'accueillir de tels renforts. En tout état de cause, des troupes appartenant au régiment de Grenadiers et aux Premier et 180<sup>ème</sup> régiments d'Infanterie de Réserve, classés comme « première catégorie », étaient toujours dans la capitale au moment de la

---

11 Browder et Kerensky, vol.3, pp.1437-38.

12 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op cit, p.130.

13 Rabinowitch, pp.221-22.

Révolution d'Octobre. De même, à l'exception du Premier Régiment de Mitrailleuses, du 180<sup>ème</sup> d'Infanterie de Réserve et des Grenadiers, il semble que le désarmement proposé des troupes insurgées ne fut jamais mis en œuvre. De plus, aucune mesure punitive significative ne fut prise contre les unités de Kronstadt ou les navires de la flotte de la Baltique.

Egalement non réalisés furent les plans du gouvernement en vue du désarmement des civils. La plupart des usines avaient évidemment suivi une suggestion du Comité central bolchevik en date du 7 juillet et avaient caché leurs armes au lieu de les remettre aux troupes gouvernementales. En plus, des stocks d'armes passèrent entre les mains des ouvriers en provenance de régiments menacés de dissolution.<sup>14</sup>

En France, d'après Engels, les travailleurs avaient émergé armés de toutes les révolutions : « pour les bourgeois qui se trouvaient au pouvoir, le désarmement des ouvriers était donc le premier devoir. »<sup>15</sup> Malheureusement pour la bourgeoisie russe, le prolétariat russe était trop bien organisé et dirigé pour se laisser prendre ses armes!

Presque le même jour où Tsérételli avait fait connaître ses instructions sur les mesures énergiques à prendre contre les activités anarchistes des comités agraires, le gouvernement promulguait un décret limitant la vente des terres.<sup>16</sup> Cette demi-mesure tardive fit grincer des dents à la droite.

### ***Les bolcheviks après les Journées de Juillet***

La principale arme de propagande utilisée contre les bolcheviks après le 5 juillet fut l'accusation portée contre Lénine d'être un agent allemand. Des documents destinés à le « prouver » furent produits : les témoignages d'un certain Ermolenko (ancien agent des services de renseignement) et d'un négociant, Z. Burstein, selon lesquels les révolutionnaires polonais [Ganetsky](#) et Kozlovsky avaient conclu des transactions financières avec [Parvus](#), l'ancien révolutionnaire, qui était devenu un ardent défenseur.

Lénine, [Zinoviev](#) et [Kaménev](#) rejetèrent les accusations dans une lettre publiée par le journal de [Gorky](#), la [Novaïa Jizn](#) (la [Pravda](#) était interdite) le 11 juillet. Ils firent observer que dès 1915 le journal bolchevik *Sotsial-Demokrat* avait dénoncé Parvus comme un « renégat léchant les bottes de [Hindenburg](#). » Les auteurs de la lettre proclamaient qu'ils n'avaient « pas reçu un seul kopeck [de Kozlovsky ou de Ganetsky]... ni pour nous personnellement ni pour le parti. » Lénine rejeta aussi Ganetsky comme camarade du parti dans un tract spécial distribué le 6 juillet, dans lequel il affirmait : « Ganetsky et Kozlovsky ne sont pas des bolcheviks, mais des membres du Parti Social-Démocrate Polonais. Les bolcheviks n'ont reçu d'argent ni de Ganetsky ni de Kozlovsky. »

Une des premières décisions que devait prendre Lénine était de savoir s'il devait se présenter devant un tribunal pour se défendre.

Trotsky raconte, dans son autobiographie : « Maintenant, me dit Lénine, ils vont nous fusiller tous. C'est le bon moment pour eux. »<sup>17</sup> Après avoir hésité, il décida qu'il ne se laisserait pas emprisonner, mais irait se cacher en compagnie de Zinoviev.

La lettre de l'ancien ministre de la justice Péréverzev, publiée dimanche dans le *Novoïé Vrémia*, a montré de toute évidence que l'« affaire d'espionnage » visant Lénine et ses co-accusés a été montée de toutes pièces, de propos délibéré, par le parti de la contre-révolution.

---

14 Rabinowitch, p.223.

15 Engels, [Introduction à La guerre civile en France](#), de K. Marx, Editions Sociales, 1975, p.15.

16 Browder et Kerensky, vol.2, p.556.

17 Trotsky, [Ma vie](#), Gallimard, 1953, p.373.

Péréverzev reconnaît tout à fait ouvertement avoir formulé contre nous des accusations non vérifiées, afin d'exciter la fureur (sic) des soldats contre notre parti. Voilà ce que reconnaît l'ex-ministre de la justice, un homme qui, hier encore, se disait socialiste! Péréverzev a démissionné. Mais le nouveau ministre de la justice reculera-t-il devant les procédés de Péréverzev et d'Alexinski ? Personne ne saurait l'affirmer.

La bourgeoisie contre-révolutionnaire cherche à monter une nouvelle affaire Dreyfus. Elle ne croit pas plus à de l' « espionnage » de notre part que les chefs de la réaction russe qui montèrent autrefois l'affaire Beylis ne croyaient que les Juifs buvaient le sang des enfants. Il n'y a actuellement, en Russie, aucune garantie de justice.

... Il ne peut être question à l'heure actuelle, en Russie, ni de légalité, ni de garanties constitutionnelles analogues à celles des pays bourgeois bien organisés. Nous livrer aujourd'hui aux autorités, ce serait nous livrer aux Milioukov, aux Alexinski, aux Péréverzev, aux contre-révolutionnaires déchaînés, pour qui toutes les accusations formulées contre nous ne sont qu'un épisode de guerre civile.<sup>18</sup>

Pour comprendre le sens de l'expression « épisode de guerre civile », il suffit de se rappeler le sort de [Karl Liebknecht](#) et de [Rosa Luxemburg](#). Lénine savait être prémonitoire.

Beaucoup, parmi les dirigeants de gauche, considéraient que Lénine avait tort de se cacher. Trotsky pensait que la décision était malheureuse.

Il pensait que Lénine n'avait rien à cacher, qu'il avait au contraire tout intérêt à soumettre au public sa version des événements, et qu'il servirait bien mieux sa cause ainsi, qu'en prenant la fuite, puisque sa fuite ne ferait que renforcer les apparences défavorables, sur lesquelles on pourrait le juger. Kaménev partageait l'opinion de Trotsky et décida de se laisser emprisonner.<sup>19</sup>

Au Sixième Congrès du parti, les 13 et 14 juillet, un certain nombre de délégués exprimèrent le sentiment que Lénine devait sortir de sa cachette, parmi lesquels [Volodarsky](#), [Manouilsky](#) et [Lachévitch](#). Manouilsky déclara :

Nous devrions faire du procès de Lénine une affaire Dreyfus. Nous devrions aller au combat à visage découvert... C'est ce qu'exigent les intérêts de la révolution et le prestige de notre parti.<sup>20</sup>

Malgré tout le congrès adopta une résolution aux termes de laquelle Lénine ne devait pas comparaître devant un tribunal.<sup>21</sup>

Lénine, en tordant le bâton, était prêt à s'attendre au pire de la part de ses ennemis. Il n'était pas disposé à tomber dans le piège des « illusions constitutionnelles. »

Son attitude était très différente de la façon de penser de quelqu'un comme Soukhanov, qui était convaincu que Lénine n'était pas coupable des accusations lancées contre lui, mais qui ne comprenait pas pourquoi il évitait le tribunal :

Aussi illégitime que soit le tribunal, aussi minimes que soient les garanties de justice – malgré tout Lénine ne risquait absolument rien d'autre qu'une peine d'emprisonnement. (...)

C'était quelque chose de tout-à-fait spécial, sans précédent, et incompréhensible. Tout

---

18 Lénine, « [Lettre à la rédaction du Prolétarskoïe Diélo](#) », *Œuvres*, vol.25, pp.196-197.

19 I. Deutscher, *Trotsky, Le prophète armé 2*, Union Générale d'Éditions, pp.47-48.

20 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), p.33.

21 *Ibid.*, p. 270.



autre mortel aurait exigé un procès et une enquête même dans les conditions les plus défavorables. Tout autre mortel aurait fait personnellement, avec la plus grande énergie, aux yeux de tous, tout ce qui était possible pour sa réhabilitation... Dans le monde entier, seul Lénine pouvait se comporter de la sorte.<sup>22</sup>

Beaucoup d'autres auraient fait l'erreur de vouloir jouer la carte de l' « opinion publique », et risqué ainsi leur vie dans cette situation.

Du 6 juillet au 25 octobre, c'est-à-dire jusqu'au jour de la Révolution d'Octobre, Lénine resta caché. Il passa d'abord quelques semaines à faire du camping avec [Zinoviev](#) dans la région entourant Pétrograd, et dans une forêt près de Sestroresk. Ils devaient passer la nuit et s'abriter de la pluie dans des meules de paille. Déguisé en pompier, Lénine traversa ensuite la frontière finlandaise dans une locomotive, et se dissimula dans l'appartement d'un chef de police d'Helsingfors, un ancien ouvrier de Pétrograd. Puis il se rapprocha de la frontière russe, séjournant dans la ville finlandaise de Vyborg. A partir de la fin septembre, il vécut secrètement à Pétrograd, et le jour de l'insurrection il se montra au grand jour, après presque quatre mois d'absence.

Le parti bolchevik survécut aux persécutions relativement indemne. Il est exact que certains militants de base furent ébranlés par l'accusation portée contre Lénine. Ainsi, le Comité exécutif de l'organisation bolchevique de la grande usine Metallist, dans l'immense district de Vyborg, passa une résolution accordant un soutien total au soviét et plaçant l'organisation locale du parti sous son contrôle. Il demandait que le Comité central bolchevik et le Comité de Pétersbourg renoncent à toute autorité et se livrent eux-mêmes aux tribunaux pour démontrer que « cent mille ouvriers bolcheviks ne sont pas des agents allemands ». Finalement, la mesure déclarait le comité d'usine indépendant des organisations supérieures du parti jusqu'à ce qu'une conférence puisse élire un nouveau Comité central et un nouveau Comité de Pétersbourg. La résolution fut votée par seize voix contre quatre, avec quatre abstentions.<sup>23</sup>

Les bolcheviks de Tiflis exprimèrent également leur confiance dans le Comité Exécutif central du soviét, le 7 juillet, et se joignirent aux partis conciliateurs pour protester contre « toute manifestation non autorisée, armée ou non. »<sup>24</sup>

Le flux des nouvelles adhésions au parti fut sévèrement ralenti et l'humeur des ouvriers de tous les districts était à la dépression, comme le montrent les minutes de la réunion du 10 juillet du Comité de Pétersbourg.<sup>25</sup> La calomnie contre Lénine était très efficace auprès des ouvriers n'appartenant pas au parti. Lors de la réunion, un délégué après l'autre disait que des ouvriers quittaient le parti, mais sur une assez faible échelle. Un délégué de Vyborg dit : « Pas de fuite massive du parti. » Les mêmes mots furent répétés par un délégué du Second district de Gorodsky. Un délégué du district de Nerva indiqua : « Les sorties du parti peuvent être considérées comme des cas individuels. »<sup>26</sup>

Le représentant du district de Nevsky se plaignit que la majorité des ouvriers de sa zone écoutaient les rumeurs et la « presse de boulevard », pendant qu'un délégué du district de Kolpinsky déclarait qu'à partir du moment où les manifestations avaient été brisées, « l'humeur des travailleurs s'est retournée contre nous. » Le représentant du district de Porokhovsky (il faisait partie de six bolcheviks licenciés de son usine à la suite des Journées de Juillet) se plaignit de « calomnies » contre les bolcheviks et du fait qu'ils étaient « surveillés », et caractérisa les travailleurs de son district comme un « marais stagnant. »<sup>27</sup> Les bolcheviks firent un score désastreux aux élections municipales du district de Nevsky le 13 août : sur plus de 42.000 suffrages exprimés, ils eurent seulement 4.822 voix, alors que les S-R en obtenaient 31.980.<sup>28</sup> [Latsis](#) écrivit dans son journal

---

22 Soukhanov, [op. cit.](#)

23 *Известия*, 16 juillet ; Rabinowitch, p.220.

24 Suny, p.106.

25 Kudelli, pp.210-16.

26 Sidorov, vol.4, pp.162-63.

27 Kudelli, p.210 ; Rabinowitch, p.219.

28 Koutouzov, vol.3, p.182.

intime :

9 juillet. Dans la ville on a saccagé toutes nos imprimeries. Personne n'ose imprimer nos journaux et nos tracts. Nous recourons au montage d'une typographie clandestine. Le quartier de Vyborg est devenu un refuge pour tous. Ici se sont transportés le Comité de Pétrograd et les membres du Comité central qui sont poursuivis. Dans le local de garde de l'usine Renault le Comité est en conférence avec Lénine. On a posé la question d'une grève générale. Chez nous, au Comité, les voix se sont partagées. J'ai voté pour l'appel à la grève. Lénine, après avoir expliqué la situation, a proposé de renoncer à cette solution... 12 juillet. La contre-révolution est victorieuse. Les soviets impuissants. Les *junkers* déchaînés tombent déjà même sur les mencheviks. Certains éléments du parti sont hésitants. L'afflux des membres s'est interrompu... Mais, dans nos rangs, il n'y a pas encore de fuites.<sup>29</sup>

De Kolomna, il fut rapporté au Comité régional bolchevik de Moscou que « après les 3 et 5 juillet il y a eu un désarroi dans les rangs des camarades organisés. Des démissions de l'organisation se sont produites. » A Vyselki il y avait une « ambiance de pogrom. L'organisation était en flammes » ; dans la section lettone, « une scission, quelques uns ont rejoint les mencheviks. »<sup>30</sup>

A Moscou, il fut rapporté d'un district de la ville : « Nous avons 1.500 membres, dont 560 stables. La calomnie contre Lénine a affecté les travailleurs. »<sup>31</sup> Le 15 juillet, il fut rapporté au Comité de Moscou : « Il y a des déserteurs du camp assiégé... 5 % sont partis. »<sup>32</sup> Dans le district de Serpoukhov, « 135 membres ont quitté l'organisation. »<sup>33</sup>

Le 16 juillet, un délégué de Vassili-Ostrov rapporte à la Conférence bolcheviste de la ville que l'état d'esprit dans le district est « dans l'ensemble » plein d'entrain, à l'exception de quelques usines. « A l'usine Baltique, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks nous écrasent ; » En cet endroit, l'affaire fut poussée très loin : le comité d'usine décida que les bolcheviks suivraient les obsèques des Cosaques tués, et l'ordre fut exécuté... Les défections officielles de membres du parti sont, à vrai dire, insignifiantes : dans tout le rayon, sur quatre mille membres, il n'y en eut pas plus de cent à se retirer ouvertement. Mais un bien plus grand nombre, dans les premiers jours, se mit à l'écart sans dire mot. « Les Journées de Juillet - disait par la suite l'ouvrier Minitchev dans ses souvenirs - nous montrèrent qu'il y avait aussi dans nos rangs des individus qui, craignant pour leur peau, 'avaient' leurs cartes du parti et reniaient celui-ci. Mais ils ne furent pas nombreux... », ajoute-t-il d'un ton rassurant. « Les événements de juillet - écrit Chliapnikov - et toute la campagne de violences et de calomnies qui s'y rattache contre nos organisations interrompirent cette montée de notre influence qui, au début de juillet, avait atteint une vigueur formidable... Notre parti lui-même était dans une demi-légalité et menait une lutte défensive, s'appuyant principalement sur les syndicats et les comités de fabriques ou d'usines. »

L'accusation lancée contre les bolcheviks d'être au service de l'Allemagne ne pouvait pas ne pas produire une impression même sur les ouvriers de Pétrograd, du moins sur une partie considérable d'entre eux. Celui qui hésitait se retira. Celui qui était prêt à adhérer fut pris d'hésitation. Même parmi ceux qui avaient déjà adhéré, un bon nombre reculèrent.<sup>34</sup>

---

29 Latsis, in *Пролетарская Революция*, no.5 (17), 1923. [Cité in Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op cit, p.269.]

30 Sidorov, vol.5, pp.58-59.

31 Sidorov, vol.5, p.112.

32 Sidorov, vol.5, p.187.

33 [6-й съезд РСДРП\(б\): Протоколы](#), p.330.

34 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op cit, pp.269-270.

La situation n'était pas très différente à Moscou. « Les attaques de la presse bourgeoise, » se souvient [Piatnitsky](#), « produisirent une panique même chez certains membres du Comité de Moscou. » L'organisation s'affaiblit numériquement après les Journées de Juillet. « Jamais on n'oubliera, » écrit l'ouvrier moscovite Ratékhine,

un moment terriblement pénible. Le plénum s'assemble (celui du Soviet de Zamoskvorétchié)... Nos camarades bolcheviks, comme je vois, ne sont pas trop nombreux... Tout droit vient sur moi Stékhov, un des camarades énergiques, et, proférant à peine les mots, me demande s'il est vrai que Lénine a été amené avec Zinoviev dans un wagon plombé ; s'il est vrai qu'ils touchent de l'argent allemand ? Mon cœur se serrait douloureusement à entendre de pareilles questions. Un autre camarade s'approche, Konstantinov : « Où est Lénine ? Il s'est envolé, dit-on... Qu'est-ce qui va se passer maintenant ? » Et ainsi de suite.

Cette évocation pleine de vie reflète avec exactitude le vécu des ouvriers avancés de l'époque. « La publication des documents d'Alexinsky [« prouvant » que Lénine était un agent étranger] », écrit l'artilleur de Moscou Davidovsky, « produisit une terrible confusion dans la brigade. Même notre batterie, la plus bolchevique, vacilla sous le coup de ce lâche mensonge... Il semblait que nous eussions tous perdu la foi. »

« Après les Journées de Juillet – écrit V. Iakovléva, qui était alors membre du Comité central et dirigeait le travail dans la vaste province de Moscou – tous les rapports des localités étaient alors unanimes à signaler non seulement une brusque démoralisation dans les masses, mais même une hostilité certaine à l'égard de notre parti. En des cas assez nombreux, on assomma nos orateurs. Le nombre des membres diminua fortement, et certaines de nos organisations cessèrent même tout à fait d'exister, surtout dans le Midi. »<sup>35</sup>

Dans la période immédiatement postérieure aux Journées de Juillet, l'influence du bolchevisme fut assez gravement diminuée dans certaines localités, mais pas du tout dans d'autres. En général, la réaction parmi les ouvriers et les soldats ne fut ni profonde ni durable. Commençons par citer des faits sur les régions où les bolcheviks furent très touchés :

A Kiev, aux élections municipales du 26 juillet, sur 174.492 suffrages, les bolcheviks obtinrent seulement 9.529 voix (soit 5 %), alors que le bloc SR-mencheviks gagnaient 63.576 voix, les SR ukrainiens 35.238, et les cadets 15.078.<sup>36</sup> Aux élections municipales de Vladimir, le 30 juillet, les SR eurent 22 sièges, les mencheviks 10, les cadets 15 et les bolcheviks seulement 6.<sup>37</sup>

Le même jour à Iaroslav, sur 103 sièges, les SR en obtinrent 35, les mencheviks 34 et les bolcheviks 12.<sup>38</sup>

Le 10 août, à Odessa, les SR gagnèrent 66 sièges, les cadets 15, le bloc juif, 14, le bloc mencheviks-Bund, 8, les socialistes ukrainiens 5, et les internationalistes et les bolcheviks 3.<sup>39</sup> A Samara, le 15 août, dans onze circonscriptions, les SR obtinrent 13.800 voix, les bolcheviks seulement 4.900.<sup>40</sup> A Toula, le 30 juillet, le bloc mencheviks-SR obtint 85 sièges, les cadets 7 et les bolcheviks 5.<sup>41</sup> Deux jours plus tard, le Soviet des Députés Ouvriers et Soldats de Toula interdit l'agitation bolchevique dans la garnison.<sup>42</sup>

---

35 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op cit, p.273.

36 Koutouzov, vol.3, p.16.

37 Koutouzov, vol.3, p.44.

38 Koutouzov, vol.3, p.44.

39 Koutouzov, vol.3, p.155.

40 Koutouzov, vol.3, p.207.

41 Koutouzov, vol.3, p.44.

42 Koutouzov, vol.3, p.71.

Cela dit, les choses étaient très différentes dans d'autres parties du pays. Le 26 juillet, à Pétrograd, six mille ouvriers de Poutilov, lors d'un meeting, votèrent à l'unanimité une résolution soutenant les bolcheviks dans leur lutte contre la politique contre-révolutionnaire des dirigeants mencheviks et SR.<sup>43</sup> Le 8 août, un rassemblement encore plus important de plus de huit mille ouvriers de Poutilov vota une résolution unanime de soutien au Comité central bolchevik dans son opposition à la Conférence d'Etat de Moscou.<sup>44</sup>

Le 3 août, lors des élections aux fonds maladie à Novy Lessner et Stary Lessner, les bolcheviks remportèrent 80 % des sièges, les SR, 15 %, et les mencheviks 5 %. Jusque là, les mencheviks avaient eu la majorité. A l'usine téléphonique Erikson, sur 60 sièges, les bolcheviks en obtinrent 38, les SR 14, et les mencheviks 7. A l'usine de Treugolnik, les bolcheviks remportèrent 70 des 100 sièges. Jusque là, les SR y avaient eu la majorité.<sup>45</sup>

Aux élections municipales de Pétrograd, le 20 août, les bolcheviks obtinrent 184.000 voix, contre 205.000 aux SR, 114.000 aux cadets, et 24.000 aux mencheviks.<sup>46</sup>

Les SR gardèrent la première place : ils reçurent plus de 200 000 voix, ou 37 % des voix, mais en comparaison avec les élections de mai, ce n'était pas une victoire mais un recul substantiel. Les vainqueurs de Juillet, les cadets, avaient aussi tenu leur terrain depuis les élections de district ; ils obtinrent un cinquième de l'ensemble des suffrages. Notre liste menchevique obtint 23.000 misérables voix. (...) Mais qui était le principal et unique vainqueur ? (...) C'était les *bolcheviks*, traînés si récemment dans la boue, accusés de trahison et de vénalité, complètement mis en déroute moralement et matériellement, et remplissant encore à ce moment les prisons de la capitale. On aurait pu les croire annihilés pour toujours et qu'ils ne se redresseraient plus. (...) Alors, d'où ressurgissaient-ils ? Quelle fantasmagorie étrange, diabolique, était-ce là ?...<sup>47</sup>

Dans de nombreux autres centres, à part Pétrograd, les bolchevisme tint bon après les Journées de Juillet. Le 6 août, à Kronstadt, un meeting de 15.000 ouvriers, soldats, matelots et paysans protesta contre l'arrestation des dirigeants bolcheviks, et contre le gouvernement contre-révolutionnaire.<sup>48</sup> Le même jour, un meeting de taille comparable, à Helsingfors, vota une résolution unanime contre la politique contre-révolutionnaire du Gouvernement provisoire et en soutien au transfert du pouvoir aux soviets, au contrôle ouvrier de l'industrie, etc.<sup>49</sup>

Le 6 août, aux élections municipales de Lougansk, les bolcheviks remportèrent 29 sièges sur un total de 75.<sup>50</sup> A Reval, le même jour, sur 69.681 suffrages, les bolcheviks en obtinrent 21.648 (soit 31 %), les SR 15.198 (22 %), et les mencheviks 8.273 (12 %).<sup>51</sup>

A Nijni-Novgorod, à la session du Soviet des députés ouvriers des 3 et 4 août, il y avait 54 SR, 36 mencheviks, 10 bundistes et 28 bolcheviks.<sup>52</sup>

Aux élections municipales de Tver, le 20 août, sur 36.355 votants les bolcheviks eurent 10.661 voix (soit 29 %).<sup>53</sup>

Le 27 août, à Ivanovo-Voznessensk, sur 33.709 suffrages, ils en obtinrent 20.164 (60 %).<sup>54</sup>

---

43 Koutouzov, vol.3, p.29.

44 Koutouzov, vol.3, p.127.

45 Koutouzov, vol.3, p.79.

46 Koutouzov, vol.3, p.248.

47 Soukhanov, [op. cit.](#)

48 Koutouzov, vol.3, p.107.

49 Koutouzov, vol.3, p.107.

50 Koutouzov, vol.3, p.112.

51 Koutouzov, vol.3, p.107.

52 Koutouzov, vol.3, p.85.

53 Koutouzov, vol.3, p.252.

54 Koutouzov, vol.3, p.309.

Au Second Congrès du Soviet des Députés Ouvriers et Soldats de l'Oural, représentant 505.780 ouvriers et soldats, réuni du 17 au 21 août, la fraction bolchevique était constituée de 77 députés, contre 23 mencheviks défensistes.<sup>55</sup>

Le Parti bolchevik continuait à aller de l'avant en dépit des persécutions. Il fut raffermi par celles-ci. Lénine trouva dans la calomnie contre le bolchevisme un insigne d'honneur.

Les bolcheviks, surtout, ont eu l'honneur d'expérimenter sur eux-mêmes ces procédés de persécution employés par les impérialistes républicains. D'une façon générale, le bolchevik pourrait s'appliquer à lui-même les paroles bien connues du poète :

*Ce n'est pas dans le doux murmure des louanges*

*Qu'il entend l'approbation,*

*Mais dans les sauvages cris de fureur*

[Nékrassov, *Le poète serein*]

... car la haine exaspérée de la bourgeoisie est souvent, pour celui que l'on calomnie, traque et poursuit, la meilleure preuve d'une action honnête et juste au service du prolétariat.<sup>56</sup>

## **Le bonapartisme**

Après le grand changement dans le rapport de force et les événements des Journées de Juillet, Lénine fut prompt à redéfinir le régime politique. Dans un article intitulé Les débuts du bonapartisme, publié dans *Rabotchi i Soldat* le 29 juillet, il écrivait :

Le ministère Kérénsky est incontestablement celui des premiers pas du bonapartisme.

Le principal caractère historique du bonapartisme s'y trouve nettement affirmé : le pouvoir d'Etat, s'appuyant sur la clique militaire (sur les pires éléments de l'armée), louvoie entre deux classes et forces sociales hostiles qui s'équilibrent plus ou moins.<sup>57</sup>

Le terreau sur lequel le bonapartisme a poussé est celui des tensions sociales extrêmes débouchant sur la guerre civile.

La lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat atteint son plus haut degré d'acuité : les 20 et 21 avril, puis du 3 au 5 juillet, le pays a été à un cheveu de la guerre civile. Ce facteur économique et social ne constitue-t-il pas la base classique du bonapartisme ? D'autres, tout à fait connexes, viennent en outre s'y ajouter : la bourgeoisie jette feu et flamme contre les soviets, mais ne peut pas *encore* les dissoudre d'un seul coup et les soviets, prostitués par les Tsérételli, les Tchernov et consorts, ne peuvent *déjà* plus opposer à la bourgeoisie une résistance sérieuse.

Les grands propriétaires fonciers et les paysans vivent aussi dans une ambiance de veille de guerre civile : les paysans exigent la terre et la liberté et ne peuvent être bridés – si seulement ils peuvent l'être! — que par un gouvernement bonapartiste capable de prodiguer sans vergogne, à toutes les classes, des promesses dont aucune ne sera tenue.

---

55 Koutouzov, vol.3, p.226.

56 Lénine, « [Un chantage politique](#) », *Œuvres*, vol.25, pp.282-283.

57 Lénine, « [Les débuts du bonapartisme](#) », *Œuvres*, vol.25, p.241.

Ajoutez à cela les défaites militaires provoquées par une offensive aventureuse, avec son cortège de plus en plus nombreux de phrases sur le salut de la patrie (qui voilent en réalité le désir de sauver le programme impérialiste de la bourgeoisie), et vous obtiendrez un tableau complet de la situation politique et sociale qui caractérise le bonapartisme.<sup>58</sup>

Le bonapartisme n'est pas rendu impossible par l'existence de la démocratie. Bien au contraire :

L'erreur serait très grande de croire que les formes démocratiques excluent le bonapartisme. C'est exactement le contraire ; c'est précisément au sein de la démocratie que naît le bonapartisme (l'histoire de la France l'a confirmé à deux reprises) ; quand certains rapports s'établissent entre les classes et leurs luttes.<sup>59</sup>

Cela dit, le bonapartisme de Kérénsky était très différent de celui de Napoléon 1<sup>er</sup> ou de son neveu, Napoléon III ; il était bien moins stable et durable.

Le bonapartisme russe de 1917 diffère du bonapartisme français de 1799 et de 1849 à ses débuts par divers aspects, et notamment par le fait que pas un des objectifs fondamentaux de la révolution n'est atteint. La lutte autour des questions agraire et nationale ne fait que s'allumer.<sup>60</sup>

Le bonapartisme de Kérénsky est une caricature.

Kérénsky et les cadets contre-révolutionnaires qui se servent de lui comme d'un pion sur l'échiquier ne peuvent ni convoquer l'Assemblée constituante à la date fixée, ni différer sa convocation sans approfondir, dans les deux cas, la révolution. Et la catastrophe provoquée par la prolongation de la guerre impérialiste continue à se rapprocher avec une force et une rapidité bien plus fortes qu'auparavant.

Les détachements d'avant-garde du prolétariat de Russie ont su sortir de nos journées de juin et de juillet sans avoir subi une grande saignée. Le parti du prolétariat a l'entière possibilité de choisir une tactique et une forme d'organisation – ou plusieurs – de telle sorte que les persécutions soudaines (soudaines en apparence) déclenchées par les bonapartistes ne puissent en aucun cas mettre en péril son existence ou l'empêcher de s'adresser directement au peuple.

Que le parti dise hautement et clairement au peuple la vérité sans réticences, qu'il dise que nous assistons aux débuts du bonapartisme ; que le « nouveau » gouvernement Kérénsky ; Avksentiev et C<sup>ie</sup> n'est qu'un paravent derrière lequel se dissimulent les cadets contre-révolutionnaires et la clique militaire, véritables détenteurs du pouvoir ; que le peuple n'aura pas la paix, que les paysans n'auront pas la terre, que les ouvriers n'auront pas la journée de 8 heures, que les affamés n'auront pas de pain sans liquidation complète de la contre-révolution.<sup>61</sup>

## ***La Conférence d'Etat de Moscou***

Si l'analyse par Lénine du régime de Kérénsky après les Journées de Juillet comme bonapartiste avait eu besoin d'une confirmation, celle-ci fut amplement fournie par la Conférence d'Etat de Moscou. Une démonstration de bonapartisme en un spectacle!

Pour s'assurer le soutien public à sa politique, le Gouvernement provisoire réunit une Conférence

---

58 Ibid.

59 Ibid., p.242.

60 Ibid., p.243.

61 Ibid., p.243-244.

d'Etat à Moscou du 12 au 15 août. Celle-ci était conçue comme une conférence consultative à laquelle des représentants de toutes les classes et de toutes les professions étaient conviés pour exprimer leurs opinions. Parmi les 2.414 délégués qui prirent part à ses sessions, les délégations les plus importantes furent celles de membres des quatre doumas tsaristes (488), des coopératives (313), des syndicats (176), des organisations commerciales et industrielles et des banques (150), des municipalités (147), du Comité Exécutif des Soviets Unis de Députés Ouvriers, Soldats et paysans (129), de l'armée et de la marine (117), et des Soviets des Députés Ouvriers, Soldats et Paysans (chacun d'entre eux bénéficiant de 100 places). Un effort fut fait pour équilibrer soigneusement la conférence entre la droite et la gauche. Malgré tout, c'était un symptôme de la réaction d'après juillet que les organisations des classes possédantes se vissent accorder une représentation sans aucune relation avec leur poids spécifique dans la population.

Les bolcheviks décidèrent de boycotter la Conférence. Mais pour faire sentir leur présence ils appelèrent à une grève générale à Moscou, qui fut très suivie, comme les *Izvestia* devaient l'admettre le 13 août.

La Conférence s'ouvre dans des conditions plutôt inhabituelles. Les tramways ne circulent pas ; les cafés et les restaurants sont fermés. A la réunion d'hier du Soviet, il a été résolu de demander au prolétariat de Moscou de ne pas faire grève ; mais l'attitude du prolétariat de Moscou envers la conférence est si hostile qu'en fin de soirée il y a eu une réunion de la Centrale Syndicale, à laquelle assistaient des délégués de toutes les professions, représentant environ 400.000 prolétaires. La délégation a voté, à la quasi-unanimité, pour la grève.<sup>62</sup>

De semblables arrêts de travail eurent lieu dans d'autres villes de la province de Moscou, aussi bien que dans des endroits éloignés comme Kiev, Kostroma et Tsaritsyne.

C'était une preuve convaincante, si le besoin s'en était fait sentir, pour les délégués de la Conférence d'Etat que le bolchevisme était bien vivant, même si sa voix ne devait pas être entendue dans la salle de l'opéra où la conférence fut tenue. Le nouvel organe des bolcheviks de Pétrograd, le *Proletarii*, réussit avant d'être interdit à poser une question à la conférence : « De Pétrograd à Moscou, mais de Moscou, où irez-vous ? »<sup>63</sup>

Dans son discours d'ouverture, Kérensky montra clairement qu'il essayait de créer un équilibre entre la droite et la gauche.

Sans désigner directement les bolcheviks, Kérensky commença cependant par essayer de les intimider : de nouvelles tentatives contre le pouvoir « seront nettement réprimées par le fer et dans le sang ». En une tempête d'applaudissements fusionnèrent les deux ailes de la conférence. Une menace ajoutée à l'adresse de Kornilov qui n'était pas encore arrivé. « Quels que soient les ultimatums qui me viendraient de quiconque, je saurai soumettre cet homme à la volonté du pouvoir suprême et à moi qui en suis le chef » — provoqua bien des applaudissements enthousiastes, mais déjà seulement dans la moitié gauche de la conférence.<sup>64</sup>

A la suite de [Kérensky](#), un certain nombre de discours de l'extrême droite se firent entendre. Le général [Kornilov](#), commandant en chef,

monte à la tribune, salué par un tonnerre prolongé d'applaudissements de toute la salle, à l'exception de l'aile gauche. Tout le public, à l'exception des représentants des Soviets de Députés Ouvriers et Soldats, se lève et applaudit le commandant suprême, qui vient de monter à la tribune. De plus en plus de cris d'indignation se font entendre de différents

---

62 Colder, pp.489-90.

63 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op cit, p.166.

64 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op cit, pp.178-179

coins du public, adressés à ceux de la gauche qui restent assis... Des cris fusent : « Goujats! », « Debout! » Personne ne se lève sur les bancs de gauche, d'où on entend un cri : « Larbins! » Le vacarme devient une tempête.<sup>65</sup>

Kornilov décrit l'anarchie qui règne dans l'armée et les mesures disciplinaires qu'il a prises.

L'armée mène une lutte sans merci contre l'anarchie, et l'anarchie sera brisée... Par toute une série de mesures législatives appliquées après l'insurrection par des gens étrangers à l'esprit et à la compréhension de l'armée, celle-ci a été transformée en une horde démente qui n'a de cher exclusivement que sa vie... Il ne peut pas y avoir d'armée sans discipline. Seule une armée soudée par une discipline de fer, une armée menée par la volonté unique et inflexible de ses chefs, seule une telle armée est capable de remporter la victoire et mériter la victoire... Le prestige des officiers doit être valorisé... Il n'y a pas d'armée sans arrière... Les mesures adoptées au front doivent être également appliquées à l'arrière.<sup>66</sup>

Le général Kalédine se montra encore plus direct et brutal que Kornilov.

Nous avons souligné les principales mesures qui suivent pour le sauvetage de la patrie : (1) L'armée doit être tenue en dehors de la politique (applaudissements de la droite ; cris : « bravo! ») (Note : Selon *Russkoïé Slovo* : forte commotion sur la gauche ; cris : « C'est une contre-révolution! » ; le président agite sa clochette)... à la fois dans l'armée et à l'arrière (cris de la droite : « Très bien! » « Bravo! » ; bruits divers sur la gauche), à l'exception des (comités) des soldats de régiments, de compagnies, de batteries et de Cosaques dont les droits et devoirs doivent être strictement limités à la sphère de la routine interne (applaudissements sur la droite ; cris : « Très bien! », « Bravo! ») ; (3) la déclaration des droits des soldats doit être révisée (applaudissements de la droite ; cris « Très bien! » bruits divers à gauche) et se voir ajouter une déclaration de ses devoirs (cris : « Bravo! » « Exact! » ; applaudissements) ; (4) la discipline à l'armée doit être élevée et renforcée par les mesures les plus résolues (bruit ; cris de la droite : « Très bien! ») ; (5) l'arrière et le front sont un tout indivisible garantissant l'efficacité combattante de l'armée, et toutes les mesures nécessaires au renforcement de la discipline au front doivent être également mises en œuvre à l'arrière (cris : « Très bien! » « Bravo! ») ; (6) les droits disciplinaires du personnel de commandement doivent être rétablis (cris de la droite : « Bravo! » « Très bien! » ; tonnerre d'applaudissements, bruits et sifflets de la gauche) ; les chefs de l'armée doivent se voir accorder les pleins pouvoirs (cris de la droite : « Très bien! » ; applaudissement).

A l'heure menaçante de graves épreuves au front et d'un complet effondrement intérieur dû à la désorganisation politique et économique, le pays ne peut être sauvé de la ruine totale que par un gouvernement véritablement fort entre les mains de personnes capables et expérimentées (cris de la droite : « Bravo, bravo! ») qui ne sont pas liées par des programmes étroits de partis ou de groupes (cris de la droite : « Très bien! » ; applaudissements), qui sont libérés de la nécessité de regarder par dessus leur épaule à chaque pas en direction de je ne sais quels comités ou soviets (applaudissements à droite ; cris : « Très bien! »)... Il doit y avoir un pouvoir unique aux niveaux central et local. L'usurpation du pouvoir d'Etat par des comités centraux ou locaux et par les soviets doit immédiatement prendre fin. (Note : Dans *Russkoïé Slovo* on lit : tempête de protestations de la gauche. Des cris se font entendre : « Dehors! » « Contre-révolutionnaire! » Applaudissements prolongés de la droite).<sup>67</sup>

65 Browder et Kerensky, vol.3, p.1474.

66 Browder et Kerensky, vol.3, pp.1475-77.

67 Browder et Kerensky, vol.3, pp.1479-80.



Puis vint un discours de la gauche, celui de [Tchkhéidzé](#), président du soviet,

accueilli par les chaleureuses félicitations des gauches. Son apparition à la tribune fut saluée par des acclamations comme « Vive le chef de la révolution russe! » ; applaudissements. « Citoyens : en dépit du fait qu'il vient juste d'être proclamé que les institutions démocratiques doivent être immédiatement abolies – et l'Exécutif central des Soviets de Députés Ouvriers et Soldats et le Comité exécutif des Soviets de Députés Paysans sont de telles organisations – je dois commencer mon discours par un hommage à ces institutions. »<sup>68</sup>

On dit qu'à la fin de son discours il y eut un « tonnerre d'applaudissements. Les délégués de gauche et une partie de ceux du centre firent une ovation au camarade Tchkhéidzé. »<sup>69</sup>

Un discours du président de droite du Zemstvo du gouvernement de Moscou fut équilibré par celui d'un représentant de gauche du même Zemstvo.<sup>70</sup> Un discours d'un représentant de droite de la marine – le commandant Kallistov<sup>71</sup> – fut contrebalancé par celui d'un représentant du Comité central de la Marine, Abramov.<sup>72</sup> Abramov s'appliqua à attaquer le général [Kalédine](#) :

A l'inverse de la déclaration du général Kalédine au nom des Cosaques, qui contenait les points exigeant l'abolition immédiate des soviets de députés ouvriers et soldats et la dissolution immédiate des organisations de l'armée, nous déclarons que cela ne sera possible que lorsque la marine russe aura cessé d'exister.<sup>73</sup>

Peu avant la fin de la Conférence se produisit un incident qui manifesta une profonde scission même dans le groupe considéré comme un modèle d'unité et d'esprit étatiste : celui des Cosaques. Nagaïev, jeune officier de ce corps, membre d'une délégation soviétique, déclara que les travailleurs cosaques ne suivraient pas Kalédine : les hommes du front n'avaient point confiance en leur commandement supérieur. C'était vrai et le coup portait sur le point le plus douloureux. Un compte rendu de presse décrit ensuite la plus tumultueuse de toutes les scènes de la Conférence. La gauche applaudit Nagaïev avec transports. Des cris éclatent : « Gloire à la Cosaquerie révolutionnaire! » Protestations indignées de la droite : « Vous en répondrez! » Une voix de la loge des officiers : « Les marks allemands! » Bien qu'inévitables comme dernier argument patriotique, ces mots produisirent l'effet d'une bombe. C'est dans la salle un vacarme infernal. Les délégués des soviets bondissent de leurs places, menacent du poing la loge des officiers. On crie : « Provocateurs! »... La sonnette présidentielle tinte sans arrêt. On dirait que, faute de peu, une bagarre va commencer.<sup>74</sup>

Dans son discours de clôture, Kérénsky fit de son mieux pour arrondir les angles.

N'est-il pas clair pour vous, citoyens, d'après ce que vous avez entendu ici, qu'il est très difficile, parfois presque impossible, de concilier les différents points de vue, les divers intérêts, et d'établir une compréhension commune des choses ? ... C'est précisément cela qui constitue l'insupportable difficulté pour ce gouvernement qui honnêtement ne se donne pour buts que cette volonté commune et ces buts communs... Je ne résumerai pas les opinions qui se sont fait entendre ici. Je dois seulement déclarer que tout ce qui a été exprimé ici sera pris en considération par le Gouvernement provisoire comme guide et coordination au nom des intérêts du pays et de sa sauvegarde. (Applaudissements

68 Browder et Kerensky, vol.3, pp.1480-81.

69 Browder et Kerensky, vol.3, p.1488.

70 Browder et Kerensky, vol.3, p.1497.

71 Browder et Kerensky, vol.3, pp.1501-02.

72 Browder et Kerensky, vol.3, pp.1504-05.

73 Browder et Kerensky, vol.3, p.1505.

74 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op cit, p.199.

bruyants)... Chacun, selon sa perception et sa conscience, n'a parlé que de l'Etat, de la terre natale, de ses malheurs, et en a appelé seulement à la cause commune, unique, qui est de sauver ce qui nous est profondément cher, qui a pour nous une valeur immense, et qui n'a pas de nom, parce qu'on parle trop souvent de la terre natale.<sup>75</sup>

« Jamais la duplicité du régime de Février ne s'était élevée à ce degré de fausseté abominable et vaine » (Trotsky). Ne réussissant pas à se maintenir sur le même ton, l'orateur, dans ses dernières périodes, éclate brusquement en un cri mélodramatique de désespoir :

Que mon cœur se pétrifie, que se dessèchent toutes ces fleurs et songeries sur la nature humaine (voix d'en haut : « Il ne faut pas! ») qu'aujourd'hui, du haut de cette tribune, l'on a foulées aux pieds. Il n'y en aura plus! (Voix d'en haut : « Vous ne pouvez pas faire ça, votre cœur ne vous le permettra pas. ») Je jetterai loin de moi les clefs d'un cœur qui aime l'humanité, je penserai seulement à l'Etat.<sup>76</sup>

Les jours immédiatement consécutifs à la Conférence d'Etat de Moscou prouvèrent à quel point Lénine avait eu raison lorsqu'il disait au début de septembre que le régime bonapartiste de Kérénsky était l'instabilité incarnée.

... tous nos efforts doivent tendre, au contraire, à ne pas retarder sur les événements, de façon à pouvoir éclairer au mieux les ouvriers et les travailleurs, au fur et à mesure, sur les modifications de la situation et de la lutte des classes. Car telle est en ce moment la tâche principale du parti : expliquer aux masses que la situation est extrêmement critique, que toute action peut se terminer par une explosion, et qu'un soulèvement prématuré pourrait, par conséquent, faire le plus grand mal. En même temps, la situation critique conduit inéluctablement la classe ouvrière – et peut-être à une allure catastrophique – dans une situation où, par suite d'événements qui ne dépendent pas d'elle, elle se verra obligée d'affronter, en un combat décisif, la bourgeoisie contre-révolutionnaire et de conquérir le pouvoir.<sup>77</sup>

---

75 Browder et Kerensky, vol.3, pp.1511, 1514.

76 Browder et Kerensky, vol.3, p.1514.

77 Lénine, « [Projet de résolution sur la situation politique actuelle](#) », *Œuvres*, vol.25, p.343.

## Chapitre 16 — Le soulèvement de Kornilov

### **Un complot d'extrême droite**

La Conférence d'Etat de Moscou avait clairement démontré que quels que fussent les efforts déployés par les conciliateurs, les conditions de la dualité de pouvoir menaient inéluctablement à la guerre civile et à l'élimination d'un élément par l'autre. L'épreuve de force fut accélérée par les événements du front. Alors que l'offensive du 18 juin avait déclenché la manifestation armée spontanée des 3 et 4 juillet, les défaites au front nourrissaient maintenant les complots de la droite.

Le 21 août, Riga tomba aux mains des Allemands. La réalisation de la prédiction de [Kornilov](#) à la Conférence de Moscou devint le signal d'une attaque générale de la presse bourgeoise contre « les soldats qui ne veulent pas se battre » et « les ouvriers qui ne veulent pas travailler ».

« ... Les bolcheviks – écrit Stankévitch – s'étaient mis à répandre le bruit que la ville aurait été livrée aux Allemands à dessein, parce que le commandement voulait se débarrasser de ce nid, de cette pépinière du bolchevisme. Ces bruits ne pouvaient que rencontrer créance dans l'armée où l'on savait qu'en somme il n'y avait eu ni défense ni résistance. » Effectivement, dès décembre 1916, les généraux Roussky et Broussilov s'étaient plaints de ce que Riga était « la plaie du front Nord », un « nid gagné par la propagande », contre lequel on ne pouvait lutter autrement que par des exécutions.<sup>1</sup>

Aussi bien les ouvriers que les soldats soupçonnaient que les contre-révolutionnaires seraient heureux de sacrifier Pétrograd – le cœur de la révolution – aux Allemands. Et ils avaient des preuves à l'appui de leurs soupçons. Ainsi [Rodzianko](#), ancien président de la douma, déclara à *Outro Rossi* que la prise de Pétrograd par les Allemands serait une bénédiction, parce que cela détruirait les soviets et débarrasserait de la flotte révolutionnaire de la Baltique :

Pétrograd est en danger. Je me dis, « Que Dieu garde Pétrograd ». Ils craignent que si Pétrograd est perdu les organisations centrales de la révolution seront détruites. A cela je réponds que je me réjouis si ces organisations sont détruites ; car elles n'apporteront à la Russie que des désastres...

Avec la prise de Pétrograd, la flotte de la Baltique sera également détruite... Mais il n'y aura rien à regretter ; la plupart des navires de guerre sont complètement démoralisés.<sup>2</sup>

[John Reed](#), un témoin digne de foi de la révolution, a attesté qu'une proportion considérable des classes possédantes exprimaient leur préférence pour une victoire de l'Allemagne contre celle de la révolution. « Au cours d'une soirée que je passai chez un marchand de Moscou – raconte-t-il, entre autres exemples – on demanda pendant le thé aux onze personnes présentes qui elles préféreraient de [Guillaume](#) ou des bolcheviks. Dix voix contre une se prononcèrent pour Guillaume.<sup>3</sup> Il s'entretint aussi sur le front Nord avec des officiers « qui préférait franchement le désastre militaire à la coopération avec les comités de soldats ».

Le 19 août Kornilov télégraphia à [Kérensky](#) : « J'affirme avec insistance la nécessité qu'il y a à me subordonner le district de Pétrograd. » Le général tentait ouvertement de faire main basse sur la capitale.

« Le 22 août – écrit Kérensky – [Savinkov](#) se rendit au grand quartier général, entre autres choses pour exiger, mandaté par moi, du général Kornilov qu'il mît à la disposition du gouvernement un

1 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op cit, p.203-204.

2 John Reed, [Ten days that shook the world](#).

3 John Reed, [Dix jours qui ébranlèrent le monde](#).

corps de cavalerie. » Savinkov lui-même définissait de la façon suivante cette mission comme s'il était obligé de se justifier devant l'opinion publique :

Solliciter du général Kornilov un corps de cavalerie pour la vraie réalisation de l'état de siège à Pétrograd et pour la protection du Gouvernement provisoire contre toutes menées attentatoires, particulièrement contre celles des bolcheviks, de qui l'attaque... d'après les données du contre-espionnage à l'étranger, se préparait de nouveau en liaison avec une descente allemande et un soulèvement en Finlande.<sup>4</sup>

Le fait que Kérénsky complotait avec Kornilov pour soumettre Pétrograd à une dictature militaire ne peut être mieux établi que par le général [Alexéiev](#), lui-même impliqué dans le complot. Il écrivait le 12 septembre à [Milioukov](#) :

L'action de Kornilov n'était pas un mystère pour les membres du gouvernement. La question a été discutée avec Savinkov, avec Filonenko – et par leur intermédiaire, avec Kérénsky... La participation de Kérénsky est indiscutable... La marche du 3ème Corps de Cavalerie sur Pétrograd fut entreprise selon les instructions de Kérénsky, transmises par Savinkov. Le point auquel l'accord (qui trouve son explication dans l'action qui était attendue de la part des bolcheviks) avait été mûri et établi peut être démontré à vos yeux par le bref télégramme suivant :

27 août. 02h30. Au ministre adjoint de la guerre. Les corps se concentreront dans les faubourgs de Pétrograd au soir du 28 août. Je vous requiers de déclarer Pétrograd sous la loi martiale le 29 août. 6394. Général Kornilov.'

Je pense qu'il serait superflu d'expliquer la signification de ce télégramme. Les membres du gouvernement qui ont participé à l'action et qui, pour une raison ou pour une autre, se sont désistés au moment décisif avaient décidé pendant la nuit du 26 au 27 août, c'est-à-dire à l'heure même où Kornilov écrivait son télégramme N°6394, de le relever de ses fonctions de commandant suprême. Mais là, il était déjà impossible de stopper le mouvement des troupes et d'abandonner l'action<sup>5</sup>

Le Premier Ministre Kérénsky, dans le dos de son gouvernement, dans le dos des soviets qui lui avaient donné le pouvoir et sans en informer le parti SR auquel il appartenait, avait conspiré avec les généraux pour un changement radical dans le régime. Mais à la dernière minute il commença à avoir peur que la dictature militaire ne le livre sans défense entre les mains du général.

Kérénsky, tout comme Kornilov [écrit Soukhanov], s'était donné pour but de mettre en place une dictature bourgeoise (même si, là aussi comme Kornilov, il n'en était pas conscient).

Ces deux-là ... s'étaient séparés sur la question de savoir lequel serait en charge de cette dictature. L'un représentait la bourse, le capital, et les rentiers ; l'autre, les mêmes, plus des groupes encore largement intermédiaires : la « petite industrie » démocrate, l'intelligentsia, le « troisième élément » des sommités salariées de l'industrie et du commerce nationaux.

Ni l'un ni l'autre — ni Kornilov, ni Kerensky — ne pouvait y arriver seul. (...)

Chacun essayait d'utiliser l'autre pour ses *propres* buts. (...) Kornilov poussait vers une pure dictature de la rente et du capital boursiers, mais devait accepter Kérénsky comme

---

4 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op cit, p.214.

5 Browder et Kerensky, Vol.3, p.1604.

*otage* de la démocratie. Kérénsky se donnait pour but la dictature d'un bloc de la grande et de la petite bourgeoisies, mais devait payer un lourd tribut à son allié, qui *détenait la force réelle*. Et chacun d'eux essayait de s'assurer qu'au poteau d'arrivée il serait le maître réel et formel de la situation.<sup>6</sup>

Kérénsky « était kornilovien – à la seule condition que ce soit lui qui dirige le soulèvement de Kornilov ».<sup>7</sup>

Malheureusement pour le complot, au dernier moment, avant que les troupes de Kornilov ne reçoivent l'ordre de marcher sur Pétrograd, Kérénsky se dégagea de l'étreinte du général et se retourna contre lui. Le 27 août, il publiait la déclaration nationale suivante :

Lé 26 août, le général Kornilov m'a envoyé un membre de la Douma d'Etat, Vladimir Lvov, ne demande d'abandon, de la part du Gouvernement provisoire, de tous es pouvoirs civils et militaire, afin qu'il puisse former, à sa discrétion personnelle, un nouveau gouvernement pour administrer le pays...

Je prends toutes les mesures nécessaires pour protéger la liberté et l'ordre du pays, et la population sera informée en temps utile du contenu de ces mesures...

J'ordonne par la présente :

au général Kornilov de céder son poste de commandant suprême au général Klembovsky, commandant en chef du front Nord, qui barre la route de Pétrograd ; et au général Klembovsky d'assumer temporairement la charge de commandant suprême, tout en demeurant à Pskov.

La ville et l'ouezd de Pétrograd sous loi martiale, lui étendant les régulations concernant les régions déclarées sous loi martiale.<sup>8</sup>

La réponse du général Kornilov montra clairement que ses efforts n'allaient pas seulement dans le sens de débarrasser la Russie du bolchevisme, mais également des soviets. Il lança une déclaration au peuple :

Peuple de Russie! Notre grande patrie se meurt. L'heure de sa mort est proche. Contraint de parler ouvertement, je déclare, moi général Kornilov, que sous la pression de la majorité bolchevique des soviets, le Gouvernement provisoire agit en harmonie complète avec les plans de l'état-major allemand, et simultanément avec le débarquement prochain des forces ennemies sur les côtes de Riga, il tue l'armée et détruit les fondations mêmes du pays.<sup>9</sup>

Le général pensait qu'il gagnerait facilement : après tout, tous les généraux le soutenaient, de même que les milieux d'affaires et les ambassades étrangères alignées derrière les Britanniques et les Français.

Le 28 août, le prince Troubetskoï, représentant du ministère des affaires étrangères à Stavka, envoya le télégramme suivant au ministre :

Une évaluation sobre de la situation nous contraint à admettre que l'ensemble du personnel de commandement, l'écrasante majorité des officiers et les meilleures unités combattantes de l'armée suivront Kornilov. A l'arrière, l'ensemble des Cosaques, la

---

6 Soukhanov, [op. cit.](#)

7 *ibid.*

8 Browder et Kerensky, Vol.3, pp.1572-1573.

9 *Ibid.*, p.1573.

majorité des écoles militaires et les meilleures unités de combat passeront au côté de Kornilov. S'ajoutent à la force physique la supériorité de l'organisation militaire sur la faiblesse des organes gouvernementaux, le soutien moral de tous les éléments non socialistes de la population, un mécontentement croissant des classes inférieures à l'égard de l'ordre existant. La majorité des masses populaires et urbaines est devenue indifférente à l'ordre existant et se soumettra au premier claquement de fouet. Sans aucun doute, l'immense majorité des socialistes de mars n'hésitera pas à se ranger à ses côtés.<sup>10</sup>

Le général [Krasnov](#), qui devait commander la Cinquième Division de Cavalerie caucasienne, une des unités engagées dans l'expédition sur Pétrograd, se vit assurer, avant de quitter Moghilev, que « personne ne soutiendra Kérénsky. Il s'agit d'une simple promenade. »<sup>11</sup> Si la question n'avait été que de défendre Kérénsky, Kornilov n'aurait rencontré que très peu de résistance. Mais le prince Troubetskoï, reclus à Stavka, se trompait complètement sur l'état d'esprit des masses. Le général Krasnov aussi.

### **L'orientation claire de Lénine**

Le Parti bolchevik, à moitié illégal, interdit et harcelé par le gouvernement Kérénsky, ses dirigeants calomniés comme agents allemands par le même, n'hésita pas une seconde à proposer une alliance avec les geôliers et les calomniateurs – Kérénsky, [Tsérételli](#) et consorts – pour combattre Kornilov.

Les écrits de Lénine au cours de ces journées décisives sont de loin les plus clairs et les plus précis qui soient jamais sortis de sa plume. Dans une lettre au Comité central, il écrivit :

La rébellion de Kornilov est tout à fait inattendue (inattendue à un tel moment et sous une telle forme) et marque, on peut le dire, un tournant vertigineux dans le cours des événements.

Comme chaque tournant brusque, celui-ci exige une révision et une modification de la tactique.<sup>12</sup>

Cela dit, lorsqu'un changement de tactique radical est nécessaire, « il faut être archiprudent pour ne pas faire preuve d'absence de principes ». Il ne doit pas y avoir de dissimulation des désaccords de principe, aucun affaiblissement de la critique de la position de l'allié temporaire, aucun recul sur les divergences.

Aller jusqu'à admettre le point de vue de la défense nationale (comme Volodarsky), ou jusqu'à *faire bloc* avec les socialistes-révolutionnaires, jusqu'à *soutenir* le Gouvernement provisoire (comme d'autres bolcheviks), c'est, j'en ai la conviction, faire preuve d'absence de principes. Nous ne deviendrons partisans de la défense nationale *qu'après* la prise du pouvoir par le prolétariat, *après* avoir offert la paix, *après* avoir dénoncé les traités secrets et rompu toute attache avec les banques. *Après seulement*. Ni la prise de Riga, ni la prise de Pétrograd ne feront de nous des partisans de la défense nationale. (Je vous prie instamment de faire lire ceci à Volodarsky). Jusque là, nous sommes pour la révolution prolétarienne, nous sommes contre la guerre, *nous ne sommes pas* pour la défense nationale.

*Même à présent*, nous ne devons pas soutenir le gouvernement Kérénsky. Ce serait ne pas avoir de principes. Comment, nous demandera-t-on, il ne faut donc pas combattre Kornilov ? Bien sûr que si ! Mais ce n'est pas une seule et même chose ; il y a une limite

---

10 Ibid., pp.1573-1574.

11 Chamberlin, op. cit., Vol.1, p.213.

12 Lénine, « [Au comité central du P.O.S.D.R.](#) », *Œuvres*, vol.25, p.312.

entre les deux ; et cette limite, certains bolcheviks la franchissent en cédant à l' « esprit de conciliation », et en se laissant *entraîner* par le flot des événements.

Nous faisons et nous continuerons de faire la guerre à Kornilov, *comme les troupes* de Kérénsky ; mais nous ne soutenons pas Kérénsky, nous dévoilons au contraire sa faiblesse. Il y a là une différence ; une différence assez subtile, mais tout à fait essentielle, et qu'on ne doit pas oublier...

... Quant aux phrases sur la défense du pays, sur le front unique de la démocratie révolutionnaire, sur le soutien du Gouvernement provisoire, etc., etc., il faut les combattre impitoyablement, en montrant précisément qu'elles ne sont que des *phrases*. L'heure est à *l'action* : ces phrases, MM. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, vous les avez galvaudées depuis longtemps. L'heure est à l'action. Il faut faire la guerre à Kornilov avec des méthodes révolutionnaires, en entraînant les masses, en les exaltant, en les enflammant (or, Kérénsky *a peur* des masses, *a peur* du peuple).

En quoi consistait donc le changement dans la tactique des bolcheviks qu'apportait la révolte de Kornilov ?

En ce que nous modifions la *forme* de notre lutte contre Kérénsky. Sans atténuer le moins du monde notre hostilité envers lui, sans rétracter aucune des paroles que nous avons dites contre lui, sans renoncer à la renverser, nous disons : il faut *tenir compte* du moment, nous n'essaierons pas de le renverser tout de suite, nous le combattons maintenant *d'une autre façon* et plus précisément en soulignant aux yeux du peuple (qui combat Kornilov) la *faiblesse* et les *hésitations* de Kérénsky. Nous le faisons déjà auparavant. Mais c'est maintenant devenu le *principal* : voilà en quoi consiste le changement.

Le changement de tactique des bolcheviks en réponse à la révolte de Kornilov devait impliquer la mise au premier plan, comme thème central de l'agitation du parti, de

« revendications partielles » en disant à Kérénsky : arrête Milioukov, arme les ouvriers de Pétrograd, rappelle les troupes de Cronstadt, de Vyborg et de Helsingfors à Pétrograd, dissous la Douma d'Etat, arrête Rodzianko, légalise la transmission des domaines des grands propriétaires fonciers aux paysans, établis le contrôle ouvrier sur le blé et les usines, etc., etc. Et ce n'est pas seulement à Kérénsky que nous devons présenter ces revendications, ce n'est pas *tant* à Kérénsky qu'aux ouvriers, aux soldats et aux paysans *entraînés* dans la lutte contre Kornilov. Il faut les *entraîner* plus loin, les encourager à rosser les généraux et les officiers qui se sont prononcés pour Kornilov, insister pour qu'*ils* réclament immédiatement la transmission de la terre aux paysans, *leur* suggérer la nécessité d'arrêter Rodzianko et Milioukov, de dissoudre la Douma d'Etat, de supprimer la *Retch* et les autres journaux bourgeois et de les déférer aux tribunaux. Il importe surtout de pousser dans cette voie les socialistes-révolutionnaires « de gauche ».

Dans tous ces changements tactiques, Lénine insistait de façon répétée sur l'idée que la question centrale de la révolution ne devait pas être oubliée une seconde :

On aurait tort de croire que nous nous sommes *éloignés* de notre objectif : la conquête du pouvoir par le prolétariat. Non. Nous nous en sommes considérablement rapprochés, *pas en ligne droite*, mais de biais. Et il faut, *sans perdre un instant*, faire contre Kérénsky plutôt de l'agitation indirecte que de l'agitation directe et cela, en exigeant une lutte active, active au maximum, et vraiment révolutionnaire, contre Kornilov. Seul le développement de cette lutte peut nous mener au pouvoir ; en faisant de l'agitation il ne

faut guère en parler.<sup>13</sup>

Ainsi, avec une grande simplicité et une économie d'expression remarquable, se trouva énoncé le tournant stratégique le plus fondamental et le plus soudain de la période révolutionnaire.

A la suite de la clarification opérée par Lénine, l'agitation bolchevique fut cruciale dans la défaite du putsch de Kornilov. Le 27 août, la fraction bolchevique du Comité exécutif du Soviet déclara que la lutte en cours entre le gouvernement de coalition et les généraux de Kornilov était une lutte entre deux méthodes de liquidation des conquêtes révolutionnaires. La déclaration énumérait toute une série de revendications : la destitution des généraux contre-révolutionnaires, et leur remplacement par voie d'élections mises en œuvre par les soldats révolutionnaires ; la transmission immédiate de toutes les terres des grands propriétaires aux comités agraires ; la journée légale de huit heures, et l'organisation d'un contrôle démocratique sur les usines, les fabriques et les banques ; l'abolition immédiate de tous les traités secrets, et l'offre d'une paix générale démocratique ; et, *last but not least*, le transfert de tout le pouvoir aux ouvriers, paysans et soldats révolutionnaires.<sup>14</sup>

Combattre Kornilov ne signifiait aucunement soutenir Kérénsky, proclamait le quotidien bolchevik de Moscou, le *Sotsial-Demokrat*, le 30 août. « Le prolétariat révolutionnaire ne saurait tolérer ni la dictature de Kornilov ni celle de Kérénsky. »<sup>15</sup>

## **L'échec du soulèvement de Kornilov**

Au début, il semblait que Kornilov allait de succès en succès.

D'heure en heure arrivaient des informations, l'une plus que l'autre menaçante, sur l'approche des troupes de Kornilov. La presse bourgeoise les recueillait avidement, les exagérait, les amplifiait, créant une atmosphère de panique.

A midi et demi, le 28 août : « Un détachement envoyé par le général Kornilov s'est concentré aux approches de Louga. » A deux heures et demie : « Par la gare d'Orédej ont passé neuf nouveaux trains avec des troupes de Kornilov. Dans le train de tête se trouve un bataillon de cheminots. » A trois heures de l'après-midi : « La garnison de Louga s'est rendue aux troupes du général Kornilov et a livré toutes ses armes. La gare et tous les édifices gouvernementaux de Louga sont occupés par les troupes de Kornilov. » A six heures du soir : « Deux échelons de troupes de Kornilov ont fait une percée, venant de Narva, et se trouvent à une demie-verste de Gatchina. Deux autres échelons sont en route, marchant sur Gatchina. » A deux heures du matin, le 29 août : « A la station d'Antropchino (à 33 kilomètres de Pétrograd) un combat a commencé entre les troupes du gouvernement et celles de Kornilov. Des deux côtés il y a des tués et des blessés. » Dans la même nuit, on apprit que Kalédine menaçait de couper Pétrograd et Moscou de leurs communications avec le Sud, grenier de la Russie.<sup>16</sup>

Mais lors d'une réunion du Comité exécutif central des soviets, craignant pour sa peau,

le menchevik de droite Weinstein proposa, au nom de sa fraction, qu'un « comité pour la lutte contre la contre-révolution » spécial soit formé... La résolution menchevique fut bien évidemment adoptée. Plus tard, le nouveau corps reçut le nom de Comité militaire révolutionnaire. C'est cette institution qui porta tout le poids de la lutte contre la campagne de Kornilov.

Que devait faire ce comité ? « Ses créateurs n'en avaient pas une idée très claire. En tout état de

---

13 *ibid*, pp.312-315.

14 Sidorov, *op. cit.*, Vol.5, pp.476-477.

15 *ibid.*, p.572.

16 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), *op cit*, p.234.



cause, il devait fournir toute espèce d'aide technique aux organes officiels du gouvernement dans la lutte contre Kornilov. »<sup>17</sup>

L'attitude des bolcheviks fut décisive.

Ce sont précisément les bolcheviks qui devaient définir tout le caractère, le destin et le rôle de la nouvelle instance... Le Comité militaire-révolutionnaire, en organisant la défense, dut mettre en mouvement les masses d'ouvriers et de soldats. Et ces masses, pour autant qu'elles étaient organisées, furent organisées *par les bolcheviks* et les suivaient. A ce moment-là seule leur organisation qui soit importante, soudée par une discipline élémentaire, et liée aux entrailles démocratiques de la capitale. *Sans elle*, le Comité militaire-révolutionnaire était impuissant... Avec les *bolcheviks*... le Comité militaire-révolutionnaire avait à sa disposition toute la forces organisée d'ouvriers-soldats disponibles, de quelque type que ce soit.<sup>18</sup>

... bien qu'ils fussent minoritaires, il était tout à fait clair que dans le Comité militaire-révolutionnaire *l'hégémonie revenait aux bolcheviks*. C'était dans l'ordre des choses. D'abord, si le comité voulait agir *sérieusement*, il devait agir de façon *révolutionnaire*, c'est-à-dire indépendamment du Gouvernement provisoire, de la constitution existante, et des institutions officielles en activité. Seuls les bolcheviks pouvaient agir de cette manière, et non les « conciliateurs » du Soviet. Deuxièmement, seuls les bolcheviks avaient les moyens réels d'une activité révolutionnaire sous la forme du *contrôle des masses*.<sup>19</sup>

La mesure la plus efficace prise par le Comité militaire révolutionnaire fut l'armement des ouvriers.

Il va sans dire qu'il s'agissait non seulement d'une initiative, mais d'une mise en demeure des bolcheviks. Autant que je sache, c'était une condition de leur participation au Comité militaire-révolutionnaire. (...) La majorité du comité était obligée d'accepter cette condition. (...) Les organisations démocratiques, militaires et syndicales des alentours de Pétrograd câblèrent au Comité militaire révolutionnaire qu'elles étaient prêtes à se mettre complètement à sa disposition. Sans commentaires superflus, le Soviet de Kronstadt écarta la direction d'après-juillet et installa son propre commandant de la forteresse. Le Comité exécutif de la flotte de guerre se rangea lui aussi à la position révolutionnaire et était prêt au combat – sur terre ou sur mer – à la première demande du Comité exécutif central.

Dans la même nuit [28 août] et au petit matin les bolcheviks avaient commencé à déployer une activité fiévreuse dans les districts ouvriers. Leur appareil militaire (...) organisa des meetings dans toutes les casernes. Partout, des instructions furent données, et obéies, de rester en armes, pour se mettre en marche à la première demande... Dans l'ensemble, Smolny se préparait à rencontrer Kornilov tous feux allumés.<sup>20</sup>

Les comités d'usine, dans tout Pétrograd, organisèrent rapidement des détachements de Gardes Rouges formés essentiellement de bolcheviks – comportant jusqu'à 40.000 ouvriers. La Poudrerie de Schlüsselburg envoya à la capitale une barge de grenades que le Comité central des Comités d'usine de Pétrograd distribua parmi les ouvriers du district de Vyborg.<sup>21</sup>

L'entreprise géante de Poutilov devint le centre de la résistance dans le district de

---

17 Soukhanov, [op. cit.](#)

18 *ibid.*

19 *ibid.*

20 *ibid.*

21 Amossov, *op. cit.*, Vol.2, p.48.

Péterhof. On crée en hâte des *droujiny* de combat. Le travail dans l'usine marche jour et nuit : on s'occupe du montage de nouveaux canons pour former des divisions prolétariennes d'artillerie. L'ouvrier Minitchev raconte : « On travailla, ces jours-là, à raison de seize heures par jour... On monta environ cent canons. »

Sans recours à la force, sans tirer un seul coup de feu, la conspiration de Kornilov se désintégra, s'affaissa.

Le *Vikjel* (Comité exécutif panrusse des cheminots), récemment créé, dut immédiatement recevoir le baptême du feu. Les cheminots avaient des motifs particuliers de redouter la victoire de Kornilov, qui avait inscrit dans son programme l'état de siège des voies ferrées... Les cheminots démontaient et obstruaient les voies pour arrêter les troupes de Kornilov.<sup>22</sup>

Les cheminots, pendant ce temps, faisaient ce qu'ils avaient à faire. De mystérieuse façon, les échelons étaient dirigés sur d'autres voies que celles de leur destination. Les régiments tombaient sur des divisions qui n'étaient pas les leurs, les effectifs d'artillerie étaient coincés dans des impasses, les états-majors perdaient leur liaison avec leurs contingents. Toutes les grandes stations avaient leurs soviets, leurs comités de cheminots et de soldats. Les télégraphistes les tenaient au courant de tous les événements, de tous les déplacements, de toutes les modifications. Les mêmes télégraphistes interceptaient les ordres de Kornilov. Les informations défavorables pour les korniloviens étaient immédiatement transcrites en de nombreux exemplaires, transmises, affichées, communiquées de bouche en bouche. Le mécanicien, l'aiguilleur, le graisseur devenaient des agitateurs. C'est dans cette ambiance qu'avançaient, ou bien, pis encore, restaient sur place les échelons de Kornilov.<sup>23</sup>

Le putsch s'effondra au bout de quatre jours. « La révolte – écrit Trotsky – reflua, se fractionnait, était absorbée par le sol. » Même dans l'armée, Kornilov et ses co-conjurés se retrouvèrent complètement isolés.

Les fronts ne soutinrent pas le Grand Quartier Général. Une tentative plus sérieuse fut faite seulement par le front du Sud-Ouest. L'état-major de Dénikine avait entrepris en temps voulu des mesures préliminaires. Les effectifs attachés à la garde de l'état-major sur lesquels on ne pouvait compter avaient été remplacés par des Cosaques. Dans la nuit du 26 au 27, l'imprimerie avait été occupée. L'état-major essayait de jouer le rôle d'un maître de la situation sûr de lui et avait même interdit au Comité du front de se servir du télégraphe. Mais les illusions ne subsistèrent même pas quelques heures. Les délégués de différents contingents se présentèrent au Comité avec des offres de soutien. Survinrent des autos blindées, des mitrailleuses, des canons. Le Comité subordonna immédiatement à son contrôle l'activité de l'état-major... Vers trois heures, le 28, l'autorité sur le front Sud-Ouest fut entièrement concentrée entre les mains du Comité. « Jamais encore – se lamentait Dénikine – l'avenir du pays n'avait paru si sombre, notre impuissance si vexante et si accablante. »<sup>24</sup>

Les choses n'étaient pas très différentes sur les autres fronts.

Tout bien pesé, comme [Milioukov](#) dut l'admettre dans son *Histoire de la Révolution Russe*, Kornilov échoua parce qu'il était isolé des soldats.

En fait, la question fut décidée non pas tant par les mouvements de troupes, ou par les

---

22 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op cit., p.246.

23 Ibid., p.255.

24 Ibid., p.257.

succès stratégiques et tactiques des régiments du gouvernement ou de Kornilov, que par le moral des soldats. La question fut décidée – aussi bien ici qu'au front – non par les généraux, mais par les soldats...<sup>25</sup>

## ***Après Kornilov, une voie pacifique vers le pouvoir ouvrier ?***

Le lendemain de l'effondrement du putsch de Kornilov, Lénine invitait à un examen de la nouvelle situation. Dans un article intitulé [Au sujet des compromis](#), il argumentait :

Nous sommes maintenant en présence d'un tournant tellement brusque et tellement original de la révolution russe que nous pouvons, en tant que parti, proposer un compromis volontaire, non certes à la bourgeoisie, notre ennemi direct, mais à nos adversaires les plus proches, aux partis « dirigeants » de la démocratie petite-bourgeoise, aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks.

Ce n'est qu'à titre exceptionnel, ce n'est qu'en vertu d'une situation spéciale, qui, vraisemblablement, durera très peu de temps, que nous pouvons proposer un compromis à ces partis et que nous devons, me semble-t-il, le faire.

Ce qui est un compromis pour nous, c'est le retour à notre revendication d'avant juillet : tout le pouvoir aux soviets, formation d'un gouvernement de socialistes-révolutionnaires et de mencheviks, responsable devant les soviets.

En ce moment, et en ce moment seulement, *peut-être pendant quelques jours tout au plus* ou pendant une semaine ou deux, un tel gouvernement pourrait se former et s'affermir d'une manière toute pacifique. Il pourrait très vraisemblablement assurer la *progression* pacifique de la révolution russe et de très grandes chances de progrès au mouvement mondial vers la paix et vers la victoire du socialisme.<sup>26</sup>

Quel compromis les bolcheviks devaient-ils offrir ?

Ce compromis serait que, sans prétendre à la participation gouvernementale (impossible pour un internationaliste sans que soient effectivement assurées les conditions de la dictature du prolétariat et des paysans pauvres), les bolcheviks renonceraient à réclamer la remise immédiate du pouvoir au prolétariat et aux paysans pauvres et à employer les méthodes révolutionnaires pour faire triompher cette revendication. Une condition allant de soi, qui n'aurait rien de nouveau pour les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, ce serait l'entière liberté de l'agitation et la convocation de l'Assemblée constituante à la date fixée, ou même dans un délai plus rapproché.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, en tant que bloc gouvernemental, consentiraient (à supposer que le bloc soit réalisé) à former un gouvernement entièrement et exclusivement responsable devant les soviets, auxquels serait transmis tout le pouvoir central et aussi local. Telle serait la condition « nouvelle ».

Le compromis suggéré par Lénine ne pouvait marcher qu'à la condition que les deux parties – les bolcheviks d'un côté et les conciliateurs de l'autre – y voient un avantage pour eux-mêmes.

Les bolcheviks gagneraient à ce compromis en ce sens qu'ils auraient la possibilité de propager librement leurs idées et, grâce à la réalisation effective d'une démocratie intégrale, de gagner de l'influence dans les soviets...

---

25 Milioukov, [История второй русской революции](#), Vol.2, p.263.

26 Lénine, *Œuvres*, vol.25, p.334-336.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires gagneraient... en ce sens qu'ils auraient d'emblée l'entière possibilité de réaliser le programme de *leur* bloc, en s'appuyant manifestement sur l'immense majorité du peuple et en s'assurant la faculté d'utiliser « pacifiquement » leur majorité dans les soviets.

« Mais peut-être n'est-ce plus possible ? », se demande Lénine, et il répond : « Peut-être. S'il ne restait pourtant qu'une chance sur cent, cette chance vaudrait d'être tentée. »

Quelque difficulté que présente maintenant sa réalisation (après juillet et août, deux mois qui valent vingt ans de « paisible » torpeur), il me semble qu'il lui reste encore une petite chance, et cette chance est fournie par la décision qu'ont prise les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks de ne pas participer au gouvernement avec les cadets.<sup>27</sup>

Dans toutes les modifications tactiques, on doit éviter de sacrifier les principes et de sombrer dans l'opportunisme. Un des dangers principaux du mot d'ordre « Pouvoir aux soviets », est qu'il pourrait dégénérer simplement en un appel à un « gouvernement des partis de la majorité du Soviet ». Il doit signifier beaucoup plus que cela. Il doit comporter un changement radical dans la nature du pouvoir d'Etat :

Un « ministère formé par les partis qui ont la majorité dans les soviets », cela veut dire des changements de personnes dans la composition du cabinet, tout l'ancien appareil gouvernemental demeurant intangible, appareil foncièrement bureaucratique, foncièrement antidémocratique, incapable de réaliser aucune réforme sérieuse, même celles qui figurent au programme des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks.

« Le pouvoir aux soviets », cela signifie une refonte radicale de tout l'ancien appareil d'Etat, appareil bureaucratique qui entrave toute initiative démocratique ; la suppression de cet appareil et son remplacement par un appareil nouveau, populaire, authentiquement démocratique, celui des soviets, c'est-à-dire de la majorité organisée et armée du peuple, des ouvriers, des soldats et des paysans ; la faculté donnée à la majorité du peuple de faire preuve d'initiative et d'indépendance non seulement pour l'élection des députés, mais encore dans l'administration de l'Etat, dans l'application de réformes et de transformations sociales.<sup>28</sup>

Ce mot d'ordre signifie : confiance dans « l'initiative et l'indépendance du peuple ».

... faites confiance aux organisations révolutionnaires des masses, et vous verrez les ouvriers et les paysans déployer *dans tous* les domaines de la vie publique la force, la grandeur, l'invincibilité dont ils ont fait preuve lorsqu'ils se sont unis et se sont dressés contre le coup de force de Kornilov.<sup>29</sup>

Dans la ligne du compromis proposé par Lénine, lors de la Conférence démocratique du 18 septembre, le groupe bolchevik fit une déclaration dans laquelle on pouvait lire :

... nous considérons comme nécessaire de déclarer à nouveau ici, devant tout le pays, qu'en luttant pour le pouvoir afin d'appliquer son programme, notre parti ne cherche pas et n'a jamais cherché à prendre le pouvoir contre la volonté organisée de la majorité des masses laborieuses du pays. Si tout le pouvoir passait aux soviets, ni la lutte des classes ni la lutte entre partis dans le camp démocratique ne cesseraient. Mais dans les conditions d'une liberté pleine et entière d'agitation et d'un renouvellement constant des

---

27 Ibid., pp.336.

28 « [Une des questions fondamentales de la révolution](#) », ibid., p.400.

29 Ibid., p.402.

soviets par en bas, la lutte pour l'influence et le pouvoir se mènerait dans le cadre des organisations soviétiques.<sup>30</sup>

## **Après Kornilov**

Cela dit, une semaine plus tard Lénine pouvait écrire avec justesse : « les socialistes révolutionnaires et les menchéviks ont rejeté notre compromis ».<sup>31</sup> Ils persistaient à soutenir, contre vents et marées, le Gouvernement provisoire.

La politique du gouvernement était plus réactionnaire que jamais. Kérensky tentait énergiquement, quoique sans le moindre succès, de restaurer la discipline dans l'armée et de réprimer les révoltes paysannes, comme si les événements du 26 au 31 août ne s'étaient jamais produits.

Le 30 août, il fut contraint de renvoyer [Savinkov](#) de son poste de gouverneur général de Pétrograd, parce qu'il était impliqué jusqu'au cou dans le complot de Kornilov et venait d'être exclu du Parti S.R. Mais un équivalent politique de Savinkov fut immédiatement nommé à ce poste – Paltchinsky, qui inaugura sa carrière en interdisant le journal bolchevik *Rabotchi* et le quotidien de Gorky *Novaïa Jizn*.

Le 3 septembre, en tant que commandant suprême (en remplacement de Kornilov), Kérensky publia un ordre du jour à l'armée et à la flotte conjointement avec le général [Alexeïev](#), ancien chef d'état-major sous le tsar et occupant à nouveau cette fonction, déclarant :

A la suite de la révolte du général Kornilov, la vie normale de l'armée est complètement désorganisée.

Afin de restaurer l'ordre, je commande : La cessation de toute lutte politique au sein des troupes... A toutes les organisations de soldats et aux commissaires de fonctionner de manière correcte, exempte de toute intolérance politique et de tout soupçon ainsi que de toute interférence... La cessation immédiate des arrestations de supérieurs, dans la mesure où les prérogatives de tels actes appartiennent exclusivement aux autorités d'investigation, aux procureurs, et à la Commission d'enquête extraordinaire, organisée par moi, qui a déjà commencé son travail. La cessation pure et simple des remplacements et des renvois de commandants de leurs postes, dans la mesure où cette prérogative appartient exclusivement aux organes autorisés et n'est d'aucune manière de la compétence des organisations des comités. L'arrêt immédiat de la formation arbitraire de détachements sous le prétexte de combattre l'action contre-révolutionnaire.<sup>32</sup>

L'ordre de Kérensky provoqua une protestation du journal pourtant modéré des conciliateurs, les *Izvestia*.

Que dire de l'ordre, publié hier par Kérensky, de dissoudre immédiatement les comités qui ont fait la guerre à la contre-révolution, ces mêmes comités qui ont vu le jour au cours de ces journées terribles et qui sont devenus tout de suite le centre de toutes les forces publiques restées loyales à la révolution ?...

Les dissoudre maintenant, alors qu'il reste tant à faire pour tranquilliser le soldat et lui inspirer la conviction que personne ne couvrira plus les complots contre-révolutionnaires... les dissoudre maintenant, alors que ce n'est que grâce à eux que les masses révolutionnaires sont organisées et disciplinées, les dissoudre maintenant démontre une assez faible compréhension des circonstances.<sup>33</sup>

30 *Протоколы Центрального комитета РСДРП(б). Август 1917 - февраль 1918*, p.54.

31 Lénine « [Les champions de la fraude et les erreurs des bolcheviks](#) », *Œuvres*, Vol.26.

32 Browder et Kerensky, Vol.3, p.1614.

33 *Известия*, 19 September ; Golder, op. cit., p.547.

Une conférence interdistricts des soviets de Pétrograd adopta la résolution de « ne pas dissoudre les organisations révolutionnaires pour la lutte vis-à-vis de la contre-révolution. » « La pression d'en bas était si forte que le Comité militaire révolutionnaire, conciliateur, résolut de ne pas admettre les ordres de Kérénsky, et invita ses organes locaux « en raison de la situation alarmante qui subsistait, à travailler avec l'énergie et l'endurance de naguère ». Kérénsky se tut : il ne lui restait rien d'autre à faire. »<sup>34</sup>

Par ailleurs, la direction suprême des conciliateurs – le Comité exécutif central des soviets – donna le 3 septembre un soutien ouvert à l'ordre du jour.

Soldats de la révolution russe. Contrôlez votre courroux. Qu'il n'y ait pas de représailles ou de lynchages d'officiers. La grande majorité d'entre eux sont nos camarades de la révolution...

Dans l'intérêt de la révolution, ne procédez pas à des lynchages.

Faites montre de retenue, soldats!

Mettez fin aux lynchages !<sup>35</sup>

Le mouvement paysan se développait à vive allure. Comment le gouvernement y fit-il face ? Le 7 octobre, un nouveau ministre de l'intérieur, le menchevik [Nikitine](#), publia une circulaire appelant au renforcement de la milice par des « éléments sûrs ».

La situation interne du pays, qui se détériore sans cesse, me pousse à m'adresser aux commissaires (d'oblast, de gubernia et municipaux) dans un appel à rassembler tous les éléments sains de la population dans le but de combattre l'anarchie qui se développe et qui mène le pays à la ruine!... Si vous considérez que les conditions locales le rendent utile, je suggère que vous créiez et vous attachiez un comité spécial de lutte contre l'anarchie, constitué des représentants de la ville et du gouvernement autonome des zemstvos, du commandant de la garnison locale, et des représentants de l'autorité judiciaire. Prenez des mesures urgentes pour l'organisation adéquate de la milice ; renforcez ses cadres par des hommes sûrs triés sur le volet [venus] des agents actuellement renvoyés des services ou détachés dans le but de renforcer la milice, en conformité avec l'ordre donné aux commandants des districts militaires par le Ministère de la guerre.<sup>36</sup>

Quatre jour plus tard, le 11 octobre, le nouveau ministre de la guerre, le général Verkhovsky, ajoutait son ordre à celui de Nikitine :

La milice existant actuellement n'est pas en mesure de garantir cette préoccupation suprême de l'Etat. L'armée a le devoir de prêter assistance aux commissaires du gouvernement et aux organisations de la ville et du zemstvo, avec tous ses moyens et toute son expérience.

L'anarchie qui monte dans le pays nous contraint à exécuter cette tâche d'urgence, sans attendre un seul jour... J'autorise l'intégration à la milice, à la requête des gouvernements autonomes de la ville et du zemstvo, des meilleurs soldats, de préférence les Cavaliers de St Georges et ceux qui ont été blessés.

Les Cavaliers de St Georges avaient fait partie des très rares partisans sûrs de Kornilov !

---

34 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op. cit., p.346.

35 Browder et Kerensky, Vol.3, p.1615.

36 ibid., p.1649.

Dans le but de garder les chemins de fer, les meilleurs officiers et hommes de troupe, de préférence des Cavaliers de St Georges qui ont été au feu et ont été blessés, doivent être mis à la disposition des autorités des chemins de fer... Dans le but d'organiser des gardes montés, j'autorise les commandants de district à recruter dans des unités de cavalerie, à la requête des commissaires du gouvernement ou des gouvernements autonomes locaux, les meilleurs officiers et les meilleurs hommes (avec leurs chevaux), de préférence des Cavaliers de St Georges qui ont été au feu et ont été blessés.

Les officiers et les hommes assignés à ce service seront immédiatement réintégrés dans les rangs de l'armée à la moindre velléité de refus d'obéissance ou à la moindre infraction à l'ordre et à la discipline militaire stricte.<sup>37</sup>

Malheureusement pour lui, le gouvernement n'avait guère le pouvoir d'imposer une véritable discipline.

### ***La désintégration du régime de Février***

Le processus de décomposition de l'armée fut puissamment accéléré par les événements des dernières journées d'août. Stankévitch a résumé la situation qui régnait après le coup de force de Kornilov :

L'autorité des commandants fut détruite une bonne fois pour toutes. Les masses de soldats, voyant comment un général, commandant en chef, s'était dressé contre la révolution, se sentaient entourées de toutes parts par la trahison et voyaient un traître dans tout homme qui portait des épaulettes. Et quiconque tentait d'argumenter contre ce sentiment paraissait lui aussi être un traître.<sup>38</sup>

Le commissaire menchevik aux armées, [Voïtinsky](#), donnait une version semblable :

L'affaire Kornilov a eu un effet désastreux sur le moral des troupes. Elle a rouvert la vieille blessure, la méfiance entre soldats du rang et officiers. Tous nos efforts pour réconcilier les deux groupes ont été anéantis!... Les soldats ne faisaient pas de différence entre Kérensky et Kornilov, entre leurs commandants directs et les généraux qui jouaient à la politique à Moghilev. Pour eux, tous les officiers étaient membres de la même bande.<sup>39</sup>

Un rapport de renseignement émanant du commandant du Sixième Corps sibérien et de la Troisième Division sibérienne concernant la période du 7 au 18 septembre déclarait :

une hostilité et une animosité ouvertes sont manifestes de la part des soldats ; l'événement le plus insignifiant peut provoquer des troubles. Les soldats disent entre eux que tous les officiers sont des affidés de Kornilov et des partisans de l'ancien régime, et que pour cette raison ils devraient être détruits... Il y a un manque total d'autorité et aucune force ne peut contraindre à l'accomplissement du devoir.<sup>40</sup>

Le 11 septembre, le ministre de la guerre s'adressait au Comité central du Parti Socialiste-Révolutionnaire :

Le général [Verkhovsky](#) a décrit de façon vivante la désintégration de l'armée à la suite de l'action de Kornilov, particulièrement à la lumière du fait que tout de suite après avoir déclaré Kornilov rebelle, l'armée a reçu pour instructions de continuer à exécuter

---

37 *ibid.*, pp.1650-1651.

38 Stankevich, *op. cit.*, p.122.

39 Woytinsky, *op. cit.*, pp.355, 357.

40 Browder et Kerensky, Vol.3, pp.1634-1635.

ses ordres d'opérations. Personne ne voulait croire qu'un ordre en telle contradiction avec les instructions précédentes pouvait être vrai. En général, il y a eu une augmentation des agressions d'officiers par des soldats, des coups de feu et des jets de grenades par les fenêtres des réunions d'officiers, etc.<sup>41</sup>

Mais comme Knut le Grand, Kérénsky avait une réponse à la marée montante de la révolution chez les soldats : la discipline. Le 18 septembre, il lança un ordre dissolvant le Comité central de la flotte de la Baltique.

Les matelots répondirent : « L'ordre de dissolution du Centroflot, étant illégal, doit être considéré comme non venu, et son annulation immédiate est exigée. » Le Comité exécutif intervint, et supplia Kérénsky de trouver un prétexte formel pour annuler sa décision trois jours plus tard.

L'extravagance inconsciente de Kérénsky n'avait pas de limites. Cinq jours avant d'être balayé par la Révolution d'Octobre, il rédigeait un décret établissant des « mesures disciplinaires plus strictes » :

Les unités militaires et leurs subdivisions (compagnies, bataillons, etc.) dans lesquelles des manquements sérieux au devoir, à l'ordre ou à la discipline militaires, répétés ou massifs, se sont produits, sous la forme du refus d'obéissance aux autorités légales, omission d'exécuter les ordres de bataille, le non-consentement à s'acquitter des tâches, les actes de violence ou similaires, sont placés, du fait de la nature grave et manifeste des susdits manquements, dans une catégorie disciplinaire spéciale par l'autorité du commandant de l'armée (commandant en chef du district militaire) ou le commandant en chef des armées au front, en accord avec les commissaires militaires correspondants et les comités d'armée appropriés, ou par l'autorité du commandant suprême et du ministre de la guerre. Une unité ou un commandement placé dans une catégorie disciplinaire reçoit, en plus de son nom, le qualificatif de « pénal » et doit être privé de ses droits à avoir des organisations militaires élues, en conséquence de quoi tous les comités et tribunaux disciplinaires de cette unité mettent fin à leurs activités, et l'autorité disciplinaire est transmise aux commandants.<sup>42</sup>

C'était une bouffonnerie. Ceux que les dieux condamnent, ils les privent d'abord de tout bon sens!

### ***La farce de la Conférence démocratique***

Pour colmater les brèches du gouvernement et pour tenter de démontrer qu'il bénéficiait d'un soutien populaire, les dirigeants conciliateurs décidèrent d'appeler à une Conférence démocratique du 14 au 19 septembre.

Les bolcheviks gagnaient de plus en plus de soutien dans les soviets, et comme leur lutte pour un gouvernement soviétique était de plus en plus populaire, les dirigeants mencheviks et SR décidèrent de tenir cette Conférence démocratique pour rivaliser avec le Congrès des soviets. Ils essayaient de se pourvoir d'une base nouvelle – par une combinaison artificielle de toutes sortes d'organisations. Les délégations étaient proportionnées de façon très arbitraire, mais en suivant une règle – que les organisations des couches supérieures de la société soient mieux représentées que les basses. Les zemstvos et les coopératives avaient un poids bien supérieur à celui des soviets.

Mais même la Conférence démocratique ne pouvait empêcher l'effondrement du régime de Février. Elle ne fit que démontrer sa faillite totale.

A la conférence 766 députés votèrent pour un gouvernement de coalition, avec 688 voix contre et 38 abstentions.<sup>43</sup> Les deux camps étaient équilibrés. Un amendement excluant les cadets de la coalition obtint une majorité de 595 contre 493 et 72 abstentions. Mais sans les cadets, comme le

---

41 Ibid., pp.1620-1621.

42 Ibid., pp.1634-1635.

43 Golder, op. cit., p.547.



déclara le dirigeant SR, « une coalition [était] impossible ».

L'échec total de la politique des conciliateurs est clairement montrée par les votes des représentants des soviets à la conférence sur la question de la coalition.

Groupes	Pour	Contre	A
Soviets des députés ouvriers et soldats	83	192	
Soviets des députés paysans	102	70	1
<i>Total</i>	185	262	1

Parmi les « groupes non-russes », les opposants à la coalition constituaient une majorité de 40 voix contre 15. La politique de Kérénsky de violence envers les nationalités opprimées avait porté ses fruits.

Avant de se disperser, la conférence constitua un corps permanent composé de 15 % des membres de chacun des groupes – 350 délégués en tout. Les institutions des classes possédantes devaient recevoir 120 sièges supplémentaires. Le gouvernement, en son propre nom, ajouta 20 sièges pour les Cosaques. Tous ceux-ci réunis devaient constituer un Conseil de la République, ou pré-parlement, censé représenter la nation jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante. Ce pré-parlement était destiné à tituber comme un homme ivre jusqu'à ce que la Révolution d'Octobre s'en débarrasse en même temps que des autres institutions du régime de Février.

### ***Le bolchevisme balaie tout devant lui***

Le 31 août, les bolcheviks obtenaient la majorité au Soviet de Pétrograd, et Trotsky en fut élu président. Le 5 septembre, le Soviet de Moscou, le second en importance du pays, passa aux mains des bolcheviks, et un vote de défiance envers le Gouvernement provisoire obtint 335 voix contre 254. Kiev, la capitale de l'Ukraine, suivait l'exemple quelques jours plus tard, ainsi que Kazan, Bakou, Nikolaïev et nombre d'autres villes industrielles. Les soviets finlandais donnèrent un soutien encore plus massif aux bolcheviks.

Dès le 1<sup>er</sup> septembre, le journal bolchevik *Rabotchi* annonça que 126 soviets avaient requis du Comité exécutif central des soviets qu'il assume le pouvoir. Le Comité, élu au premier congrès des soviets et dominé par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, n'avait pas la moindre intention de se conformer à cette requête ; mais l'humeur des soviets locaux n'en était pas moins significative. Le 5 septembre, un congrès des soviets tenu dans le centre sibérien radical de Krasnoïarsk fit apparaître une majorité bolchevique ; le jour suivant, un message d'Ekatérinbourg, la plus grande ville de l'Oural, annonça que le pouvoir était passé, dans cette importante région minière et industrielle, entre les mains des soviets. Dans la grande usine Briansk d'Ekatérinoslav, en Ukraine, les ouvriers votèrent une résolution qui déclarait : « nous ne pouvons pas reconnaître le Gouvernement provisoire ». Le même mouvement de balancier à gauche était perceptible dans les villes de la Volga et dans le bassin du Donetz. Il n'était plus possible de pronostiquer, comme en été, que les provinces les plus conservatrices s'opposeraient à un assaut révolutionnaire à Pétrograd.

Plus significative encore, parce que plus proche du centre nerveux du régime de Kérénsky, était la tendance dans la flotte de la Baltique et en Finlande. Le 10 septembre, un congrès régional des soviets de Finlande adopta les résolutions bolcheviques à de fortes majorités. Les socialistes-révolutionnaires élus au congrès étaient presque tous membres de l'aile gauche du parti, qui gagnait constamment en force, et votait et agissait souvent avec les bolcheviks.

La flotte de la Baltique, qui avait toujours joué un rôle pacificateur dans l'agitation contre le Gouvernement provisoire, prit après l'affaire Kornilov une position de ferme opposition. Son attitude envers son commandant en chef, Kérensky, fut affirmée sans équivoque dans une résolution publiée par le congrès de la flotte de la Baltique, qui exprimait les sentiments suivants :

Nous demandons l'exclusion des rangs du Gouvernement provisoire de l'aventurier politique Kérensky, une personne qui, par ses stratagèmes éhontés en faveur de la bourgeoisie, déshonore la grande révolution et, avec elle, tout le peuple révolutionnaire. Sur vous, Bonaparte Kérensky, traître à la révolution, nous lançons notre malédiction.<sup>44</sup>

A Saratov, avant le coup de force de Kornilov, la section des soldats du soviet était représentée par 260 délégués SR, 90 mencheviks et 50 bolcheviks. Après la tentative de putsch, ils étaient représentés par 60 SR, 4 mencheviks et 156 bolcheviks.

Le tournant peut-être le plus brusque du pays fut pris par les soldats de la garnison de Moscou entre les deux élections municipales de juin et de septembre. Dans le premier cas, la garnison avait donné 70 % de ses suffrages aux SR ; dans le second, 90 % des voix se portèrent sur les bolcheviks.<sup>45</sup>

Des millions d'hommes se dirigeaient vers un bolchevisme spontané.

Dans les rapports des autorités locales [écrit Trotsky], militaires et civiles, le bolchevisme devient, entre-temps, le synonyme de toute action de masse en général, de revendications audacieuses, de résistance à l'exploitation, de mouvement en avant ; en un mot, c'est l'autre nom de la révolution. Ainsi, c'est donc ça, le bolchevisme ? se disent les grévistes, les matelots protestataires, les femmes de soldats mécontentes, les moujiks révoltés. Les masses étaient comme contraintes d'en haut à identifier leurs pensées intimes et leurs revendications avec les mots d'ordre du bolchevisme. C'est ainsi que la révolution prenait à son service l'arme dirigée contre elle.<sup>46</sup>

Si les Journées de Juillet avaient donné un essor à la contre-révolution, l'échec du soulèvement de Kornilov éperonna le bolchevisme. Comme l'a dit Soukhanov : « après la révolte de Kornilov, le bolchevisme se mit à fleurir de façon luxuriante, et à creuser des racines profondes dans tout le pays ».<sup>47</sup>

---

44 Chamberlin, op. cit., Vol.1, pp.278-279.

45 Radkey, *The Agrarian Foes of Bolshevism*, op. cit., pp.429-430.

46 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op cit, p.297.

47 Soukhanov, [op. cit.](#)

## Chapitre 17 — L'Etat et la révolution

Le problème central de toutes les révolutions est celui de l'Etat. Quelle classe doit le détenir ? Il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire – comme Lénine ne cessait de le répéter – il n'est donc pas surprenant qu'il ait passé les mois d'août et de septembre, caché, à préparer un travail sur le thème de [l'Etat et la révolution](#).

Il avait étudié le sujet de façon approfondie pendant les derniers mois de 1916. Le 17 février 1917, résidant toujours en Suisse, il écrivait à [Alexandra Kollontai](#) : « Je prépare (j'ai presque assemblé la documentation) un article sur le marxisme et l'Etat ».<sup>1</sup>

Lénine, en route vers la Russie, laissa le manuscrit à Stockholm. Apparemment, il était pratiquement prêt à être publié, comme on peut le déduire de sa *note à Kaménev* rédigée entre le 5 et le 7 juillet :

*Entre nous* [en fr.] : si on me liquide, je vous demande d'éditer mon cahier : *Le Marxisme et l'Etat* (il est resté à Stockholm). C'est un cahier relié à couverture bleue. Toutes les citations de Marx et Engels, ainsi que de Kautsky contre Pannekoek, y sont rassemblées. Il y a là une série de remarques, de notes, de formulations. Je pense qu'on peut publier l'ouvrage en une semaine. Je considère que c'est important... Conditions : tout cela absolument *entre nous* [en fr.].<sup>2</sup>

De cela il apparaît clairement, d'abord, que le travail était pratiquement prêt dès avant la Révolution de Février, et ensuite que Lénine le considérait comme d'une importance majeure. Et il ne fait aucun doute que cette œuvre, dont la version finale fut écrite quelques mois avant l'insurrection d'octobre et publiée sous le titre *L'Etat et la révolution*, a pris place parmi les plus significatives qui soient issues de sa plume.

Elle traite de questions qui sont capitales dans la théorie et la pratique du mouvement révolutionnaire, questions qui, loin d'avoir perdu de l'importance avec le temps, sont toujours fondamentales aujourd'hui.

### **Réactivation de la théorie marxiste de l'Etat**

Les « marxistes » de la II<sup>e</sup> Internationale, y compris leur théoricien en chef, [Kautsky](#), ont émasculé la théorie marxiste de l'Etat et lui ont donné un contenu vulgaire.

Il arrive aujourd'hui à la doctrine de Marx [écrit Lénine] ce qui est arrivé plus d'une fois dans l'histoire aux doctrines des penseurs révolutionnaires et des chefs des classes opprimées en lutte pour leur affranchissement. Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire... ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire. C'est sur cette façon d'« accommoder » le marxisme que se rejoignent aujourd'hui la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier. On oublie, on refoule, on altère le côté révolutionnaire de la doctrine, son âme révolutionnaire.<sup>3</sup>

Les réformistes ont défiguré le marxisme en général, mais en particulier la conception marxiste de

1 Lénine, *Œuvres*, vol.35, p.289.

2 Lénine, *Œuvres*, vol.36, p.467.

3 Lénine, « [L'Etat et la révolution](#) », *Œuvres*, vol.25, p.417.

l'Etat. Le « marxisme » de Kautsky était mécaniste, fataliste. Il était passif et non révolutionnaire. Une longue période d'activité réformiste purement évolutionniste avait amené Kautsky à adopter une position critique sur différents aspects particuliers de l'Etat capitaliste, mais pas à s'y opposer dans sa totalité. La réforme de certains traits de l'Etat capitaliste, et non son renversement, devint le refrain. Pour Kautsky, le marxisme était une théorie de la lutte des classes. Mais pour Marx lui-même, c'était le développement de la lutte des classes et sa transformation en dictature du prolétariat. Ainsi, dans une [lettre à J. Weydermeyer](#) datée du 5 mars 1852, Marx déclarait :

Maintenant, en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est de démontrer : 1° que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiquement déterminées du développement de la production ; 2° que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3° que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes.<sup>4</sup>

Ainsi, selon Marx, l'acceptation du concept de lutte des classes ne va pas au-delà des limites bourgeoises, à la différence de celui de dictature du prolétariat.

Pour Kautsky et ses émules, l'Etat capitaliste était considéré comme un donné à adapter, même si on devait en combattre certains aspects particuliers. Dans le *Programme d'Erfurt* (1891), Kautsky écrivait :

Un semblable renversement (la prise du pouvoir politique par le prolétariat — TC) peut affecter les formes les plus diverses, suivant les circonstances où il se produit. Il n'est, en aucune façon, lié nécessairement à des actes de violence, à du sang répandu. Dans l'histoire universelle, on rencontre des cas où les classes dominantes particulièrement sensées ou particulièrement faibles et lâches ont librement abdicqué.<sup>5</sup>

La théorie de Kautsky porta ses fruits dans les années consécutives à la Première Guerre mondiale. Dans un ouvrage publié en 1922, il écrivait :

Dans son célèbre article « [Contribution à la critique du programme du parti social-démocrate](#) », Marx dit :

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. »

Nous pouvons modifier cette phrase sur la base des expériences des dernières années, en ce qui concerne la question du gouvernement de la façon suivante :

« Entre la période de l'Etat démocratique dirigé de façon purement bourgeoise et celle de l'Etat démocratique dirigé de façon purement prolétarienne se situe une période de transformation de l'un en l'autre. A cela correspond aussi une période de transition politique, dont le gouvernement constituera normalement une forme de gouvernement de coalition. »<sup>6</sup>

---

4 Marx et Engels, *Correspondance*, Editions du Progrès, Moscou 1981, p.61.

5 Karl Kautsky, [Le programme socialiste](#).

6 Karl Kautsky, [Die proletarische Revolution und ihr Programm](#), Stuttgart 1922, p. 106.

Dans un livre postérieur, *La conception matérialiste de l'histoire*, Kaustky alla jusqu'à nier complètement la nécessité de la lutte armée dans la révolution :

Dans le contexte de l'Etat démocratique (l'Etat bourgeois existant — TC) — quand la démocratie est assurée — il n'y a plus de place pour la lutte armée lors des conflits de classe. Ils sont résolus de façon pacifique, par la propagande et par les élections. La grève de masse elle-même, en tant que moyen de pression de la classe ouvrière, est moins envisagée.<sup>7</sup>

L'Etat est un corps parfaitement neutre :

Mais l'Etat démocratique moderne diffère des types précédents en ceci que cette utilisation de l'appareil d'Etat pour les objectifs de classes exploiteuses n'y est plus une caractéristique essentielle, n'en est plus inséparable. Au contraire, l'Etat démocratique tend de par sa nature à ne pas être l'organe d'une minorité, comme c'était le cas dans les Etats anciens, mais plutôt celui de la majorité de la population, et donc des masses laborieuses. Lorsqu'il est, cependant, l'organe d'une minorité d'exploiteurs, la raison n'en est pas dans sa nature mais dans la nature des masses laborieuses, dans leur manque d'unité, dans leur ignorance, dans leur manque d'autonomie ou dans leur incapacité à lutter, qui à leur tour sont le produit des conditions dans lesquelles elles vivent.

La démocratie offre elle-même la possibilité de détruire ces racines du pouvoir politique des grands exploiters, ce qui arrive de plus en plus pour le nombre constamment croissant des travailleurs salariés.

Plus c'est le cas, plus l'Etat démocratique cesse d'être un simple instrument des classes exploiteuses. L'appareil d'Etat commence déjà, dans certaines conditions, à se retourner contre ces dernières – en d'autres termes, à fonctionner dans la direction directement opposée à son activité antérieure. D'instrument d'oppression, il commence à se transformer en instrument d'émancipation des exploités.<sup>8</sup>

Kautsky n'était pas, évidemment, aussi ouvertement anti-révolutionnaire avant 1917, mais la caractéristique fondamentale de l'adaptation réformiste à l'Etat, ne posant jamais la question de le détruire par la révolution, était déjà détectable dans sa pensée.

### ***Briser l'Etat capitaliste***

Dans *L'Etat et la révolution*, Lénine commence par affirmer clairement que l'Etat est la question centrale pour la guerre et la révolution. « Notre tâche est tout d'abord de *rétablir* la doctrine de Marx sur l'Etat. »<sup>9</sup>

L'Etat est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont *inconciliables*. L'Etat surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions de classes *ne peuvent* être conciliées. Et inversement : l'existence de l'Etat prouve que les contradictions de classes sont inconciliables.

...l'Etat est un organisme de *domination* de classe, un organisme d'*oppression* d'une classe par une autre.<sup>10</sup>

En octobre-novembre 1918, dans son livre [La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky](#),

7 Karl Kautsky, [Die Materialistische Geschichtsauffassung](#), Berlin 1927, t.2, p. 432.

8 [Ibid.](#), t.2 pp. 598-599.

9 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, p.418.

10 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, p.419.

Lénine souligne encore plus fortement la nature de classe de la démocratie parlementaire.

La démocratie bourgeoise, tout en constituant un grand progrès historique par rapport au moyen-âge, reste toujours, — elle ne peut pas ne pas rester telle en régime capitaliste, — une démocratie étroite, tronquée, fausse, hypocrite, un paradis pour les riches, un piège et un leurre pour les exploités, pour les pauvres.<sup>11</sup>

... combien de duperie, de violence, de corruption, de mensonge, d'hypocrisie, d'oppression des pauvres, se cachent sous les dehors civilisés, vernis, pommadés de la démocratie bourgeoise contemporaine.<sup>12</sup>

La distorsion du marxisme opérée par Kautsky était « subtile » :

« Théoriquement », on ne conteste ni que l'Etat soit un organisme de domination de classe, ni que les contradictions de classes soient inconciliables. Mais on perd de vue ou l'on estompe le fait suivant : si l'Etat est né du fait que les contradictions de classes sont inconciliables, s'il est un pouvoir placé *au-dessus* de la société et qui « lui devient de *plus en plus étranger* », il est clair que l'affranchissement de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution violente, *mais aussi sans la suppression* de l'appareil du pouvoir d'Etat qui a été créé par la classe dominante... c'est précisément cette conclusion que Kautsky (...) a « oubliée » et dénaturée.<sup>13</sup>

... toutes les révolutions antérieures ont perfectionné la machine de l'Etat ; or il faut la briser, la démolir.

Cette déduction est le principal, l'essentiel, dans la doctrine marxiste de l'Etat. Et c'est cette chose essentielle qui a été non seulement tout à fait *oubliée* par les partis social-démocrates officiels dominants, mais franchement *dénaturée* (comme nous le verrons plus loin) par le théoricien le plus en vue de la II<sup>e</sup> Internationale, K. Kautsky.<sup>14</sup>

## **La dictature du prolétariat**

La destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et l'écrasement de la bourgeoisie sont nécessaires parce que la bourgeoisie ne cessera jamais de s'efforcer à rétablir sa domination économique et politique.

La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la *domination politique* du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en *classe dominante* capable de réprimer la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie, et d'organiser pour un nouveau régime économique toutes les masses laborieuses et exploitées.

Le prolétariat a besoin d'un pouvoir d'Etat, d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploités que pour diriger la grande masse de la population — paysannerie, petite bourgeoisie, semi-prolétaires – dans la « mise en place » de l'économie socialiste.<sup>15</sup>

---

11 Lénine, [Œuvres](#), vol.28, p.251.

12 Lénine, [Œuvres](#), vol.28, p.336.

13 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, p.420.

14 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, p.439-440.

15 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, p.437.

Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui *étend* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat*.<sup>16</sup>

Sur la base de l'expérience de la Commune de Paris de 1871, Marx et Engels avaient tiré des conclusions claires sur la nature de l'Etat qui devait remplacer l'Etat capitaliste, quelle forme devait prendre la dictature du prolétariat. Selon les mots de Marx :

« Le premier décret de la Commune fut... la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes...

La Commune fut composée de conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres étaient naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière.

Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune responsable et à tout moment révocable... Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour des *salaires d'ouvriers*. Les pots-de-vin traditionnels et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'Etat disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes... Une fois abolies l'armée permanente et la police, instruments matériels du pouvoir de l'ancien gouvernement, la Commune se donna pour tâche de briser l'outil spirituel de l'oppression, le pouvoir des prêtres... Les fonctionnaires de la justice furent dépouillés de leur feinte indépendance... Ils devaient être électifs, responsables et révocables. »<sup>17</sup>

Lénine cite ces phrases et conclut :

Ainsi, la Commune semblait avoir remplacé la machine d'Etat brisée en instituant une démocratie « simplement » plus complète : suppression de l'armée permanente, électivité et révocabilité de tous les fonctionnaires sans exception. Or, en réalité, ce « simplement » représente une œuvre gigantesque : le remplacement d'institutions par d'autres foncièrement différentes...

... suppression de toutes les indemnités de représentation, de tous les privilèges pécuniaires attachés au corps des fonctionnaires, réduction des traitements de tous les fonctionnaires au niveau des « salaires d'ouvriers ». <sup>18</sup>

Sous le capitalisme, l'exécutif (fonctionnaires, etc.) se dissimule derrière une façade parlementaire.

« La Commune, écrivait Marx, devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. »

...Un organisme « non parlementaire, mais agissant », voilà qui s'adresse on ne peut plus directement aux parlementaires modernes et aux « toutous » parlementaires de la social-démocratie! Considérez n'importe quel pays parlementaire, depuis l'Amérique jusqu'à la Suisse, depuis la France jusqu'à l'Angleterre, la Norvège, etc., la véritable besogne d'« Etat » se fait dans la coulisse ; elle est exécutée par les départements, les

16 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, p.445.

17 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, pp.452-453.

18 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, pp.453-454.

chancelleries, les états-majors. Dans les parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le « bon peuple ».<sup>19</sup>

La politique bolchevique était une politique pratique.

Nous ne sommes pas des utopistes. Nous ne « rêvons » pas de nous passer *d'emblée* de toute administration, de toute subordination ; ces rêves anarchistes, fondés sur l'incompréhension des tâches qui incombent à la dictature du prolétariat, sont foncièrement étrangers au marxisme et ne servent en réalité qu'à différer la révolution socialiste jusqu'au moment où les hommes auront changé. Nous, nous voulons la révolution socialiste avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, et qui ne se passeront pas de subordination, de contrôle, « de surveillants et de comptables ».

Mais c'est au prolétariat, avant-garde armée de tous les exploités et de tous les travailleurs, qu'il faut se subordonner. On peut et on doit dès à présent, du jour au lendemain, commencer à remplacer les « méthodes de commandement » propres aux fonctionnaires publics par le simple exercice d'une « surveillance et d'une comptabilité », fonctions toutes simples qui, dès aujourd'hui, sont parfaitement à la portée de la généralité des citoyens, et dont ils peuvent parfaitement s'acquitter pour des « salaires d'ouvriers ».

C'est *nous-mêmes*, les ouvriers, qui organiserons la grande production en prenant pour point de départ ce qui a déjà été créé par le capitalisme, en nous appuyant sur notre expérience ouvrière, en instituant une discipline rigoureuse, une discipline de fer maintenue par le pouvoir d'Etat des ouvriers armés ; nous réduirons les fonctionnaires publics au rôle de simples agents d'exécution de nos directives, au rôle de « surveillants et de comptables », responsables, révocables et modestement rétribués (tout en conservant, bien entendu, les spécialistes de tout genre, de toute espèce et de tout rang) : voilà *notre* tâche prolétarienne, voilà par quoi l'on peut et l'on doit *commencer* en accomplissant la révolution prolétarienne. Ces premières mesures, fondées sur la grande production, conduisent d'elles-mêmes à l'« extinction » graduelle de tout fonctionnarisme, à l'établissement graduel d'un ordre – sans guillemets et ne ressemblant point à l'esclavage salarié – où les fonctions de plus en plus simplifiées de surveillance et de comptabilité seront remplies par tout le monde à tour de rôle, pour ensuite devenir une habitude et disparaître enfin en tant que fonctions *spéciales* d'une catégorie spéciale d'individus.<sup>20</sup>

## ***La transition du capitalisme au communisme***

Dans les écrits de Lénine, comme dans ceux de Marx avant lui, on trouve très peu de chose sur la société socialiste de l'avenir. Ni Marx ni Lénine n'étaient des socialistes utopiques et ils pensaient que le socialisme ne pouvait être réalisé que par la lutte pratique de l'humanité. Postuler les caractéristiques du socialisme avant qu'il ne soit réalisé eût été une mise en scène dogmatique et creuse. Mais ils étaient tous deux explicites sur le processus de la lutte de classe contre le capitalisme et pour le socialisme.

... dans la période de *transition* du capitalisme au communisme, la répression est *encore* nécessaire, mais elle est *déjà* exercée sur une minorité d'exploiteurs par une majorité d'exploités. L'appareil spécial, la machine spéciale de répression, l'« Etat », est *encore* nécessaire, mais c'est déjà un Etat transitoire, ce n'est plus l'Etat proprement dit, car la répression exercée sur une minorité d'exploiteurs par la majorité des esclaves

---

19 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, p.457-458.

20 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, pp.460-461.



salariés *d'hier* est chose relativement facile, si simple et si naturelle, qu'elle coûtera beaucoup moins de sang que la répression des révoltes d'esclaves, de serfs et d'ouvriers salariés, qu'elle coûtera beaucoup moins cher à l'humanité. Elle est compatible avec l'extension de la démocratie à une si grande majorité de la population que la nécessité d'une *machine spéciale* de répression commence à disparaître. Les exploiters ne sont naturellement pas en mesure de mater le peuple sans une machine très compliquée, destinée à remplir cette tâche ; tandis que le *peuple* peut mater les exploiters même avec une « machine » très simple, presque sans « machine », sans appareil spécial, par la simple *organisation des masses armées* (comme, dirons-nous par anticipation, les soviets des députés ouvriers et soldats).<sup>21</sup>

Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie pour les exploiters, les oppresseurs du peuple ; telle est la modification que subit la démocratie lors de la *transition* du capitalisme au communisme.

C'est seulement dans la société communiste, lorsque la résistance des capitalistes est définitivement brisée, que les capitalistes ont disparu et qu'il n'y a plus de classes (c'est-à-dire plus de distinctions entre les membres de la société quant à leurs rapports avec les moyens sociaux de production), c'est alors *seulement* que « l'Etat cesse d'exister et qu'il devient possible de parler de liberté ».<sup>22</sup>

Enfin, seul le communisme rend l'Etat absolument superflu, car il n'y a alors plus *personne* à mater, « personne » dans le sens d'aucune *classe* ; il n'y a plus lutte systématique contre une partie déterminée de la population. Nous ne sommes pas des utopistes et nous ne nions pas du tout que des excès *individuels* soient possibles et inévitables ; nous ne nions pas davantage qu'il soit nécessaire de réprimer ces excès. Mais, tout d'abord, point n'est besoin pour cela d'une machine spéciale, d'un appareil spécial de répression ; le peuple armé se chargera lui-même de cette besogne aussi simplement, aussi facilement qu'une foule quelconque d'hommes civilisés, même dans la société actuelle, sépare des gens qui se battent ou ne permet pas qu'on rudoie une femme. Ensuite, nous savons que la cause sociale profonde des excès qui constituent une violation des règles de la vie en société, c'est l'exploitation des masses, vouées au besoin, à la misère. Cette principale cause une fois écartée, les excès commenceront infailliblement à « s'éteindre ». Avec quelle rapidité et quelle gradation, nous l'ignorons ; mais nous savons qu'ils s'éteindront. Et, avec eux, l'Etat s'éteindra à son tour.<sup>23</sup>

Pour Lénine, la question de la transition du capitalisme au communisme au niveau économique était aussi une question politique. Là encore il était pratique, totalement réaliste, essayant d'apprécier la combinaison d'éléments du passé et de l'avenir – du capitalisme et du communisme – dans la période de transition. Dans la société immédiatement post-révolutionnaire, il y aurait une combinaison des éléments de l'ancien et du nouveau.

Les moyens de production ne sont déjà plus la propriété privée d'individus. Ils appartiennent à la société tout entière. Chaque membre de la société, accomplissant une certaine part du travail socialement nécessaire, reçoit de la société un certificat constatant la quantité de travail qu'il a fournie. Avec ce certificat, il reçoit dans les magasins publics d'objets de consommation une quantité correspondante de produits. Par conséquent, défalcation faite de la quantité de travail versée au fonds social, chaque ouvrier reçoit de la société autant qu'il lui a donné.

---

21 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, p.501.

22 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, p.499.

23 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, pp.500-501.

Règne de l' « égalité », dirait-on.<sup>24</sup>

En fait, il n'y a pas de véritable égalité :

Le « droit égal », dit Marx, nous l'avons ici, en effet, mais c'est *encore* le « droit bourgeois » qui, comme tout droit, *présuppose l'inégalité*. Tout droit consiste dans l'application d'une règle *unique* à des gens *différents*, à des gens qui, en fait, ne sont ni identiques, ni égaux. Aussi le « droit égal » équivaut-il à une violation de l'égalité, à une injustice. En effet, chacun reçoit, pour une part égale de travail social fourni par lui, une part égale du produit social (avec les défalcons indiqués plus haut).

Or, les individus ne sont pas égaux : l'un est plus fort, l'autre plus faible ; l'un est marié, l'autre non ; l'un a plus d'enfants, l'autre en a moins, etc.

... « A égalité de travail, — conclut Marx, — et, par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal. »

La justice et l'égalité, la première phase du communisme ne peut donc pas encore les réaliser ; des différences subsisteront quant à la richesse, et des différences injustes ; mais l'*exploitation* de l'homme par l'homme sera impossible, car on ne pourra s'emparer, à titre de propriété privée, des *moyens de production*, fabriques, machines, terre, etc.<sup>25</sup>

Ainsi, dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialisme), le « droit bourgeois » est aboli *non pas* complètement, mais seulement en partie, seulement dans la mesure où la révolution économique a été faite, c'est-à-dire seulement en ce qui concerne les moyens de production. Le « droit bourgeois » en reconnaît la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait une propriété *commune*. C'est *dans cette mesure*, mais dans cette mesure seulement, que le « droit bourgeois » se trouve aboli.

Il subsiste cependant dans son autre partie, en qualité de régulateur de la répartition des produits et de la répartition du travail entre les membres de la société. « Qui ne travaille pas ne doit pas manger » : ce principe socialiste est *déjà* réalisé ; « à quantité égale de travail, quantité égale de produits » ; cet autre principe socialiste est déjà réalisé, lui aussi. Pourtant ce n'est pas encore le communisme et cela n'élimine pas encore le « droit bourgeois » qui, à des hommes inégaux et pour une quantité inégale (inégale en fait) de travail, attribue une quantité égale de produits.<sup>26</sup>

Dans la mesure où le « droit bourgeois » subsiste,

subsiste la nécessité d'un Etat chargé, tout en protégeant la propriété commune des moyens de production, de protéger l'égalité du travail et l'égalité dans la répartition des produits.

L'Etat s'éteint, pour autant qu'il n'y a plus de capitalistes, plus de classes et que, par conséquent, il n'y a pas de *classe à mater*.

Mais l'Etat n'a pas encore entièrement disparu puisque l'on continue de protéger le

---

24 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, p.502-503.

25 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, p.503.

26 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, pp.504-505.

« droit bourgeois » qui consacre l'inégalité de fait. Pour que l'Etat s'éteigne complètement, il faut l'avènement du communisme intégral.<sup>27</sup>

Même si les travailleurs diffèrent les uns des autres par la qualification, par leurs besoins et ceux de leurs familles, etc., il doivent être *absolument* égaux dans un domaine, afin que la même quantité de travail que chaque travailleur donne à la société sous une forme lui soit retournée sous une autre : la possession des moyens de production. L'augmentation de la production, l'accroissement de la quantité des moyens de production appartenant à toute la société, autrement dit également possédés par tous les travailleurs, minera progressivement les droits égaux dans la distribution des produits. Ceci en retour augmentera progressivement l'égalité entre les gens. Ainsi le droit bourgeois de la période de transition contient sa propre négation.

En affirmant que chaque travailleur recevra des moyens de consommation de la société selon le travail qu'il lui a fourni, le droit bourgeois dans la période de transition est fondé sur l'égalité sociale à l'égard des moyens de production, et de ce fait dépérira de lui-même.<sup>28</sup>

La dictature du prolétariat et l'abolition de la propriété privée des moyens de production ne sont pas suffisants, selon Marx, pour dépasser la loi bourgeoise et l'Etat bourgeois hérités d'une société de classe barbare. Toute une période de progrès des forces productives, plus la transformation intellectuelle et morale de la force productive la plus importante – les travailleurs – sont nécessaires pour la transition vers la véritable liberté humaine.

La période de dictature du prolétariat sera une longue lutte de classe très dure, dans laquelle le prolétariat devra combattre sur les fronts économique, culturel et politique contre les puissances du passé, par dessus tout les habitudes et les traditions du capitalisme qui ont pesé sur la conscience des masses.

La prise du pouvoir par le prolétariat n'est que le premier pas vers la construction économique et la révolution culturelle qui sont nécessaires pour réaliser le véritable communisme.

## **En conclusion**

Dans toute l'histoire, les classes dirigeantes ont créé une mystique de l'Etat, le décrivant comme un organe suprême et tout-puissant afin que les classes opprimées acceptent leur infériorité face à lui. La tâche de Lénine était de nettoyer l'Etat de toute mystification et d'en révéler la nature de classe.

La relation intime entre sa théorie et la pratique est montrée dans les quelques mots de la postface de la première édition de *L'Etat et la révolution*, rédigée le 30 novembre 1917 :

... le second fascicule de cette brochure (consacré à l'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917) devra sans doute être remis à beaucoup plus tard ; il est plus agréable et plus utile de faire l' « expérience d'une révolution » que d'écrire à son sujet.<sup>29</sup>

Tout en assignant à son travail le but très modeste de revitaliser l'authentique « enseignement de Marx sur l'Etat » à la lumière du vécu et des besoins de la révolution, Lénine donnait en fait aux idées de Marx un nouveau caractère concret et donc un développement nouveau. La totalité de l'enseignement de Lénine est dans *L'Etat et la révolution*, par dessus tout sa confiance totale dans le potentiel créatif des masses – une confiance qui a été le thème de tout son travail et de toutes ses luttes. Pour ne citer qu'un article qu'il écrivit en 1906 :

La question est que ce sont précisément les périodes révolutionnaires qui se distinguent par une plus grande ampleur, une plus grande richesse, une plus grande conscience, qui sont plus méthodiques, plus systématiques, plus audacieuses et plus éclatantes dans

---

27 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, p.505.

28 Tony Cliff, *Le capitalisme d'Etat en URSS*, Paris 1990, pp. 111-112.

29 Lénine, [Œuvres](#), vol.25, p.531.

l'activité créatrice historique que les périodes de progrès petit-bourgeois, cadet, réformiste. Or, [les libéraux] présentent les choses à l'envers! Ils font passer l'indigence pour de la riche activité créatrice historique. Ils considèrent l'inactivité des masses étouffées ou écrasées comme le triomphe du « système » dans l'activité des fonctionnaires et des bourgeois. Ils hurlent à la disparition de la pensée et de la raison, lorsqu'au lieu du furetage de toutes sortes de petits bureaucrates et de *penny-a-liners* libéraux (écrivains payés à la ligne) autour des projets de loi, commence une période d'activité politique directe de la « populace », qui, en toute simplicité, brise incontinent les organes d'oppression du peuple, s'empare du pouvoir, prend pour elle ce qui était considéré comme appartenant en propre à tous les détrousseurs du peuple, lorsqu'en un mot, s'éveille justement la pensée et la raison de millions de gens écrasés, et qu'elle s'éveille non pas simplement pour lire quelques bouquins, mais pour l'action, pour une action vivante, humaine, pour l'activité créatrice historique.<sup>30</sup>

Et encore :

L'activité organisatrice du peuple, particulièrement du prolétariat, et après lui, de la paysannerie, se manifeste dans les périodes de tourbillon révolutionnaire, avec des millions de fois plus de vigueur, de richesse et d'efficacité que dans les périodes de progrès historique dit calme (c'est-à-dire à l'allure du char à bœufs).<sup>31</sup>

*L'Etat et la révolution* était influencé par les luttes de 1917 et les influença en retour. C'est une synthèse parfaite de la théorie et de la pratique. Le point de départ de ce travail est la pratique révolutionnaire et son but final est aussi la pratique révolutionnaire – le lien de connexion est la théorie révolutionnaire. La théorie, à son tour, est immédiatement intégrée à la pratique.

On trouve dans *L'Etat et la révolution* une combinaison remarquable de sobriété scientifique et de véritable volonté d'action. C'est le summum des écrits de Lénine – son véritable testament. Il est devenu le guide de la première révolution prolétarienne victorieuse, et il est destiné à grandir en importance dans les luttes révolutionnaires prochaines. La destinée de ce chef d'œuvre est aussi d'une importance historique dans un autre sens : son esprit doit être invoqué contre la dégénérescence bureaucratique associée à la montée du capitalisme d'Etat stalinien en Russie et le développement, ailleurs, de régimes hyper-bureaucratiques.

---

30 Lénine, *Œuvres*, vol.10, pp.260-261.

31 Lénine, *Œuvres*, vol.10, pp.267-268.

## Chapitre 18 — Le prolétariat peut exercer le pouvoir d'Etat

### ***Les obstacles sur la voie du pouvoir ouvrier***

En complément à [L'Etat et la révolution](#), Lénine écrivit une autre brochure importante intitulée [Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?](#) Elle fut rédigée entre la fin septembre et le 1<sup>er</sup> octobre, et son but principal était de dénoncer le très ancien préjugé selon lequel les masses des exploités et des opprimés étaient trop ignorantes pour pouvoir exercer le pouvoir politique, et que l'appareil d'Etat était un instrument trop compliqué pour être manié par de simples mortels.

Alors que *L'Etat et la révolution* traite du problème en termes généraux, cette seconde brochure est beaucoup plus concernée par la question immédiate de la prise du pouvoir en Russie en octobre 1917.

... le prolétariat « ne pourra pas assimiler la technique de l'appareil d'Etat »... [cet argument] mérite le plus d'attention... parce qu'il soulève un des problèmes les plus *sérieux*, les plus *ardus* qui s'ouvriront au prolétariat victorieux. Il ne fait pas de doute que ces problèmes sont très ardu, mais si nous, qui nous disons socialistes, nous ne soulignons cette difficulté que pour *nous dérober* à l'accomplissement de ces tâches, la différence qui nous distingue des serviteurs de la bourgeoisie serait en faite réduite à zéro. La difficulté des problèmes qui se posent à la révolution prolétarienne doit inciter les partisans du prolétariat à étudier avec encore plus d'attention et de façon plus concrète les moyens de les résoudre.<sup>1</sup>

Les obstacles n'étaient pas une excuse pour s'enfuir, mais des inconvénients à surmonter.

C'était vrai que le prolétariat rencontrerait une résistance des capitalistes aussi bien que de la haute fonction publique. « Il faudra *briser* cette résistance ».

Nous pouvons bien le faire, puisqu'il s'agit de briser la résistance d'une minorité infime de la population, littéralement d'une poignée d'hommes, dont chacun sera, de la part des associations d'employés, des syndicats, des coopératives de consommation, des soviets l'objet d'une *surveillance* telle que [tout le monde] sera cerné comme les Français à Sedan. Nous savons les noms de ces [personnes] ; il suffit de prendre les listes des directeurs, des membres des conseils d'administration, des gros actionnaires, etc. Ils sont quelques centaines, tout au plus quelques milliers dans *toute* la Russie ; auprès de chacun d'eux, l'Etat prolétarien, disposant de l'appareil des soviets, des associations d'employés, etc., peut préposer une dizaine, une centaine de contrôleurs, si bien même que, au lieu d'avoir à « briser leur résistance », on réussira peut-être, grâce au *contrôle ouvrier* (sur les capitalistes) à rendre toute résistance *impossible*.

Ce n'est pas dans la confiscation des biens des capitalistes que sera en effet le « nœud » de l'affaire, mais ce sera précisément dans le contrôle national, universel, exercé par les ouvriers sur les capitalistes et sur leurs partisans éventuels. La seule confiscation ne servira à rien, car elle ne comporte aucun élément d'organisation, rien qui contrôle la justesse de la répartition. Nous remplacerons facilement la confiscation par la levée d'un impôt *équitable*..., mais à la condition d'exclure toute possibilité de se dérober au contrôle, de cacher la vérité, de tourner la loi. Or, cette possibilité, *seul* le contrôle ouvrier de *l'Etat ouvrier* peut l'écarter...

Nous ne devons pas seulement « épouvanter » les capitalistes, c'est-à-dire leur faire

---

1 Lénine, [Œuvres](#), vol.26, p.96.

sentir la toute-puissance de l'Etat prolétarien et leur faire oublier l'idée d'une résistance active contre lui. Nous devons briser aussi leur résistance *passive*, incontestablement plus dangereuse et plus nuisible encore. Nous ne devons pas seulement briser toute résistance, quelle qu'elle soit. Nous devons encore *obliger les gens à travailler* dans le cadre de la nouvelle organisation de l'Etat. Il ne suffit pas de « flanquer à la porte » les capitalistes, il faut (après avoir flanqué à la porte les « récalcitrants », bons à rien et incurables) les mettre *au service du nouvel Etat*. Ceci concerne autant que les capitalistes une certaine couche des dirigeants intellectuels bourgeois, des employés, etc...

« Celui qui ne travaille pas ne mange pas », telle est la règle fondamentale, la règle première, essentielle que peuvent appliquer et qu'appliqueront les soviets de députés ouvriers, quand ils accèderont au pouvoir.<sup>2</sup>

### ***Le prolétariat peut faire marcher la machine d'Etat***

Un autre argument auquel Lénine fait face est celui qui consiste à dire que la classe ouvrière ne saura pas faire fonctionner l'appareil d'Etat. A cela il répond :

La Russie a été dirigée, depuis la révolution de 1905, par 130.000 propriétaires fonciers, qui ont usé de violences incessantes contre 150 millions d'hommes, et leur ont imposé des vexations sans bornes ; l'énorme majorité de ces hommes, contraints de travailler comme des galériens, étaient réduits à un régime de famine.

Et les 240.000 membres du Parti bolchevik ne pourront, prétend-on, diriger la Russie, la diriger dans l'intérêt des pauvres et contre les riches. Ces 240.000 hommes ont dès maintenant l'appui apporté par les suffrages d'un million d'adultes pour le moins ; car tel est bien le rapport numérique entre les effectifs du parti et les suffrages qu'il recueille, d'après l'expérience de l'Europe et celle de la Russie, ne fût-ce, par exemple, qu'aux élections d'août à la Douma de Pétrograd. Nous avons donc déjà un « appareil d'Etat » d'un million d'hommes dévoués à l'Etat socialiste par conviction et non pas pour recevoir le 20 du mois la forte somme.

Bien plus, nous avons un « moyen merveilleux » pour *décupler* tout de suite, d'un seul coup, notre appareil d'Etat, moyen dont jamais n'a disposé aucun Etat capitaliste et dont il ne peut pas disposer. Ce moyen merveilleux, c'est l'accession des travailleurs, l'accession des classes pauvres au travail quotidien de la gestion de l'Etat.

Pour montrer combien il est facile d'appliquer ce moyen merveilleux, combien son action est infaillible, prenons l'exemple le plus simple et le plus concret possible.

L'Etat capitaliste expulse une famille d'ouvriers qui a perdu le chef de la famille et ne paie pas son loyer. L'huissier apparaît flanqué d'un commissaire de police, de tout un peloton d'agents. Dans un quartier ouvrier, pour procéder à une expulsion, il faut un détachement de cosaques. Pourquoi ? Parce que l'huissier et le « commissaire » refusent de s'y rendre sans une très forte protection armée. Ils savent que le spectacle de l'expulsion provoque une telle fureur parmi toute la population voisine, provoque chez des milliers et des milliers de gens à peu près réduits au désespoir une telle haine des capitalistes et de l'Etat capitaliste, qu'ils risquent, eux et leurs agents, d'être à tout instant écharpés par la foule. Il faut de grandes forces militaires, il faut amener dans une grande ville plusieurs régiments recrutés absolument dans une région éloignée, afin que les

---

2 Lénine, [Œuvres](#), vol.26, pp.102-105.

soldats soient étrangers à la vie des classes pauvres de la ville, afin que les soldats ne puissent être atteints par la « contagion » du socialisme.

L'Etat prolétarien doit installer de force une famille extrêmement nécessiteuse dans l'appartement d'un riche. Notre détachement de milice ouvrière se compose, par exemple, de 15 hommes : deux matelots, deux soldats, deux ouvriers conscients (à supposer que l'un des deux seulement soit membre de notre parti ou sympathisant), puis d'un intellectuel et de 8 personnes appartenant à la catégorie des travailleurs pauvres (dont au moins 5 femmes, femmes de ménage, ouvriers non qualifiés, etc.). Notre détachement se présente chez le riche, visite l'appartement, y trouve cinq pièces pour deux hommes et deux femmes. « Vous vous serrerez dans deux pièces, citoyens, pour cet hiver et vous en aménagerez deux pour qu'on y installe deux familles qui habitent dans des sous-sols. En attendant que nous ayons construit, avec le concours d'ingénieurs (vous êtes ingénieur, je crois ?) des appartements convenables pour tous, il faudra absolument que vous vous serreriez un peu. Votre téléphone servira à dix ménages. Cela économisera cent heures de travail, de courses dans les boutiques, etc. En outre, il y a dans votre famille deux personnes sans profession à peu près inoccupées, mais capables d'exécuter un travail facile, une citoyenne de 55 ans et un citoyen de 14 ans. Ils seront de service trois heures par jour pour veiller à la juste répartition des produits alimentaires entre les 10 familles et pour tenir les écritures nécessaires. Le citoyen étudiant qui se trouve dans notre détachement va vous copier à deux exemplaires le texte de cet ordre du gouvernement et vous aurez l'obligation de nous remettre un reçu par lequel vous vous engagez à l'exécuter ponctuellement. »

Telles pourraient être, à mon avis, illustrées par des exemples concrets, les différences entre l'ancien appareil d'Etat et l'ancien Etat bourgeois et le nouvel appareil d'Etat et le nouvel Etat socialiste.

Nous ne sommes pas des utopistes. Nous savons que le premier manoeuvre ou la première cuisinière venue ne sont pas sur-le-champ capables de participer à la gestion de l'Etat. Sur ce point, nous sommes d'accord avec les cadets et avec Brechkovskaïa, et avec Tsérételli. Mais ce qui nous distingue de ces citoyens, c'est que nous exigeons la rupture immédiate avec le préjugé selon lequel seuls seraient en état de gérer l'Etat, d'accomplir le travail courant, quotidien de direction les fonctionnaires riches ou issus de familles riches. Nous exigeons que l'*apprentissage* en matière de gestion de l'Etat soit fait par les ouvriers conscients et les soldats, et que l'on *commence* sans tarder, c'est-à-dire qu'on commence sans tarder à faire participer à cet apprentissage tous les travailleurs, tous les citoyens pauvres.<sup>3</sup>

## **Les potentialités du prolétariat**

Quelle confiance avait Lénine dans le pouvoir potentiel et l'initiative des masses opprimées! Malgré tout, les bolcheviks étaient réalistes, et savaient que les travailleurs feraient des erreurs.

Il va de soi que les erreurs sont inévitables quand ce nouvel appareil fera ses premiers pas... Peut-il exister une autre voie pour apprendre au peuple à se diriger lui-même, pour lui éviter les fautes, que la voie de la pratique, que la mise en œuvre immédiate de la véritable administration du peuple par lui-même ? L'essentiel aujourd'hui, c'est de rompre avec le préjugé des intellectuels bourgeois d'après lequel seuls des fonctionnaires spéciaux, qui dépendent entièrement du capital par toute leur position sociale, peuvent diriger l'Etat... L'essentiel, c'est d'inspirer aux opprimés et aux

---

3 Lénine, [Œuvres](#), vol.26, pp.107-109.

travailleurs la confiance dans leur propre force, de leur montrer par la pratique qu'ils peuvent et doivent entreprendre eux-mêmes la répartition *équitable*, strictement réglementée, organisée du pain, de toutes les denrées alimentaires, du lait des vêtements, des logements, etc., *dans l'intérêt des classes pauvres*. Sans cela, la Russie ne sera sauvée ni de la faillite, ni de la destruction ; alors que si en tous lieux on remet consciencieusement, hardiment l'administration aux mains des prolétaires et des semi-prolétaires, cela suscitera dans les masses un si grand enthousiasme révolutionnaire dont l'histoire n'a pas d'exemple ; cela accroîtra dans de telles proportions les forces du peuple dans la lutte contre les fléaux, que beaucoup de choses qui paraissent impossibles à nos forces restreintes, vieilles, bureaucratiques, deviendront réalisables pour les forces d'une masse de plusieurs millions qui se mettra à travailler pour elle-même, et non pas pour le capitaliste, pas pour le fils à papa, pas pour le fonctionnaire, pas sous la trique.<sup>4</sup>

[Un autre] argument consiste à dire que les bolcheviks ne garderont pas le pouvoir, car « la situation est exceptionnellement complexe »...

Oh, les sages! Ils sont disposés peut-être à se réconcilier avec la révolution, pourvu qu'il n'y ait pas de « situation exceptionnellement complexe ».

Il n'existe pas de ces révolutions et il n'y a que lamentations réactionnaires d'intellectuels bourgeois dans les soupirs de ceux qui aspirent à une telle révolution. Même si une révolution commence dans des conditions en apparence peu compliquées, elle suscite *toujours* au cours de son développement des circonstances *exceptionnellement* complexes. Car une révolution vraiment profonde, « populaire », selon l'expression de Marx, est un processus incroyablement complexe et douloureux ; c'est l'agonie d'un vieux régime social et la naissance d'un nouveau ; des dizaines de millions d'hommes naissent d'une vie nouvelle...

Dans cet... argument il n'y a rien à examiner, puisqu'il ne renferme nulle idée, ni économique, ni politique, ni d'aucune sorte. On n'y trouve que les lamentations d'hommes que la révolution attriste et terrifie...

[J'ai eu] une conversation avec un riche ingénieur peu de temps avant les journées de juillet. Cet ingénieur avait été à un moment donné un révolutionnaire ; il avait été membre du parti social-démocrate et même du parti bolchevik. Aujourd'hui, il n'est plus que terreur, que haine contre les ouvriers déchaînés et indomptables. Si encore, dit-il (lui qui est un homme cultivé, qui a été à l'étranger), c'étaient des ouvriers comme le sont les ouvriers allemands ; je comprends, certes, qu'en général la révolution sociale est inévitable ; mais chez nous, avec l'abaissement du niveau des ouvriers que la guerre a causé... ce n'est pas une révolution, c'est un abîme.

Il serait prêt à reconnaître la révolution sociale, si l'histoire y conduisait avec autant de calme, de tranquillité, de régularité, d'exactitude, qu'un express allemand entre en gare. Très digne, le conducteur ouvre les portières des wagons et annonce : « Terminus : Révolution sociale. Alle aussteigen (tout le monde descend)! » Alors pourquoi ne passerait-il pas de la situation d'ingénieur sous le règne des Tit Titytch à la situation d'ingénieur sous le règne des organisations ouvrières.

Cet homme a vu des grèves. Il sait quelle tempête de passions déchaîne toujours, même dans les périodes les plus calmes, la plus ordinaire des grèves. Il comprend, bien sûr,

---

4 Lénine, [Œuvres](#), vol.26, pp.110-111.



combien de millions de fois plus forte cette tempête doit être, quand la lutte de classe a soulevé *tous* les travailleurs d'un immense pays, quand la guerre et l'exploitation ont conduit au bord du désespoir des millions d'hommes que les propriétaires faisaient souffrir depuis des siècles, que les capitalistes et les fonctionnaires du tsar dépouillaient et brimaient depuis des dizaines d'années. Tout cela il le comprend « en théorie », il ne le reconnaît que *du bout des lèvres*, il est simplement épouvanté par la « situation exceptionnellement complexe ».<sup>5</sup>

La révolution, pour Lénine, est le drame dans lequel les masses entrent sur la scène de l'histoire au moyen de leurs actes indépendants, défiant toutes les normes établies. C'est une époque dans laquelle tout le monde veut savoir, apprendre, décider... Comme l'a si bien décrit John Reed :

Dans toutes les villes, grandes et petites, sur le front, chaque fraction politique avait son journal — quelquefois elle en avait même plusieurs. Des pamphlets, par centaines de mille, étaient distribués par des milliers d'organisations et répandus dans les armées, dans les villages, les usines, les rues. La soif d'instruction, si longtemps réprimée, avec la révolution prit la forme d'un véritable délire. Du seul Institut Smolny, pendant les six premiers mois, sortaient chaque jour des trains et des voitures chargés de littérature pour saturer le pays. La Russie, insatiable, absorbait toute matière imprimée comme le sable chaud absorbe de l'eau. Et ce n'était point des fables, de l'histoire falsifiée, de la religion diluée et des romans corrompeurs à bon marché — mais les théories sociales et économiques, de la philosophie, les œuvres de Tolstoï, de Gogol et Gorky...

Ensuite vinrent les discours, à côté desquels « le torrent d'éloquence française » de Carlyle n'est qu'un simple murmure. Les conférences, les débats, les discours aux théâtres, aux cirques, dans les écoles, dans les clubs, dans les lieux de réunion des Soviets, dans les sièges des syndicats, dans les casernes... Les meetings dans les tranchées, sur les places publiques des villages, dans les usines... Quel spectacle magnifique de voir l'Usine de Poutilov verser ses quarante mille ouvriers pour entendre les socialistes démocrates, les socialistes-révolutionnaires, les anarchistes ou qui que ce soit, pourvu qu'ils aient quelque chose à dire. Pendant des mois entiers, à Petrograd et dans toute la Russie, chaque coin de rue était devenu une tribune publique. Dans les trains, dans les tramways, partout éclataient des débats improvisés....<sup>6</sup>

L'intelligence des masses était attelée à leur courage. Leur enthousiasme était accompagné par une action vigoureuse. La révolution, écrit Reed, « n'était pas venue comme ils l'attendaient, ni comme l'intelligentsia la souhaitait ; mais elle était venue – rude, forte, exaspérée par les formules, méprisant le sentimentalisme ; réelle. »<sup>7</sup>

## **Maxime Gorky**

Comme porte-drapeau et symbole de l'intelligentsia qui pendant des années avait appelé de ses vœux la révolution, et qui ne supporta pas celle qui se produisit dans la réalité, personne ne surpassa Gorky, pendant de nombreuses années l'ami de Lénine. Celui-ci représentait tout ce contre quoi Lénine argumentait dans la brochure dont nous parlons. Il ne voyait pas la révolution, mais une explosion d'« anarchisme zoologique, » soulevée par l'appel « volez les voleurs! » Le 20 avril, il écrivait dans *Novaïa Jizn* :

La politique est le terreau sur lequel le chardon de l'hostilité venimeuse, des soupçons mauvais, des mensonges éhontés, de la calomnie, de l'ambition morbide et du mépris de

---

5 Lénine, [Œuvres](#), vol.26, pp.114-116.

6 John Reed, [Dix jours qui ébranlèrent le monde](#).

7 John Reed, [Ten days that shook the world](#).

l'individu croît rapidement et profusément. Nommez tout ce qui est mauvais dans l'humain, et c'est précisément sur le terrain de la lutte politique que tout cela pousse avec une vivacité et une abondance particulières.<sup>8</sup>

Le 6 mai, Gorky citait en l'approuvant une lettre qu'il avait reçue :

N'est-on pas terrifié lorsqu'on voit comment des mains sales et des intérêts matériels saisissent la grande bannière sacrée du socialisme... ? La paysannerie, avide de propriété, recevra la terre et s'en retournera, ayant déchiré pour en faire des jambières le drapeau de [Jéliabov](#) et de [Brechtovskaïa](#)... Les soldats se saisissent avec alacrité de la bannière de la « paix dans le monde entier » ; mais ils souhaitent la paix non pas au nom de l'idée de démocratie internationale, mais pour leurs petits intérêts égoïstes : la préservation de la vie et l'espoir de prospérité personnelle.<sup>9</sup>

Voilà quelle était sa réaction aux Journées de Juillet :

Les répugnantes scènes de folie qui saisirent Pétrograd le jour du 4 juillet resteront dans ma mémoire pour le reste de ma vie.

Là, hérissé de fusils et de mitrailleuses, un camion passe comme un porc enragé, est plein à craquer des représentants bigarrés de l' « armée révolutionnaire ».<sup>10</sup>

Et ce qu'il avait à dire sur le « rôle des léninistes » :

Je déteste et j'abhorre les gens qui excitent les bas instincts des masses, quel que soient les noms que ces gens portent et aussi considérables soient les services qu'ils aient rendu à la Russie dans le passé.<sup>11</sup>

La préparation des bolcheviks à l'insurrection lui inspirait ces sentiments :

Tous les bas instincts de la foule irritée par le délabrement de la vie et par les mensonges et la fange de la politique vont s'enflammer et se mettre à fumer, en semant leur poison de méchanceté, de haine et de vengeance ; les gens vont s'entretuer les uns les autres, incapables de retenir leur propre stupidité bestiale.<sup>12</sup>

C'est le mépris essentiellement aristocratique des « masses obscures » qui est exprimé par ce « boutefeux », membre depuis vingt ans du mouvement révolutionnaire !

La brochure de Lénine *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?* était une réponse aux Gorky de son temps. C'était une déclaration concentrée et concise d'optimisme révolutionnaire, de confiance dans les capacités créatives du prolétariat organisé, dans la chaleureuse humanité et le courage des millions d'êtres qui depuis des siècles avaient vu leurs personnalités niées et qui maintenant se levaient et combattaient.

---

8 Maxime Gorky, [Несвоевременные Мысли](#).

9 [Ibid.](#)

10 [Ibid.](#)

11 [Ibid.](#)

12 [Ibid.](#)

## Chapitre 19 — Lénine appelle à l'insurrection

Avec la ruine croissante de l'industrie, la guerre paysanne en extension, le mouvement national s'exaspérant, l'armée en désintégration, le Gouvernement provisoire de plus en plus paralysé et l'influence des bolcheviks se répandant massivement, la question du pouvoir d'Etat devenait inévitablement de plus en plus centrale et urgente.

Dès que les bolcheviks eurent pris le contrôle des soviets des deux capitales, Lénine dit : « Notre heure est venue. » Mais il eut de très grandes difficultés à convaincre le parti – et en particulier sa direction – de la nécessité de s'emparer du pouvoir d'Etat.

En avril, juin et juillet le rôle de Lénine avait été de calmer les masses impatientes. Il dut retenir l'avant-garde de la classe ouvrière et les soldats d'avancer trop vite, avant que les sections les plus attardées n'aient le temps de rattraper. Et là, il devait mettre son pied sur l'accélérateur.

En août, Lénine prépara la nouvelle étape sur le plan théorique ; et à partir du milieu de septembre il mit l'accent de plus en plus fortement sur la nécessité urgente de saisir directement le pouvoir d'Etat.

L'Organisation Militaire du Parti bolchevik était particulièrement prudente et conservatrice. Ayant été sur la gauche de Lénine en juillet et en août, et s'étant gravement brûlé les doigts pendant les Journées de Juillet, maintenant, en septembre et octobre, ses dirigeants insistaient sur la nécessité absolue d'une préparation approfondie avant de prendre l'offensive contre le Gouvernement provisoire.<sup>1</sup>

Se référant à cette situation dans ses mémoires, [Nevsky](#) raconte que « certains camarades pensaient que nous (la direction de l'Organisation Militaire) étions trop prudents... Mais notre expérience (particulièrement durant les Journées de Juillet) nous montrait ce que signifiait une absence de préparation rigoureuse et de prépondérance des forces. »<sup>2</sup> Et bien sûr le rôle de l'Organisation Militaire était crucial pour toute démarche en vue de la prise du pouvoir.

Lénine eut encore plus de mal à convaincre les dirigeants du sommet du parti – les membres du Comité central. C'était comme si les Journées d'Avril étaient de retour – Lénine était à nouveau isolé au Comité central. A nouveau, le Comité apparut comme trop passif, trop conciliant dans son attitude envers les dirigeants mencheviks et socialistes-révolutionnaires, trop accommodant envers le Gouvernement provisoire. Certes, les critiques incessantes de Lénine d'un côté et la pression des ouvriers de la base d'autre part le forcèrent à changer radicalement de cours en avril. Mais le conservatisme et la tendance à l'adaptation ne sont pas éliminées par le fait d'admettre une fois ses erreurs. Lénine dut, encore et encore, vaincre ses propres lieutenants.

Une insurrection exige la plus grande audace, et le conservatisme de la direction prenait par conséquent une forme encore plus extrême qu'en avril. Ce n'est pas par accident que Lénine se trouva contraint de demander l'exclusion du parti de deux de ses anciens collaborateurs les plus proches, [Zinoviev](#) et [Kaménev](#).

En avril, il utilisa la pression des travailleurs, dont il était convaincu qu'ils étaient considérablement plus à gauche que le parti. Maintenant les sections avancées du prolétariat étaient plus prudentes. Il y avait un sentiment de dépression, consécutif à une aussi longue attente, dans le prolétariat de Pétrograd. Les ouvriers commençaient à douter y compris des bolcheviks. Qui sait, peut-être n'étaient-ils pas prêts à aller plus loin que leurs discours ? Tout en réarmant le parti en septembre et octobre, Lénine eut les plus grandes difficultés à utiliser la pression des masses sur les dirigeants bolcheviks conciliateurs. Cela dit, dès que le signal de bataille fut donné, la lassitude des masses

---

1 Voir infra le rapport de Nevsky au nom de l'Organisation Militaire à la réunion du Comité de Pétersbourg du 15 octobre, Kudelli, pp.310-12 ; ou le rapport de Krylenko au Comité central du 16 octobre, *Протоколы Центрального комитета РСДРП(б). Август 1917 - февраль 1918*, p.98.

2 V.I. Nevsky, « В Октябре: беглые заметки памяти », *Каторга и ссылка*, nos.11-12 (96-97), 1932, p.36.

dans l'expectative disparut en un éclair.

## ***Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir***

Tel était le titre d'une lettre que Lénine écrivit entre le 12 et le 14 septembre. Elle s'adressait à la fois au Comité central et aux comités de Pétrograd et de Moscou des bolcheviks, et démontrait sa méthode de pression sur le Comité central à travers les corps inférieurs du parti. « Ayant obtenu la majorité aux soviets des députés ouvriers et soldats des deux capitales, les bolcheviks peuvent et *doivent* prendre en mains le pouvoir. »

Les bolcheviks pouvaient prendre le pouvoir

car la majorité agissante des éléments révolutionnaires du peuple révolutionnaire du peuple des deux capitales suffit pour entraîner les masses, pour vaincre la résistance de l'adversaire, pour l'anéantir, pour conquérir le pouvoir et le conserver. Car, en proposant sur-le-champ une paix démocratique, en donnant aussitôt la terre aux paysans, en rétablissant les institutions et les libertés démocratiques foulées aux pieds et anéanties par Kérensky, les bolcheviks formeront un gouvernement que *personne* ne renversera.<sup>3</sup>

La tâche était urgente, même si Lénine ne s'occupait pas encore, dans cette lettre, des composantes techniques de l'insurrection – ce qu'il allait faire quelques jours plus tard.

Il ne s'agit ni du « jour », ni du « moment » de l'insurrection, au sens étroit des mots. Ce qui en décidera, c'est seulement la voix unanime de ceux qui sont en contact avec les ouvriers et les soldats, avec les *masses*.

Ce dont il s'agit, c'est que notre parti a aujourd'hui en fait, à la Conférence démocratique, son *propre congrès* ; ce congrès *doit* décider (qu'il le veuille ou non, il le doit) *du sort de la révolution*.

Il s'agit de rendre claire aux yeux du parti la tâche qui lui incombe : mettre à l'ordre du jour *l'insurrection armée* à Pétrograd et à Moscou (et dans la région), la conquête du pouvoir, le renversement du gouvernement.<sup>4</sup>

Un jour ou deux plus tard, Lénine écrivit une autre lettre au Comité central, intitulée [Le marxisme et l'insurrection](#). Il y comparait la situation de la mi-septembre avec celle des Journées de Juillet. Son but était de surmonter l'inertie de la direction bolchevique, laquelle, ayant tordu le bâton dans un sens en juillet, était trop conservatrice et timide pour changer de cours maintenant.

Les bolcheviks avaient eu raison de ne pas prendre le pouvoir en juillet, mais désormais les choses étaient différentes, disait Lénine. En juillet

... l'insurrection aurait été une faute : nous n'aurions pu conserver le pouvoir ni physiquement, ni politiquement. Physiquement, bien que Pétrograd fût par instants entre nos mains, car nos ouvriers et nos soldats n'auraient pas alors accepté de *se battre*, de *mourir* pour la possession de Pétrograd : il n'y avait pas alors cette « exaspération » cette haine implacable *à la fois contre* les [Kérensky](#) et *contre* les [Tsérételli](#) et les [Tchernov](#) ; nos gens n'avaient pas encore été trempés par l'expérience des persécutions contre les bolcheviks avec la participation des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks.

Politiquement nous n'aurions pas gardé le pouvoir les 3 et 4 juillet, car, *avant l'aventure Kornilov*, l'armée et la province auraient pu marcher et auraient marché contre

---

3 Lénine, « [Les bolchéviks doivent prendre en mains le pouvoir](#) », *Œuvres*, vol.26, p.10.

4 Ibid., pp.11-12.

Pétrograd.<sup>5</sup>

Mais il était nécessaire d'être à la fois sobre et audacieux. Pour prendre le pouvoir il faut s'assimiler sérieusement les techniques de l'insurrection.

Pour réussir, l'insurrection doit s'appuyer non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur la classe d'avant-garde. L'insurrection doit s'appuyer sur *l'élan révolutionnaire du peuple*. Voilà le second point. L'insurrection doit surgir à un *tournant* de l'histoire de la révolution ascendante où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus forte, où les *hésitations* sont les plus fortes dans les rangs de l'ennemi et *dans ceux des amis de la révolution faibles, indécis, pleins de contradictions* ; voilà le troisième point...

Mais, des lors que ces conditions se trouvent remplies, refuser de considérer l'insurrection comme un *art*, c'est trahir le marxisme, c'est trahir la révolution.<sup>6</sup>

Une fois qu'il est clair que l'insurrection armée est le summum de la révolution, qui doit se relier au mouvement de masse général, son aspect spécifiquement technique doit alors être considéré. Cela exige une sérieuse étude et de l'application. Lénine donne quelques suggestions techniques pour l'action immédiate :

... nous devons en même temps, sans perdre une minute, organiser *l'état-major* des détachements insurrectionnels, répartir nos forces, lancer les régiments sûrs aux points les plus importants, cerner le théâtre Alexandra, occuper la forteresse Pierre-et-Paul, arrêter l'état-major général et le gouvernement, envoyer contre les élèves-officiers et la division sauvage des détachements prêts à mourir plutôt que de laisser l'ennemi pénétrer dans les centres vitaux de la ville ; nous devons mobiliser les ouvriers armés, les appeler à une lutte ultime et acharnée, occuper simultanément le télégraphe et le téléphone, installer notre état-major de l'insurrection au Central téléphonique, le relier par téléphone à toutes les usines, à tous les régiments, à tous les centres de la lutte armée, etc.

Tout cela n'est qu'approximatif, certes, et seulement destiné à illustrer le fait que, au moment que nous vivons, on ne peut rester fidèle au marxisme, rester fidèle à la révolution, *si on ne considère pas l'insurrection comme un art*.<sup>7</sup>

La référence à la nécessité de cerner le théâtre Alexandra est très révélatrice. C'était là que la Conférence démocratique s'était réunie du 14 au 19 septembre. A l'évidence Lénine visait une prise du pouvoir immédiate! Selon toute probabilité, cette suggestion particulière n'était pas tant destinée à convaincre les dirigeants sur la technique spécifique à adopter qu'à les forcer à un changement radical d'attitude sur la question de l'insurrection ; en tordant le bâton pour secouer la direction hors de sa passivité, de sa léthargie et de sa disposition à soutenir le Gouvernement provisoire.<sup>8</sup>

Comment le Comité central réagit-il aux lettres de Lénine ? Dans le Comité lui-même, elles n'eurent pas le moindre succès. En 1921, [Boukharine](#), avec une exagération caractéristique, décrivait cet épisode :

La lettre (de Lénine) était écrite avec une extrême violence et nous menaçait de toutes sortes de châtiments (?). Nous en fûmes estomaqués. Personne encore n'avait posé la question si violemment... Tous étaient dans le doute d'abord. Après, s'étant consultés, on

5 Lénine, « [Le marxisme et l'insurrection](#) », *Œuvres*, vol.26, p.15.

6 Ibid., pp.13-14.

7 Ibid., p.18-19.

8 Il nous faut croire Staline sur parole lorsqu'il dit qu'après la révolution Lénine lui-même admettait que le plan de prise du pouvoir sus-mentionné n'était pas approprié. (I.V. Staline, « [Речь на собрании в Московском комитете РКП\(б\) по поводу 50-летия со дня рождения В.И. Ленина](#) », *Сочинения*, vol.4, Moscou 1947, pp.317-18).

décida. Ce fut peut-être le seul cas dans l'histoire de notre parti où le Comité central résolut à l'unanimité de brûler la lettre de Lénine... Nous pensions bien que sans aucun doute, à Piter et à Moscou, nous réussirions à prendre le pouvoir en main, mais nous estimions qu'en province nous ne pourrions pas encore tenir, qu'ayant pris le pouvoir et ayant expulsé les membres de la Conférence démocratique, nous ne pourrions plus nous consolider dans le reste de la Russie.<sup>9</sup>

Certains membres du Comité central étaient absolument opposés à l'idée de l'insurrection ; d'autres, comme [Trotsky](#), [Sverdlov](#) et [Boukharine](#), pensaient que la période de la Conférence démocratique était le moment le moins favorable ; d'autres hésitaient, tout simplement, et préféreraient attendre. La décision de brûler la lettre ne fut pas prise, en fait, à l'unanimité, mais par six voix pour, quatre contre, et six abstentions.<sup>10</sup>

Les minutes du Comité central poursuivent :

Le camarade Kaménev propose l'adoption de la résolution suivante : Après avoir considéré les lettres de Lénine, le CC rejette les propositions pratiques qu'elles contiennent, appelle toutes les organisations à ne suivre que les instructions du CC et affirme à nouveau que le CC considère toute espèce de manifestation dans les rues comme impossible à autoriser dans le moment présent. En même temps, le CC fait une requête au camarade Lénine de développer dans une brochure spéciale les questions qu'il soulève dans ses lettres d'une nouvelle appréciation de la situation en cours et de la politique du parti.

La résolution est rejetée.

En conclusion, la décision suivante est adoptée :

Les membres du CC responsables du travail de l'Organisation Militaire et du Comité de Pétersbourg sont instruits de prendre des mesures pour empêcher des manifestations d'aucune sorte dans les casernes et les usines.<sup>11</sup>

## ***Le parti s'adapte au constitutionnalisme***

Nous avons déjà mentionné que, alors que la Conférence démocratique tirait à sa fin, elle désigna parmi ses membres un Conseil de la République permanent, ou Préparlement, qui devait représenter la nation jusqu'à ce que l'Assemblée constituante se réunisse.

Le problème de l'attitude à adopter à l'égard du Préparlement devint une question tactique cruciale pour les bolcheviks. Lénine pensait que les révolutionnaires devaient participer aux institutions parlementaires tant que le renversement immédiat du régime n'était pas à l'ordre du jour. Ainsi le débat dans le parti sur le pré-parlement était-il lié à la discussion sur l'insurrection.

Lénine commença par critiquer sévèrement le comportement des bolcheviks à la Conférence démocratique :

Et j'en arrive ici aux erreurs des bolcheviks. S'en tenir à des applaudissements et à des exclamations ironiques à un tel moment, c'est une faute évidente...

Les bolcheviks devaient partir en signe de protestation et pour ne pas tomber dans le piège et contribuer à détourner par le moyen de la Conférence l'attention du peuple des

---

9 N. Bukharin, « Из речи тов. Бухарина на вечере воспоминаний в 1921 г. », *Пролетарская революция*, n° 10, 1922.

10 *Протоколы Центрального комитета РСДРП(б). Август 1917 - февраль 1918*, p. 58.

11 *Протоколы Центрального комитета РСДРП(б). Август 1917 - февраль 1918*, p. 58.

questions sérieuses. Les bolcheviks devaient laisser un ou trois de leurs 136 députés comme « agents de liaison », pour les communications téléphoniques sur le moment où prendraient fin les odieux bavardages et où on passerait au vote. Mais les bolcheviks ne devaient pas *se laisser occuper* par ces sottises évidentes, par cette duperie évidente du peuple qui avait pour but évident d'*étouffer* la révolution montante en l'amusant avec des hochets.

Les délégués bolcheviks devaient à 99 % se rendre dans les usines et dans les casernes ; c'est là qu'aurait été la véritable place des délégués arrivés de tous les coins de la Russie et qui avaient vu ... tout l'abîme de corruption où étaient tombés les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks. C'est là, plus près des masses, qu'il aurait fallu, dans des centaines et des milliers de réunions et d'entretiens, discuter les leçons de cette conférence de comédie qui de toute évidence a seulement servi à fournir des attermolements au kornilovien Kérénsky, qui de toute évidence a seulement servi à lui faciliter de nouvelles variantes pour le « chassé-croisé ministériel »...

On voit clairement comment cela s'est produit : avec l'aventure de Kornilov, l'histoire a opéré un tournant *très* brusque. Le parti a retardé sur le rythme incroyablement rapide de l'histoire à ce tournant. Le parti s'est laissé égarer pour un temps dans le piège des parolotes méprisables...

Utiliser le parlementarisme – surtout en période révolutionnaire – ne consiste pas du tout à perdre un temps précieux avec les représentants de la pourriture, mais à *instruire les masses en leur montrant un exemple de pourriture*.<sup>12</sup>

La direction bolchevique, malheureusement, n'a pas écouté cet argument et a adopté une attitude conciliatrice à l'égard de la Conférence démocratique et du Préparlement. Les minutes du Comité central du 21 septembre rapportent :

Sur le sujet de la Conférence démocratique, il est décidé de ne pas la quitter mais seulement de retirer les membres de notre parti de son présidium. En ce qui concerne le Préparlement, la décision de ne pas y aller a été prise par 9 voix contre 8. Mais dans la mesure où le vote a été divisé presque à égalité, la décision finale a été renvoyée à la réunion du parti organisée en ce moment même du groupe rassemblé à la Conférence démocratique. Deux rapports – par le camarade Trotsky et le camarade [Rykov](#) – sont prévus.

Lors de la réunion, la participation au Préparlement a été approuvée par 77 voix contre 50, une décision que le CC a également confirmée.<sup>13</sup>

Le lendemain Lénine écrit un article intitulé [Notes d'un publiciste : les erreurs de notre parti](#). Il y montrait que les décisions sur la tactique de participation ou de boycott des institutions parlementaires devaient être prises sur la base d'une analyse des rapports de classe objectifs et des relations entre les moyens de lutte extra-parlementaires et parlementaires.

En octobre 1905, les bolcheviks avaient lancé un appel au boycott de la Douma de Boulyguine. Pourquoi était-il correct ? « Parce qu'il correspondait au rapport objectif entre les forces sociales dans leur développement. Il donnait pour mot d'ordre à la révolution montante de renverser le pouvoir ancien... »<sup>14</sup>

---

12 Lénine, « [Les champions de la fraude et les erreurs des bolchéviks](#) », *Œuvres*, vol.26, pp.41-43.

13 *Протоколы Центрального комитета РСДРП(б). Август 1917 - февраль 1918*, p. 67.

14 Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.48.

En 1907, les bolcheviks gauchistes appelèrent à nouveau au boycott de la Douma.<sup>15</sup> Pourquoi cette tactique était-elle erronée ?

Parce qu'elle s'appuyait seulement sur l' « éclat » du mot d'ordre de boycott et sur le dégoût provoqué par le caractère très grossièrement réactionnaire de l' « écurie » du 3 juin. Mais la situation objective était que, d'une part, la révolution connaissait un déclin très marqué et continuait à décliner. Pour la relever, un soutien parlementaire (même de l'intérieur d'une « écurie ») acquérait une énorme importance politique ; car il n'existait presque pas de moyens de diffusion, de propagande, d'organisation extra-parlementaires, ou bien ils étaient extrêmement faibles.<sup>16</sup>

De l'expérience du passé, Lénine passait à la question immédiate du moment.

La tactique de la participation au Préparlement est *fausse*, elle ne répond ni au rapport objectif entre les classes, ni aux conditions objectives du moment...

Il faut boycotter le Préparlement. Il faut nous retirer dans le Soviet des députés ouvriers, soldats et paysans, nous retirer dans les syndicats, nous retirer d'une manière générale dans les masses. Il faut *les* appeler à la lutte. Il faut *leur* donner un mot d'ordre juste et clair : dissoudre la bande bonapartiste de Kérénsky et *son* Préparlement falsifié, cette Douma de Tsérételli-Boulyguine.<sup>17</sup>

Il félicitait Trotsky pour son opposition résolue à toute participation au Préparlement :

Trotsky était partisan du boycott. Bravo, camarade Trotsky !

La thèse du boycott a été repoussée à la fraction bolchevique de la Conférence démocratique.

Vive le boycott !<sup>18</sup>

Lénine poursuivait :

Il n'est pas possible de douter que dans les « milieux dirigeants » de notre parti, on remarque des hésitations qui peuvent devenir *funestes*, car la lutte se développe, et dans des conditions données, à un moment donné, les hésitations peuvent *perdre* notre cause...

Tout ne marche pas droit dans les milieux dirigeants « parlementaires » du parti ; apportons-y une plus grande attention ; que les ouvriers les surveillent mieux ; il faut déterminer plus rigoureusement la compétence des fractions parlementaires.

L'erreur de notre parti est évidente. Au parti en lutte de la classe d'avant-garde les erreurs ne font pas peur. Ce qui serait terrible, ce serait l'obstination dans l'erreur, une fausse honte à la reconnaître et à la corriger.<sup>19</sup>

Enfin, le 5 octobre, le Comité central se plia à la volonté de Lénine et résolut, avec une seule voix de désaccord (celle de Kaménev), de se retirer du Préparlement lors de sa séance inaugurale.<sup>20</sup> Le 7 octobre, Trotsky lut à la tribune du Préparlement une déclaration de combat qui se terminait par ces

15 Voir Cliff, [Lénine, construire le parti](#).

16 Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.48.

17 Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.50.

18 Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.51.

19 Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.51.

20 *Протоколы Центрального комитета РСДРП(б). Август 1917 - февраль 1918*, p. 78.



mots :

Pétrograd est en danger. La révolution et le peuple sont en danger. Le gouvernement aggrave ce danger, et les partis dirigeants y contribuent. Seul le peuple peut se sauver lui-même et sauver le pays. Nous nous adressons au peuple : « Vive la paix immédiate, honnête et démocratique! Tout le pouvoir aux soviets, toute la terre au peuple! Vive l'Assemblée constituante! »<sup>21</sup>

Puis les bolcheviks se levèrent et quittèrent l'assemblée sous les huées et les cris de « Partez dans vos trains allemands! »

Le fait que le départ des bolcheviks du Préparlement signifiait qu'ils se dirigeaient vers l'insurrection était clair tant pour leur amis que pour leurs adversaires.

Il n'y avait qu'un seul chemin pour eux en dehors du Préparlement [écrit [Soukhanov](#)] – celui des barricades. S'ils rejettent le bulletin de vote, ils doivent prendre le fusil. (...) Et c'est effectivement ce qui se passa.<sup>22</sup>

Le rapport du Soviet de Pétrograd sur le retrait des bolcheviks du Préparlement se terminait par le cri : « Vive la lutte directe et ouverte pour le pouvoir révolutionnaire dans le pays! » C'était le 9 octobre.

### ***Lénine pousse Smilga à l'action***

L'urgence de l'affaire, le besoin de prendre des initiatives immédiates dans le sens de la prise du pouvoir, était telle que Lénine ne recula devant rien dans ses efforts pour convaincre, et si nécessaire pour circonvenir le Comité central. Cela explique le ton de sa [Lettre au président du Comité régional de l'armée, de la flotte et des ouvriers de Finlande](#), le jeune [I.T. Smilga](#).

Et nous, que faisons-nous ? Nous nous contentons d'adopter des résolutions! Nous perdons du temps, nous fixons des « délais » (le 20 octobre le Congrès des soviets – n'est-il pas ridicule de temporiser ainsi ? N'est-il pas ridicule de compter là-dessus ?). Les bolcheviks ne travaillent pas méthodiquement à préparer *leurs* forces armées pour renverser Kérénsky.<sup>23</sup>

Il exhortait Smilga à agir :

Maintenant, en ce qui concerne votre rôle. Il semble que la seule chose que nous puissions pleinement avoir en mains et qui joue un rôle militaire sérieux, ce sont les troupes finlandaises et la flotte de la Baltique. Je pense que vous devez mettre à profit votre haute situation ... [pour] consacrer *toute votre attention* à la préparation *militaire* des troupes finlandaises + la flotte en vue du renversement prochain de Kérénsky. Créer un comité *secret* avec les militaires *les plus sûrs*, discuter avec eux *tous les aspects* de la situation, réunir (et vérifier *par vous-même*) les informations les plus précises et la disposition des troupes devant Pétrograd et à Pétrograd, sur le transfert des troupes de Finlande à Pétrograd, sur le mouvement de la flotte, etc...

Nous ne pouvons *en aucun cas* permettre le retrait des troupes de Finlande, voilà qui est clair. Mieux vaut consentir *à tout*, à l'insurrection, à la prise du pouvoir, pour le transmettre au congrès des soviets. Je lis aujourd'hui dans les journaux que dans deux semaines le danger d'une descente sera déjà nul. Cela signifie que vous avez très peu de

---

21 Browder et Kerensky, vol.3, p.1729.

22 Soukhanov, [op. cit.](#)

23 Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.63.

temps pour vous préparer.<sup>24</sup>

A mon avis, pour bien préparer les esprits, il faut lancer tout de suite le mot d'ordre : le pouvoir doit passer immédiatement au Soviet de Pétrograd *qui le remettra* au Congrès des soviets. Pourquoi, en effet, supporter encore trois semaines de guerre et de « préparatifs à une affaire Kornilov » de la part de Kérénsky ?<sup>25</sup>

Smilga appartenait à l'aile d'extrême gauche du parti, qui en juillet avait été encline à mener la lutte jusqu'au bout. Lénine entra dans une sorte de conspiration avec lui.

### **La crise est mûre**

Deux jours après sa lettre à Smilga, Lénine écrivit un document, porteur du titre ci-dessus, qui était une espèce de déclaration de guerre au Comité central. Pour en améliorer l'efficacité, il l'envoya non seulement au Comité central, mais aussi aux membres du Comité de Pétrograd, au Comité de Moscou, et aux soviets de la capitale.

Que faire ? Il faut aussprechen was ist, « dire ce qui est », reconnaître la vérité, à savoir qu'il existe chez nous, au Comité central et dans les milieux dirigeants du parti, un courant ou une opinion en faveur de *l'attente* du Congrès des soviets et *hostile* à la prise immédiate du pouvoir. Il faut *vaincre* ce courant ou cette opinion.

Autrement, les bolcheviks *se déshonoreront* à jamais et *seraient réduits à zéro* en tant que parti.

Car laisser échapper l'occasion présente et « attendre » le Congrès des soviets serait une *idiotie complète* ou une *trahison complète*... car c'est laisser s'écouler des *semaines* ; or, à l'heure actuelle, les semaines et même les jours décident de tout. C'est *renoncer* lâchement à la prise du pouvoir, car le 1<sup>er</sup> et le 2 novembre elle sera impossible (pour des raisons à la fois politiques et techniques : on réunira les Cosaques pour le jour sottement « fixé »\* de l'insurrection). (Note : \* « Convoquer » le Congrès des soviets au 20 octobre pour décider « la prise du pouvoir », n'est-ce pas tout comme « fixer » sottement la date de l'insurrection ? On peut prendre le pouvoir aujourd'hui, mais du 20 au 29 octobre, on ne vous le laissera pas prendre.)

« Attendre » le Congrès des soviets est une idiotie, car le Congrès NE DONNERA RIEN, *ne peut rien donner!*<sup>26</sup>

Il propose ensuite un plan de campagne militaire pour prendre le pouvoir.

La victoire de l'insurrection est *assurée* maintenant aux bolcheviks : nous pouvons (si nous n' « attendons » pas le Congrès des soviets) frapper *à l'improviste* à partir de trois points : de Pétrograd, de Moscou, de la flotte de la Baltique... nous avons la possibilité technique de prendre le pouvoir à Moscou (qui pourrait même commencer afin de frapper l'ennemi d'un coup imprévu).<sup>27</sup>

Pour accroître la pression qu'il exerçait, Lénine alla au-delà de la simple critique des dirigeants du parti. En signe de protestation, il démissionna du Comité central, expliquant pourquoi :

Le Comité central ayant laissé *même sans réponse* mes instances là-dessus depuis le

---

24 Lénine, *Œuvres*, vol.26, pp.64-65.

25 Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.64-66.

26 Lénine, *Œuvres*, vol.26, pp.76-77.

27 Lénine, *Œuvres*, vol.26, pp.77-78.

début de la Conférence démocratique, et comme l'organe central *biffe* dans mes articles les indications que je donne sur les erreurs criantes des bolcheviks, telles que la décision déshonorante de participer au Préparlement, que l'attribution d'un siège aux mencheviks au présidium du Soviet, etc., force n'est de voir là une allusion « délicate » au refus du Comité central de débattre même la question, une allusion délicate au bâillonnement et à l'invitation à me retirer.

Je dois présenter *ma demande de démission du Comité central*, ce que je fais, en me réservant de faire de la propagande *dans les rangs* du parti et au congrès du parti.<sup>28</sup>

Les procès-verbaux n'indiquent pas ce qui s'est passé ensuite. En tout état de cause, Lénine ne quitta pas le Comité central.

Quelques jours plus tard, le 1<sup>er</sup> octobre, il écrivit une nouvelle lettre au Comité central, aux comités de Moscou et de Pétrograd, et aux membres bolcheviks des soviets de Pétrograd et de Moscou.

Temporiser est un crime. Attendre le Congrès des soviets, c'est faire preuve d'un formalisme puéril et déshonorant ; c'est trahir la révolution.

Le Soviet de Moscou devait prendre le pouvoir entre ses mains.

A Moscou, la victoire est assurée, il n'y a personne pour se battre. A Pétrograd, on peut attendre. Le gouvernement ne peut rien faire, il n'y a pas de salut pour lui, il capitulera.<sup>29</sup>

Quelques jours plus tard, Lénine publiait ses [Thèses pour le rapport à la conférence du 8 octobre de l'organisation de Pétersbourg, ainsi que pour la résolution et le mandat à donner aux délégués du parti](#). Le document était rédigé sur un ton de critique furieuse contre la direction.

... dans les instances les plus élevées du parti, on constate des hésitations, une sorte de « crainte » devant la lutte pour le pouvoir, une propension à substituer à cette lutte des résolutions, des protestations et des congrès...

Rattacher d'une manière rigide cette tâche au Congrès des soviets, la subordonner à ce congrès, c'est *jouer à l'insurrection*, en fixant sa date à l'avance, en permettant au gouvernement de préparer ses troupes, en égarant les masses par l'illusion que grâce à une « résolution » du Congrès des soviets on peut trancher la question, alors qu'en réalité seul le prolétariat insurgé peut la trancher.

... le Soviet des députés ouvriers et soldats ne peut être qu'un organisme insurrectionnel, qu'un organe du pouvoir révolutionnaire. Sinon les soviets ne sont que de vains hochets qui conduisent infailliblement à l'apathie, à l'indifférence, au découragement des masses légitimement écœurées par la répétition perpétuelle de résolutions et de protestations.<sup>30</sup>

Le 2 octobre, il écrivait à la Conférence de la ville de Pétrograd, répétant son plan pour une insurrection armée, de prendre Moscou comme base de départ :

Nous devons nous adresser aux camarades de Moscou, les convaincre de prendre le pouvoir à Moscou, déclarer le gouvernement Kérensky déposé et proclamer le Soviet des députés ouvriers à Moscou Gouvernement provisoire de Russie, afin de proposer sur-le-champ la paix et de sauver la Russie du complot. Que les camarades de Moscou mettent la question de l'insurrection à l'ordre du jour.<sup>31</sup>

---

28 Lénine, *Œuvres*, vol.26, pp.78-79.

29 Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.139.

30 Lénine, *Œuvres*, vol.26, pp.141-142.

31 Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.145.

Quand on lit cette correspondance, on ne peut manquer d'être impressionné par l'insistance et le sens de l'urgence avec lesquels Lénine martelait un seul et même thème : les bolcheviks doivent s'emparer du pouvoir d'Etat.

### **Avis d'un observateur**

Quelle exaspération a dû ressentir Lénine d'être éloigné du terrain de la lutte, d'être obligé de mener une vie clandestine, de s'exprimer le plus souvent après que les décisions aient déjà été prises à Pétrograd. Dans un article intitulé [Conseil d'un absent](#), écrit le 8 octobre, il s'adressait aux camarades se rassemblant pour le Congrès des Soviets de la région du Nord, et développait l'idée de Marx selon laquelle « *l'insurrection armée, comme la guerre, est un art* ».

Voici les règles principales de cet art que Marx a exposées :

- 1) *Ne jamais jouer* avec l'insurrection, et lorsqu'on la commence, être bien pénétré de l'idée qu'il faut la *mener jusqu'au bout*.
- 2) Rassembler à tout prix une *grande supériorité de forces* à l'endroit décisif, au moment décisif, faute de quoi l'ennemi, possédant une meilleure préparation et une meilleure organisation, anéantira les insurgés.
- 3) Une fois l'insurrection commencée, il faut agir avec la plus grande *décision* et passer coûte que coûte à *l'attaque*. « La défensive est la mort de l'insurrection armée. »
- 4) Il faut s'efforcer de prendre l'ennemi par surprise, saisir le moment où ses troupes sont encore dispersées.
- 5) Il faut remporter *chaque jour* ne fût-ce que de petits succès (on peut dire à chaque heure, s'il s'agit d'une ville), et maintenir à tout prix la « supériorité morale ».

Marx résumait le bilan des leçons de toutes les révolutions, en ce qui concerne l'insurrection armée, par les paroles « du plus grand maître de la tactique révolutionnaire de l'histoire, Danton : de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace ».<sup>32</sup>

Lénine poursuivait en élaborant un plan militaire de prise du pouvoir. Ce qu'il fallait, c'était

[une] offensive simultanée, aussi soudaine et aussi rapide que possible sur Pétrograd, et à la fois de l'extérieur, de l'intérieur, des quartiers ouvriers, de Finlande, de Reval, de Cronstadt, offensive de *toute* la flotte...

Combiner nos *trois* forces principales : la flotte, les ouvriers et les unités de l'armée afin de nous emparer et de conserver *coûte que coûte* : a) le téléphone, b) le télégraphe, c) les gares, d) les ponts, en premier lieu.

Choisir les éléments les plus résolus ( nos « troupes de choc » et la jeunesse ouvrière, ainsi que les meilleurs matelots) et les répartir en petits détachements pour qu'ils s'emparent de tous les points essentiels et pour qu'ils participent partout, à toutes les opérations importantes, par exemple : encercler Pétrograd et l'isoler, s'en emparer par une attaque concertée de la flotte, des ouvriers et des troupes – tâche qui exige *de l'art et une triple audace* ; constituer des détachements des meilleurs ouvriers qui, armés de

---

<sup>32</sup> Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.183. Les mots que cite Lénine proviennent de [Révolution et contre-révolution en Allemagne](#), qui fut publié par articles dans le [New York Daily Tribune](#) en 1851 et 1852. L'ouvrage, qui portait la signature de Marx, avait été en fait écrit par Engels.

fusils et de bombes, attaqueront et cerneront les « centres » de l'ennemi (écoles militaires, télégraphe, téléphone, etc.)...

Il finissait sa lettre par ces mots : « Le succès de la révolution russe et de la révolution mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte. »<sup>33</sup>

Un des membres du Comité du district de Vyborg, Svechnikov, se souvenait :

Et Illitch dans sa retraite écrivait et écrivait infatigablement, et Nadejda Konstantinovna ([Kroupskaïa](#)) nous lisait très souvent ces manuscrits au Comité... Les paroles enflammées du chef ajoutaient à notre force... Je me rappelle comme si c'était d'hier Nadejda Konstantinovna penchée, dans une des salles de la direction du district où travaillaient les dactylos, comparant soigneusement la reproduction avec l'original et, tout à côté d'elle, « l'Oncle » et « Eugénie » demandant à avoir une copie.

« L'Oncle » et « Eugénie » étaient les noms de guerre des deux dirigeants du district. « Il n'y a pas longtemps – raconte un militant du district, Naoumov – nous avons reçu d'Illitch une lettre à transmettre au Comité central... Nous avons lu la lettre et nous avons fait « Oh! » Il se trouve que Lénine pose depuis longtemps devant le Comité central la question de l'insurrection. Nous avons protesté, nous avons commencé à faire pression sur le centre. »<sup>34</sup>

Il fallait à Lénine une confiance immense dans le prolétariat et dans le parti, en même temps qu'une sérieuse méfiance envers le Comité central, pour qu'il passe ainsi par dessus la tête de ce dernier, sur sa propre responsabilité personnelle, de la clandestinité, et commence à faire de l'agitation en faveur d'une insurrection armée. Mais se dérober à ses responsabilités et aux défis n'était pas dans sa nature.

Malgré tout, le Congrès des Soviets du Nord, même s'il était dominé par les bolcheviks, ne suivit pas sa proposition. Il fut convoqué pour le 11 octobre, siégea pendant trois jours et se dispersa, s'étant limité à passer les résolutions révolutionnaires générales habituelles.

### ***Enfin le Comité central commence à agir***

Le 10 octobre, la plus célèbre réunion du Comité central eut lieu, et Lénine y posa simplement la question de l'insurrection armée – et gagna. Soukhanov a écrit,

Oh, les nouvelles plaisanteries de la facétieuse muse de l'histoire ! Cette session suprême et décisive s'est tenue dans mon propre logement, toujours à la Karpovka (numéro 32, appartement 31). Mais tout cela à mon insu.

La femme du menchevik Soukhanov était membre du Parti bolchevik.

Comme avant, je passais très souvent la nuit çà et là près de la rédaction ou de Smolny, c'est-à-dire à environ huit kilomètres de la Karpovka. Mais cette fois-ci, des mesures spéciales furent prises pour que je passe la nuit hors de chez moi ; ma femme connaissait exactement mes intentions et me donna un conseil amical et désintéressé – de ne pas me fatiguer avec un long trajet après le travail. En tout état de cause, l'importante réunion était totalement protégée contre mon irruption.<sup>35</sup>

Onze des vingt et un membres du Comité central étaient présents (plus un membre candidat). Lénine y vint portant perruque et lunettes, la barbe rasée. C'était la première réunion du Comité central à laquelle il assistait depuis qu'il était entré dans la clandestinité. La session dura dix heures, jusque vers trois heures du matin. Elle commença par un rapport d'organisation de [Sverdlov](#), qui

<sup>33</sup> Lénine, *Œuvres*, vol.26, pp.183-184.

<sup>34</sup> Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op cit, p.510.

<sup>35</sup> Soukhanov, [op. cit.](#)

préparait le terrain à la résolution de Lénine :

Les représentants qui viennent d'arriver des armées du front Nord disent qu'il se passe quelque chose d'étrange sur ce front en rapport avec le retrait de troupes de l'intérieur.

Des informations en provenance de Minsk indiquent qu'un nouveau complot du type de celui de Kornilov semble y être en préparation. Du fait du caractère de la garnison, Minsk est entourée d'unités de Cosaques. Des conversations suspectes sont en cours entre le quartier général et le commandement suprême. Des agitateurs antibolcheviks sont à l'œuvre parmi les Ossètes et certaines autres unités de troupes. Sur le front, néanmoins, l'opinion est favorable aux bolcheviks, ils les suivront contre Kérénsky.<sup>36</sup>

Lénine prit immédiatement l'offensive :

Depuis le début de septembre, on observe une sorte d'indifférence à l'égard de l'insurrection. Mais si nous soutenons sérieusement le mot d'ordre de prise du pouvoir par les soviets, cela n'est pas tolérable. C'est pourquoi toute l'attention aurait dû être portée depuis longtemps à l'aspect technique de l'affaire. Maintenant, il semble qu'un temps considérable ait été perdu.

Néanmoins, la question est urgente et le moment décisif est proche. La situation internationale est telle que nous devons prendre l'initiative.

Ce qui est en cours pour abandonner du terrain jusqu'à la Narva et pour livrer Pétrograd nous contraint de manière encore plus impérative à passer à l'action de façon décisive.

La situation politique pousse également de façon impressionnante dans ce sens.

Du 3 au 5 juillet, une action positive de notre part aurait échoué parce que la majorité n'était pas derrière nous. Depuis, nous avons progressé par sauts et par bonds.

L'absentéisme et l'indifférence parmi les masses peuvent être expliqués par le fait que les masses en ont assez des mots et des résolutions. La majorité est désormais derrière nous. Politiquement, la situation est complètement mûre pour un transfert du pouvoir.

Le mouvement agraire va dans le même sens, et il est clair qu'il faudrait des forces héroïques pour étouffer ce mouvement. Le mot d'ordre de tout le transfert des terres est devenu le slogan général des paysans. La situation politique est ainsi toute prête. Il faut parler du côté technique. Tout se ramène à cela. Or, nous, après les partisans de la défense nationale, nous sommes enclins à considérer la préparation systématique d'une insurrection comme une sorte de péché politique.

Cela n'a pas de sens d'attendre l'Assemblée constituante, qui à l'évidence ne sera pas de notre côté, parce que cela nous compliquerait la tâche. Le congrès régional et la proposition de Minsk doivent être utilisés comme point de départ d'une action décisive.<sup>37</sup>

Puis il déposa une résolution :

Reconnaissant... qu'un soulèvement armé est inévitable et que le moment en est venu, le CC suggère que toutes les organisations du parti soient guidées par cela et approchent la discussion et la solution de toutes les questions pratiques à partir de ce point de vue (le

---

<sup>36</sup> *Протоколы Центрального комитета РСДРП(б). Август 1917 - февраль 1918*, p. 86.

<sup>37</sup> *Ibid.*, pp. 86-87.

Congrès des Soviets de la région Nord, le retrait des troupes de Peter, l'action de nos gens à Moscou et à Minsk, etc.).<sup>38</sup>

Il y eut dix voix pour (neuf membres du CC et un candidat) et deux contre (Zinoviev et Kaménev).

### **Le désaccord de Zinoviev et Kaménev**

Immédiatement après la réunion, [Zinoviev](#) et [Kaménev](#) firent une déclaration, qu'ils distribuèrent parmi les membres du Comité de Pétrograd, du Comité de Moscou et du Comité régional finlandais, argumentant contre la décision du Comité central.

Nous sommes profondément convaincus que proclamer maintenant une insurrection armée met en péril non seulement le sort de notre parti mais aussi celui des révolutions russe et internationale...

Les chances de notre parti au sein de l'Assemblée constituante sont excellentes... Avec une bonne tactique nous pouvons obtenir un tiers des sièges à l'Assemblée constituante, ou même plus...

L'Assemblée constituante ne peut par elle-même, bien sûr, modifier le rapport réel entre les forces sociales. Mais elle empêchera ce rapport d'être déguisé comme il l'est à présent. Il ne peut être question d'éliminer les soviets, qui ont pris racine dans la vie que nous vivons. Déjà les soviets exercent la réalité du pouvoir dans un certain nombre d'endroits.

L'Assemblée constituante, elle aussi, ne peut que s'appuyer sur les soviets dans son travail révolutionnaire. L'Assemblée constituante plus les soviets – c'est vers ce type mixte d'institution étatique que nous nous dirigeons...

Nous n'avons pas oublié et nous ne devons pas oublier qu'entre nous et la bourgeoisie se tient un troisième camp énorme, celui de la petite bourgeoisie. Ce camp s'est rangé à nos côtés aux jours de la révolte de Kornilov et il nous a apporté la victoire... Il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui ce camp est bien plus proche de la bourgeoisie que de nous... Et il suffit d'une maladresse, d'une initiative inconsidérée faisant dépendre tout le sort de la révolution d'une insurrection immédiate, pour que le parti prolétarien pousse la petite bourgeoisie entre les bras de Milioukov pour une longue période.

On dit : (1) La majorité du peuple de Russie est déjà de notre côté et (2) la majorité du prolétariat international est avec nous. Hélas! Ni l'un ni l'autre ne sont vrais, et là est toute la question.

En Russie, nous avons la majorité des ouvriers et une section considérable des soldats de notre côté. Mais tout le reste est douteux. Nous sommes tous convaincus, par exemple, que si les choses vont aujourd'hui jusqu'aux élections à l'Assemblée constituante, les paysans voteront de façon majoritaire pour les SR.

Et pour la seconde assertion – selon laquelle la majorité du prolétariat international nous soutient. Malheureusement, ce n'est pas le cas... Si nous risquons tout maintenant et sommes battus, nous porterons aussi un coup cruel à la révolution prolétarienne mondiale, qui se développe avec une extrême lenteur même si elle avance quand même. Mais, dans la mesure où le choix dépend de nous, nous devons nous limiter aujourd'hui

---

38 Ibid., p. 88.

à une position défensive... Dans l'Assemblée constituante, nous serons tellement forts comme parti d'opposition que, avec le suffrage universel dans le pays, nos adversaires seront forcés à céder devant nous à chaque pas, ou nous formerons un bloc dirigeant avec les SR de gauche, les paysans sans-parti, et d'autres qui auront fondamentalement à appliquer notre programme...

Nous n'avons pas le droit, devant l'histoire, devant le prolétariat international, devant la révolution russe et la classe ouvrière russe, de jouer tout l'avenir sur la carte d'une insurrection armée immédiate... en ce moment la chose la plus dangereuse serait de sous-estimer les forces de l'ennemi et de surestimer les nôtres. La force de l'opposition est plus grande qu'elle ne paraît. Pétrograd est la clé, et à Pétrograd les ennemis du parti prolétarien ont amassé des forces considérables : 5.000 junkers magnifiquement armés, organisés, déterminés (du fait de leur situation de classe) et sachant se battre, puis les officiers d'état-major, les troupes de choc, les Cosaques, une section importante de la garnison, et une grande quantité d'artillerie déployée en éventail autour de Pétrograd. Et nos adversaires, avec l'aide du Tsik (Comité exécutif des soviets), essaieront certainement d'amener des troupes du front.

Les ouvriers et les soldats n'étaient pas d'humeur combative.

Même ceux qui sont partisans de l'action disent que l'humeur des masses d'ouvriers et de soldats est loin de rappeler, par exemple, le sentiment qui dominait avant le 3 juillet. Si une mobilisation militante existait dans les masses profondes des pauvres de la ville en faveur de manifestations de rues, elles garantiraient qu'une fois l'action entamée, elles tireraient derrière elles ces très importantes organisations (les syndicats des chemins de fer, des postes et du télégraphe, etc.) dans lesquelles l'influence de notre parti est faible. Mais comme ce sentiment n'existe même pas dans les usines et dans les casernes, compter sur lui serait nous leurrer nous-mêmes...

Dans ces conditions, ce serait une erreur historique grave que de poser la question du transfert du pouvoir entre les mains du parti prolétarien en disant : maintenant ou jamais!

Non ! Le parti du prolétariat grandira et son programme sera clarifié de plus en plus largement parmi les masses.<sup>39</sup>

## ***L'attaque brusquée de Lénine***

La colère de Lénine ne connaissait pas de bornes. Voilà que deux de ses plus proches camarades s'avéraient être les principaux adversaires de l'insurrection. Le 17 octobre, il écrivait une longue et incisive [Lettre aux camarades](#) :

... comme un parti révolutionnaire n'a pas le droit de tolérer d'hésitations sur une question aussi sérieuse, comme ces deux camarades qui abandonnent les principes peuvent créer un certain trouble, il est nécessaire d'analyser leurs arguments, de mettre à nu leurs hésitations, de montrer combien elle sont déshonorantes.<sup>40</sup>

Zinoviev et Kaménev avaient dit : « Nous ne sommes pas assez forts pour prendre le pouvoir, et la bourgeoisie n'est pas assez forte pour faire échouer l'Assemblée constituante. » Lénine rétorqua vigoureusement :

---

39 Ibid., pp. 90-95.

40 Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.199.



[Cet argument] ne gagne rien en force et en persuasion du fait que l'on exprime son désarroi et sa peur de la bourgeoisie en faisant preuve de pessimisme à l'égard des ouvriers et d'optimisme à l'égard de la bourgeoisie. Si les élèves-officiers et les Cosaques disent qu'ils se battront jusqu'à la dernière goutte de leur sang contre les bolcheviks, on peut les croire ; mais si, dans des centaines de réunions, les ouvriers et les soldats expriment leur pleine confiance aux bolcheviks et affirment qu'ils sont prêts à faire un rempart de leur poitrine pour donner le pouvoir aux soviets, il est « sage » de ne pas oublier que voter est une chose et se battre une autre chose !

Lénine se tourne vers l'argument de Zinoviev et Kaménev selon lequel « les soviets doivent être un revolver appuyé sur la tempe du gouvernement pour exiger de lui qu'il convoque l'Assemblée constituante et renonce aux aventures Kornilov... »

Voilà où on en est arrivé avec un de nos deux pessimistes!

... On a très justement répondu à notre pessimiste : « un revolver sans balle ? » ...

Mais s'il s'agit d'un revolver « chargé », c'est alors la préparation technique de l'insurrection, car la balle il faut se la procurer, il faut charger le revolver ; et une seule balle, c'est peu.<sup>41</sup>

Zinoviev et Kaménev avaient écrit : « Nous nous renforçons chaque jour, nous pouvons entrer à l'Assemblée constituante comme une puissante opposition, pourquoi tout risquer sur une carte... ». Lénine répondit :

Argument d'un philistin qui « a lu » que l'Assemblée constituante va être convoquée et qui se repose en toute confiance sur les voies constitutionnelles les plus légales, les plus loyales.

Il est seulement dommage que ni la question de la famine, ni la question de la reddition de Péetrograd ne puissent être résolues par l'attente de l'Assemblée constituante. Les naïfs ou les gens sans boussole, ou les paniquards oublient ce « détail ».

La famine n'attend pas. Le soulèvement paysan n'a pas attendu. La guerre n'attend pas. Les amiraux en fuite n'ont pas attendu.

Parce que nous, bolcheviks, *proclamerions* notre confiance dans la convocation de l'Assemblée constituante, la faim consentira-t-elle à attendre ? Les amiraux en fuite consentiront-ils à attendre ? Les Maklakov et les Rodzianko consentiront-ils à mettre fin aux lock-out, au sabotage du transport du blé, à la collusion avec les impérialismes anglais et allemand ?

C'est ce qui semble en effet ressortir des paroles des champions des « illusions constitutionnelles » et du crétinisme parlementaire. La réalité vivante disparaît, et il ne reste que le *papier* concernant la convocation de l'Assemblée constituante, il ne reste que les élections.<sup>42</sup>

Il cite à nouveau Zinoviev et Kaménev : « Si les korniloviens recommençaient, alors nous leur montrerions à qui ils ont affaire! Mais commencer nous-mêmes, à quoi bon risquer,... »

L'histoire ne se répète pas, mais si nous lui tournons le dos, si, contemplant la première aventure Kornilov, nous répétons : « Ah! Si les korniloviens commençaient » ; si nous

---

41 Lénine, *Œuvres*, vol.26, pp.201,203.

42 Lénine, *Œuvres*, vol.26, pp.205-206.

agissons ainsi, quelle magnifique stratégie révolutionnaire! Comme elle ressemble au « petit bonheur la chance »! Espérons que les korniloviens recommenceront mal à propos! N'est-il pas vrai que c'est un « argument » puissant ? Que c'est une base sérieuse pour une politique prolétarienne ?

Et si les korniloviens de la deuxième vague avaient appris quelque chose ? S'ils avaient la patience d'*attendre* les émeutes de la faim, la rupture du front, la reddition de Pétrograd, sans *commencer* jusqu'à ce moment ? Qu'arriverait-il alors ?

On nous propose de fonder la tactique du parti prolétarien sur la répétition éventuelle d'une de leurs anciennes fautes par les korniloviens!

... La voilà bien la tactique « marxiste »! Attendez, affamés, Kérénsky a promis de convoquer l'Assemblée constituante!<sup>43</sup>

« Les masses, comme on l'annonce de partout, ne sont pas d'humeur à descendre dans la rue. Parmi les indices qui justifient le pessimisme se trouve aussi la diffusion très fortement accrue de la presse ultra-réactionnaire, de la presse des Cent-Noirs... », proclamaient Zinoviev et Kaménev. Lénine parlait autrement de la mentalité des masses :

Ensuite – et c'est là l'essentiel en l'occurrence – en parlant de l'état d'esprit des masses, les gens veules oublient d'ajouter

que « tous » dépeignent cet état d'esprit comme un esprit de réflexion, d'expectative ;

que « tous » sont d'accord pour reconnaître que, à l'appel des soviets et pour la défense des soviets, les ouvriers se lèveront comme un seul homme ;

que « tous » sont d'accord pour reconnaître le fort mécontentement des ouvriers devant l'indécision des directions centrales quant à la « lutte finale », qui apparaît clairement comme inéluctable ;

que « tous » définissent l'état d'esprit des plus larges masses comme proche de la démoralisation et apportent comme preuve l'accroissement de l'anarchisme sur ce terrain précisément ;

que « tous » reconnaissent également que parmi les ouvriers conscients il existe une répugnance certaine à descendre dans la rue pour la *seule* manifestation, *seulement* pour une lutte partielle, car on sent dans l'air l'approche non pas d'une lutte partielle mais d'une lutte générale, car la stérilité de grèves, de manifestations et d'actions partielles se fait pleinement sentir et comprendre.

Et ainsi de suite.

... [Zinoviev et Kaménev] oublient naturellement « à propos » que la fermeté de la ligne du parti, sa résolution inflexible sont *aussi un facteur* de cet état d'esprit, surtout dans les moments les plus critiques de la révolution. Il est parfois très « opportun » d'oublier que, par leurs hésitations et par leur tendance à brûler aujourd'hui ce qu'ils adoraient hier, les dirigeants responsables font naître les hésitations les plus déplacées dans l'état d'esprit de certaines couches de la masse.<sup>44</sup>

---

43 Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.206-207.

44 Lénine, *Œuvres*, vol.26, pp.212,213.

... la position de ceux qui, parlant de l'état d'esprit des masses, rejettent sur les masses leur propre veulerie, est désespérée. Les masses se divisent en éléments qui attendent consciemment et en éléments prêts à tomber inconsciemment dans le désespoir ; mais les masses opprimées et affamées ne sont pas veules.<sup>45</sup>

Ce qu'il faut [pour une insurrection], c'est la volonté consciente, ferme, inébranlable de la part des éléments conscients de se battre jusqu'au bout, d'une part. Et d'autre part, il faut le désespoir réfléchi des larges masses qui *sentent* qu'il est impossible de rien sauver maintenant par des demi-mesures, que n'importe quelle « pression » resterait sans effet, que les affamés « balaièrent tout, fracassèrent tout même anarchiquement », si les bolcheviks ne savent pas les diriger dans la lutte décisive.<sup>46</sup>

Zinoviev et Kaménev avaient dit : « ... Le parti marxiste ne saurait, d'autre part, ramener la question de l'insurrection à un complot militaire. » Lénine les accusa de tenter d'identifier l'insurrection avec le blanquisme.

Un complot militaire relève du blanquisme *si* ce n'est pas le parti d'une classe déterminée qui l'organise, *si* ceux qui l'organisent n'ont pas fait état de la situation politique en général et de la situation internationale en particulier ; *si* les faits objectifs n'ont pas prouvé la sympathie de la majorité du peuple pour ce parti, *si* la marche des événements de la révolution n'a pas réfuté pratiquement les illusions conciliatrices de la petite bourgeoisie ; *si* la majorité n'a pas été conquise dans les organismes de lutte révolutionnaire à qui sont reconnus les « pleins pouvoirs » ou qui ont fait leurs preuves autrement, tels les « soviets » ; *si*, dans l'armée (en admettant que les événements se passent en temps de guerre), n'a pas mûri un état d'esprit hostile au gouvernement qui prolonge une guerre injuste contre la volonté du peuple ; *si* les mots d'ordre de l'insurrection (tels que « tout le pouvoir aux soviets », « la terre aux paysans », « proposition immédiate de paix démocratique à tous les peuples en guerre en même temps qu'annulation immédiate des traités secrets et de la diplomatie secrète », etc.) n'ont pas acquis la plus large diffusion et la plus large popularité, *si* les ouvriers avancés ne sont pas convaincus de la situation désespérée des masses et de l'appui de la campagne, appui qui s'est manifesté par un sérieux mouvement paysan, ou par un soulèvement contre les propriétaires fonciers et contre le gouvernement qui les défend, *si* la situation économique du pays inspire de sérieux espoirs en vue d'une solution favorable de la crise par des voies pacifiques et parlementaires.

En voilà assez, peut-être ?<sup>47</sup>

Les événements devaient malheureusement prouver que Lénine avait raison quand il écrivait à propos de Zinoviev et Kaménev : « les sceptiques sont *toujours* prêts à « douter », et rien ne peut leur donner un démenti que l'expérience. »<sup>48</sup>

## **La direction de Pétrograd hésite**

Le 15 octobre, il y eut une réunion du Comité de Pétrograd avec des dirigeants actifs du Parti bolchevik. Toute la discussion fut marquée par des flottements et du manque de clarté.

Nevsky : En tant que représentant de l'Organisation militaire, je dois attirer votre attention sur un certain nombre de difficultés que nous avons. L'Organisation militaire a tout d'un coup commencé à dériver à droite.

45 Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.216.

46 Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.214.

47 Lénine, *Œuvres*, vol.26, pp.216-217.

48 Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.210-211.

Nous devons distinguer deux questions : celle des (1) principes fondamentaux, et celle de (2) leur réalisation pratique. Par rapport à la résolution du Comité central [du 10 octobre], l'Organisation militaire a fait observer que cette résolution a laissé sans considération un certain nombre de conditions, notamment que les paysans pauvres prennent également part à la révolution. Le village, loin de se détourner, vient de commencer à venir vers nous. Nous recevons des informations en provenance de nombreux endroits selon lesquelles les bolcheviks sont en train de devenir populaires. Le facteur décisif de la révolution est, bien sûr, la classe ouvrière... Mais ce n'est pas une raison pour négliger l'esprit des masses paysannes ; si nous le faisons, nous ne remporterons pas la victoire. Dans toute une série de gubernias... les paysans disent qu'en cas d'insurrection ils ne nous donneront pas de pain. Absolument rien n'a été fait pour agiter le village. Un soulèvement armé du prolétariat ici à Pétersbourg est une chose faisable. Toute la garnison sortira à l'appel du Soviet... Mais nous ne pouvons pas limiter l'insurrection à Pétersbourg. Comment réagiront Moscou et les provinces ? Le Comité central peut-il nous donner l'assurance que la Russie dans son ensemble nous soutiendra ? Nous nous rendons tous compte que le moment est mûr. Mais sommes-nous prêts ? Avons-nous la majorité qui garantira la liberté ? D'après le rapport, il est tout-à-fait clair que nous ne sommes pas prêts, et la question se pose ainsi : si nous nous lançons, nous allons nous trouver isolés du reste de la Russie. Nous n'avons aucun élément concernant la situation des chemins de fer. Et êtes-vous sûrs que la 5<sup>ème</sup> Armée ne sera pas envoyée contre nous ?...

Ni l'Organisation militaire ni le Comité central n'ont cette assurance... L'Organisation militaire y ira de toute manière, mais je ne peux pas dire ce que cela va accomplir... La résolution du Comité central qui soulève la question [de l'insurrection] avec une telle urgence devrait avoir considéré l'autre question de l'état de préparation des masses. Le Comité de Pétrograd doit attirer l'attention du Comité central sur la nécessité de préparer les provinces...

Kharitonov : ... La session conjointe du Comité de Pétrograd, du Comité de district, et du district de Moscou ont fait savoir qu'il y avait un manque d'enthousiasme général. A Krasnoïé Sélo, où nous avons une grosse organisation d'environ 5.000 membres, on ne peut compter que sur 500 pour venir ici [à Pétrograd] ; le reste demeurera à Krasnoïé Sélo sans rien décider. Krasnoïé Sélo passe par une phase de dépression. L'ivrognerie règne, même parmi nos camarades. D'un point de vue militaire, les matelots ne valent pas grand-chose. Beaucoup d'entre eux ont été renvoyés au front parce qu'ils ne savaient pas manier les armes. Et en ce qui concerne les employés de la poste et du télégraphe, nous avons dans notre organisation 140 à 150 membres – Les opérateurs du télégraphe sont essentiellement des cadets et n'ont que très peu de sympathie pour nous. Au moment décisif, il peut y avoir une force suffisante pour occuper le télégraphe et d'autres positions importantes.

Sloutskaïa [représentante du district de Vassilevsky Ostrov] : En ce qui concerne la situation militaire dans notre district, je peux dire qu'une instruction militaire est donnée dans les fabriques et les établissements industriels. Il n'y a pas un grand désir de prendre part à l'insurrection.

Latsis (district de Vyborg) : On peut observer parmi les masses une sérieuse concentration de l'intérêt sur les événements. En plus des comités de district, une nouvelle organisation centrale s'est développée par en bas... Les masses nous soutiendront.

Kalinine (sous-district de Lesnovsky) : nous avons décidé d'examiner les conditions ; jusque là les choses sont plutôt mal organisées. Nous avons décidé de rentrer en contact avec les unités de l'armée. Nous recevons des télégrammes de Finlande et du front qui protestent contre le soulèvement des bolcheviks. D'autre part, par dessus la tête de l'organisation de l'armée, des délégués arrivent du front, et leurs revendications indiquent clairement un état d'esprit militant. Cela prouve que les comités de l'armée ne sont pas avec nous, et qu'ils n'expriment pas les souhaits des masses. Nous avons une Garde rouge ; 84 fusils seulement.

Naoumov (district de Vyborg) ; Il y a un mécontentement marqué parmi les masses... et un sentiment d'indignation retenue par rapport à l'évacuation [de Pétrograd] et le fait de donner leur compte aux travailleurs.

Menjinskaïa (représentante du premier district de la ville) : En ce qui concerne les armes, les conditions sont très mauvaises. Dans le comité, il n'y a que 6 fusils, dans une usine 100, dans une autre 20. Il est difficile d'estimer l'état d'esprit des ouvriers.

Pakhémov (second district de la ville) : l'état d'esprit est meilleur que du 3 au 5 juillet. La Garde rouge est mal organisée. Nous avons 50 fusils et 3.000 cartouches. De 60 à 80 personnes reçoivent une instruction [militaire].

Ravitch (district de Moscou) : dans les usines il y a un sentiment turbulent. Les masses ne se soulèveront qu'à l'appel du Soviet, mais très peu répondront à l'appel de notre parti. Les organes créés pendant les journées de Kornilov sont encore intacts...

Guessen (district de Narva) : En général, il n'y a pas de désir de se soulever. Là où notre influence est forte, l'esprit est gai et enthousiaste. Parmi les masses arriérées il y a une indifférence à la politique. Mais notre parti n'a pas perdu son autorité... Nous avons plusieurs centaines de fusils, mais il n'y a pas de point de concentration et nos forces militaires sont dispersées...

Vinokourov (district de la Néva) : l'état d'esprit est en notre faveur. Les masses sont alertes. Nous n'avons pas de Garde rouge.

Un camarade de l'usine Oboukhov : Auparavant l'usine Oboukhov était pour les défenseurs. Mais maintenant il y a un mouvement en notre faveur. Le public de nos meetings est de 5 à 7.000 personnes... Nous avons 2.000 personnes dans la Garde rouge, 500 fusils, une mitrailleuse et une voiture blindée. Nous avons organisé un comité révolutionnaire. L'usine répondra sans aucun doute à l'appel du Soviet de Pétrograd.

Pervoukhine (district d'Okhtensky) : il n'y a pas de désir de soulèvement chez les ouvriers. Dans les usines, les Cent-Noirs relèvent la tête.

Prokhorov (district de Pétersbourg) : Là où notre influence est forte l'attitude est vigilante – sinon les masses sont apathiques... En général il y a dans le district une désorganisation complète. Même si le Soviet lançait un appel au soulèvement, certaines usines (par exemple les nôtres) ne suivraient pas.

Axelrod (district de Rojdestvensky) : Il y a une attitude de vigilance. Au cas d'une offensive de la contre-révolution, nous offrirons une résistance, mais à un appel à l'insurrection les ouvriers ne répondront pas. Il y a un découragement dû au licenciement des ouvriers en relation avec l'évacuation des usines. L'influence des

anarchistes augmente considérablement.

District de Porokhovsky : Avant les événements de Kornilov les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires étaient dominants. Mais maintenant le sentiment est en notre faveur... Le comité de l'usine est fin prêt à diriger les masses s'il y avait un appel à l'insurrection...

District de Schlüsselbourg : Notre district est petit ; 200 membres en tout. Mais la majorité des masses marcheront avec nous. Une Garde rouge a été organisée, mais le recrutement n'est pas populaire. Les ouvriers ont pris sur eux la défense des usines. Les masses sortiront à l'appel du Soviet.

Section du chemin de fer : Le mécontentement du Gouvernement provisoire est manifeste... Notre propagande ne va pas au delà des limites de Pétersbourg. Nous avons maintenant des connexions avec Moscou... Nous avons envoyé 13 camarades dans les provinces pour établir des contacts avec les cheminots. Certains sont revenus avec des rapports selon lesquels les conditions politiques ne sont pas très bonnes...

Syndicats : il n'y a pas de signe d'esprit agressif dans les masses. S'il y avait une offensive de la contre-révolution, une résistance se produirait, mais les masses ne prendront pas l'offensive d'elles-mêmes. Les masses peuvent répondre à l'appel du Soviet.

Rakhia (district finlandais) : Les Finlandais ressentent que le plus tôt sera le mieux...

(Suit une discussion sur les principes généraux)

Kalinine : La résolution du Comité centrale est la meilleure qu'il ait jamais adoptée. La résolution appelle notre organisation à l'action politique directe. Nous sommes dans une situation d'insurrection armée mais notre base de départ est l'aspect pratique de la situation. Quand cette insurrection se produira, nous ne pouvons pas le dire – peut-être dans un an.<sup>49</sup>

Il est intéressant de noter que les têtes brûlées des Journées de Juillet – en particulier les dirigeants de l'Organisation militaire, comme Nevsky, étaient devenus très prudents. Sur les dix-neuf représentants de district à la réunion du Comité de Pétersbourg du 15 octobre, seulement huit pensaient que les masses étaient « d'humeur combative » et prêtes à agir immédiatement ; six voyaient l'état d'esprit dominant comme indéfini ; pendant que cinq faisaient explicitement état d'une absence totale du désir de « bouger ».

Quelques jours plus tard, Lénine rencontra les dirigeants de l'Organisation militaire pour discuter avec eux de la situation. Cette réunion est décrite dans les mémoires de [Podvoisky](#) :

[Antonov-Ovseenko](#) déclara que, n'ayant pas de base pour juger la garnison de Pétrograd, il était sûr que la flotte serait là au premier appel, mais qu'il lui serait difficile d'arriver à temps à Pétrograd. Nevsky et Podvoïsky indiquèrent que l'humeur des troupes de la garnison était clairement en sympathie avec le soulèvement, mais que malgré tout un certain délai de dix à quinze jours était nécessaire pour présenter la question de manière directe et décisive à chaque unité militaire, et pour préparer techniquement l'insurrection, d'autant plus que les unités qui avaient manifesté au mois de juillet... avaient été en partie dispersées, en partie démoralisées, et ne participeraient

---

49 Kudelli, pp.310-16 ; J. Bunyan and H.H. Fisher, *The Bolshevik Revolution, 1917-1918 : Documents and Materials*, Stanford 1924, pp.69-74.

que si elles étaient sûres que les autres unités bougeraient, alors que la disposition à l'insurrection des autres unités, qui avaient eu précédemment un comportement plutôt réactionnaire (...) devait être assurée. Podvoïsky fit également remarquer que Kérensky pouvait compter sur des corps francs spéciaux et d'autres unités réactionnaires venues du front qui étaient capables de nuire au succès du soulèvement.

Le camarade Nevsky indiqua qu'en ce qui concernait les matelots d'Helsingfors et d'ailleurs, il ne pouvait pas y avoir de doute, mais que le mouvement de la flotte vers Pétrograd rencontrerait des difficultés colossales, car le soulèvement provoquerait certainement une réaction des officiers, et donc leur arrestation, et qu'alors les marins qui les remplaceraient auraient du mal à naviguer les bâtiments à travers les barrages minés et à livrer bataille à Pétrograd.

En général, tous étaient d'accord sur l'idée de retarder l'insurrection de quelques semaines, convaincus qu'il était nécessaire de disposer de ce temps pour les préparations les plus énergiques du soulèvement à Pétrograd, dans les provinces, et au front...

Cela dit, aucune de ces conclusions ne convainquit ni n'ébranla le moins du monde Vladimir Illitch.<sup>50</sup>

Dix jours seulement avant l'insurrection, les dirigeants de l'Organisation militaire bolchevique en étaient toujours à tergiverser.

### ***Le Comité central continue à atermoyer***

Le 16 octobre, soit neuf jours avant l'insurrection, le Comité central montrait toujours des signes d'inquiétude, de perplexité et d'irrésolution. Les minutes de la réunion élargie du Comité central (comprenant, en plus du CC, la Commission exécutive du Comité de Pétersbourg, l'Organisation militaire, le Soviet de Pétrograd, les dirigeants bolcheviks des syndicats, le Comité de zone de Pétrograd, et les cheminots) sont véritablement étonnantes. Il est difficile de croire qu'avec une telle direction la révolution ait pu malgré tout remporter la victoire.

Le camarade Boky, du Comité de Pétrograd... donne les informations district par district :

Ile Vassilevsky – l'humeur n'est pas militante, des préparations militaires sont en cours.

District de Vyborg, pareil mais ils se préparent pour une insurrection ; un conseil militaire a été formé ; s'il y avait une action, les masses seraient en soutien. Ils considèrent que l'initiative devrait venir par en haut.

1<sup>er</sup> district de ville – l'humeur est difficile à évaluer...

2<sup>ème</sup> [district de ville] – le moral est meilleur.

District de Moscou – le sentiment s'est orienté fortement en notre faveur. Tout le monde suivra la soviets.

District d'Okhten – les choses vont mal.

District de Pétersbourg – une humeur d'expectative.

---

50 N.I. Podvoïsky, [Красная гвардия в октябрьские дни](#), Moscou-Leningrad 1927, pp.16-17.

District de Rojdestvensk – il y a un doute, là, sur le point de savoir s'ils vont se soulever...

District de Porokhov – l'état d'esprit s'est amélioré en notre faveur.

Schlüsselburg – en notre faveur.

Le camarade Krylenko, du Bureau militaire, annonce qu'ils diffèrent fortement dans leur appréciation du moral. Des observations personnelles de l'état d'esprit des régiments indiquent qu'il sont à nous à un homme près, mais des informations venues de camarades qui travaillent dans le district sont différentes ; ils disent qu'ils devront être pratiquement piqués par quelque chose pour se soulever, c'est-à-dire : le retrait des troupes. Le Bureau pense que le moral est en baisse. La plupart de ses membres pensent qu'il n'y a pas besoin de faire grand-chose dans la pratique pour intensifier les choses, mais la minorité pense qu'il est possible de prendre l'initiative nous-mêmes.

Le camarade Stépanov, de l'Organisation de zone : à Sestoretsk, Kolpino, les ouvriers s'arment, l'humeur est militante et ils se préparent au soulèvement. A Kolpino, un sentiment anarchiste est en cours de développement. L'atmosphère à Narva est grave à cause des licenciements. 3.000 personnes ont déjà été congédiées.

En ce qui concerne les garnisons, l'humeur est à la dépression mais l'influence bolchevique est très forte (2 régiments de mitrailleuses). Le travail dans le régiment de Novy Péterhof s'est détérioré et le régiment est désorganisé. A Krasnoé Sélo – le 176<sup>ème</sup> régiment est complètement bolchevik, le 172<sup>ème</sup> presque, mais en dehors de cela la cavalerie est là. Louga – une garnison de 30.000 hommes ; le soviét est défensiste. Un sentiment en faveur des bolcheviks et des élections sont prévues. A Gdov – le régiment est bolchevik.

Le camarade Boky ajoute que selon les informations dont il dispose, les choses ne vont pas si bien à Krasnoé Sélo. A Cronstadt, le moral a chuté et la garnison locale y est inutilisable au sens militant.

Le camarade Volodarsky, du Soviet de Pétrograd : l'impression générale est que personne n'est prêt à se précipiter dans les rues mais tout le monde viendra à l'appel du Soviet.

Le camarade Ravitch confirme cela et ajoute que certains ont indiqué : et aussi à l'appel du parti.

Schmidt, des syndicats, rapporte :

L'humeur est du genre dans lequel des manifestations actives ne sont pas à espérer, en particulier à cause de la peur des licenciements... Le camarade Chliapnikov ajoute que l'influence bolchevique prédomine dans le syndicat des métallos mais qu'un soulèvement bolchevik n'y est pas populaire ; des rumeurs dans ce sens peuvent même créer la panique... Le camarade Skrypnik, des comités d'usine... déclare qu'un désir de résultats pratiques a été noté partout ; les résolutions ne sont plus suffisantes. On ressent que les dirigeants ne reflètent pas pleinement l'état d'esprit des masses ; ils sont plus conservateurs ; une montée de l'influence de l'anarcho-syndicalisme a pu être notée, en particulier dans les districts de Moscou et de Narva.

Milioutine déclare que



personnellement, il croit que nous ne sommes pas prêts à porter le premier coup. Nous sommes incapables de déposer et d'arrêter les autorités dans l'avenir immédiat... Le camarade Chotman dit que l'humeur était bien plus pessimiste lors de la Conférence de ville et dans le Comité de Pétrograd et la Voenska [Organisation militaire bolchevique]. Il montre que nous sommes incapables de passer à l'action mais que nous devons nous préparer.

Le camarade Lénine contredit Milioutine et Chotman et démontre que ce n'est pas une affaire de forces armées, de combat contre les troupes, mais d'une lutte entre une partie de l'armée et une autre. Il ne voit aucun pessimisme dans ce qui a été dit ici. Il montre que la bourgeoisie n'a pas beaucoup de forces de son côté. Les faits montrent que nous avons l'avantage sur l'ennemi. Pourquoi n'est-il pas possible que le CC commence. Aucune raison n'émerge de tous les faits.

Puis un certain nombre de camarades font valoir que la résolution du 10 octobre devrait être prise comme une orientation générale plutôt qu'une directive pour l'action immédiate :

Le camarade [Kalinine](#) n'interprète pas la résolution comme signifiant un soulèvement pour demain mais comme sortant la question du domaine de la politique pour la porter dans celui de la stratégie et appelant à une action spécifique.

[Sokolnikov](#) dit :

Sur le sujet de la résolution, il n'y a absolument aucune raison de l'interpréter comme un ordre d'action.

S'il s'avère que les événements nous laissent un répit, alors bien sûr, nous en ferons usage. Il est possible que le congrès soit avancé. Si le congrès adopte tout le pouvoir aux soviets, il sera alors nécessaire de répondre à la question que faire, appel aux masses ou non...

Camarade Milioutine : La résolution n'a pas été écrite dans le sens qu'on lui donne ici ; on l'interprète comme signifiant que nous devrions nous orienter vers une insurrection... Nous avons bénéficié du fait qu'il n'y a pas eu d'insurrection les 3-5 [juillet], et s'il n'y en a pas maintenant, ce ne sera pas la fin de tout. La résolution doit servir à une consommation interne.

Camarade [Volodarsky](#) : Si la résolution est un ordre, alors on lui a déjà désobéi. Si la question de l'insurrection est posée en termes d'immédiateté, nous devons dire carrément que nous n'avons rien à voir avec elle. J'ai fait des discours quotidiennement mais je dois dire que les masses ont réagi à notre appel avec stupéfaction ; cette semaine, un changement s'est produit... Une motion concrète : continuer à faire des préparations techniques et porter la question devant le congrès, mais ne pas considérer que le moment est déjà venu.

Une position bien plus dure fut adoptée par d'autres présents :

Camarade Diadia ([Latsis](#)) : Il est lamentable que la résolution n'ait pas encore été mise en pratique... J'ai pris la parole pour amender l'appréciation qui a été donnée de l'humeur des masses. L'impatience avec laquelle les masses se saisissent des armes est une indication de ce qu'elles ressentent. Notre stratégie est étrange. Lorsqu'ils parlent des junkers, j'ai déjà dit qu'on peut faire une croix dessus.

Camarade Skrypnik : Si nous n'avons pas la force aujourd'hui, nous ne l'aurons pas

davantage plus tard ; si nous ne prenons pas le pouvoir maintenant, alors ce sera encore pire... Aujourd'hui nous parlons trop alors que nous devrions agir. Les masses nous appellent et si nous ne leur donnons rien, elles considéreront cela comme un crime. Ce qu'il faut, c'est une préparation de l'insurrection et un appel aux masses.

Krylenko : ... l'humeur décrite ici est le résultat de nos erreurs. Il diverge avec V.I. [Lénine] sur le sujet de qui va commencer et comment. Il considère qu'il n'est pas nécessaire de trop entrer dans les détails techniques de l'insurrection et, d'autre part, considère aussi comme inapproprié de fixer une date précise. Mais la question du retrait des troupes est cruciale, le moment même de démarrer une lutte. On dira à la conférence de Tchérémissov qu'il est nécessaire que les troupes battent en retraite ; nous ne serons pas capables de répondre à cela mais nous devons répondre que même si c'est nécessaire, cela ne sera pas fait parce qu'il n'y a pas de confiance dans les généraux : ainsi, l'offensive contre nous est déjà un fait qui peut être utilisé. Il ne faut pas diminuer l'agitation et il n'y a aucune raison de se soucier de savoir qui va commencer puisqu'il y a déjà un commencement.

Staline, développant les paroles de Krylenko :

Le Soviet de Pétrograd a déjà pris position sur la voie de l'insurrection en refusant de sanctionner le retrait des troupes. La marine s'est déjà révoltée puisqu'elle s'est opposée à Kérensky. Le camarade Rakhia montre que les masses se préparent consciemment à un soulèvement. Si le prolétariat de Pétersbourg avait été armé, il serait déjà dans les rues en dépit de toutes les résolutions du CC. Il n'y a aucun signe de pessimisme. Il n'y a pas besoin d'attendre une offensive contre-révolutionnaire car elle existe déjà. Les masses attendent des mots d'ordre et des armes. Elles feront irruption dans les rues parce que la famine les guette. Apparemment, notre cri de ralliement est déjà retardataire parce qu'on doute de notre capacité à nous montrer à la hauteur de nos exhortations. Ce n'est pas le moment de reconsidérer mais, au contraire, de renforcer.

Trotsky n'était pas présent à la réunion ; Zinoviev et Kaménev se prononcèrent contre l'insurrection.

Lénine proposa la résolution suivante :

La réunion approuve sans réserves et soutient entièrement la résolution du CC, appelle toutes les organisations et tous les ouvriers et soldats à faire des préparations complètes et intenses à une insurrection armée et à soutenir le centre créé à cet effet par le Comité central, et exprime sa pleine confiance que le CC et le Soviet seront opportuns dans l'indication du moment favorable et des méthodes d'attaque appropriées.

La résolution du camarade Lénine est mise aux voix sur son principe. Pour 20, contre 2, abstentions 3.

Zinoviev, s'appuyant à l'évidence sur le fait que les bolcheviks des provinces étaient à la traîne par rapport à ceux de Pétrograd, déposa la résolution suivante :

Tout en allant de l'avant dans le travail de reconnaissance et de préparation, considérer que toutes manifestations en avance d'une conférence avec la section bolchevique du Congrès des soviets sont inadmissibles.

Cette motion molle et dilatoire reçut un soutien considérable – six pour, quinze contre et trois abstentions.<sup>51</sup>

---

51 *Протоколы Центрального комитета РСДРП(б). Август 1917 - февраль 1918*, pp.95-109.

## **Une bombe**

Le 18 octobre, Kaménev, en association avec Zinoviev, publia un article dans un journal extérieur au parti, [Novaïa Jizn](#), attaquant l'idée d'insurrection.

Non seulement le camarade Zinoviev et moi-même, mais aussi un certain nombre de camarades ayant une expérience de terrain considèrent qu'il serait inadmissible, et fatal pour le prolétariat et la révolution, que nous prenions l'initiative d'une insurrection armée au moment présent, dans le rapport actuel des forces sociales, indépendamment et seulement quelques jours avant un Congrès des Soviets... [L']insurrection, selon l'expression de Marx, est un art. Et c'est justement pourquoi nous sommes convaincus que c'est aujourd'hui notre devoir, dans les présentes circonstances, de nous exprimer contre toute tentative de mettre en œuvre une insurrection armée qui serait vouée à la défaite et apporterait dans son sillage les conséquences les plus désastreuses pour le parti, pour le prolétariat, pour la destinée de la révolution. Risquer tout cela sur un soulèvement dans les prochains jours serait un acte de désespoir. Et notre parti est trop fort, il a devant lui un avenir trop grand, pour prendre de telles mesures désespérées.<sup>52</sup>

Lénine était littéralement hors de lui. Le jour même, il écrivit une [Lettre aux membres du parti bolchevik](#) exigeant l'exclusion des deux comparses comme traîtres. Le jour suivant, il écrivit [une nouvelle lettre](#), dans laquelle il développait :

Un parti qui se respecte ne peut pas tolérer dans son sein les briseurs de grève ni leur activité. Cela est évident. Et plus on réfléchit aux interventions de Zinoviev et de Kaménev dans la presse étrangère au parti, plus il apparaît incontestable que leur conduite est, dans toute l'acception du terme, une action de briseurs de grève.<sup>53</sup>

Après des mois de discussion, la direction du syndicat a décidé que la grève est inévitable, qu'elle est mûre ; elle en cache la date aux patrons. Après cela, deux membres de la direction vont trouver les *militants de la base* pour contester cette décision et se font battre. Alors, ces deux individus s'adressent à la presse au vu et au su des capitalistes et trahissent par un mensonge calomnieux la décision de la direction, sabotant ainsi la grève pour une bonne moitié ou la faisant différer jusqu'à un moment moins favorable, et avertissant l'ennemi.

Voilà, dans toute l'acception du terme, une action de briseurs de grève...

Il ne peut, il ne doit y avoir qu'une réponse : une décision immédiate du Comité central :

« Ayant reconnu que l'intervention de Zinoviev et de Kaménev dans la presse étrangère au parti est dans toute l'acception du terme une action de briseurs de grève, le Comité central les exclut tous les deux du parti. »

Il m'est pénible d'écrire ces paroles sur d'anciens camarades qui m'étaient proches, mais je considérerais l'hésitation comme un crime en l'occurrence, car un parti de révolutionnaires qui ne châtierait pas des briseurs de grève notoires *serait perdu*.<sup>54</sup>

Pour ajouter à la confusion, la rédaction du journal bolchevik officiel publia une déclaration critiquant « le ton sévère de l'article du camarade Lénine [qui] ne change rien au fait que, fondamentalement, nous restons unanimes ». Les rédacteurs en chef de l'époque étaient Staline et

---

52 Ibid., pp. 121-122.

53 Lénine, *Œuvres*, vol.26, p.226.

54 Lénine, *Œuvres*, vol.26, pp.230-231.

Sokolnikov. On peut lire dans les minutes du Comité central : « le camarade Sokolnikov signale qu'il n'a eu aucune part dans les déclarations éditoriales concernant la lettre de Kaménev, etc., et considère cette déclaration comme une erreur. »<sup>55</sup>

Il est donc clair que Staline seul était responsable de l'attitude ambiguë à l'égard du comportement de briseurs de grève de Zinoviev et Kaménev. Et cela, quatre jours avant l'insurrection !

Lorsque Kaménev offrit sa démission du Comité central le 20 octobre<sup>56</sup>, Staline s'exprima contre son acceptation, au motif que « toute notre situation est contradictoire » ; en d'autres termes, il prenait sur lui de défendre la confusion et l'irrésolution. La démission de Kaménev fut acceptée par cinq voix contre trois. Par six voix, contre l'opposition de Staline, une décision fut prise interdisant à Kaménev et Zinoviev de mener une lutte contre la politique du Comité central. On lit dans les minutes : « Le camarade Staline annonce qu'il quitte la rédaction. » Pour ne pas compliquer une situation déjà difficile, le Comité central refusa d'accepter la démission de Staline. Il n'accepta pas non plus l'exigence de Lénine que Zinoviev et Kaménev soient exclus du parti.

Lénine dut continuer à éperonner la direction du parti jusqu'à la veille de l'insurrection ; il persistait à se pas se fier au courage politique du Comité central. Le 24 octobre – jour où commença l'insurrection – il écrivait :

J'écris ces lignes dans la soirée du 24, la situation est critique au dernier point. Il est clair comme le jour que maintenant retarder l'insurrection, c'est la mort...

L'histoire ne pardonnera pas l'ajournement aux révolutionnaires qui peuvent vaincre aujourd'hui (et qui vaincront aujourd'hui à coup sûr) ; ils risqueraient de perdre beaucoup demain, ils risqueraient de tout perdre...

La prise du pouvoir est la tâche de l'insurrection ; son but politique apparaîtra clairement après...

Le gouvernement hésite. Il faut l'*achever* à tout prix!

Attendre pour agir, c'est la mort.<sup>57</sup>

## ***L'erreur sur l'aspect technique du soulèvement***

En même temps que la décision stratégique de Lénine – la nécessité d'une insurrection armée pour prendre le pouvoir – fut confirmée comme absolument correcte, ses suggestions techniques, les détails des plans qu'il dressa, étaient défectueux.

Par exemple, la suggestion selon laquelle la révolution devait être commencée à Moscou. De la façon dont les choses tournèrent, même après le succès du soulèvement à Pétrograd, les bolcheviks de Moscou se trouvèrent confrontés à des difficultés extrêmes. L'insurrection de Moscou dura beaucoup plus longtemps et comporta de bien plus grands sacrifices. C'est un fait qu'après la victoire des bolcheviks à Pétrograd le 25 octobre, cela prit encore huit longues journées aux bolcheviks pour prendre le pouvoir à Moscou, à l'issue d'un combat sanglant...

Pour plusieurs raisons, avant octobre Moscou fut plus difficile à conquérir pour les bolcheviks que Pétrograd. Elle était plus isolée du front, elle n'avait pas les soldats et les marins rebelles de Pétrograd, elle souffrit beaucoup moins des difficultés de ravitaillement. Le prolétariat de Moscou était dispersé dans des usines plus petites, si on les compare aux géants industriels de Pétrograd.<sup>58</sup>

---

55 *Протоколы Центрального комитета РСДРП(б). Август 1917 - февраль 1918*, p. 112.

56 Ibid.

57 Lénine, « [Lettre aux membres du Comité central](#) », *Œuvres*, vol.26, pp.240-241.

58 G.S. Ignatev, *Октябрь 1917 года в Москве*, Moscou 1964, p.4.

Le prolétariat de Moscou était bien moins conscient que celui de Pétrograd : près de 40 % des ouvriers moscovites avaient des lopins de terre à la campagne, et 22,8 % d'entre eux possédaient des fermes. (Les chiffres correspondants pour Pétrograd étaient 16,5 % et 7,8 %.)<sup>59</sup> Pendant les années au cours desquelles le bolchevisme devint un parti ouvrier de masse, 1912-1914, Moscou était à la traîne derrière Pétersbourg. Pendant la guerre, comme nous l'avons noté plus haut<sup>60</sup>, moins de 9 % des ouvriers engagés dans des grèves politiques étaient à Moscou, alors que 74 % étaient à Pétrograd.

Jusqu'en octobre 1917, les socialistes-révolutionnaires avaient une audience de masse parmi les ouvriers de Moscou, alors que leur influence sur les travailleurs de Pétrograd était pratiquement nulle. En plus, aussi bien le prolétariat que les troupes de Pétrograd avaient connu le baptême de la Révolution de Février, tandis qu'à Moscou ils n'avaient pas eu à combattre pour cette victoire. L'esprit révolutionnaire de la garnison de Pétrograd était attisé par la menace du transfert des régiments au front. La garnison de Moscou n'était pas soumise à cette pression.

Et finalement, la direction bolchevique de Pétrograd était supérieure à celle de Moscou. Les dirigeants les plus brillants du bolchevisme, Lénine, Trotsky, Lounatcharsky, étaient à Pétrograd. La direction de Moscou était divisée (comme celle de Pétrograd). Boukharine suivit la même ligne que Lénine et Trotsky, alors que Noguine et Rykov étaient irrésolus. Ce ne fut que le 25 octobre qu'un Comité militaire révolutionnaire fut établi à Moscou. Ainsi, le conseil technique de Lénine sur la conduite de l'insurrection n'était pas du tout pertinent.

Rejetant le plan pour un soulèvement d'abord à Moscou, Lénine proposa ensuite, comme nous l'avons vu, qu'il commence à Helsingfors et se développe en offensive à partir du Nord contre Pétrograd. Mais cela aussi était impraticable.

La méthode de Lénine était au fond bonne. L'approche de l'insurrection comme un art doit être constante et concrète. Mais ayant été caché et hors de contact avec les composantes pratiques de la situation, il ne pouvait la juger correctement. Il est également possible que l'accent qu'il mettait sur la décision stratégique – sa torsion du bâton accoutumée – lui rendait malaisée la compréhension des détails. Concentré sur le chaînon clé, sur le choix stratégique, et absent de la scène de la lutte, Lénine était presque condamné à faire de sérieuses erreurs de calcul tactiques.

Une erreur encore plus importante que la suggestion de faire partir le soulèvement de Moscou, ou d'arrêter le gouvernement pendant la conférence d'Etat, était son opinion selon laquelle le soulèvement devait être préparé et accompli au moyen des canaux du parti et au nom du parti, et ne devait être sanctionné par le Congrès des soviets qu'après que la victoire eût été remportée.

## ***La légalité soviétique***

Le principal adversaire de Lénine sur cette question était Trotsky, qui était tout aussi convaincu que lui de la nécessité de l'insurrection. L'histoire a montré que sur cette question Trotsky avait absolument raison.

Les rapports du Comité bolchevik de Pétrograd, de même que le Comité central, répétaient le refrain : les soldats et les ouvriers descendront s'ils sont appelés par les soviets, mais il est moins certain qu'ils le fassent à l'appel du parti. Le fait même que les dirigeants locaux du parti, ses organisateurs et ses agitateurs, en estimant l'état d'esprit des masses, faisaient toujours la distinction entre le soviet et le parti montre que la question de savoir quelle institution appellerait à l'insurrection était d'une grande importance. Trotsky a écrit :

Le parti mettait en mouvement le Soviet. Le Soviet mettait en mouvement les ouvriers ; les soldats, partiellement, les paysans. Ce que l'on gagnait dans la masse, on le perdait pour la vitesse. Si l'on se représente cet appareil de transmission comme un système de

---

59 P.V. Volobouïev, *Пролетариат и буржуазия России в 1917 году*, Moscou 1964, pp.25-26.

60 Ibid., p. 28.

roues dentées – comparaison à laquelle, en une autre occasion et en une autre période, avait recouru Lénine – l'on peut dire qu'une tentative impatiente pour ajuster la roue du parti directement à la roue géante des masses, comportait le danger de briser les dents de la roue du parti et pourtant de ne pas mettre en mouvement des masses suffisantes.<sup>61</sup>

Tout le travail nécessaire pour la conquête du pouvoir – politique aussi bien que militaire et technique – avançait à vive allure sous les auspices des soviets. Trotsky fit un usage brillant de la situation de double pouvoir née de la Révolution de Février pour mettre en œuvre les préparations d'Octobre.

Immédiatement après sa formation, le Gouvernement provisoire avait fait la promesse de ne pas désarmer et de ne pas éloigner de Pétrograd les unités de l'armée qui avaient pris part à la Révolution de Février. Les grands soulèvements d'avril, juin et juillet, le putsch de Kornilov et sa liquidation avaient posé de façon répétée la même question de la subordination de la garnison de la capitale au Soviet de Pétrograd. Au début d'octobre, le gouvernement voyait la menace allemande comme une excellente excuse pour se débarrasser des éléments incontrôlables de la garnison.<sup>62</sup> Le 5 octobre, Kérénsky instruisit Polkovnikov, commandant du District militaire de Pétrograd, de préparer les troupes pour leur transfert au front.

Le 6 octobre, une rumeur de conspiration contre-révolutionnaire fut évoquée à la Section des soldats du Soviet de Pétrograd, selon laquelle le gouvernement préparait sa fuite de Pétrograd et avait l'intention d'abandonner le cœur de la révolution aux Allemands approchant. Trotsky prit une décision cruciale en profitant de la rumeur. Dans la déclaration bolchevique au Préparlement, il fit un tableau sinistre du danger mortel qui menaçait à présent la capitale : Kérénsky allait transférer le gouvernement à Moscou, il allait évacuer les troupes de Pétrograd, la ville serait abandonnée à la soldatesque allemande pour écraser la révolution.<sup>63</sup>

La dénégation de Kérénsky quant à son intention d'évacuer Pétrograd ne convainquit pas les masses. Comme le raconte [John Reed](#) :

Dans les rapports d'un gouvernement faible et d'un peuple rebelle il vient un moment où chacun des actes des autorités exaspère les masses, et où tout refus d'agir suscite leur mépris...

La proposition d'abandonner Pétrograd souleva une tempête ; le déni public de Kérénsky, selon lequel le gouvernement n'avait nulle intention semblable, fut accueilli par des rires moqueurs.<sup>64</sup>

Le 9 octobre, le Soviet de Pétrograd décida de créer un Comité militaire révolutionnaire destiné à guider les troupes dans leur résistance au complot contre-révolutionnaire du Gouvernement provisoire. Le 13 octobre, le comité fut constitué, avec Trotsky pour président. Il mit en place la direction immédiate de la garnison ainsi que celle de la Garde rouge. La tâche du comité était d'évaluer la taille de la garnison nécessaire à la défense de la capitale ; de garder le contact avec les troupes du front Nord, la flotte de la Baltique, la garnison finlandaise, etc. ; d'estimer la main d'œuvre et les stocks de munitions disponibles ; d'établir un plan de défense ; et de maintenir la discipline dans la population civile.

Le 21 octobre, le Soviet de Pétrograd provoqua une épreuve de force avec Polkovnikov.

Le 21 octobre [lisait-on dans les *Izvestia*], le Soviet de Pétrograd a reconnu le Comité militaire révolutionnaire comme l'organe dirigeant des troupes de la capitale.

---

61 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op cit, p.661.

62 Woytinsky, pp.366-68.

63 Browder et Kerensky, vol.3, pp.1728-30.

64 Reed, [Ten days that shook the world](#), p.36.

Dans la nuit du 22 octobre, les membres du Comité militaire révolutionnaire se sont présentés au quartier général du district et ont exigé de pouvoir contrôler les ordres du quartier général avec voix exécutive.

Le colonel Polkovnikov, commandant des troupes, a opposé à cette demande un refus catégorique.

Le Soviet de Pétrograd a alors appelé à une réunion des représentants des régiments à l'Institut Smolny. De cette réunion, ont été envoyés à toutes les unités des télégrammes téléphonés [déclarant] que le quartier général avait refusé de reconnaître le Comité militaire révolutionnaire et, ce faisant, avait rompu [tous rapports] avec la garnison révolutionnaire et avec le Soviet de Pétrograd des députés ouvriers et soldats, et qu'il était devenu un instrument direct des forces contre-révolutionnaires.

« Soldats de Pétrograd – disait le télégramme – la protection de l'ordre révolutionnaire des agressions contre-révolutionnaires vous incombe, sous la direction du Comité militaire révolutionnaire. Tout ordre de la garnison qui ne serait pas signé par le Comité militaire révolutionnaire est nul. Tous les ordres du Soviet de Pétrograd pour aujourd'hui, le jour du Soviet de Pétrograd des députés ouvriers et soldats, resteront pleinement valides. C'est le devoir de tous les officiers de la garnison d'exercer vigilance, contrôle de soi et discipline. Vive la garnison révolutionnaire! »

Le commandant du district militaire a appelé à une réunion séparée, avec la participation de représentants du Comité central et du commissaire attaché au quartier général du district militaire.

Des représentants de la garnison de Pétrograd ont été appelés de l'Institut Smolny pour assister à cette même réunion. Une délégation, dirigée par le sous-lieutenant Dachkévitich, s'est présentée au quartier général du district. Dachkévitich a annoncé qu'il était mandaté par la garnison pour informer le quartier général du district qu'à partir de ce moment tous les ordres donnés par lui devaient être contresignés par le Comité militaire révolutionnaire du Soviet de Pétrograd. A cela, le sous-lieutenant Dachkévitich a ajouté qu'il n'était pas autorisé à faire d'autre déclaration, et la délégation s'est retirée.<sup>65</sup>

La plupart des régiments se placèrent sous le commandement du Comité militaire révolutionnaire ; les Cosaques restaient neutres.

Maintenant, tout ce qu'il fallait c'était pousser le gouvernement à un acte de provocation ouverte contre la révolution, pour qu'un voile défensif puisse recouvrir les activités du Comité militaire révolutionnaire.

Le gouvernement tomba facilement dans le piège : le 24 octobre, le colonel Polkovnikov envoya un escadron de soldats fermer l'imprimerie du Parti bolchevik. Le Comité militaire révolutionnaire réagit très vivement, dans une déclaration ainsi formulée :

Soldats! Travailleurs! Citoyens!

Pendant la nuit, les ennemis du peuple sont passés à l'offensive. Les korniloviens du quartier général essaient de faire venir des élèves-officiers et des bataillons de choc de la périphérie de la ville. Les cadets d'Oranienbaum et les troupes de choc de Tsarskoïé Sélo ont refusé de marcher. Une agression traîtresse est perpétrée contre le Soviet de Pétrograd des députés ouvriers et soldats. Les journaux *Rabotchi Put* et *Soldat* ont été saisis et leur imprimerie fermée. La campagne des comploteurs contre-révolutionnaires

---

65 Browder et Kerensky, vol.3, p.1770.

est dirigée contre le Congrès Panrusse des Soviets à la veille de son ouverture, contre l'Assemblée constituante, contre le peuple. Le Soviet de Pétrograd des députés ouvriers et soldats s'est dressé pour défendre la révolution. Le Comité militaire révolutionnaire dirige la résistance aux attaques des conjurés. Toute la garnison et tout le prolétariat de Pétrograd sont prêts à porter un coup dévastateur aux ennemis du peuple.

Le Comité militaire révolutionnaire décrète :

1. Tous les comités de régiment, de compagnie et d'équipage, de même que les commissaires du Soviet et toutes les organisations révolutionnaires doivent se réunir en session permanente et concentrer entre leurs mains toutes les informations sur les plans et les actes des comploteurs.
2. Pas un seul soldat ne doit être séparé de son unité sans la permission du comité.
3. Deux représentants de chaque unité et cinq de chaque soviets de district seront envoyés immédiatement à l'Institut Smolny.
4. Rapportez immédiatement toute action des comploteurs à l'Institut Smolny.
5. Tous les membres du Soviet de Pétrograd et tous les délégués du Congrès Panrusse des Soviets sont convoqués immédiatement à l'Institut Smolny pour une session spéciale.

La contre-révolution a relevé sa tête criminelle.

Tous les gains et espérances des soldats, ouvriers et paysans sont menacés d'un grand danger. Mais les forces de la révolution sont infiniment plus fortes que celles de ses ennemis.

La cause du peuple est entre des mains fermes. Les conjurés seront brisés. Ni hésitation ni doute. Fermeté, ténacité, persévérance, décision. Vive la révolution!<sup>66</sup>

Rouvrir l'imprimerie bolchevique fermée par ordre du colonel Polkovnikov fut d'une aisance déconcertante. Trotsky raconte :

Un ouvrier et une ouvrière de l'imprimerie bolchevique accourent tout essoufflés à Smolny et trouvent là Podvoïsky et Trotsky : si le comité leur donne un effectif de garde contre les *junkers*, les ouvriers feront paraître le journal. La manière de répondre, pour commencer, à l'offensive gouvernementale est trouvée. On rédige un ordre au régiment lituanien : expédier immédiatement une compagnie pour la protection de l'imprimerie ouvrière. Les émissaires de l'imprimerie insistent pour que l'on mette également en action le 6<sup>ème</sup> bataillon de sapeurs : ce sont de tout proches voisins et des amis fidèles. Le téléphonogramme est immédiatement transmis aux deux adresses. Les Lituanien et les sapeurs se mettent en mouvement sans retard. Les scellés apposés sur le local sont arrachés, les matrices sont refondues, le travail bat son plein. Avec un retard de quelques heures, le journal interdit par le gouvernement paraît sous la protection des troupes du Comité, lequel fait lui-même l'objet d'un mandat d'arrestation. C'est déjà l'insurrection. C'est ainsi qu'elle se développe.<sup>67</sup>

Dans l'ensemble, la « légalité » découlant de l'implication du soviets joua un rôle très important dans la réussite du soulèvement. Comme Trotsky le disait des années plus tard :

---

66 Robert Vincent Daniels, *The Russian Revolution*, Prentice-Hall, 1972, pp.121-22.

67 Trotsky, [Histoire de la révolution russe, 2. Octobre](#), op cit, p.582.



Depuis que nous, Soviet de Pétrograd, nous avons annulé l'ordre de Kerensky concernant l'envoi des deux tiers de la garnison au front, nous étions effectivement en état d'insurrection armée. ... l'issue de l'insurrection du 25 octobre était déjà prédéterminée aux trois quarts au moins au moment où nous nous opposâmes à l'éloignement de la garnison de Pétrograd, créâmes le Comité militaire révolutionnaire (16 octobre), nommâmes nos commissaires à toutes les unités et institutions militaires et, par là même, isolâmes complètement, non seulement l'état-major de la circonscription militaire de Pétrograd, mais aussi le gouvernement. En somme, nous avons là une insurrection armée (quoique sans effusion de sang) des régiments de Pétrograd contre le Gouvernement provisoire, sous la direction du Comité militaire révolutionnaire et sous le mot d'ordre de la préparation à la défense du 2<sup>o</sup> Congrès des soviets qui devait résoudre la question du pouvoir.<sup>68</sup>

En conséquence de la manière dont le Comité militaire révolutionnaire planifia l'insurrection, il fut relativement facile de synchroniser la prise du pouvoir avec l'ouverture du Second Congrès des soviets le 26 octobre. Le fait que le jour de l'insurrection, le 25 octobre, la résistance du gouvernement se réduisit à la défense du Palais d'hiver démontre à quel point la direction par Trotsky de la préparation et de la mise en œuvre de l'insurrection finale avait été efficace. [Soukhanov](#) a décrit ainsi l'insurrection :

Aucune résistance ne se manifesta. A partir de deux heures du matin, les gares, les ponts, les installations d'éclairage, les télégraphes et l'agence télégraphique furent progressivement occupés par de petites forces amenées des casernes. Les petits groupes de cadets ne pouvaient pas résister et n'y pensaient même pas. En général, les opérations militaires dans les centres politiquement importants de la ville ressemblaient plutôt à une relève de la garde. La défense plus faible constituée par les cadets, se retirait ; et une force de défense renforcée, de gardes, prenait sa place. (...)

Les opérations décisives qui avaient commencé étaient totalement dénuées d'effusion de sang – aucune perte ne fut signalée... La ville était absolument calme. Tant le centre que les faubourgs étaient plongés dans un profond sommeil, ne soupçonnant pas ce qui se passait dans la tranquillité de la froide nuit d'automne. (...)

Les opérations, se développant progressivement, furent menées avec une telle aisance qu'il n'y eut pas besoin de forces importantes. Des 200.000 hommes de la garnison, à peine un dixième fut mis en action. Vraisemblablement beaucoup moins. Etant donnée la présence des ouvriers et des matelots, seuls des chasseurs sortirent des casernes.<sup>69</sup>

Soukhanov pouvait avec pertinence parler du « coup d'octobre joué comme d'après une partition. »<sup>70</sup>

« Par rapport aux schémas révolutionnaires classiques — écrivit un historien —, Octobre présente, en effet, un caractère insolite. Il n'y eut pas alors à Pétrograd de cortèges de rues, de grandioses manifestations, de charges de police ; pas même de véritables effervescence populaire et à peine quelques victimes. »<sup>71</sup>

[Victor Serge](#), dans son émouvante narration de la révolution, écrit :

Cette révolution s'accomplissait de la bonne manière prolétarienne : avec organisation.

---

68 Trotsky, [Leçons d'Octobre](#) (1924).

69 Soukhanov, [op. cit.](#)

70 Soukhanov, [op. cit.](#)

71 M. Liebman, *La Révolution russe; origines, étapes et signification de la victoire bolchevique*, Gérard, 1967, p. 334. Les seules victimes, dans tout Pétrograd, tombèrent pendant la prise du Palais d'hiver ; tous les cinq faisaient partie des insurgés.

C'est pourquoi elle vainquit – à Pétrograd – si facilement et si complètement...

L'élément rationnel, concerté, la parfaite organisation de l'insurrection conçue comme une opération militaire à conduire selon les règles de l'art de la guerre, nous y apparaît avec relief : et le contraste avec les mouvements spontanés ou mal organisés si nombreux dans l'histoire du prolétariat en est saisissant.<sup>72</sup>

Nous avons déjà mentionné que Trotsky était d'accord avec Lénine sur l'urgence de l'insurrection. Mais il divergeait sur la méthode, en particulier sur l'idée que le parti devait mettre en œuvre l'insurrection en son propre nom, et sur sa propre responsabilité. L'histoire a prononcé un verdict sans équivoque sur ce désaccord.

Le schéma de Trotsky comportait un certain retard dans la mise en œuvre du plan d'action. Lénine avait peur d'un retard semblable. Son attention était concentrée sur les opposants déclarés de l'insurrection dans la direction du parti – [Zinoviev](#), [Kaménev](#), [Noguine](#) et [Rykov](#). Il craignait que tout retard eut pour conséquence des concessions aux irrésolus, une perte de temps en hésitations.

Trotsky fut l'organisateur suprême de l'insurrection d'octobre. Pour ne citer que quelques témoins, [Staline](#), dans un article intitulé *Le rôle des dirigeants les plus éminents du parti*, écrit le 6 novembre 1918, disait ceci :

Tout le travail pratique de l'organisation de l'insurrection était mené sous la direction effective du président du Soviet de Petrograd, le camarade Trotsky. Nous pouvons dire avec certitude que le passage rapide de la garnison aux côtés du Soviet et l'exécution audacieuse du travail du Comité Militaire Révolutionnaire, le Parti les doit principalement et avant tout au camarade Trotsky.

Une note dans les *Œuvres* de Lénine indique :

Après que la majorité au Soviet de Pétrograd fut passée aux mains des bolcheviks [Trotsky] en fut élu président et c'est dans cette position qu'il organisa et dirigea l'insurrection du 25 octobre.<sup>73</sup>

On peut y ajouter la contribution de Soukhanov :

Trotsky lui-même, s'arrachant du travail à l'état-major révolutionnaire, courut de l'usine Oboukhovsky à la fabrique Troubotchny, de Poutilov aux chantiers de la Baltique, de l'école de cavalerie aux casernes ; il semblait parler partout à la fois. (...) Son influence, tant sur les masses que sur l'état-major, était écrasante. Il fut la personnalité centrale de ces journées et le héros principal de cette page remarquable de l'histoire.<sup>74</sup>

## ***Lénine, le parti et la révolution***

La conscience et la planification jouent nécessairement un rôle central dans la révolution prolétarienne. Le parti révolutionnaire est donc un instrument fondamental, indispensable de la révolution. Malgré tout, l'histoire nous pose sans ambages la question suivante : Comment se fait-il que le Parti bolchevik et sa direction, lors des deux tournants clé de l'année 1917 – au lendemain de la Révolution de Février et à la veille d'Octobre – aient été tellement à la traîne derrière les nécessités de la lutte qu'ils ont menacé de tout ruiner ?

Le Parti bolchevik avait de grands avantages. Il avait été formé par sa lutte opiniâtre contre le tsarisme. Ses cadres, sélectionnés, entraînés et trempés, étaient extrêmement solides et prêts au

---

72 V. Serge, *L'an un de la révolution russe*, éditions de Delphes, Paris 1965, pp.81-82.

73 Lénine, *Сочинения*, 1ère édition, vol.14, p.482.

74 Soukhanov, [op. cit.](#)

sacrifice personnel. Sa politique d'indépendance vis-à-vis des libéraux et de leurs comparses (des mencheviks aux socialistes-révolutionnaires) était basée sur des principes ; il avait assimilé l'expérience de 1905, y compris la participation active à l'organisation d'une insurrection armée ; sa politique était fondée sur des bases théoriques très fermes et larges, et sur une étude sérieuse de l'expérience internationale du mouvement ouvrier de 1848 à 1871 et après ; sa direction avait été sélectionnée et testée au cours des années d'une lutte âpre et héroïque.

Et pourtant, aussi bien en avril qu'en septembre-octobre, la direction du parti fut la proie d'une irrésolution extrême. Comme cela peut-il être expliqué ?

D'abord, tout parti, y compris le plus révolutionnaire, produit inévitablement son propre conservatisme organisationnel – sans routine il n'y a pas de stabilité. Bien sûr, dans un parti révolutionnaire, la discipline doit être combinée avec l'initiative et l'audace. Comme Lénine l'a si souvent répété : à chaque tournant le parti est confronté au danger de s'en tenir aux méthodes, aux mots d'ordre et aux actions d'hier, qui deviennent un obstacle à l'adoption des nouvelles désormais nécessaires. La routine et l'initiative sont concentrés dans la direction du parti.

En plus, même le plus révolutionnaires des partis est sujet à la pression des forces sociales adverses. Le principal soutien du statu quo social est la conviction de la classe dirigeante, de la petite bourgeoisie, qui transmet son influence, et des travailleurs que les classes opprimées sont par nature inférieures, impuissantes et ignorantes. Isoler le parti révolutionnaire de l'opinion publique bourgeoise, couper tous les liens avec la bourgeoisie et le milieu petit-bourgeois, protéger le parti de ces influences étrangères a été un but pour lequel Lénine a lutté toute sa vie. (C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il insistait sur le fait qu'aucun membre du parti ne pouvait travailler comme journaliste dans un organe de presse bourgeois)<sup>75</sup> Mais aucun parti ne peut être complètement immunisé contre la pression de l'environnement petit-bourgeois.

Le tournant le plus brusque, celui dans lequel la pression de la négation bourgeoise du potentiel des opprimés s'exerce également avec le plus de force, est le moment où le parti révolutionnaire doit passer du travail de préparation, de propagande, d'agitation et d'organisation à la lutte immédiate pour le pouvoir d'Etat, à l'insurrection armée.

Un parti révolutionnaire se développe sur toute une période historique durant laquelle l'expérience convainc ses membres que dans l'ensemble la corrélation des forces de classe est telle qu'elle donne à la classe capitaliste le pouvoir sur la classe ouvrière. Alors que les travailleurs peuvent être plus forts sur des parties isolées du champ de bataille, en totalité ils sont plus faibles que leurs adversaires. Si ce n'était pas le cas, le règne du capitalisme aurait pris fin depuis longtemps. Tout parti révolutionnaire qui ne contrôlerait pas son impatience pendant des années à la lumière de ce fait se condamnerait à l'aventurisme et à sa propre destruction. Mais le moment vient – et c'est la signification de la révolution – où l'habitude de considérer l'ennemi comme étant le plus fort devient le principal obstacle sur la voie de la victoire. « A ce moment-là, la chose la plus nuisible de toutes serait de sous-estimer la force de l'adversaire et de surestimer la nôtre », écrivaient Zinoviev et Kaménev le 11 octobre.

Un autre obstacle peut empêcher d'orienter le parti clairement vers l'insurrection : l'état d'esprit du prolétariat à la veille du soulèvement armé. Les masses peuvent être dans l'expectative, apathiques, peu disposées à une action spontanée. En Russie, les expériences d'avril, juin, juillet et l'épisode Kornilov ont amené les masses à conclure que des actions isolées et non coordonnées étaient inutiles. Entre l'humeur exubérante des premiers jours et la confiance issue de la lutte bien menée, sans répit, des masses dirigées par un leadership clairement révolutionnaire, il y eut une pause, une accalmie.

Lénine joua un rôle crucial, tant en avril qu'en septembre-octobre, dans le réarmement des bolcheviks, tâche pour laquelle il était le plus qualifié.

Son génie était d'abord enraciné dans sa confiance absolue dans le magnifique potentiel du

---

75 Tony Cliff, [Construire le parti](#).

prolétariat. Il s'identifiait passionnément avec les haines et les espoirs des opprimés.

Ensuite, le marxisme de Lénine n'était ni fataliste, ni mécaniste, ni volontariste. Sa base était le matérialisme dialectique et le principe selon lequel les masses n'aperçoivent leurs propres capacités que dans l'action. Alors qu'une estimation sobre des forces de classe en présence est nécessaire, le parti révolutionnaire lui-même est l'un des facteurs clé dans une situation incertaine, spécialement dans une époque de révolution. L'audace du parti donne confiance aux travailleurs, alors que l'irrésolution peut les amener à la passivité et à la dépression.

Troisièmement, Lénine avait une excellente intuition. Dans les périodes de grands changements, le nombre des facteurs inconnus, non seulement dans le camp adverse, mais dans le nôtre, est si important qu'une analyse sobre ne peut suffire à elle seule. Une capacité sans égale à détecter l'humeur des masses était le don le plus important de Lénine.

Enfin, les années héroïques, et surtout l'expérience de 1905, avaient formé et trempé Lénine pour la bataille de 1917. En 1905, il élaborait et développait les règles d'action du parti et de la classe dans une insurrection armée. Il clarifia le rapport entre un mouvement de masse et une insurrection armée planifiée, l'équilibre nécessaire entre la direction politique et le plan technique.<sup>76</sup>

Et là, en 1917, il était prêt pour le défi. De la même manière que Marx et Engels, dans les années de morne « normalité », ne cessaient de se référer à 1848 comme le point à partir duquel déterminer la forme future du mouvement ouvrier révolutionnaire, Lénine, dans les années postérieures à 1905, se retournait constamment sur cette date. La lutte révolutionnaire de masse de cette période était le point de départ de sa formulation et de sa re-formulation de la stratégie et de la tactique du bolchevisme. Comme je l'ai écrit ailleurs,

La révolution a mis en évidence de façon aigüe le rapport du parti d'avant-garde à la classe, mais aussi celui du dirigeant vis-à-vis du parti. En 1905, le rôle dirigeant de Lénine sur sa propre fraction était dans l'ensemble incontestable. Mais cela exigeait de sa part un effort continu de pensée et d'organisation – il devait, en quelque sorte, réaffirmer son rôle et reconquérir son parti chaque jour. A partir des faits de 1905... on pourrait écrire des chapitres instructifs sur le comportement de la direction léniniste en l'absence de Lénine. Si l'année 1905 a trempé les bolcheviks, elle a encore plus trempé Lénine. Ses idées, son programme et sa tactique subirent pendant ces journées le test le plus sévère.<sup>77</sup>

En 1917, Lénine est parvenu à réarmer le parti et à l'élever au niveau des tâches de l'heure, parce qu'il disposait d'un immense capital sur lequel s'appuyer. Il avait un solide soutien dans les rangs du parti, préparé par toute l'histoire du bolchevisme. Lénine était le fondateur du parti et son dirigeant pendant les longues et dures années de lutte. Le creuset d'Octobre devait fournir le test suprême de sa stratégie et du calibre de sa direction du parti et de la classe.

Le caractère de Lénine – sa confiance dans le pouvoir de la classe ouvrière, sa pensée directe et sa parole simple – est résumé par les premiers mots qu'il adressa au Congrès des soviets le lendemain du soulèvement victorieux : « Nous allons maintenant passer à la construction de l'ordre socialiste. »<sup>78</sup>

---

76 Tony Cliff, [Construire le parti](#).

77 Tony Cliff, [Construire le parti](#).

78 Reed, [Ten days that shook the world](#), pp.104-05.

# Chronologie

Les événements de Russie sont datés selon le calendrier julien ; ceux de l'étranger sont datés à la fois selon le calendrier julien et le calendrier grégorien (occidental).

## 1914

19 juillet – 1er août : Début de la Première guerre mondiale.

23 juillet/4 août : Le Parti Social-démocrate Allemand vote les crédits de guerre.

26 juillet/8 août : Arrestation de Lénine à Nowy Targ (Pologne).

23 août/5 septembre : Lénine arrive à Berne (Suisse).

12 octobre/4 novembre : Les députés bolcheviks à la Douma arrêtés et envoyés en Sibérie..

24-26 août/6-8 septembre : Rapport de Lénine sur l'attitude à observer sur la guerre lors d'une conférence des bolcheviks à Berne. Ses thèses sur la guerre sont adoptées comme résolution du groupe social-démocrate.

## 1915

14-27 février/19 février-4 mars : Conférence des groupes bolcheviks à l'étranger à Berne.

13-15 mars/26-28 mars : Conférence internationale des femmes socialistes à Berne.

22-24 mars/4-6 avril : Conférence internationale des Jeunesses socialistes à Berne.

23-26 août/5-8 septembre : Conférence antiguerre de Zimmerwald.

## 1916

Décembre 1915-juin 1916 : Lénine travaille à *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

11-17 avril/24-30 avril : Conférence antiguerre de Kienthal.

16-17 décembre/ 29-30 décembre : Assassinat de Raspoutine.

Décembre 1916-Février 1917 : Lénine travaille à la bibliothèque de Zürich sur l'attitude marxiste envers l'Etat. Ses notes de Marx et Engels, avec ses propres commentaires et conclusions, sont rassemblés sous le titre *Le marxisme et l'Etat*.

## 1917

9 janvier : Réunions de rue et grève des imprimeurs célèbrent l'anniversaire du « Dimanche rouge ».

14 février : La dernière Douma d'Etat se réunit.

23 février ; La célébration de la Journée internationale des femmes commence la révolution.

24 février : 200,000 ouvriers en grève à Pétrograd.

25 février : Grève générale à Pétrograd. Fusillades et arrestations de révolutionnaires.

26 février : Le tsar dissout la Douma. Les députés se dispersent mais décident de ne pas quitter la ville. Dizaines de milliers de travailleurs dans les rues.

27 février : Mutinerie des régiments de la Garde. Formation du Soviet des députés ouvriers. Formation du Comité provisoire de la Douma.

28 février : Arrestation des ministres du tsar. Prise de la prison de Schlüsselburg. Premier numéro des *Izvestia*, « *Les nouvelles du Soviet* ».

1<sup>er</sup> mars : L'ordre N°1 est donné aux soldats. Formation de la section des soldats du soviet. Première session du Soviet de Moscou.

2 mars : Le tsar abdique en faveur du grand-duc Michel. Le Gouvernement provisoire est formé par le Comité provisoire de la Douma avec le soutien du soviet et avec Kérénsky comme ministre de la justice.

3 mars : Le grand-duc Michel abdique. Le Gouvernement provisoire annonce la révolution au monde par radio.

5 mars : Premier numéro de la *Pravda*, organe central du Parti bolchevik.

6 mars : Le Gouvernement provisoire déclare l'amnistie des prisonniers politiques.

7 mars/26 mars : Lénine écrit ses *Lettres de loin*.

8 mars : Le tsar est arrêté à Moghilev.

14 mars : Adresse du soviet aux « peuples du monde entier » se déclarant partisan d'une paix sans annexations ni indemnités.

23 mars : Funérailles des martyrs de la révolution.

29 mars : Conférence Panrusse des Soviets.

28 mars-4 avril : Conférence Panrusse du Parti bolchevik.

3 avril : Lénine, Zinoviev et d'autres bolcheviks arrivent de Suisse.

3-4 avril : Thèses d'avril de Lénine, soulignant sa politique de révolution prolétarienne.

14-22 avril : Conférence de ville de Pétrograd du Parti bolchevik.

15 avril : Célébration de la fête socialiste internationale du 1er mai. Le ministre des affaires étrangères Milioukov envoie une note aux alliés promettant la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire dans les termes anciens.

20 avril : Manifestations armées de protestation contre la note de Milioukov – les « Journées d'Avril ».

24-29 avril : Septième Conférence panrusse des bolcheviks.

1<sup>er</sup> mai : Le Soviet de Pétrograd vote pour un gouvernement de coalition.

2 mai : Milioukov démissionne.

4 mai : Trotsky arrive d'Amérique et soutient la politique de Lénine. Un Congrès panruss des députés paysans s'ouvre à Pétrograd.

5 mai : Un gouvernement de coalition est organisé avec Kérénsky comme ministre de la guerre.

17 mai : Le Soviet de Cronstadt se déclare seul pouvoir gouvernant à Cronstadt.

25 mai : Congrès panrusse du Parti Socialiste-Révolutionnaire.

30 mai : La Première Conférence des Comités d'usine s'ouvre à Pétrograd.

3 juin : Premier Congrès panrusse des soviets.

9 juin : Les bolcheviks appellent à une manifestation antigouvernementale à Pétrograd.

18 juin : Début de l'offensive russe en Galicie. A Pétrograd, des meetings organisés par le soviet se transforment en manifestations pro-bolcheviques.

3-4 juin : Violentes manifestations antigouvernementales à Pétrograd.

5 juillet : L'ordre d'arrêter les dirigeants bolcheviks est donné.

7 juillet : Lénine rentre dans la clandestinité.

8 juillet : Démission du prince Lvov ; Kerensky nommé chef d'un gouvernement d'interim.

12 juillet : Le gouvernement provisoire rétablit la peine de mort sur le front.

16 juillet : Le général Kornilov est nommé commandant en chef de l'armée russe.

23 juillet : Trotsky est arrêté par le Gouvernement provisoire .

24 juillet : Kerensky forme un nouveau gouvernement de coalition.

26 juillet-5 août : Sixième Congrès du Parti bolchevik.

12-15 août : Conférence d'Etat à Moscou, et grève générale de protestation.

20 août : Succès bolchevik aux élections municipales de Pétrograd.

21 août : Les Allemands occupent Riga.

Septembre-octobre : Lénine écrit *L'Etat et la révolution*.

27-30 août : Putsch contre-révolutionnaire avorté dirigé par le général Kornilov.

1er septembre : Le Soviet de Pétrograd adopte une motion bolchevique.

4 septembre : Trotsky libéré sous caution.

5 septembre : Le Soviet de Moscou adopte une motion bolchevique.

9 septembre : La direction du Soviet de Pétrograd passe aux mains des bolcheviks.

10-14 septembre : Lénine écrit *La catastrophe qui vient et comment la combattre*.

15 septembre : Le Comité central discute les lettres de Lénine *Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir et Marxisme et insurrection*, qu'il fait circuler dans les principales organisations bolcheviques.

14-21 septembre : Une "Conférence démocratique" se réunit à Pétrograd.

24 septembre : Kérénsky forme un troisième et dernier gouvernement de coalition. Victoire des bolcheviks aux élections municipales de Moscou.

Fin septembre-1<sup>er</sup> octobre : Lénine écrit *Les bolcheviks peuvent-ils garder le pouvoir ?*

7 octobre : Ouverture du Préparlement ; les bolcheviks refusent d'y participer.

9 octobre : Formation du Comité militaire révolutionnaire du Soviet de Pétrograd.

10 octobre : Le Comité central du Parti bolchevik se déclare pour une insurrection armée.

15 octobre : La section des soldats du Soviet de Pétrograd vote pour le transfert de toute l'autorité militaire de l'état-major à un Comité militaire révolutionnaire.

13 octobre : Une Conférence élargie du Comité de Pétrograd des bolcheviks discute, dans l'ensemble sans grand enthousiasme, du projet d'insurrection.

16 octobre : Un plenum élargi du Comité central, de la Commission exécutive du Comité de Pétrograd, de l'Organisation militaire, des membres du Soviet de Pétrograd, des syndicats, des Comités d'usine, du Comité de zone de Pétrograd, et des cheminots réaffirme la décision d'insurrection.

18 octobre : Lettre de Zinoviev et Kaménev au journal de Gorky s'opposant à l'insurrection.

19 octobre : Lénine demande l'exclusion de Zinoviev et Kamenev du parti.

20 octobre : Le Comité militaire révolutionnaire commence les préparatifs de l'insurrection.

22 octobre : Revue des forces du Soviet à Petrograd sous le masque d'immenses meetings.

23 octobre : La forteresse Pierre-et-Paul, dernier obstacle important devant le succès de l'insurrection, se déclare pour le Soviet de Pétrograd.

24 octobre : Le Gouvernement provisoire donne l'ordre d'arrêter le Comité militaire révolutionnaire, interdiction des journaux bolcheviks, remplacement des troupes sous l'influence des bolcheviks à Pétrograd par des troupes loyales ; Kérénsky fait son dernier discours au Conseil de la République ; Lénine arrive à Smolny, le quartier général bolchevik, dans la nuit.

25 octobre : La Révolution d'Octobre commence (2 heures du matin). Des troupes du Comité militaire révolutionnaire ferment le Conseil de la République (midi). Lénine sort de sa cachette, apparaît à la session du Soviet de Pétrograd (3 heures de l'après-midi) ; il est présenté par Trotsky. Les opérations contre le Palais d'hiver (siège du Gouvernement provisoire) commencent (9 heures). Ouverture du Second Congrès panrusse des Soviets (11 heures).